



HAL
open science

Anamorphose sociale : Classes sociales et inégalités sociales au Brésil au cours des années 2000

Lucas Page Pereira

► **To cite this version:**

Lucas Page Pereira. Anamorphose sociale : Classes sociales et inégalités sociales au Brésil au cours des années 2000. Sociologie. Université Paris-Saclay, 2021. Français. NNT : 2021UPASU005 . tel-04371724

HAL Id: tel-04371724

<https://theses.hal.science/tel-04371724>

Submitted on 4 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Anamorphose sociale
Classes sociales et inégalités sociales au Brésil au
cours des années 2000

Social Anamorphosis
Social classes and social inequalities in Brazil in the 2000s

Thèse de doctorat de l'université Paris-Saclay

Ecole doctorale n°629, Sciences Sociales et Humanités (SSH)
Spécialité de doctorat: Sociologie, Démographie, Anthropologie
Unité de recherche : Université Paris-Saclay, UVSQ, CNRS, Printemps, 78000,
Versailles, France
Référent : Université de Versailles -Saint-Quentin-en-Yvelines

**Thèse présentée et soutenue à Paris-Saclay,
le 21/09/2021, par**

Lucas PAGE PEREIRA

Composition du Jury

Camille PEUGNY

Professeur des Universités, Université de Versailles
Saint Quentin-en-Yvelines (UVSQ)

Président

Adalberto CARDOSO

Professeur des Universités, Universidade Estadual do
Rio de Janeiro (UERJ)

Rapporteur & Examineur

Yasmine SIBLOT

Professeure des Universités, Université Paris 8

Rapporteuse & Examinatrice

Virgílio BORGES PEREIRA

Professeur des Universités, Universidade do Porto

Examineur

Ana PERRIN-HEREDIA

Chargée de recherche au CNRS, Université de
Picardie – Jules Verne (UPJV)

Examinatrice

Direction de la thèse

Frédéric LEBARON

Professeur des Universités, ENS Paris-Saclay

Directeur de thèse

Às mulheres que, enquanto lavavam a roupa de outros, permitiram-me ir mais longe do que se poderia imaginar : Euládia, Tereza, Ester, Eunice, Eleni, Rode, Noeli e Fernanda.

À ces femmes qui, en blanchissant du linge, m'ont permis d'aller plus loin qu'on l'aurait jamais imaginé : Euládia, Tereza, Ester, Eunice, Eleni, Rode, Noeli et Fernanda.

Remerciements

Une recherche doctorale n'est jamais possible sans le soutien d'un réseau de personnes sur qui on peut compter et qui dépasse largement la rédaction du texte final à proprement parler. Dans mon cas, cela est d'autant plus important en raison de mon arrivée dans un nouveau pays et de l'insertion au sein d'un nouveau champ académique, dont le fonctionnement m'était également étranger.

D'abord, je remercie Frédéric Lebaron, directeur de cette recherche, pour les véritables échanges scientifiques que nous avons eus au cours de ces dernières années et de m'avoir intégré à plusieurs reprises au sein de projets de recherche, qui m'ont permis d'accumuler une expérience plus large sur l'exercice du métier de sociologue en France.

Je remercie les membres du jury, Camille Peugny, Yasmine Siblot, Anna Perrin-Heredia, Virgilio Pereira et Adalberto Cardoso de leur disponibilité et des lectures attentives de mon manuscrit.

Je remercie José Alcides Figueiredo Santos, Flavio Alex de Oliveira Carvalhaes et Adalberto Moreira Cardoso qui ont gentiment "ouvert leurs cuisines", m'ont transmis les routines utilisées pour coder leurs nomenclatures de classes sociales et avec qui j'ai eu de riches échanges à ce sujet.

Je remercie l'équipe du Laboratoire Printemps pour l'accueil et pour une véritable formation à la recherche. En particulier, je remercie Nathalie de Guizelin-Marault et Carine Boulard pour leur disponibilité et la manière dont elles m'ont permis de comprendre les ficelles de l'administration de l'Université.

Un merci particulier à Laurent Willemez pour le soutien et les conseils précieux depuis le tout début de ce parcours. Ils m'ont permis de comprendre un peu plus le fonctionnement du champ académique en France et comment mieux me placer à l'intérieur de celui-ci.

Aux doctorantes et doctorants des laboratoires CESDIP et Printemps, avec qui j'ai pu partager des moments de joie et de difficultés rencontrés par nous tous pendant ce parcours. En particulier, à Jennifer Laussu, à Claire Fraile Tebar et à Julie Minoc.

Aux amies d'avant et de toujours, qui ont eu la patience de m'écouter à plusieurs reprises sur les questions de classes sociales au Brésil en partageant une bière et qui m'ont souvent prêté des canapés lors de mes multiples séjours à Paris. Aline Penatti, Guillaume Dereu, Pauline Bonnot, Stanley Santos, Anne Dervilly, Nadja Bedok, Julien Parc, Ana Cecilia Pontes Rodrigues.

Je remercie Sarah Thiriot et Armèle Cloteau pour les échanges, les bières et pour leur encouragement à poursuivre ce chemin.

Dans cette phase finale de la recherche, je remercie Brigitte Le Roux et Philippe Bonnet pour les multiples échanges sur les statistiques que nous avons eus. Aussi dans cette phase finale, je remercie Iram Jácome Rodrigues pour les commentaires et suggestions.

A Bruno Höfig por ter sido esse companheiro nas *saisons en enfer* que passamos em Londres, pelas longas conversas teóricas que me permitiram ver de mais alto aquilo que eu próprio fazia.

A Marília Tunes Mazzon por ter, mesmo a distância, permanecido uma das minhas principais interlocutoras e, sem dúvidas, uma das pesquisadoras mais interessantes hoje no Brasil.

A minha irmã Nicole, pelas inúmeras vezes que ela me socorreu fotografando esse ou aquele livro ou documento que não podia acessar desse outro lado do atlântico.

Adrien Maret pour les lectures, les conseils, le soutien et pour m'avoir présenté plusieurs facettes de la culture française qui n'étaient pas dans mes vieux livres.

Un grand merci aussi à Marie-Pierre Kéribin, pour la lecture attentive des différentes parties de ce texte, pour ses commentaires toujours bienveillants et pour être une « mamie de choc ».

Je remercie tout spécialement Marion Plault, d'abord pour sa manière d'être qui m'inspire autant ! Aussi, pour tous les échanges sur les statistiques et pour ses commentaires très précieux sur le fond et la forme de mon texte.

Agradeço a Quentin Lamour, um tipo irmão escolhido a dedos, que releu, comentou, me fez repensar meu texto e, sobretudo, teve pouco escrúpulo em me acompanhar nas ideias mais absurdas ao longo dessa jornada.

Un grand merci à cette équipe de lecteurs et lectrices qui ont permis à ce texte d'avoir une rédaction plus correcte malgré mes phrases longues et l'emploi de tournures bizarres. Véronique Page Pereira, Raphaëlle Page, Jérémy Bouillet, Pascale Déségnat, Guy Page, Camille Page, Samir Bedredine et Stéphanie Clément.

A minha família que ficou no Brasil, pelo apoio e as alegrias que me deram durante esse período tão distante. Mais également à ma belle-famille qui m'a aussi bien accueilli en France.

A Jojo pour me dire, tout heureux, que c'était l'heure de mettre un point final à cette thèse.

Finalement à Véronique Page Pereira, ma compagne de vie, qui m'a fait voir qu'il y avait beaucoup de choses intéressantes en dehors de la bibliothèque où je m'étais auparavant caché. Sans son soutien (moral et financier) cette thèse n'aurait jamais pu exister. Sans son courage et son amour je serais resté en deçà de ce que je suis devenu.

Sommaire

Introduction générale	6
Le Brésil, une société toujours en mouvement	22
<i>Un siècle in a nutshell</i>	22
<i>Brésil, taking off and crashing down</i>	29
Un champ d'analyse	42
Plan de la thèse	44
Chapitre 1 : Une enquête et une classification au cœur d'un système en bouleversement	46
1.1. La production d'informations statistiques nationales	48
1.1.1. <i>Planification et économie à l'ombre de la consolidation de l'hégémonie des États-Unis d'Amérique</i>	55
1.1.2. <i>Les tensions au sein du système statistique</i>	59
1.2. Le Sondage national par échantillon de domiciles, PNAD	63
1.3. La Classification brésilienne de professions, CBO	70
1.4. Précisions terminologiques	74
1.5. La création d'une classification de professions	77
1.6. Les PNADs et la CBO : entre neutralité scientifique et neutralisation politique	83
Chapitre 2 : Des multiples approches de la stratification de la société brésilienne	88
2.1. Le CCEB : le Brésil de l'autre côté du miroir	94
2.2. Kamakura & Mazzon : la refondation du CCEB	103
2.3. Le critère Neri-SAE	110
2.4. Nelson do Valle Silva, un pionnier à Rio de Janeiro	119
2.5. Une sente néo-wébérienne	127
2.6. Une sente néo-marxiste	135
2.7. Suivre des nouvelles pistes : une translittération de la PCS	142
2.8. Issue : une société aux multiples regards	148
Chapitre 3 : Les composantes fondamentales de l'espace social brésilien	160
3.1. Les caractéristiques de l'insertion des individus sur le marché du travail	161
3.1.1. <i>Accès à la protection face aux aléas de la vie</i>	169
3.1.2. <i>Des syndicats entre la politique et la prestation de services</i>	171
3.1.3. <i>Temps absorbé par l'emploi principal</i>	176
3.1.4. <i>Pluriactivité professionnelle</i>	179

3.1.5. Ancienneté dans l'emploi principal _____	180
3.1.6. Une composition hétéroclite du revenu total : les salaires non-monétaires liés à l'emploi principal _____	182
3.2. Le logement : élément-clé de la stratification sociale _____	188
3.2.1. Précarité et inadéquation du logement _____	194
3.2.2. Type de logement et type d'occupation du logement _____	196
3.2.3. Le standing du logement _____	197
3.2.4. Niveau d'équipement du logement _____	200
3.3. Les caractéristiques de la vie privée et familiale _____	203
3.3.1. Migration _____	205
3.3.2. Âge au premier emploi _____	207
3.3.3. Enfants en âge scolaire et scolarisation au sein d'un établissement privé _____	210
3.3.4. Temps de déplacement entre le lieu de résidence et l'emploi _____	215
3.3.5. Temps journalier dédié aux tâches domestiques _____	216
Chapitre 4 : L'espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil _____	220
4.1. L'espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil _____	221
4.1.1. Des mesures aux beaux appartements _____	224
4.1.2. Entre établis et nouvellement arrivés _____	227
4.1.3. Entre l'entreprise et le foyer _____	229
4.2. Du rural à l'urbain _____	232
4.3. L'urbain, le rural, le régional _____	240
4.4. Des classes d'individus _____	247
4.5. Individus, ménages : les niveaux d'analyse _____	253
4.5.1. Un espace de ménages _____	258
4.5.2. Des classes de ménages _____	262
4.6. L'évolution temporelle de l'espace _____	264
4.7. Conclusion _____	268
Chapitre 5 : L'ajustement entre classes et classifications _____	270
5.1. Comparaison et validité des schémas de classe _____	271
5.1.1. La question de la validité _____	273
5.1.2. Approche adoptée _____	277
5.2. Mesures d'association _____	283
5.2.1. Association entre deux variables catégorielles comme écart à l'indépendance _____	283
5.2.2. Association entre deux variables catégorielles comme prédiction optimale _____	289
5.3. Des classes dans l'espace _____	291
5.3.1. De l'induction à la déduction _____	295

5.4. Conclusion	299
Conclusion Générale	301
Annexes	310
<i>Annexes en ligne</i>	311
<i>Annexes du Chapitre 1</i>	312
<i>Annexes du Chapitre 2</i>	315
<i>Annexes du Chapitre 3</i>	318
<i>Annexes du Chapitre 4</i>	335
<i>Annexes du Chapitre 5</i>	358
Bibliographie	374
Liste des figures	423
Liste des graphiques	424
Liste des tableaux	426
Liste des encadrés	428
Liste de Sigles	429
Résumé	431
Abstract	432
Resumo	433

Introduction générale

1. Toute la terre avait une seule langue et les mêmes mots. 2. Décampant de l'est, ils trouvèrent une vallée au pays de Shinéar, et ils s'y installèrent. 3. Ils se dirent l'un à l'autre : Allons, faisons des briques ("briquetons des briques") et cuisons-les au feu ("brûlons-les dans la brûlure") ! La brique leur servit de pierre et le bitume leur servit de mortier. 4. Ils dirent: allons, bâtissons-nous donc une ville et une tour avec un sommet jusqu'au ciel, et faisons-nous un nom, afin que nous ne nous dispersions pas sur toute la terre ! 5. Yhwh descendit pour voir la ville et la tour que bâtissaient les humains. 6. Yhwh dit: Voici, ils sont un seul peuple, ils ont tous une seule langue, et ce n'est là que le commencement de leurs œuvres ! Maintenant, rien ne les empêchera de réaliser tous leurs projets ! 7. Allons, descendons, et là, brouillons leur langue, afin que l'un n'entende plus la langue de l'autre ! 8. Yhwh les dispersa de là sur toute la terre ; ils cessèrent de bâtir la ville. 9. C'est pourquoi on l'a appelée du nom de Babylone ("Brouillage"), car c'est là que Yhwh brouilla la langue de toute la terre, et c'est de là que Yhwh les dispersa sur toute la face de la terre.

(Gen, 11, 1-9, traduction Thomas Römer)

"Prrrrogrèss" / "prrrrogrèss" / J'ai toujours "huit" dire / que le "prrrrogrèss" vient du "travail". / Demain matin on va donc "travailler".

Tout ce temps qu'on a passé dans la vie de Bohème / à danser la samba jour et nuit / à se cramer le burlingue tout le temps.

Maintenant, si j'écoute le conseil des femmes. / Je vais travailler, / si Dieu le veut.

Mais Dieu ne le veut pas.

(Adoniran Barbosa, Osvaldo Moles & João Belarmino dos Santos, *Conselho de mulher*, 1953)

Le 17 avril 2021, un des principaux sites brésiliens d'information en continu a publié un article intitulé « la classe moyenne "rétrécit" pendant la pandémie et a déjà la même "taille" que la classe inférieure »¹. Selon l'article, « (...) le pourcentage de la population brésilienne appartenant à la classe moyenne traditionnelle a diminué de 51% en 2020 à 47% en 2021 – à la même « taille » que la classe inférieure. Selon [l'institut de sondage] *Locomotiva*, le plus haut score a été observé en 2011, lorsque la classe moyenne comptait 54% de la population » (Alvarenga et Martins s. d.). Pour donner de la substance au propos, les auteurs nous racontent l'histoire de Maria José de Almeida, une employée domestique de 44 ans qui perçoit à elle seule tous les revenus de son ménage. Avant la pandémie, Maria José résidait avec son mari et un de leurs enfants et percevait un revenu d'environ 2,5 salaires minimum (pour un budget mensuel total de 1,8 salaire minimum). En raison de la crise de la Covid-19, non seulement les revenus de Maria José ont fortement baissé, mais deux membres supplémentaires sont venus accroître le ménage : une fille et une petite fille de Maria José sont retournées habiter temporairement chez elle après la perte de l'emploi de sa fille et de son conjoint (qui, à son tour, est retourné habiter temporairement chez ses propres parents). Cette situation a rendu difficile les fins de mois et, pour s'en sortir, la famille a recours à des dons alimentaires organisés par une association.

Deux jours auparavant, la *Folha de São Paulo*, le quotidien le plus diffusé au Brésil, avait publié un article avec un titre assez proche : « 80% des familles de la classe moyenne ont subi une baisse de revenus ». Dans cet article nous pouvons lire que la plupart des familles percevant un revenu mensuel supérieur à cinq salaires minimum a perdu entre 20 et 50% du revenu habituel et 7% ont perdu la totalité de leur revenu. Là aussi, l'histoire d'une famille nous est présentée : Patrícia Polonca (45 ans) et son mari Gustavo (47 ans), qui avaient depuis 20 ans une entreprise dans l'évènementiel et qui, en raison de la pandémie, ont vu leur affaire s'écrouler. Ce changement de situation a contraint le couple à transférer leurs deux enfants d'une école privée prestigieuse de São Paulo vers une autre école privée moins (re)connue, dans un autre quartier, mais dont les mensualités coûtent moins de la moitié de celles de l'école qu'ils fréquentaient auparavant. « Patrícia a également profité pour reprendre son ancienne profession d'architecte d'intérieur. À présent elle fait du conseil en ligne aux personnes qui ont besoin d'adapter leur logement au télétravail. Gustavo, quant à lui, a transformé les consultations en ligne en tant que thérapeute holistique – métier qui, avant la crise, aidait à arrondir les fins de mois – en son activité principale » (Gavras 2021).

Fin janvier, le deuxième quotidien à diffusion nationale au Brésil, *O Globo*, fait paraître un article dont le titre est « en raison du télétravail et sans voyage, restaurant, ni loisirs, la classe

¹ La traduction de tous les passages écrits en une autre langue que le français a été faite par nos soins et est de notre seule responsabilité. Les expressions et termes posant des difficultés de traduction sont présentés dans leur langue d'origine entre crochets.

moyenne fait plus d'économies pendant la pandémie » (C. Almeida et Sorima Neto 2021). Selon l'article, en 2020, l'épargne intérieure brute est passée de 13,7% à 17,3% du PIB, en raison de l'incertitude face à l'avenir et, notamment, de la réduction des dépenses courantes relatives aux loisirs, à l'habillement, aux transports et aux vacances. Les auteurs nous présentent, ensuite, le profil de trois « familles de classe moyenne » : un couple de chef·fe·s d'entreprises (elle dans l'informatique, lui dans la logistique) avec un enfant âgé de 17 ans, résidant à Rio de Janeiro; un couple composé d'une psychologue (âgée de 30 ans) et d'un professeur des universités (âgé de 32 ans), sans enfants, résidant à São Paulo ; et un aide-soignant (âgé de 41 ans) vivant seul à Porto Alegre. Toutes les trois ont vu leur épargne augmenter soudainement pendant la pandémie de Covid-19. Comme l'exprime la cheffe d'entreprise Alexandra Visconti : « ça fait un an que nous n'allons pas au Théâtre Municipal [de Rio de Janeiro] ou à la salle [de spectacles] Cecília Meirelles [une des plus traditionnelles et prestigieuses de Rio de Janeiro]. Cela faisait partie de notre quotidien. Nous n'achetons plus de vêtements. Pour quoi faire ? Nous ne sortons plus de la maison, nous n'allons plus à des fêtes. On avait été surpris de voir qu'on avait mis autant d'argent de côté » (C. Almeida et Sorima Neto 2021). Ainsi, la famille en a profité pour « diversifier son portefeuille de placements ».

Il y a quelques mois, en novembre 2020, un autre quotidien de grande diffusion nationale, *O Estado de São Paulo*, nous informait qu'en raison de la pandémie « (...) la classe moyenne a été obligée de réduire les dépenses d'au moins un des services suivants : l'assurance santé privée [19%], le recours à une employée domestique ou à une assistante maternelle en exclusivité [35%] et les mensualités de l'école privée [15%]. » (Castro et al. 2020). Les auteurs ont choisi d'illustrer l'article par l'histoire de Romulo Mathias (34 ans) qui, avant la crise, travaillait comme informaticien dans une entreprise sous-traitante dans le secteur de l'aviation ; et de sa conjointe Cíntia Queli Cecílio (35 ans), qui est toujours employée chez un comptable. En raison du chômage de Mathias, le couple a été contraint d'arrêter d'acheter des livres, de résilier l'abonnement du câble et ne dispose plus d'une assurance santé privée :

Sans réussir à trouver un emploi stable, Mathias a investi les réseaux sociaux et a commencé à faire des *lives* sur les jeux électroniques sur Twitch, une plateforme spécialisée dans cette thématique, pour contribuer aux finances [du couple]. Au travers de cette chaîne [Twitch], il a commencé à demander des dons [en argent] à d'autres joueurs. Jusqu'à présent il a récolté R\$300,00 pour payer la résonance [magnétique dont sa conjointe a besoin], qui coûte entre R\$800,00 et R\$900,00 dans la région où ils résident. Mathias nous raconte : « On a besoin de cet argent parce que Cíntia ne peut pas aller au SUS [hôpital public], mais pour un travailleur de classe moyenne, le coût [de l'examen médical dans un hôpital privée] équivaut à un salaire minimum. » (Castro et al. 2020).

En plus d'avoir un aperçu des diverses manières dont la pandémie de Covid-19 a impacté la vie des individus et des familles au Brésil et d'entrevoir comment le journalisme brésilien peut

utiliser les histoires de ces familles pour illustrer des propos dont l'essentiel provient de la description des chiffres issus d'enquêtes statistiques ; le lecteur ou la lectrice a pu noter que cette petite « revue de presse » a comme fil conducteur le fait de décrire des familles de « classe moyenne ». Que l'expression « classe » soit (ou non) suivie par des qualificatifs – « traditionnelle », « nouvelle », « haute », « moyenne », « basse » etc. –, cela semble changer peu à l'imprécision de son emploi. En effet, aux yeux des sociologues – spécialement aux yeux des sociologues français·se·s, habitué·e·s à l'usage de la nomenclature des Professions et Catégories Socioprofessionnelles (PCS) – ce n'est peut-être que par un abus de langage que des familles appartenant à des milieux sociaux aussi différents et disposant de conditions socioéconomiques aussi inégales puissent être réduites à une même catégorie et, en plus, que cette catégorie soit celle de « classe moyenne ».

Cet abus de langage pourrait être pris comme le résultat d'une déformation professionnelle qui, dans sa volonté de faire exister au sein du débat public des thématiques issues des débats académiques, contraint à faire des hyper-simplifications qui, dans certains cas, conduisent à brouiller les termes, les exposant aux lectures et relectures, à la guise des responsables de rédaction. Pourtant, bien que ces articles proviennent de différents organes de presse et ont été signés par différents auteurs, ils font tous référence à une même approche de la « classe moyenne », approche selon laquelle cette classe correspond à un intervalle de revenu *per capita*, généralisé, ensuite, en termes de revenu total du ménage. Ainsi, s'il y a abus de langage, cela n'est pas une exclusivité de ces médias.

Durkheim disait à la toute fin des *Formes élémentaires*, que souvent « (...) nous nous mentons, sans le vouloir, les uns aux autres : c'est que nous employons tous les mêmes mots sans leur donner tous le même sens » (Durkheim 1968 [1912], p. 441). Il attribuait ce fait à l'assimilation imparfaite des représentations collectives par les individus, en soulignant que la pensée scientifique, en tant qu'un genre de pensée conceptuelle, fait l'effort de dépasser toute contingence affective, ce qui exige (mais ne se réduit pas à) le développement d'une terminologie spécifique². De fait, à certains égards, l'idée de Condillac qu'« une science bien traitée n'est qu'une langue bien faite » (Condillac 1877 [1798], p.5) s'est imposée. La consolidation des différents domaines disciplinaires se fait ainsi en partie au travers de la construction d'un « discours savant » qui lui est propre. En tant que discours toutefois, il est soumis à un ensemble de conditions de vérités et à des rapports de pouvoir qui le rendent plus complexe, mais pas moins assujetti aux « bruits » de communication et aux faux débats³.

² La littérature à ce sujet est vaste et nous ne nous étendrons pas ici sur les limites de la conception durkheimienne de science, sur laquelle nous nous sommes déjà penchés par ailleurs (Page Pereira 2013, 124 et seq.).

³ Parmi les sciences sociales, l'économie est une des disciplines où ce « discours savant » est allé le plus loin, avec des terminologies, des jargons, des typologies, des méthodes et une dominance de l'anglais comme *lingua franca*. Cela n'a pas suffi, cependant, à éviter les mécompréhensions et les faux débats, comme le montre le travail de Marion Plault au sujet du débat économique autour de l'augmentation (ou stagnation) de l'instabilité de l'emploi dans le dernier quart

En sociologie, une des notions-clés de la discipline – qui est, depuis son origine, une des plus sujettes à débat – est précisément celle de classe sociale. Si elle répond aux besoins de l'analyse de sociétés structurellement inégales et notamment au sein desquelles le travail (et, plus particulièrement, la position des individus sur le marché du travail) joue un rôle structurant de l'ensemble des dimensions de la vie individuelle et collective, sa saisie n'a rien d'évidente. Déjà, en 1905, Maurice Halbwachs attirait l'attention sur la polysémie de l'emploi de cette notion et au fait que

(...) ce n'est pas seulement, comme le dit [Gustav von] Schmoller, la profession, et, comme le soutient [Karl] Bücher, la fortune, c'est aussi la fonction économique au sens où l'entend [Werner] Sombart, et c'est encore la race, l'éducation, la force brutale, qui rendent compte de l'existence et de la forme actuelle des classes. (Halbwachs 1905).

En effet, une des difficultés majeures que les classes sociales, en tant que catégorie d'analyse, posent au sociologue (mais qui est également une de ces grandes forces) provient du fait qu'elles synthétisent empiriquement une multitude de dimensions de l'existence (individuelle et sociale) et qu'ainsi, leur saisie unilatérale est toujours insuffisante et dépendante du contexte analysé⁴. Le problème soulevé par Halbwachs est donc celui de la pertinence et de la prépondérance de certain(s) facteur(s) dans la structuration des sociétés industrielles en classes. Mais il y a un autre problème connexe qu'Halbwachs ne mentionne pas, même dans ses écrits tardifs, bien qu'il y soit lui aussi confronté à maintes reprises : celui du rapport entre la conception des classes sociales *in abstracto* et les informations disponibles *in concreto*⁵. C'est-à-dire le fait que, souvent – et indépendamment du versant théorique dans lequel le ou la sociologue se situe –, les indicateurs de classe sociale soient construits sur la profession⁶ exercée par les individus et/ou le régime de son

du XX^{ème} siècle en France : ces études, malgré leur « langue commune », n'utilisent pas le plus souvent des populations et/ou périodes de référence comparables, de sorte que leur résultats soit disant « contradictoires » ne sont pas, eux non plus, tout à fait passibles de comparaison (Plault 2019, chap. 3).

⁴ Même quelqu'un comme Karl Marx, pour qui les rapports de classe dans les sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste sont directement liés aux relations de domination et d'extraction du surtravail non-payé, affirmait quelques décennies avant Halbwachs que « (...) Cela n'empêche pas qu'une même base économique (la même, quant à ses conditions fondamentales), sous l'influence d'innombrables conditions empiriques différentes, de conditions naturelles, de rapports raciaux, d'influences historiques extérieures, etc., peut présenter des variations et des nuances infinies que seule une analyse de ces conditions empiriques pourra élucider ». (Karl Marx 2000, 3:717).

⁵ Si Halbwachs envisage la structure de classes *en général* comme le résultat de la capacité dont disposent les différents groupes sociaux à participer aux activités propres à intensifier la vie collective et à étendre les rapports que les hommes ont entre eux en tant que personnes humaines (1955 [1938]; 1939; 2008 [1942]); dans ses études statistiques des budgets des ménages (1912; 1914; 1921; 1931; 1933), c'est la profession des individus (ou, plutôt, la profession des hommes pris comme les « têtes de ménages ») qui est utilisée pour saisir leur position à l'intérieur de cette structure de « rangs multiples ». Qu'il s'agisse des enquêtes allemandes, françaises, états-uniennes, etc., pensées à l'origine pour évaluer le coût de la vie de populations bien délimitées (et non pas pour une étude sociologique), Halbwachs accepte les catégories mobilisées par ces enquêtes (*i.e.* paysans, ouvriers, employés et fonctionnaires, selon l'enquête), alors même que, dans les critiques méthodologiques qu'il a rédigées, son malaise avec la « place » de certaines catégories telles que les « petits employés » ou les « petits fonctionnaires » est flagrant. Pour une analyse détaillée de l'approche des classes sociales chez Halbwachs, voir notre étude (Page Pereira 2013, chap. 2).

⁶ Dans cette étude nous utilisons les termes *profession*, *métier* et *occupation* comme des synonymes pour des raisons qui seront élucidées plus loin, lorsque nous reviendrons sur la question terminologique.

exercice⁷ ; ou, plus précisément, sur la manière dont la déclaration de l'exercice d'une activité professionnelle a été enregistrée, codée et classée au sein d'une enquête en particulier au travers d'une nomenclature socioprofessionnelle, processus lui-même sujet à de multiples injonctions (Kramarz 1991; Chenu 1997; Filhon et al. 2013; Huguée et Verdalle 2019).

Ainsi, un des éléments centraux d'une analyse en termes de classes sociales est l'examen de la pertinence et des limites des conventions d'équivalence (Desrosières 1992; 1993; 2001) administratives, statistiques et sociologiques qui permettent de construire au sein d'un espace (souvent) national donné des catégories plus ou moins agrégées de professions ou de métiers, dont les pratiques empiriques diffèrent les unes des autres d'une telle manière qu'ils pourraient être distingués entre eux, comme le disait déjà Marx, à l'infini selon la « (...) variété d'intérêts et de situations que provoque la division du travail social, à l'intérieur de la classe ouvrière, de la classe capitaliste et des propriétaires fonciers, ces derniers par exemple étant scindés en viticulteurs, propriétaires des champs, de forêts, de mines, de pêcheries etc. » (Karls Marx 2000, 3:796). Interroger ces conventions d'équivalence et les enjeux épistémologiques auxquels elles répondent nous permet de rendre explicite, au moins en partie, les biais et les points aveugles constitutifs aussi bien des *classifications de professions* (au niveau détaillé)⁸ que des *nomenclatures de classes sociales* (au niveau agrégé)⁹.

Malgré la contestation de leur pertinence scientifique (**Encadré 1**), les nomenclatures socioprofessionnelles jouent un rôle essentiel en tant qu'outil capable de résumer synthétiquement un ensemble de différences observables entre les milieux sociaux. Ces nomenclatures font partie d'un type particulier de classification disposant de la capacité de « façonner les gens » [*make up*

⁷ Si nous regardons le recueil traitant de la stratification sociale organisé par David Grusky et Katherine Weisshaar (Grusky et Weisshaar 2014) – recueil assez représentatif des recherches académiques réalisées sur le sujet (notamment dans le monde anglophone) et qui mobilise plus d'une centaine d'auteurs et autrices sur une période de plus de 150 ans -, nous pouvons voir que *toutes* ces études passent, à un moment donné, par le prisme des professions et/ou de leur régime d'exercice. Nous observons le même constat lorsque nous nous penchons sur la production spécifiquement brésilienne (Valle Silva 1999; Laranjeira 1999; A. S. A. Guimarães 2002; Scalon et Figueiredo Santos 2010a; J. A. Figueiredo Santos et Scalon 2018; Ribeiro et Carvalhaes 2020). En France, l'importance des CS et des PCS au sein des sciences sociales (et au-delà) est frappante et a été soulignée à maintes reprises (Desrosières et Thévenot 2002; Chauvel et al. 2002; Pierru et Spire 2008; Siblot et al. 2015; Sinthon 2018, chap. 1).

⁸ Il ne faut jamais perdre de vue que, même dans son niveau le plus fin, une *nomenclature de professions* demeure le résultat de multiples équivalences qui peuvent faire disparaître certaines activités professionnelles qui se montrent, pourtant, pertinentes, à la fois pour les sociologues et pour les praticiens (Bernard 2017; Laussu 2020). De plus, ces nomenclatures ne se détaillent pas pareillement sur toutes ses ramifications et le niveau de détail que nous y trouvons dépend de multiples injections (Desrosières et Thévenot 1979; Amossé 2013; 2004; Amossé, Chardon, et Eidelman 2019), de sorte que nous pouvons trouver au sein d'une même profession, au sens de la nomenclature, une très forte hétérogénéité en ce qui concerne les conditions d'exercice de la profession (Tasset, Amossé, et Grégoire 2013; Carvalhaes et al. 2014; Montel 2017).

⁹ Il ne faut jamais perdre de vue, non plus, que les classes sociales, au sens des nomenclatures, sont composées par des professions et/ou des statuts professionnels, certes distincts selon la logique de classement propre à la nomenclature, mais dont les conditions sociales d'exercice peuvent être extrêmement similaires ; ou, au contraire, les classes sociales peuvent regrouper logiquement des professions dont les conditions sociales d'exercice peuvent être très différentes, comme c'est le cas pour une partie des *employés* et des *ouvriers* au sens de la nomenclature des PCS en France (Pichon 2008; Amossé 2015; Siblot et al. 2015; Dubost et Tranchant 2019).

people], c'est-à-dire la capacité de modifier l'espace des possibilités qui définit un individu et son horizon d'attentes et d'action (Hacking 2004 [1986], chap. 6; 2002). Ainsi, la manière de fixer les paramètres permet à ces outils scientifiques de faire apparaître, puis de contribuer à faire exister, des phénomènes aussi distincts que la pauvreté, le vote, la prise de position face aux questions écologiques et la mobilité socioprofessionnelle intergénérationnelle. En tant qu'éléments du jeu politique, ces nomenclatures sont sensibles au niveau d'organisation des travailleurs et travailleuses, aux politiques publiques et à la place occupée par le(s) organisme(s) responsable(s) de la statistique publique dans un champ politique déterminé.

Encadré 1 – La mort et la (sur)vie des classes sociales

La mise en question de la pertinence des classes sociales dans l'analyse sociologique n'est pas récente. En effet, avec la croissance accélérée des économies et des changements sociaux et politiques qui ont eu lieu au sein des pays « occidentaux » dans l'après Seconde guerre mondiale, Robert Nisbet (1959) annonçait *le déclin des classes sociales*. Avec ce déclin, s'en est suivie une longue interrogation autour de la mort des classes sociales (Aron 1969; Lautman 1980; Clark et Lipset 1991) lorsque ces sociétés seraient entrées dans la *haute modernité* (Giddens 1991), dans l'*hypermodernité* (Lipovetsky et Charles 2014; Lipovetsky 1983), dans la *modernité liquide* (Bauman 1998; 2015; 2012), dans *l'âge post-industriel* (Bell 2010) ou dans le moment *post-moderne* (Lyotard 1979; Baudrillard 1981). Dans cette « nouvelle réalité », on constaterait la fragmentation des collectivités et la complexification (ou perte d'importance relative) des conditions structurelles qui rendaient possible jadis l'existence des classes sociales. Finalement, l'abandon de la référence aux classes sociales a été acté et, alors, leur complète disparition a été rendue publique (Kingston 2000).

La thèse selon laquelle les classes sociales seraient devenues superflues s'appuie, entre autres, sur la croissante homogénéisation culturelle des différents groupes sociaux, aussi bien au niveau national qu'au niveau international. Cette homogénéité, à son tour, s'exprimerait ou bien dans la généralisation d'un même style de vie, auquel les individus participeraient en fonction de leurs ressources économiques (hypothèse de la massification) ; ou bien dans la fragmentation des identités et des styles de vie, phénomène qui rendrait impossible l'identification de pratiques nettement distinctes entre les groupes (hypothèse de la postmodernité).

En termes statistiques, l'hypothèse de la massification se traduit par une augmentation de la variance interclasse et une convergence des pratiques individuelles vers les styles de vie des groupes économiquement dominants. Dans l'hypothèse de la postmodernité, on observerait une réduction de la variance interclasse et une augmentation de la variance intra-classe, qui nous conduirait à une *inégalité désorganisée* (Grusky et Weeden 2008). Dans les deux cas, cependant, l'enjeu est la

généralisation de la thèse (originaires de la théorie économique néoclassique), selon laquelle un nombre déterminé de principes orienteraient universellement les actions individuelles, spécialement les pratiques de consommation qui « seraient valides dans tous les pays considérés, sans référence aux conditions climatiques ou culturelles » (Houthakker 1957).

Cependant, l'inhumation avant l'heure des classes sociales¹⁰ a eu pour conséquence que leur retour a été aussi effrayant que le fantôme qui, selon Marx¹¹, hantait jadis l'Europe. Les inégalités croissantes des revenus, de patrimoine et de ressources, le chômage de long terme, la stabilisation tardive des carrières individuelles et un rabaissement de l'horizon des attentes d'une partie significative de la population ne cessent d'être réaffirmés dans les différents domaines (Alvaredo et al. 2018). Ces transformations ont impulsé des études en économie autour des inégalités et de la redistribution, qui jusqu'alors étaient considérées comme « *toxiques* », du fait de la croyance en la croissance illimitée de la production dans l'économie orthodoxe¹². Quand bien même la question de la classe est restée importante dans certains courants de la sociologie, elle est aujourd'hui réactualisée par un changement d'échelle des analyses de plus en plus supranationales, et par une réflexion autour de la « cécité sur les classes » et des outils qui rendent possibles son dépassement.

Cette perte de capacité explicative des classes sociales ne cesse d'être mise en question par des études empiriques. Dans l'analyse quantitative des pratiques de consommation notamment, thématique chère aux chercheurs et chercheuses « post-classes », les classes sociales se montrent à plusieurs reprises pertinentes dans des différents contextes nationaux et au sein d'études employant des cadres théoriques et méthodologiques très distincts. En effet, les travaux de Mike Savage (Savage et al. 2013b; Savage 2015) et de Tony Bennet (2009) pour le Royaume Uni ont montré que les parcours de vie, l'accès à des universités prestigieuses et l'importance des dépenses de logement sont toujours très liées aux classes sociales, malgré le fait que, du point de vue des pratiques culturelles, les questions générationnelles et les *stratégies de rationalisation* des comportements « culturellement omnivores » rendent plus complexes leur saisie sous l'angle des classes. Résultats une fois encore confirmés par les travaux de Sam Friedman et ses partenaires (Friedman et Laurison 2020; Friedman et Reeves 2020; Friedman, O'Brien, et McDonald 2021).

¹⁰ Nous reprenons ici le beau titre de l'article de Jeroen van der Waal *et al.* (2007), « *Class is not dead : it has been buried alive* », mais nous aurions pu également partir d'autres formules aussi tragiques que celles de Pierru & Spire (2008), de Amossé (2012) ou de Chauvel (Chauvel 2001).

¹¹ « Un fantôme [*Gespens*] hante l'Europe : le fantôme du communisme » (Karl Marx et Engels 1919 [1848]).

¹² Robert Lucas Jr., figure emblématique de l'économie orthodoxe du XX^{ème} siècle, a notamment écrit dans un article: « Parmi les tendances qui sont nuisibles à la bonne économie, la plus séduisante, et à mon avis la plus toxique, est de se centrer sur les questions de distribution. (...) Le potentiel d'amélioration des vies des plus pauvres au travers d'une nouvelle manière de distribuer la production courante n'est *rien* comparé au potentiel apparemment illimité de croissance de la production. » (Lucas 2003).

Les travaux d'Ivaylo Petev (2011; 2013) sur les budgets de familles aux États-Unis et en France au long de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle montrent la stabilité de la différence entre la manière dont les ménages appartenant à différentes classes sociales allouent leur budget. Cependant, la différence de structure du budget observée entre les classes telle qu'elle a été enregistrée dans les enquêtes n'apparaît, ni hier, ni aujourd'hui de manière très nette. De même, Julien Boelaert (2012) montre que la structure et l'évolution de la composition du budget des familles au sein des pays de l'OCDE (dans un niveau plus détaillé, au sein des ménages canadiens) au long des dernières quatre décennies présentent un caractère de classe, comme il montre également qu'il n'existe pas de convergence significative des pratiques de consommation sur le long terme.

Nous ne disposons pas d'une analyse de l'évolution des pratiques de consommation des ménages brésiliens sur le long terme. Cependant, les travaux d'Edison Bertoncello (2010a; 2015), mobilisant l'Enquête budget de famille (2002-2003) et, notamment, la *Pesquisa sobre a Região Metropolitana de Belo Horizonte*, montrent que les classes sociales sont des facteurs importants pour la compréhension des pratiques de consommation des individus et des familles, mais que la structure de cet espace des pratiques de consommation au Brésil suit une logique plutôt comparable à celle présentée par Bennet *et al* (*op. cit.*) que celle décrite par Bourdieu (1979). Autrement dit, l'effet de la composition du capital total des individus est moindre. De même, la thèse de Jana Leal (2020) utilisant les Enquêtes Budget de famille 2002-2003 et 2008-2009 montre que les différentes classes sociales occupent des positions différentes au sein de l'espace des pratiques de consommation, en partie parce que la structure des classes est corrélée au volume de capital économique des ménages, mais que les différentes classes sociales mobilisent des « marqueurs » en termes de consommation qui évoluent même dans un espace de temps aussi court.

Sur la scène française, la nomenclature des PCS produite et gérée par l'INSEE occupe depuis des décennies une place hégémonique en tant que grille de lecture de l'espace social, et dépasse les murs des laboratoires de recherche (Desrosières et Thévenot 1979; 2002; Chauvel *et al.* 2002; Amossé 2012; 2013). Sur la scène britannique, les différentes versions de la *Registrar General's Social Class* (RGSC) ont balisé les statistiques publiques et privées tout au long du XX^{ème} siècle, jusqu'à son remplacement au début des années 2000 par la *National Statistics Socio-economic Classification* (NS-SEC), une classification construite directement selon les principes de la théorie des classes sociales de John Goldthorpe (Pevalin et Rose 2002). Au niveau européen, depuis le début des années 1900, de grands efforts ont été déployés pour harmoniser les nomenclatures de classe, dont le premier

fruit a été la construction de la nomenclature *European Socio-economic Classification* (ESEC) en 2006¹³ et, ensuite, son remplacement par la nomenclature *European Socio-economic Groups* (ESeG), qui est devenue la nomenclature officielle d'Eurostat en 2014¹⁴. L'organisme responsable des statistiques publiques au Brésil n'a jusqu'à présent pas développé un indicateur destiné à appréhender les différents milieux sociaux, et les sciences sociales brésiliennes, quant à elles, ne sont pas parvenues à produire un indicateur consensuel ou hégémonique.

Puisque cet outil est central pour l'analyse des pratiques de consommation des ménages par les entreprises, l'absence d'un indicateur suffisamment consistant et fiable qui aurait pu servir de repère a conduit les instituts de sondage au Brésil à utiliser des stratégies *ad hoc* pour construire leurs échantillons en tenant compte de la « classe » des individus. Cependant, comme ces sondages répondaient pour l'essentiel au besoin de l'identification des « publics cibles », l'outil de stratification créé au début des années 1970, et peu à peu imposé au Brésil, a été basé sur le « potentiel de pouvoir d'achat » des familles (*i.e.* une estimation de son revenu total) et organisé autour des strates labellisées avec des lettres de l'alphabet – *A* représentant les plus hauts revenus en termes absolus et *E* les plus bas revenus en termes absolus. À partir de 2008, cependant, la diffusion de cette approche a pris des dimensions étonnantes, devenant la clé de voûte d'une des interprétations des transformations socioéconomiques que subissait alors la société brésilienne : l'expansion de la part de la population percevant des revenus compris à l'intérieur des bornes délimitant en termes absolus la strate *C* (la strate du « milieu ») signifierait, de ce point de vue, la naissance d'une « nouvelle » « classe » « moyenne ». En peu de temps, l'intérêt politique d'une telle rhétorique a permis à cette conception, à ses concepteurs et à ses promoteurs d'être intégrés au gouvernement alors au pouvoir et, de l'intérieur de l'État, ce cadre analytique s'est renforcé aussi bien au sein d'études académiques qu'au sein des politiques publiques, en passant par les grilles de lecture de la société brésilienne utilisée par des entreprises du conseil stratégique et par les organismes de presse.

Nous voici donc face à l'artefact d'art trompeur statistique dont l'illusion permet de faire côtoyer dans la même « classe » des familles en insécurité alimentaire et des familles de « *new*

¹³ L'ESEC suit de près la NS-SEC et compose les classes à partir du modèle théorique de la nomenclature EGP (Erikson, Goldthorpe, et Portocarero 1979b; Erikson et Goldthorpe 1992c), raison pour laquelle elle a été l'objet de plusieurs critiques et a, finalement, été abandonnée. Pour une présentation de l'ESEC, voir : (Rose et Harrison 2007; 2010); pour des études et des critiques de cette nomenclature, voir : (Brousse 2008; Brousse et al. 2010; de Saint Pol et Marical 2007; Maloutas 2007; Penissat et Rowell 2012; Bidet et al. 2012; Filhon et al. 2013).

¹⁴ L'ambition de l'ESeG était, à la fois, de dépasser les limites dues au cadre théorique qui a orienté la construction de l'ESEC et de répondre notamment à des contraintes pratiques liées à la disponibilité des informations au sein de l'ensemble des pays européens. Elle repose, ainsi, sur une combinaison entre l'ISCO 2008, le critère du statut d'emploi (indépendant/salarié) et, au niveau le plus fin, a fait l'objet de discussions poursuivant le type de raisonnement adopté lors de la création des PCS françaises. Pour une présentation de l'ESeG, voir : (Amar et Meron 2014; Eurostat 2012; Meron et al. 2016); pour des études et des critiques de cette nomenclature, voir : (Lebaron et Pereira 2015; Hugrée, Penissat, et Spire 2017; Peugny 2018).

traders »¹⁵. Hier comme aujourd'hui, cette approche dominante au Brésil a été fortement critiquée par des chercheurs et chercheuses provenant de différents horizons disciplinaires et, en tant qu'outil d'analyse, cette approche n'occupe qu'une place marginale au sein des sciences sociales. Cela n'empêche pas que la « classe moyenne » ou, plutôt, les transformations socio-économiques des années 2000 qui sont sous-jacentes à la naissance d'une soi-disant « nouvelle classe moyenne » aient balisé les recherches en stratification sociale au Brésil. Même si nous devons le lire avec prudence¹⁶, le Graphique 1 montre une augmentation importante du nombre total de publications au sujet des différents volets des classes sociales à partir de 2005. Mises à part les très nombreuses études sur de la pauvreté¹⁷, la « classe(s) moyenne(s) » est la thématique qui prend le devant dès le début des années 2000 et qui se développe le plus rapidement entre 2005 et 2015 ; la « nouvelle classe moyenne », quant à elle, est une thématique mineure qui gagne en importance à partir de 2010 et qui atteint sa valeur maximale en 2015, quand 66 études sont publiées – cependant, le volume de

¹⁵ Un autre exemple qui caractérise bien les limites des stratégies *ad hoc* pour aborder les milieux sociaux est celui des sondages pour les élections présidentielles au Brésil de 2018. En effet, si l'on observe les variables caractéristiques de l'univers présentes dans les questionnaires de ces sondages par quotas, on y retrouve de grandes disparités dans la manière dont l'espace social est saisi. Si, en France, cela se fait essentiellement au travers de la PCS de l'individu (1), au Brésil la loi électorale détermine que le plan de sondage et le redressement de l'échantillon doit mobiliser cinq variables dont le « niveau économique » (2). Toutefois, le traitement de ce dernier n'est pas harmonisé entre les différents instituts de sondage. Ainsi, le secteur d'activité, le statut d'emploi, le revenu (parfois individuel, parfois du ménage) ou le fait d'être économiquement actif/ve ou inactif/ve peuvent jouer le rôle de « niveau économique ». En outre, la structure de ces variables est souvent significativement éloignée de celle utilisée dans les enquêtes officielles conduites par l'organisme responsable des statistiques publiques au Brésil (3). De manière plus générale, cette structure des sondages rend difficile et très approximative une analyse du vote en termes de classes sociale, comme le montre l'étude d'Adalberto Cardoso (2020).

(1) En ce qui concerne les sondages français, ont été consultés l'ensemble des notices relatives à mars 2017 disponibles sur le site-internet de la *Commission des sondages* (notices numérotées de 8252 à 8374). À l'exception des sondages conduits par *Harris interactive* dont les variables qui structurent l'échantillon sont conçues autrement – profession (CSP+, CSP-, Inactif), âge (4 classes), région (5 classes) -, les autres sondages suivent de près l'INSEE en ajoutant parfois aux variables déjà listées le *statut d'emploi* (*Odoxa* et *IPSOS/Sopra-steria*) ou *niveau d'étude* (*YouGov*). Voir : [en ligne : <https://bit.ly/3gEI10Z>], site consulté le 08 septembre 2018 ; Gerville-Réache, 2019.

(2) Cette règle émane de la *Resolução n° 23.549/2017* du *Tribunal Superior Eleitoral* (TSE), qui joue en rôle équivalent au *Conseil constitutionnel* pour les élections présidentielles en France [en ligne <https://bit.ly/3sTwpkV>], site consulté le 08 septembre 2018. En ce qui concerne les sondages brésiliens, ont été consultés l'ensemble des notices méthodologiques et questionnaires mis en place à niveau national en août 2018, disponibles sur le site du TSE [Tribunal Supérieur Electoral].

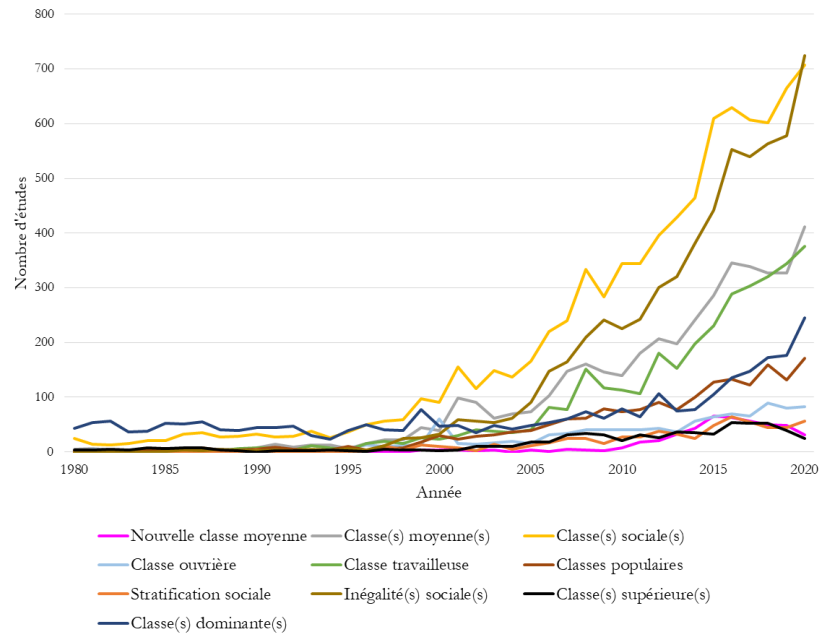
(3) Très expressive de ce phénomène, la manière dont le *niveau d'étude* est saisi par les différentes entreprises est également assez impressionnante : on peut passer d'une variable à 16 modalités à une variable à 4 modalités ; parfois la variable est construite du point de vue des diplômes, parfois du nombre d'années d'étude ; parfois mélangeant le diplôme, l'analphabétisme et l'illettrisme. [en ligne : <https://bit.ly/3gGbmIk>], site consulté le 08 septembre 2018.

¹⁶ En effet, l'évaluation du nombre d'études scientifiques réalisées sur une thématique donnée est très dépendante de la numérisation et de l'indexation des corpus des revues et de l'inventaire des thèses soutenues, un processus qui actuellement n'est ni complètement abouti (par rapport aux publications les plus anciennes), ni totalement à jour (par rapport aux publications les plus récentes). Ainsi, aussi bien les études publiées avant le milieu des années 1990 que celles publiées sur les deux dernières années peuvent ne pas être représentatives de l'ensemble des publications. De plus, une même publication peut correspondre à plusieurs mots-clés à la fois.

¹⁷ Entre 2001 et 2010, ont été publiées un peu plus de 6200 études en sciences sociales thématiques la pauvreté [*pobreza*] au Brésil ; entre 2011 et 2020, nous comptons plus de 20 500 études sur cette thématique. En termes comparatifs, les « classes sociales » ont été l'objet d'un peu moins de 2 150 publications sur la première période et un peu moins de 5 450 sur la deuxième période.

publications sur cette thématique n'est pas négligeable, puisque, sur la période 2010-2020, il équivaut au nombre de publications sur la « stratification sociale ».

Graphique 1 – Nombre d'études autour des classes sociales au Brésil, 1980-2020



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations de l'*Instituto Brasileiro de Informação em Ciência e Tecnologia* (ibict) et de <https://app.dimensions.ai>

Champ : Ensemble d'articles scientifiques, livres, thèses de *mestrado* et thèse de doctorat publiés au Brésil entre 1980 et 2020 au sein des *sciences sociales** contenant les expressions suivantes : « *nova classe média* », « *classe média* », « *classes médias* », « *classe social* », « *classes sociais* », « *classe trabalhadora* », « *classes trabalhadoras* », « *classe operária* », « *classes populares* », « *classe dominante* », « *classes dominantes* », « *classe superior* », « *classes superiores* », « *estratificação social* », « *desigualdade social* » et « *desigualdades sociais* ».

* *disciplines* : sociologie, anthropologie, sciences politiques, démographie, économie, économie appliquée, humanités, histoire et études culturelles.

Lecture : Le nombre de publications contenant l'expression « classes sociales » atteint son maximum en 2018, lorsque 708 études sont publiées.

Surtout, et c'est cela qui nous intéresse plus directement ici, les recherches qui se penchent sur les classes sont loin de produire un consensus minimal sur la manière de définir ou opérationnaliser les classes sociales. Un bon exemple relativement récent est la série de débats organisés par la Fondation Heinrich Böll en 2012 et publiée sous la forme d'un livre en 2013 (Bartelt 2013). Nous y trouvons quatorze articles, signés par dix-sept auteur·trice·s pour qui une « nouvelle classe moyenne » serait moins un fait sociologique qu'un projet de stratégie et de marketing politique. Cependant, l'accord entre ces auteurs ne va pas beaucoup plus loin, ne subsistant même pas à la fin de l'introduction du recueil¹⁸. En effet, s'il y a entre eux·elles un consensus relatif aux limites et aux conséquences de la stratification, pensée strictement en termes

¹⁸ À la fin de l'introduction l'éditeur du volume nous dit que « (...) sociologiquement, les classes moyennes sont l'objet des recherches s'intéressant aux élites de la société. (...) une classe qui a un revenu familial entre R\$1200 et R\$5174, compte tenu du coût de la vie dans les grandes villes, ne constitue pas une classe moyenne. » (Bartelt 2013, 5-6). De ce point de vue, le problème ne semble pas être dans l'outil lui-même (*i.e.* réduire une classe sociale à une strate de revenu), mais dans sa mise au point (*i.e.* cette strate est trop large, trop basse etc.), alors que pour la plupart des auteurs qui contribuent au volume c'est précisément le *sens* de cette stratification qui pose problème.

de revenu, qui a donné naissance à une « nouvelle » « classe » « moyenne » – qui ne serait ni nouvelle, ni classe, ni moyenne – chaque article mobilise une stratégie distincte et souvent incompatible pour approcher la stratification sociale. Il n'est pas rare, d'ailleurs, que nous y trouvions des critiques de co-auteurs faites à fleuret pas forcément mouchetés.

Cette profusion d'approches pour saisir les classes sociales ne se limite pas au débat sur l'émergence de la nouvelle classe moyenne ou à la recherche quantitative¹⁹ et, par conséquent, elle résulte en un problème sérieux pour les sciences sociales au Brésil, à savoir que, toutes ces études, aussi riches qu'elles soient, ne parviennent pas à dépasser le problème fondamental de l'absence d'un repère commun pour saisir l'espace social, sans lequel il est plus coûteux et délicat d'effectuer des comparaisons systématiques, d'articuler les enquêtes et surtout d'accumuler des savoirs à travers le temps : au lieu de composer petit à petit une grande mosaïque (H. S. Becker 1986 [1966]), chaque nouvelle étude dévient un fragment ajouté à un kaléidoscope qui tourne sans cesse.

Certes, la « cécité des classes sociales » est constitutive du fait que le Brésil demeure – et sous de multiples dimensions – une des sociétés les plus inégalitaires au monde, mais cette profusion d'approches, comme le brouillage des langues qui empêche les hommes de surmonter l'inégalité qui les sépare de leur Dieu et son paradis, contribue au fait que les classes sociales, les rapports de classe et les inégalités qui structurent l'espace social brésilien soient moins visibles aussi bien dans le débat public que dans les politiques publiques.

Notre étude consiste en une stratification sociale comparée, au sein de laquelle nous interrogeons la pertinence et les limites des principales approches de la stratification sociale au Brésil, ayant pour référence la période 2002-2015. Ceci se traduit en trois axes de recherche, à savoir, une interrogation des sources des informations statistiques et des outils de classement administratif, une interrogation des catégories savantes de classement et une analyse de la structure des inégalités au sein de l'espace social brésilien.

D'abord, en prenant au sérieux la remarque d'Halbwachs selon laquelle « il ne faut demander à une expression statistique que ce qu'elle peut nous donner, que ce que veulent atteindre ceux qui la calculent » (Halbwachs 1933, 27), nous interrogeons la mise en place de la famille d'enquêtes

¹⁹ Si les classes sociales et les rapports de classe ont été abordés – et continuent à l'être – par les sociologues brésiliens majoritairement de manière historique et théorique (A. S. A. Guimarães 1999; 2002; 2018; Bertoncelo 2014), le volume des études empiriques a toutefois été démultiplié au cours des deux dernières décennies. D'un point de vue qualitatif, le nombre et la variété d'études publiées sont très importants, mais le projet le plus ambitieux et le plus médiatisé est celui des enquêtes collectives « organisées » par Jessé de Souza (J. Souza 2018 [2009]; 2012; 2016) dans le but de saisir un ensemble d'éléments constitutifs des habitus de classe qui vont des formes spécifiques du calcul économique aux pratiques religieuses, en passant par l'usage de psychotropes. Au niveau quantitatif, ont émergé des études empiriques sur les pratiques de consommation et les pratiques culturelles (Bertoncelo 2010a; 2015; 2016; Uchôa 2014; Leal 2020) ; sur l'emploi et le revenu (Carvalhoes, Souza, et Ribeiro 2009; Carvalhoes et al. 2014; Carvalhoes et Souza 2014; J. A. F. Figueiredo Santos et Ribeiro 2016) ; sur les inégalités relatives à la santé (J. A. Figueiredo Santos 2011; 2018; 2020) ; sur le rapport entre revenu et niveau d'étude (R. J. Barbosa 2017) ; ou encore sur la distribution géographique des inégalités de classe (Marques, Scalon, et Oliveira 2008; Perosa, Lebaron, et Leite 2015; Perosa et al. 2016; A. M. Cardoso et Prêteceille 2017).

dont les informations statistiques seront utilisées dans notre étude, à savoir, le *Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios* [Sondage national par échantillon de ménages] (PNAD), réalisé par l'Institut Brésilien de géographie et de statistiques (IBGE), organisme responsable des statistiques publiques au Brésil (**Encadré 2**). Ceci car, malgré les évolutions que cette famille d'enquêtes a subies au cours du temps, elle garde un nombre important de traits d'origine que nous devons avoir en tête lorsque nous mobilisons ces informations – spécialement si nous mobilisons ces informations dans un but qui n'est pas celui pour lequel elles ont été conçues. En particulier, nous nous intéressons à la mise en place (1977) et à la reconstruction (2002) de la *Classificação Brasileira de Ocupações* [Classification brésilienne de professions] (CBO), clé de voûte d'une analyse en termes de classes sociales au Brésil.

Encadré 2 – Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios (PNAD)

Le PNAD constitue une famille d'enquêtes qui fournit annuellement des informations sur les caractéristiques démographiques et socio-économiques de la population, en donnant une place très importante aux dimensions relatives au travail. Deuxième enquête la plus importante après le recensement de la population, le PNAD a été réalisé pour la première fois en 1967, entre 1971 et 2015 elle a pris une fréquence annuelle et depuis 2016, elle est devenue une enquête en continu. Les années où le recensement de la population a lieu (1970, 1980, 1991, 2000 et 2010) le PNAD n'a pas été réalisé.

Le cœur du questionnaire de caractérisation des individus reste stable jusqu'en 2015, mais d'autres axes ont été rajoutés au fur et à mesure du temps, notamment les questionnaires relatifs au travail et au revenu, et chaque édition est assortie de questionnaires supplémentaires interrogeant, par exemple, sur la mobilité socioprofessionnelle intergénérationnelle, sur l'accès et sur la perception de la santé des individus, l'accès à internet, etc. De même, l'échantillon a été élargi graduellement et c'est seulement à partir de 2004 que le PNAD devient pleinement représentatif au niveau du territoire national. Pour la période 2002-2015, les informations sont collectées au niveau national auprès d'environ 150 000 ménages (entre 330 000 et 410 000 personnes interrogées) (P. L. do N. Silva, Pessoa, et Lila 2002; R. J. Barbosa 2014; IBGE 2015a).

Les années 2002 et 2015 sont marquées par des ruptures de séries du PNAD. En 2002, le PNAD a incorporé la nouvelle CBO dans la structure de l'enquête. En 2016, l'enquête est devenue « en continu » et, avec ceci, des changements importants en termes de questionnaire et d'échantillonnage ont été réalisés. Ces deux faits sont les raisons pour lesquelles nous nous concentrons sur la période où l'enquête était relativement homogène en termes méthodologiques (2002-2015).

Ensuite, compte tenu de la situation particulière que nous retrouvons au Brésil en termes d'usage simultané d'une multitude d'indicateurs de classe sociale, c'est précisément ces outils de stratification sociale qui seront objet d'analyse. Réunir au sein d'un même texte la présentation de ces différents « schémas de classes » et rendre disponibles les routines informatiques pour que les chercheurs et les chercheuses intéressé·e·s puissent les utiliser à leur guise est un des aspects

originaux de notre étude. En effet, chaque « schéma de classe » que nous présenterons est le produit d'un travail à toute petite échelle, réalisé artisanalement par un·e chercheur·euse individuellement ou par un petit groupe de chercheur·euse·s. Ils ont été conçus à différentes époques, pour répondre à différents problèmes de recherche, mobilisant différentes informations statistiques et différents moyens informatiques.

Par conséquent, chaque schéma de classe porte ses traces d'origine et possède une évolution qui lui est propre. En fonction de la place du chercheur ou de la chercheuse dans le champ disciplinaire, le logiciel utilisé n'est pas forcément le même et, ainsi, une des étapes de notre travail a été celle de traduire dans un langage commun (R) les routines écrites en SAS, Stata et SPSS²⁰. Dans ce travail de traduction nous avons essayé d'être le plus fidèle possible aux routines originales et, lorsque nous y avons apporté des modifications (pour, par exemple, corriger ce qui nous est apparu comme des petites incohérences), celles-ci ont été discutées avec les chercheur·euse·s en question.

L'accès aux routines à l'origine de ces schémas de classes a été le fruit de maintes discussions individualisées ; nous avons eu besoin de près de huit mois d'échanges pour réunir l'ensemble du matériel. Parfois, ces discussions ont abouti à un refus, de la part du chercheur ou de la chercheuse, « d'ouvrir sa cuisine » et de nous laisser regarder son cahier secret de recettes. Soit parce qu'il·elle ne se sentait pas à l'aise de voir le produit d'un long travail personnel mobilisé au sein d'analyses qu'il·elle ne maîtrisait pas, soit parce que l'étude que nous proposons ne s'insère pas directement dans leur champ d'intérêt. En conséquence, nous ne présenterons ici ni l'ensemble des nomenclatures de classe utilisées au Brésil, ni la totalité des nomenclatures de classe que nous jugeons les plus pertinentes ; mais l'ensemble des nomenclatures de classe que nous jugeons les plus pertinentes *et* pour lesquelles nous avons pu accéder aux routines *ou* que nous avons réussi à reconstruire à partir de publications.

²⁰ La diffusion des logiciels utilisés dans la recherche quantitative à l'intérieur d'un champ scientifique donné mérite une étude en soi. Cette diffusion, liée à des formations et à des formateurs, n'est pas neutre du point de vue de l'univers des méthodes d'analyse mobilisées, des pratiques disciplinaires et de la structure institutionnelle du champ scientifique. Dans le cas brésilien, nous observons des pratiques disciplinaires bien établies : STATA est plutôt utilisé par les économètres et politistes ; SAS par les statisticiens, les économistes et les professionnels traitant des informations massives ; et SPSS par les sociologues, psychologues et chercheur·euse·s en autres sciences sociales. Si nous nous permettons d'avancer quelques hypothèses, il nous semble que la grande diffusion de SPSS au Brésil parmi les sociologues passe par deux éléments clés. D'abord, SPSS a été écrit en Fortran, langage qui était déjà utilisé au Brésil pour le traitement informatique des enquêtes quantitatives. Ainsi, il existe un effet « d'inertie » entre les pratiques de programmation qui rend le passage de Fortran à SPSS moins coûteux. Ensuite, les chercheurs et les chercheuses brésiliennes en sciences sociales qui ont participé à des programmes d'échange scientifique et de formation en méthodes quantitatives aux États-Unis ont été, pour la plupart, formés en SPSS. Dans une première vague, au cours des années 1970, lors de la préparation de leurs thèses de doctorat (spécialement en démographie) au sein de l'Université de Chicago, de l'Université de Stanford et de l'Université de Michigan, trois institutions pionnières dans l'usage de SPSS. Dans une deuxième vague, au cours des années 1990, lors de la formation intensive en méthodes quantitatives de l'Université de Michigan qui donnait une place importante à la formation et à la pratique sur ce logiciel. Il ne faut pas négliger non plus le fait que SPSS est le premier logiciel de traitement d'informations statistiques à disposer d'une interface graphique permettant la réalisation d'une large gamme de procédures sans avoir recours au codage, ce qui rendait son apprentissage plus rapide et accessible.

De manière que nous mobiliserons dans notre étude six outils différents de stratification sociale : d'abord, le schéma de classe de l'*Associação brasileira de empresas de pesquisa* (APEB) [Association Brésilienne d'Entreprises de Sondage], tel qu'il a été mis à jour par Wagner Kamakura & José Afonso Mazzon ; ensuite l'outil de stratification développé par l'économiste Marcelo Neri et qui a été repris par la suite par le gouvernement brésilien. De plus, du côté des sociologues, nous analyserons une première nomenclature conçue par Nelson do Valle Silva ; une deuxième développée par Maria Celí Scalon et Carlos Antonio da Costa Ribeiro ; une troisième établie par José Alcides Figueiredo Santos ; une dernière nomenclature construite par Adalberto Cardodo et Edmond Préteceille.

Le troisième axe de notre étude, cœur de cette thèse, est centré sur la structure des inégalités sociales au Brésil, ce qui présuppose, dans la perspective que nous adoptons, la construction et l'analyse d'un espace social selon les principes de l'Analyse géométrique des données (AGD) (Le Roux 2014; Lebaron et Le Roux 2015; Blasius et al. 2019). Cette perspective nous permet, d'un point de vue exploratoire, de prendre les informations statistiques dans toute leur complexité et de les suivre sans avoir besoin d'avancer des hypothèses en termes de structure de ces inégalités. De plus, elle nous permet de saisir d'un point de vue multidimensionnel l'espace social et les différences entre les milieux sociaux qui le composent, de manière à dépasser les analyses de classes sociales pensées en termes de variation d'une variable relativement à une classe donnée. Ainsi, notre étude permettra un nouvel éclairage sur la structure des inégalités sociales au Brésil et, notamment, d'interroger son évolution au sein de la période 2002-2015.

Finalement, l'AGD nous permet de penser la structure des inégalités entre les classes sociales sans être obligés de réaliser un classement *a priori* des individus, de manière que nous pouvons interroger la relation entre les positions au sein de l'espace social construit et les classes sociales au sens des différentes nomenclatures. Notre dispositif d'enquête nous permettra, ainsi, de réaliser, à partir d'un ensemble d'enquêtes méthodologiques et temporellement homogènes, une comparaison des résultats empiriques de ces différents indicateurs de classes sociales. Dans un certain sens, la question posée par notre recherche fait écho à celle posée par Halbwachs, relative à la structure de la répartition des dépenses des ménages des travailleurs des mines il y a maintenant plus d'un siècle, à savoir : dans quelle mesure la structure des inégalités au sein d'un espace social donné peut être saisie par des indicateurs basés sur l'activité professionnelle exercée et/ou son régime d'exercice, par des indicateurs basés sur le capital économique, par des indicateurs basés sur le capital humain ou, enfin, par des indicateurs composites ? Indépendamment des critiques sur les fondements théoriques des diverses nomenclatures brésiliennes²¹, nous nous demandons si l'une

²¹ Si cette thèse avait été réalisée au Brésil, elle aurait peut-être présenté (comme beaucoup d'autres qui y ont été soutenues) un premier chapitre où, après avoir écarté *a priori* les approches basées exclusivement sur le capital économique, on aurait présenté une juxtaposition de résumés des théories du « marxisme analytique » (Roemer,

de ces nomenclatures s'ajuste mieux que les autres aux informations enregistrées dans les enquêtes menées par la statistique publique brésilienne.

Le Brésil, une société toujours en mouvement

Dans les pages qui suivent nous présentons le contexte général, notamment économique, au cours de la période concernée par notre étude. Il ne s'agit pas d'une reconstruction historique précise, mais d'une présentation des macro-dynamiques qui permettront au lecteur et à la lectrice peu familiarisé·e·s avec l'histoire économique du Brésil de saisir les spécificités des années 2002-2015. Cette brève présentation sera, tout au long de la thèse, complétée par la mise en perspective des éléments pertinents à notre étude. Ainsi, le processus que nous exposerons se présente à nous sous la forme d'une longue histoire, dont les récits présentés par la suite et dans les autres chapitres doivent être tressés en toron pour donner de la force à l'ensemble. Autrement dit, si nous nous permettons de nous inspirer de Claude Lévi-Strauss (1964), chacun de ces récits doit être lu comme une des voix d'une pièce musicale dont le sens ne peut être saisi que dans leur exécution conjointe. Le lecteur et la lectrice familiarisé·e·s avec l'histoire économique du Brésil peut, sans préjudice, passer à la section suivante.

Un siècle in a nutshell

Comme beaucoup d'autres pays latino-américain, le Brésil a connu un XX^{ème} siècle turbulent : un intense processus d'urbanisation et d'industrialisation ; la construction partielle d'une société salariale ; une amélioration des indicateurs démographiques, comme l'espérance de vie à la naissance et la mortalité infantile ; la permanence d'une très forte inégalité de revenu et de patrimoine ; une forte intervention (économique, politique, militaire, idéologique etc.) des États-

Elster, Olin Wright etc.), du « projet Casmin » (Goldthorpe, Erikson, *Breen etc.*), des « micro-classes » (Grusky, Weeden, Sørensen etc.) et des « styles de vie » (Bourdieu, Bennett, Savage etc.), pour conclure que, au bout du compte, l'hétérogénéité du marché de l'emploi au Brésil et, spécialement, la légalisation partielle de certains segments de la main-d'œuvre urbaine et l'importance des formes dissimulées de contrat de travail salarié que nous y trouvons rendent telle ou telle approche moins pertinente pour saisir les classes sociales et que, ainsi, nous avons adopté telle approche parce que c'est elle (et elle seulement) qui nous *semble* être la plus apte à rendre compte au mieux de la « réalité brésilienne ». De plus, compte tenu des inégalités sociales du pays, nous concluons quelques centaines de pages plus tard que cette « structure des classes » est fortement corrélée avec le niveau de revenu. Je caricature, certes. Mais si le « contrôle d'actifs de qualification » ou les « relations de service » conduisent, compte tenu des limites des informations statistiques disponibles, à des classifications des individus très proches voire identiques, il importe peu, du point de vue de ce que l'« outil nomenclature » est capable de produire en termes d'analyse, que ces classes soient le produit de deux théories différentes. Surtout, d'un point de vue strictement théorique, ces logiques d'opérationnalisation ne sont absolument pas saisissables, de sorte que le choix d'une théorie en particulier n'est, souvent que le résultat de la position du chercheur ou de la chercheuse au sein du champ académique. Cela ne veut pas dire que nous n'accordons pas d'importance à ces questions théoriques (bien au contraire, comme nous le verrons au long de la thèse). Pour des présentations *synthétiques* de ces différentes théories des classes sociales faites par les auteurs eux-mêmes, voir : (Wright 2005, chap. 1; Goldthorpe 2007b, chap. 5; Grusky et Weeden 2001; Bourdieu 1987; 1984).

Unis d'Amérique ; des périodes démocratiques interposées à des régimes autoritaires ; la construction d'une identité nationale et des « projets de développement » inachevés ; la permanence d'une économie technologiquement dépendante et intensive en main d'œuvre peu (ou non) qualifiée, dont la dynamique est très sensible aux fluctuations des marchés internationaux ; la formation d'un « précaire » avant même l'aboutissement de la formation d'un « prolétariat ».

Entre 1930 et 1980, le Brésil est passé par une intense transformation de ses structures sociales, culturelles, politiques et économiques (*Encadré 3*). D'un point de vue économique, cette période est celle de l'industrialisation du pays selon un modèle de substitution des importations²², avec une croissance annuelle moyenne du PIB de 6,3% (Datheïn 2015). Cependant, ce processus d'industrialisation est marqué par trois éléments qui caractérisent son aspect « sous-développé » (F. Fernandes 2013 [1968]). D'abord, la masse de capitaux issues de l'exportation n'est pas suffisante pour générer un développement économique autosuffisant – *i.e.*, comme disent certains économistes, l'impossibilité d'internaliser ce qui Kalecki appelle *département producteur des biens de production* (Fajnzylber 1983; Tavares 1988; 2019) – et cette économie préserve (notamment dans le secteur agricole) des logiques typiques de l'exploration coloniale²³. Ensuite, le marché de l'emploi

²² Dans la formulation de l'économiste Celso Furtado (C. Furtado 2007 [1959]; 2009 [1961], chap. 4.), l'industrialisation du Brésil se fait à partir de l'interaction de trois « secteurs » : un premier où sont prépondérantes les activités de subsistance ; un deuxième composé par les activités économiques liées au commerce extérieur de matières premières ; et un troisième secteur lié à l'industrie légère (textile, alimentaire et des produits de consommation en général), dont la production est destinée au marché interne. La dynamique de ce système est fortement dépendante de la demande étrangère en matières premières, puisque c'est cette demande qui permet l'accumulation de devises. Dans cette logique, dans un premier temps, les devises cumulées par le secteur lié à l'exportation sont utilisées pour importer directement des biens de consommation fabriqués à l'étranger. Mais, comme il existe un décalage entre le volume restreint de devises cumulées et la grande demande de biens de consommation, on observe, dans un deuxième temps, l'investissement dans la production au sein du secteur industriel national des biens substituables aux importations. Cette expansion du secteur industriel absorbe, à son tour, directement (dans le secteur industriel lui-même) et indirectement (dans le secteur des services) la population vivant auparavant dans une économie de subsistance. Une des spécificités du cas brésilien est le développement, à partir de la création d'entreprises publiques et de l'allocation stratégique de ressources par l'État, des industries et activités économiques exigeant de grands investissements et un retour sur le très long terme, comme c'est le cas de l'industrie lourde (sidérurgie, pétrole, mines etc.) et d'activités liées à l'infrastructure. Le développement de cette industrie lourde, à son tour, renforce le développement des industries de biens de consommation. Prenons un « cas typique », celui du secteur automobile : l'accumulation de richesses due à l'exportation du café va permettre, dès la fin du XIX^{ème} siècle, l'importation de voitures produites en Europe et aux États-Unis. Dès 1919, l'importation des voitures va être substituée par la construction d'une ligne d'assemblage de voitures produites avec des composants presque entièrement importés. Peu à peu des industries nationales de composants vont se développer et la part de composants nationaux dans les voitures augmente. Ensuite, utilisant le jeu politique de la Seconde guerre mondiale et de l'endettement public, l'État crée en 1941 une sidérurgie et, juste après, met en place des dispositifs pour inciter l'importation de biens de capitaux. Ainsi, les conditions pour une production des voitures nationales à (presque) 100% dès le début des années 1950 sont réunies.

²³ « Dans le secteur agricole », nous dit Fernandes, « l'extinction du système colonial n'a pas produit l'effondrement des anciennes structures économiques coloniales ; au contraire, les exigences du marché mondial et de la commercialisation massive des matières premières exigent sa persistance, comme garantie de l'augmentation continue de l'offre et des grands bénéfices des importateurs européens. Ainsi, dans ces pays [sous-développés], la « révolution agricole » est demeurée, malgré la longue période de vie politique indépendante et de l'expérience avec la croissance du capitalisme dans le secteur urbain, l'incorporation des nouvelles zones territoriales à la production de matières premières passibles d'être exportées (en ce sens, « zones inexploitées » deviennent riches et prospères, participant à des *cycles économiques* liés aux affaires de l'exportation qui, à son tour, emploie des structures et des techniques archaïques). Ainsi, les structures économiques et sociales, constituées sous l'égide du système colonial, demeurent plus ou moins intactes, côtoyant des nouvelles structures sociales et économiques, créées sous l'impulsion de l'expansion urbaine et de l'implémentation du secteur capitaliste qui lui correspond, [un secteur] construit au travers des processus de

au sein de cette économie sous-développée ne prend pas en compte le coût réel de la reproduction de la main d'œuvre dans le calcul de la valeur du travail, en raison de la permanence de circuits « hors-marché », de manière qu'il n'est pas capable de produire une masse de consommateurs disposant d'un pouvoir d'achat suffisant pour satisfaire ses besoins. Finalement, l'emploi optimal des facteurs de production n'est pas déterminé par les besoins structurels et les dynamiques du système économique national, mais par son intégration au marché mondial.

L'État a joué un rôle central et centralisateur dans ce processus et ce n'est pas un hasard que sur la période 1930-1980 seulement 14 ans soient vécus sous un régime « démocratique ». D'abord parce que, avant le processus d'industrialisation, l'endettement public était déjà un élément-clé de la rentabilité de la production et exportation du café. Dans la période 1930-1980, c'est l'État qui va être le moteur de la constitution de secteurs économiques exigeant des investissements massifs et/ou comportant des risques trop importants (notamment l'industrie lourde), mais aussi des secteurs considérés comme stratégiques (ex. pétrole, électricité, communications). Ainsi, l'État se retrouve en position de force face à la plupart des acteurs économiques, dont les activités étaient en grande partie dépendantes de la production des entreprises publiques. Ensuite parce que l'État a joué un rôle prépondérant dans la structuration, du haut vers le bas, du marché de l'emploi, au travers de la fixation d'un salaire minimum national, de l'encadrement (et du contrôle) des organisations syndicales et par la mise en place d'un Code du travail dont l'architecture a créée des multiples déséquilibres entre les différents segments de la main-d'œuvre (A. M. Cardoso 2018). Finalement, l'État a joué un rôle de contrôle politique et de répression (souvent violente) des populations et des mouvements sociaux contestataires, aussi bien pour les organisations ouvrières dans les années 1930 et dans les années 1970, que pour les « Ligues paysannes » [*Ligas camponesas*] dans les années 1950 ou des partis et hommes politiques de gauche à multiples reprises. Dans cette période, contrôler politiquement l'État signifie être en mesure d'imposer *de fait* une certaine conception de l'avenir²⁴.

modernisation incités, orientés et commercialisés à partir de l'étranger. » (F. Fernandes 2013 [1968], emp. 556, souligné dans l'original).

²⁴ En analysant le rôle du coup d'État de 1964, João Manuel Cardoso de Mello et Fernando Novais montrent que « l'enjeu [du coup d'État] était le choix entre deux styles de développement économique, deux modèles de sociétés urbaines de masse : d'un côté, un capitalisme sauvage et ploutocratique ; de l'autre côté, un capitalisme apprivoisé par les valeurs modernes d'égalité sociale et de participation démocratique des citoyens, citoyens conscients de leurs droits, éduqués, véritablement autonomes, politiquement actifs. Ainsi, [le coup d'État de] 1964 a représenté l'imposition par la force d'une des formes possibles de société capitaliste au Brésil. La « Révolution de 64 », en bannissant par la violence les forces de l'égalitarisme et de la démocratie, a produit au long de ses 21 ans d'existence, une société déformée et ploutocratique » (J. M. C. de Mello et Novais 1998, 618). Dans ce sens, le coup d'État de 1964 va mettre en place des politiques économiques qui ont renforcé la concentration de richesses. Par exemple, la valeur réelle du salaire minimum subira une baisse entre 1964 et 1973 et une autre entre 1982 et 1994. Simultanément, si la part de la richesse totale concentrée par le 1% les plus riches est passée d'environ 32% en 1942 à environ 18% en 1964, elle va revenir à 27% en 1970 et atteindra le niveau des années 1940 au milieu des années 1990. Pour une analyse de l'évolution de la concentration de la richesse au Brésil au long du XX^{ème} siècle, voir : (P. Souza 2016, chap. 5).

Encadré 3 – Brésil, XXème siècle : repères d'une société en mouvement

Régime politique	Économie	Année	Événements importants
Régime républicain contrôlé par les oligarchies de la région productrice de café (São Paulo, Rio de Janeiro et Minas Gerais). Droit de vote restreint aux hommes nés au Brésil, alphabétisés et âgés de 21 ans ou plus. Répression violente aux mouvements sociaux (Canudos, Contedo, Révolte du vaccin etc)	Économie axée sur la production de café destinée à l'exportation. Ce produit représentera plus de la moitié des exportations brésiliennes jusqu'à la fin des années 1960, jouant ainsi un rôle central dans l'équilibre de la balance des paiements brésilienne. La production de café a rendu possible l'existence d'une industrie d'appui à ses activités, notamment l'industrie textile, de transformation alimentaire et de matériaux de construction.	1889	Coup d'État: Formation des États-Unis du Brésil. Un régime républicain, dont la constitution sera fortement inspirée de celle des États-Unis d'Amérique.
		1906	→ Création du premier organisme syndical national
		1917	→ Première grande grève au Brésil
		1919	→ Installation d'une unité d'assemblage de voitures de la Ford Motors utilisant des composants importés à 100%
		1930	Coup d'État de Getúlio Vargas soutenu par les oligarchies du Sud et du Nord-Est
		1932	→ Soulèvement armé de l'État de São Paulo contre le gouvernement fédéral
		1933	→ Création par l'oligarchie de São Paulo de l'École libre de Sociologie et de Politique à partir d'une mission état-unisienne
		1934	→ Création par l'oligarchie de São Paulo de l'Université de São Paulo à partir d'une mission européenne
		1934	→ Droit de vote des femmes
		1943	→ Nouveau Code du travail
		1945	Fin de la dictature de Getúlio Vargas
		1946	→ Mise en fonctionnement de la première sidérurgie brésilienne
		1952	→ Démarrage de la première production 100% nationale d'automobiles
		1960	→ Inauguration de Brasilia
		1964	Coup d'État militaire
		1964	→ Accords MEC-USAID: restructuration de l'enseignement public
		1971	→ Inauguration de la première usine nucléaire brésilienne
		1973	→ Accès des travailleurs et travailleuses rurales aux droits du travail
		1978-80	→ Grandes grèves du secteur métallurgique à São Paulo, naissance du Parti des Travailleurs (PT)
		1984	→ Inauguration d'Itaipu, alors la plus grande centrale hydroélectrique au monde
		1985	→ Droit de vote des analphabètes
		1988	Nouvelle Constitution
		1988	→ Création d'un Système de Santé Universel et gratuit
		1990	→ Inflation annuelle de 1938%
		1990	→ Réduction massive des impôts sur l'importation des marchandises
		1992	→ Destitution de Fernando Collor de la présidence de la république
		1993	→ Plébiscite sur le régime politique : victoire du présidentielisme
		1994	→ Changement de la base monétaire : <i>Plano Real</i>
		1995	→ Série d'actions du "Mouvement noir" [movimento negro] demandant des politiques de discrimination positive
		1996	→ Privatisation de l'entreprise publique minière, une des plus grandes entreprises de ce secteur au monde
		1997	→ Changement de la loi électorale : autorisation de la réélection
		1999	→ Crise économique suite aux crises asiatique (1997) et russe (1998): fin de l'indexation real-dollar
		2001	→ Crise dans le secteur électrique
		2002	→ Lula signe la <i>Lettre au peuple brésilien</i> , annonçant que son éventuel gouvernement ne mettrait pas en question les dispositifs économiques (et financiers) en vigueur.
		2016	Coup d'État parlementaire contre Dilma Rousseff
		2021	→ Ford Motors annonce la fermeture de toutes ses usines au Brésil.

1900
Population urbaine : <10%
Population alphabétisée : 35%
Population blanche (1890) : 44%
Espérance de vie (1910) : 33,4 ans
Agriculture/PIB : 45%
Industrie/PIB : 11,6%
Gini : inconu

1940
Population urbaine : 31,2%
Population alphabétisée : 44%
Population blanche : 63,5%
Espérance de vie : 45,5 ans
Agriculture/PIB : 29,4%
Industrie/PIB : 18,7%
Gini : inconu

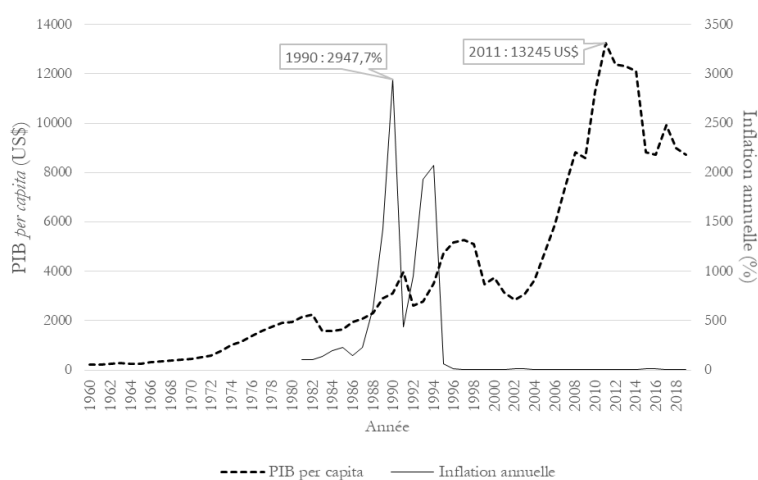
1980
Population urbaine : 67,6%
Population alphabétisée : 74,5%
Population blanche : 54,2%
Espérance de vie : 62,5 ans
Agriculture/PIB : 9,8%
Industrie/PIB : 34,3%
Gini : 0,582

2000
Population urbaine : 81,2%
Population alphabétisée : 88%
Population blanche : 53,8 %
Espérance de vie : 70,4 ans
Agriculture/PIB : 11%
Industrie/PIB : 27,7%
Gini : 0,593

Source: Élaboré par l'auteur. La plupart des informations statistiques sont issues de IBGE 2007 et de Fausto 2015.

C'est justement une crise de la dette publique souscrite auprès de l'étranger pour soutenir la dynamique de ce système qui va marquer la fin de cette période d'expansion économique²⁵ (Belluzzo et Almeida 2002). Pendant la période 1980-2000, fortement marquée par les directives du *Consensus de Washington* qui sous-tendait les impositions faites au pays par le Fond Monétaire International (FMI) (Tavares et Fiori 1998), l'économie brésilienne est en stagnation (avec une croissance moyenne annuelle du PIB de 2,4% et le PIB *per capita* une croissance de 1,3%) et fait face à une crise résultante du manque de maîtrise de l'inflation entre 1984 et 1993 (devenue, ensuite, crise d'hyperinflation) (Graphique 2). Cette situation se traduit, dans un premier temps, par une augmentation du taux de chômage, de la pauvreté et des inégalités de revenu (l'indicateur de Gini passant de 0,582 en 1980 à 0,607 en 1990). Elle signifie également une augmentation du décalage entre le niveau de productivité de l'industrie nationale et le niveau moyen de productivité dans le monde, ce qui a conduit à une fermeture des petites et moyennes industries lors de l'« ouverture commerciale » unilatérale de certains secteurs de l'économie brésilienne du début des années 1990 (A. T. Santos 2009).

Graphique 2 – Évolution du PIB per capita et de l'inflation au Brésil, 1960-2018



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations de la Banque Mondiale [<https://bit.ly/3uLgLCq>].

Lecture : Le PIB *per capita* brésilien en 2011 était de 13245 US\$ de mai de 2021. En 1990, l'inflation annuelle (IPC) a été de 2947,7%.

Pour des raisons à la fois économiques et idéologiques, la stabilisation monétaire (1994) s'est faite au moyen d'un mécanisme d'indexation survalorisée du *Real* par rapport au *Dollar*. La stabilité du *Real* exigeait, même après l'adoption d'un régime de changes flottants (1999), la captation de devises étrangères par le biais de la privatisation d'entreprises publiques et de l'attraction de placements financiers grâce à des taux directeurs élevés (supérieurs à 20%, avec un pic de 45% en 1999) (L. A. M. Filgueiras 2003). La première conséquence de cette architecture a été une balance

²⁵ Les statistiques utilisées par la suite sont issues d'IPEADATA et de la Banque Mondiale.

de paiements déficitaire en raison d'une perte de compétitivité des produits brésiliens destinés à l'exportation et une augmentation conséquente des importations, notamment les importations de biens de consommation (fait qui a, à son tour et une fois de plus, impacté négativement l'industrie nationale). Une deuxième conséquence est l'augmentation rapide de la dette publique, qui passe de 32,3% du PIB en 1994 à 62,4% du PIB en 2002. Une troisième conséquence est la réduction du taux d'investissement de l'économie, qui passe de 20,7% du PIB en 1994 à 16,4% du PIB en 2002.

Le « choc libéral » des années 1990 a également été synonyme d'une déréglementation du secteur bancaire et financier visant, notamment, à rendre le marché brésilien attractif aux investisseurs étrangers. Ainsi, dès 1995, le gouvernement brésilien a exempté d'impôt les bénéfices et les dividendes distribués aux actionnaires et aux associés d'une entreprise, puisque, selon une logique de ruissèlement, la réduction de ces impôts permettrait à la fois, au pays, de capter des ressources internationales et, aux entreprises brésiliennes, de réaliser des investissements productifs sans s'endetter²⁶. Nous observons, de fait, une augmentation du nombre d'acteurs dans le secteur et le développement des nouveaux produits financiers ; de plus, l'utilisation d'une ample gamme de taux d'intérêt a permis une petite augmentation du volume total de crédit disponible (+3,6 points de pourcentage entre 1989 et 1999), mais, surtout, a changé la nature du crédit accordé : en 1989, 35% du total du crédit s'adresse au financement immobilier et seulement 2,5% concerne le crédit à la consommation ; en 1999, le crédit immobilier correspond à 11% du crédit total, alors que le crédit à la consommation représente 30,2% (Hermann 2010). Nous observons également sur cette période une première étape du processus de financiarisation d'un nombre important d'activités économiques, qui aboutira au début des années 2000 à l'ouverture des capitaux en bourse (p.ex. dans le secteur du BTP (Fix 2007; 2011; Shimbo 2010), dans l'agriculture (Paula, Santos, et Pereira 2015; S. P. Leite 2019; Michelotti et Siqueira 2019) et du grand commerce (Saltorato et al. 2016)) et dans la constitution de grands investisseurs institutionnels, notamment les fonds de pensions des entreprises publiques et certaines catégories de fonctionnaires.

D'un point de vue politique, les années 1980-2000 sont marquées par l'écroulement de la dictature militaire dans la première moitié des années 1980, par la rédaction et adoption d'une nouvelle constitution fédérale (1988), par le développement d'un « présidentialisme de coalition »²⁷

²⁶ Comme l'explique le ministre des finances publiques à l'origine de la proposition de loi, la réduction des impôts permettrait d'« (...) augmenter le niveau d'investissements, sans endettement, ce qui a des avantages évidents en termes de création d'emplois et d'une croissance durable de l'économie. L'objectif de cette mesure est de rendre la politique tributaire moderne et compatible avec celle pratiquée par les autres pays émergents qui sont en concurrence avec le Brésil dans la captation de ressources internationales en vue d'investissement. En plus de simplifier le contrôle de la part de l'État et d'inhiber l'évasion fiscale, cette procédure [exemption d'impôts] stimule (...) l'investissement dans des activités productives » (Malan 1995).

²⁷ C'est-à-dire un régime où la fragmentation du pouvoir législatif entre plusieurs partis politiques contraint le pouvoir exécutif à négocier en permanence avec les parlementaires, notamment en octroyant aux députés et aux sénateurs le droit de décider de l'usage de ressources publiques et de l'indication des personnes aptes à occuper des emplois

et par un nombre important d'actions des mouvements sociaux (ex. le *Mouvement des Travailleurs Sans Terre* (MST), le *Movimento Negro* [mouvement noir], le *Movimento estudantil* [syndicats étudiants] etc.). Cette période est aussi marquée par une augmentation de la participation politique de la population. Cela s'exprime par l'augmentation : du nombre d'électeurs (qui passe de 24% de la population en moyenne pour la période 1950-1964, à 64,4% de la population pour la période 1990-2006) ; du nombre d'associations à but non lucratif (229 000 associations ont été créées entre 1991 et 2005), notamment des associations *religieuses* (21,4%), des associations de *développement et défenses des droits de l'homme* (20,8%) et des associations *professionnelles* (20,7%) (IPEA 2010, chap. 2) ; et du nombre et de l'ampleur des manifestations de rue (ex. la grève générale de 1989, le processus de destitution du président de la république en 1992, la « manifestation des cent mille » en 1999 etc.).

D'un point de vue institutionnel, la nouvelle constitution a représenté d'immenses progrès en termes de droits sociaux, de droit du travail, de protection de l'enfance, de reconnaissance des droits des peuples traditionnels (ex. amérindiens, communautés organisées de descendants d'esclaves [*quilombolas*], pêcheurs traditionnels [*caiçaras*] etc.). Ceci a permis, au cours de la décennie, la mise en place des premiers mécanismes de redistribution de revenus, concentrés sur des populations ciblées (notamment des programmes de transferts conditionnels) et la mise en place de politiques de *discrimination positive*. Cependant, par exemple en termes de droit du travail (nous y reviendrons dans le Chapitre 3), le texte constitutionnel sera en peu de temps objet de multiples modifications. Ainsi, cette période est marquée par l'élargissement du droit au recours à la sous-traitance et aux contrats à temps partiel, par la possibilité, pour le service public, d'embaucher des contractuels sans statut de fonctionnaire, par la fixation d'un seuil maximal pour les dépenses de salaire des fonctionnaires, par la restriction du droit de grève, la réforme du système de retraites, etc. (A. G. Campos 2015).

Ainsi, au début des années 2000, le Brésil est un pays en stagnation économique et en plein processus de « désétatisation »²⁸ qui vise à mettre « fin à l'ère Vargas »²⁹. Ceci signifie réduire l'importance de l'État et des entreprises publiques comme inducteurs de la dynamique économique, de manière à ce que le rôle de l'État soit celui de prendre pour soi les activités qui échappent à l'intérêt des entreprises privées, soit parce qu'elles sont peu rentables, soit parce qu'elles sont trop risquées – dans ce dernier cas, une fois le risque maîtrisé et la rentabilité prouvée, l'État « doit » transmettre l'activité en question aux acteurs privés. De plus, cette « désétatisation » signifie la déréglementation du marché de l'emploi, l'élimination des barrières tarifaires dans certains secteurs

contractuels. Ainsi, ce régime se rapproche sous plusieurs aspects de la dynamique d'un régime parlementariste (Abranches 2018 [1988]).

²⁸ Nous reprenons le nom d'une « commission » qui a existé tout au long des années 1990.

²⁹ Titre d'une des sections du discours de Fernando Henrique Cardoso, alors président élu mais pas encore investi, où il présente les lignes maîtresses de son futur gouvernement au Sénat brésilien (F. H. Cardoso 1995).

économiques, la mise en place de dispositifs permettant de sécuriser les placements financiers et rendre « le Brésil » attractif aux capitaux internationaux, une priorisation de l'équilibre macroéconomique (et, en particulier, l'équilibre des comptes publics) et une limitation des dépenses publiques.

Notons, ainsi, qu'une des particularités de cette période (notamment des gouvernements de Fernando Henrique Cardoso, 1995-2002) est qu'elle a impacté de manière décisive, et peut-être permanente à la fois, les chef·e·s d'entreprises du secteur industriel et les salarié·e·s en général. La déstructuration de la filière [*commodity chain*] manufacturière – la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière au PIB passe de 30,9% en 1984, à 23,2% en 1994 et atteint 12,4% en 2002³⁰ – va contraindre ces chef·fe·s d'entreprises soit à une financiarisation des activités et/ou à l'externalisation de la production (notamment dans le sud-ouest asiatique) ou au changement du cœur du métier (p.ex. de producteur textile à importateur de produits textiles), soit à la faillite (Gomes et al. 2007). Du côté des salarié·e·s, nous observons un taux de chômage élevé et, compte tenu de la faiblesse des mécanismes de protection sociale, une augmentation du nombre de personnes en dessous du seuil de pauvreté (+8,3 millions de personnes entre 1995 et 2002 ; +14,5 millions entre 1981 et 2002³¹) et qui sont contraintes à l'exercice d'activités instables, précaires et/ou informelles³² (voire illégales) dans les interstices de l'économie urbaine. Si l'« ère Vargas » a été celle qui a ouvert les portes à la constitution d'une industrie nationale et à la construction d'une société salariale (des processus, certes, incomplets), le gouvernement de Cardoso a, dans un certain sens, accompli son programme et a (presque) mis fin à cette ère.

Brésil, taking off and crashing down

La période couverte par notre étude comprend la dernière année du gouvernement Fernando Henrique Cardoso (2002), les deux gouvernements de Luiz Inácio « Lula » da Silva (2003-2006 et 2007-2010), le premier gouvernement Dilma Rousseff (2011-2014) et la première année de son deuxième gouvernement (2015). Nous pouvons distinguer trois moments assez différents de cette période : un premier moment (2002-2003), étape de transition qui suit essentiellement les logiques décrites dans la section précédente ; un deuxième moment (2004-2012) qui est celui du « décollage »³³ et de la prise d'altitude de l'économie brésilienne ; et, finalement, la dernière période

³⁰ Voir : World Bank, *manufacturing value added* [https://bit.ly/3oqCwFj].

³¹ Il s'agit de l'addition des personnes en situation de pauvreté et en situation de pauvreté extrême. Voir : Ipeadata [https://bit.ly/2SNfNY9].

³² Nous reviendrons sur la question du travail « informel » dans le chapitre 4 ; pour l'instant entendons par cela les activités non-déclarées auprès des organismes publics (*i.e.* « au black ») et exercées sans l'interposition des contrats juridiques.

³³ Il s'agit de la couverture de l'édition du magazine *The economist* (12.11.2009), *Brazil takes off*.

(2013-2015), celle du « crash »³⁴ du projet économique du Parti des Travailleurs (PT), dont le projet de société a été mis à l'écart en 2016 par un coup d'État (mais cette fois-ci un coup d'État parlementaire).

L'arrivée au pouvoir de Lula n'a pas impliqué une transformation radicale de la dynamique des années 1990. Ceci était déjà visible avant les élections de 2002, lorsqu'il publie un document adressé au secteur financier et au grand capital assurant le « respect aux contrats et aux obligations du pays » (I. L. da Silva 2002), c'est-à-dire le maintien de l'architecture macroéconomique mise en place par le gouvernement Cardoso (*i.e.* objectifs d'inflation, excédents fiscaux primaires³⁵ et change flottant) et de ses mécanismes d'équilibre³⁶. De plus, les gouvernements du PT ont donné suite à la réformes des régimes de retraites (notamment de la retraite des fonctionnaires, favorisant la constitution de grands fonds de pensions) et à la réorganisation de la fonction publique. Le processus de privatisation des entreprises publiques va, certes, perdre en vitesse ; mais les nouvelles politiques publiques seront mises en place par le biais de partenariats public-privés, tout comme par le rôle joué par l'État, qui va, de plus en plus, se restreindre à celui de garant ou de financeur, délaissant ainsi aux acteurs privés la conception de la politique et son application³⁷. Finalement, les gouvernements du PT n'ont pas touché aux dispositifs permettant au secteur financier des gains extraordinaires et ont même favorisé le développement de ce secteur, en poursuivant la déréglementation du secteur bancaire initiée en 1999/2000 (Lapyda 2019).

Néanmoins, cela ne veut absolument pas dire qu'ils n'y existent pas des ruptures importantes. La première grande différence est la reconfiguration des politiques de combat à contre la pauvreté extrême et à la pauvreté. Dès son arrivée au pouvoir, le PT a étendu les programmes de transferts conditionnels existants et, à partir de 2004, a mis en place le *Programa bolsa família* (PBF) [Programme d'aide aux familles], qui dès la première année a bénéficié à environ 6,6 millions de familles et qui concernera 14 millions de familles en 2015³⁸ (Queiroz et al. 2010; P. Souza et al.

³⁴ Une fois encore il s'agit de la couverture du magazine *The economist* (28.09.2013), *Has Brazil blow it ?*

³⁵ C'est-à-dire, une priorisation du paiement de la dette publique qui se fait par le biais de la déduction automatique des recettes publiques annuelles d'un montant équivalent à l'ensemble de l'intéressement annuel de la dette publique *avant* le calcul de l'équilibre budgétaire à être respecté.

³⁶ Pour une discussion plus détaillée de différentes interprétations de la macroéconomie des gouvernements Lula en français, voir : (L. Filgueiras et Oliveira 2013).

³⁷ Le cas exemplaire de ce type de logique est celui de la politique publique du logement social, au sein de laquelle l'État et les banques publiques ne jouent que le rôle de garantir l'accès subventionné, en fonction du revenu du ménage, à des prêts immobilier (Shimbo 2010; Fix 2011). Nous y reviendrons dans le Chapitre 3.

³⁸ La valeur moyenne perçue par chaque famille varie entre 82€ en 2004 à 72€ en 2015, en euro en *Parité de Pouvoir d'Achat* (PPA) pour la France de 2015. À titre de rappel, comme l'explique l'OCDE, « les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont les taux de conversion monétaire qui permettent d'égaliser les pouvoirs d'achat des différentes monnaies en éliminant les différences de niveaux des prix entre pays. Sous sa forme la plus simple, une PPA est le ratio des prix en monnaie nationale du même bien ou service dans différents pays. Les PPA sont également calculées pour des groupes de produits et pour chacun des différents niveaux d'agrégation, jusqu'au PIB inclus. Le panier de biens et services dont les prix sont déterminés est un échantillon de tous ceux qui composent la dépense finale, à savoir la consommation des ménages, les services fournis par les administrations publiques, la

2019). Ensuite, l'indexation au salaire minimum de la valeur du *Benefício da Prestação Continuada* (BPC) [Allocation permanente], une allocation destinée aux personnes âgées de 65 ans ou plus ou aux personnes handicapées en situation de pauvreté, qui en 2004 concernait 1,13 millions de personnes (Miranda 2012; Sátyro et Soares 2009). Finalement, une politique d'augmentation du salaire minimum (SM), qui implique une hausse d'un peu plus de 70% de sa valeur réelle entre 2002 et 2015³⁹. Ceci impacte directement plus de 50% des personnes en emploi, qui perçoivent un salaire mensuel d'un SM ; mais dont l'« effet en cascade » va produire une augmentation du salaire de toutes les catégories de profession dont le salaire minimum professionnel est indexé au SM, ainsi qu'une augmentation de la valeur des allocations qui y sont indexées. Ensemble, PBF, BPC et augmentation du SM ont produit non seulement une importante réduction de la pauvreté et de la pauvreté extrême, tout comme elles ont été le moteur des transformations économiques de la période 2006-2012 (nous y reviendrons).

Une autre différence significative entre les gouvernements des années 1990 et les gouvernements du PT concerne le rôle de l'État. En effet, pendant les gouvernements du PT, l'État, ainsi que les entreprises et les banques publiques ont joué un rôle d'inducteurs de l'activité économique. Cela signifie des investissements massifs de l'État dans le développement de l'infrastructure⁴⁰ ; la réalisation de grands événements sportifs⁴¹ ; la création de multiples lignes de crédit subventionné au consommateur⁴², aux entreprises et à l'agriculture familiale ; l'organisation de filières économiques entières⁴³. De plus, les gouvernements du PT ont changé l'axe des affaires étrangères brésiliennes, mettant en avant les relations « sud-sud » et permettant ainsi la création d'un contexte favorable en termes de positionnement de « bloc » au sein des organisations

formation de capital et les exportations nettes, correspondant au PIB. Cet indicateur est mesuré en unités monétaires nationales par dollar US » (OCDE 2021). Malgré le fait que l'expression des valeurs en PPA soit la meilleure approche pour comparer les valeurs monétaires entre deux pays ; la comparaison de l'évolution de ces valeurs dans le temps est délicate, puisqu'elle dépend à la fois de la variation du prix du panier de biens à l'intérieur de chaque pays, de la variation du taux de change des monnaies et de l'inflation de la « monnaie cible » (dans notre cas, euro en France). Ainsi, entre 2004 et 2015 la valeur moyenne de l'allocation du PBF a augmenté en termes réels de 31%, passant de R\$133 à R\$176 (en *Reais* de 2015). Mais, compte tenu des évolutions des économies française et brésilienne sur cette période, cela signifie, du point de vue français, une réduction d'environ 12% dans la valeur de l'allocation moyenne. Ainsi, *les valeurs en PPA doivent être prises seulement de manière indicative*. Utilisant l'inflation cumulée en France sur la période 2004-2015 (Inf_{04-15}), la conversion de *Reais* de 2004 (BRL_{2004}) en Euros de 2015 en PPA en France ($€FR_{ppa15}$) se fait :

$$€FR_{ppa15} = \frac{€FR_{ppa04}}{BRL_{ppa04}} Inf_{04-15}$$

³⁹ C'est-à-dire, une augmentation d'environ 256€FR_{ppa15} en 2002 à 320€FR_{ppa15} en 2015 (Ipeadata & OCDE).

⁴⁰ Notamment la construction de ports, aéroports, centrales hydroélectriques, de travaux assainissement public, le transfert partiel des eaux du *Rio São Francisco* etc.

⁴¹ Les plus importants étant les Jeux panaméricains de 2007, la Coupe du Monde de football de 2014, les Jeux Olympiques de 2016.

⁴² Par exemple, des crédits destinés à l'acquisition d'une résidence principale, à la réalisation des travaux de rénovation de la résidence principale, au développement d'une activité économique, la création de lignes de crédit étudiant, entre autres.

⁴³ Par exemple, l'industrie navale, l'exploitation de pétrole en eaux profondes, la production de semi-conducteur etc.

internationales et l'expansion des activités des grandes entreprises brésiliennes, aussi bien en Amérique Latine qu'en Afrique (notamment en Angola, au Mozambique et en Afrique du Sud)(Milhorange et Goulet 2011; Milhorange 2013; A. M. Souza 2010; L. Santos 2018) ⁴⁴.

Ce changement d'orientation de l'action étatique va impacter un domaine particulièrement important pour la stratification sociale, à savoir, l'éducation. D'abord, une des exigences du PBF à partir de 2003 est que les enfants de moins de 15 ans (et de moins de 17 ans à partir de 2008) soient inscrits et assidus à l'école, ce qui a réduit à la fois l'incidence du travail infantile, de l'évasion scolaire et du redoublement d'une classe (M. C. S. Santos et al. 2019). De plus, à partir de 2005, nous observons une expansion importante du nombre de centres de formation professionnelle et technologique fédéraux, dont le nombre de places augmentera de plus de 89% entre 2008 et 2015, atteignant 1,8 million de places. En termes d'enseignement supérieur public, on observera entre 2003 et 2015 la construction de 173 nouveaux campus universitaires (dont la création de 18 nouvelles universités), augmentant de plus de 84% l'offre sur la période. Aussi, en termes d'enseignement supérieur au sein d'institutions privées, a été créé en 2004 un partenariat public-privé – *Pograma universidade para todos* (Prouni) [Programme université pour tous] – qui a permis l'exemption (totale ou partielle) des droits d'inscription aux étudiants provenant de familles démunies sélectionnés par le gouvernement par le biais d'un examen national ; en 2004, ce programme comptait environ 112 mil places et 284 mil places, en 2012⁴⁵.

Une troisième différence est la manière dont les gouvernements du PT ont su intégrer partiellement les demandes (et surtout coopter l'action) de différents mouvements sociaux pendant la période analysée (A. Galvão 2014), de manière à réduire la résistance à l'implémentation (ou non implémentation) des politiques publiques non-consensuelles. En effet, les différents gouvernements (mais surtout pendant le premier gouvernement Lula) ont créé de multiples forums de débat au sujet des politiques publiques – aussi bien relatives à la politique urbaine, qu'à la question raciale ou encore au développement économique –, ouverts à la participation des différents mouvements sociaux. Qu'il s'agisse du *Mouvement Noir*, du mouvement syndical ou du

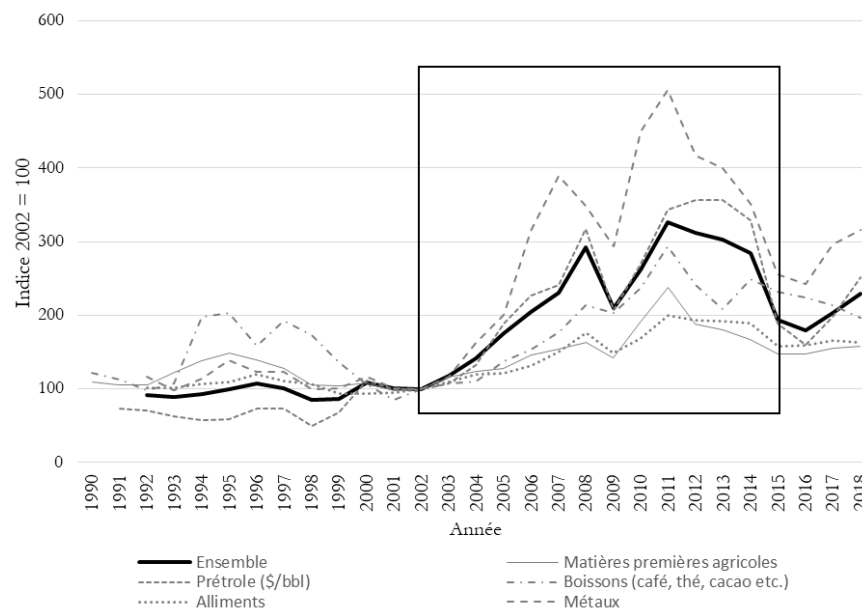
⁴⁴ Certains auteur·trice·s parlerons même de « pratiques sub-impérialistes » (Murua 2014; R. L. M. da Silva 2019).

⁴⁵ L'architecture du Prouni cherche à réduire la « capacité productive inutilisée » des entreprises privées de l'enseignement supérieur (EPES) (nous y reviendrons dans le Chapitre 3), qui se sont fortement développées au long des années 1990 (Traina-Chacon et Calderón 2015). Le partenariat se base sur l'exemption totale d'impôts fédéraux des activités des EPES en contrepartie de l'attribution à l'État d'une place pour 11 étudiants inscrits dans une formation. Sans entrer ici dans les motivations (Leher 2004) ou dans le rapport coût/bénéfice de ce programme (D. D. da Costa et al. 2017), le programme a impacté de manière décisive la rentabilité des EPES qui ont vécu une grande expansion en termes d'inscriptions par la suite. Notamment, ceci a attiré l'attention de fonds d'investissements nationaux et internationaux, qui sont entrés dans ce secteur (C. H. A. de Carvalho 2013; Rebouças 2016). Le cas le plus marquant est celui de la *Cogna Educação* (auparavant *Kroton Educacional*) qui a été achetée par le fond d'investissements états-unien *Advent International* en 2009 et, suite à plusieurs processus de fusions et acquisitions, possède neuf « marques » [*sic.*] d'EPES, représentant plus d'un million d'étudiants répartis sur 124 campus et a réalisé, sur l'année 2019, un bénéfice *net* de 47,4% (M. Moura 2019). Rappelons que les dividendes distribués aux actionnaires sont exempts d'impôt au Brésil.

Mouvement des Sans-terre (MST), très combatifs au cours des décennies 1980-1990, on constate une perte de leur capacité d'organisation et de mobilisation. De plus, les controverses autour de l'implémentation de certaines politiques publiques ont conduit à des ruptures aussi bien au sein du PT, qu'au sein de ces mouvements.

Finalement, l'économie brésilienne a bénéficié d'un contexte économique tout à fait particulier : la grande liquidité internationale du début des années 2000, simultanément à l'augmentation expressive des prix des *commodities* (Graphique 3), ont permis un changement du niveau de la croissance du PIB brésilien et l'accumulation d'un grand volume de réserves internationales qui ont soutenu, en dépit de la survalorisation du *Real* sur la période 2006-2010⁴⁶, l'importation à la fois de biens de consommation et, dans une moindre mesure, de biens de capitaux, permettant ainsi une redynamisation de l'ensemble de l'économie sur la période 2006-2012. (C. A. D. Medeiros et Cintra 2015).

Graphique 3 – Variation du prix international des *commodities*, 1990-2018 (2002 = 100)



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations du *Primary Commodity Price System* (PCPS) du Fond Monétaire International [<https://bit.ly/3biTQXI>].

Lecture : Entre 2002 et 2011 le prix l'ensemble des *commodities* a subi une hausse de 326,7%.

Comme le montre Pedro Menezes Loureiro (2019a, chap. 3), c'est grâce aux exportations que le taux de croissance du PIB brésilien s'élève de 1,1% en 2003 à 5,8% en 2004. En effet, l'augmentation de la valeur (+24% entre 2001 et 2005) et le volume (+63% entre 2001 et 2005) des exportations brésiennes ont contribué à 53,1% de la croissance du PIB (contre 46,7% dus à la

⁴⁶ Une des manières d'évaluer la survalorisation ou valorisation artificielle d'une monnaie consiste en l'observation de l'existence d'un déficit permanent dans le compte courant de la balance des paiements (ou un excédent dans le cas d'une dévalorisation artificielle) (Bresser-Pereira, Oreiro, et Marconi 2019, chap. 5 & 6).

consommation des ménages). Ceci a impliqué une grande augmentation des recettes publiques liées à l'exportation qui, dès 2003, ont changé l'horizon et la marge de manœuvre du gouvernement, qui a pu dans ce contexte mettre en place les politiques publiques qui nécessitaient une partie non-négligeable du budget public (comme le PBF, le PBC et la valorisation du SM). Ces politiques vont, à leur tour, faire de la consommation des ménages le moteur de l'expansion économique de la période subséquente, contribuant à 77,4% de la croissance du PIB entre 2006 et 2013 (contre 8% dus aux exportations), et entraînant une augmentation de l'investissement⁴⁷ et de l'emploi.

La consommation des ménages va également être entraînée par un autre facteur : l'accès au crédit, notamment à la consommation et, en particulier, au crédit à la consommation contracté auprès des entreprises de la distribution elles-mêmes (Graphique 4). D'abord, l'accès aux services bancaires a augmenté de manière conséquente au début des années 2000, en partie parce que le PBF et le PBC (et autres similaires) ont eu comme intermédiaire une banque publique et le gouvernement a promu la « démocratisation bancaire »⁴⁸. Toujours selon Loreiro (*op.cit.*), la part des ménages disposant d'une carte de crédit passe de 15% à 25% entre 2003 et 2013, parmi les ménages disposant d'un revenu inférieur à 3 SM ; et de 30% à 43% parmi les ménages disposant d'un revenu supérieur à 3 SM. L'*endettement* passe de 21,7% du revenu annuel des ménages en 2003 à 45% en décembre 2013 ; de 21,1% à 29,4% en excluant les hypothèques.

Cependant, une partie conséquente de ces cartes de crédit ne sont pas liées directement à une banque, mais à ce que Patricia Saltorato *et al.* (2016) appellent la *Grande distribution financière nationale*. En effet, suite à la déréglementation du secteur bancaire et financier entre 1999 et 2003, le nombre de *Correspondentes bancários* (CB) [Correspondants bancaires]⁴⁹ a été démultiplié : entre 2000 et 2010 on passe de 20 mil CB à 163,5 mil CB et en 2014 on atteint 209,9 mil CB, présents sur 99,5% des municipalités brésiliennes (E. R. Loureiro, Madeira, et Bader 2016; BCB 2021). Notamment, les grandes entreprises de la distribution ont développé leurs propres CB responsables de la gestion de leurs propres lignes de crédit à la consommation. Ces CB sont devenus, à partir de partenariats

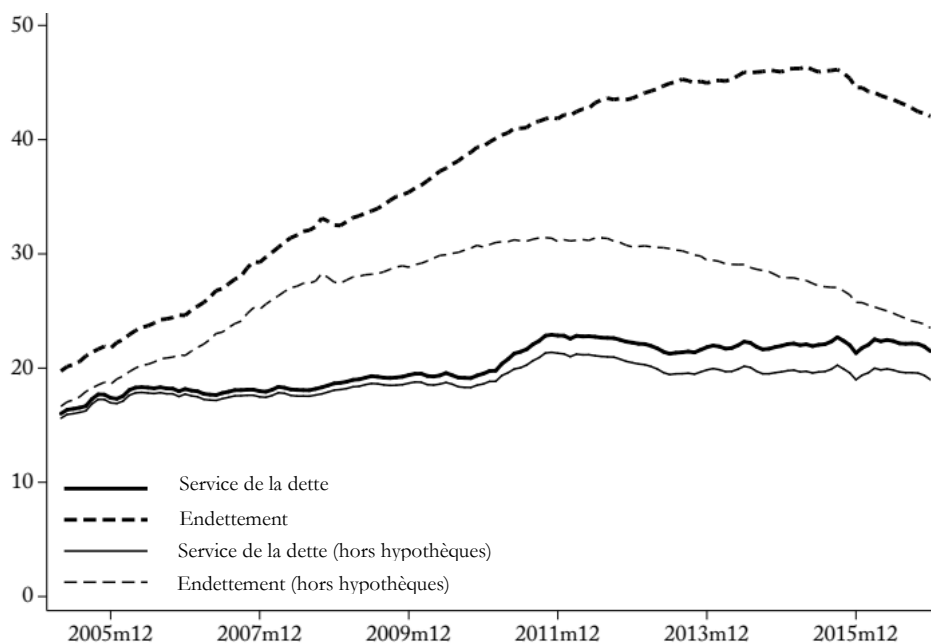
⁴⁷ Soulignons, cependant, qu'une partie non-négligeable de l'investissement concerne, en effet, le processus de fusions et acquisitions, processus qui vont augmenter de manière très importante à partir de 2006, passant de 227 fusions-acquisitions en 2002 à 473 en 2006 et atteignant 818 en 2014. Presque la moitié de ces transactions se sont faites entre entreprises nationales. (Tirso et Veríssimo 2017).

⁴⁸ Entre 2001 et 2006, le nombre de comptes bancaires existants au Brésil a augmenté de 52%, le nombre de clients (hors compte épargne) est passé de 63,7 millions (2000) à 102,6 millions (2006), soit une augmentation de 61%. De l'ensemble des clients des banques commerciales en 2006, presque 48,5% ont leurs comptes au sein d'une banque publique, presque 24,7% au sein de la *Caixa econômica federal* (CEF) et 18,2% au sein du *Banco do Brasil* (F. N. Costa 2008, 147).

⁴⁹ Il s'agit d'entreprises non-bancaires autorisées à réaliser de services bancaires et financiers (E. R. Loureiro, Madeira, et Bader 2016). La diffusion des CB a été soutenue par les gouvernements en raison du « vide bancaire » de certaines régions : en 2000, presque 30% des municipalités ne disposaient d'*aucune* agence bancaire (F. N. Costa 2008). Ainsi, la possibilité que des petits commerces (boulangeries, bureaux de presse, bar de tabac etc.) soient mandatés par des banques (notamment la CEF) pour la réalisation de retraits, dépôts, paiements, etc., fait partie d'une stratégie de modernisation et de redynamisation (par le bais des crédits, à la consommation, entre autres) du commerce local.

et de *joint-ventures* avec d'autres institutions du système financier, des acteurs majeurs du secteur bancaire et financier, en position de force face aux banques commerciales et aux systèmes de paiements (p.ex. Visa, MasterCard, American express etc.)⁵⁰, mais avec des rentabilités extraordinaires en raison de l'usage de taux d'intérêts abusifs⁵¹. L'endettement des familles pendant la période analysée est, ainsi, en grande partie un endettement auprès des entreprises de la *Grande distribution financière nationale*.

Graphique 4 – Endettement¹ et service de la dette² en pourcentage du revenu des ménages au Brésil, avec et sans les hypothèques, Janvier 2005-Décembre 2016



¹ L'endettement est défini comme l'encours de la dette en pourcentage du revenu annuel des ménages.

² Le service de la dette est défini comme le paiement du principal et des intérêts de la dette en pourcentage du revenu du ménage.

Source : Adapté par l'auteur de Loureiro 2019, p.93.

⁵⁰ Par exemple, en 2010 le nombre d'utilisateurs de la carte de la chaîne de vêtements *C&A* était équivalent au nombre de clients de la quatrième banque commerciale du pays (*Bradesco*) ; la même année, les activités du CB d'une holding de l'habillement (*Riachuelo*) étaient responsables de 20% de sa recette totale, avec une marge brute sur les activités financières de 75,7% contre 52,3% pour la vente d'habillements. Finalement, 55 de ces grandes entreprises de la distribution ont ouvert leur capital en bourse entre 2007 et 2014 (Saltorato et al. 2016). Soulignons que, toujours d'après (Saltorato et al. 2016), la *Distribution financière nationale* se développe dans un vide juridique, n'étant ni tout à fait encadrée comme entreprise du secteur bancaire et financier (ce qui impliquerait l'application d'autres règles fiscales et de régime d'embauche des salarié·e·s), ni comme entreprise de la distribution (ce qui imposerait un plafond au taux d'intérêt de leur crédit à la consommation à 12% par an).

⁵¹ Les taux d'intérêt au Brésil sont, en général, exorbitants. À titre d'exemple, en 2018, les crédits à la consommation accordés par les banques commerciales [*crédito à passoa*] avaient un taux moyen de 122,9% par an, le taux d'intérêt moyen sur le découvert bancaire était de 296% par an (K. Oliveira 2018). Cependant, pour la même année, le taux d'intérêt annuel de la carte de la holding de l'habillement *Riachuelo* était de 875,25% par an ; celui de *Renner* était de 765,22% par an ; celui de *C & A* était de 193,58% par an. Parmi les hypermarchés, la situation n'est pas très différente : chez Carrefour, un taux de 167,88% par an, chez *Pão de Açúcar* (une enseigne groupe *Casino*) 306% par an, chez *Extra* (autre enseigne groupe *Casino*), 327,6% par an. (M. Almeida 2018). Rappelons une fois encore que les dividendes distribués aux actionnaires sont exempts d'impôt au Brésil.

Un dernier élément important concernant l'endettement des ménages est la création, par les banques publiques (notamment la CEF), de lignes plus ou moins subventionnées de financement pour l'achat et/ou la rénovation du logement. Ces lignes de financement avaient déjà augmenté le nombre total de crédits accordés d'un peu moins de 180 mil (2002-2005) à 505,3 mil (2006-2008). Cependant, avec la création du *Programa Minha Casa, Minha Vida* (PMCMV) [Programme ma maison, ma vie] le gouvernement a subventionné (en fonction du revenu total du ménage) l'achat de 4,1 millions de logements neufs entre 2009 et 2015⁵². C'est précisément cette expansion des crédits *subventionnés* qui explique, d'abord, une augmentation de l'endettement qui ne suit pas directement le nombre de crédits octroyés (**Graphique 4**) et, ensuite, que le volume de l'endettement n'impacte pas significativement le *service de la dette*.

L'expansion du pouvoir d'achat par l'articulation PBF-BPC-SM et par une augmentation du crédit va, ainsi, impacter plus directement le secteur du BTP et le secteur de la distribution. Certes, cette expansion de l'emploi se fait notamment par l'expansion de l'emploi en situation formelle, ce qui implique des salaires au moins à la hauteur d'un SM et l'accès aux (modestes) dispositifs de sécurité sociale⁵³. Mais, elle produira ce que Pedro Loureiro appelle « un changement régressif de la structure de l'emploi » (*op.cit*), puisque l'expansion de l'emploi se fait dans des secteurs présentant des revenus moyens et une productivité inférieurs à la moyenne nationale et dans des secteurs demandeurs de travail peu (ou non) qualifié et disposant d'un moindre effet multiplicateur. En effet, le BTP et la distribution ont absorbé 16,8% (BTP) et 17,16% (Distribution) de l'ensemble des postes d'emploi créés entre 2003 et 2013. En comparaison, l'expansion de l'emploi dans les services publics (tous domaines compris) et dans l'industrie représentera respectivement 17,2% et 2,8% (ou 7,3% en tenant compte de l'industrie agro-alimentaire) du total d'emplois créés entre 2003 et 2013 (P. M. Loureiro 2019a, 95).

De plus, l'expansion de la consommation et de l'emploi dans le secteur de la distribution s'est notamment faite par le biais de la commercialisation de marchandises importées ou nécessitant une grande part de composants importés pour leur production. Ainsi, si dans un premier temps (2002-2004) la production manufacturière gagne en importance, passant de 12,3% à 15,1% du PIB, dès le début de la période d'expansion de l'économie brésilienne, l'industrie manufacturière va perdre son importance de manière continue, jusqu'à atteindre 10,5% du PIB en 2015. L'importance de l'importation va détériorer également la balance des paiements brésiliens et contribuer à l'augmentation de l'inflation à partir de 2010, renforçant, ainsi, l'importance des acteurs liés à

⁵² Nous y reviendrons en détail dans le Chapitre 3.

⁵³ D'un côté, la part des personnes âgées de 15 à 65 ans en emploi s'élève de 58% en 2003 à 61% en 2012 et le taux de chômage sur la période baisse de 13% en septembre 2003 à 5,4% en septembre 2012 (Ipeadata). De plus, nous observons notamment la création d'emplois en situation formelle⁵³, qui passe de 36% en 2003 à 45% en 2012 (P. M. Loureiro 2019a, 93).

l'exportation et la dépendance de l'économie nationale aux conditions extérieures (notamment la liquidité internationale et le prix des *commodities*).

Avec la réduction de la demande chinoise et l'inflexion du prix des *commodities* en 2011, l'architecture du modèle économique est en péril. Le gouvernement met en place, dès mi-2012, un nombre important de mesures visant à absorber l'impact de ce changement de contexte international et soutenir le secteur industriel brésilien. D'abord, la dévalorisation de la monnaie, dans le but de rendre les produits nationaux plus compétitifs et rééquilibrer le compte courant de la balance des paiements. Cependant, cette dévalorisation génère, à son tour, de l'inflation, compte tenu de l'importance des produits importés (p.ex. pétrole, biens de capital, composants industriels etc.) dans l'économie brésilienne. Dans le but de contrôler l'inflation sans réduire le niveau d'investissement, le gouvernement élève les taux directeurs, et exempte d'impôt et augmente les subventions de filières industrielles entières. Ces mesures, cependant, se sont montrées peu efficaces et le niveau d'investissement baisse de manière ininterrompue dès 2013. De plus, ces mesures ont détérioré les comptes publics et ont réduit la capacité d'investissement de l'État. L'année 2014 sera marquée par une stagnation économique qui débouchera sur une récession en 2015-2016.

En bref, les années 2002-2015 sont marquées, d'un point de vue économique, par *a*) le soutien au développement et à la diversification des activités financières et *b*) une croissance économique soutenue par les exportations [*export-led growth*] qui, *c*) en raison des politiques distributives mises en place par le gouvernement (PBF, BPC, augmentation du SM) et *d*) de l'investissement public, vont *e*) conduire à une période d'expansion de l'économie et de l'emploi basée sur la consommation des ménages propulsée par *f*) de nouvelles augmentations du SM (qui, à son tour, se répercutent sur l'ensemble des salaires) et par *g*) une grande offre de crédit (immobilier et à la consommation). Mais comme *b*) cette expansion économique produit un « changement régressif de la structure de l'emploi », *i*) cette croissance est très dépendante de l'importation de produits manufacturés, ce qui *j*) détériore la balance des paiements, *k*) produit de l'inflation et *l*) renforce la dépendance de l'économie brésilienne à des facteurs exogènes ; ainsi, *m*) l'inflexion du prix des *commodities* simultanément à une réduction de la demande chinoise a mis en péril la dynamique économique en vigueur. Finalement, *n*) les mesures prises par le gouvernement brésilien n'ont pas été efficaces pour éviter *o*) une rétraction de l'activité économique qui *p*) finira en une stagnation (2014), puis *q*) une récession (2015-2016).

Mais, malgré son importance, la dynamique générale de l'économie ne fait pas tout. Oui, les politiques telles que le PBF, le BPC et l'augmentation du SM ont permis une réduction expressive de la pauvreté (US\$2/jour), qui est passée de 34,4% à 13,3% des individus entre 2002 et 2014. Oui, cela a signifié une réduction importante des inégalités des revenus (l'indice Gini officiel du Brésil

n'a jamais été aussi bas qu'en 2014, quand il était égal à 0,533). Oui, cela a produit des millions de nouveaux consommateurs. Oui, cela a également permis la réalisation d'études plus longues pour un grand nombre de personnes. Oui, l'augmentation du nombre de places dans l'enseignement supérieur et les politiques de discrimination positives ont transformé la composition de l'ensemble des diplômé·e·s du supérieur. Oui. Mais si un tel contexte transforme les rapports de classe, c'est parce qu'il rend possible une recomposition du champ d'action et de l'horizon d'attente des individus ; c'est, dans une certaine mesure, parce qu'il rend possible un refus, un *non*.

Ce *non* est présent lorsque le quotidien *Folha de São Paulo* nous raconte, en mai 2015, que « en raison de la difficulté de trouver des employées domestiques qui acceptent de résider chez l'employeur, les familles de classe moyenne haute sont en train de faire venir des employées domestiques des Philippines » (P. C. Mello 2015). Ou encore, deux mois plus tôt, quand, dans une des colonnes du quotidien *O Globo*, une cheffe d'entreprise qui organisait une formation pour les employées domestiques dit :

J'ai senti qu'elles [les employées domestiques] ont perdu la notion de limite. Il y en a eu une à qui j'ai demandé d'arriver à 7h30 pour mettre la table de mon petit déjeuner. Elle m'a dit : « Pas moi ! Vous rêvez si vous pensez que je vais mettre la table du petit déjeuner de *madame* [en français dans l'original] ! ». Ce manque de limite a été cité plusieurs fois dans l'enquête que j'ai menée [auprès de 150 femmes de 35 à 45 ans embauchant une employée domestique]. (...) [Voici d'autres exemples de « manque de limite » courants :] l'employée domestique qui parle trop au téléphone et après dit qu'elle n'a pas le temps de faire le repassage ; l'employée domestique qui refuse de porter une charlotte ou un uniforme ; l'employée domestique qui passe son temps à parler des tragédies qui arrivent dans le quartier où elle habite (C. Guimarães 2015).

Le filet de protection sociale contre la pauvreté et les opportunités d'emplois moins dégradants, mieux rémunérés, moins pénibles, etc. changent la donne du rapport de forces entre employeur et employé dans le service domestique, mais aussi dans le BTP, dans le commerce, dans l'aide à domicile, etc. (Ferrari et Sverberri 2010). C'est justement pour cela que le refus des conditions d'exercice de l'activité professionnelle (*i.e.* résider chez l'employeur, d'arriver si tôt sur le lieu de travail, de porter un uniforme, etc.) est vécu, par les dominants, comme un outrage et non pas comme des éléments de négociation d'un contrat de travail : parce qu'un contrat de travail présuppose une égalité de droit entre les parties contractantes.

De même, le changement d'horizon d'attentes des populations les plus démunies s'exprime dans les nombreuses histoires, que nous retrouvons dans la presse, d'employé·e·s domestiques (R. Morais 2015), des balayeur·euse·s (D. G. Santos 2014), de SDFs (K. Mello 2012), détenu·e·s (C. Rodrigues 2012), etc., qui, par le biais des politiques publiques mises en place pendant cette période, ont repris leurs études et sont devenus enseignant·e·s, avocat·e·s, pédagogues, assistant·e·s social·e·s, entre autres. En 2012, 33,8% des étudiant·e·s en licence au Brésil étaient les premiers de

leur famille à accéder à l'enseignement supérieur, 52% de l'ensemble des étudiants en licence exerçaient simultanément aux études une activité rémunérée (Zen et al. 2012).

Le modeste processus de démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur au cours des années 2000-2015, notamment par la mise en place de politiques de discrimination positive, a aussi mis en péril la position des classes dominantes. Comme le montrent Campos *et al.* (2012), parmi les 943 articles et pièces d'opinion publiées par le quotidien *O Globo* entre 2001 et 2009 au sujet des « quotas raciaux », la plupart sont contraires à son implémentation et le justifient en arguant qu'une telle politique « intensifie le conflit racial », « réduit la qualité de l'enseignement », « dégénère la méritocratie », « s'oppose à la tradition du métissage du pays », « produit un racisme à l'envers ». Pour faire face à un marché toujours plus concurrentiel, ces élites nationales se tournent chaque fois vers des universités à l'étranger, puisque, comme le signale un enseignant de deux universités de l'élite à Rio de Janeiro, « les familles ont compris qu'investir en éducation à l'étranger ouvre les horizons et rend possible la constitution d'un *network* [réseau – en anglais dans le texte original] globalisé » (Veja 2019). De fait, d'après les chiffres de la *Brazilian Educational & Language Travel Association* (Belta), en 2018, un total de 50400 étudiants ont commencé leurs études à l'étranger, valeur 40% supérieure à celle de 2017 – ces études ont, en fonction des pays, un coût annuel allant de 25 à 40 mille US dollars. De plus, depuis 2010, les lycées privés de l'élite proposent de plus en plus souvent l'accompagnement des élèves à l'accès à l'enseignement supérieur à l'étranger (Pescarini 2017; Amin 2017).

De même, l'augmentation du niveau des revenus et l'expansion du crédit à la consommation ont rendu l'accès à certains biens de consommation et à certaines pratiques de loisir moins exclusives. Ce fait a produit une tension entre les « anciens » et les « nouveaux » usagers. Ainsi, en discutant de l'augmentation du flux au sein des aéroports en 2012 dans un reportage pour le quotidien *Folha de São Paulo*, un des philosophes médiatisés de la *nouvelle droite* n'hésita pas à dire qu'avec l'augmentation du pouvoir d'achat de la population « les aéroports se sont transformés en une grande pagaille [*churrasco na laje*] et ressemblent de plus en plus à une station de RER [*rodoviárias*] » et finira son intervention en donnant, du haut de son discernement, des leçons d'étiquette à respecter dans un aéroport : « si vous ne voulez pas passer pour des ringards [*brega*], évitez d'atterrir ici, à Guarulhos [São Paulo], avec plus d'un bagage et demi » (Folha de S.Paulo 2012). Ou, encore, lorsqu'un groupe de jeunes et d'adolescents de São Paulo a fixé un *rolezinho*⁵⁴ dans le plus grand centre commercial de luxe de la ville (Iguatemi JK), les administrateurs de

⁵⁴ Comme le décrit Rosana Pinheiro-Machado, le phénomène connu comme *rolezinho* (mot d'argot signifiant petite balade, petite virée) est un événement où « (...) des adolescents des périphéries urbaines se réunissent en grand nombre pour aller se promener, flirter, chanter du funk dans les centres commerciaux de leur ville. Ce genre d'événement a causé une certaine appréhension chez ceux qui fréquentent habituellement ces centres et, par conséquent, certains propriétaires de ces établissements ont obtenu en justice le droit d'interdire ces « virées » de jeunes en leur en empêchant l'accès. » (Pinheiro-Machado et Nunes 2014). À ce sujet, voir également : (Jardim et al. 2014).

l'établissement ont, de manière controversée (voire illégale), préféré fermer entièrement le centre commercial pendant toute la journée du samedi, que prendre le risque que l'évènement puisse avoir lieu (Vieira, Leite, et Cordeiro 2014).

Ces cas anecdotiques liés au marché du travail, à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur et aux pratiques de consommation et de loisir (auxquels nous aurions pu ajouter beaucoup d'autres) – et qui auraient pu être pris, dans une autre contexte, comme des *cas exemplaires de la réalité* (Kracauer 2012 [1929]) – nous intéressent ici parce qu'ils illustrent le type de tensions (et de tensions de classe) qui ont émergé des transformations socio-économiques que le Brésil a connues au cours des années 2000. Mais la « stratégie de développement » adoptée (et la crise sur laquelle elle a débouché) sont des éléments aussi de frustration de cet horizon d'attente. Ainsi, cette dynamique économique n'a pas été en mesure d'absorber la main d'œuvre qualifiée dont les effectifs ont augmenté pendant cette période. Les cas de « dépassement personnel » supra-cités en sont des exemples : le diplôme de MEEF n'implique pas l'exercice du métier de l'enseignement, puisque, malgré l'intérêt d'une telle activité professionnelle, le salaire d'employée domestique à Brasília à l'époque était plus élevé que celui d'institutrice (R. Morais 2015) ; on se lance dans la construction d'un atelier de menuiserie à la sortie de la prison, parce qu'on a pas réussi à trouver un poste d'enseignant (Penha 2017); obtenir un diplôme du supérieur n'a pas été suffisant pour permettre de quitter la situation de SDF (Torres 2017; TJDFT 2020). Malgré le fait que nous n'avons pas retrouvé dans la littérature des études systématiques, on observe, dans le cas des ingénieur·e·s (Lins et al. 2014; K. B. de Souza et Domingues 2014)⁵⁵ et des docteur·e·s (tous domaines confondus) (A. C. F. Galvão et al. 2017)⁵⁶, professions typiques de l'emploi qualifié, un décalage entre l'offre croissante de main d'œuvre et la création de poste en mesure de l'absorber.

En plus du problème de l'ajustement de l'offre et de la demande en termes absolus, le revenu relatif des professions intellectuelles et scientifiques a été fortement impacté pendant cette période. Comme le souligne Pedro Loureiro,

Entre 2003 et 2013, le principal changement [en termes d'inégalité des revenus] a été la perte de revenu relatif [c'est-à-dire le revenu moyen du groupe divisé par le revenu *per*

⁵⁵ Ces deux études interrogeant, en effet, un possible « manque » d'ingénieurs dans les années subséquents – ce que, dans la presse à l'époque, on appelait un « blackout de l'emploi qualifié ». Les deux articles arrivent à des conclusions convergentes en ce qui concerne l'équilibre entre offre et demande d'ingénieurs si – et voilà l'hypothèse – *le rythme de croissance annuelle du PIB reste stable à environ 3%*. Ce qui préoccupait ces auteurs était, ainsi, un taux de croissance *supérieur* à 3%. Cependant, comme le taux de croissance observé depuis 2014 est inférieur à 3%, on se retrouve dans une situation de « surabondance » d'ingénieurs – tendance renforcée par le fait que la crise politico-économique brésilienne des années 2014-2016 concerne notamment les entreprises du BTP et que plus d'un tiers de l'ensemble des ingénieurs au Brésil sont des ingénieurs du génie civil (K. B. de Souza et Domingues 2014).

⁵⁶ L'étude d'Antonio Galvão *et al.* (2017) ne nous permet pas d'évaluer le taux de chômage de docteur·e·s, ce qui nous aurait permis de situer cette population face à l'ensemble de la population brésilienne. Cependant, nous pouvons voir que le nombre de docteur·e·s a augmenté 53% entre 2010 et 2014, alors que le nombre de docteurs en emploi a augmenté 50,5%, de manière que le *taux d'emploi* des docteur·e·s en 2010 baisse de manière constante jusqu'à 2014, passant de 76,7% à 75,5%.

capta de l'ensemble des ménages] des professions intellectuelles et scientifiques [*professional workers*] d'environ 20%. Les Capitalistes ont perdu [du revenu relatif], mais pas de manière substantielle (6%), alors que [la situation] des petits employeurs a été stable. Cela montre comment le contrôle du capital est devenu un moyen plus efficace de grimper dans l'échelle sociale que la possession de compétences rares. Du côté inférieur, une augmentation de 10 % du revenu relatif des travailleurs informels a été observé, même si elle a été contrebalancée par la baisse du revenu relatif d'autres groupes défavorisés, tels que les chômeurs.(P. M. Loureiro 2019b, 15-16)

Ce qui pose, notamment, un problème générationnel : ceux et celles exerçant une des professions intellectuelles et scientifiques qui sont entrés sur le marché du travail au début des années 2000 percevaient des revenus relatifs plus élevés que ceux et celles qui sont arrivés sur le marché du travail une décennie plus tard ; mais aussi ils·elles ont expérimenté au cours de cette période une dégradation relative de leurs positions.

Par rapport au changement des pratiques de consommation et des pratiques de loisir, la question la plus délicate concerne l'endettement des familles. En effet, étant donné que la capacité de paiement des familles est directement impactée par les contractions de l'économie et par le niveau des taux d'intérêts pratiqués, la combinaison de ces deux facteurs ont, de fait, transformé une partie non-négligeable des « nouveaux consommateurs » des années 2010 en personnes insolvables. Les informations de la *Pesquisa de Endividamento e Inadimplência do Consumidor* (PEIC) [Recherche sur l'endettement et défaut de paiement des consommateurs]⁵⁷ montrent que, après avoir baissé de 9,8% à 8% entre 2010 et 2012, la part des familles percevant moins de 10 SM mensuels insolvables augmente de manière constante jusqu'à 2018, lorsque 11,3% des familles étaient insolvables (soit, +41,2%). De même, la part des familles présentant un défaut de paiement, baisse de 26,8% en 2010 jusqu'à 21,7% en 2014, pour, ensuite, augmenter de manière constante et atteindre 27% en 2018.

Ainsi, l'année 2015, fin de la période de notre analyse, marque non seulement une rupture de la série statistique des PNADs, mais l'effondrement de ce « modèle de développement » adopté par le PT au début des années 2000 et qui sera complètement émietté avec la destitution de Dilma Rousseff en 2016.

⁵⁷ Il s'agit d'une enquête mensuelle réalisée par la *Confederação Nacional do Comércio* (CNC) [Confédération nationale du commerce] auprès de 18 mille personnes dans toutes les capitales des états fédérés brésiliens depuis janvier 2010. Notons que le découpage des tranches de revenu <10SM/>=10 SM que l'enquête utilise est très problématique et ne permet pas d'apprendre comment les familles les plus démunies ont été impactées pendant cette période. Nous utilisons ici les informations de la série historique disponible sur <https://bit.ly/33VnT3j> consulté de 19 avril 2021.

Un champ d'analyse

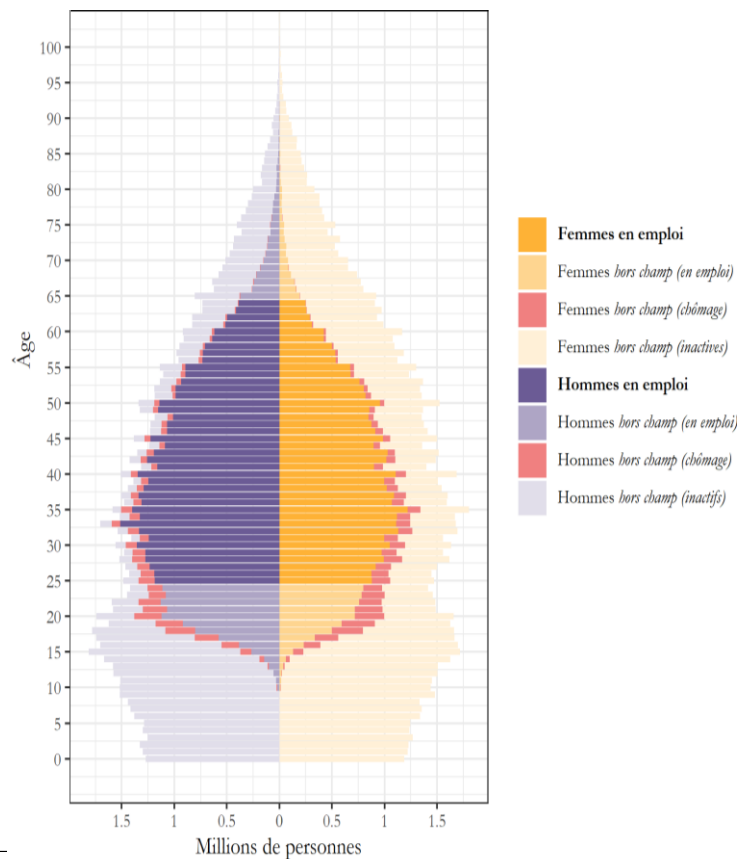
Détaillons maintenant le champ d'analyse utilisé dans cette recherche. Comme les différentes stratégies de stratification sociale sont pour la plupart basées sur la profession des individus au cours de la semaine de référence de l'enquête, notre analyse se restreint aux individus *en emploi*. En ce qui concerne l'âge, d'une part, comme une partie des occupations présuppose la certification d'un diplôme de premier cycle universitaire et que les formations les plus longues au Brésil ont une durée de six ans⁵⁸, nous avons fixé l'âge minimal à 25 ans. D'autre part, notre champ d'analyse se restreint à la population de moins de 65 ans, étant donné que 64 ans est la limite supérieure de la *population en âge de travailler*⁵⁹ et 65 ans correspond au seuil le plus élevé d'âge minimal de départ à la retraite⁶⁰. Ainsi, nous nous pencherons sur les personnes *en emploi âgées de 25 à 64 ans* (Graphique 5).

⁵⁸ Au Brésil, le premier cycle universitaire – *bacharelado* ou *licenciatura* (diplôme permettant d'enseigner dans le primaire et dans le secondaire) – peut avoir une durée qui varie entre 2400h de formation (bac + 4) et 7200h de formation (bac + 6) en fonction des disciplines. Le deuxième cycle universitaire (*mestrado stricto sensu*), est une formation à la recherche qui dure en moyenne deux années et comprend une partie théorique et l'élaboration d'un mémoire de recherche original. Ce diplôme équivaut à un bac + 6-8, il octroie le droit de devenir enseignant dans le supérieur et est le prérequis pour la préparation d'un doctorat. Le doctorat a une durée moyenne de 4 ans – donc, il équivaut à un bac + 10-12. Il existe, cependant, quelques diplômes de premier cycle dont la durée est plus courte : il s'agit de formations « technologiques » dont la durée varie entre 1600h de formation et 2400h de formation. Ces diplômes ne donnent pas accès au *mestrado*. Finalement, il existe des diplômes de deuxième cycle universitaire de « spécialisation » (*mestrado lato sensu*) disposant d'une durée minimale de 360h de formation. Ces diplômes ne donnent pas accès à la préparation d'un doctorat. (MEC, 2006 ; CNS/CES, 2007 ; MAEE, *s/d*). Pour une vue d'ensemble du système d'enseignement au Brésil, voir ci-dessous l'Encadré 7.

⁵⁹ Selon les définitions du PNUD et de l'OCDE, la *population en âge de travailler* englobe les personnes âgées de 15 à 64 ans.

⁶⁰ Pour être plus précis, au Brésil, le départ à la retraite se fait soit par le cumul d'un nombre d'années de cotisations (35 ans pour les hommes, 30 pour les femmes) indépendamment de l'âge ; soit en atteignant un âge déterminé *et en* ayant cumulé au moins 15 ans de cotisations. On parle, dans ce dernier cas, de « retraite par âge », dont les seuils varient selon le type d'occupation des individus et leur sexe. Ainsi, 65 ans est l'âge de départ à la retraite des hommes exerçant une occupation non-rurale. Les femmes exerçant une occupation non-rurale partent à la retraite à 60 ans. Lorsqu'il s'agit d'occupations rurales, l'âge de départ à la retraite est de 60 ans pour les hommes ; et de 55 ans pour les femmes. Cette période de transition vers la retraite s'exprime dans le taux d'activité. Selon les informations du PNAD 2015, le taux d'activité par âge décroît de manière constante à partir des 50 ans ; il est de 70,6% à 54 ans et passe à 29,8% à 66 ans.

Graphique 5- Distribution de la population brésilienne selon le sexe, l'âge et la situation face à l'emploi



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques du PNAD-2015.

Champ : Ensemble de la population.

Lecture : En 2015, les femmes représentent 51,52% des individus. La population active compte 59,4% des individus (dont 56,1% sont des hommes), 9,75% étant à la recherche d'emploi [*chômage*] (dont 53,5% sont des femmes). Notre champ d'analyse se restreint aux *personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi*. Ce qui équivaut à 37,5% de l'ensemble de la population, 72,7% de la population active et 80,6% de la population en emploi. Il est composé de 43,9% de femmes.

Ce choix n'est pas sans conséquences. Comme nous pouvons le voir dans la pyramide des âges⁶¹, le Brésil est un pays relativement « jeune », c'est-à-dire que les personnes de moins de 25 ans représentent presque 37% de l'ensemble de la population et celles âgées de plus de 64 ans représentent un peu moins de 10% de l'ensemble de la population⁶². Ainsi, le champ d'analyse que nous avons établi implique une réduction d'environ 19,4% de la population en emploi par rapport à l'ensemble de la population en emploi âgée de 10 ans et plus, soit une réduction de 15,7% par rapport à la *population en âge de travailler* et en emploi.

⁶¹ Sauf mention contraire, toutes les informations statistiques relatives au Brésil que nous utilisons au cours de ce chapitre sont issues du PNAD 2015.

⁶² À titre de comparaison, pour les pays membres de l'OCDE en 2015, la population âgée de moins de 24 ans représente en moyenne 28,2% de l'ensemble de la population, celle âgée de plus de 64 ans représente 16,7% (OCDE, 2019)

Ce fait est d'autant plus important que moins de 2% de la *population en âge de travailler* et en emploi est entrée sur le marché du travail à 25 ans et plus (72,4% ayant commencé à travailler avant 18 ans), l'âge moyen du premier travail étant de 14 ans pour les garçons et de 16 ans pour les filles. Nous nous privons, ainsi, des débuts de la vie active d'un nombre important d'individus et leur exclusion impacte le profil de certaines professions marquées par la présence de main-d'œuvre jeune, comme les *Aides maçons* (30,5% de l'ensemble de la profession sont des jeunes de moins de 25 ans), les *Employés de bureau* (29% de l'ensemble de la profession) et les *Vendeurs dans des magasins* (23,7% de l'ensemble de la profession).

En ce qui concerne les personnes âgées de 65 ans et plus en emploi, nous sommes face à une population marquée par la présence des indépendant·e·s : *Paysans vivriers* (22,4% de la tranche d'âge ; 23,5% de la profession), *Paysans indépendants sans salariés* (11,4% de la tranche d'âge ; 14,5% de la profession), *Commerçants sans salariés* (5% de la tranche d'âge ; 7,5% de la profession) et *Chefs d'entreprises non agricoles avec des salariés* (4% de la tranche d'âge ; 6,9% de la profession). Surtout, parmi les populations les plus démunies, le revenu perçu par les retraités est un des éléments centraux du budget du ménage au sens strict, mais aussi du budget de la parenté, de manière que les exclure de l'analyse implique certes de réduire le nombre de ménages (lorsque le ménage est composé de deux retraités), mais également de perdre de vue un élément structurant de certains ménages comptant *aussi* un (ou des) retraité·e·s.

Plan de la thèse

Cette étude est composée de cinq chapitres en plus de cette introduction et de la conclusion. Les deux premiers chapitres se placent dans la perspective d'une sociologie de la quantification et, ainsi, interrogent d'un point de vue sociologique la mise en place des procédures statistiques. Dans le premier chapitre nous nous intéressons à la construction de la statistique publique au Brésil et, en particulier, à la grande transformation que ce système a subie entre la fin des années 1960 et le début des années 1970, moment où a été mise en place la famille d'enquêtes qui est la principale source des informations statistiques que nous mobilisons. Le deuxième chapitre est une présentation critique de six des indicateurs de classes sociales les plus répandus au Brésil, en explicitant leurs origines, les critères et les logiques d'opérationnalisation qu'ils suivent et les raisons théoriques et/ou empiriques qui les fondent.

Le troisième et le quatrième chapitre s'intéressent à la construction, à la description et à l'analyse de *l'espace des conditions de vie et d'emploi* au Brésil. Le quatrième chapitre présente, ainsi, chacune des composantes de cet espace et leur évolution tout au long de la période 2002-2015. Il est également le moment où nous complétons la « sociographie » de la société brésilienne, en situant dans la longue durée chacune de ces composantes. Le chapitre quatre est dédié à l'analyse de *l'espace*

des conditions de vie et d'emploi au Brésil, en présentant ses principales dimensions, la structure de certains de ses sous-nuages et proposons une classification des individus qui le composent.

Le chapitre cinq se penche sur la comparaison de la capacité des différentes nomenclatures de classes sociales mobilisées dans cette étude à saisir *l'espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil*. Il s'agit, essentiellement, d'évaluer comment l'attribution déductive d'une classe à un individu (par le biais des procédures de classement d'une nomenclature en particulier) s'ajuste au classement inductif de la position que cet individu occupe au sein de l'espace.

Cette étude place au centre de l'analyse sociologique les questions méthodologiques et, par conséquent, elle-même suit une démarche très méthodique qui, à certains égards, peut faire penser à un de ces textes labyrinthiques de François Simiand – mais exigeant un fil d'Ariane plus court et moins complexe. Cette démarche est particulièrement sensible dans les chapitres deux et trois, où nous avons fait un effort pour accorder, dans la mesure du possible, le même niveau de détail à chaque élément mobilisé, ce qui peut rendre la lecture moins agréable que nous l'aurions voulu. C'est aussi en raison de cette démarche méthodique que cette thèse est accompagnée d'un nombre important d'annexes et d'annexes statistiques en ligne⁶³.

Notre étude est pensée comme une espèce de « thèse d'étape » : un moment de se poser de manière critique face à la production contemporaine de la stratification sociale, en mettant à plat un nombre important d'éléments qui nous permettrons, peut-être, de contribuer à atténuer la cécité sur les classes sociales au Brésil et à apporter des nouveaux éclairages sur les transformations que la société brésilienne a subies au cours des quinze premières années du XXI^{ème} siècle.

⁶³ Pour plus de détails des Annexes en ligne, voir la note explicative ci-dessous (p. 324).

Chapitre 1 : Une enquête et une classification au cœur d'un système en bouleversement

Je ne mettrai le bebop dans ma samba / qu'au moment où l'Oncle Sam prendra le tambour dans ses mains. / Quand il prendra le pandeiro et le zabumba / Quand il saura que la samba ce n'est pas de la rumba. / Alors je vais mélanger Miami avec Copacabana / le chewing-gum je le mélange avec de la banane / et ma samba ressemblera à ceci : / Bebop, bebop, bebop / Je veux voir la confusion / Bebop, bebop, bebop / C'est de la samba-rock nom frère / Mais en compensation / je veux voir le boogie-woogie joué avec un *pandeiro* et une guitare acoustique / Je veux voir l'Oncle Sam en tapant sur une poêle / Dans une samba brésilienne.

(*Chiclete com banana*, Gordurinha & Almira Castilho, 1959)

Le Brazil ne connaît pas le Brésil / Le Brésil n'est jamais allé au Brazil / (...)

Le Brazil ne mérite pas le Brésil / Le Brazil est en train de tuer le Brésil / (...)

Du Brésil S.O.S. au Brésil / Du Brésil S.O.S. au Brésil / Du Brésil S.O.S. au Brésil

(Aldir Blanc Mendes & Mauricio Tapajos Gome, *Quereias do Brasil*, 1978)

Il ne faut demander à une expression statistique que ce qu'elle peut nous donner, que ce que veulent atteindre ceux qui la calculent (Halbwachs 1933, 27)

Cette recommandation d'Halbwachs peut se traduire, dans un premier sens, par une lecture attentive des questionnaires et l'interrogation des outils et des dispositifs d'enquête utilisés dans la production des informations statistiques mobilisées par le sociologue, de manière à baliser leur interprétation et, ainsi, prendre les expressions chiffrées plutôt comme l'objet d'un décryptage par la bonne clé de lecture que des paroles d'oracle. Dans un deuxième sens, cette recommandation nous amène véritablement au cœur de la sociologie de la quantification, en interrogeant les enjeux et les conditions de possibilités d'une enquête en particulier et des outils qu'elle mobilise, en faisant émerger les conflits, l'arbitraire et tout ce qui a été réduit au silence, tout ce qui a été neutralisé pour cristalliser à la superficie du chiffre une fine couche de « neutralité axiologique » et de « scientificité ».

C'est plutôt dans le premier sens que ce chapitre a été originairement pensé. Il visait, ainsi, à situer une enquête – le *Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios* (PNAD) [Sondage national par échantillon de domiciles] – et un outil – la *Classificação Brasileira de Ocupações* (CBO) [Classification brésilienne de professions] –, de manière à saisir les limites des informations statistiques que nous mobilisons au long de notre étude, en attirant l'attention des lecteurs et lectrices peu familiarisées avec la statistique publique au Brésil sur les logiques qui leur sont propres et évitant, ainsi, les « faux amis ». Comme ces grandes enquêtes de la statistique publique sont marquées par une forte dépendance au sentier, exprimée dans la constante préoccupation des ruptures de série, nous nous sommes tourné vers la construction du PNAD et de la CBO, tous les deux mis en place dans les années 1960-1970. Mais plus nous avançons dans cette analyse, plus nous nous tournions vers une sociologie de la quantification, parce que l'enquête (et les outils qu'elle mobilise) matérialise la réponse apportée par un groupe d'individus occupant certaines positions au sein de certaines institutions à ce qui a pu émerger comme un « besoin » dans un contexte particulier de rapport de force entre individus et institutions.

Dans notre cas, cependant, prendre au sérieux une analyse en termes de sociologie de la quantification aurait impliqué un grand travail sur des fonds d'archives appartenant à une quinzaine d'institutions éparpillées dans cinq pays différents. De plus, cela nous aurait obligé à réaliser un nombre important d'entretiens pour combler les lacunes toujours présentes à l'heure actuelle dans les fonds d'archives brésiliennes que nous avons consultés. Or, cela aurait signifié non seulement un changement complet de notre sujet d'étude, mais qui se serait avéré très probablement irréalisable dans le cadre d'une thèse de doctorat, spécialement d'une thèse de doctorat non-financée.

En vous donnant peut-être trop (par rapport à une simple présentation d'enquête) et pas assez (par rapport à un véritable travail d'histoire des statistiques mobilisant l'ensemble des sources primaires nécessaires), le lecteur et la lectrice retrouveront dans les pages qui suivent des éléments suffisants pour saisir les spécificités du PNAD et de la CBO, en les situant dans un contexte d'inflexion de la structure politico-juridico-administrative de l'État brésilien, des institutions de la recherche et de la manière de faire de la recherche au Brésil.

En raison des matériaux dont nous disposons à présent, ce chapitre est marqué par une approche partiellement rétrospective, c'est-à-dire qu'elle n'interroge pas les conceptions et les projets en concurrence à chaque moment, en rendant raison à ce qui a permis à l'un d'entre eux de prendre le dessus face aux autres ; mais seulement l'enchaînement des conceptions et des projets qui ont triomphé. Favoriser *ce qui fut* par rapport à *ce qui aurait pu être* – tout en sachant que *ce qui fut* ne se constitue que de manière relationnelle à *ce qui aurait pu être* – a tendance à renforcer le caractère unilatéral (voire schématique) du récit, malgré les nuances que nous essaierons de signaler tout au long de notre texte.

Nous commencerons par situer la place des statistiques brésiliennes au sein des débats scientifiques et politiques, de manière à saisir comment la solution à un problème de production légitime de ces informations a créé un système à l'intérieur duquel émerge une tension liée à l'inadéquation de son organisation aux besoins d'une structure étatique intégrant de plus en plus les dispositifs de planification et d'une société en plein processus d'industrialisation et urbanisation. Notre hypothèse est que, dans le cas brésilien, l'aboutissement du processus de constitution d'un système de production d'informations statistiques nationales n'a eu lieu qu'avec la mise en place du PNAD en 1966/1971 et la reconfiguration institutionnelle qui le rend possible. De plus, en raison de l'importance des *professions* dans l'appréhension de la structure des classes sociales dans les sociétés où l'économie est fondée sur la vente de la force de travail dans des circuits marchands, nous analyserons de plus près la mise en place d'un outil statistique et administratif, à savoir, la *CBO*.

1.1. La production d'informations statistiques nationales

Malgré la création en 1871 de la *Direction Générale de Statistique* (DGE) en vue de la centralisation des informations relatives à l'état civil (alors sous l'égide des paroisses de l'Église catholique) et la réalisation du premier recensement de la population (1872), les chiffres produits par cet organisme ne jouissaient pas d'une légitimité parmi les hommes politiques et les savants. Cela était, en partie, le résultat de la mise en place de méthodes qui ne suivaient pas strictement les pratiques consolidées à l'époque, mais, surtout, c'est la faible diffusion de l'autorité de l'État impérial lui-même qui discréditait ces chiffres produits en avance. Ainsi, au sein de différentes

commissions d'état, ainsi que dans la presse, on privilégiait souvent des estimations fondées sur la *notoriété d'un auteur* en particulier par rapport à celles produites par l'organisme officiel. Comme l'indique Alexandre P. R. Camargo,

(...) le gouvernement impérial lui-même préféra se faire représenter à l'Exposition universelle de Philadelphie en 1876 par des panneaux qui offraient une estimation de la population [qui n'était pas celle du recensement de la DGE]. Il s'agissait d'un chiffre très proche de celui calculé par le sénateur Thomas Pompeu de Souza Brasil, en 1869 (...) Or, la proximité entre les différentes valeurs estimées, et le décalage important entre celles-ci et les chiffres révélés par le recensement démontrent que la DGE n'était pas en mesure de contester l'autorité des estimations. Au contraire, elle s'en servait. Il est symptomatique qu'à aucun moment, que ce soit avant ou après la publication des résultats [du recensement], la DGE n'ait revendiqué l'exactitude et l'exhaustivité comme des gages de vérité pour faire valider son recensement. Elle ne chercha pas à le confronter à l'entreprise personnelle qu'étaient les estimations (Camargo 2017, 106).

Le manque de légitimité de la DGE aux yeux du gouvernement s'exprime également dans le changement de son statut après la publication des résultats du recensement : elle est d'abord subordonnée au Ministère de l'économie [*Ministério dos Negócios da Fazenda*] et, quatre ans plus tard, elle est transformée définitivement en une instance annexe à un des secrétariats au sein du même ministère. Ce statut a été accompagné d'une réduction de ses moyens humains et financiers (déjà précaires), de telle sorte qu'elle n'était plus en mesure d'assurer une partie conséquente de ses missions.

C'est seulement avec l'avènement de la République (1889), dont les mentors étaient fortement marqués par les idées positivistes, que la DGE sera recréée en vue d'apporter au gouvernement « un instrument de progrès et de civilisation » de telle sorte qu'on puisse « établir la positivité d'une nouvelle politique » et, ainsi, « améliorer l'administration publique » et « former un gouvernement adapté aux besoins de la population » (Brasil – DGE 1891). Le nouveau régime annonce le projet de réalisation d'un nouveau recensement avant la fin de l'année 1890, ce qui exprime l'« avidité de symboles de modernité qui édifiassent la république » (Camargo 2016, 282).

La façade de bonnes intentions cache, cependant, une pénurie des ressources humaines et matérielles de la DGE, composée alors d'à peine trois douzaines d'individus, dont la rémunération venait d'être réduite jusqu'à la hauteur d'un tiers (Brasil – DGE 1891, 12-13). À cette pénurie s'ajoute la faible légitimité de l'institution et du nouveau gouvernement fédéral face à l'autonomie constitutionnelle des états fédérés et au pouvoir des oligarchies régionales, ce qui empêchait la construction de statistiques consistantes à partir de l'agrégation de registres administratifs, en grande partie non-harmonisés. Enfin, la qualité des informations statistiques produites a été compromise en raison de l'application peu réfléchie des conventions internationales en vigueur.

Le décalage entre les techniques employées, les moyens (matériels et symboliques) dont la DGE disposait, l'instabilité politique des premières années du régime républicain et le sens rhétorique des chiffres pour les acteurs politiques, ont contribué, dans l'immédiat, à l'échec du recensement de 1890, dont la fiabilité a été mise en question par le directeur de la DGE lui-même dans son rapport de synthèse au sein duquel il déconseille l'usage des résultats du recensement et l'envisage plutôt comme un « essai » d'opération statistique⁶⁴. Ces problèmes ne trouveront pas de solution dans les années qui suivirent et, par certains aspects, seront renforcés⁶⁵. Le recensement de 1900 échoue également et l'exploitation de ces résultats n'a pas été abandonnée de justesse⁶⁶. Le recensement prévu pour 1910 n'aura même pas lieu.

Surmonter cette situation a exigé un certain temps. Les trois premières décennies du XX^{ème} siècle ont été la scène du dépassement du « manque d'autorité des chiffres » produits par les différents services étatiques. C'est grâce à l'action des « médecins démographes » – dont les travaux autour des épidémies qui assommaient la ville de Rio de Janeiro ont pris de l'importance et de la reconnaissance sur la scène publique – qu'un compromis entre le projet hygiéniste, les intérêts économiques des oligarchies et le besoin de directives pour l'action étatique a permis la construction d'un cadre standardisé pour la collecte d'informations capable de s'imposer aux agents privés (médecins cliniciens, hôpitaux, police) et aux États fédérés. Selon Alexandre Carmargo,

(...) la généralisation de la conception hygiéniste de la société s'affirma avec l'affirmation de la « question nationale », qui coïncida au Brésil avec la territorialisation statistique. L'idée de « salut national » défendue par une armée en quête de reconnaissance a été associée au constat de l'état d'abandon dans lequel se trouvait l'hinterland (*sertão*) brésilien, marqué par les famines et par la maladie. Ce cadre a précipité une conscience nationale, liée aux actions récentes en matière de santé dans les centres urbains pour affirmer la nécessité d'un assainissement physique et moral des *sertões*. (...) Ces endémies rurales allaient devenir la base des accords sanitaires pour la coopération entre le pouvoir fédéral et les États [fédérés] de la République (Camargo 2017, 110-11).

Cette « entreprise collective de gestion de la santé », dont la clef de voûte a été le médecin-démographe Bulhões Carvalho⁶⁷, a su utiliser les nouvelles technologies de communication pour

64 Pour plus de détails en ce qui concerne le recensement de 1890, ses problèmes et ses résultats, voir : (Senra 2006, chap. 3)

65 Par exemple, les États fédérés et les municipalités ont vu leur autonomie augmenter à partir du gouvernement de Manuel de Campos Sales (1898-1902) et, ainsi, la querelle entre les instances locales et fédérales s'est aggravée. S'ajoute à cela la réduction des moyens financiers de la DGE et l'attachement à la méthodologie en application en Europe, ce qui conduit à l'adoption d'un questionnaire individuel pour le recensement de 1900 dans un pays où on estime qu'un peu plus de 85% de la population n'était pas alphabétisée.

66 Pour plus de détails en ce qui concerne le recensement de 1900, ses problèmes et ses résultats, voir : (Senra 2006, chap. 6)

67 José Luiz Sayão de Bulhões Carvalho (1866-1940) a été un médecin-démographe responsable de la publication de la revue *Brasil Médico* et engagé depuis le début des années 1890 dans la mise en place des politiques hygiénistes au Brésil. Il a été directeur de la DGE à deux reprises : d'abord, entre 1907 et 1909 ; et, ensuite, entre 1915 et 1931. C'est pendant son deuxième passage qu'il va mettre en place une réforme importante de la structure DGE, publier les trois

briser l'hostilité de la population envers les agents de l'État⁶⁸. De plus, elle sut également élargir son champ d'intérêt et y intégrer la question de l'éducation, de la formation professionnelle, de la production économique etc. : « À l'aide de la régionalisation statistique, la santé et l'éducation sont présentées comme des problèmes publics ; elles s'émancipent de leur ancienne condition de branches de l'administration locale pour devenir des domaines du social, des points d'ancrage de la critique politique et de la dilatation de l'ordre oligarchique » (Camargo 2017, 117). C'est-à-dire, qu'à partir de la mise en évidence de l'interconnexion entre ces domaines à l'intérieur d'une étendue géographique qui dépassait les délimitations administratives du territoire, il a été possible d'établir d'abord un champ d'enquête et, ensuite, un champ d'action propre au gouvernement fédéral⁶⁹. L'assainissement rural devenait, ainsi, l'axe d'un nombre important d'accords de transfert de responsabilités des États fédérés vers l'État fédéral, notamment à partir des années 1920⁷⁰.

Et bien que le recensement prévu pour 1930 n'ait pas été réalisé en raison des effets conjoints de la crise de 1929 et du bouleversement de l'ordre politique engendré par le coup d'État de 1930, le processus de centralisation des statistiques sera renforcé par un projet de reconstruction du « national ». En effet, pour contrebalancer le pouvoir des groupes oligarchiques régionaux à la tête des États fédérés, réduire l'autonomie politique, administrative et financière de ces derniers et, ainsi, renforcer le pouvoir de l'*État fédéral*, le gouvernement va donner une nouvelle place aux

volumes de l'Annuaire statistique du Brésil (1916, 1917 et 1927) et diriger la réalisation et l'exploitation du recensement de 1920 dont la qualité diffère profondément des précédents (1872, 1890, 1900). Voir : (IBGE CDDI 2007)

68 Un exemple de cette hostilité est la Révolte du Vaccin, une émeute face à la vaccination obligatoire contre la variole établie par le gouvernement de la capitale fédérale. Cette émeute, dont l'épicentre est l'usage des forces policières pour imposer l'application des vaccins, a bouleversé la ville de Rio de Janeiro pendant les premières semaines de novembre 1904, résultant, en plus de la suppression de la campagne de vaccination, en 30 morts, presque un millier d'arrestations et autres centaines de déportations vers l'Amazonie. Voir en français : (Löwy 2009). En portugais : (Sevcenko 2018).

69 Dans un premier temps, cependant, ces « régions » ont été tracées de manière transversale aux territoires des États fédérés, afin d'empêcher leur mise en comparaison directe et ainsi d'accentuer les différences entre « littoral », « arrière-pays » et les régions des frontières de « l'extrême-ouest ». C'est à partir de la fin des années 1910, notamment à partir de la publication des résultats du recensement de 1920, que les informations relatives aux « régions » seront construites à partir de l'agrégation des territoires des différents États fédérés.

Il faut souligner que, pour Alexandre P. R. Camargo, cette « régionalisation » des informations statistiques exprimerait – notamment au travers la forme de la présentation des résultats des enquêtes démographiques (structure des tableaux, type de graphiques choisis, recours à des pourcentages et à des différents taux) et à travers l'importance du recensement démographique – un tournant épistémologique qui donne naissance à une « politique de population au Brésil » : d'un côté, les régions dépassent les États fédérés qui la composent et, de l'autre côté, « dans une certaine mesure, le gouvernement devient réflexif et l'évaluation de son efficacité devient dépendante d'une augmentation du capital humain » (Camargo 2016, 338). Cependant, nous ne suivons pas complètement l'auteur à ce sujet. Hormis les différences relatives à nos cadres théoriques, nous pensons que le « tournant épistémologique » auquel il fait référence n'est qu'esquissé qu'à partir des années 1920. En effet, comme nous le montrerons par la suite, il faut attendre encore plus de trois décennies pour que nous puissions parler de l'établissement, pour reprendre le titre de sa thèse de doctorat, d'une « mesure en commun ».

70 Le recensement de 1920 a été une entreprise de grande envergure. En effet, visant la commémoration du centenaire de l'indépendance en 1922 et l'Exposition universelle à Rio de Janeiro qui l'accompagnait, ont été réalisés simultanément les recensements de la population, de l'industrie et de l'agriculture. Le gouvernement envisageait de valoriser aux yeux des étrangers les richesses du pays et la « modernisation » par laquelle il passait. Ainsi, selon le modèle établi par le Bureau of Census des États-Unis, les questions relatives à la religion ont été supprimées et la structure du marché du travail prend beaucoup plus d'importance. Les résultats ont été publiés, comme prévu, en 1922.

municipalités, conçues dès lors comme la sphère politique communautaire dont la coordination incombe à un État fédéral fort, spécialement à partir de la Constitution de 1934 (Pires 1999).

Concernant la centralisation des statistiques, c'est précisément la mise en place de dispositifs de coordination inter-administrative en vue de la production des informations statistiques qui va caractériser cette période. D'abord, cela se fera dans le cadre d'un consortium entre les États fédérés et l'*État fédéral* pour l'uniformisation et l'amélioration des statistiques éducationnelles et connexes (1931). Ensuite, à partir de l'absorption des différents services statistiques attachés aux différents ministères (hormis les statistiques militaires), sera créé l'*Institut National de la Statistique* (1934), transformé en 1938 en *Institut Brésilien de la Géographie et de la Statistique* (IBGE).

L'astuce de ce système, élaboré par Teixeira de Freitas⁷¹, tient précisément à son caractère « national », c'est-à-dire qu'il n'implique pas la création d'une structure « fédérale », dont les coûts financiers et politiques à la charge de l'*État fédéral* seraient trop importants. La fonction de l'INE, puis de l'IBGE, n'était pas de produire des statistiques mais de coordonner leur production au sein des services municipaux de statistiques existant préalablement et des *Agences municipales de statistiques*, qui furent créées peu à peu sur l'ensemble du territoire brésilien. Ainsi, chacune de ces agences était responsable du dénombrement (prétendument exhaustif) des informations (pour la plupart d'origine administrative) requises par l'organisme national⁷².

Cependant, comme l'indique Nelson Senra, ces instances municipales

(...) étaient précaires. Leur lien de dépendance aux maires rendaient difficile l'obéissance aux règles venues des organismes au niveau des États fédérés et de l'Institut [IBGE]. Par conséquent, leur travail était rendu toujours en retard. Les agents, fournis par les mairies, étaient des indications politiques [c'est-à-dire qu'il ne s'agissait pas de fonctionnaires admis par concours, mais d'individus choisis à la guise du maire de la commune, souvent par l'indication d'un notable local] et ils avaient très rarement l'activité statistique comme seule responsabilité. Leurs salaires étaient bas et pas du tout stimulants (Senra 2008, 171).

Pour faire face à ces problèmes et profitant des efforts de la mobilisation du Brésil dans la Seconde Guerre Mondiale et des ressources que le pays a réussi à capter alors auprès des États-

71 Mario Augusto Teixeira de Freitas (1890-1956) a été le mentor et le responsable de la mise en place du système de coordination inter-administrative à l'origine de l'IBGE. Avant même d'être diplômé en droit (1911), il intègre le service de la DGE du Ministère de l'Agriculture (1908) où il va rester jusqu'à 1920, lorsqu'il deviendra le responsable des recensements de 1920 dans l'État de Minas Gerais. Le succès de cette entreprise ouvrira l'espace, d'abord, pour réorganiser l'ensemble du système statistique de cet État et, plus tard, reconstruire sur le même principe le système statistique national. Il est l'auteur d'un nombre important de publications dans différents domaines. Voir : (IBGE CDDI 1990).

72 Il ne faut pas négliger l'importance de l'intégration du Conseil National de Géographie (créé en 1936) dans ce projet. L'idée d'une statistique bâtie sur la géographie était déjà présente au début des années 1930 dans le projet avorté d'un Institut Brésilien de la Statistique et de la Cartographie. Avec l'IBGE, le gouvernement fédéral disposerait de la coordination de la production des informations relatives aux aspects physiques du territoire national, dont ses bases cartographiques. Cela a contribué à renforcer l'importance d'un ancrage local de la production des informations statistiques et géographiques. Voir : (R. Almeida 2000).

Unis d'Amérique, l'IBGE met en place un processus de « nationalisation » des agences à partir de 1942. Ce processus n'envisageait pas de les faire sortir de l'orbite municipale, mais visait à impliquer les instances fédérales dans une remise à niveau des éléments-clés du système statistique en termes d'infrastructure (ameublement, machinerie, création de bibliothèques spécialisées) et de formation et de carrière des agents. Il n'était pas envisagé comme une centralisation des services statistiques, mais une intériorisation de l'État fédéral par les municipalités : les *Agences municipales de statistiques* étaient une expression matérielle de son pouvoir (IBGE CDDI 2008, chap. 3-5). Ainsi, avec la nationalisation, les *Agences municipales de statistique* seraient non seulement plus aptes à répondre aux réquisitions de l'IBGE de manière plus précise et rapide, mais elles serviraient également, selon ses idéalistes, comme diffuseuses de l'image et des valeurs portées par l'Institut auprès de la population : ordre, discipline, propreté, efficacité, fiabilité et modernité étaient les piliers de la « Maison du Brésil »⁷³.

Avec cet ancrage local tout au long d'un vaste réseau territorial, un système national de production d'informations statistiques et géographiques a pris forme. Le gouvernement fédéral disposait, enfin, d'un moyen légitime et permanent pour mettre en place, avec un relatif succès, les campagnes statistiques annuelles et mensuelles. Il a contribué de manière décisive à la réussite des recensements de 1940⁷⁴ et de 1950⁷⁵, dont le volume d'informations recensées a été sans précédent⁷⁶.

Cependant, l'architecture du système, basée sur la coordination du dénombrement exhaustif des informations pour la totalité des municipalités, restreignait le type et l'éventail d'informations passibles d'être produites. Ainsi, il n'était pas apte à fournir ni des informations statistiques suffisamment ajustées à l'appréhension des mouvements d'une société qui passait par un

73 Expression utilisée pour caractériser l'IBGE rétrospectivement, d'abord par Teixeira de Freitas (en 1951) et, ensuite, par Macedo Soares (en 1955). (APUD Senra 2008, 102 et seq.).

74 En 1940 ont été réalisés simultanément sept recensements, à savoir, démographique, agricole, industriel, commercial, transports et communications, services et social. En ce qui concerne le recensement démographique, il a été composé de 45 questions et visait l'établissement des moyens de gestion du territoire et de peuplement des régions à l'intérieur du pays, notamment la fixation de la population rurale et la réduction des inégalités entre le littoral et l'« intérieur ». Il éclaire également le projet de bâtir un État providence : on interroge l'accès à la protection sociale (handicaps, cotisation à la retraite, accès à une assurance maladie, syndicalisation etc.), les conditions de logement, la rémunération des individus et on améliore les variables relatives aux marchés du travail (notamment les statuts d'emploi et les classes de métiers et d'activités).

75 En 1950 ont été réalisés simultanément cinq recensements, à savoir, démographique, agricole, industriel, commercial et services. En ce qui concerne le recensement démographique, il a été composé de 25 questions. Il a été harmonisé en termes américains et visait l'intégration des problématiques de la comptabilité nationale, notamment la délimitation de la Population active et, par conséquent, une redéfinition du chômage.

76 Le fait que les recensements de 1940 aient été organisés par une « commission de recensement » relativement indépendante marquerait, pour Alexandre P. R. Carvalho, le début d'une « 'Statistique autonome' au Brésil » (Camargo 2009), mais, au moins du point de vue du débat autour de l'usage de la variable *couleur de la peau* ou *race* dans les recensements démographiques, cette autonomie ne serait pleine qu'en 1970. Et bien que, effectivement, on assiste à un processus d'autonomisation de la production des statistiques publiques pendant toute cette période, les repères fixés par l'auteur ne nous semblent pas les plus pertinents et, spécialement face au débat autour de l'usage de la variable *couleur de la peau* ou *race*, cette autonomie nous semble loin d'être acquise en 1970. Nous y reviendrons.

bouleversement socio-économique, ni celles exigées par les nouvelles techniques de planification qui se développaient au sein de l'État (notamment dans le domaine économique).

Comme on peut le lire dans un rapport d'évaluation de l'activité statistique de l'IBGE commandé par le nouveau président de l'Institut en 1951, l'architecture de ce système amènerait, en plus de la production d'études en dehors de ses ressorts légaux, à « l'absence de statistiques essentielles et [à] l'excès de statistiques secondaires ».

Le « schéma fondamental » de la Statistique brésilienne [*sic.*] est bien construit et précieux. Personne ne nierait son importance, ni la valeur de la collecte de données effectuées à partir de celui-ci. Ce qu'on nie est l'attribution d'une utilité équivalente à toutes les requêtes qu'il réalise, lorsqu'on tient compte des conditions [socio-économiques et géographiques] nationales. Si l'Institut était en mesure de produire à la fois des statistiques de base (...), indispensables à la compréhension, explication et prévision de la dynamique économique et de la réalité sociale, et en mesure de donner au Brésil les autres [statistiques] (...), l'entité aurait réalisé [une] œuvre d'indiscutable pertinence. (...) [Mais] on ne dispose pas des statistiques relatives aux naissances, décès, mariages, migrations, alimentation, habitation, habillement, production industrielle, main-d'œuvre, conditions de travail, salaires, productivité, prix, emploi et chômage, consommation, distributions, revenu national, disponibilité des unités économiques etc. etc. [*sic.*] essentiellement importantes pour la connaissance de la vie brésilienne. Il y a, cependant, des statistiques très détaillées en ce qui concerne les bois et les parcs publics, les cimetières, le pavage et les jardins des voies publiques, les balnéaires, les musées, les monuments historiques et artistiques, les théâtres et cinémas, les typographies, les points touristiques, les établissements et les festivités religieuses, les casinos, les stations-services, les maisons de jeux entre autres (Câmara 1951, 8-9).

Aux yeux de l'auteur du rapport, les statistiques produites par l'Institut étaient « retardataires, chères et de précision douteuse » (Câmara 1951, 10). Cette formule, devenue célèbre à l'époque en raison de l'usage que le président de l'IBGE en a fait dans la presse, ouvre une crise dont la solution définitive ne viendra qu'à l'aube des années 1960⁷⁷. En dépit de l'aspect tumultueux des jeux politiques autour des chiffres, marqués par des vagues d'accusations réciproques entre les acteurs en dispute, au fond de cette crise se trouvent la possibilité et l'intérêt de la mise en place d'enquêtes par échantillonnage représentatives au niveau national⁷⁸.

⁷⁷ Nous trouvons un récit bien détaillé de ces événements dans les parties 2 et 3 du travail de Nelson Senra (2008, 396-690)

⁷⁸ Rappelons que la mise au point statistique des enquêtes par échantillonnage (et, en particulier, par échantillonnage stratifié) est alors relativement récente. Malgré l'usage d'échantillons aléatoires au sein d'études scientifiques dès la fin du XIX^e siècle dans les sciences biologiques (spécialement dans l'agriculture) et l'essor des sondages d'opinion basés sur un échantillon aléatoire dès les années 1920 aux EUA, ce n'est qu'en 1934 que Jerzy Neyman a publié ce qui a été un point d'inflexion du point de vue de la théorie des sondages et, ainsi, a donné des bases solides pour la construction d'échantillons stratifiés (Neyman 1934; Desrosières 2002). De plus, la première enquête par échantillon de ménages représentative au niveau national n'a été réalisée qu'en 1950, en Inde (Bulmer et Warwick 1993, chap. 7 et 9). Nous reviendrons sur le cas brésilien.

En effet, la réalisation de ce type d'enquête entraine en conflit direct avec un système de coordination de services de statistiques relativement autonomes : seuls les services statistiques des municipalités et des États fédérés pouvaient opter en faveur de l'utilisation d'une telle procédure et, dans le cas d'une requête de la part de l'IBGE, il aurait fallu que les services locaux soient en mesure de construire et d'appliquer un plan d'échantillonnage, ce qui, exception faite des grands centres urbains, n'était absolument pas le cas, notamment en raison du manque de formation de personnel. De plus, hormis les recensements, la réalisation d'enquêtes nationales avec des échantillonnages représentatifs à l'échelle municipale n'amenait pas forcément à la réduction de leur coût ou de leur temps de traitement.

Les tensions à l'intérieur de ce système – et leur résolution quelques années plus tard – sont directement liées aux multiples transformations d'ordre scientifique, politique, institutionnelle qui ont accompagné (et rendu possible) les transformations économiques du pays, notamment, le rôle que les États-Unis d'Amérique et les accords bilatéraux ont eu dans ce processus.

1.1.1. Planification et économie à l'ombre de la consolidation de l'hégémonie des États-Unis d'Amérique

Si, comme nous l'avons indiqué dans l'introduction, le XX^{ème} siècle a été marqué par la transformation fulgurante de l'espace social brésilien grâce à un processus d'industrialisation et d'urbanisation, ce processus est fortement lié à l'extension et à la consolidation de l'hégémonie des États-Unis d'Amérique dans cette région. Certes, depuis la fin du XIX^{ème} siècle les EUA apparaissent comme un « modèle » pour les pays en voies de construction compte tenu des ressemblances (historique, géographique, populationnelle etc.) entre les deux pays, du soutien diplomatique et des accords commerciaux signés dès la fin du XIX^{ème} siècle. Cependant, jusqu'à la Seconde Guerre Mondiale, les yeux, le cœur et les dettes brésiliennes sont tournées vers l'Europe, et les EUA sont davantage impliqués politiquement et économiquement avec le Mexique, le Chili, avec Cuba et autres pays d'Amérique centrale.

Dans les années 1930, l'essentiel de l'IDE présent au Brésil à l'époque provient d'Angleterre (Curado et Cruz 2008) ; la dette extérieure brésilienne est composée d'environ 65% de titres anglais, 30% de titres états-uniens et 5% de titres français (CPDOC 2021a). L'Allemagne est devenue dès 1935 le principal exportateur de produits vers le Brésil et la deuxième destination des produits brésiliens (F. L. de T. Soares 2000; Bueno 2006). Les élites brésiliennes, quant à elles, sont idéologiquement attelées au monde européen, en partie parce qu'elles sont composées aussi

d'individus d'immigration européenne récente⁷⁹. Si, d'un côté, cette « préférence pour l'Europe » s'exprime par le recours aux missions scientifiques françaises, allemandes et italiennes lors de la construction des universités dans les années 1930/1940⁸⁰ ; cela, de l'autre côté, s'exprime par le succès et l'influence que les idées et les stratégies nazies et fascistes ont eu parmi cette élite⁸¹ et dans la reconstruction des structures de l'État brésilien avec l'ascension au pouvoir de Getúlio Vargas en 1930, aussi bien dans le domaine de l'éducation, que dans les domaines du droit du travail ou de l'immigration. Cette proximité idéologique a été mise en avant, d'ailleurs, dans « l'équidistance pragmatique » des négociations que le gouvernement brésilien a entretenue à la fois avec les gouvernements d'Allemagne et des EUA à la fin des années 1930 pour rendre viable l'industrialisation du pays (G. Moura 1980; Bueno 2006).

Dès les accords de Washington (1941/1942) et les subséquentes missions de conseil et de transfert de technologie pour le développement industriel du pays⁸², le Brésil est entré de fait dans l'orbite de l'hégémonie des EUA, qui sont devenus au fil des années, non seulement son principal financeur à l'étranger, mais qui ont été impliqués directement dans l'évolution politique du pays. D'un côté, l'importance des institutions financières des EUA, des entreprises états-uniennes et des organismes internationaux dans ce processus d'industrialisation ne va que se renforcer au fil des années (Cobbs 1988). En 1967, les entreprises états-uniennes ont été responsables de 55% de l'IDE

79 Rappelons que le Brésil a mis en place dès la deuxième moitié du XIX^e siècle un nombre important de politiques d'incitation à l'immigration motivées par des raisons eugénistes visant à blanchir la population en éliminant le « facteur non-blanc » au cours de quelques générations (Schwarcz 1993; 2012) ; et par des raisons économiques, étant donné que l'expansion de l'économie du café est basée sur l'expansion de la surface plantée et, donc, exige la mobilisation de grands volumes de main d'œuvre (Gonçalves 2014; L. R. Costa, Souza, et Barros 2019). Entre 1884 et 1933, le Brésil a accueilli environ 3,97 millions d'immigrants, dont 35,5% d'origine italienne, 28,9% d'origine portugaise, 14,8% d'origine espagnole, 3,9% d'origine allemande, 3,6% d'origine japonaise et 2,5% d'origine turque ou syrienne (IBGE 2000a, 226).

80 En réalité, cette « préférence pour l'Europe » est déjà l'objet de débat « intra-oligarchique » à l'époque : qu'il s'agisse de la mise en place de la Escola Livre de Sociologia e Política (ELSP) [École libre de sociologie et de politique] en 1933 (Del Vecchio et al. 2008; Kantor, Maciel, et Simões 2009) ou des disputes autour de la fondation d'une école d'administration d'entreprises à São Paulo à la fin des années 1940 – dont le projet « gagnant » sera celui de la EAESP de la Fondation Getúlio Vargas créée quelques années plus tard (Alcadipani et Bertero 2012) –, il existe une claire préférence pour bâtir ces institutions à partir des pratiques davantage liées aux États-Unis d'Amérique.

81 D'un point de vue anecdotique, rappelons qu'en 1939 est inauguré à São Paulo le siège du conglomérat Matarazzo, alors le plus grand conglomérat d'Amérique latine dont le propriétaire disposait de la 5^e fortune au monde, qui porte sur la façade trois lettres « M », en faisant hommage, selon une des versions, à la famille Matarazzo, à son architecte Marcello Piacentini et à Benito Mussolini. Moins anecdotique, est l'emploi tout au long des années 1930/40 de la main d'œuvre de nombreux orphelins noirs de Rio de Janeiro dans des fermes à São Paulo (appartenant à une famille d'industriels) qui non seulement affichait explicitement des croix gammées, mais appliquait des méthodes d'« éducation eugéniste » présente dans la constitution de 1934 (Aguilar Filho 2011). De plus, rappelons l'existence d'une cellule du Parti Nazi au Brésil (1928-1938) comptant environ 3000 adhérents (Dietrich 2007) et l'organisation de mouvements nationalistes d'extrême droite comme l'Action intégraliste brésilienne qui en 1936 comptait plus de 600 mille adhérents, parmi lesquels plusieurs notables et futurs membres de l'intelligentsia brésilienne.

82 Par exemple, la mission [Alex] Taub (1942) ; la mission [Morris L.] Cooke (1942) ; la mission [John] Abbink (1948) ; et la Commission mixte Brésil-États-Unis (1951-1953). Ces (co)missions avaient pour objectif de faire des diagnostics de l'économie brésilienne, de la capacité d'endettement et de remboursement du Brésil et d'établir des stratégies et des normes à respecter pour que le pays puisse compter sur le soutien des États-Unis et des fondations et institutions internationales qu'ils contrôlaient (comme l'Inter-American Institute of Tropical Agriculture [IITA], l'Inter-American Development Bank [IADB] ou l'Inter-American Educational Foundation ; mais aussi la Fondation Ford et la Fondation Rockefeller).

au Brésil, suivies de loin par les entreprises britanniques, avec 16,2% (Curado et Cruz 2008) et l'essentiel de la dette extérieure du pays à la fin des années 1960 a été contracté auprès d'institutions liées à la place de New York. De l'autre côté, de nombreux mécanismes de *soft power* – de la production cinématographique à la formation des hommes d'États, en passant par le financement de la recherche – ont été mis en place dès les années 1940 ; sans que le *hard power* soit laissé de côté – comme le montre l'implication des EUA dans le coup d'État de 1964 et au sein de plusieurs opérations militaires pendant la dictature qui le suit.

Ce sont justement ces mécanismes de *soft power* qui nous intéressent plus directement, puisque c'est par ce biais qu'ont été rendu possibles à la fois la constitution d'un nouveau corps d'hommes d'État, une amélioration technique des services statistiques, une transformation du champ scientifique et la fabrication d'une grille de lecture conceptuelle commune permettant une correspondance entre les pratiques et les intérêts des groupes au pouvoir au Brésil et aux États-Unis. Comme le synthétise Pierre Sernaclens, en faisant référence aux programmes d'assistance technique aux pays en développement composant le *Point IV program* du gouvernement d'Harry Truman (1949),

[Le programme] *Point IV* aspirait à la diffusion du modèle américain en montrant la voie vers un avenir d'« abondance et de liberté ». Il proposait de partager « connaissances et capacités » ; d'envoyer des conseillers [*advisers*] ou missions d'experts auprès des gouvernements et des entreprises ; de participer au financement et à l'administration des services publics ; de créer des centres de recherche et des laboratoires, comme projet pilote, de former des chercheurs et diplômés des universités ; de promouvoir l'échange d'étudiants ; de distribuer des publications et des films – en bref, [le programme Point IV proposait] de propager le système social et culturel américain au travers de la dissémination des savoirs et des techniques qui lui permettent de fonctionner.

Pour les Américains, la politique d'assistance technique a été utile pour trois raisons. Tout d'abord, elle a permis de diffuser le modèle libéral ; elle a pu aussi être étroitement contrôlée, dans la mesure où les experts devaient venir principalement des pays occidentaux. Elle ne coûtait pas très cher. Et elle pouvait même être source de bénéfices substantiels, dans la mesure où les experts ou les techniques proposées amorçaient des investissements plus importants, que les entreprises américaines étaient soucieuses de ne pas perdre. (Sernaclens 2008, 194).

Dans le cas brésilien, les actions du *Point IV* ne sont pas un point isolé. En effet, elles donnent suite à une série d'accords bilatéraux et aux actions de l'*Office of Inter-American Affairs* (OIAA) [*Bureau des affaires interaméricaines*] (1940), puis de l'*Institute of Inter-American Affairs* (IIAA) [*Institut des affaires interaméricaines*] (1942)⁸³. De plus, elles seront suivies par d'autres accords bilatéraux et, notamment,

83 Créé suite à la prise de Paris par l'armée allemande en 1940, l'OIAA est un organisme d'État coordonné par Nelson Rockefeller qui cherchait, pour reprendre la formule de André L. V. de Campos, à « lutter contre les nazis et les moustiques » (A. L. V. de Campos 1997, part. 2), c'est-à-dire qu'il s'agissait à la fois d'un organisme d'aide au

par les actions de l'*United States Agency for International Development* (USAID) [Agence des États-Unis pour le développement international] dans le cadre de l'*Alliance pour le progrès* (1961) (Siekmeier 1993; Loayza 1999). En parallèle de ces organismes d'État liés directement à la politique étrangère, pendant toute la période 1940-1980, un complexe réseau articulant des fondations philanthropiques (Rockefeller, Ford et Carnegie essentiellement) (Dufour 1987; Faria et Costa 2006; Kelly 2013; Scott-Smith 2014; Santos Rocha 2015; Korndörfer 2019), 55 universités états-uniennes (Zuniga-Escobar 1977), des services spécialisés à l'intérieur de l'État (p.ex. le *Bureau of Census*, Département d'agriculture, Département de santé publique) et des organismes multilatéraux va être mobilisé dès le début des années 1940 pour, d'un côté, former au sein des institutions américaines des individus occupant des positions-clés à la fois au sein de l'État brésilien (Shaw 1954, 38 et seq. Sikkink 1988, chap. 3) et des entreprises privées (Cobbs 1988) ; de l'autre côté, faire intervenir au Brésil un grand nombre d'experts visant à orienter la conduite de politiques publiques, à dispenser des formations à un public plus large et à intervenir dans le débat intellectuel national.

En concurrence/complémentarité avec le *Point IV*, beaucoup d'organisations du système ONU (UNESCO, OIT, FAO etc.) ont participé activement à des programmes d'assistance technique au développement du Brésil, en y envoyant de nombreux experts et en lui fournissant des fonds conséquents. Sans doute, parmi ces institutions, c'est la *Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes* (CEPAL) qui a joué un rôle prépondérant dans les années 1950-1960, notamment par le biais de la théorie de la dépendance et de sa réception au Brésil (A. P. de Souza 2001). Cette importance a été renforcée lors de la création, au travers d'un partenariat entre la CEPAL et la *Banque nationale de développement économique* (BNDE), d'une formation intensive en économie adressée aux cadres administratifs de l'État et à de jeunes économistes en 1956 et avec l'installation d'un bureau permanent de la CEPAL à Rio de Janeiro en 1957 – mais inauguré, finalement, seulement en 1960.

Si dans un premier temps la sélection des individus à qui on accorde des financements pour la réalisation de leurs études à l'étranger se fait de manière *ad hoc*, ce processus va, par la suite, s'institutionnaliser. En ce qui concerne les économistes, une des institutions-clé de cette dynamique est la Fondation Getúlio Vargas (FGV), créée en 1944 pour être un centre de qualification de l'administration publique et qui sera le *locus* d'institutionnalisation des sciences économiques au Brésil (Klüger 2016, chap. 2; Alcázar et Bertero 2012). Les formations promues par la FGV ont été un espace de repérage des jeunes talents à qui une des institutions du réseau accordait des financements pour qu'ils puissent réaliser leur formation en économie au sein d'un éventail

développement et d'un mécanisme pour saisir (et guider) la position brésilienne dans le contexte de la Seconde Guerre Mondiale, mobilisant plusieurs mécanismes d'espionnage (Garza 2012; 2013) et de propagande (Goetzinger 2014). L'IIAA en est le résultat direct et dès les accords de Washington (1941/1942) il sera directement impliqué dans la réforme de l'État et du financement de l'implémentation de l'industrie lourde et de l'infrastructure au Brésil (Ganzert 1953; Erb 1985).

d'universités états-uniennes pour, ensuite, occuper des positions stratégiques au Brésil. À la fin des années 1950, la formation CEPAL-BNDE est également devenue un espace de repérage de ces jeunes talents.

Si nous insistons sur la place des « économistes »⁸⁴ c'est pour deux raisons. D'abord, parce qu'ils jouent un rôle central dans le processus de développement industriel du pays, notamment dans l'interlocution avec les organismes de financement étrangers, puis parce que c'est à eux de produire les plans d'investissement à moyen terme (et, notamment, de retour sur investissement) et de construire une partie des outils nécessaires à cette planification (p.ex. les modèles entrée-sortie [*input-output model*], balance de paiements, calcul de l'inflation etc.). Ensuite, et surtout, parce que ce sont ces économistes avec un passage par le système universitaire des États-Unis qui seront les responsables directs de la reformulation du système statistique brésilien, de la mise en place des catégories utilisées dans ce système et de l'implémentation du PNAD.

1.1.2. *Les tensions au sein du système statistique*

Dans le cas du personnel de l'IBGE, c'est notamment par l'intervention d'experts dans des domaines bien particuliers et par la réalisation de formations de courte ou moyenne durée que, dans un premiers temps, ce rapprochement avec les EUA s'est réalisé. C'est dans ces conditions qu'ont été réalisés la première enquête par échantillonnage de l'IBGE en 1957/58⁸⁵ et les travaux préparatoires du recensement de 1960. Ce recensement reflète bien ce processus : il est le premier à être réalisé par échantillonnage représentatif au niveau national, interrogeant 25% des domiciles dans *chaque* municipalité, dessiné avec l'aide des experts du *Bureau of Census*. De plus, l'« air de modernisation » concerne également le traitement des questionnaires, qui sera fait au travers de ce qu'on appelle à l'époque un « cerveau électronique », c'est-à-dire un ordinateur UNIVAC-1105

84 En effet, il ne s'agit pas forcément d'économistes au sens strict, mais d'individus qui après une première formation – beaucoup d'entre eux étant à l'origine ingénieurs – sont devenus experts en économie, en obtenant maîtrises et doctorats en économie.

85 Au Brésil, les sondages d'opinion commencent dès les années 1930 (nous y reviendrons dans le chapitre 2). Au sein de l'IBGE, la première enquête par échantillonnage réalisée par l'IBGE a été, elle aussi, dans le domaine agricole. Il s'agit de l'enquête sur la production de blé au Rio Grande do Sul en 1957/58 menée auprès d'un échantillon de 307 producteurs de la région. Cette enquête a été coordonnée par Thomas Boyd Jabine (conseiller en échantillonnage [*sampling adviser*] du Bureau of Census des EUA) et Amaro da Costa Monteiro (IBGE) (Jabine et Monteiro 1958). Par la suite, Jabine occupera une position au sein de la Agency of International Development (AID) [Agence pour le développement international] et de l'Organisation des États Américains (OEA), étant impliqué dans des missions d'expertise en statistique, en Uruguay, en Turquie entre autres (WD 2005). Monteiro est devenu un des responsables de l'implémentation des techniques d'échantillonnage au sein de l'IBGE (1957-1967), étant directement impliqué dans la réalisation des recensements de 1960 et 1970 et dans la mise en place du PNAD. De plus il a été un des représentants brésiliens au sein du bureau du Committee for the Improvement of National Statistics (COINS) [Comité pour l'amélioration des statistiques nationales] de l'Institut Inter-American de statistiques (IASI) (P. L. do N. Silva et Bianchini 1989; SPD 1976).

lancé par la *Remington Rand* en 1958, et supervisé directement par une équipe formée par le *Bureau of Census*.

Cependant, cela ne suffira pas à garantir son succès, bien au contraire. D'abord en raison de problèmes d'ordre matériel : la basse qualité des cartes perforées, la difficulté d'obtention des composants nécessaires au bon fonctionnement de l'ordinateur (et leur coût extrêmement élevé⁸⁶), son inadaptation aux conditions climatiques de Rio de Janeiro. Ensuite, pour des questions d'ordre humain : le départ d'une partie conséquente des programmeurs formés aux EUA vers des entreprises privées et, ainsi, le manque de personnel apte à utiliser cet ordinateur. Enfin, pour une question d'ordre politique, étant donné que la période 1961-1964 non seulement a été extrêmement tumultueuse mais a débouché sur le coup d'État militaire de 1964. Ainsi, le recensement de 1960 a été un grand échec (Takhteyev 2012, 104-7; Senra 2008, chap. 19), dont les résultats ne seront pleinement publiés qu'en 1975⁸⁷.

Si les efforts de l'équipe de l'IBGE et le partenariat avec différentes agences nord-américaines ne cesseront pas, le facteur déterminant dans le dépassement de ces difficultés n'arrivera qu'avec le coup d'État qui instaure une dictature civil-militaire en 1964 et, plus précisément, avec l'imposition d'une nouvelle constitution en 1967 et son amendement en 1969. Le passage des *États-Unis du Brésil* à la *République Fédérative du Brésil* a

(...) fragilisé les municipalités en termes politiques, administratifs et financiers. À partir de ce moment ils sont devenus, financièrement, soumis à l'État fédéral, qui dès lors concentrait la majorité de la recette publique et leur imposait des conditions de mendicité et de dépendance dans l'utilisation d'argent public. Les entités locales sont également devenues vulnérables face aux États fédérés du point de vue politique, en raison de l'augmentation de la possibilité d'une intervention politique de leur part [c'est-à-dire un contrôle et la possibilité de destitution des élus locaux à leur guise]. Du point de vue administratif, les municipalités ont été mises en symétrie dans l'organisation de l'État, sans qu'il y ait l'espace nécessaire pour prendre en compte leurs particularités. (...) Le champ d'action législative a été, lui aussi, sensiblement restreint, de manière à ce que les gouvernements locaux devenaient de simples exécutants de la politique centrale (Pires 1999, 149).

La suppression de l'autonomie des entités constitutives de l'État brésilien et la redéfinition de leur place au sein de l'appareil administratif ont été accompagnées par une restructuration radicale du système statistique national et de son rôle. En effet, dès l'immédiat post-coup d'État

86 En dollars états-uniens de 2019, l'UNIVAC-1105 a coûté à l'IBGE environ US\$25,9 millions. Le coût des composants montait à environ US\$ 7 millions.

87 Il faut souligner, cependant, que les informations statistiques du recensement ont été analysées à huis clos dès le milieu des années 1960 par des experts états-uniens et qu'au début des années 1970 une partie des fiches est partie à l'Université de Michigan pour analyse. Ainsi, il est plus exact de dire – comme l'affirme Albert Fishlow, qui a utilisé ces informations à l'époque pour analyser la distribution des revenus (Fishlow 1972) – que la publication des résultats « n'a pas été autorisée » (D'Araujo, Farias, et Hippolito 2005, 53).

d'avril 1964, le diplomate et économiste Roberto Campos⁸⁸, devenu alors ministre de la planification économique, va mobiliser un groupe de jeunes économistes coordonnés par João Paulo dos Reis Veloso⁸⁹, qui est devenu le responsable du *Escritório de pesquisa econômica aplicada* (EPEA) [Bureau de recherche en économie appliquée] du Ministère de la planification économique⁹⁰. D'un côté, la petite équipe de l'EPEA (composée à l'origine par un groupe d'économistes venus de la *Berkeley University* et d'Og Francisco Leme⁹¹) sera responsable de la construction du plan économique (PAEG) utilisé pour négocier des fonds auprès des organismes états-uniens et multilatéraux (USAID, BID, Banque Mondiale et FMI). Par ailleurs, Veloso sera le coordinateur des activités de la commission responsable de la restructuration des statistiques brésiliennes dès 1967⁹² et ce sera lui qui orientera les statistiques publiques jusqu'à la fin des années

88 Roberto de Oliveira Campos (1917-2001) est un théologien catholique (1937) qui a intégré le corps diplomatique brésilien (1939) et, pendant qu'il était en mission aux États-Unis (1942-1949), a pu réaliser une formation en économie à la George Washington University (1947). Cette formation en économie lui a apporté un atout décisif dans sa carrière, lui permettant de siéger au sein de plusieurs organismes internationaux (Conférence de Bretton Wood, FMI, commissions économiques de l'ONU etc.), de participer à plusieurs organismes économiques publics ainsi qu'à la commission mixte Brésil-États-Unis (1951-1953). Ce parcours a été « rentabilisé » à travers la création d'un cabinet de conseil Sociedade Civil de Planejamento e Consultas Técnicas Ltda (CONSULTEC) [Société civile de planification et de conseil technique], entreprise qui a déjà été embauchée par le gouvernement américain dans le contexte de l'Alliance pour le progrès à fin de réaliser les business plans. Après avoir été ministre de la planification économique (1964-1967), il est devenu acteur du marché financier et membre du conseil de direction de plusieurs grandes entreprises. Finalement, il est devenu sénateur (1983-1990) et député fédéral (1991-1999).

89 João Paulo dos Reis Veloso (1931-2019) a été un assistant parlementaire occupant par la suite plusieurs postes de confiance au sein de l'État brésilien. Il a été diplômé en économie par la FAAP/ UFRJ (1960), il a réalisé la spécialisation en économie de la FVG (1961) et a été le bénéficiaire d'un financement de la fondation Rockefeller pour poursuivre ses études en économie à l'Yale University (1962-1964). C'est pendant ce séjour aux États-Unis qu'il rencontre Roberto Campos, qui avait déjà entendu parler de lui par Isaak Kerstenezky et Mario Henrique Simonsen (1) qui l'avaient eu en tant qu'étudiant à la FGV. Après avoir été le concepteur et responsable de l'IPEA (1964-1969), il devient ministre de la planification économique (1969-1979) et, ensuite, opérateur du marché financier (D'Araujo, Farias, et Hippolito 2005; CPDOC 2021b).

Mario Henrique Simonsen (1935-1997) est un ingénieur et mathématicien de formation (1957) qui a fait fortune en tant qu'opérateur du marché financier. Il a suivi une formation en économie à Universidade Federal de Rio de Janeiro (1963) tout en étant déjà à l'époque enseignant à la FGV. Il était aussi un des associés de Roberto Campos dans un cabinet de conseil (CONSULTEC). Il a été le principal rédacteur du plan économique mis en place par le gouvernement entre 1964 et 1966. Par la suite, il sera responsable entre 1970 et 1974 du programme national de lutte contre l'analphabétisme (MOBRAL), ministre des finances entre 1974 et 1979, ministre de la planification économique en 1979. Il a dirigé les programmes de spécialisation et recherche de la FVG en 1966-1974 et en 1979-1994 (CPDOC 2021c; D'Araujo, Farias, et Hippolito 2005).

90 Pour une présentation détaillée de la formation de l'EPEA/IPEA, comme de son rôle dans les analyses de la pauvreté au Brésil, voir : (M. P. Cunha 2012; 2018; W. Barbosa 2015; Klüger 2016, chap. 2 et 3).

91 Comme le décrit Elisa Klüger, « Og Francisco Leme (1922-2004) a obtenu le diplôme de sciences sociales et politiques de l'Escola Livre de Sociologia e Política de São Paulo (ELESP) [École libre de sociologie et de politique de São Paulo] en 1945. En 1946-47, il a fréquenté une spécialisation en sociologie et anthropologie au sein de la même institution. En 1952, il a obtenu le diplôme de droit de la faculté de droit de l'Universidade de São Paulo. Ensuite il est allé faire ses études à la Chicago University [avec un financement de la Fondation Rockefeller], y obtenant sa maîtrise en 1956. Il a complété les crédits d'enseignement obligatoires du doctorat [de cette université], mais n'a pas finaliser sa thèse » (Klüger 2016, 146). Disciple de Milton Friedman, après avoir enseigné à la FGV, il a été le responsable du centre de formation de l'IPEA (1967-1983) et a participé activement de la sélection des jeunes économistes qui ont été envoyés aux États-Unis pour finir leur formation.

92 Dès la fin mai 1964 a été publié un premier diagnostic des problèmes structurels au sein de l'IBGE, réalisé par Tulo Hostílio Montenegro (1916-1996), un ex-agent de l'IBGE qui a fait carrière au sein de l'POEA (1953-1981) et qui occupait alors le poste de secrétaire général de l'Institut Interaméricain de statistique. Ce rapport présentait trois problèmes majeurs, à savoir, une incapacité de l'IBGE à fournir les informations dont les usagers avaient besoin malgré l'adéquation de sa structure à un tel but ; la sensibilité de l'IBGE aux différents contextes politiques ; l'application

1970. Finalement, il réussira à faire valoir au sein de l'EPEA des grilles de salaires très attractives en même temps que, au travers de partenariat, il parviendra à former un nombre très important de jeunes docteurs en économie dans des universités états-uniennes⁹³ et à intensifier la présence de chercheurs étrangers au sein de l'EPEA⁹⁴.

En 1967, l'IBGE est transformé en une fondation publique de droit privé (FIBGE) intégrant l'ensemble des agences municipales qui composaient le système statistique national et leurs employés⁹⁵. Dorénavant, il sera un organisme *producteur* de statistiques, autonome dans la planification, l'exécution et le traitement d'enquêtes, mais comme un producteur soumis au « domaine de l'usage », c'est-à-dire répondant à la demande des organismes publics et non pas à celles venues de l'intérieur de l'institut⁹⁶. Il sera attaché au Ministère de la planification économique et intégré aux efforts de planification, constituant un binôme avec l'organisme responsable de la réalisation des études économiques, l'*Instituto de pesquisa econômica aplicada* (IPEA) [Institut de

d'une grille de salaires et d'un plan de carrière peu attractifs. Moins de 20 jours plus tard, la structure de l'IBGE a été modifiée de manière temporaire et, dès lors, les travaux des équipes en vue d'implémenter un nouvel éventail d'enquêtes par échantillonnage se mettent en mouvement. Ce rapport sera utilisé par Veloso dans la structuration de l'EPEA et, notamment, dans la récupération du principe de « souveraineté des usagers » – i.e. la perte d'autonomie dans la définition des statistiques « pertinentes » et le besoin de répondre aux demandes d'information provenant notamment des ministères et de l'E/IPEA- qui va orienter l'institution jusqu'à la fin des années 1980. Pour une description de l'organisation et du résultat de cette commission, voir (Senra 2008, chap. 21 et 22).

93 Nous savons par les rapports annuels du Bureau d'Amérique Latine de l'USAID de 1964 à 1970 que cet organisme a prévu l'allocation d'environ 400 financements pour la réalisation de spécialisations ou de doctorats pour des périodes supérieures à 2 ans au sein des universités américaines (tous domaines confondus), dont une partie directement allouée à des économistes ou des ingénieurs (p.ex : 1965, 53/78 financements), mais nous ne disposons pas de ce détail pour toutes les années (USAID 1964; 1965; 1966; 1967; 1968; 1969; 1970). Au sein de l'EPEA/IPEA, ont bénéficié de ces financements, par exemple [la date est celle de l'obtention du diplôme]: Alkimar Ribeiro Moura (Stanford, 1966 ; Berkeley, 1978), Clovis Cavalcante (Yale, 1967), Dorotea Wernek (Boston College, 1975), Edmar Bacha (Yale, 1968), Halmilton Tolosa (Pensilvania, 1969), Flávio Versiani (Vanderbilt, 1971), Jorge Vianna Monteiro (Iwoa, 1967), José Júlio Senna (Johns Hopkins, 1975), Pedro Malan (Berkeley, 1969, 1973), Régis Bonelli (Berkeley 1975), Roberto Cavalcante de Albuquerque (Columbia, 1964 ; Washington, 1971).

94 Durant la période 1964-1969 a été en vigueur un accord d'échanges permanents avec l'University of California at Berkeley. Ajouté aux experts liés à d'autres organismes (USAID, Bureau of Census, Eximbank etc.) nous avons repéré presque une trentaine d'économistes ayant passé des périodes plus ou moins longues à l'EPEA. En général, ces économistes venaient pour travailler dans un domaine bien spécifique (p.ex. Willy van Ryckeghem pour la construction du modèle entrée-sortie ; ou Samuel Morley pour les analyses de l'emploi et de la distribution des revenus), permettant, ainsi, que les autres chercheur·euse·s permanent·e·s de l'institut intègrent ces compétences.

95 L'objectif visé par la création de fondation de droit privé est la possibilité d'utiliser des grilles de salaires incompatibles avec celles du service public et suffisamment attractives pour garder à l'intérieur du service public des cadres formés par le biais des accords que ces services avaient établis. De plus, ce régime permettait que le recrutement des nouveaux agents soit réalisé au bon vouloir des responsables des processus de sélection, permettant que les tactiques de cooptation et de réseaux demeurent importantes.

96 Le décret qui transforme l'IBGE en fondation en 1967, cependant, fixe à huit le nombre d'« usagers » reconnus par l'IBGE, dont quatre sont déjà établis par le texte de création de l'Institut. Ce sont : l'Instituto Braisleiro d'economia (IBRE) de la FGV, l'EPEA, le secrétaire de planification économique du Ministère des affaires étrangères et le département de statistique de la Superintendência nacional de abastecimento (SUNAB) [Surintendance nationale de l'approvisionnement] lié à la fois au Ministère de l'agriculture et au Ministère de la planification économique. Les quatre autres « usagers » sont choisis par la Conférence nationale de statistiques (IBGE 1967, 28:360). Notons, tout d'abord, que, étant donné la proximité entre l'EPEA et l'IBRE, le Ministère de la planification économique disposait à lui seul de presque la moitié des voix d'usagers représentés.

recherche en économie appliquée] créé au même moment à partir de l'autonomisation de l'EPEA, qui occupera dorénavant la place de principal « usager ».

Cette reconfiguration de l'IBGE signifie, à nos yeux, l'aboutissement du processus de constitution d'un système statistique effectivement national, dont la consolidation aura lieu tout au long des années 1970 sous la direction de l'économiste Isaac Kerstenetzky⁹⁷. À partir de ce moment l'espace statistique se superpose à l'espace territorial national, devenu la délimitation d'un nouvel ensemble interrogé par un service organisé, légitime et relativement autonome. Les recensements ne seront plus envisagés comme la principale source d'informations sur le pays, mais comme l'enquête visant à saisir l'Univers exploité par la suite, dans ses différentes dimensions et niveaux de détails, par d'autres enquêtes. Ainsi, ce n'est pas un hasard si 1967 sera également l'année où aura lieu le premier PNAD.

1.2. Le Sondage national par échantillon de domiciles, PNAD

Si les avantages (en termes de coût et de rapidité de traitement) de la réalisation d'enquêtes par échantillonnage deviennent de plus en plus consensuels au sein de l'IBGE, au milieu des années 1960, son usage est toujours restreint à quelques enquêtes sur la production économique (dans l'agriculture et dans l'industrie). Un des axes présents dans les débats autour de la restructuration des statistiques nationales de l'après 1964 est justement comment mettre en place des enquêtes capables de produire les informations nécessaires à la planification économique et au suivi des fluctuations de l'économie sur le court terme aussi bien pour les organismes du gouvernement brésilien que pour les financeurs internationaux.

Conscient de l'absence de ce type d'enquêtes en Amérique Latine et des problèmes que cela engendre pour les objectifs de l'*Alliance pour le Progrès*, l'USAID et le *Bureau of Census* vont mettre en place des dispositifs permettant, en peu de temps, de créer des enquêtes de ce genre dans plusieurs pays. Ce dispositif comptait essentiellement avec *a)* une formation intensive des délégués des services statistiques nationaux ; *b)* une enquête standardisée produite par le *Bureau of Census* ; *c)* un suivi de l'adaptation du plan d'échantillonnage aux différents pays par un expert de cette institution ; *d)* un accompagnement de l'exploitation des résultats ; et *e)* des lignes de financement pour mettre en place l'enquête.

⁹⁷ Isaac Kerstenetzky (1926-1991) a été diplômé en économie par l'Universidade Federal de Rio de Janeiro (1946) et est devenu professeur de la FGV dès 1947. Il a réalisé sa maîtrise en économie à l'Université McGill (1953) et une spécialisation à l'Université d'Haye (1960), sous l'influence des idées de Jan Tinbergen (prix « Nobel » d'économie en 1967). Il a été le président de la Fondation IBGE entre 1970 et 1979, période pendant laquelle les enquêtes et les outils statistiques ont été fortement améliorés et où l'institut s'est ouvert aux sciences sociales au sens large, amplifiant, ainsi, la participation et l'importance des économistes, démographes et sociologues. Voir : (IBGE CDDI 2006).

Le responsable de la mise en place du PNAD, Carlos Marcos Barbosa⁹⁸, décrit ainsi ce processus :

Le succès de l'expérience des pays comme les États-Unis et le Canada concernant la réalisation d'enquêtes en continu sur la population et l'habitation a rejoint les aspirations de l'*Alliance pour le progrès* en ce qui concerne la création et le maintien des enquêtes qui puissent donner des moyens pour la planification du développement socio-économique. Cette heureuse association a débouché sur la création, suite à la demande de l'ONU et d'autres organisations internationales, d'un modèle d'enquête [par échantillonnage] de domiciles applicable à l'Amérique Latine, ce modèle-ci étant élaboré par le *Bureau of Census* des EUA (...). Malgré le fait d'avoir été conçu à partir d'une demande de la commission de statistique de l'ONU en vue d'accomplir les objectifs de l'*Alliance pour le progrès*, le modèle [d'enquête] supra cité a un grand champ d'applications heureusement [convenamment] adapté aux besoins du Brésil, de manière qu'il peut être la solution de beaucoup de nos problèmes statistiques. (...) Pendant l'année 1966 et dans le cadre de l'accord signé entre l'IBGE, le Ministère de la planification économique, l'USAID/Brésil, le conseil technique de l'*Alliance pour le progrès* et le *Point IV* on a d'abord envisagé la création d'un programme de recherches par sondage de domiciles en continu et on a décidé des possibles dimensions [du projet] et sujets à être traités par ce programme. On a dédié plusieurs mois à examiner et à familiariser les agents [técnicos] brésiliens [de l'IBGE] avec tout le matériel du LADH (*Latin American Household Survey*), publié avec le titre « Atlandida – une étude de cas d'enquête par sondage de domiciles – septembre 1966 ». (C. M. Barbosa 1968, 363)

De fait, le *Bureau d'Amérique latine* du l'USAID en partenariat avec le *Bureau of Census*, a construit en 1964-1965 un modèle général d'enquête par sondage adressé aux pays d'Amérique Latine impactés par l'*Alliance pour le progrès*. En utilisant un pays fictif (*Atlantida*) comportant des caractéristiques générales observées en Amérique Latine, ce modèle de sondage transmettait de A à Z toutes les étapes pour la mise en place d'une enquête par échantillonnage de domiciles, de la construction du plan d'échantillonnage au traitement informatique des informations produites. Bien sûr, cela comprenait également les questionnaires à utiliser.

Une première formation intensive des délégués des différents pays a été organisée par l'USAID, le *Bureau of Census* et l'Institut Interaméricain de statistique. Elle a eu lieu du 15 février au 9 avril 1965 à Mexico et 54 statisticiens de 15 pays, qui étaient les responsables de l'implémentation de ce programme d'enquêtes dans leurs pays respectifs, y ont participé. La moitié du temps de la formation était, d'ailleurs, dédiée à élaborer une première version « nationale » du matériel fourni par le *Bureau of Census* (Bureau of Census 1965). Cette formation a été suivie d'une mission d'un

98 Malheureusement, nous n'avons pas trouvé beaucoup d'informations biographiques sur Carlos Marcos Barbosa. On sait qu'il était statisticien de formation et qu'il a été le responsable de la mise en place du PNAD et de son renouvellement au début des années 1970, nourrissant beaucoup de contacts à l'international et ayant participé à plusieurs activités au niveau latino-américain.

expert de l'USAID (Benjamin Gura) au Brésil dès août 1965 pour la préparation des travaux de la commission spéciale qui a eu lieu l'année suivante (IBGE 1965, 26:181).

Cette commission, financée par des fonds de l'*Alliance pour le progrès* (R. R. de Oliveira 1970), était coordonnée par deux responsables de l'IBGE (Carlos Marcos Barbosa et Rudolf Walter Franz Wuensche), un expert du *Bureau of Census* (Lowell Galt) et un expert de l'USAID (Merton Vincent Lindquist) et était composée également d'une quinzaine d'autres agents de l'IBGE. Elle était dédiée à adapter – *i.e.* traduire – les matériaux composant le *Programme Atlandida*, évaluer le coût de l'opération, établir la logistique pour la mise en place de l'enquête et réaliser un PNAD pilote à la fin de l'année. De plus, elle visait à produire des éléments à utiliser dans la reformulation de la place, des fonctions et de l'organisation de l'IBGE⁹⁹.

Le succès de l'opération pilote (octobre/novembre 1966) et de la reformulation institutionnelle de l'IBGE (février 1967), a permis la délimitation de la version « définitive » du PNAD, qui serait une enquête trimestrielle, structurée en trois grandes « branches » – l'enquête en continu, les enquêtes supplémentaires et les enquêtes spéciales –, qui intégrerait peu à peu les différentes parties du territoire national (en commençant par les très grandes agglomérations urbaines, jusqu'à englober sa totalité) avec un coût, pour un an et demi d'activité, d'environ deux millions de dollars (soit environ 16,1 milliards de dollars de mai de 2021). Sous ce format le PNAD a été réalisé entre 1967 et 1969 et l'accueil de ses résultats par les différents organismes étatiques et de recherche économique a été très positif et son usage très divers (O'Brien 1966; Oliveira 1970:159-62).

Cependant, la taille du territoire brésilien et la précarité des moyens de transport à l'époque rendaient les coûts d'une enquête nationale trop importants. En profitant de l'interruption du PNAD en raison du recensement de 1970, l'enquête a été reformulée : dès 1971 le PNAD devient une enquête annuelle disposant d'un questionnaire permanent (qui est celui prévu auparavant pour l'enquête en continu) et étant composé par des questionnaires supplémentaires (p.ex. : fécondité, 1972 ; consommation d'électricité, 1979 ; ou tabagisme, 2003). C'est aussi sur la base d'échantillonnage et du réseau de collecte du PNAD que seront réalisées plus tard des enquêtes sur le budget de famille (ENDEF, 1974), sur la mobilité sociale (1976) ou l'économie informelle (ENCIF, 2003). En termes de représentativité, dès 1972, il couvre la totalité des régions Sud, Sud-

⁹⁹ Vous trouverez une synthèse des travaux de cette commission dans le rapport partiellement publié par la *Revista Brasileira de Estatística* (C. M. Barbosa 1967). Dans les publications postérieures (C. M. Barbosa 1968; 1990; R. R. de Oliveira 1970; C. M. Barbosa et Lindquist 1971; IBGE 2015b), nous trouvons de petites variations dans la description de ces faits et moins de détails sur les travaux préparatoires.

Est et Nord-Est du pays et, à partir de 1973, l'ensemble du territoire urbain du pays. Ce n'est qu'en 2004 que les régions rurales de la région Nord ont été intégrées au plan d'échantillonnage¹⁰⁰.

Comme nous l'avons indiqué, le PNAD a été conçu comme une source d'informations statistiques pour les organismes de planification économique. Mais, avant tout, le PNAD est conçu comme une source d'informations pour l'*Alliance pour le progrès*, qui est alors le principal financeur des projets économiques au Brésil. Comme le souligne un des directeurs de l'IBGE en 1970,

bien que le modèle [d'enquête] proposé pour l'Amérique latine [dont le PNAD est la version brésilienne] ait eu pour principal objectif de répondre aux exigences de l'*Alliance pour le progrès* en ce qui concerne l'obtention d'indicateurs pour l'étude du développement socio-économique des peuples d'Amérique latine, il [le PNAD] a été adapté à des objectifs plus spécifiques du Brésil, tels que le relevé de certaines statistiques de base, obtenues par le biais des recensements décennaux de la population et du logement (objectif à court terme) et le remplacement progressif de certaines enquêtes basées sur le recueil exhaustif d'informations (objectif à moyen et long termes) (R. R. de Oliveira 1970, 157).

Cette adaptation à « des objectifs plus spécifiques du Brésil » concernait notamment les questionnaires supplémentaires et les enquêtes spéciales, surtout à partir de 1971 lorsque le PNAD est explicitement pensé comme une stratégie pour creuser des domaines « extra-recensement » et, ainsi, se dessine un plan d'enquêtes décennales. Cependant, les questionnaires permanents du PNAD – *i.e.* des questionnaires sur les caractéristiques sociodémographiques générales, d'éducation, d'emploi et de revenu des membres du ménage et caractéristiques du logement – ne sont qu'une adaptation (dans le sens de l'adaptation littéraire et non pas d'une traduction littérale) du questionnaire élaboré par le *Bureau of Census*.

Les ressemblances que nous pouvons trouver entre les questionnaires du PNAD et ceux du *Programme Atlantida* (Figure 1) dépassent largement les questions de mise en forme et de séquence des questions : elles concernent la définition de la plupart des concepts et la formulation des questions utilisées dans les questionnaires, toutes assez proches de celles établies par le *Comité d'amélioration des statistiques nationales* (COINS-ONU) lors du *Census of America* de 1960. Ajoutons à cela le fait que, à partir du décret 63 010 du 18 juillet 1968 (§2-§5), les classifications statistiques utilisées dans les enquêtes de l'IBGE doivent assurer la comparabilité des séries historiques et « la comparabilité internationale, notamment en ce qui concerne les statistiques de main d'œuvre » (PR 1968). Or, ce souci de comparabilité internationale des informations statistiques, toujours présent au sein de l'IBGE, se fait parfois au détriment de la pertinence de l'usage d'un concept pour saisir les situations retrouvées au Brésil. Ainsi, malgré l'entrée très précoce des individus sur le marché

¹⁰⁰ C'est justement pour utiliser un plan de sondage uniforme sur la période 2002-2015 que nous avons supprimé de l'analyse les ménages situés dans les zones rurales de la région Nord du pays.

du travail, dans un premier temps le PNAD n'interrogera que les individus âgés de 15 ans et plus. De même, dans un pays où, en 1970, 43,7% de la population est rurale, on n'interroge que les formes marchandes et plutôt urbaines d'emploi (et, dans un premier temps, d'emploi principal) (Merrick 1972).

Figure 1 – Première page du questionnaire sur la main d'œuvre du PNAD 1969 (à gauche) et du Programme Atlantida (à droite)

FUNDAÇÃO IBGE
INSTITUTO BRASILEIRO DE ESTATÍSTICA
PESQUISA NACIONAL POR AMOSTRA DE DOMÍCIOS
PNAD - 1
MÃO-DE-OBRA

As informações prestadas em obediência ao disposto nesta Decreto-Lei, destinando-se exclusivamente aos fins dos levantamentos estatísticos, não serão objetos de certidão, nem divulgadas de modo que tornem pública a situação particular dos informantes. (Decreto-Lei n.º 4462, de 10/7/62).

2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19

TRANScreva DA FÓLHA DE REGISTRO DE DOMÍCILO PNAD - 300 Para uso da Repartição

a. Número da pesquisa (20a) (1) b. Situação (1) c. Código do Município (2) d. Rotação e semana (3) e. Número de controle (4) f. Número da série da unidade (5) g. N.º da FRD (6) Estado final da entrevista

A. Estado final da entrevista
1 Entrevista realizada → N.º de ordem do informante.....
 Sem entrevista → Informante.....
ASSINALE UMA DAS CAUSAS ABAIXO

i. Nome do chefe da família
j. Nome do entrevistador N.º
Data da entrevista

TIPO-A (Domicílio ocupado)
2 Nenhum em casa
3 Ausente temporariamente
4 Recusou
5 Outra (Especifique).....

TIPO-B (Domicílio vago)
6 Em condição de ser habitado
7 Inadequado para ser habitado
8 Em construção
9 Temporariamente não residencial

TIPO-C (Domicílio inexistente)
 Demolido
 Transferido de lugar
 Permanentemente não residencial

OUTRA CAUSA (Especifique).....

PARA USO DA REPARTIÇÃO

DADOS SOBRE HABITAÇÃO (Ver FRD)		DADOS SOBRE MENORES DE 14 ANOS (ver FRD)						
		N.º de ordem (8)	Relação com o chefe (10)	Sexo (12)	Idade (14)	Estado civil (15)	Lugar de nascimento (16 a, b)	Instrução recebida (17 a, b)
l. Natureza da habitação (20)	20	20-24	25	26	27-28	29	30-31	32
m. Número de habitações no prédio (21)	21							
n. Número de cômodos (22)	22							
o. Condição de ocupação (23)	23							
p. Abastecimento d'água (24)	24							
q. Instalação sanitária (25)	25							
r. Instalação elétrica e telefone (26) (27)	26							
DADOS SOBRE MORADORES (ver FRD)								
s. Número de pessoas na habitação	27-28							
1. Total	29							
2. Parentes ou afins do chefe	30							
t. Número de solteiros menores de 18 anos	31							
1. Parentes ou afins do chefe	32							
2. Filhos do chefe	33							
u. Tipo de família	34							

OBSERVAÇÕES.....

ATLANTIDA
Forma ANS-1
(MARÇO 1965)

MINISTRY OF ECONOMY AND FINANCE
NATIONAL STATISTICAL OFFICE

Form _____ of _____ forms

MANPOWER
HOUSEHOLD SURVEY

CONFIDENTIAL - This inquiry is authorized by law. All information will be held strictly confidential.

2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17

TRANSCRIBE FROM HOUSEHOLD RECORD CARD (HRC), Form ANS-300

a. Survey period (Item 20) b. Urban-rural (Item 15) c. Municipal div. Region/week (Item 2) d. Control No. (Item 4) e. Unit serial No. (Item 5) f. HRC No. (Item 6) FOR OFFICE USE ONLY: Interview completion status

h. Interview completion status
 Interview completed → List No. of respondents.....
 Noninterview → Person supplying information.....
Check reason below

TYPE A
2 No one home at time of call
3 Temporarily absent for a period of time
4 Refusal
5 Other - occupied (Specify).....

TYPE B
6 Vacant - regular
7 Vacant - unfit
8 Vacant - under construction, not ready
9 Vacant - temporarily used for business or storage

TYPE C
 Demolished
 House, unit, trailer, etc., moved from site
 Permanent business or storage

OTHER (Specify).....

i. Family name of head
j. Interviewer's name (No.)
Date of interview

FOR OFFICE USE ONLY

HOUSEHOLD DATA (From HRC)		INDIVIDUAL PERSONAL CHARACTERISTICS (From HRC for persons under 12 years of age)				
		s. List No. (Item 10)	t. Relationship (Item 12)	u. Sex (Item 14)	v. Age last birthday (Item 16)	w. Marital status (Item 17)
k. Class of unit (Item 25)	18	28, 29	30	31	32, 33	34
l. Number of units in structure (Item 24)	19					
m. Rooms (Item 25)	20					
n. Tenure (Item 26)	21					
HOUSEHOLD DATA (Determine from HRC Items 10-18)						
p. Number of persons in household (1) Total	22, 23					
(2) Related to head	24					
q. Number of unmarried children under 18 (1) Related to head (including own children)	25					
(2) Own children of head	26					
r. Type of household	27					

Notes

Source : PNAD 1969 et Bureau of Census 1965.

Notons que, si, d'un côté, le PNAD est la première enquête à avoir comme Univers l'ensemble de la population brésilienne et, ainsi, il est la première enquête à être en mesure d'exprimer un ensemble qui ne soit pas la simple addition des parties qui le composent et, pour cette raison, elle représente à notre avis l'aboutissement du système statistique national ; de l'autre côté, cet aboutissement se fait par une grille de lecture étrangère. C'est-à-dire, malgré ces qualités et son importance, le PNAD produit non pas les informations les plus pertinentes pour saisir les différentes facettes de la société brésilienne, mais les informations qui intéressent d'abord les États-Unis d'Amérique et les organismes internationaux et ceux qui veulent appliquer des techniques économétriques néoclassiques venues des États-Unis : le PNAD est un des moyens pour permettre à celui qui demande un financement et à celui qui accorde des financements de ratifier le financement.

Plus précisément, le questionnaire permanent du PNAD est un outil de suivi des flux de main d'œuvre. D'un côté, cela signifie qu'il est utilisé pour évaluer le niveau de l'activité économique dans les différentes régions du pays par le biais du niveau d'emploi. De l'autre côté, il est un outil pour évaluer le type et le volume de main d'œuvre existant dans certaines régions et, ainsi, prévoir, compte tenu des investissements engagés (et prévus), les besoins actuels et futurs de formation et de déplacement de main d'œuvre pour garantir un niveau de croissance économique et la rentabilité des activités économiques. Au cœur du PNAD nous retrouvons, donc, des mesures du volume et de la composition des facteurs économiques dans la forme revenu, dans la force de travail et dans la forme capital humain.

Bien sûr, entre 1971 et 2002 le PNAD a beaucoup changé : des questions ont été ajoutées aux questionnaires sociodémographiques, le champ d'analyse de certaines variables a été précisé et, grâce à une grande réforme qui est entrée en vigueur en 1992 (IBGE 2015b), l'enquête permanente a intégré des questionnaires supplémentaires relatifs à l'immigration et à la fécondité. Cependant, malgré le fait qu'il soit devenu une des principales sources quantitatives pour les enquêtes en sciences sociales, le PNAD porte cette marque d'origine : il n'est pas (et n'a jamais été) une enquête faite *pour* les sciences sociales et, ainsi, il n'est capable de répondre que partiellement aux interrogations des sociologues, notamment lorsque les informations mobilisées proviennent du questionnaire permanent (comme toute étude pensée en termes de classes sociales).

Regardons maintenant une autre pièce centrale des mesures de classes sociales qui a également vu le jour à l'aube des années 1970, à savoir, la *Classificação Brasileira de Ocupações* (CBO) [Classification brésilienne des professions].

1.3. La Classification brésilienne de professions, CBO

La classification des individus selon leur profession a été depuis longtemps le sujet de débats autour de son « inadéquation » au Brésil. Déjà dans les recensement pilote de 1870, la commission qui en était en charge remarquait que la classe des *propriétaires* était fort probablement sous-estimée en raison du fait que les propriétaires fonciers déclaraient comme étant leur profession leur domaine d'activité ou de formation (p.ex. avocat, médecin, négociant etc.) et suggérait d'utiliser non pas une classification à treize classes, mais plutôt une classification à six classes « plus scientifique » et proche de celle utilisée alors en Angleterre. Au bout du compte, ni six, ni treize : le recensement de 1872 a distribué la population en 37 groupes de professions¹⁰¹.

En termes de recensement (*Tableau 1*), qui demeurent les enquêtes statistiques les plus ambitieuses au Brésil et sur lesquelles les PNADs se basent, non seulement le nombre de *professions* exercées listées dans les publications des résultats fluctue beaucoup au cours du temps (19 en 1900 ; 718 en 1940 ; 206 en 1950), de même que le sens de la question posée aux individus interrogés, aussi bien en ce qui concerne les termes employés dans sa formulation et/ou clarification (*profession, métier, moyen de vie, activité, travail, occupation* etc.), que conceptuellement : par exemple, les notions de « principale » ou d'« habituelle » n'apparaissent qu'en 1920 pour qualifier une profession, désignant l'activité qui « fournit les plus grands moyens de subsistance » (*i.e.* la mieux rémunérée) ; en 1950 cela désignerait celle que l'enquêté·e considèrerait comme son activité principale (indépendamment d'autre critère) ; et depuis 1960, cela désigne la profession à laquelle l'individu dédie la plupart de son temps.

Sans entrer dans une discussion terminologique qui ne pourrait avoir d'intérêt qu'en portugais, notons que la manière dont les questions sont posées (et, notamment, la manière dont les différents guides d'enquête exposent leur sens) changent dès les années 1960, lorsque la notion d'*occupation* gagne un sens « savant » et devient l'épicentre de la question. En effet, le terme *occupation* est présent dans ces enquêtes dès la fin du XIX^{ème}, mais il est employé dans un sens générique de « manière dont quelqu'un occupe son temps », couvrant, jusqu'à 1950, aussi bien l'emploi salarié que les « occupations domestiques » (*i.e.* le fait de se consacrer exclusivement aux tâches domestiques), les « occupations scolaires » (*i.e.* élève/étudiant), les retraités et les sans emploi (étant ou non à la recherche d'emploi). De manière que le terme *occupation* laisse systématiquement sa place à *profession* dans la publication des résultats des recensements.

101 Vous trouverez une description de l'évolution de la question relative à la profession dans les recensements brésiliens (1872-2000) chez (Barreto 2009, chap. 3).

Tableau 1 – Interroger les professions dans les recensements et dans les PNADs*

Recensement			PNAD	
<i>Année</i>	<i>Question</i>	<i>Nombre Professions</i>	<i>Année</i>	<i>Question</i>
1872	Profession. On déclare la profession, le métier ou l'occupation habituelle, ou les moyens de vie.	37		
1890	Profession.	48		
1900	Profession. Déclarez par écrit la profession d'où vous tirez votre subsistance.	19		
1920	Quel est votre métier, occupation, emploi ou moyen de vie ?	626		
1940	Quelle est la profession, le métier, l'emploi, le poste ou la fonction principale que vous exercez-vous ?	718		
1950	Quel emploi, poste, fonction, métier, profession ou activité exercez-vous comme occupation principale ?	206		
1960	Occupation, profession, métier, poste, fonction etc. que vous avez exercée pendant le plus longtemps durant l'année précédant le recensement.	248	1967-1973	Quelle espèce de travail vous aviez [dans la dernière semaine] ?
1970	Occupation, profession, poste, fonction etc. que vous avez exercé pendant le plus longtemps.	266	1976-1977	Occupation, profession, poste, fonction etc. que vous avez exercé pendant le plus longtemps.
1980	Quelle est l'occupation, la profession, le poste, la fonction etc. que vous avez exercé le plus longtemps pendant les derniers 12 mois ?	366	1978-1979	Occupation qui a exercé dans la semaine de référence de l'enquête.
1991	Quelle est l'occupation, la profession, le poste, la fonction etc. que vous avez exercé pendant les derniers 12 mois ou en une partie d'eux ?	380	1981-2015	Quelle était l'occupation que vous avez exercée dans le travail que vous aviez dans <i>la semaine de référence</i> ?
2000-2010	Quelle était l'occupation que vous exerciez dans votre emploi principal dans <i>la semaine de référence</i> ?	512		

Source : Élaboré par l'auteur à partir de (DGE 1872; 1890; 1900; 1920; IBGE 1940; 1950; 1960b; 1967; 1970; 1976; 1981; 1991; 2000b; 2010; 2015a; Barreto 2009, 313)

* Comme il s'agit de questions terminologiques, nous avons réalisé une traduction « littérale » en préservant l'ordre d'apparition des mots et un usage qui peut être étranger pour les francophones – comme celui d'*emploi* et de *travail*. Vous trouverez dans l'Annexe (p. 313) ce même tableau en portugais.

Cela ne veut pas dire que la question n'avait pas un sens précis, mais le vocabulaire utilisé, parce que plus proche du langage courant, n'est pas encore délimité. Cette spécification du vocabulaire est bien explicite lorsque nous comparons les clarifications du questionnaire du recensement de 1950 et celui du questionnaire de 1960. En 1950, dans la question relative à l'*emploi, poste, fonction, métier, professions ou activité exercé comme occupation principale*, il faut

(...) déclarer l'activité, rémunérée ou non, que l'enquêté *effectivement exerce* et qu'il considère comme son occupation principale. [Il faut] faire attention à ce que, dans la plupart des cas d'activité professionnelle, l'occupation correspond à la profession ou au métier eux-mêmes de l'enquêté. Dans d'autres cas, cependant, la personne, bien qu'elle possède une spécialisation professionnelle, *exécute* un travail de nature diverse. Par exemple, si un comptable exerce, en tant qu'occupation principale, la fonction de professeur de collège, [il] déclarera *Professeur* et non pas *Comptable*. Il faut éviter des expressions vagues et génériques (agriculture, auxiliaire, négociant, fonctionnaire, industriel, ouvrier, travailleur, domestique, militaire), en utilisant des désignations spécifiques telles que : *Contremaître, Travailleur de la boue, Secrétaire, Vendeur dans des magasins* (...). (IBGE 1950, souligné dans l'original).

En 1960, à son tour, la question

(...) a pour objectif d'interroger l'occupation [*ocupação*] que l'informant exerce habituellement, en entendant par *occupation habituelle* celle à laquelle l'enquêté se dédie [*se ocupa*] pendant la plupart de l'année.

Dans la plupart des cas, l'*occupation habituelle* coïncide avec celle exercée à la date du recensement.

(...)

Il ne faut pas confondre l'*occupation habituelle* avec la spécialisation professionnelle. Ainsi, un *gérant de banque* ou un *professeur de collège* qu'il soit médecin ou avocat déclarera son *occupation habituelle* et non pas la profession pour laquelle il est diplômé [*habilitado*] (médecin ou avocat). Il faut éviter l'usage d'expressions génériques (Agriculteur, Auxiliaire, Négociant, Professeur, Salarié de la banque, Fonctionnaire, Salarié de l'industrie, Ouvrier, Travailleur, Domestique, Profession libérale, Militaire) et utiliser des désignations spécifiques, telles que : *Contremaître, Travailleur de la boue, Vacher, Secrétaire, Statisticien, Vendeur dans des magasins* (...) (IBGE 1960a, souligné dans l'original).

Si les deux textes sont proches dans leur structure et dans les exemples qu'ils mobilisent, la polysémie présente en 1950 disparaît et les clarifications du recensement de 1960 sont « autoréférencées » et centrées sur la notion d'occupation. Ce changement est dû, nous semble-t-il, à l'adoption pour les recensements brésiliens de 1960 et de 1970 d'une version nationale de la classification d'*occupations* produite par l'OEA, par le biais de l'*Institut Interaméricain de Statistiques* qui

faisait partie de l'ensemble des dispositifs liés à la réalisation du recensement des Amériques de 1960 (IASI 1959)¹⁰².

Ainsi, dès 1960, non seulement les termes composant le vocabulaire de désignation de l'activité professionnelle commencent à être employés dans un sens moins interchangeable, comme c'est plutôt la différence anglophone entre *occupation* et *profession* qui commence à se dessiner dans le vocabulaire savant. En anglais et dans un contexte de grandes enquêtes statistiques, le terme *occupation* désigne un sous-groupe de tâches à l'intérieur de la division du travail (Abbot 2005) liées à l'exercice d'un groupe d'activités économiques données et dont l'intitulé est l'objet de multiples processus sociaux de connaissance et reconnaissance qui dépassent largement le cadre technique (Kramarz 1991). Le terme anglais *occupation* se rapproche, ainsi, de ce que le terme français *profession* désigne¹⁰³, comme le suggère, d'ailleurs, la manière dont a été appelée la classification du BIT, à savoir, *International Standard Classification of Occupation* (ISCO) et *Classification Internationale Type de Professions* (CITP).

Le terme anglais *profession* désigne un groupe de professions disposant d'un grand niveau d'autonomie dans l'exercice de l'activité professionnelle et d'un nombre important de mécanismes sociaux de « cloisonnement ». Comme le synthétisent Didier Demazière et Charles Gadéa,

(...) les professions, au sens anglo-saxon, comme il est de coutume de dire, se prévalent d'un monopole d'exercice, qu'elles défendent en contrôlant le contenu des compétences revendiquées, la transmission des savoirs et la socialisation des membres, les règles éthiques présidant à leur mise en œuvre, la valeur sociale et économique de leur activité. Elles concernent des travailleurs détenant un haut niveau d'expertise, bénéficiant d'une grande autonomie dans l'accomplissement de leurs tâches, formant une sorte d'élite professionnelle située à un niveau de l'échelle du prestige et des rémunérations (Demazière et Gadea 2009, 19).

Certes, la définition savante de profession n'est absolument pas étanche ou totalement consensuelle (B. Becker Howard Saul 2009), mais le plus important c'est qu'elle ne retrouve pas d'équivalent dans le langage courant ni en France (Dubar et al. 2015), ni au Brésil – dans les deux

102 Ainsi, à la différence de ce que soutiennent Luiz C.Q. Ribeiro et Edmond Préteceille, l'usage de *ocupação* plutôt que de *profissão* au Brésil ne traduit pas le « degré d'instabilité et le bas niveau d'institutionnalisation des relations de travail au Brésil » (1999), mais exprime la manière dont le système statistique brésilien s'est constitué, ayant comme référence (de manière directe ou indirecte) la production scientifique des États-Unis et l'engagement auprès d'organismes supranationaux.

103 D'après Dubar et al. (2015, 9-15), le champ sémantique du terme profession en français comprend quatre significations : 1) « une déclaration qui s'énonce publiquement et qui, comme la vocation, est liée à des croyances idéologico-religieuses » ; 2) « un travail que l'on fait, l'emploi que l'on occupe, dès lors qu'il permet d'en vivre grâce à un revenu » ; 3) « l'ensemble des personnes désignées (et se désignant) par le même nom de métier au sens large d'activité semblable » ; et 4) « une fonction, une compétence reconnue au sein d'une organisation: le terme "reconnaissance" est au cœur de ce dernier univers de signification récemment remis à l'ordre du jour par le discours politique ».

cas les *professions libérales* étant celles qui s'en rapprochent le plus¹⁰⁴. Au Brésil, la notion de *profissão* (au sens anglophone) entre dans le vocabulaire des statistiques publiques en 1971, avec la publication par le *Département de main d'œuvre* du Ministère du travail du *Cadastro Brasileiro de Ocupações* [cadastre brésilien de professions] (MTPS 1971) qui compose les travaux de préparation de la CBO. Dans ce document, le groupe professionnel qu'on appelait jusqu'alors « Occupations techniques, scientifiques, artistiques et similaires » devient, en 1971, le groupe « Travailleurs des professions libérales, techniques et similaires » ; puis, avec la publication de la CBO en 1977, le groupe « Travailleurs des professions scientifiques, techniques, artistiques et similaires » (MTPS 1977)¹⁰⁵. Cependant, ce n'est pas à ce moment que cette notion va apparaître dans les recensements ou dans les PNADs, puisque jusqu'au recensement de 2000 et au PNAD-2002, l'IBGE n'utilisait pas la CBO comme nomenclature de professions, mais l'évolution de la nomenclature adopté en 1960 et à laquelle on a ajouté de nouveaux titres au cours du temps. Nous y reviendrons.

1.4. Précisions terminologiques

Avant de poursuivre, précisons la manière dont nous employons dorénavant cette terminologie dans notre étude. Comme nous l'avons indiqué, l'équivalent français du terme portugais *ocupação* dans son usage savant n'est pas *occupation*, mais *profession*, fait qui explique pourquoi nous avons décidé de traduire par « Classification brésilienne des professions » le nom de la CBO¹⁰⁶. De plus, étant donné le contexte de cette étude – *i.e.* une étude en France, écrite en français et adressée à des francophones sur la manière dont on saisit les inégalités sociales au Brésil – l'importance conceptuelle de la différence entre *métier*, *occupation*, *travail*, *profession* etc. est moindre puisque, dans ce contexte, c'est le sens générique de *profession* en tant que catégorie de codage qui est en jeu. Ainsi, sauf mention contraire, nous utilisons de manière interchangeable les termes *profession*, *occupation* et *travail*. Lorsqu'il s'agit des tâches exécutées dans l'exercice d'une activité professionnelle donnée et des conditions matérielles et institutionnelles de l'exercice de ces tâches, nous parlerons pour une question de simplification de l'écriture de *métier*. En ce qui concerne ce

¹⁰⁴ C'est justement à partir des professions libérales que se structure au Brésil, à partir du milieu des années 1930, ce qu'Ian Prates appelle « système de professions », c'est-à-dire un système composé de l'ensemble d'occupations dont l'exercice exige un diplôme universitaire et qui ont réussi à faire reconnaître par les autorités publiques des mécanismes autonomes de contrôle d'accès des nouveaux entrants et des domaines d'exercice professionnel exclusif (I. Prates 2018). Ce processus gagne en ampleur grâce à la forte expansion du système universitaire, de la bureaucratie de l'État et des grandes entreprises (publiques et privées) de cette période. La période subséquente (1960-1980) étant particulièrement marquée à la fois par une expansion du volume du système professionnel (qui grandit bien plus rapidement que la *population économiquement active*) et par une diversification de ce système, impliquant une perte d'importance relative des sous-systèmes de la médecine et de la santé (I. Prates 2018, chap. 3).

¹⁰⁵ Dans la CBO-77, ce groupe réunit des « (...) professions [*profissões*] exigeant un diplôme du supérieur faisant l'objet, dans la plupart de cas, d'une réglementation et d'attribution légales (...) » (MTPS 1977, XXVIII).

¹⁰⁶ Différemment de ce que nous avons fait ailleurs (Lebaron et Pereira 2015), nous avons décidé de garder, tout au long de cette étude, tous les acronymes originaux pour éviter des confusions.

que le terme anglais *profession* dénote, nous préciserons, à chaque fois qu'il est mobilisé, qu'il s'agit du sens anglophone du terme.

Une autre particularité du vocabulaire de l'analyse des classes sociales au Brésil est la manière dont les termes marxistes (très importants et depuis longtemps dans les débats autour des classes sociales) ont été traduits en portugais. En effet, le terme allemand *Arbeiterklasse* (la classe qui vit de la vente de sa force de travail) a été traduit comme *Classe trabalhadora* [classe travailleuse], en rejoignant l'usage courant du terme *trabalhador* [travailleur] pour désigner toute personne exerçant une activité professionnelle donnée. Ainsi, ce qu'en France on désigne par *ouvrier agricole*, est le plus souvent désigné au Brésil par *travailleur agricole*. En contrepartie le terme *ouvrier* est utilisé la plupart du temps pour désigner l'*ouvrier de type industriel*. Lorsqu'il s'agit de nomenclatures sociologiques, nous essayons de préserver le vocabulaire mobilisé par les différents auteurs. Ainsi, les termes *travailleur* et *travailleuse* désignent ceux et celles exerçant une activité professionnelle donnée, mais la plupart du temps ces termes sont interchangeables avec *salarié·e* ou *employé·e*. Lorsqu'il s'agit spécifiquement de l'*Arbeiterklasse* marxiste, nous utiliserons l'expression *classe laborieuse*.

Par rapport au libellé des professions, nous avons eu recours aux tables de conversion de CBO-CITP 88 pour retrouver les intitulés les plus appropriés pour ces professions en français. Mais ces libellés doivent être pris seulement à titre indicatif. Il ne s'agit absolument pas d'équivalences strictes entre les catégories de travailleurs, mais plutôt d'une idée (toujours très approximative) de l'ensemble des tâches supposées typiques de métiers. De plus, même lorsque nous trouvons une équivalence « parfaite » entre les libellés, cela ne veut pas dire que nous puissions mettre en équivalence ces professions et leurs conditions d'exercice. Lorsque nous regardons, à titre d'exemple, ce qui se passe avec les professions de la santé au Brésil et en France (**Encadré 4**), il est évident qu'à un certain niveau du codage nous ne parlons pas du même métier. Ainsi – et c'est une des difficultés de la lecture de notre texte –, lorsque nous parlons d'une profession en particulier il faut toujours avoir à l'esprit qu'il s'agit très probablement d'un « faux-ami » : le terme *maçon* désignant au Brésil non pas un groupe particulier d'artisans, mais à la fois ce groupe d'artisans et l'ensemble des *ouvriers du bâtiment*.

Encadré 4 – Problème de la comparaison entre libellés et professions : les professions de la santé

Le *sens* et la *position relative* d'une catégorie professionnelle déterminée sont, en particulier, soumis à des variations liées à la manière dont chaque pays régit l'exercice d'une profession et à la logique qui préside à l'architecture du système de classification. Les *médecins généralistes* au sein des PCS-2003 (**Table 1**), sont, par exemple, classés parmi les professions libérales de la santé. Ils sont distingués, premièrement, des *médecins spécialistes* – mais aussi des chirurgiens-dentistes, psychologues, psychanalystes, vétérinaires, psychothérapeutes et pharmaciens. Si ces dernières distinctions sont liées aux différents métiers réalisés par

chacun de ces professionnels ; la première, entre *généralistes* et *spécialistes*, est moins évidente. En effet, elle exprime le fait que les *médecins généralistes* ne pratiquent pas de manière exclusive une spécialité reconnue par le Conseil de l'Ordre, mais aussi le fait qu'ils ne peuvent pas bénéficier de tarifs d'honoraires alloués aux médecins libéraux spécialistes, au regard de la réglementation de la Sécurité Sociale (INSEE 2003).

Table 1 – Les médecins au sein de la nomenclature des PCS 2003 et de la CBO 2002

PCS 2003 – INSEE	3 Cadres et professions intellectuelles supérieures
	31 Professions libérales et assimilés
	311 Professionnels de la santé
	311a Médecins libéraux spécialistes
	311b Médecins libéraux généralistes
	311c Chirurgiens-dentistes (libéraux ou salariés)
	311d Psychologues, psychanalystes, psychothérapeutes (non médecins)
	311e Vétérinaires (libéraux ou salariés)
	311f Pharmaciens libéraux
	312 Professions libérales juridiques et techniques
313 Aides familiaux	
32 Cadres de la fonction publique, professions intellectuelles et artistique	
(...)	
36 Cadres d'entreprise	
CBO 2002 – IBGE	2 Professionnels des sciences et des arts
	22 Professionnels des sciences biologiques, de la santé et d'autres semblables
	223 Professionnels de la médecine, de la santé et d'autres semblables
	2232 Chirurgiens-dentistes
	2233 Vétérinaires et zootechniciens
	2234 Pharmaciens
	2235 Infirmières et semblables
	2236 Physiothérapeutes
	2237 Nutritionnistes
	2238 Phonologues
	2239 Ergothérapies et Orthoptistes
	2261 Ostéopathes et Chiropraticiens
	225 Professionnels de la médecine
	2251 Médecins cliniques
	2252 Médecins de spécialités chirurgiennes
	2253 Médecins en médecine diagnostique et thérapeutique
	25 Professionnels des sciences sociales et humaines
	251 Professionnels des sciences sociales, psychologues et semblables
	2511 Professionnels de la recherche et de l'analyse anthropologique et sociologique
2512 Économistes	
2513 Professionnels de la recherche et analyse géographique	
2514 Philosophes	
2515 Psychologues et psychanalystes	
2516 Professionnels du travail social et de d'économie domestique	

Lorsqu'on cherche les *médecins généralistes* dans le cadre la CBO-2002 (**Table 1**), on se rend compte qu'ils n'existent pas en tant que catégorie dans le quatrième et plus fin niveau d'agrégation statistique utilisé. En fait, puisque les catégories de la CBO-2002 sont construites à partir de l'activité des professionnels dans l'exercice de leurs métiers, les distinctions opérées sont celles entre les professionnels qui réalisent seulement des consultations dans des cabinets ou dans des hôpitaux (*médecins cliniques*), ceux qui réalisent aussi des interventions chirurgicales et implantations d'orthèses et prothèses (*médecins spécialisés en chirurgie*), et ceux qui réalisent en plus des consultations, des procédures diagnostiques et thérapeutiques (*médecins spécialisés en*

diagnostic et thérapeutique). Ainsi, la médecine générale n'est qu'une des formes reconnues de l'exercice de la médecine clinique aux yeux des responsables de classification¹⁰⁷.

Cette représentation « objectiviste » a une deuxième conséquence qu'on perçoit immédiatement : pour prendre en compte l'ensemble des catégories qui appartient à la famille des professions libérales de la santé (311) dans les PCS-2003, il faut remonter jusqu'au deuxième niveau de l'architecture de la CBO-2002 – mais, en le faisant, on agrandit le spectre des professions prises en compte dans la CBO-2002 et absentes dans la famille 311 de la PCS-2003 (comme les économistes, les infirmières et les phonologues). Dans ce sens, on note en particulier que l'ensemble des psychologues, psychanalystes et psychothérapeutes sont, selon l'INSEE, des professionnels de la santé, parce qu'ils réalisent des activités de soin et d'accompagnement des patients touchés par certaines pathologies et que ces activités sont normalement réalisées de manière indépendante, alors que, pour la CBO-2002, ils sont des professionnels des sciences sociales et humaines (au même titre que les sociologues ou les philosophes), parce que leurs activités sont centrées sur les comportements des êtres humains et se réalisent strictement de manière orale. Ainsi, dans un cas l'accent est mis sur la fonction de la profession (le soin à quelqu'un de « malade » en vue d'une guérison) et sur la division sociale du travail, dans l'autre sur l'activité prétendument objective des professionnels dans l'exercice du métier (la « guérison » par la parole) et sur une division technique du travail.

1.5. La création d'une classification de professions

Il y a peu d'informations qui rendent possible l'évaluation de l'efficacité du système de formation ou de certains de ses programmes constitutifs. Les programmes de formation se basent rarement sur des études du marché de travail ou sont orientés par celles-là. Il n'y a aucun accompagnement systématique des formations et des conditions dans lesquelles se trouvent ceux qui ont été formés sur le marché du travail, après avoir finalisé leur formation. En outre, les programmes de formation ne sont pas, en général, articulés avec les rares agences officielles pour l'emploi en activité. Logiquement, tout ça est la conséquence d'un problème plus général : la rareté de l'information sur les conditions du marché [de l'emploi] et sur les modifications de ces conditions. (...) Une classification des professions cohérente et compréhensive est essentielle à l'amélioration des statistiques sur la main-d'œuvre et des méthodes de planification, ainsi qu'au fonctionnement effectif du Service National pour l'Emploi (IPEA 1973, 18, 54).

Cela fait presque 50 ans que le chercheur de l'IPEA responsable de la rédaction du Projet BRA/70/550 a exposé ainsi les entraves qui justifiaient l'aide technico-institutionnelle du PNUD, de l'UNESCO et du BIT à la planification éducationnelle et aux études sur le marché de l'emploi. À ce moment, on intensifiait le développement d'outils permettant la réduction du degré d'incertitude dans le champ de l'action gouvernementale à l'échelle nationale – dans le cas présent,

¹⁰⁷ Il faut noter, pourtant, qu'aux yeux du Conseil Fédéral de Médecine du Brésil, la distinction la plus importante est celle entre les médecins généralistes et les médecins spécialistes qui, d'ailleurs, ont des caractéristiques (âge, genre, revenu, origine, etc.) et distributions au sein du territoire brésilien bien différentes. Voir : Scheffer 2011, Scheffer 2013 et CREMESP, 2012.

la formation de la main-d'œuvre, pour « (...) transformer une situation caractérisée par un excès de l'offre de main-d'œuvre sans spécialisation en une situation de rareté de ce type de main-d'œuvre » (IPEA 1973, 16); et la réduction du flux migratoire des régions à haute pression populationnelle et faible taux de productivité.

Une planification (notamment économique) basée davantage sur des « faits scientifiques » s'était imposée depuis quelques années. Sa mise en place exigeait un affinement des informations statistiques existantes, l'extension des champs thématiques interrogés, la mise à disposition de nouveaux niveaux d'agrégation des informations, une intensification de la fréquence des enquêtes, un traitement plus rapide des informations récoltées etc. Le projet BRA/70/550 donne suite aux efforts de construction d'une nomenclature de professions réalisée par le *Département national de main d'œuvre* (DNMO) du Ministère du travail entre 1968 et 1971, qui a débouché sur la publication du *Cadastro Brasileiro de Ocupações (Cadastro)* [cadastre brésilien de professions] (MTPS 1971)¹⁰⁸.

Les limites de l'approche adoptée par la DNMO dans la production du *Cadastro* – notamment en ce qui concerne les limites des sources utilisées dans la construction de la classification et la référence à l'ISCO-58, alors remplacée par l'ISCO-68 – ont impulsé l'IPEA, qui à ce moment travaillait en partenariat avec la FGV sur une étude sur les professions du secteur primaire (IPEA et FGV 1973), afin d'établir une convention avec le Ministère du Travail et de relancer la machine dès juillet 1972. Un des résultats majeurs du projet BRA/70/550 fut la création, à partir de la CITP-68, de la *Classificação brasileira das profissões* (CBO), dont une première version paraît en 1975. Après une année d'évaluation, la version définitive fut publiée en 1977 (MTPS 1977).

Si le *Cadastro* et la CBO-77 suivent explicitement une approche taxonomique, en visant à distribuer l'ensemble de professions au sein de groupes constitués selon les critères théorico-logiques, la CBO-77 a adopté des procédures méthodologiques dans la construction de la

¹⁰⁸ En profitant du caractère obligatoire (depuis 1965) de l'envoi au Ministère du travail des registres d'embauche et de licenciement, une équipe du DNMO (1) a examiné les registres d'environ 1000 entreprises les mieux hiérarchisées et disposant de réglementation interne de l'exercice des professions (tous secteurs d'activités confondus), parmi lesquelles ont été choisies 103 professions et leur description qui ont été prises en compte dans la construction de la classification. Le Cadastre rend compatible avec le codage de l'ISCO-68 « les descriptions des professions et les intitulés déjà en usage par les entreprises brésiliennes » (MTPS 1971, 11). Dès que la description utilisée par les entreprises se rapprochait de celles de l'ISCO-58, a été adoptée la traduction de la description de l'ISCO-58 de référence. Lorsque la description de la profession ne retrouvait pas d'équivalent, elle a été mise dans une sous-catégorie spécifique du sous-groupe de professions auquel elle ressemblait le plus. Le Cadastre est composé de 522 professions [*ocupações*] (terme utilisé dans la publication souvent entre guillemets), mais, comme il est souligné dans la préface et dans l'introduction de l'ouvrage, les catégories, sauf exception, font référence à une profession et non pas aux positions hiérarchiques existantes au sein d'une profession (*i.e.* le codage accorde une catégorie à géomètre, mais non pas à « assistant géomètre », à « expert géomètre » ou « géomètre en chef » ; des catégories telles que contremaître ou superviseur ont été exclues) (MTPS 1971, 6, 12-14).

(1) L'équipe engagée dans la production du Cadastre a été composée par Maria Dativa Teixeira (juriste du Ministère du Travail), Jorge Ambrosio Gallup (statisticien de l'OIT), Dayse Luporini (responsable de la traduction de l'ISCO), Alvanir Bezerra de Carvalho (économiste, membre depuis 1965 du comité USAID-Brésil pour la réforme de l'enseignement supérieur) et Maria Isabel dos Santos (dactylographe du Ministère du Travail).

classification et une précision conceptuelle nettement supérieures à celles du *Cadastré*. D'abord, en plus de consulter le registre d'entreprises déjà à la disposition du Ministère du travail, les travaux de production de la CBO-77 ont interrogé 11 865 entreprises et 1 257 syndicats par le biais d'un sondage concernant la définition des libellés et à la délimitation du « contenu » des professions. À cela il faut ajouter 3 018 autres entretiens visant à décrire les différentes professions. Une fois décrites, ces professions ont été classées au sein de onze groupes selon « la nature ou le contenu du travail, défini comme l'ensemble des fonctions, tâches et obligations que typifient la profession [ocupação] et, par extension, l'ensemble de connaissances, capacités [habilitade], attributs personnels et autres exigences de l'exercice de la profession [ocupação]. » (MTPS 1977, XXII).

C'est aussi au sein de la CBO-77 que nous retrouvons pour la première fois dans les documents de la statistique publique une définition précise de profession [ocupação] – désormais sans guillemets et sans référence au terme portugais *profissão* (dont l'usage est restreint à la caractérisation du groupe des « Professions [Profissões] scientifiques, techniques, artistiques et assimilés »). La profession [ocupação] désigne dès lors :

L'ensemble de postes de travail substantiellement équivalents en ce qui concerne leur nature et les qualifications qu'ils exigent. (Le poste de travail correspond à chaque unité de travail disponible ou utilisée. Il est constitué de tâches, d'obligations et de responsabilités attribuées à chaque travailleur.) On peut, en plus, définir le concept de profession [ocupação] comme l'ensemble de fonctions, tâches et opérations destinées à l'obtention de produits et de services.

Il y a des variables qui donnent aux professions [ocupações] des caractéristiques spéciales, qui ne sont pas toujours prises en compte par la CBO. Il est compréhensible que des travailleurs qui occupent le même type d'emploi ou de poste et qui sont, ainsi, classés dans une même profession [ocupação], puissent être différenciés par le biais de certaines caractéristiques, telles que le niveau de responsabilité, le niveau hiérarchique, la rémunération entre autres. Il est possible également qu'il existe des *combinaisons* ou des *croisements* entre les tâches d'une profession [ocupação] en particulier. Telles situations, qui relèvent de la spécialisation du travail et de la division des fonctions [à l'intérieur de la production], sont un sujet pertinent pour la politique de ressources humaines de chaque entreprise. En principe, ces situations n'ont pas été prises en compte par la CBO, malgré le fait que, dans certains cas, une division plus grande de la profession [ocupação] soit nécessaire, ce qui est toujours possible, étant donné la flexibilité du système de classification, capable de s'adapter à des situations concrètes définies par chaque usager (MTPS 1977, XXIV-XXV).

Aussi bien le *Cadastré* que la CBO-77 ont été conçus avant tout comme des outils de gestion de la politique d'emploi et de formation de la main d'œuvre du Ministère du travail. La constitution de groupes de professions basés sur la ressemblance des professions telles qu'elles ont été définies suit, certes, une logique bien précise, mais cela ne garantit pas que cette logique soit en mesure de

saisir la dynamique du marché du travail et qu'ainsi elle soit un bon outil de gestion. En effet, la CBO-77 eut une infime répercussion sur le débat public, un impact dérisoire sur les politiques de planification (notamment en raison de la crise économique qui va lui succéder) et ne suscita qu'un usage restreint dans la recherche puisqu'elle n'a pas été adoptée par l'IBGE dans la production des informations statistiques. Son usage se restreint donc à celui d'un codage administratif et pour les recherches que s'y intéressent¹⁰⁹.

L'usage de la CBO-77 a été encore plus fragilisé avec la longue période de stagnation économique que le Brésil a vécu à partir du début des années 1980. La récession, d'un côté, a conduit à l'interruption des mises à jour de la classification en 1982, pour des raisons budgétaires (Walker et Oliveira 1990) ; par ailleurs, l'accélération de l'inflation a conduit à une réduction de la part des revenus du travail dans le revenu total et à une élévation de l'inégalité entre les salaires (Baltar 1996). L'ensemble de ces éléments, ajouté aux changements technologiques et organisationnels de la décennie et à l'ouverture de l'économie brésilienne, a rendu évident le décalage entre la CBO et le marché du travail.

Afin de réadapter la CBO et de lui donner un nouvel élan, ont commencé, en 1996, des travaux conduisant à son actualisation, publiée en 2002. La nouvelle CBO a été développée par le ministère du travail et de l'emploi (MTE), en partenariat avec l'IBGE, l'OIT et d'autres organisations non-gouvernementales brésiliennes¹¹⁰. L'architecture générale de la CBO-2002 a, quant à elle, été développée à partir de la structure de la ISCO-88. Elle est organisée en 10 grands groupes, 48 sous-groupes principaux, 192 sous-groupes et 607 familles de professions, où sont regroupés 2511 professions et 7419 titres synonymes¹¹¹.

La première innovation de la CBO-2002 est précisément le glissement d'une classification des *professions* vers une classification des *familles de professions*. Mais ceci passe par une redéfinition de la profession :

Profession [Ocupação] est un concept synthétique non-naturel, artificiellement construit par les analystes des professions. Ce qui existe dans le monde concret ce sont

¹⁰⁹ Nous n'avons pas trouvé dans les documents consultés pour la réalisation de cette étude d'éléments suffisants pour nous permettre de comprendre le fait que l'IBGE, qui a pourtant participé à la construction de la CBO-77, ne l'adopte pas en tant que nomenclature dans les recensements (et, par ce biais, dans les PNADs). Il se peut que cela soit dû à un souci relatif à la rupture de séries que l'adoption de cette nomenclature aurait pu produire, puisqu'en plus d'une différence dans la répartition des professions, la CBO-77 mobilise une définition de *profession [ocupação]* beaucoup trop restreinte et, ainsi, difficile à opérationnaliser dans le cadre des recensements. Cela demeure, cependant, un fait à creuser dans des enquêtes futures.

¹¹⁰ C'est-à-dire le Service National de l'Apprentissage Industriel (SENAT), la Fondation Institut de Recherches Économiques (FIPE-USP), la Fondation pour le Développement de l'UNICAMP (FUNCAMP) et la Fondation pour le Développement de la Recherche (FUNDEP-UFMG).

¹¹¹ Vous trouverez dans l'Annexe 1.2 (p. 327) les catégories de la CBO-2002 jusqu'au deuxième niveau de la nomenclature.

des activités exercées par le citoyen dans un emploi salarié ou dans un autre type de relation d'emploi (indépendant, par exemple).

Profession [ocupação] est l'agrégation d'emplois ou de situations de travail similaires en ce qui concerne les activités réalisées.

L'intitulé professionnel, au sein d'une classification, est le résultat de l'agrégation de situations similaires d'emploi et/ou travail. Deux autres concepts soutiennent la construction de la nomenclature CBO-2002 :

Emploi ou situation de travail : défini comme un ensemble d'activités exécutées par une personne, avec ou sans contrat de travail. Celle-ci est l'unité de la CBO.

Compétences mobilisées dans l'exercice des activités de l'emploi ou travail.

Le concept de compétence a deux dimensions :

Le niveau de compétence : il s'agit d'une fonction [au sens mathématique] du niveau de complexité, de l'éventail et de la responsabilité des activités exercées dans l'emploi ou autre type de relation de travail.

Domaine (ou spécialisation) de la compétence : fait référence aux caractéristiques du contexte du travail comme le champ de la connaissance, la fonction, l'activité économique, le processus de production, l'équipement, les biens produits qui sont en mesure d'identifier le type de *profissão* [dans le sens anglophone] ou de profession [*ocupação*].

La structure adoptée dans la CBO-2002 agrège des emplois par les capacités [*habilidades*] cognitives communes exigées dans l'exercice dans un champ de travail plus élastique, composé par un ensemble d'emplois similaires qui va se constituer en un champ professionnel d'un domaines x, y et z .

L'unité d'observation est l'emploi, envisagé à l'intérieur d'un ensemble d'emplois plus large (champ professionnel), au sein duquel la personne qui exerce une profession [*ocupante*] aura plus de facilité à se mouvoir.

Ainsi, au lieu de focaliser les postes de travail, en les agrégeant selon la similarité de leurs tâches, comme c'est la procédure adoptée par la ISCO-68, la CBO-82 et la CBO-94, la CBO-2002 augmente le champ d'observation, en privilégiant l'ampleur des emplois et leur complexité (celui-ci étant l'objet de la mobilité [professionnelle] des travailleurs) au détriment du détail de la tâche liée à un poste.

Ces ensembles d'emplois (champ professionnel) sont identifiés par processus, fonctions et branches d'activité.

Pour garder une unité langagière avec l'ISCO-88, ces champs professionnels sont désignés par **groupes de base ou familles de profession**. Ceci est l'unité de classification descriptive la plus désagrégée. (MTE 2010b, 7-8, souligné et coloré dans l'original).

Cette longue citation est importante parce qu'elle rend explicite les multiples différences entre la CBO-2002 et les classifications précédentes. Tout d'abord les responsables de la classification

réalisent une véritable prise de recul par rapport à leur propre travail, ne confondant pas les catégories savantes et la réalité vécue par les individus dans l'exercice de leur activité professionnelle. Deuxièmement, notons que la CBO-2002 a dans l'ISCO non pas son point de départ (comme c'était le cas auparavant), mais son point d'arrivée, de manière à faire traduire dans la classification de l'OIT la classification brésilienne et non pas l'inverse. En plus, au niveau le plus désagrégé (quatre chiffres), la CBO-2002 est un ensemble structuré de situations semblables d'emplois et/ou de travaux *sur la base des activités effectivement réalisées*, et non plus sur la base des noms des professions, des fonctions ou des métiers exercés par une personne, comme c'était le cas auparavant¹¹². Ensuite, la CBO-2002 a comme pilier conceptuel la notion de « compétence »¹¹³ qui, ainsi, permet d'établir une certaine hiérarchie entre les professions.

Nous observons aussi dans la CBO-2002 une innovation en termes méthodologiques qui a un fort impact sur le résultat de la classification : chacune de ces familles de professions a été élaborée à l'aide de la méthode dite *Developing a Curriculum (Dacum)*¹¹⁴,

(...) par un groupe de 8 à 12 travailleurs du domaine d'activité, au cours d'ateliers de travail d'une durée de trois jours – deux jours de description et un jour de validation par un comité lui aussi constitué de travailleurs du domaine d'activité. Au total, ont été effectuées 1800 réunions/jour, dans plusieurs régions du Brésil, avec la participation d'environ 7000 travailleurs salariés ou indépendants, (...) 3000 entreprises, 1000 syndicats et d'autres organisations de classe (MTE 2010b, 7).

Or ceci signifie que c'est sur la base d'un nombre très important de descriptions des activités professionnelles faites par les praticiens – et non pas par un échantillon de registres administratifs d'entreprises comme cela a été le cas pour la CBO-77- qu'on a développé les descriptions des professions qui seront, ensuite, classées. Cette stratégie change la donne en termes de contenus attribués aux professions, puisqu'elle démultiplie les points de vue sur l'exercice d'une activité

¹¹² Par exemple, la famille des Professionnels de l'information (2612) regroupe ceux qui « (...) rendent disponibles des informations sur n'importe quel support ; gèrent des unités comme les bibliothèques, centres de documentation, centres d'information et analogues, et aussi des réseaux et systèmes d'information. Ils font le traitement technique et développent des ressources informatiques; disséminent des informations avec l'objectif de faciliter l'accès et la production des connaissances ; réalisent des études et recherches ; réalisent la diffusion culturelle ; réalisent des actions éducatives » (MTE 2010b). Ainsi, la famille 2612 regroupe les bibliothécaires, les bibliographes, les gestionnaires d'information, les scientifiques de l'information, les documentalistes, les spécialistes en documentation, les analystes d'information en réseaux entre autres. Pour une critique plus détaillée de cette famille de professions de la CBO-2002, voir (E. C. Pereira et Oliveira 2007).

¹¹³ Pour une première approche de la notion polysémique de « compétence », voir : (Dubar 1996; Oiry et d'Iribarne 2001).

¹¹⁴ Selon ce que nous indique Claudia Paiva, la responsable de la CBO-2002 auprès du Ministère du Travail et de l'Emploi, Dacum « c'est une méthode d'analyse des professions, *Development a Curriculum*, beaucoup utilisée aux États-Unis et au Canada ; c'est la méthode de l'entreprise CAPRA, qui a eu beaucoup de succès et aujourd'hui nous est familière. (...) Cette méthode s'adapte parfaitement à nos objectifs, parce qu'elle utilise une méthodologie qui incorpore aux tâches de description l'ensemble des travailleurs qui réalisent des fonctions dans les professions sélectionnées, au lieu de laisser à un expert la description d'une réalité qui n'est pas vécue, en changeant aussi la manière dont on travaille la description par rapport à celle de la CBO-1977. » (C. Paiva 2002, 23).

professionnelle : une profession au sens de la classification est la synthèse de la manière dont un échantillon des personnes qui exercent une activité professionnelle, leurs superviseurs, leurs patrons et les représentants du syndicat auquel cette profession est liée etc. décrivent l'exercice de l'activité professionnelle.

Une fois de plus, la CBO est pensée par ses concepteurs comme un moyen essentiel à la conduite des politiques de formation et de gestion du marché du travail. Cette fois-ci, cependant, la CBO-2002 est devenue une référence pour un ensemble significatif d'institutions (notamment l'IBGE, qui l'adopte dès le recensement de 2000¹¹⁵) et, par conséquent, pour les recherches réalisées à partir des informations produites par ces institutions¹¹⁶. Par rapport à ce que nous intéresse plus directement dans notre étude, malgré les qualités de l'approche et la complexité de la logique qui orientent la construction de la CBO-2002, cela ne permet pas à cette nomenclature d'être prise directement comme un principe de mise en relation ou comme principe d'équivalence entre les positions des individus dans l'espace social (Desrosières et Thévenot 2002, 5^eéd.:89 et seq.), ou, encore, en tant qu'outil d'une approche synthétique des « milieux sociaux » (Desrosières 1984).

1.6. Les PNADs et la CBO : entre neutralité scientifique et neutralisation politique

Comme nous l'avons montré, les années 1960-1970 sont un moment clé pour la compréhension du système statistique brésilien – et, de manière plus large, des contours actuels de la société brésilienne. Un siècle après la création d'un organisme responsable de la statistique publique, cette période est marquée par la mise en place d'un système d'enquêtes qui ont comme référence l'ensemble de l'espace national pensé non pas comme l'addition de multiples sous-espaces autoréférencés, mais comme un *univers* à proprement parler – c'est-à-dire comme un ensemble de références qui permet de baliser la production d'informations statistiques qui peuvent, ainsi, être représentatives à une macro-échelle (nationale) mais sans l'être à une micro-échelle (municipale).

¹¹⁵ À partir du recensement réalisé en 2000, les enquêtes de l'IBGE utilisent une version plus agrégée de la CBO-2002, intitulée *Classificação de Ocupações Domiciliar* (COD) [Classification des Professions Domiciliaires]. Pour rendre plus facile les comparaisons internationales, la COD a incorporé les actualisations de la CITP-08 à partir de 2010, ce qui les rend compatibles au deuxième niveau de la nomenclature. Il faut noter, cependant, que si officiellement la COD-2010 devrait être utilisée dans toutes les enquêtes de l'IBGE, lorsqu'on regarde l'*Annexe I* du PNAD – composition des groupements des professions des PNADs 2011-2015, on voit qu'en effet la version actualisée de la nomenclature n'a pas été mise en place.

¹¹⁶ Il faut souligner, pourtant, que la CBO-2002 soulève certaines difficultés pour la construction des séries historiques, surtout par l'emploi des différents niveaux d'agrégations et, marginalement, du fait de l'extinction/création des professions.

Cela n'a rien d'évident et présuppose à la fois que l'information statistique occupe une place centrale dans la dynamique de structuration de l'action gouvernementale, soit comme élément constitutif du débat public, soit comme un outil de gouvernance et/ou de légitimation de l'action gouvernementale ; et qu'il existe un organisme producteur de ces statistiques suffisamment légitime pour qu'il puisse disposer de moyens humains, techniques et financiers compatibles avec cette tâche. Dans le cas brésilien, l'aboutissement de ce processus a été marqué par la mise en place du système PNAD, dont l'existence a littéralement exigé une réorganisation de l'ensemble de la structure juridico-administrative de l'État et des organismes publics qui composent le service public. Cela ne veut absolument pas dire que ces transformations ont eu lieu pour que le PNAD puisse exister, mais que sans ces transformations, l'existence de ce qu'est devenu le PNAD semblait peu probable.

Comme nous l'avons vu également, la création du PNAD répond au besoin d'informations mises rapidement à jour en vue de la planification économique, notamment la production d'éléments permettant aux investisseurs (en particulier aux investisseurs étrangers et, en particulier, ceux liés aux États-Unis d'Amérique) de mesurer les risques, les aléas et (surtout) le retour sur investissement potentiel¹¹⁷. Ainsi, ce n'est pas par hasard que les EUA – qui sont la principale source d'IDE, le principal financeur et le principal partenaire commercial du Brésil à l'époque – soient directement impliqués dans la conception, dans le financement, dans la mise en place et dans l'exploitation du PNAD (et d'autres enquêtes semblables dans d'autres pays d'Amérique Latine) : il s'agit de faire entrer ces différents espaces nationaux dans les grilles de lecture états-uniennes (ou, en tout cas, « de l'économie de marché à l'américaine ») en constituant un jeu de concurrence internationale par les fonds publics et privés. C'est aussi comme partie de cet effort que doit être lue la construction de la CBO, mais, dans ce cas, l'épicentre du problème est l'identification du « capital humain » disponible et des domaines stratégiques qui doivent être développés en vue d'assurer la permanence de la croissance économique¹¹⁸.

Au premier regard, il peut sembler paradoxal que le premier système d'enquêtes publiques de portée nationale ait comme épiscentre la production d'informations statistiques adressées à l'étranger. Cependant, si à notre avis nous sommes *de fait* face à un genre d'« impérialisme statistique », l'adoption d'un tel système correspond bien à la manière dont les groupes alors au

¹¹⁷ Être en mesure de connaître les caractéristiques socio-économiques d'une population et son évolution sur le court terme est un élément central lorsqu'on évalue, par exemple, l'intérêt de la création d'une nouvelle ligne de production de voitures : quel sera le public cible des voitures produites dans cette ligne de production, quelle est la région qui présente les meilleures conditions en termes de flux de main d'œuvre pour garantir une offre constante du type de salarié·e dont cette ligne a besoin, quel est le niveau de revenu et d'endettement de cette population, comment a évolué le niveau global de l'emploi, est-ce que le pays passe par un moment d'expansion ou de récession économique etc ?

¹¹⁸ Rappelons que l'IPEA va accueillir des économistes formés à Chicago et que, dès la fin des années 1960, les politiques d'éducation et de « ressources humaines » sont conçues en termes de « capital humain » au sens strict (M. P. Cunha 2012, 52 et seq. D'Araujo, Farias, et Hippolito 2005).

pouvoir envisagent la question économique, la question du développement et du rôle et du type d'information statistique qu'ils exigent. C'est-à-dire qu'il existe une correspondance entre les grilles conceptuelles adoptées à la fois par les détenteurs du pouvoir au Brésil et aux États-Unis, une grille qui naïvement peut être prise comme étant celle « des meilleurs pratiques » de la « science » la « plus avancée » et/ou des procédés de l'économie de marché la plus « efficiente » et « développée ».

Or, sans le coup d'État de 1964 – qui a compté avec le soutien direct et indirect (par le biais de groupes de pression institutionnels) des individus responsables de cette transformation du système de la planification économique nationale et des organismes d'état des États-Unis – une telle grille conceptuelle n'aurait jamais pu s'implanter à l'intérieur de l'État et des organismes publics au Brésil avec l'aisance et la vitesse auxquelles elle s'est faite. En effet, comme nous l'avons indiqué, le coup d'État de 1964 a été suivi par une « épuration » des organismes publics et, de manière plus large du débat public, par l'expulsion, la censure, l'exil forcé et, parfois, l'assassinat des individus jugés trop à « gauche » (ou, en tout cas, défenseurs d'autres stratégies de « développement »)¹¹⁹, dont un nombre important d'économistes d'influence cépalienne ou marxiste, de sociologues, de politistes et de démographes « trop » actifs sur le débat public¹²⁰. Aussi, l'arrivée au pouvoir des militaires a été suivie par l'intervention et la cooptation d'un nombre important de syndicats, la désorganisation des mouvements sociaux tels que les ligues paysannes ou le mouvement noir et par une stratégie de donner des « Nord-American minds » à ceux qui avaient des « Soviet hearts » (L. S. Rodrigues 2020a).

Ce processus représente un grand effort de neutralisation politique des espaces passibles de faire émerger l'opposition aux idées du régime. Ainsi, on essaye de faire disparaître l'axe politique de la méthode d'alphabétisation pour adultes de Paulo Freire¹²¹ au sein du programme d'alphabétisation créé par la dictature, le *Movimento Brasileiro de Alfabetização* (MOBRAL) [Mouvement brésilien d'alphabétisation] (1968-1985), malgré les résultats décevants de cette adaptation (V. Paiva 1981; F. G. V. Costa, Nascimento, et Costa 2014). Un autre exemple est la prétendue « neutralité axiologique » du discours scientifique qui va jouer un rôle prépondérant comme structure discursive permettant une neutralisation politique de certaines facettes pertinentes

119 On vous rappelle que, entre 1964 et 1970, 1530 civils et 1487 militaires (MD 2021) étiquetés « à gauche » ont été expurgés de leurs fonctions. 434 autres personnes ont été assassinées par l'État entre 1964 et 1985.

120 João Paulo dos Reis Veloso n'hésite pas, d'ailleurs, à souligner la grande « liberté de pensée » qu'il existait à l'intérieur de l'PIPEA, alors que, de fait, le spectre des « divergences » idéologiques va de Paul Samuelson à Ludwig von Mises (D'Araujo, Farias, et Hippolito 2005).

121 Paulo Reglus Neves Freire (1921-1997) est un éducateur brésilien qui a construit une méthode d'alphabétisation pour adultes nommée plus tard la « pédagogie de l'opprimé ». Comme le synthétise Heinz-Peter Gerhardt, le « système » de Paulo Freire « (...) repose sur l'idée que le processus éducatif doit se concentrer sur le milieu de l'élève. Il estime que l'apprenant doit comprendre sa propre réalité dans le cadre de l'activité d'apprentissage. Il ne suffit pas qu'un élève parvienne à lire la phrase : « Êve a vu du raisin ». Il doit aussi apprendre à situer Êve dans son contexte social, chercher à savoir qui a travaillé pour produire le raisin dont il est question et à qui ce travail a profité » (Gerhardt 1993).

de la société brésilienne. Ainsi, un critère aussi important (et politique) que la *couleur de la peau* ou *race* au Brésil¹²² a été exclu du recensement de 1970 et ne sera intégré au questionnaire permanent des PNADs qu'à partir de 1987, malgré les rapports favorables de deux experts embauchés par l'IBGE sur la question lors des commissions de préparation du recensement¹²³, les nombreuses enquêtes sociologiques réaffirment à maintes reprises sa pertinence comme facteur structurant les inégalités sociales et les revendications du « mouvement noir » (Piza et Rosemberg 1999; Osorio 2003; Camargo 2009; Barreto 2009; Anjos 2013).

Le discours « scientifique » va aussi jouer un rôle de structure permettant la neutralisation politique au sein de la conception de la CBO. En se plaçant comme des Buffon ou des Linné, les taxonomistes de la statistique publique ont cherché des critères abstraits capables de structurer l'ensemble des descriptions des professions qu'ils·elles ont élaboré et, ainsi, produire (aussi bien dans les années 1970 que dans les années 2000) une classification « sans enjeux », c'est-à-dire une classification qui ne soit pas assujettie à la lutte *de et pour* classification. Comme les concepteurs de la CBO-2002 l'expriment de manière très claire : la CBO-2002 est essentiellement un « document normalisateur de reconnaissance (*au sens classificatoire*) » (MTE 2010b, 1), n'impliquant aucune reconnaissance de droits pour les professions classées et donnant aux individus exerçant une activité professionnelle donnée le seul sentiment d'être « appuyés et valorisés par le fait d'avoir accès à un document fait par le gouvernement, identifiant et reconnaissant leur métier » (MTE 2010a).

Mise à distance des intérêts des entreprises, des salarié·e·s et des syndicats, la CBO est devenue une affaire presque exclusive de ses concepteurs et des chercheur·euse·s qui sont

¹²² Le Brésil est un des pays au monde où les enquêtes de la statistique publique ont le droit d'interroger la *couleur de la peau* ou la *race* des individus. Si lors du recensement de 1872 cette question sert essentiellement à identifier les hommes et femmes libres de naissance, les esclaves et les esclaves affranchi·e·s – rappelons que non seulement le Brésil est le pays qui a reçu le plus d'esclaves d'origine africaine au monde (presque cinq millions entre le XVI^{ème} et le XIX^{ème} siècle), comme il figure parmi les derniers à avoir aboli le régime d'esclavage (1888) – ; cette question passera par de multiples usages au cours du temps et, notamment, sera l'objet d'une réappropriation et d'une resignification par les organisations du « mouvement noir ». Dans la période 2002-2015, cette question interroge l'auto-déclaration de l'appartenance raciale des individus et compte cinq catégories : blancs, métis [*pardô*], noir, jaune (*i.e.* asiatique) et amérindien. La catégorie *negre* (mot qui désigne au XIX^{ème} siècle les esclaves rebelles et qui est passée par un grand travail de resignification politique) regroupe les noirs et les métis. Au sujet de la question raciale au Brésil et des différentes manières de l'appréhender, voir : (Schwarcz 2012 [1994]; Hasenbalg 1997; A. S. A. Guimarães 2002; Andrews 2014; Igreja et Tavolaro 2015).

¹²³ Soulignons que ces rapports (CCN 1969) ne font absolument pas référence aux études sociologiques les plus récentes de la question raciale à l'époque et sont axés notamment sur la pertinence biologique des catégories raciales et de la capacité des questionnaires à saisir d'une manière non-ambivalente la question. Ainsi, les rapporteurs sont unanimes à affirmer les problèmes qu'une telle question pose du point de vue de la biologie et soulignent que la question interroge notamment le sens sociologique et culturel de la « race ». Les deux experts pour la question raciale sont : José Arthur Rios (1921-2017), un juriste (1943, *Faculdade de Direito de Niterói*) lié au milieu catholique conservateur et à la FGV qui a fait une maîtrise à l'*University of Louisiana* (1946) et un doctorat en sociologie à la *Vanderbilt University* (1950) aux États-Unis, puis professeur à l'Université Catholique de Rio (PUC-RJ) à l'époque de son expertise de la question raciale pour le recensement de 1970; et Manuel Baltazar Pereira Diégues Júnior (1912-1991), un juriste (1935, *Faculdade de direito de Recife*) devenu spécialiste du folklore brésilien qui était à l'époque le responsable du service de diffusion culturelle de l'IBGE et avait plusieurs casquettes institutionnelles simultanées – Ministère de l'éducation, Centre Latino-américain de recherches en sciences sociales, OEA entre autres).

contraint·e·s à travailler avec son codage. La CBO n'est pas et n'a jamais été conçue comme un outil de stratification sociale ou comme un indicateur synthétique des différents milieux sociaux. Comme nous le verrons dans le chapitre suivant, ceci n'est pas sans conséquence pour le développement de l'économie brésilienne et, très rapidement, des stratégies *ad hoc* pour classer les individus et les familles au sein des groupes sociologiquement et/ou économiquement pertinents seront mises en place par des entreprises privées pour combler cette lacune.

Chapitre 2 : Des multiples approches de la stratification de la société brésilienne

Quel bonheur ! / J'étais pris à l'Université / Mais l'école/ c'est une école privée
Des livres aussi chers / Autant de taxes à payer / Mon argent trop rare / Quelqu'un a eu besoin de me le prêter
J'ai habité en banlieue / J'ai pris le train en retard / Du travail j'allais en cours / Sans diner et bien fatigué / Mais chez moi / à minuit / étaient toujours à m'attendre / un paquet de problèmes / et des enfants à élever
Mais finalement / J'ai réussi à finir ma formation / mais à la remise de diplôme / je n'ai pas pu participer / Il manquait l'argent pour la toge / aussi pour la bague / Même pas mon diplôme / le directeur chauve a voulu délivrer
Après autant d'années / à avoir des déceptions et désillusions / On dit dans le quartier que je suis un bourgeois / Bien privilégié / Mais c'est vous qui êtes de la bourgeoisie / Moi, je suis un pauvre type / et celui qui voudrait être comme moi / va pas mal galérer

(Martinho da Vila, *Pequeno Burguês*, 1969)

Cher·e lecteur·trice, ce chapitre est peut-être celui dont la lecture vous pèsera le plus. Certes, il ne mérite pas l'inscription que le poète lut à l'entrée de l'enfer – « Vous qui entrez, abandonnez toute espérance » (Dante, *L'Enfer*, Chant III) –, mais son caractère méthodique ne rend pas sa lecture la plus agréable. Nous nous pencherons dans les pages qui suivent sur les approches de la stratification sociale les plus répandues au Brésil. Il ne s'agit pas, ici, d'une confrontation théorique des différents courants, en cherchant à dégager le système le plus cohérent, le plus complet, le plus poussé méthodologiquement, etc. Il s'agit, avant tout, d'offrir aux chercheur·euse·s une présentation des problèmes de recherche, des méthodes et des procédures d'opérationnalisation mises en place dans la construction de chaque approche, aussi bien que la juxtaposition de différentes vues d'ensemble de la stratification de la société brésilienne.

C'est en raison de cet aspect très « personnel » de chaque nomenclature que nous retracerons brièvement, dans des notes de bas de page, les moments-clés du parcours académique des chercheur·euses qui sont à leurs origines. Nous y reviendrons dans la conclusion de ce chapitre, lorsque nous situerons ce petit groupe à l'intérieur d'un espace disciplinaire plus étendu.

Nous essayons de présenter de manière équitable chaque approche. Une présentation équitable ne signifie pas accorder à chacune le même nombre de signes, mais accorder à chaque approche le nombre de signes que son explicitation exige. Ainsi, les présentations seront plus ou moins longues en fonction de la complexité de la stratégie méthodologique adoptée, du nombre de travaux au sein desquels ces approches ont été utilisées, des éventuelles actualisations qu'elle a connues au cours de son existence. Ce choix porte également un revers : comme cette première caractérisation se fait au travers d'un même groupe de variables, nous nous retrouvons face à des résultats qui sont, parfois, très similaires et, donc, le texte présente un aspect inéluctablement répétitif. Nous avons fait un effort (peut-être vain) pour atténuer cette répétition.

Dans le présent chapitre nous utiliserons les variables *sexe*, *race* et *revenu* pour montrer l'effet de réfraction de chaque approche de la stratification sociale. Nous n'envisageons pas de réaliser une analyse détaillée de chacun de ces facteurs, mais d'en donner un aperçu global afin que, par la suite, nous puissions voir de manière plus claire l'effet de réfraction des différentes approches des classes sociales.

En 2015, les femmes représentent 51,52% des habitant·e·s du Brésil. Et bien qu'à la naissance les personnes du sexe masculin soient majoritaires (51,7% des individus âgés de moins de 1 an), cette différence s'inverse à 25 ans et les écarts augmentent au fur et à mesure que la population vieillit, de sorte que les personnes du sexe féminin représentent 56,6% des personnes âgées de 65 ans et plus. Concernant les personnes âgées de 25 à 64 ans, les femmes représentent 52,46% des individus, mais le taux d'inactivité et le taux de chômage parmi les femmes étant

beaucoup plus important que parmi les hommes¹²⁴, elles correspondent seulement à 43,96% des personnes en emploi, c'est-à-dire plus de 33 millions de femmes.

Lorsque nous regardons les professions au travers du prisme des sexes, nous pouvons voir, à l'image du caractère genré de la PCS analysé par Thomas Amossé (2004), que les professions « féminines » sont de trois fois moins nombreuses que les professions masculines : sur les 479 professions recensées par le PNAD 2015, 110 sont majoritairement féminines, 369 majoritairement masculines. De plus, au sein des PNADs, il existe 104 professions exclusivement masculines et seulement neuf exclusivement féminines¹²⁵. Comme nous pouvons le voir dans le *Tableau 2*, indépendamment du sexe et du statut d'emploi, les individus en emploi exercent surtout des professions manuelles et peu qualifiées, particulièrement dans le secteur des services. Cependant, la main-d'œuvre féminine est beaucoup plus concentrée autour de certaines professions que la masculine, 41% de la main-d'œuvre féminine salariée est distribuée entre cinq professions (contre 22,4% pour les hommes salariés), les *Employées domestiques* comptabilisant à elles seules 17,5% de l'ensemble des salariées (soit une femme salariée sur six, ou une femme en emploi sur huit). Cette concentration est encore plus importante parmi les indépendant·e·s, même si l'écart entre les femmes (48,9%) et des hommes (39,4%) est moindre¹²⁶.

¹²⁴ En 2015, le taux d'inactivité des femmes âgées de 25 à 64 ans est de 35,3%, celui des hommes est de 11,8%. Le taux de chômage (au sens du BIT) parmi les femmes âgées de 25 à 64 ans est de 8,5%, parmi les hommes il est de 5,6%. Comme l'indique Cristina Bruschini (2006; 2007), malgré une augmentation constante de la participation des femmes sur le marché du travail au Brésil depuis les années 1970 et un accès à des carrières et à des postes mieux rémunérés, le travail des femmes reste toujours marqué par l'exercice de professions peu qualifiées et par l'importance du temps dédié aux tâches domestiques (souvent devenues une activité à temps plein). En français, nous trouvons une présentation des rapports entre marché du travail et genre dans la deuxième partie de Georges & Leite (2012).

¹²⁵ Il s'agit de : *Danseuses* ; *Techniciennes en cartographie* ; *Dégustatrices et œnologues* ; *Techniciennes de laboratoire d'analyses médicales* ; *Enseignantes sans le niveau supérieur (formations techniques)* ; *Aides documentalistes* ; *Artisanes de l'industrie du cuir* ; *Artisanes de la broderie* ; *Superviseuses dans l'industrie pharmaceutique*. Toutes ces professions disposent de petits effectifs au sein des PNADs, l'ensemble totalisant 0,045% de la main-d'œuvre féminine en 2015. Ainsi, soulignons, nous ne voulons absolument pas dire qu'il n'existe pas des personnes du sexe masculin qui exercent ces professions, mais *seulement* que le plan d'échantillonnage des PNADs n'est pas en mesure de saisir leur faible effectif.

¹²⁶ Bien évidemment, la CBO utilisée au sein des PNADs – notamment les équivalences « codées » entre professions dont l'exercice peut fortement varier – est une des sources de la concentration que nous observons. Ainsi, par exemple, sous le libellé *Gérants de production et opération* on classe 180 professions dont l'épicentre est la gestion d'une petite équipe, allant de l'*Antiquaire* au *Directeur d'agence bancaire*, en passant par les *Armateurs* ou les *Producteurs de cinéma*. La liste complète d'équivalences est disponible dans l'*Anexo II – Relação de códigos de ocupação* du PNAD 2015.

Tableau 2 – Professions le plus exercées selon le sexe et le statut d'emploi

Salarié·e·s					
Hommes			Femmes		
Profession	%	effectif	Profession	%	effectif
Vendeurs dans des magasins	5,41	1 451 456	Employées domestiques	17,79	4 244 377
Ouvriers Agricoles	5,04	1 351 997	Vendeuses dans des magasins	6,43	1 533 382
Conducteurs routiers et grands routiers	4,68	1 255 850	Employées administratives	6,35	1 514 331
Aides maçon	3,73	1 001 747	Agentes de propreté	5,34	1 273 866
Agents de sécurité	3,58	961 062	Cuisinières	5,07	1 210 064

Indépendant·e·s					
Hommes			Femmes		
Profession	%	effectif	Profession	%	effectif
Maçons	13,31	1 900 207	Coiffeuses, manucures et esthéticiennes	15,53	1 074 192
Exploitants agricoles (maraîchage)	9,76	1 393 472	Vendeuses dans des magasins	15,36	1 062 434
Vendeurs dans des magasins	6,92	988 433	Couturières	6,38	441 241
Gérants de production et opération	4,87	694 865	Gérantes de production et opération	5,14	355 243
Exploitants agricoles (élevage)	4,65	664 708	Vendeuses, représentantes et placières (V.R.P.)	4,57	316 244

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques du PNAD 2015.

Champ : Ensemble de la population âgée de 25 à 64 ans en emploi, hormis les activités économiques de subsistance et l'entraide familiale.

Lecture : En 2015, 5,52% des personnes de sexe masculin âgés de 25 à 64 ans (1 531 139 individus) sont des *Vendeurs dans des magasins* salariés

Comme nous l'avons vu, le Brésil est un des pays où les enquêtes publiques interrogent souvent l'appartenance raciale des individus. En 2015, 47,3% des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi s'auto-déclarent *blancs*, 42,3% s'auto-déclarent *métis*, 9,9% *noirs*, 0,5% *asiatiques* et 0,3% *amérindiens*. Ces différentes catégories sont liées à des situations sociales bien différentes. Si nous regardons le niveau de diplôme, nous verrons que, lorsque 17,6% de l'ensemble des individus disposent d'un diplôme de l'enseignement supérieur, cela est le cas de 53,3% des *asiatiques*, de 25,2% des *blancs*, de 10,5% des *métis*, de 9,6% des *noirs* et de 9% des *amérindiens*¹²⁷. Ces écarts sont bien liés aux différences que nous observons concernant la médiane des revenus dans l'emploi principal. En effet, si celle-ci est de R\$1200,00 pour l'ensemble de la population âgée de 25 à 64 ans en emploi, elle atteint R\$2500 parmi les personnes qui s'auto-déclarent *asiatiques*, elle est de R\$1500,00 parmi les *blancs* et de R\$1000,00 parmi les *amérindiens*, les *métis* et les *noirs*.

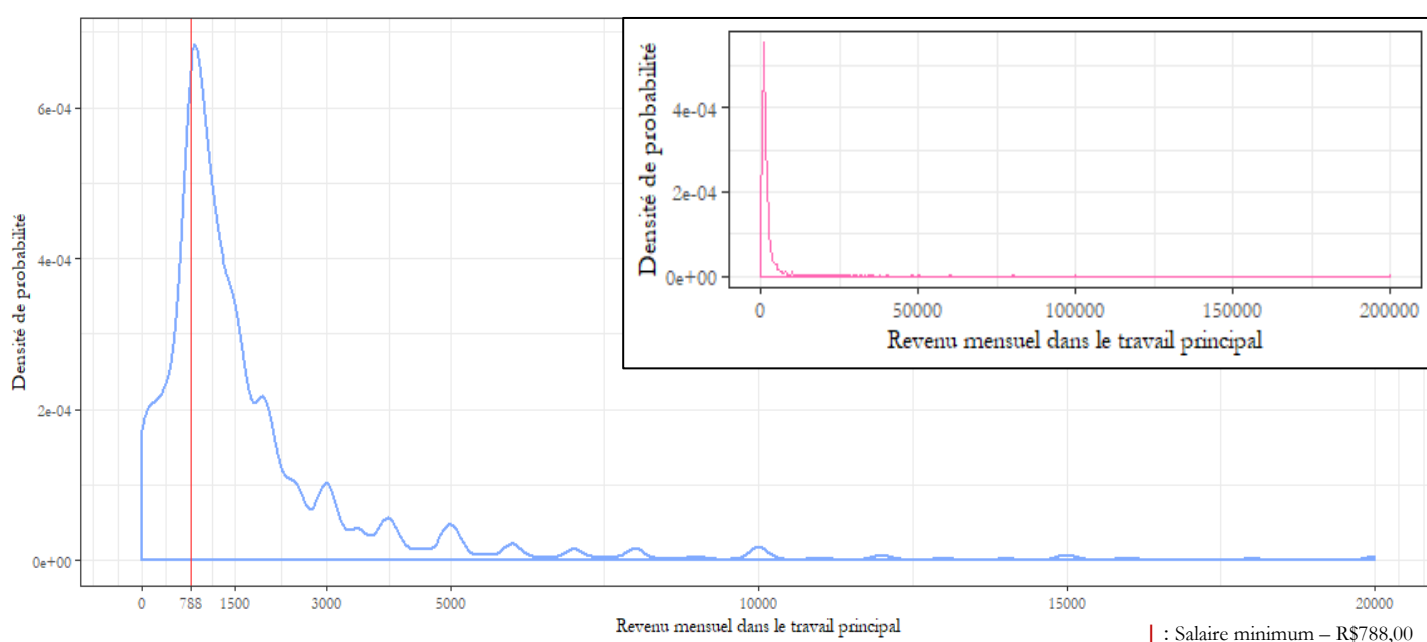
Comme le soutiennent les travaux de Nelson do Vale Silva et Carlos Hasenbalg (Valle Silva 1978; Hasenbalg 1978; 1997; Hasenbalg et Valle Silva 1988; 2003; Hasenbalg, Valle Silva, et Lima 1999), la proximité en termes de profil sociologique entre, d'un côté, les *noirs*, *métis* et *amérindiens*; et, de l'autre côté, entre *blancs* et *asiatiques* est suffisamment forte pour que nous puissions penser la dynamique des inégalités « raciales » au Brésil à partir d'un schéma dual, en distinguant les « blancs » (*i.e. asiatiques* et *blancs*) et « non-blancs » (*i.e. noirs*, *métis* et *amérindiens*). C'est précisément

¹²⁷ De l'autre côté, 67,5% des personnes disposant d'un diplôme de l'enseignement supérieur s'auto-déclarent « blanches », 25,3% « métis », 5,4% « noirs », 1,68% « asiatiques » et 0,16% « amérindiennes ». C'est-à-dire, la surreprésentation des « blancs » (1,43 fois) et des « asiatiques » (3,05 fois) va de pair avec la sous-représentation des autres catégories (de l'ordre de 0,53-0,59).

dans ce dernier sens que nous parlerons au cours de ce chapitre de la part de personnes qui s'auto-déclarent « blanches ».

Finalement, en ce qui concerne le revenu, le Brésil est l'un des pays dont la distribution des revenus est la plus inégalitaire au monde. En effet, selon le *Human Development Report 2019* (Conceição et PNUD 2019), le Brésil est le 7^{ème} pays le plus inégal au monde : les 10% les plus riches concentrent 41,9% du *revenu total* du pays et le 1% le plus riche concentre 23,8% du revenu total, tandis que les 40% les plus pauvres partagent 10,6% du revenu total. En dépit d'une constante réduction de ces inégalités depuis les années 1990, le *Coefficient de Gini* est toujours de 0,533.

Graphique 6 – Distribution du revenu mensuel dans l'emploi principal^α



^α En raison de l'importance des valeurs aberrantes (*Petite projection*), nous sommes contraints de ne pas projeter sur le plan principal les revenus supérieurs à R\$20000,00 (concernant 0,22% des individus).

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques du PNAD 2015.

Champ : Ensemble de la population âgée de 25 à 64 ans en emploi.

Il y a un consensus entre les chercheur·euse·s autour de la sous-estimation des revenus les plus élevés au sein des enquêtes par échantillonnage des domiciles¹²⁸. Comme l'indique Pedro H. Souza (2015) le PNAD n'est pas une exception : soit en raison de la difficulté de capter avec précision les revenus provenant de la propriété immobilière, de la propriété financière, des

¹²⁸ En fonction de l'origine des informations statistiques utilisées, les écarts sont plus ou moins importants. En comparant les informations du recensement de 1980 à celles de la comptabilité nationale, Hoffman (1988) indique un écart de l'ordre de 50% ; cet écart est de 43% entre le PNAD 2008 et la POF 2008 (Kamakura et Mazzon 2013a). Lorsque nous regardons le *revenu par tête*, Souza (2015) montre un décalage de +13% entre le recensement 2010 et le PNAD 2010, et un décalage de +36% entre la POF 2008 et le PNAD 2008.

bénéfices, du travail indépendant etc. ; soit en raison du plan¹²⁹ et de la taille de l'échantillonnage, le PNAD ne permet pas que nous obtenions des informations relatives à des sous-populations numériquement trop petites (comme les riches), fait qui impacte l'évaluation des inégalités de revenu. Ainsi, le *Coefficient de Gini* calculé à partir des informations harmonisées du PNAD 2010 est de 0,533 (0,533 à partir des informations originales), alors que celui calculé à partir de l'harmonisation des informations du recensement de 2010 est de 0,569 (0,609 à partir des informations originales) (P. H. G. F. de Souza 2015). Cela fait que ces enquêtes ne sont pas les sources les plus indiquées lorsque nous voulons centrer nos analyses sur les fractions les plus riches de la population (M. Medeiros, Souza, et Castro 2015).

De plus, le caractère déclaratif des informations renforce son aspect approximatif. En effet, comme nous pouvons l'observer sur le *Graphique 6*, les revenus sont centrés autour des chiffres « ronds » dont l'intervalle est de plus en plus écarté au fur et à mesure que les revenus augmentent. En tenant compte de l'aspect approximatif et de la sous-estimation des hauts revenus au sein du PNAD, lorsque nous considérons le *revenu mensuel dans l'emploi principal* de l'ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi en 2015 (*Graphique 6*), les inégalités sont légèrement plus réduites, avec un *Coefficient de Gini* de 0,497. Les revenus sont concentrés autour du salaire minimum (R\$788,00) et 35,2% des individus perçoivent des revenus entre le salaire minimum et la médiane des revenus (R\$1.200,00). Ce fait contribue au rôle que la politique d'augmentation réelle de la valeur du salaire minimum a eu sur la réduction des inégalités au Brésil au cours des années 2000 (A. S. Brito et Kerstenetzky 2017), rôle renforcé en raison de l'indexation de la valeur minimale des retraites sur le salaire minimum (Hoffmann 2009).

Malgré le fait que le revenu le plus élevé observé à l'intérieur de notre champ d'analyse soit de R\$200.000,00, moins de 5% des individus disposent d'un revenu mensuel dans l'emploi principal qui dépasse R\$5.000,00. Cependant, certaines professions disposent d'un *salaire minimum professionnel* qui leur est propre, calculé en multiples de salaire minimum. Ainsi, à titre d'exemple, le *salaire minimum professionnel* des ingénieurs équivaut à 6 salaires minimums pour une journée de travail de 6h (8,5 salaires minimums pour la journée de 8h)¹³⁰ ; celui des avocats équivaut à 6 salaires minimums pour 20h de travail hebdomadaires¹³¹ ; celui des médecins est de 3 salaires minimums pour une journée de travail maximale de 4h¹³², mais la Fédération Nationale des Médecins (FENAN) stipule à 14 salaires minimums pour 20h hebdomadaires en 2015. Or, une structure de

¹²⁹ Le PNAD présente un échantillonnage plus réduit et concentré géographiquement que celui utilisé au sein du recensement ou de l'Enquête Budget des Familles (POF).

¹³⁰ Lei n° 4.950-A, de 22 de abril de 1966.

¹³¹ Lei n° 8.906, de 4 de julho de 1994.

¹³² Lei n° 3.999, de 15 de dezembro de 1961.

« rémunérations relatives » contribue de façon décisive à la reproduction des inégalités et place de manière extrêmement favorisée des individus exerçant certaines professions.

L'imbrication entre genre, « race » et richesse (et cette liste pourrait facilement être étendue) ne s'exprime pas de la même manière lorsque nous observons les mêmes informations statistiques au travers de perspectives différentes. C'est précisément la juxtaposition de ces différentes vues d'ensemble de la société brésilienne que nous réaliserons par la suite. Nous présenterons, d'abord, le *Critère de Classification Économique Brésil (CCEB)*, outil qui balise la conception, l'analyse et la perception des classes sociales au Brésil depuis plus d'un demi-siècle. Ensuite, nous passerons à l'approche que Marcelo Neri fait de la stratification sociale brésilienne (que nous nommerons *NSAE*) en dédoublant le CCEB. Nous nous pencherons alors sur les approches sociologiques de la stratification sociale les plus répandues au Brésil : une première conçue par Nelson do Valle Silva (que nous nommerons *NVS*) ; une deuxième développée par Maria Celí Scalon et Carlos Antonio da Costa Ribeiro (que nous nommerons *CASMIN*) ; une troisième établie par José Alcides Figueiredo Santos (que nous nommerons *JAFS*) ; et une dernière construite par Adalberto Cardoso et Edmond Préteceille (que nous nommerons *ACEP*).

2.1. Le CCEB : le Brésil de l'autre côté du miroir

Comme nous l'avons vu, la formation d'une société urbaine et industrielle au Brésil au cours du XX^{ème} siècle a été marquée, entre autres, par une expansion vertigineuse de l'économie marchande entre 1930 et 1980, lorsque le PIB brésilien croissait à 7,5% par an en moyenne¹³³. Comme toute industrialisation tardive, on a assisté à une importation de technologies, soit sous la forme de produits, soit sous la forme de nouveaux processus de production. Instituts/Entreprises de sondages et d'études de marché (I/ESEM) n'ont pas fait exception et leurs histoires suivent de près l'accès, la maîtrise et la réplique de différentes méthodes développées aux États-Unis d'Amérique et en Europe. Dans un premier temps, il s'agit de la réalisation d'études de marché *par* et *pour* les grands groupes internationaux, qui cherchaient à circonscrire au niveau régional le champ

¹³³ À titre de rappel : entre 1930 et 1955, l'économie brésilienne passe par une expansion industrielle basée à la fois sur la substitution aux importations extrêmement dépendante d'un dynamisme économique régional ; et sur la création d'entreprises étatiques en ce qui concerne l'industrie lourde de biens intermédiaires. Pendant cette période, le capital étranger avait participé de manière modeste à l'industrialisation brésilienne et était restreint à un petit groupe de grandes entreprises installées au Brésil depuis le début du siècle – telles que *Brookfield Asset Management Inc* (1899), *Siemens* (1905), *Standard Oil* (1912), *Bayer* (1921), *Ford Motors* (1921), *General Motors* (1925), *Unilever* (1930). Entre 1955 et 1967, l'industrialisation brésilienne sera marquée par l'entrée massive du capital étranger, au travers de l'implantation de filiales ou de la création de *joint-ventures*. Ces entreprises produisaient surtout des biens de consommation durable destinés au marché brésilien. Entre 1968 et 1980, on assiste à la consolidation de ces entreprises et à la recherche de nouveaux marchés à l'étranger pour la production industrielle faite au Brésil. Durant cette période, les exportations brésiennes ont augmenté à un taux annuel moyen de 19,6% et l'exportation de produits industrialisés a augmenté à un taux annuel moyen de 30,3%. (Pierucci et al. 1997, chap. 1 et 4; F. A. Campos 2009).

d'implantation de leurs activités et, ainsi, établir des cadres pour la prise de décision en termes d'investissements.

Les coûts des sondages couvrant plusieurs régions du pays ont fait que leur réalisation n'a été possible qu'au travers de commandes publiques. Ainsi, d'un côté, la première étude de marché et de comportement des consommateurs d'ampleur nationale a été financée par le *Département National du Café*, un organisme lié au gouvernement fédéral brésilien. Elle a été réalisée en 1933 par l'agence de communication américaine *W. Ayer & Son*. – entreprise qui avait démarré ses activités au Brésil en suivant *Ford Motors* en 1931 – et aurait interrogé un échantillon de 12000 consommateurs et 3000 torréfacteurs de café dans 18 États fédérés¹³⁴. De l'autre côté, le premier sondage d'opinion dont nous avons connaissance au Brésil a été commandé, officieusement, par le gouvernement des États-Unis avec l'objectif de saisir la sensibilité et l'inclinaison des Brésiliens face à la possibilité d'engagement du pays dans la Seconde Guerre Mondiale – étant donné que le gouvernement dictatorial alors au pouvoir au Brésil avait une proximité idéologique avec les pays de l'axe et avait développé d'importants liens commerciaux avec l'Allemagne depuis 1934. Ce sondage, le premier d'Amérique Latine avec une ampleur nationale, a été commandité par le *Bureau des affaires interaméricaines* [*Office of Inter-American Affairs (OIAA)*], alors sous la direction de Nelson Rockefeller¹³⁵, à l'*American Social Surveys Inc* – une organisation sans but lucratif créée en 1940 spécifiquement pour la réalisation de ce projet ayant comme président George Gallup¹³⁶ et comme vice-président Hadley Cantril¹³⁷. Le sondage réalisé au Brésil a mobilisé une équipe d'une quinzaine

¹³⁴ Il y a des dissonances dans les informations relatives à ce sondage. D'abord, selon Eduardo (2003), (2002, 206-210) Woodard (2002 : 206-210) et Ciochetto (2011) il a été réalisé par l'agence de communication *W. Ayer & Son*. ; mais pour Carneiro (2007, 124) il aurait été réalisé par *John Walter Thompson Company (JWT)*, qui avait démarré ses activités au Brésil en suivant *General Motors* en 1929. De plus, Eduardo (2003) met en cause les informations relatives à l'étendue de l'échantillon, incompatibles avec les moyens disponibles à l'époque.

¹³⁵ Nelson Rockefeller (1908-1979) était un homme d'affaires et homme politique, fils de John Davison Rockefeller Junior (1874-1960). Après des études universitaires en économie au *Dartmouth College* (1930), il s'engage dans les affaires de la famille, ayant notamment dirigé la filiale vénézuélienne de *Standard Oil* (1935-1940). C'est, entre autres, sa maîtrise de l'espagnol qui lui ouvrira les portes du OI-AA, dont il sera le directeur. Dès lors, il développera une carrière politique au sein du *Parti républicain*, devenant le 49^{ème} Gouverneur de New York (1959-1973) et le 41^{ème} Vice-président des États-Unis (1974-1977). Voir : (EB 2019b).

¹³⁶ George Horace Gallup (1901-1984) était un spécialiste des sondages d'opinion, connu pour le développement des techniques d'échantillonnage et pour la création de l'entreprise de sondages qui porte son nom. Après avoir réalisé ses études de journalisme à l'Université d'Iowa (1923, 1928) et avoir enseigné le journalisme pendant quelques années, il rejoint l'entreprise de publicité *Young and Rubicam* comme directeur d'enquêtes et, finalement, crée l'*American Institute of Public Opinion* en 1935, qui deviendra plus tard la *Gallup Inc*. Voir : (EB 2019a).

¹³⁷ Hadley Cantril (1906-1969) était un psychologue spécialiste de l'analyse de l'opinion publique connu spécialement pour avoir développé l'*Échelle de satisfaction de la vie actuelle* [*Cantril Self-Anchoring Striving Scale*] (Cantril 1965), utilisée jusqu'à aujourd'hui dans les *Gallup World Poll* (Georges Gallup, s. d.) et dans l'indicateur de bien-être de l'OCDE (2018). Du point de vue de son parcours professionnel, après avoir réalisé ses études au *Dartmouth College* (1928) et à l'Université d'Harvard (1931) il devient professeur de psychologie à l'Université de Princeton (1936) où il a créé l'*Office of Public Opinion Research* [*Bureau d'études sur l'opinion publique*]. Pendant la Seconde Guerre Mondiale, il réalisera plusieurs études pour le Département d'État des États-Unis en collaboration directe avec George Gallup (Cantril 1940b; 1940a) et a coordonné l'équipe qui a réalisé le sondage sur la sensibilité et l'inclinaison des Argentins face à la possibilité d'engagement du pays dans la Seconde Guerre Mondiale (Cramer et Pritsch 2012, chap. 6). Après la guerre, il devient directeur d'un programme de recherche de l'UNESCO (Cantril 1950) et crée avec Lloyd Arthur Free l'*Institute for International Social Research* (IISR) en 1955. Voir également : (George Gallup 1969; Tomy 2017).

d'étudiants de l'*École libre de sociologie et politique de São Paulo* sous la coordination de Lloyd Free¹³⁸. Il a interrogé 2342 personnes dans six États fédérés entre décembre 1940 et avril 1941 (CIAA 1947, chap. 7; Eduardo 2003; Cramer et Pritsch 2012, chap. 7; Navarro et Ortiz Garza 2020).

À partir des années 1940, nous voyons une prolifération des I/ESEMs. Qu'elles soient des entreprises « nationales » ou des *joint-ventures*, la stratégie est d'introduire sur le marché national des « produits » déjà consolidés, c'est-à-dire de reproduire différentes méthodes développées par des entreprises en Europe ou aux États-Unis. Souvent, la création d'un nouveau I/ESEMs est l'œuvre des salariés d'un des groupes déjà implantés au Brésil¹³⁹, qui proposent par la suite des techniques « de pointe » à un moindre coût¹⁴⁰.

La multiplication de ces I/ESEMs¹⁴¹ entre les années 1955 et 1980 est directement liée à l'intérêt des entreprises de différentes tailles, alors bien établies au Brésil, de segmenter leurs gammes de produits pour atteindre et/ou fidéliser des consommateurs dans différentes régions du pays et disposant de différents niveaux de revenu. Or, un des problèmes pour répondre à cette problématique est précisément celui de la stratification sociale. Sans disposer d'une grille de lecture des différents groupes sociaux qui soit à la fois fiable et significative, chaque I/ESEM développe son propre système de classification socio-économique. Ainsi, d'après Octávio da Costa Eduardo

¹³⁸ Lloyd Arthur Free (1908-1996) était un spécialiste des sondages d'opinion. Fils d'un congressiste américain et ami de Nelson Rockefeller, après avoir réalisé ses études à l'Université de Princeton (1930) et l'Université de Stanford (1934), il part travailler à l'étranger (Chine, Laos, Royaume Uni). De retour aux États-Unis, il réalise plusieurs études pour le Département d'État des États-Unis. Ainsi, après avoir coordonné le sondage au Brésil, il devient par la suite le directeur du *The Foreign Broadcast Monitoring Service* (FBMS) [*Service de surveillance des radios étrangères*] du gouvernement américain, passe par l'UNESCO et crée avec Hadley Cantil l'*Institute for International Social Research* (IISR) en 1955. En collaboration avec ce dernier, Free a dirigé également le *Public Opinion Quarterly*, et a mené une étude sur le ressenti politique à Cuba post-Révolution pour le Département d'État des États-Unis (Free 1960). Voir également : (Roop 1969; Thomas Jr. 1996).

¹³⁹ Par exemple, JW Thompson (1929), Lintas (1931), McCann-Erickson (1935).

¹⁴⁰ Ainsi, en 1942 est fondé l'*Instituto Brasileiro de Opinião Pública e Estatística* (IBOPE) qui adapte des enquêtes d'évaluation de l'audience des radios et des sondages par échantillonnage tels que ceux réalisés par l'*American Institute of Public Opinion* de George Gallup ; en 1948 est créé l'entreprise *Pesquisas e Estudos de Mercado* (Marplan), qui se spécialise dans la réalisation des études qualitatives et d'analyse de média utilisant les méthodes développées au sein de *McCann-Erickson* ; en 1950 est né l'*Instituto de Pesquisa de Opinião de Mercado* (IPOM), qui met en place des sondages pour évaluer l'impact des campagnes publicitaires, selon les modèles développés par l'*Internacional Research Associates* ; en 1955 prend forme l'*Instituto de Estudos Sociais e Econômicos* (INESE), qui évalue la pénétration des publicités à partir du *Starb Index*, créé par *McCann-Erickson* ; en 1969 est fondée l'entreprise *Levantamentos de Pesquisa de Mercado* (LPM) qui reproduisait les techniques de focus groupe mises en place par *Lintas* (une « *house-agency* » d'Unilever) ; Gallup implante une filiale au Brésil en 1967 ; en 1972 c'est le moment de l'entrée de Nielsen et ses panels de performance des magasins sur le marché brésilien et, enfin, en 1983 le journal *Folha de São Paulo* crée le *Datafolha* (qui deviendra indépendant du journal en 1990). Après un moment de consolidation du capital, ce secteur reste relativement stable jusqu'à la fin des années 1990, lorsqu'une forte internationalisation des acteurs a lieu. On assiste alors non seulement à une vague de fusions/acquisitions, mais également à l'arrivée de nouveaux groupes internationaux que changeront la dynamique de ce secteur. Aujourd'hui, seul huit groupes (tous de contrôle étranger) représentent plus de trois quarts du secteur – à savoir, GfK, IBOPE, IPSOS, Kantar, Millward Brown, Nielsen et Synovate, TNS RI (Eduardo 2003; Mattos et Puoli s. d.).

¹⁴¹ Le développement du secteur d'entreprises de sondages et d'études de marché – les formes de recrutement et les parcours des acteurs-clés ; les différentes conversions de capitaux auxquelles nous assistons ; les relations ambivalentes avec les universités, les groupes internationaux et différentes sphères de gouvernement ; la création d'associations professionnelles ; le processus d'autonomisation des pratiques et de leur légitimation etc. – mériterait une analyse plus détaillée en termes de *champ*. Malheureusement, cela échappe aux objectifs de la présente recherche.

l'IBOPE commence à utiliser, dans ces sondages sur l'audience des chaînes de télévision et radio, dès le milieu des années 1950 un « (...) système complètement subjectif de classification socio-économique des personnes interrogées. Cette classification disposait de trois classes : riche, moyenne et pauvre. La classification de l'enquêté dans une de ces trois classes résultait de la seule évaluation, par l'enquêteur de terrain [qui sonnait par surprise chez les ménages sélectionnés], de l'apparence personnelle ou du domicile de l'enquêté » (Eduardo 2003, 14)¹⁴².

Sous la demande des chaînes de télévision (notamment la *Rede Globo*, qui disposait alors de plus 50% de l'audience) et de l'IBOPE, en 1970 l'*Associação Brasileira de Anunciantes (ABA)* [Association brésilienne d'entreprises de communication] établit une classification socio-économique que les entreprises membres s'engageaient à utiliser dans leurs études respectives, le *Critère ABA*. L'objectif était de créer une classification socio-économique moins sujette à l'appréciation des enquêteurs de terrain. Pour ce faire, l'ABA s'est inspiré de l'*Échelle de la salle de séjour* [*Living-room scale*] proposée originalement en 1933 par Francis Stuart Chapin (Chapin 1935, chap. XIX) et révisée/spécifiée par d'autres chercheurs par la suite¹⁴³. Dans cette perspective, il s'agit de classer les individus et les ménages à partir d'un inventaire des biens de consommation disposant d'un pouvoir discriminant en termes de prédiction de leur *statut social*¹⁴⁴. Cependant, non seulement le *Critère ABA* disposait d'un inventaire plus restreint que ceux que nous retrouvons dans la littérature à l'époque, mais, par ailleurs, il ne cherchait à prédire que le revenu des familles. Ces familles étaient, ainsi, réparties, dans un premiers temps, en quatre classes (A, B, C et D) et, ensuite (1976), en huit classes (A1, A2, B1, B2, C1, C2, D1, D2). Mais, la plupart du temps, les

¹⁴² Malgré le fait que nous n'avons pas pu examiner l'ensemble des documents de l'IBOPE déposés à l'archive Edgard Leuenroth de l'Université de Campinas, soulignons que nous y retrouvons un nombre important des rapports contenant une approche de la stratification économique au Brésil dès le milieu des années 1950 basée sur la part du revenu du ménage disponible à la consommation « non-essentielle » (p.ex. les fonds *ibope_opp_pe_018_mr_0260* de 1953/1955 ou, encore, *ibope_opp_pe_027_mr_0267*, 1957/1958) et que cela se montre plus complexe que l'approche décrite par Eduardo. Dans les documents que nous avons pu consulter, cependant, nous n'avons pas retrouvé beaucoup d'informations relatives à la méthodologie utilisée alors par l'IBOPE et que le revenu est le plus souvent évalué de manière déclarative. Certes, se baser sur la seule déclaration du revenu total du ménage limite la précision de l'information, mais cela est loin la seule estimation « subjective » de la classe de l'enquêté.

¹⁴³ À titre d'exemple, nous pouvons citer William Sewell (1943), Dennis Chapman (1955) et Paul Fussel (1983) ; et l'échelle de « niveau social » [*social grade*] pour les non-actifs construite par l'*European Society for Opinion and Marketing Research (ESOMAR)* depuis les années 1980 (Hamersveld 2003).

¹⁴⁴ Francis S. Chapin définit le *statut social* comme « (...) la position qu'un individu ou une famille occupe relativement au standard moyen dominant de culture [*cultural possession*], de revenu effectif, de possessions matérielles et de participations aux activités collectives de la communauté » (Chapin 1935, 374). Au travers de l'analyse d'un échantillon de 1500 ménages distribués entre neuf États des États-Unis pendant une période de six ans, Chapin constate que les quatre dimensions constitutives du *statut social* présentent une forte corrélation avec les biens de consommation durable retrouvés dans les salles de séjour des foyers. Ensuite, inversant le raisonnement, il établit un répertoire de 21 items (17 biens durables à inventorier ; 4 indicateurs des conditions de la salle de séjour), qui sont pondérés en raison de leur caractère plus ou moins discriminant. Ainsi, le *statut social* de l'individu et du ménage correspond à la somme des « points » cumulés. Il faut souligner que Louis Guttman (1942) indique que, pour chaque échantillon utilisé, il aurait fallu recalculer les coefficients de pondération, de sorte qu'il serait difficile de généraliser l'échelle proposée par Chapin. De plus, comme l'indique Leonard Reissman (Reissman 2007 [1960], p. 122-125), le choix des items répertoriés et leurs pondérations restent relativement arbitraires, les différences qualitatives entre les différentes gammes d'un même bien ne sont pas prises en compte, la distinction entre classes sociales « proches » n'est pas suffisamment nette et l'échelle n'est pas stable dans le temps, étant donné que les biens de consommations ont tendance à se massifier.

strates A et B étaient regroupées, de manière que nous nous retrouvons avec une nouvelle version d'une stratification qui distingue les « riches » (A/B), la « classe moyenne » (C) et les « pauvres » (D) (Hamburger, de Almeida, et Aidar 2014).

Le *Critère ABA* présentait dès son origine un certain nombre de biais. D'abord, il a été construit à partir des informations récoltées auprès d'un échantillon circonscrit aux villes de São Paulo et Rio de Janeiro (les deux plus grands marchés consommateurs brésiliens) et, ainsi, ne disposait pas d'une représentativité nationale. De plus, il surestimait la population féminine, négligeait la « race » des enquêtés, n'accordait pas de place à la population plus démunie et surestimait la population des strates les plus aisées (Hamburger, de Almeida, et Aidar 2014). Fait d'autant plus important que c'est à partir de ces échantillons qu'on conduisait des émissions (notamment télévisées) que cherchaient à promouvoir une « culture de la consommation » au niveau national (H. B. de Almeida 2007; 2015).

Les problèmes intrinsèques à cette échelle et ceux qui résultent de la manière dont elle a été mise en place imposeront des révisions et/ou actualisations systématiques de la classification. Une première révision est celle proposée par l'*Associação brasileira de institutos de pesquisa de mercado (Abipeme)* [Association brésilienne des instituts de sondage et études de marché] en 1979. Elle a été réalisée au travers d'une étude conduite par l'*Institut Gallup* et a abouti à la publication d'une nouvelle classification commune aux deux associations, le *Critère ABA-Abipeme*¹⁴⁵. Une deuxième révision est celle proposée par Pergentino Almeida et Hilda Wickerhauser en 1991¹⁴⁶, mais celle-ci approfondira une querelle au sein de l'Abimepe entre les « Instituts » et les « Entreprises » et s'achèvera par la scission de l'association entre les partisans de la nouvelle et de l'ancienne classification¹⁴⁷. En 1997, l'ensemble des associations des I/ESEMs arrivent à un accord en ce qui

¹⁴⁵ L'étude en question a interrogé 1712 ménages de São Paulo ou Rio de Janeiro (tirage aléatoire). Elle disposait d'un inventaire composé de huit items (télévision, réfrigérateur, radio, aspirateur, machine à laver, automobile, nombre de salles de bain/toilettes et l'accès à l'eau courante) ainsi que le niveau d'instruction de la personne interrogée (cinq catégories) et le recours aux services d'une femme de ménage. La nouveauté de cette étude est d'enquêter non seulement sur la possession des biens qui composait l'inventaire, ainsi que leur quantité. Les coefficients de pondération des différents éléments du questionnaire équivalent aux paramètres estimés lors d'une régression pas à pas [*stepwise regression*] du revenu familial, dont le coefficient de corrélation multiple vaut 0,794 (Mattar 1995). Il faut souligner également que le recours aux services des femmes de ménages intègre l'inventaire de biens possédés par le ménage et, ainsi, il est évalué de la même manière qu'est évaluée la possession de(s) radio(s) !

¹⁴⁶ L'étude a interrogé 26279 individus de 15 à 65 ans dans neuf États fédérés (tirage aléatoire). Elle disposait d'un inventaire composé de huit items (télévision en couleurs, vidéocassette, réfrigérateur, radio, aspirateur, machine à laver, automobile et nombre de salles de bain/toilettes) plus le niveau d'instruction de la personne interrogée (cinq catégories) et le recours aux services d'une femme de ménage. Les coefficients de pondération des différents éléments du questionnaire équivalent aux paramètres estimés lors d'une régression pas à pas [*stepwise regression*] du revenu familial, dont le coefficient de corrélation multiple vaut 0,72. Une fois le système de points établi, les auteurs procèdent à une *Analyse de Composantes principales* et à une *Classification Ascendante Hiérarchique*, dont le résultat est une stratification en cinq classes (A, B, C, D et E) ou en huit classes (A1, A2, B1, B2, C1, C2, D1, D2), toutes les deux laissent de côté les couches les plus riches de la population en raison de leurs faibles effectifs (Mattar 1995). Il faut une fois encore souligner que nous traitons le recours aux services d'une femme de ménage comme faisant partie de l'inventaire.

¹⁴⁷ Cette dispute, à première vue technique, a fait l'objet de nombreux articles dans les grands journaux brésiliens et montre que la classification n'est que le sommet d'un iceberg. D'un côté les « Instituts » étaient légèrement plus « académiques » que les « Entreprises », moins pris par les contraintes de court terme et disposant de directeurs avec un

concerne une classification commune, rebaptisée par la suite *Critère de classification économique Brésil (CCEB)* ou *Critère Brésil*. La nouveauté du *Critère Brésil* est l'inclusion, dans l'échantillon, des groupes les plus démunis au sein de la stratification et de l'incorporation d'une périodicité préétablie pour les révisions de l'inventaire et pour l'actualisation des pondérations : depuis 1997 il a subi une quinzaine de modifications¹⁴⁸. La plus importante et qui méritera notre attention par la suite est celle annoncée en 2015 et qui consiste dans l'adoption d'une classification proposée par Wagner A. Kamakura et José A. Mazzon¹⁴⁹.

Mais, avant, il est important de souligner certains éléments. Depuis sa mise en place dans les années 1970, les différentes versions de cette classification ont été, à maintes reprises, fortement critiquées par des sociologues, politistes, économistes et même par les I/ESEMs à qui elle se destinait (Mattar 1995, 61-63; Hamburger, de Almeida, et Aidar 2014; H. B. de Almeida 2015). Les premiers mettent en avant les limites théoriques et méthodologiques d'une telle approche des classes sociales, notamment face à d'autres indicateurs comme les professions ou les niveaux d'étude, tous les deux plus objectifs, stables dans le temps et théoriquement pertinents. Les I/ESEMs critiquaient la sous-estimation/surestimation de certaines strates, la composition de l'inventaire et les difficultés de généraliser la classification à l'échelle nationale.

En ce qui concerne l'intérêt d'une telle approche pour penser les classes sociales, les responsables de ces classifications le répètent souvent : ces classifications n'ont pas la prétention

profil techniquement plus solide et « national ». De plus, il y a une dispute entre différentes conceptions de la gestion financière de l'association et des engagements exigés des entreprises associées (Mattos et Puoli s. d.). De l'autre côté, la nouvelle classification changeait de manière expressive l'importance des strates supérieures de la « classe moyenne » (A et B) en faveur des strates moins riches de la population (par exemple, la strate *A* passe de 11% à 4% de la population, la strate *E* passe de 5% à 25% de la population), ce qui influençait directement la valeur et le calcul de l'impact d'une publicité, par exemple, dans les grandes chaînes de télévision. Voir les articles de Nelson Blecher dans le quotidien *Folha de São Paulo* entre août 1991 et janvier 1992 ; et aussi (Januzzi et Baeninger 1996).

¹⁴⁸ Le CCEB est géré depuis 2004 par l'*Associação Brasileira de Empresas de Pesquisa (ABEP)* [Association Brésilienne des Entreprises de Sondage], institution qui résulte de la fusion, la même année, de l'*ANEP* et de l'*Abipeme*. L'*ABEP* est « l'entité privée qui représente l'activité d'études de marché, de sondages d'opinion et des médias dans le pays. Elle a son siège à São Paulo et compte aujourd'hui [2010] environ 180 entreprises associées, regroupant plus de 90% des parts de ce marché. Environ 20 de celles-ci ont des liens de partenariat et de participations avec des groupes internationaux » (L. I. de Lima et Steiner Neto 2010, 3).

¹⁴⁹ En raison de la stratégie utilisée pour établir les pondérations des items du questionnaire du CCEB, Marcelo Neri (2008 ; 2011 ; 2012) relie, à tort, une telle approche à l'*équation de Mincer* – c'est-à-dire : $\ln(E_t) = \ln(E_0 + rs + \beta_1 t + \beta_2 t^2 + \varepsilon)$, où E_t est le revenu actuel ; E_0 le revenu une personne sans expérience ou instruction ; s est le nombre d'années d'étude ; t le nombre potentiel d'années d'expérience professionnelle ; r , β_1 et β_2 des paramètres du modèle (respectivement interprétés comme le *retour sur l'éducation* et le *retour sur l'expérience*) ; et ε est l'erreur. Cependant, non seulement l'objectif de Mincer est autre, puisqu'il cherche à expliquer l'inégalité des revenus individuels à partir de l'inégalité en termes d'éducation et d'expérience professionnelle ; mais les études réalisées au Brésil pour la mise en place de ce qui est devenu le CCEB sont antérieures à la formulation définitive de l'équation chez Mincer (Mincer 1974, chap. 5), puisque cette version diffère considérablement de celle publiée par l'auteur auparavant (Mincer 1958). Cependant, au travers de cette fausse « genèse » Neri relie le CCEB à la lignée directe de Milton Friedman, à partir de qui il construit sa propre approche de la stratification sociale brésilienne. Ainsi, la « transsubstantiation des méthodes », soit-elle consciente ou inconsciente, redéfinit sa tâche comme chercheur : il s'agit de perfectionner des outils, dès lors, théoriquement cohérents. Cette « genèse » a été relayée en litanie par d'autres chercheurs dans différents domaines qui font référence directe aux travaux de Neri ou alors utilisent un vague jargon. Voir par exemple : (Kamakura et Mazzon 2013a; 2013b; Dória 2013; Zambonato 2015; 2018)

d'être un indicateur de classe sociale, mais de « classe économique », de « classe de potentiel d'achat ». Ou encore, comme l'indique une commission de l'*Abipeme* dans un texte qui, en dépit de son ancienneté, reste expressif de la manière dont cette association nationale des I/ESEMs envisage le problème :

Aux yeux du responsable d'études de marché, de la communication, aux yeux de l'homme du marketing, les définitions sociologiques de classe ont peu de valeur.

Le sociologue définit une classe selon un critère qu'il juge capable de discriminer les groupes sociaux au sein des processus sociaux qu'il veut décrire.

De manière analogue, lorsqu'on étudie le marché de la consommation, il faut définir des classes socio-économiques selon des variables capables de discriminer les groupes sociaux dans les processus de consommation.

Une de ces variables serait *l'aptitude à la consommation*.

Être apte à consommer implique d'avoir un pouvoir d'achat, mais aussi disposer des conditions culturelles et d'un style de vie qui prédisposent à la consommation.

Les difficultés d'opérationnalisation de ces variables, cependant, sont nombreuses et commencent dans le fait de leur accorder une définition claire.

À ce moment en Europe, il y a des études en cours pour établir des classes selon les styles de vie [menés par l'*ESOMAR*]. C'est dans cette direction que doit se diriger aussi le Brésil. Pour l'instant, nous nous limitons à la classification selon le pouvoir d'achat, opérationnalisé au travers du *revenu familial*.

(...) Au Brésil, il y a deux problèmes majeurs pour l'utilisation [directe] du revenu familial comme critère de classification :

- une difficulté de collecte – entre 10% et 15% des personnes interrogées refusent d'informer leur revenu ;
- l'obsolescence [de l'information] – l'augmentation des salaires rendrait l'indicateur obsolète rapidement et il est difficile de savoir à quel moment de l'année il faut actualiser les valeurs, étant donné que la revalorisation annuelle des salaires varie selon les conventions collectives.

Donc, nous sommes contraints à l'utilisation d'indicateurs qui permettent d'estimer le revenu familial – à l'exemple de critères qui ont été et sont employés aujourd'hui. (Eduardo et al. 1984, 45 en italique dans l'original).

Si nous prenons au sérieux un tel propos, sans l'envisager strictement comme du *langage indigène*¹⁵⁰, nous y constatons que, en dépit d'une formation solide en statistique et d'une large expérience de son application dans le domaine du marketing, les signataires du texte présentent une lecture très réductionniste de la démarche scientifique en sociologie, en l'envisageant comme un

¹⁵⁰ C'est l'approche, par exemple, d'Heloïsa Buarque de Almeida (2015).

ensemble de procédures construites *ad hoc* pour rendre compte d'un problème spécifique. De plus, l'imprécision du vocabulaire employé par les auteurs – qui, pourtant, ne s'adressent pas à un public généraliste, mais à des spécialistes – est flagrante et exprime, en supplément, une méconnaissance ou une mécompréhension des apports de l'analyse sociologique des pratiques de consommation.

Mais ce n'est pas tout : le texte explicite également un décalage par rapport aux pratiques internationales dans le domaine des sondages et études de marché. Malgré les difficultés à évaluer le revenu familial total au Brésil, en raison de l'instabilité du marché du travail et des multiples configurations familiales que nous y trouvons ; les raisons présentées pour ne pas interroger directement le revenu des ménages – et qui sont toujours mobilisées à présent – ne sont pas tout à fait justifiables. D'abord, nous ne sommes pas strictement face à un problème de *refus de réponse*, mais plutôt d'un mélange de *refus de l'individu de répondre à la question* et d'une *incapacité de l'individu à répondre à la question*. Ce dernier cas semble particulièrement important, étant donné que la plupart de ces enquêtes récoltaient les informations relatives à l'ensemble d'une famille auprès de n'importe quel membre ayant plus de 15 ans ; et qu'elles sont soumises à différentes situations d'enquête (rue, téléphone, présentielle) (Eduardo et al. 1984; H. B. de Almeida 2015). Ainsi, il est évident qu'interroger directement le revenu familial total peut aboutir à une *incapacité de l'individu à répondre à la question* et que d'autres procédures d'enquête pourraient corriger ce défaut. Mais, dans tous les cas, un taux de non réponse qui varie entre 10% et 15% est inférieur à celui retrouvé dans ce type d'enquête dans la plupart des pays européens – 9/15 ont des taux supérieurs à 17%, avec une moyenne de 25,5% (Holst 2003) –, et à celui retrouvé dans les enquêtes menées en France (Chiche 2016). Ainsi, le taux de non-réponse retrouvé au Brésil n'est pas spécialement problématique.

De plus, comme nous l'avons déjà indiqué, ce type d'*Échelle de la salle de séjour* est particulièrement touché par un problème d'obsolescence et la comparaison temporelle des résultats obtenus est délicate voire impossible. Or, si le revenu familial n'est pas stable dans le temps, ce type d'échelle est loin d'être la solution la plus adaptée. Finalement, comme l'indique le président de l'ESOMAR, institution de référence pour ces chercheurs,

« (...) on recommande que l'Échelle des statuts sociaux [construite à partir de la possession de biens de consommations durables] soit utilisée pour inférer le Niveau Social [*Social Grade*] du répondant seulement lorsqu'il est impossible d'obtenir des détails relatifs à la profession de la personne de référence du ménage. Le statut social ne doit pas être pris comme une méthode alternative facile » (Hamersveld 2003, 104).

En tenant compte de ces questions et ayant en tête que le *CCEB* n'est qu'une stratégie (et, peut-être, non pas la plus adaptée) de segmentation de la population brésilienne selon des tranches de revenu appréhendées indirectement, on pourrait se demander pourquoi, alors, accorder de l'attention à cette famille d'indicateurs ? D'un côté, le *CCEB* exprime la manière dont les classes

dominantes *envisagent* la structure sociale brésilienne, en se réduisant elles-mêmes – et en réduisant les autres classes sociales – à des consommateurs. Le « pauvre » ne serait, ainsi, qu'une version dégradée, déformée, dénaturée du « riche », avec qui il existerait pourtant une communion : l'un et l'autre ne souhaitant qu'une augmentation de leur niveau de vie respectifs, ce qui n'est possible qu'avec une élévation du pouvoir d'achat due à une croissance de l'économie marchande¹⁵¹. De plus, ces classes dominantes bornent l'étendue du territoire brésilien et la diversité des genres de vie qu'on y trouve à ce qu'on peut observer parmi les groupes aisés des deux plus grands centres urbains du pays¹⁵². Finalement, avec la réification, sur le papier, des employé·e·s domestiques – réduit·e·s à un des items d'un inventaire de « choses » possédées – ces classes dominantes expriment leur mépris envers le travail, notamment le travail manuel réalisé par des individus parmi lesquels les femmes et les « non blancs » sont surreprésentés.

De l'autre côté, parce que, depuis les années 1970, les différents avatars de cette classification se sont imposés comme la principale grille de lecture des classes sociales au Brésil. Dépassant l'usage qu'en font les spécialistes du marketing pour cibler et « rendre aptes » leurs consommateurs, c'est à partir du *CCEB* qu'ont été conduits la plupart des sondages d'opinion (au sens large), des sondages électoraux, des sondages sur les conditions de vie de la population etc.¹⁵³ qui ont alimenté des émissions télévisées, de radio et la presse de circulation nationale¹⁵⁴. À cela il faut ajouter son usage au sein d'un volume important de recherches académiques dans différents domaines et dans la mise en place et l'évaluation de politiques publiques¹⁵⁵. Petit à petit le *CCEB* est devenu partie constitutive de l'auto-image du Brésil.

¹⁵¹ Nous retrouvons cette position aussi chez des sociologues importants comme Fernando Henrique Cardoso, lorsqu'il interprète sous cet axe le désengagement des travailleurs brésiliens qui deviendraient des défenseurs du capitalisme en raison du changement de leur standard de vie lors d'un moment d'expansion du capital. Ou encore chez João Manuel Carodo de Mello et Fernando Novais (1998).

¹⁵² Les consommateurs des strates *A* et *B* de Rio de Janeiro et São Paulo sont le public cible par excellence des stratégies de marketing des différentes entreprises (H. B. de Almeida 2015). Ce fait impacte de manière directe un des principaux produits culturels de masse au Brésil, à savoir, les *Telenovelas* (Santos, 2000 ; Ortiz, 1988 ; Ortiz, Borelli & Ramos, 1989). Ainsi, les scénarios, le choix des thématiques, les acteurs, les pratiques de consommation qui sont stimulées, le choix des produits qui sont annoncés (explicitement et implicitement) ont été conduits pendant plusieurs décennies avec un biais *régional* (H. B. de Almeida 2003a; 2003b), de *genre* (H. B. de Almeida 2007), de *classe* (Hamburger, de Almeida, et Aidar 2014) et de *race* (Grijó et Souza 2012).

¹⁵³ Nous retrouvons dans le beau travail d'Adalberto Cardoso (2020) un aperçu de la diversité des thématiques enquêtées tout au long de cette période par l'IBOPE. Nous y trouvons également un aperçu des difficultés méthodologiques pour traiter les informations récoltées par ces sondages de manière uniforme et pertinente d'un point de vue sociologique.

¹⁵⁴ En outre, à chaque actualisation ou changement méthodologique, on nous apprend à répondre à « quelle est votre classe sociale ? » en 1979 ; on découvre au travers elle que « la classe moyenne a été expulsée du paradis » en 1982 ; que la « classe moyenne est réduite de taille » et que « la classe A n'est que maintenant 1% de la population » en 1991 ; que « le pauvre a migré vers la classe moyenne basse » en 1999 ; que le Brésil est « un pays de trois classes moyennes » en 2012 ; quels sont les produits de consommation « extravagants » pour chaque classe sociale pendant la crise en 2015.

¹⁵⁵ C'est le cas, notamment, de la place de la « nouvelle classe moyenne » ou « nouvelle classe C » au sein des gouvernements du Parti des Travailleurs (PT) au cours des années 2000. Nous y reviendrons.

Le CCEB, tel que nous l'avons décrit, a eu notamment deux reflets importants tout au long des années 2000. Le premier est la série d'études de Wagner Kamakura et José Afonso Mazzon, qui ont l'intention explicite de le relier à une théorie des classes sociales. Le deuxième est son usage par l'équipe de Marcelo Neri, d'abord au *Centre de politiques sociales* (CPS) de la Fondation Getúlio Vargas (2000-2012) ; et, ensuite, lorsqu'il occupe des postes importants au sein du *Secretaria de Assuntos Sestratégicos* (SAE) [Secrétariat des affaires stratégiques de la présidence de la république] du gouvernement brésilien (2012-2015). C'est sur eux que nous nous pencherons maintenant.

2.2. Kamakura & Mazzon : la refondation du CCEB

Comme nous l'avons indiqué, la dernière version du *CCEB* a été construite à partir d'une étude réalisée en deux temps par Wagner Kamakura¹⁵⁶ et José Afonso Mazzon¹⁵⁷, tous deux spécialistes des méthodes quantitatives appliquées à l'analyse du comportement des consommateurs¹⁵⁸. C'est précisément pour contribuer à un numéro spécial de l'*International Journal of Research in Marketing* dédié au marketing dans les pays émergents (Burgess et Steenkamp 2013) que le binôme a construit un « (...) cadre d'analyse dont l'objectif est de définir une stratification sociale basée sur le concept moderne de *revenu permanent*¹⁵⁹, mais en identifiant plutôt des classes latentes qu'un continu unidimensionnel, étant donné qu'on cherche à produire un outil de classification en vue de la segmentation des consommateurs (...) » (Kamakura et Mazzon 2013b, 7). En raison du choix d'une approche par les « classes latentes », les auteurs envisagent également

¹⁵⁶ Wagner Antonio Kamakura est un ingénieur en génie mécanique de formation qui a mené une carrière d'analyste de marketing, d'abord au sein de deux grands groupes industriels (1976-1979) et, après un doctorat en Administration d'entreprises à l'Université du Texas à Austin (Kamakura 1983), comme enseignant-chercheur de plusieurs universités aux États-Unis d'Amérique. Nous retrouvons une version synthétique des résultats de cette recherche autour d'un modèle de prédiction du choix des consommateurs dans l'article suivant : (Kamakura et Srivastava 1984).

¹⁵⁷ José Afonso Mazzon est un économiste de formation qui s'est spécialisé dans l'analyse du comportement des consommateurs, en réalisant une thèse de doctorat en Administration d'entreprises autour de la structure de marketing d'un programme de subvention gouvernemental aux entreprises qui fournissait un « ticket restauration » aux salariés à bas salaires (Mazzon 1981). Une partie des résultats de cette recherche a été synthétisée dans l'article suivant (Mazzon 1983). L'auteur reviendra sur l'analyse de ce programme gouvernemental à plusieurs reprises : il a été le sujet de 8/12 livres publiés par l'auteur tout au long de sa carrière. Son parcours universitaire est marqué par une période de recherche au Conservatoire National des Arts et Métiers (1984-1985) avant qu'il ne s'établisse de manière définitive à l'Université de São Paulo.

¹⁵⁸ Kamakura est notamment le co-auteur d'un nombre important de contributions à la modélisation d'informations statistiques, spécialement dans le traitement d'informations manquantes. Par exemple : (Du et Kamakura 2012; Naik, Wedel, et Kamakura 2010; Kamakura et Wedel 1997; 2001; 2004).

¹⁵⁹ À titre de rappel en ce qui concerne le *revenu permanent*: « (...) reprenant l'analyse fisherienne [(I. Fisher 1930)] de l'équilibre intertemporel du consommateur, il [Milton Friedman] montre que la demande d'un consommateur dépend, dans des conditions de prévision parfaite, de la somme actualisée de ses revenus présents et futurs. À partir de cette somme, il définit un revenu « permanent » (revenu jugé normal par le consommateur), qu'il substitue au revenu courant dans la fonction de consommation. Le multiplicateur [keynésien] devient instable, car il n'existe plus de lien simple entre revenu courant et dépense de consommation des ménages. Cette première approche de la fonction de consommation ayant le défaut de reposer sur l'hypothèse de prévision parfaite, Friedman en propose une seconde, dans laquelle le revenu permanent dépend des revenus antérieurs : il suppose en effet que les individus se font une idée de l'avenir à partir de l'expérience du passé, en corrigeant leurs prévisions antérieures en fonction de l'écart constaté entre celle-ci et la réalité » (Boncœur et Thouément 2017, 272).

de fonder la stratification des consommateurs proposée sur la théorie des classes sociales, mais d'une telle manière que le modèle final reste suffisamment flexible pour accommoder les informations sociodémographiques typiquement collectées par les études de marketing, spécialement celles réalisées dans les pays émergents (Kamakura et Mazzon 2013b *passim*)¹⁶⁰.

Cependant, l'interprétation que les auteurs font des *classes sociales* est assez problématique¹⁶¹. Nous sommes d'abord confrontés à un problème de délimitation du phénomène interrogé. Ainsi, sous le concept de *classe sociale* les auteurs regroupent des phénomènes aussi distincts que les différences anatomiques entre certains animaux (*p.ex.* reine des fourmis, fourmis ouvrières et fourmis soldats etc.), les différences entre les catégories de personnes à Sparte à l'Époque classique et celle qui sépare les groupes sociaux « plus récemment », dont les noms varient en fonction de l'approche choisie par le chercheur, mais qui peuvent tous être traduits en « classe haute, classe moyenne, classe travailleuse et classe basse » (Kamakura et Mazzon 2013b, 4; 2013a, 26-27).

De plus, l'usage que les auteurs font de la bibliographie spécialisée est imprécis et plutôt de l'ordre de la légitimation d'un parti pris que de la contribution au dépassement d'un problème empirique et/ou théorique qui y a vu jour¹⁶². Ainsi, après une très brève révision bibliographique, les auteurs avancent qu'en raison de l'existence d'une grande disparité de « prestige » et de « retour économique » au sein des catégories professionnelles, de la différence entre les traditions d'analyse de marketing – c'est-à-dire une européenne (centrée sur la profession) et une du « nouveau monde » (centré sur le revenu) – dans laquelle ils s'insèrent, et du peu d'intérêt d'une analyse basée sur les

¹⁶⁰ Ce modèle a été construit et validé à partir du traitement des informations de l'Enquête Budget de Famille [*Pesquisa de Orçamentos Familiares*] (POF-IBGE) de 2002/2003 et de 2008/2009. Il a été l'objet d'une deuxième publication la même année, cette fois-ci en portugais, sous la forme de livre (Kamakura & Mazzon, 2013b). Ce dernier n'est qu'une version étendue et légèrement modifiée de l'article supra cité. Ainsi, sauf indication contraire, les commentaires qui suivent concernent à la fois les deux publications.

¹⁶¹ Nous laisserons de côté un nombre important de problèmes sérieux tels que : **1**) les références bibliographiques incohérentes ou non pertinentes (*p.ex.* : en traitant des classes sociales, la seule référence à Max Weber nous envoie aux *Essais sur la théorie de la science*, texte qui ne traite pas vraiment de la thématique : on compte 7 références aux classes sociales à des moments différents du livre, toujours sous la forme d'exemple) ; **2**) des passages cités ou paraphrasés sans que les références d'origines soient indiquées (*p.ex.* : cf (Braveman et al. 2005)] et (Kamakura et Mazzon 2013b, 5; 2013a, 27) ; **3**) en ce qui concerne la version en portugais, un grand nombre de problèmes de traduction, certains conduisant à des confusions conceptuelles et exprimant une mécompréhension, par les deux auteurs, des problématiques évoquées (*p.ex.* : « *employment status* » chez Erik Olin Wright a été traduit par « statut social » [*status*] et non pas par « statut d'emploi » [*posição na ocupação*]) ; **4**) en ce qui concerne la version en portugais, des phrases dont les propositions subordonnées ont été supprimées au moment de la traduction, handicapant ainsi la compréhension de l'ensemble de l'énoncé.

¹⁶² C'est-à-dire, il ne s'agit pas de penser comment une stratification sociale centrée sur le *revenu permanent* peut contribuer aux discussions au sein de telle ou telle approche ; ou d'indiquer les limites retrouvées au sein de telle ou telle œuvre mobilisée – ou, au contraire, de montrer quels sont les éléments pertinents au sein de ces œuvres et comment ils peuvent être incorporés dans l'approche proposée. Rien de tout ça : les références bibliographiques relatives à la stratification sociale ou aux classes sociales semblent être mobilisées pour indiquer que les auteurs ont une certaine connaissance du domaine. Mais, même du point de vue de la simple expression de la maîtrise d'un domaine de recherche, leur travail est problématique : dans la publication en portugais intitulée *Estratificação socioeconômica e consumo no Brasil* [Stratification socio-économique et la consommation au Brésil], aucune référence aux travaux brésiliens les plus importants du domaine n'est faite. D'ailleurs, sur l'ensemble des 134 références bibliographiques mobilisées dans cette publication, nous n'en comptons que trois en portugais et seulement deux qui interrogent la stratification sociale au Brésil.

rôles du capital et du travail au sein du système productif ; les classes sociales seront envisagées dans la perspective de la *réalisation socio-économique* [*socioeconomic achievement*]. Mais, si les travaux qui suivent la sente ouverte par Otis Duncan posent en général le problème du statut socio-économique des *professions* et de l'explication des « écarts d'accomplissement » [*achievement gap*] dans différents domaines de la vie; chez Kamakura & Mazzon la question est recentrée sur le statut socio-économique des *individus* : le statut socio-économique (SSE) est interprété comme la médiation entre le niveau d'étude [*educational attainment*] (qui serait la cause du statut social *potentiel* d'un individu) et le revenu permanent (qui serait l'effet du statut social d'un individu). Pour les auteurs, le SSE agrège les variables qui seraient le plus en mesure de réduire l'écart entre un *statut social potentiel* et un *statut effectif* ou, autrement dit, les variables qui seraient le plus capables d'appréhender la situation socio-économique actuelle, les attentes relatives à l'évolution du revenu et les actifs cumulés jusqu'au moment analysé, de manière à mieux estimer le revenu permanent à partir du revenu courant.

En raison de l'impossibilité d'évaluer directement le revenu permanent, Kamakura & Mazzon suivent l'approche typique des sondages de marketing du « nouveau monde », à savoir, ils utilisent comme indicateurs du revenu permanent à la fois le revenu courant des ménages, leur niveau d'équipement et le recours aux services d'une femme de ménage. Les indicateurs de « classe sociale » choisis sont le niveau d'étude, le statut d'emploi¹⁶³ et l'accès à certains services publics (*p.ex.*, assainissement, eau de ville et pavage des rues).

La classification proposée par Wagner A. Kamakura et José Alfonso Mazzon est assez ambitieuse – prétendument une « innovation au niveau mondial »¹⁶⁴ – non seulement parce qu'elle se présente comme un point de rupture avec la *CCEB*, par rapport à laquelle elle serait plus robuste et consistante, mais également par la variété de champs et par l'ampleur des usages envisagés par ses auteurs (Kamakura et Mazzon 2013b; 2013a). Du point de vue statistique, il s'agit de construire un *modèle de classes latentes ordonnées* [*monotonically constrained latent class model*] (Dayton 1998; Hagenaars et McCutcheon 2002, chap. 1 et 11) d'un ensemble de variables de l'*Enquête Budget de Famille* (POF-IBGE). Dans la version en anglais, qui est pensée comme la présentation d'un cadre général, les auteurs ont sélectionné 36 variables pour la construction du modèle complet ; dans la version en portugais, qui a pour objectif de proposer une stratification sociale pour le Brésil, les auteurs ont

¹⁶³ Malgré le fait que les auteurs utilisent le *statut d'emploi* comme un des indicateurs de « classe sociale », ils parlent tout le temps de *profession* – utilisée pour indiquer à la fois la profession et le statut d'emploi. Cette imprécision conceptuelle apparaît à maintes reprises tout au long des deux œuvres sans qu'aucune raison de cette indistinction ne soit présentée.

¹⁶⁴ Dans la description d'un projet de recherche financé par la *Fundação de Amparo à Pesquisa do Estado de São Paulo* (FAPESP) [Agence de Recherche de l'État de São Paulo] Mazzon affirme que les caractéristiques de la recherche menée par le binôme (Kamakura et Mazzon 2013b) « (...) rendent l'étude innovatrice au niveau mondial, de manière qu'on envisage un bel avenir à son usage au Brésil dans les politiques publiques et dans les stratégies des entreprises. Nous envisageons aussi la mise à disposition des méthodes pour qu'elles soient utilisées par d'autres pays, avec des avantages garantis en termes de comparabilité des résultats lorsqu'il s'agit de recherches internationales et/ou longitudinales » (Mazzon 2014). Nous retrouvons une présentation similaire chez (Mazzon, Souza, et Castro 2015).

sélectionné 35 ou 36 variables pour la construction du modèle complet¹⁶⁵ qui est, en plus, contrôlé par 4 autres variables « sociogéographiques » (*Tableau 3*). Dans les deux cas, la version réduite du modèle est construite à partir des 15 (et mêmes) indicateurs qui impactent le plus la classification des ménages. Il faut souligner que, relativement au modèle complet, le modèle restreint présente une perte d'information de 42,7%.

La prise en compte des variables « sociogéographiques » constitue la principale différence entre les deux versions. Dans la première, seul le revenu courant passait par le prisme de la composition familiale sous la forme de *revenu par tête* ; dans la deuxième version l'ensemble des variables sont impactées. De plus, le modèle est balisé par les différences macro-régionales et par le type de lieu de résidence, fait essentiel dans un pays avec les dimensions du Brésil, mais pas forcément essentiel pour n'importe quel pays émergent. Une autre différence réside dans la suppression sans grande discussion de la variable *statut d'emploi*, fait d'autant plus étrange lorsque les auteurs l'évoquent à maintes reprises tout au long du livre comme une partie essentielle des indicateurs de « classe sociale ». Finalement, le libellé de la variable *Niveau d'étude* passe d'une structure en « niveaux » à une structure en « années d'études »¹⁶⁶.

¹⁶⁵ Une fois encore Kamakura & Mazzon (2013a) ne sont pas très clairs à ce propos. Ils indiquent à la fois que le modèle proposé mobilise 35 indicateurs (pp.18, 54, 139, 240, 241, 242) et qu'il mobilise 36 indicateurs (pp.93-94). De plus, la plupart des tableaux et graphiques de la publication font référence à 35 variables, exception faite aux tableaux des pages 101, 102 et 104. Or, c'est seulement à la page 139 que nous trouvons une piste de ce qui aurait pu se passer : les auteurs affirment avoir supprimé la variable *statut d'emploi* du modèle linéaire construit pour détailler les profils des strates, puisqu'elle n'a pas été statistiquement significative dans un premier modèle de prédiction des vingtiles de la classification latente. Cependant il est difficile de dire avec certitude si (et quand) les auteurs ont ou n'ont pas utilisé cet indicateur.

¹⁶⁶ D'ailleurs, nous ne comprenons pas non plus, étant donné l'affinité de leur approche avec la théorie du capital humain, pourquoi les auteurs n'ont pas traité cette variable sous sa forme numérique et non pas catégorielle.

Tableau 3 – Indicateurs utilisés dans la construction du modèle de classes latentes

Type d'indicateur	Stratification des Pays émergents		Stratification de la société brésilienne		
	Variable	Modalités	Variable	Modalités	
Modèle restreint	Classes sociales	1 Niveau d'étude	Primaire incomplet Collège Incomplet Lyceé Incomplet Licence Incomplète Licence et plus	1 Niveau d'étude	≤ 3 années 4-7 années 8-10 années 11-15 années ≥ 16 années
		2 Assainissement	Réseau public Fosse septique Fosse non-septique Autres	2 Assainissement	Réseau public Fosse septique Fosse non-septique Autres
		3 Rue pavée	(oui non)	3 Rue pavée	(oui non)
		4 Revenu par tête	Valeur en <i>Reais</i>	4 Revenu par tête	Valeur en <i>Reais</i>
		5 Automobile		5 Automobile	(0 1 2 3 ≥4)
	Revenu permanent	6 Batteur		6 Batteur	(0 1 2 ≥3)
		7 Fer à repasser		7 Fer à repasser	(0 1 2 3 ≥4)
		8 Lave-linge		8 Lave-linge	(0 1 2 ≥3)
		9 Lecteur de DVD		9 Lecteur de DVD	(0 1 2 3 ≥4)
		10 Microondes		10 Microondes	(0 1 ≥2)
		11 Ordinateur		11 Ordinateur	(0 1 2 3 ≥4)
		12 Réfrigérateur		12 Réfrigérateur	(0 1 2 ≥3)
		13 Salle de Bain/Toilettes		13 Salle de Bain/Toilettes	(0 1 2 3 ≥4)
		14 Sèche-cheveux		14 Sèche-cheveux	(0 1 2 3 ≥4)
		15 Télévision en couleur		15 Télévision en couleur	(0 1 2 3 ≥4)
Modèle complet	Classes sociales	16 Statut d'emploi ¹	Salarié du privé Salarié du public Indépendant sans salariés Employeurs Ouvrier agricole saisonnier Autres personnes en emploi Retraités Au chômage	16 Eau de ville	(oui non)
		17 Eau de ville	(oui non)	17 Antenne parabolique	(0 1)
	Revenu permanent	18 Antenne parabolique		18 Aspirateur	(0 1 ≥2)
		19 Aspirateur		19 Blender	(0 1 2 ≥3)
		20 Blender		20 Chaîne hi-fi	(0 1 2 3 ≥4)
		21 Chaîne hi-fi		21 Chambres	(0 1 2 3 ≥4)
		22 Chambres		22 Climatiseur	(0 1 2 3 ≥4)
		23 Climatiseur		23 Congélateur	(0 1 2 ≥3)
		24 Congélateur		24 Cuisinière	(0 1 2 ≥3)
		25 Cuisinière		25 Domestique	(0 1 2 3 ≥4)
		26 Domestique		26 Filtre à eau	(oui non)
		27 Filtre à eau		27 Lave-vaisselle	(0 1 ≥2)
		28 Lave-vaisselle		28 Machine à coudre	(0 1 2 3 ≥4)
		29 Machine à coudre		29 Moto	(0 1 ≥2)
		30 Moto		30 Purificateur d'eau	(0 1)
		31 Purificateur d'eau		31 Radio	(0 1 2 3 ≥4)
32 Radio		32 Sèche-linge	(0 1)		
33 Sèche-linge		33 Télévision noir et blanc	(0 1 ≥2)		
34 Télévision noir et blanc		34 Vélo	(0 1 2 3 ≥4)		
35 Vélo		35 Ventilateur	(0 1 2 3 ≥4)		
36 Ventilateur		36 Nombre d'adultes	n° personnes âgées de 18 ans et plus		
Variables sociogéographiques			37 Nombre d'enfants	n° personnes âgées de moins de 18 ans	
			38 Région géographique	Centre-Ouest Nord / Nord-Est Sud / Sud-Est	
			39 Type de municipalité	Rural Urbain Grandes agglomérations	

¹ Variable intitulée originellement "Profession de la personne de référence" [Head occupation] chez Kamakura & Mazzon (2013a, p.7)

Source: Élaboré par l'auteur à partir de Kamakura & Mazzon, 20013a, p.7; 2013b, pp. 68, 84 et 87.

Lecture: Les indicateurs de *classe sociale* retenus pour la construction du *modèle restreint de classification* proposée pour les pays émergents sont au nombre de trois : Niveau d'étude de la personne de référence du ménage, le système d'assainissement du logement et les conditions de pavage de la rue de résidence. Ces trois indicateurs sont aussi retenus pour la construction du *modèle restreint de classification* proposée pour le Brésil, mais la codification des modalités de la variable *Niveau d'étude* n'est pas la même.

Et bien que la classification optimale du point de vue du *critère d'information bayésien* (BIC) comporte 14 classes, en raison de la disparité entre le poids des classes (qui varie entre 1,2% et 19,3%), les auteurs optent, dans un premier temps, pour travailler avec des vingtiles de *SSE* qui seront, ensuite, agrégés en sept strates selon leurs profils sociodémographiques et de consommation marginale. Cependant, cette agrégation des classes n'est pas réalisée par une procédure de classification statistique, mais au travers d'un « classement consensuel » par les membres d'une commission de l'*Association Brésilienne des Entreprises de Sondage* (ABEP) suivant la *méthode des Delpbes* (Kamakura et Mazzon 2016; Linstone, Turoff, et Helmer 2002).

C'est à partir du résultat de ce « classement consensuel » que sont établis les coefficients de pondération des éléments qui composent le modèle restreint et les questionnaires de l'ABEP à partir de 2015 (*c.f. Tableau 5 et Tableau 7*). Comme cette institution est intéressée avant tout par le « potentiel de consommation » des familles, les deux classes les moins riches sont, finalement, regroupées. Ainsi, l'actualisation du CCEB à partir de l'étude de Kamakura & Mazzon a pour résultat une stratification composée des six mêmes classes dont disposait le CCEB depuis 2013: A, B1, B2, C1, C2 et D/E. L'ABEP publie annuellement leur distribution et l'estimation de la moyenne du revenu total du ménage¹⁶⁷ (*Tableau 4, Tableau 6*).

¹⁶⁷ Entre 2008 et 2014, la moyenne du revenu total des ménages est estimée à partir de l'enquête LSE (Kantar-IBOPE). À partir de 2015, les estimations sont faites à partir des informations du PNAD. Cependant, en 2016 le PNAD annuel a été pleinement remplacé par l'enquête en continu, avec une reformulation très importante de son questionnaire et de son échantillon, de manière que la baisse du revenu estimé par le CCEB peut être une conséquence de la rupture de série. Il faut souligner également, que malgré le fait que l'ABEP affirme publier une estimation du revenu total du *ménage* à partir des informations du PNAD, les valeurs que nous trouvons dans ses publications sont plus proches du revenu *familial* total.

Tableau 5 – Composition du questionnaire et pondérations 2008-2014

Bien de consommation	N° de points				
	0	1	2	3	≥ 4
Toilette/Salle de bain	0	4	5	6	7
Employés domestiques	0	3	4	4	4
Voiture	0	4	7	9	9
Radio	0	1	2	3	4
Télévision en couleurs	0	1	2	3	4
Réfrigérateur	0	4	4	4	4
Congélateur	0	2	2	2	2
Lave-linge	0	3	4	4	4
Lecteur de VHS et/ou DVD	0	2	2	2	2

Niveau d'études	N° de points
Inférieur au primaire	0
Primaire	1
Collège	2
Lycée	4
Diplôme du supérieur	8

Tableau 4 – Caractérisation des classes CCEB 2008-2014

Classe	N° de points	2008 (2005)	2009 (2006)	2009 (2007)	2010 (2008)	2011 (2009)	2012 (2010)	2013 (2011)	2014 (2011)
		%	%	%	%	%	%	%	%
		<i>Revenu</i>		<i>Revenu</i>		<i>Revenu</i>		<i>Revenu</i>	
A1	42 - 45	0,9	0,61	0,72	0,6	0,5	0,5	4,5	4,7
		17 268	18 451	23 449	22 063	16 882	18 227		
A2	35 - 41	4,1	4,24	3,86	4,4	4	3,6	12 162	13 751
		11 646	11 309	12 436	12 438	12 198	11 870		
B1	29 - 34	8,9	9,96	8,99	9,1	9,1	9,6	10	10,6
		6 172	6 750	6 490	7 000	6 991	6 230	6 881	7 483
B2	23 - 28	15,7	17,36	19,3	18	19,3	20,8	21,8	21,6
		3 571	3 634	3 712	3 574	3 906	3 617	3 485	3 885
C1	18 - 22	20,7	21,99	22,96	24,5	25,6	26,3	26,3	27,3
		2 120	2 222	2 169	2 136	2 145	2 173	2 212	2 324
C2	14 - 17	21,8	21,67	22,82	23,9	23,2	23,2	22,5	22,2
		1 288	1 464	1 417	1 433	1 415	1 444	1 506	1 591
D	8 - 13	25,4	21,95	19,51	17,9	17,1	15,2	14,9	13,6
		860	947	943	949	1 000	1 007		
E	0 - 7	2,6	2,21	1,84	1,6	1,1	0,8	1 019	1 115
		491	549	541	619	610	673		

Tableau 7 – Composition du questionnaire et pondérations 2015-2019

Bien de consommation	N° de points					Niveau d'études	N° de points
	0	1	2	3	≥ 4		
Toilette/Salle de bain	0	3	7	10	14	Inférieur au primaire	0
Employés domestiques	0	3	7	10	13	Primaire	1
Voiture	0	3	5	8	11	Collège	2
Ordinateur	0	3	6	8	11	Lycée	4
Lave-vaisselle	0	3	6	6	6	Diplôme du supérieur	7
Réfrigérateur	0	2	3	5	5		
Congélateur	0	2	4	6	6	Services publics	
Lave-linge	0	2	4	6	6	<i>Non</i>	<i>Oui</i>
Lecteur de DVD	0	1	3	4	6	Eau de ville	0
Microondes	0	2	4	4	4	Rue pavée	0
Moto	0	1	3	3	3		
Sèche-linge	0	2	2	2	2		

Source : Élaboré par l'auteur à partir d'ABEP (2008-2019).

Champ : Ensemble de la population brésilienne. Valeurs exprimées en *Reais* de septembre de 2015.

Lecture : Le CCEB de l'année 2016 (utilisant les informations relatives à 2014) estime que 17,3% des familles font partie de la classe B2, ce qui équivaut à un total de 29-37 points et à une moyenne du revenu total du ménage de R\$5359,00 en *Reais* de septembre de 2015.

Tableau 6 -Caractérisation des classes CCEB 2015-2019

Classe	N° de points	2015 (2013)	2016 (2014)	2018 (2017)	2019 (2018)
		%	%	%	%
		<i>Revenu</i>		<i>Revenu</i>	
A	45 - 100	2,7	2,9	2,8	2,5
		23 812	23 069	20 937	22 043
B1	38 - 44	5	5	4,6	4,4
		10 214	10 220	9 315	9 729
B2	29 - 37	18,1	17,3	16,4	16,5
		5 200	5 359	4 810	4 866
C1	23 - 28	22,9	22,2	21,6	21,5
		2 830	2 987	2 660	2 662
C2	17 - 22	24,6	25,6	26,1	26,8
		1 699	1 795	1 517	1 508
D/E	0 - 16	26,6	27	28,5	28,3
		751	848	632	620

Comme nous utilisons pour nos analyses les informations statistiques des PNADs et que celles-là ne sont pas suffisantes pour appliquer la méthode de stratification établie par l'ABEP, nous avons essayé trois approches distinctes pour estimer les classes à partir des informations disponibles. D'abord, nous avons interprété le poids de chaque classe comme des quantiles théoriques à partir desquels nous avons pu fixer des seuils de revenus pour délimiter chacune des classes au sein du PNAD. Dans une deuxième approche, nous sommes partis des revenus moyens publiés par l'ABEP – interprétés, ainsi, comme des valeurs « théoriques » – pour réaliser une procédure de classification des individus en six classes selon le revenu total du ménage. Cette procédure de classification cherchait à minimiser l'erreur quadratique relative entre la moyenne des revenus totaux des ménages « théorique » et « observée » de chaque classe. Finalement, nous avons eu recours à un modèle basé sur l'*algorithme espérance-maximisation* pour intégrer dans la construction des classes les informations du questionnaire de l'ABEP disponible au sein du PNAD.

Cependant, aucune des trois approches n'a produit des résultats satisfaisants. Notamment, les résultats n'ont pas été stables lorsque nous passâmes de la stratification en niveau national à la stratification en niveau régional. De plus, les erreurs varient beaucoup d'une année à l'autre, sans que nous puissions saisir précisément les raisons d'une telle variation. Ainsi, nous sommes contraints soit de construire un nouvel indicateur de revenu permanent exclusivement à partir des informations du PNAD, soit de laisser cette stratification en dehors de la comparaison que nous réaliserons dans le chapitre suivant.

Le risque de se retrouver face à un épouvantail nous a fait choisir de ne pas inclure le CCEB dans les analyses statistiques que nous ferons à partir des PNADs. Cependant, malgré l'impossibilité de le mettre directement en comparaison empirique avec d'autres méthodes de stratification, il est central de comprendre que le CCEB a établi une approche des classes sociales sous l'angle exclusif de l'estimation du « potentiel de consommation » – évalué soit au travers du revenu courant (1974-2014), soit au travers du revenu permanent (2015-2019) – qui est devenu hégémonique au Brésil. Ainsi, nous retrouvons un nombre important d'indicateurs de « classe » basés sur différentes formes de décomposition des revenus et cela en raison de l'importance du CCEB. En plus du *critère SAE* que nous présenterons par la suite, nous utiliserons également d'autres indicateurs de revenu (déciles, vingtiles et multiples de salaire minimum) au sein de notre analyse.

2.3. Le critère Neri-SAE

En Août 2008, lorsque la crise économique mondiale de 2007 approfondissait son impact sur les États-Unis et l'ensemble des pays européens, et que l'éruption d'un *krach* bancaire et financier lançait dans l'air son nuage de cendres, le *Centre de politiques sociales* de la Fondation Getúlio

Vargas, alors sous la direction de Marcelo Neri¹⁶⁸, publiait un rapport de recherche qui annonçait l'émergence, au Brésil, d'une *nouvelle classe moyenne*, propulsée par la croissance économique et une amélioration des conditions d'emploi et de salaire des couches les plus démunies (Neri 2008). Ce diagnostic, prononcé (à la fois en portugais et en anglais) au sein d'une des institutions les plus explicitement libérales au Brésil, ne s'adresse pas simplement à un petit comité de spécialistes. Au contraire, dans les semaines qui suivent, il est diffusé aussi bien dans la presse nationale que dans le *Newsweek*, *The Economist* et *El País*, entre autres¹⁶⁹.

Les constatations de ce premier rapport de recherche vont être confirmées, deux ans plus tard, par un nouveau rapport (Neri, 2010) et seront ensuite condensées dans un livre (Neri, 2011). Les affinités entre les constatations qui y sont présentées, la perspective adoptée par Marcelo Neri et le discours tenu par le Parti des Travailleurs (PT), alors à la présidence de la république, conduiront Marcelo Neri d'abord à la direction du *Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada* (IPEA) [Institut de Recherches en Économie Appliquée] entre 2012 et 2013 et, ensuite, à la fonction de Ministre d'État à la tête du SAE, à qui l'IPEA est rattaché. Ainsi, petit à petit, la « perspective de Neri »¹⁷⁰ s'impose comme une perspective des pouvoirs en exercice et va baliser un ensemble de prises de positions officielles, d'analyses socio-économiques et la production et évaluation de politiques publiques. Au fur et à mesure que la perspective de Neri prend de l'importance, elle devient également l'épicentre d'un ample débat académique autour de la « nouvelle "classe" moyenne » et de l'impact que les politiques mises en place tout au long des années 2000 ont eu sur la structure sociale brésilienne¹⁷¹.

À chaque étape du travail de Marcelo Neri nous retrouvons le même cadre analytique, les mêmes métaphores et les mêmes résultats. Pourtant il ne s'agit pas exactement du même texte : des nouveaux éléments y sont ajoutés pour étendre les analyses à des facettes non exploitées auparavant et des nouvelles bibliographies y sont référencées, sans qu'elles ne soient pour autant effectivement

¹⁶⁸ Marcelo Côrtes Neri est un économiste (PUC-RJ – un des centres les plus influencés par le monétarisme de l'École de Chicago) qui, après une maîtrise sous la direction de Gustavo Franco (un des responsables de la mise en place du plan de stabilisation monétaire au Brésil dans les années 1990), soutient un doctorat à l'Université de Princeton (Neri 1996) analysant les périodes d'augmentation de la valeur nominale des salaires et la date des versements des salaires pendant la période de hyperinflation au Brésil (1980-1990), de manière à saisir comment ce processus impact l'épargne des ménages. La plupart de ses publications traite de l'évaluation (et fait des propositions) de politiques publiques, notamment dans le combat contre la pauvreté.

¹⁶⁹ Voir à ce sujet le recueil d'articles présents sur le site internet du CPS-FGV dédié à la publication ([En ligne] accessible sur <http://bit.ly/31jh6fM> consulté le 15 octobre 2015) et le travail de Lírian Sifuentes sur la répercussion dans la presse brésilienne (2014).

¹⁷⁰ Nous utilisons des guillemets parce qu'il ne s'agit pas d'un effort de Marcelo Neri en tant qu'individu, mais un processus qui a compté avec le soutien d'autres acteurs institutionnels (FGV, IPEA, ABEP etc.) et individuels, notamment ceux·celles lié·e·s au I/ESEM *Data Popular* et, en particulier, de son directeur Renato Meirelles. À ce sujet voir : (Kopper 2016, chap. 1 et 2).

¹⁷¹ Ce débat très complexe est toujours inachevé. Il mélange à la fois des différences théoriques, techniques et politiques ; et l'unique consensus que nous y trouvons est la critique de la perspective de Marcelo Neri. Nous trouvons un aperçu (toujours incomplet, mais assez riche) des positions critiques dans les livres dirigés par David Danilo Bartelt (Bartelt 2013; Bartelt et Paula 2017).

intégrées à l'analyse. Une différence importante est, notamment, la manière dont l'auteur envisage son propre travail : si au départ il s'agit d'un rapport scientifique centré sur l'évolution des inégalités de revenus au Brésil, le texte déplace son centre d'intérêt vers la « classe moyenne au Brésil » et s'adresse au grand public. Cette évolution est explicitée textuellement par l'auteur qui, en 2011, cible le « citoyen commun » à qui il veut offrir un « miroir ». Elle est aussi gravée dans les mots-clés choisis pour caractériser chaque publication¹⁷² et dans l'euphémisation du sous-titre de la recherche et de sa couverture¹⁷³.

Nous partirons de la version de 2011 parce qu'elle est la plus complète et aussi parce qu'elle synthétise une étape du parcours, mais nous mobiliserons également d'autres publications, notamment celles produites par le SAE sur le sujet¹⁷⁴. En ce qui concerne l'aspect théorique des classes sociales, dès le deuxième paragraphe du livre, Neri adopte une posture assez proche de celle que nous retrouvons lors des publications des actualisations du CCEB, à savoir, une stratégie de jouer avec la sémantique pour se prémunir des critiques. Ainsi, lorsqu'il retrace les pas de sa recherche il nous dit que :

(...) Il y a quelques années, nous avons [au sein du CPS-FGV] élargi l'analyse de la pauvreté absolue aux autres segments de la population. En particulier, nous avons commencé à suivre l'évolution des classes économiques brésiliennes (A, B, D, E et la classe C, que nous avons baptisée de nouvelle classe moyenne brésilienne). *Les sociologues n'ont aucune raison de s'inquiéter, puisque nous ne sommes pas en train de parler de classes sociales (ouvriers, bourgeoisie, capitalistes etc.), mais de strates économiques. C'est-à-dire, de l'argent dans la poche, ce qui serait, selon les économistes, la partie la plus sensible de l'anatomie humaine (Neri 2011 c'est nous qui soulignons).*

¹⁷² En 2008, la recherche est caractérisée par les mots-clés suivant : 1. *Inégalité*, 2. *Revenu*, 3. *Misère*, 4. *Classe moyenne*, 5. *Mobilité du travail* ; en 2010, cela devient : 1. *Classes économiques*, 2. *Inégalité*, 3. *Pauvreté*, 4. *Mobilité sociale*, 5. *Nouvelle classe moyenne* ; finalement, en 2011, les mots-clés sont 1. *Classe moyenne – Brésil*, 2. *Brésil – Conditions sociales*, 3. *Brésil Conditions économiques*, 4. *Développement économique – Brésil*. C'est intéressant comme les mots-clés suivent non pas le contenu du texte, mais sa place dans le débat public et la place qu'il envisage d'occuper dans le marché du livre. Ainsi, d'un côté, ils gagnent en généralité et en euphémisation : la *misère*, devient *pauvreté* et, ensuite, *conditions économiques* ; de l'autre côté, la *classe moyenne* prend le devant de la scène et absorbe à la fois les *classes économiques* et la *nouvelle classe moyenne*.

¹⁷³ La version de 2008 ne dispose pas de sous-titres et présente une couverture où nous trouvons un montage contrasté. Au premier plan, une photo en basse résolution et en noir et blanc d'une favela ; au deuxième plan, une photo de bonne résolution en couleurs d'une baie avec des petits ports de plaisance. La deuxième version du texte (2010) fait référence au disque de Pink Floyd, *The dark side of the moon* (1973), ayant comme sous-titre *The bright side of the poor* [le côté brillant des pauvres]. Elle dispose d'une couverture – digne d'une analyse sémiotique à la Barthes – qui fait également référence au disque du groupe britannique. Tous les deux seront fortement changés dans la version de 2012 : le sous-titre devient *o lado brilhante da base da pirâmide* [le côté brillant de la base de la pyramide sociale] et la couverture est marquée par les tonalités de doré saupoudrées d'étincelles. (Voir l'Annexe, p. 329)

¹⁷⁴ Il s'agit d'un ensemble de cinq publications intitulé *Vozes da nova classe média* [Les voix de la nouvelle classe moyenne] (SAE 2012a; 2012b; 2013b; 2013c; 2013a; Paes de Barros et al. 2012) et de plusieurs notes techniques produites par l'PIPEA et par la SAE. La présentation des rapports *Vozes da nova classe média* est, elle aussi, digne d'une analyse sémiologique : les images utilisées pour illustrer les rapports et marquer les fin des sections sont pour l'essentiel (et, dans le cas du volume 4, littéralement la totalité) des images d'ouvriers en train de travailler ou des images faisant référence au travail ouvrier (comme des abeilles et les fourmis, utilisées plus d'une fois).

Cette lecture des « classes économiques », tout comme son interprétation de la « mobilité sociale »¹⁷⁵, exprime le rapport que l'auteur entretient avec la littérature sociologique : celui d'une appropriation terminologique vidée des sens qui composent les connaissances cumulées au sein d'un domaine déterminé de la recherche. Notons que si l'expression « classes économiques » est absente de la publication de 2008, en 2011 elle apparaît plus d'une centaine de fois dans des contextes très différents et n'a pas forcément partout le même sens.

En ce qui nous concerne plus directement ici, la stratégie utilisée pour stratifier la société brésilienne en « classes économiques » est la généralisation de celle employée dans les études sur l'évolution de la pauvreté absolue¹⁷⁶. D'abord, cela veut dire que la recherche adopte la perspective de la famille (ou, parfois, du ménage) – c'est-à-dire, qu'une personne n'appartient pas à une classe donnée, mais elle appartient à une famille (ou à un ménage) membre d'une classe donnée. Ensuite, pour prendre en compte la composition familiale, on raisonne en termes de *revenu familial total par tête* (RFTPT)¹⁷⁷. Finalement, on fixe des tranches de RFTPT en termes absolus dont l'évolution est suivie.

Dans cette perspective, la question centrale de la stratification sociale est celle de la fixation des limites des tranches de revenu, notamment ceux qui segmentent la société en trois classes (*inférieure, moyenne et supérieure*). Dans un premier temps (Neri 2008, 25-26), l'auteur part d'un seuil de pauvreté pour fixer les limites des quatre tranches : en-dessous du seuil de pauvreté utilisé au sein des analyses du CPS-FGV ; entre le seuil de pauvreté et la médiane des revenus de la période analysée (2002-2006) ; entre la médiane et le 9^{ème} décile ; et au-dessus du 9^{ème} décile. Ensuite, la consistance de cette stratification est attestée au travers d'une comparaison avec les résultats d'une procédure de polarisation des revenus selon le modèle de Esteban, Gradín et Ray (Neri 2008; 2010)¹⁷⁸. Plus tard, Neri part de la même stratégie de segmentation des grands groupes (50%-40%-

¹⁷⁵ Chez Neri, la « mobilité sociale » est l'augmentation (ou la réduction), dans une période de 16 mois, de la proportion des familles au sein d'une tranche de revenu.

¹⁷⁶ Les études de la pauvreté ont connu un très grand développement au Brésil à partir des années 1990, en grande partie parce que l'IPEA a été un de ses grands diffuseurs. À ce sujet, voir : (M. P. Cunha 2012; 2018)

¹⁷⁷ Le RFTPT est la somme de l'ensemble des revenus mensuels (salaires, retraites, transferts gouvernementaux, bénéfiques et rentes confondus) de tous les membres de la famille âgés de 10 ans et plus divisée par le nombre de personnes qui composent cette famille (PNAD 2015).

¹⁷⁸ L'indicateur de polarisation EGR (Esteban et Ray 1994; Esteban, Gradín, et Ray 1999; 2007) exprime à la fois l'homogénéité de la distribution d'une variable à l'intérieur du groupe (*l'identification*) et l'hétérogénéité de la distribution de cette variable entre les groupes (*l'aliénation*). À l'origine, il a été pensé pour évaluer la polarisation relativement à des groupes construits de manière « exogène » à partir d'une variable catégorielle (par exemple, la polarisation des revenus relativement au sexe ou à la PCS). Lorsqu'il s'agit de segmenter une population en tranches de revenu, la question centrale est celle de l'identification des groupes. La méthode suggérée par Esteban, Gradín et Ray (2007) consiste à identifier les n percentiles associés aux points d'inflexion de la courbe de Lorentz des revenus, de manière à segmenter la population en $n + 1$ sous-groupes. On peut par la suite reproduire pour chaque nouveau sous-groupe la même procédure jusqu'à ce que nous disposions d'un nombre de sous-groupes qui maximise le coefficient de polarisation, qui varie entre 0 (aucune polarisation) et 1 (polarisation maximale). Cependant, la définition de la quantité et de la taille des groupes peut être faite de manière *a priori*, en utilisant, par exemple, une segmentation entre les 50% les plus pauvres, les 10% les plus riches et les 40% entre les deux (c'est l'approche préconisée par Neri (2011; 2019)) ; ou, encore, en mobilisant à la fois des critères statistiques et d'autre ordre, comme c'est le cas de la SAE (SAE 2013a), qui

10%) pour, ensuite, les sous-segmenter au travers des procédures de polarisation (Neri 2011; 2012; 2019). Dans un deuxième temps (SAE 2013a), le raisonnement s'inverse et on part de la polarisation des RFTPT en trois tranches à la fin de la période analysée (2001-2009) pour, ensuite, segmenter la *classe inférieure* relativement au seuil de pauvreté des programmes de redistribution des revenus et les autres classes au travers des nouvelles procédures de polarisation. Dans les trois cas, on utilise la taille moyenne des familles pour établir les limites entre les strates en termes de revenu familial total. Les résultats des trois procédures sont assez proches, sans être pour autant identiques.

Les noms attribués aux classes de la stratification construite par Marcelo Neri et le SAE (dorénavant *NSAE*) sont en partie repris du CCEB, mais à cette suite alphabétique est ajouté un autre qualificatif (ou, comme le veut Marcelo Neri (2011), un « surnom »). Dans les premières publications, la stratification brésilienne est composée des *misérables* (classe E), des *modestes* (classe D), de la *classe moyenne* (C) et de *l'élite* (B et A) : en plus de la charge de signification de ces mots, il est digne d'attention que, au fur et à mesure qu'on avance vers les tranches de revenu plus élevées, le pluriel laisse sa place au singulier dans un mouvement inversement proportionnel à l'homogénéité des conditions de vie et de travail retrouvée au sein de chaque classe. C'est précisément pour contourner le caractère dépréciatif¹⁷⁹ de ces « surnoms » que Marcelo Neri décide, pour les publications visant un public plus large, de les rebaptiser. Ainsi, non seulement le nom de chaque strate est mis au singulier, mais les termes choisis pour les surnommer sont plus neutres, faisant référence à une division statistique (*inférieure, moyenne et supérieure*) ou à des éléments institutionnels (*pauvreté et vulnérabilité*).

En raison d'une plus grande clarté méthodologique, il nous semble que le rapport du SAE (2013a) est le meilleur point de départ pour la décomposition des revenus. Toutefois, il est important que nous donnions quelques précisions. D'abord, contrairement à ce qui est énoncé par le SAE, les percentiles choisis pour segmenter la population en trois strates en 2009 (34 et 82) ne

mobilise également des critères utilisés au sein des programmes de redistribution des revenus. Il faut souligner que l'usage que les économistes font de cet indicateur de polarisation est totalement vidé du fond psychologique qu'il a à l'origine. En français, nous trouvons une brève présentation générale des modèles de polarisation chez (Échevin et Parent 2002). En portugais, nous trouvons une synthèse et une application du modèle au sein de : (Scorzafave et Castro 2007; Lopes 2002). L'indicateur de polarisation EGR est défini par :

$$P(f, \alpha, \beta, \rho^*) = \sum_i \sum_j \pi_i^{1+\alpha} \pi_j |\mu_i - \mu_j| - \beta [G(f) - G(\rho^*)]$$

Où f est la fonction de densité de la variable d'intérêt (dans notre cas, le revenu); α et β des paramètres libres qui pondèrent respectivement l'*identification* et l'*aliénation*; π_i et π_j sont les parts de la population au sein des groupes i et j ; μ_i et μ_j sont les moyennes de la variable d'intérêt au sein des groupes i et j ; ρ^* est la séquence de valeurs $(\pi_1, \pi_2, \dots, \pi_n; \mu_1, \mu_2, \dots, \mu_n)$ pour les groupes qui optimisent la décomposition de f en n parties; et $G(f)$ et $G(\rho^*)$ sont les coefficients de Gini pour la variable d'intérêt et pour sa décomposition en n groupes respectivement.

¹⁷⁹ Il nous dit, par exemple, que « (...) nouvelle classe moyenne a été le surnom que nous avons donné à la classe C il y a quelques années. Dire à quelqu'un qu'il appartient à la classe C sonnait dépréciatif, pire que la classe A ou B, par exemple. Nouvelle classe moyenne diffère en essence de l'expression *nouveau riche* [en français dans l'original], qui méprise l'origine des personnes. (...) Nouvelle classe moyenne accorde un sens positif et prospectif à celui qui a réalisé – et continuera à réaliser – le rêve de l'ascension sociale [*sonho de subir na vida*] » (Neri 2011).

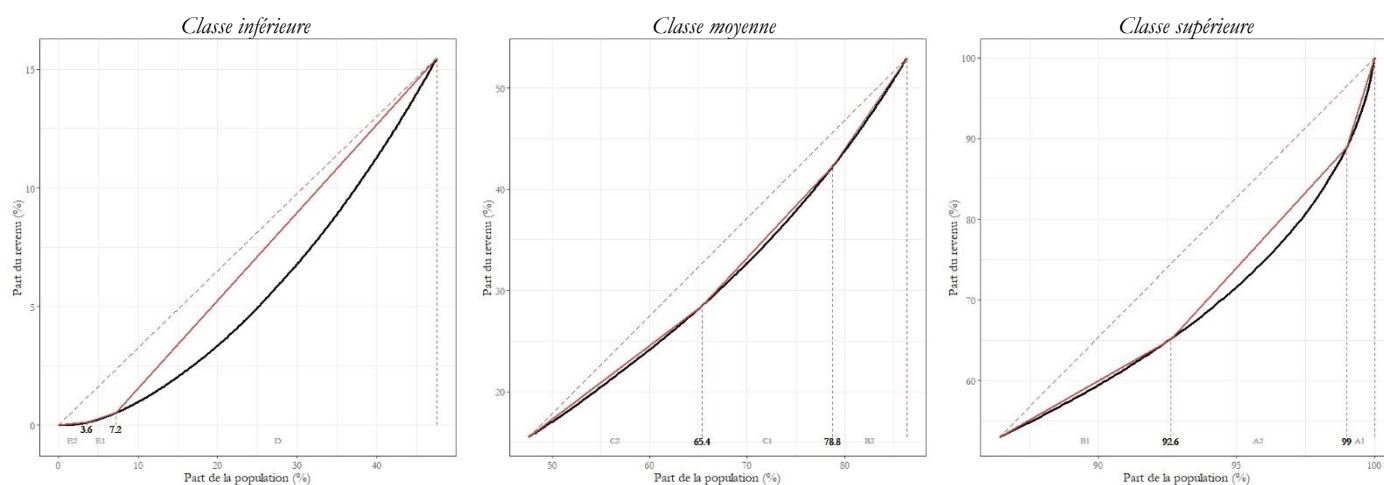
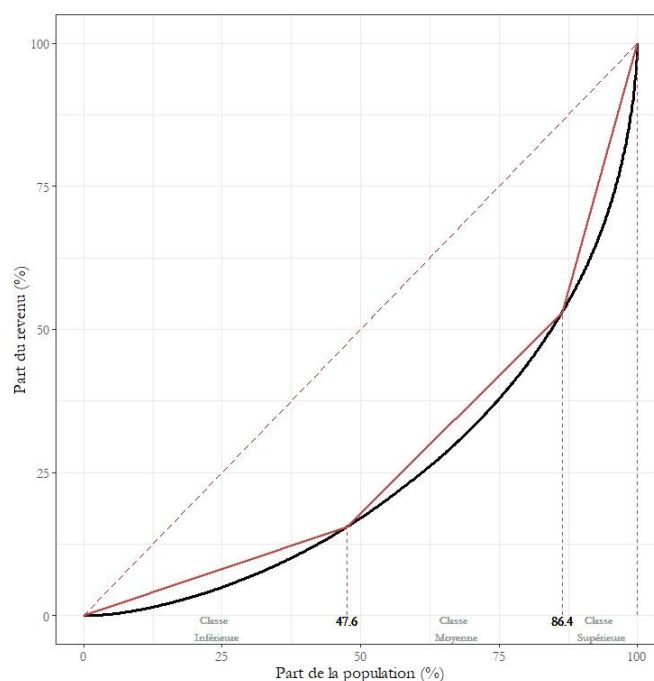
sont pas ceux qui maximisent l'indicateur de polarisation. En effet, lorsque nous décomposons la courbe de Lorenz des revenus de cette année-là, nous retrouvons comme points d'inflexion les percentiles 49,8 et 86,4, ce qui correspond à une polarisation de 0,232 (contre 0,216 avec la segmentation choisie par le SAE) et, surtout, à une *classe inférieure* augmentée de 17,8 points de pourcentage. De plus, depuis 2009 les seuils de pauvreté et de pauvreté extrême utilisés au sein des programmes de redistribution des revenus au Brésil et qui servent pour la segmentation de la *classe inférieure* ont évolué de R\$140,00 à R\$154,00 et de R\$70,00 à R\$77,00¹⁸⁰. Finalement les limites actualisées des tranches de revenu familial total que nous retrouvons sur le site internet du CPS-FVG et au sein des publications les plus récentes de Marcelo Neri (2012; 2019) sont corrigées par l'*Enquête Budget de Famille* (POF) et, ainsi, différent de manière significative de celles que nous retrouvons au sein du PNAD, source des informations statistiques que nous mobilisons dans cette recherche.

Ainsi, plutôt que d'utiliser les limites des tranches de revenu publiées par le SAE en les corrigeant par l'inflation, nous avons opté pour reproduire la méthodologie décrite par cet organisme afin de construire cette classification. Comme nous pouvons le voir (*Graphique 7*), la courbe de Lorenz des RFTPT de l'ensemble de la population a été divisée en trois strates dont les limites optimales sont les percentiles 47,6 et 86,4, ce qui correspond à une polarisation de 0,22. De cette manière, la première strate comporte 47,6% de l'ensemble de la population, la deuxième 38,8% et la troisième 13,6%. Ces deux dernières ont été subdivisées au travers de la même procédure en trois sous-parties chacune et la première strate a été sous-divisée au travers des seuils de pauvreté et de pauvreté extrême. Notons que ce si nous avons appliqué à la première strate la segmentation optimale, elle aurait été subdivisée seulement en deux parties (une disposant de 23,13% de l'ensemble de la population et, l'autre, de 24,47%) et que le choix de baser sa segmentation sur les seuils utilisés par le gouvernement fait que cette segmentation s'ajuste mal à la courbe de Lorenz (*i.e.* l'aire du polygone délimitée par les lignes rouges s'écarte sensiblement de l'aire entre la courbe de Lorenz et la diagonale tirée).

¹⁸⁰ Pour une analyse de l'évolution des différents seuils de pauvreté, voir : (Tronco et Ramos 2017).

Graphique 7 – Décomposition de la distribution des revenus familiaux totaux par tête

Ensemble de la population



Limites des classes NSAE en termes de revenu familial total par tête (valeurs en *Reais*)

		Classe NSAE	%	Limite inférieure (>)	Limite supérieure (≤)
Classe Supérieure (13,4%)	A1	Classe supérieure - supérieure	1,0	7500	-
	A2	Classe supérieure - moyenne	6,4	2533	7500
	B1	Classe supérieure - inférieure	6,0	1750	2533
Classe Moyenne (38,8%)	B2	Classe moyenne - supérieure	7,8	1320	1750
	C1	Classe moyenne - moyenne	13,2	925	1320
	C2	Classe moyenne - inférieure	17,7	650	925
Classe Inférieure (47,9%)	D	Vulnérable	40,6	154	650
	E1	Pauvre	3,6	77	154
	E2	Extrêmement pauvre	3,6	0	77

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques du PNAD 2015.

Champ : Ensemble de la population.

Lecture : En 2015, 38,8% de la population brésilienne faisait partie de la *classe moyenne*, qui était comprise entre le 47,6^{ème} percentile et le 86,4^{ème} percentile de la distribution des revenus familiaux mensuels totaux par tête, ce qui équivaut à un revenu entre R\$650,00 et R\$1749,00. La classe moyenne peut être décomposée en trois sous-groupes : la classe C2 (17,8%), la classe C1 (13,4%) et la classe B2 (7,6%).

Tableau 8 – Caractérisation des classes NSAE

Classe NSAE	Poids de la classe (%)	Moyenne (R\$)	Médiane (R\$)	Écart-type (R\$)	Distribution des Revenus*	Part de femmes (% de la classe)	Part de blancs (% de la classe)
A1 Classe supérieure - supérieure	1.6	12757	10000	10767		45.21	79.78
A2 Classe supérieure - moyenne	9.5	4894	4000	3559		46.37	72.29
B1 Classe supérieure - inférieure	8.6	2668	2300	1600		45.61	65.67
B2 Classe moyenne - supérieure	10.5	1993	1700	1145		44.86	57.86
C1 Classe moyenne - moyenne	16.7	1534	1300	863		44.67	49.95
C2 Classe moyenne - inférieure	17.7	1180	1000	638		44.17	42.15
D Vulnérable	32.4	837	788	496		41.87	33.72
E1 Pauvre	2.1	236	200	207		43.01	22.25
E2 Extrêmement pauvre	0.9	54	0	89		43.84	18.38
Ensemble		1858	1200	2740		44.02	47.35

* + : Salaire minimum – R\$788,00

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques du PNAD 2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi, hormis ceux/celle sans déclaration de revenu.

Lecture : En 2015, 17,7% de l'ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi faisaient partie des familles de la *classe moyenne inférieure* (ou *classe C2*). Ils disposaient en moyenne d'un revenu mensuel issu du travail principal de R\$1180,00, mais la moitié d'entre eux avait un revenu inférieur à R\$1000,00. Un peu plus de 44% des individus dont les familles appartiennent à la *classe C2* sont des femmes et 42,15% d'entre eux s'auto-déclarent « blancs ».

Lorsque nous regardons l'ensemble des individus de 25-64 ans en emploi (*Tableau 8*), nous voyons que, en 2015, presque 1/3 d'entre eux sont membres d'une famille qui appartenait à la *Classe D | Vulnérable*. Ils/elles exerçaient notamment les professions d'*Employé de domestique* (9,1%), de *Vendeur dans des magasins* (7,3%), d'*Ouvrier agricole* (7,1%) et de *Ouvrier du bâtiment* (5%). Un peu plus de 24% d'entre eux étaient des salariés informels et un peu plus de 26% étaient des indépendants sans salariés. Les individus de cette strate percevaient des revenus proches du salaire minimum et disposaient d'un niveau d'études moyen inférieur au Collège.

Notre attention est également attirée par le fait que, parmi les individus âgés de 25-64 ans en emploi, les classes *E1* et *E2* ont leurs effectifs fortement réduits relativement à leurs importances face à l'ensemble de la population brésilienne. Ces deux strates sont marquées par la présence de l'agriculture vivrière et de la petite exploitation agricole qui, ensemble, comptent 49,7% des individus. D'ailleurs, un peu plus de 57% des membres d'une famille de la classe *E1* ou *E2* sont concentrés en quatre professions, à savoir, *Ouvriers agricoles* (26,7%), *Agriculteurs* (11,4%), *Éleveurs* (11%) et *Employés de domestique* (8%). Ainsi, lorsque nous nous focalisons sur la population en emploi, la pauvreté et la pauvreté extrême apparaissent comment des phénomènes plus accentués en milieu rural.

Lorsque nous nous plaçons du point de vue des « macro classes », nous remarquons que presque 45% étaient membres d'une famille de la *Classe moyenne*. Comme l'affirme Marcelo Neri à maintes reprises, deux des traits essentiels de cette classe sont l'exercice d'un travail salarié formel (54,5%) et le fait de disposer, en moyenne, d'un niveau d'étude supérieur au Collège et inférieur au Lycée. Une fois encore, les deux professions les plus exercées sont ceux de *Vendeur dans des magasins* (7,8%) et d'*Employé de domestique* (5,8%), mais dans les deux cas la part du travail salarié formel augmente sensiblement par rapport à leur exercice au sein de la *Classe inférieure* : respectivement +28,7% et +68%.

La *Classe supérieure*, quant à elle, est marquée par une augmentation significative du nombre de fonctionnaires (18,5%, soit 2,2 fois plus qu'au sein de la *Classe moyenne*, et 4,9 fois plus qu'au sein de la *Classe inférieure*) et d'employeurs (11%, soit 3,2 fois plus qu'au sein de la *Classe moyenne* et 11 fois plus qu'au sein de la *Classe inférieure*). Les professions les plus exercées sont ceux de *Gérants de production et opérations* (5,9%), de *Vendeur dans des magasins* (5,1%) et de *Personnel de bureau* (4,5%).

Comme il est attendu, une stratification des revenus est fortement corrélée avec le niveau d'étude des individus (0,788 pour le revenu moyen et 0,803 pour le revenu médian) et, dans le cas de la société brésilienne, avec la part de personnes qui s'auto-déclarent « blancs » (0,779 pour le revenu moyen et 0,794 pour le revenu médian). Ainsi, presque 80% des individus membres d'une famille appartenant à la *Classe A1* s'auto-déclarent « blancs » et plus de la moitié d'entre eux disposent d'un diplôme du supérieur. La part des femmes augmente au fur et à mesure qu'on est

dans les strates de revenus plus élevées, mais cela présente des fluctuations (ce qui n'est pas le cas lorsqu'il s'agit du niveau d'études et de la part de personnes qui s'auto-déclarent « blanches ») et l'ampleur des écarts à la moyenne est moindre.

Comme un premier reflet du CCEB, la NSAE exprime – au travers, d'ailleurs, des mêmes noms – une conception où la stratification sociale peut être réduite à une stratification des revenus. La nouveauté de l'approche de Marcelo Neri (et, plus tard, de son équipe au sein du SAE) est l'utilisation d'un critère soit-disant « robuste » pour délimiter les strates à partir des informations disponibles au sein des enquêtes publiques, mais l'importance de cette approche est plus directement liée à son impact sur le débat politique au cours des années 2010 qu'à ses nouveautés méthodologiques.

2.4. Nelson do Valle Silva, un pionnier à Rio de Janeiro

Devenu sociologue « par hasard » (R. J. Barbosa et al. 2013; Bachini et Chicarino 2018), Nelson do Valle Silva est l'un des premiers chercheurs brésiliens à placer la stratification sociale au centre de ses objets d'étude. Il a intégré l'IBGE en tant qu'informaticien au début des années 1970, après un diplôme en économie (1968) et quelques années d'expérience en tant qu'enseignant dans un parcours d'informatique pour les sciences sociales au sein de l'Université Catholique de Rio de Janeiro (PUC-RJ).

Inspiré de la vague de travaux qui suit la mise en place du *Socioeconomic Index* (SEI) par Otis D. Duncan (1961), Valle Silva propose en 1974¹⁸¹ une classification des 259 titres des professions mobilisés dans le recensement de 1970 selon leurs *groupes de statuts* (Weber 2008, 1:395-97). En suivant de près les propositions de Donald et Elizabeth Bogue (1969), il construit une « échelle de la différenciation sociale » dans laquelle la position sociale d'une profession correspond à la moyenne des positions des individus qui exercent cette profession, c'est-à-dire un score construit à partir du croisement du niveau d'étude et du revenu individuel¹⁸². La perspective adoptée par

¹⁸¹ Les références à ce texte datent fréquemment de 1973, mais le registre de la bibliothèque de l'IBGE, où est déposée la version numérisée de ce document, lui date de 1974. Voir : [En ligne] <http://bit.ly/2YyuqzK> [consulté le 10 juillet 2019].

¹⁸² En essayant de décrypter une méthodologie qui n'est pas toujours claire dans tous ces détails (Valle Silva 1974; Pastore et Valle Silva 2000), nous précisons que le score individuel (S_i) est construit à partir de la moyenne arithmétique entre un indicateur de *statut économique* (R_i) et un indicateur de *statut éducationnel* (E_i). Le premier est tout simplement le revenu mensuel individuel; le deuxième, par contre, est un peu plus compliqué : après avoir déterminé le revenu individuel moyen par année d'étude réalisée pour l'ensemble d'une tranche d'âge – « le revenu socialement attendu », dans le langage des études du *socioeconomic achievement* [réalisation socio-économique]–, le *statut éducationnel* d'un individu est défini au travers la fonction exponentielle suivante :

$E_i = a_a e^{b_a A_i}$, où A_i est le nombre d'années d'étude de l'individu et a_a et b_a sont des paramètres empiriques d'ajustement du modèle pour une tranche d'âge donnée.

Pour que S_i varie entre 0 et 100 – et, ainsi, sa lecture de la « distance sociale » soit plus simple –, on utilise une limite théorique (l). De manière que :

l'auteur fait que « (...) la distribution du statut socioéconomique des individus équivaut à la distribution du revenu. » (Valle Silva 1974, 14-15)¹⁸³.

Malgré le fait que la version détaillée de cette classification ne soit pas, à notre connaissance, directement employée par Nelson do Valle Silva par la suite, c'est à partir d'une de ces versions agrégées qu'ont été réalisés les premiers travaux sur la mobilité sociale intergénérationnelle au niveau national au Brésil (Pastore 1976; 1979; Valle Silva 1979) et c'est également à partir de son raffinement théorique que Valle Silva développera les différentes versions des nomenclatures utilisées dans ses propres travaux, de manière qu'elle devient une sorte de point de repère. Il faut souligner également que la problématique de la *réalisation socio-économique*, qui sous-jacente à l'article et qui accompagnera l'auteur tout au long de sa carrière, est aussi importante que la classification en-soi.

En effet, disposant d'un financement de thèse provenant d'un des accords entre le Brésil et l'USAID¹⁸⁴, Valle Silva part à l'Université de Michigan, centre de référence en méthodes quantitatives pour les sciences sociales à l'époque où, en outre, enseignait Otis Duncan¹⁸⁵. Dans sa recherche doctorale, il se dédie à l'analyse des inégalités dans la distribution des revenus entre les

$$S_i = 100 \times \frac{R_i + a_a e^{b_a A_i}}{2l}$$

Par conséquent, le score d'une professions (S_p) est défini comme :

$$S_p = \frac{\sum_i^p S_i}{p}$$

Malgré le fait que Nelson do Valle Silva (1974) fasse référence à *Skid row in American cities* (Bogue 1963) et que ce livre devienne la seule référence à l'œuvre de Donald Bogue dans ses publications postérieures (notamment : (Pastore et Valle Silva 2000)), la méthodologie qui y est proposée par l'auteur américain est assez différente. En effet, dans ce texte (Bogue 1963, 315-20) le *statut socio-économique* prend une autre mesure :

$SES_p = 100 + a \left[\frac{(2Q1_e + Q2_e + 2Q3_e) + (2Q1_r + Q2_r + 2Q3_r)}{10} \right]$, où SES_p est le *Statut socio-économique* d'une profession p ; $Q1_e$, $Q2_e$ et $Q3_e$ sont les quartiles du nombre d'années d'étude des individus exerçant cette profession; $Q1_r$, $Q2_r$ et $Q3_r$ sont les quartiles du revenu individuel des individus exerçant cette profession; et a est le paramètre pour la correction de l'indicateur, suivant les propositions de Margaret Hagood (1960, 526-30).

¹⁸³ Malgré l'absence de références explicites, la proximité de la conception de *statut social* de l'auteur avec la théorie du capital humain est flagrante. Non seulement il y a ici une priorisation d'une « opérationnalisation mathématique plus précise » qui conduit l'auteur à chercher l'établissement d'un score de *statut social* continu, mais, surtout, on voit la réduction du *statut social* à la masse de revenu individuel produite soi-disant par le cumul d'un certain nombre d'années d'études formelles et d'expérience professionnelle (d'où l'interaction avec le facteur *âge*). Comme nous le verrons plus loin, et bien que le cadrage théorique de l'auteur évolua au long des années, cette conception ne changera guère. Ce qui nous conduit à penser que, sur certains aspects, ces cadres théoriques, relativement scindés des questions méthodologiques, jouent plutôt un rôle de l'ordre de la justification pour teindre les analyses selon les dernières modes théoriques.

¹⁸⁴ Les *Accords MEC-USAID* sont des accords signés secrètement entre le *Ministère de l'Éducation Brésilien* (MEC) et l'*Agence des États-Unis pour le développement international* (USAID) pour restructurer le système d'enseignement au Brésil en le rapprochant de celui des États-Unis. Un de ses volets était celui de la réforme de l'enseignement supérieur, qui comportait l'attribution des financements pour que des chercheur·euse·s brésilien·ne·s réalisent des séjours de formation (*master, PhD*) au sein d'universités américaines.

¹⁸⁵ L'objectif de Nelson do Valle Silva était explicitement de faire diriger son doctorat par Duncan, mais celui-ci part à l'Université de l'Arizona au moment de l'arrivée du premier à Michigan. La thèse de Valle Silva a été dirigée, finalement, par le sociologue William Maxwell Mason.

blancs, noirs et métis à Rio de Janeiro en 1960 ou, en d'autres termes, comment le facteur *race* impacte la « réalisation » économique, professionnelle et éducative des individus (Valle Silva 1978). Posant le problème du retour sur investissement en capital humain, l'auteur constate, d'abord, que les « profils » des *noirs* et des *métis* sont, à la fois, très proches entre eux et éloignés du « profil » des *blancs*. De plus, il vérifie que les professions mieux rémunérées sont exercées davantage par des *blancs* et, au sein d'une même profession, ces derniers disposent de rémunérations plus élevées que celles des *non-blancs*. Ces résultats sont un pas important dans la mise en perspective d'une thèse assez répandue à l'époque, à savoir, que le Brésil serait un espace national multiracial où la race en soi (ou la couleur de la peau) ne jouerait pas un rôle central dans les inégalités.

Une recherche autour des outils nécessaires à l'analyse de la stratification sociale va être reprise lorsque, de retour au Brésil, la mobilité sociale prend une place plus importante dans sa réflexion. En raison du besoin de deux points de repères relativement stables dans le temps pour la réalisation de ce type d'étude, la stratégie de Valle Silva est de classer *l'intitulé détaillé des professions*. Ceci car ces enquêtes au Brésil ne présentent pas d'autres informations relatives à la pratique professionnelle de la génération des parents. Ainsi, comme nous l'avons indiqué, dans un premier temps l'auteur a mobilisé seulement une version agrégée de la classification de statuts socio-économiques des professions, ensuite il classera les professions en tenant compte également d'informations *latentes* qui structurent la CBO elle-même – telles que, par exemple, la différence entre professions typiquement exercées en milieu rural et celles exercées en milieu urbain¹⁸⁶.

Dès lors, notamment dans les travaux réalisés en partenariat avec Carlos Hasenbalg¹⁸⁷ dans une collaboration qui a perduré plus de 25 ans, ses recherches visent à appréhender les conditions de travail et les opportunités de marché typiques aux professions. Ainsi, ses travaux comprennent différentes versions du niveau d'agrégation des strates de positionnement socio-économique hiérarchiquement ordonnées. Dans la dernière version (Hasenbalg et Valle Silva 2003, chap. 1) la plus désagrégée de sa nomenclature (dorénavant NVS), Nelson do Valle Silva construit 18 « groupes/strates/classes professionnelles »¹⁸⁸.

La NVS sépare d'abord le monde rural du monde urbain en divisant les individus travaillant dans des activités du secteur primaire (ou de caractéristique rurale) et ceux travaillant ailleurs.

¹⁸⁶ Il faut insister : il ne s'agit pas d'un croisement de variables ou d'une analyse de classes latentes au sens statistique, mais d'une mise en classes des *intitulés* des professions.

¹⁸⁷ Carlos Hasenbalg (1942-2014) fut un sociologue d'origine argentine qui a réalisé sa carrière académique au Brésil. Il a préparé une thèse de doctorat à l'Université de Californie à Berkeley intitulée *Race Relations in Post-Abolition Brazil: The Smooth Preservation of Racial Inequalities* (Hasenbalg 1978) et, lors de son retour au Brésil, il construit avec Nelson do Valle Silva un partenariat de recherche durable autour de la question raciale et des inégalités sociales.

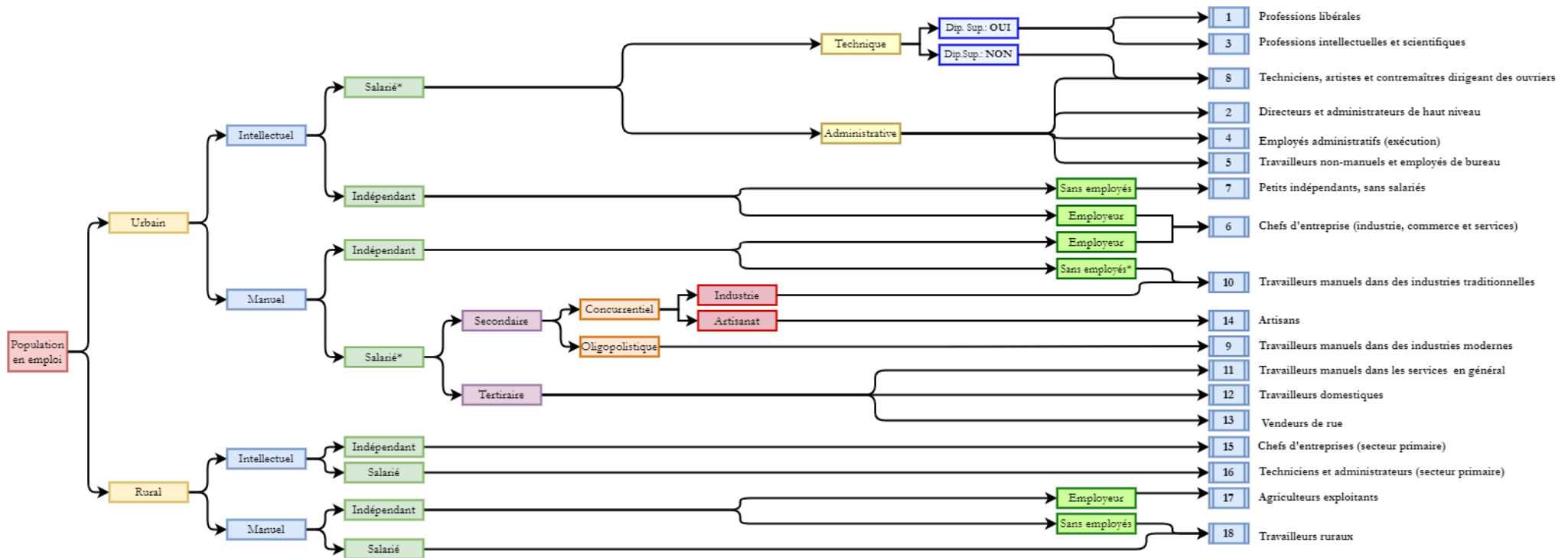
¹⁸⁸ En effet, dans ce texte, Nelson do Valle Silva présente la NVS en 16 strates. Cependant, cela est dû non pas à la structure logique de sa nomenclature, mais au regroupement de modalités sociologiquement pertinentes, mais statistiquement inexploitable. La version à 18 strates que nous présentons par la suite est celle retrouvée dans les routines utilisées dans l'enquête qui a abouti à la publication d'*Origens et destinos* (Hasenbalg et Valle Silva 2003).

Ensuite, la NVS classe à l'intérieur de ces deux groupes les professions manuelles et les non-manuelles/intellectuelles. Enfin, sont distingués les salariés et les indépendants (*Figure 2, Tableau 9*).

Au sein du milieu rural on distingue, d'abord, les professions exercées dans des entreprises du secteur primaire (notamment les fonctions support) en y distinguant les techniciens (salariés) des chefs d'entreprise. Parmi ceux·celles qui exercent un travail manuel on distingue l'indépendant disposant de salariés à sa charge des travailleurs ruraux. Cette dernière catégorie regroupe autant les salariés que les indépendants sans salariés.

En ce qui concerne les individus exerçant un travail manuel dans le milieu urbain, la NVS prend en compte le secteur d'activité. En raison de son importance numérique et d'une composition marquée par le genre et la race des individus, on distingue, au sein du secteur tertiaire, le personnel des « services domestiques », les vendeurs de rue et les salariés des services en général. Les professions manuelles du secteur secondaire, quant à elles, sont distinguées selon leur exercice au sein de deux marchés – qui présentent des conditions de travail, de protection sociale et de rémunération bien distinctes -, à savoir, un *oligopolistique* (comprenant des activités telles que la métallurgie, l'électronique, la mécanique etc.), aussi désigné « moderne » en raison de son développement relativement récent au Brésil; et un *concurrentiel* (comprenant des activités telles que l'agroalimentaire, l'habillement, le BTP), aussi désigné « traditionnel ». Parmi les professions manuelles urbaines exercées au sein d'un marché concurrentiel, sont distinguées celles typiquement industrielles des celles typiquement artisanales.

Figure 2 – Schéma de la construction conceptuelle et de l'agrégation de la classification NVS



* Majoritairement mais non pas exclusivement.

Source : Élaboré par l'auteur.

Lecture : Les professions exercées typiquement en *milieu urbain*, consistant dans l'exercice d'un *travail intellectuel*, en régime *salaire*, effectuant des *tâches techniques* et *n'exigeant pas un diplôme de l'enseignement supérieur* ont été classées dans la catégorie 8. *Techniciens, artistes et contremaîtres dirigeants des ouvriers*.

Tableau 9 – Caractérisation des classes NVS

Classe NVS	Poids de la classe (%)	Moyenne (R\$)	Médiane (R\$)	Écart-type (R\$)	Distribution des Revenus*	Part de femmes (% de la classe)	Part de blancs (% de la classe)
01. Professions libérales	2.5	7125	5000	6497		40.35	77.67
02. Directeurs et administrateurs de haut niveau	4.8	4146	2800	4997		38.80	65.74
03. Professions intellectuelles et scientifiques	4.6	3784	2800	3630		61.91	68.06
04. Employés administratifs (exécution)	2.0	3523	2500	4193		38.24	64.68
05. Travailleurs non-manuels et employés de bureau	6.9	1825	1400	1690		61.24	56.87
06. Chefs d'entreprise (industrie, commerce et services)	1.5	4920	3000	7755		35.19	68.15
07. Petits indépendants, sans salariés	3.3	1678	1000	1961		48.81	43.84
08. Techniciens, artistes et contremaîtres dirigeant des ouvriers	14.4	1953	1450	2068		57.27	52.33
09. Travailleurs manuels dans des industries modernes	5.6	1882	1500	1383		4.54	46.28
10. Travailleurs manuels dans des industries traditionnelles	13.2	1270	1100	967		20.35	39.53
11. Travailleurs manuels dans les services en général	18.0	1288	1000	1006		51.22	42.38
12. Travailleurs domestiques	8.8	980	800	734		69.41	36.38
13. Vendeurs de rue	1.7	1046	788	1276		54.45	38.30
14. Artisans	0.3	730	500	771		72.87	48.99
15. Chefs d'entreprises (secteur primaire)	0.3	6064	3152	7639		7.95	68.17
16. Techniciens et administrateurs (secteur primaire)	0.5	1774	1500	1639		3.10	41.11
17. Agriculteurs exploitants	3.9	1009	600	1540		18.19	43.98
18. Travailleurs ruraux	7.6	435	40	699		40.10	31.85
Ensemble		1858	1200	2740		44.02	47.35

* + : Salaire minimum – R\$788,00

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques du PNAD 2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi, hormis ceux/celles sans déclaration de revenu.

Lecture : En 2015, les *employés administratifs* (classe 4) représentaient 2% de l'ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi. Ils disposaient en moyenne d'un revenu mensuel de R\$3523,00, mais la moitié d'entre eux avait un revenu inférieur à R\$2500,00. Cette différence est due à la présence d'un nombre restreint d'individus percevant des revenus très élevés, ainsi l'écart-type de la distribution est de R\$4193,00. Un peu plus de 38,2% des *employés administratifs* sont des femmes et 64,68% d'entre eux s'auto-déclarent « blancs ».

Les professions intellectuelles sont regroupées selon le caractère technique ou administratif de leurs tâches. Les premières sont séparées entre celles dont l'exercice n'exige pas un diplôme de l'enseignement supérieur (technicien et artiste) et celles dont ce diplôme est exigé. Lorsqu'un diplôme est requis, on distingue les professions libérales « classiques » (ingénierie, médecine, odontologie, droit et économie) des autres professions scientifiques. Les professions administratives sont subdivisées en trois groupes selon le niveau d'encadrement : les dirigeants et administrateurs de haut niveau ; les superviseurs du travail manuel ; les employés de routine et de bureau.

Pour finir, la NVS sépare les indépendants du milieu urbain non classés ailleurs entre ceux·celles ayant des salariés ou non. Comme Nelson do Valle Silva le souligne, ceux·celles qui exercent un métier manuel en tant qu'indépendant et ne disposent pas de salariés sont classés *par l'IBGE* dans les mêmes catégories de salariés. De manière que la catégorie *petits indépendants sans salarié·e·s* est composée essentiellement par des professions du secteur tertiaire.

Comme nous pouvons le voir (*Figure 2*), la structuration de la NVS ne mobilise pas les critères de manière systématique et ils sont parfois mobilisés de manière *ad hoc*. Ce que nous voyons est une stratégie pour identifier les indicateurs les plus discriminants et sociologiquement pertinents pour saisir *un segment spécifique* de l'économie marchande de façon empirique. Ainsi, l'importance d'une profession pour l'ensemble de la main-d'œuvre féminine ou encore les mécanismes d'organisation et de stabilisation dans le temps des droits de ses praticiens se présentent comme des raisons pour isoler des groupes de professions. C'est dans cet esprit qu'a été constituée, d'une part, la catégorie *Employés domestiques*, qui englobe 13,6% des femmes en emploi en 2015 ; et, d'autre part, la catégorie *Professions libérales*, au sein de laquelle les professions disposent souvent, entre autres, de régimes de rémunération spéciaux fixés au niveau régional ou national.

Cependant, il y a une série de professions dont le classement est moins évident et les critères mobilisés pour les regrouper sont plus discutables. À titre d'exemple, indépendamment de leurs statuts d'emploi et du nombre de salariés employés, les individus exerçant la profession de *Dessinateur industriel (designer), sculpteur, peintre etc.* seront classés comme *Artisans* si leur branche d'activité est l'habillement, le cuir, le bois ou la céramique ; ou comme *Techniciens, artistes et contremaîtres dirigeant des ouvriers* s'ils exercent leur métier dans toute autre branche d'activité. Si le premier regroupement cherche à appréhender la similitude des conditions de travail entre salariés et indépendants au sein d'activités majoritairement artisanales, il est difficile de saisir les raisons de ne pas classer les autres *Dessinateur industriel (designer), sculpteur, peintre etc.* indépendants au sein de la catégorie *Petits indépendants, sans salarié·e·s* ou de la catégorie *Chefs d'entreprise*¹⁸⁹.

¹⁸⁹ Comme nous l'avons indiqué antérieurement, étant donné que la NVS a été pensée à partir des problématiques de la mobilité sociale, il est fort probable que ces classements *ad hoc* aient comme fondement la disponibilité des

En 2015, les trois strates les plus importantes de la NVS regroupaient 45,6% des individus (*Tableau 9*). Un peu plus de 58% des individus en emploi exerçaient un travail manuel salarié, ils étaient concentrés dans le secteur des services, qui comptait 27,6% de l'ensemble des emplois (soit 47,5% de l'emploi manuel). Les catégories en question étaient composées par des *Employés domestiques* (21,7%), des *Ouvriers non qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets* (9,1%), des *Conducteurs routiers et grands routiers* (8,3%), des *Cuisiniers* (8,1%) et par des *Coiffeurs, manucures et esthéticiens* (7%). Le secteur industriel employait 19% des individus et l'agriculture et l'élevage 11,5%. Les individus exerçant un travail manuel sont pour la plupart peu qualifiés : hormis les *Travailleurs manuels dans des industries modernes*, toutes les catégories possèdent un niveau d'études inférieur au collège.

Les catégories *non manuelles/intellectuelles*, quant à elles, sont marquées par le poids des *Techniciens, artistes et contremaîtres dirigeant des ouvriers*, qui comptaient 14,4% de l'ensemble des emplois (34,8% de l'emploi *non manuel*). Cette catégorie était composée par des *Vendeurs dans des magasins* (30%), des *Aides-soignants* (7,6%), des *Instituteurs* (6,8%) et par des *Caissiers de magasin* (5,9%). La plupart des professions qui composent cette catégorie dispose d'un niveau d'étude moyen supérieur au lycée, c'est-à-dire que leurs praticiens avaient effectué au moins une année d'un des parcours de l'enseignement supérieur.

Comme nous l'avons indiqué, la hiérarchisation des strates de la NVS suit de près le niveau des revenus mensuels perçus dans l'emploi principal au sein de chaque catégorie. Les écarts entre les revenus moyens et les revenus médians expriment l'existence d'un nombre important de valeurs aberrantes au sein de toutes les catégories qui, de plus, ne sont pas homogènes en termes de revenu. Comme le montrent les diagrammes de dispersion des revenus¹⁹⁰, les médianes et les premiers quartiles des distributions sont souvent plus rapprochés que les médianes et les troisièmes quartiles. De même, les « moustaches » supérieures sont relativement longues. Ainsi, au sein de chaque catégorie nous retrouvons une tendance à la concentration des individus dans des postes de travail à bas revenus (autour du salaire minimum pour la plupart des catégories) simultanément à l'existence d'un groupe restreint d'individus qui perçoit des revenus relativement élevés.

La moyenne des écarts entre les revenus des catégories est de R\$1541,00 pour les revenus moyens et de R\$991,00 pour les revenus médians. Mais cet écart est aussi très variable : les *Professions libérales* disposent d'un revenu moyen 16 fois plus élevé que celui des *Travailleurs ruraux*, dont le

informations relatives à la génération des parents et, ainsi, il s'agit de rapprocher le plus possible des catégories inégales et écartées temporellement. Toutefois, cela ne réduit en rien les problèmes que ces décisions de classement peuvent poser à la capacité de la NVS de saisir le présent et de la pertinence des critères théoriques mobilisés par Nelson do Valle Silva dans sa construction.

¹⁹⁰ En raison de l'importance de l'écart entre les valeurs aberrantes et l'ensemble de la distribution, nous sommes contraints de ne pas *projeter* les revenus supérieurs à R\$20000,00 (concernant 0,22% des individus). Cependant ces valeurs ont été prises en compte dans la construction des diagrammes de dispersion présentés dans le *Tableau 9*.

revenu moyen est légèrement supérieur à la moitié du salaire minimum ; et il présente une différence de moins de 2% en ce qui concerne les *Travailleurs manuels dans des industries modernes* et les *Travailleurs manuels dans des industries traditionnelles*.

La part de femmes au sein des catégories est très inégale : si elles représentent 72,85% des *Artisans*, seulement 4,67% des *Travailleurs manuels dans des industries modernes* sont des femmes. Le fait que les différentes catégories perçoivent différents niveaux de revenu est peu corrélé à la part de femmes au sein de chaque catégorie (-0,227 pour le revenu moyen et -0,186 pour le revenu médian). Au contraire, la part de personnes s'auto-déclarant « blanches » au sein d'une strate et le positionnement socio-économique de cette même strate augmentent de manière presque linéaire : le coefficient de corrélation entre la part de blancs et le revenu médian est de 0,9172, valeur très légèrement accentuée lorsqu'on prend en compte le revenu moyen. Ainsi plus de trois quarts des individus au sein des *Professions libérales* s'auto-déclarent « blancs », contre un peu moins d'un tiers des *Travailleurs ruraux*.

Si la NVS reste une nomenclature de référence pour les études de stratification sociale, d'autres nomenclatures dont les principes sont orientés plus explicitement par le débat international de la stratification sociale verront le jour. C'est sous la plume d'un étudiant et d'une étudiante de Nelson do Valle Silva que l'on verra naître deux nouvelles nomenclatures de classe, une explicitement inspirée des travaux d'Erik Olin Wright et l'autre des travaux de John H. Goldthorpe.

2.5. Une sente néo-wébérienne

La classification inspirée des travaux de Goldthorpe a été mise en place lors de l'enquête doctorale de Maria Celi Scalon (1998; 1999), dédiée à l'analyse de la mobilité sociale au Brésil en 1988¹⁹¹. Elle est pensée comme une carte des positions « relationnelles »¹⁹² des *situations de marché* et des *situations de travail* (Lockwood 1958). C'est-à-dire, que contrairement aux travaux dans la lignée du SEI, son schéma de classe n'est pas en train de donner existence à une hiérarchie du bas vers le haut de la société, mais à des positions « topologiquement » distinctes qui correspondent à différents accès aux récompenses matérielles qui, à leur tour, s'exprimeront dans les chances de vie

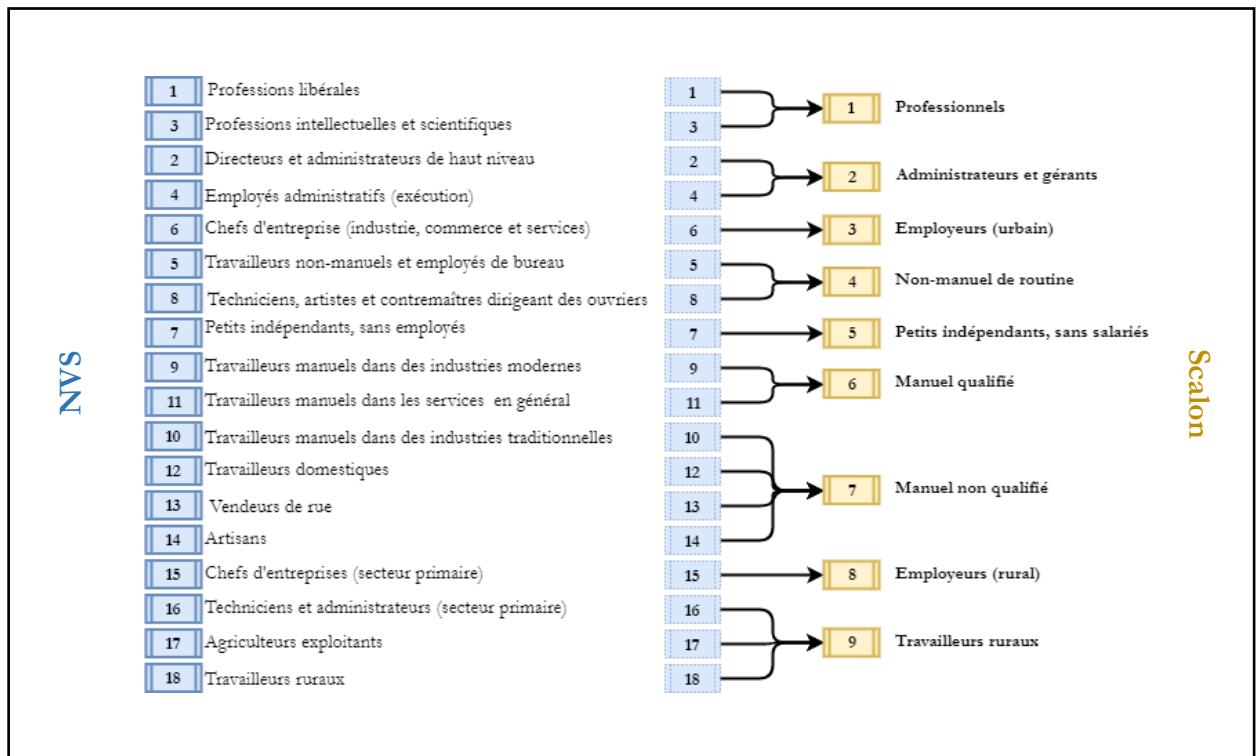
¹⁹¹ La recherche doctorale de Maria Celi Scalon a été réalisée en partie à l'Université de Warwick, sous la direction du sociologue Richard Lampard, spécialiste des méthodes quantitatives, qui combine depuis longtemps les questions de genre et de stratification sociale. De plus, Lampard est proche de John Goldthorpe et a été pendant longtemps affilié au *Nuffield College* (Université d'Oxford). Ces deux éléments – la stratification sociale sous l'influence de Goldthorpe et l'intégration des questions de genre à l'analyse des informations statistiques brésiliennes – sont des traits importants des travaux de Scalon.

¹⁹² Scalon fait un usage de *relationnel* autre que celui de la sociologie inspirée de l'œuvre de Pierre Bourdieu : « (...) par relationnel on comprend le schéma qui inclut des classes diamétralement opposées, en supposant qu'une classe obtient des bénéfices au détriment des autres ». (Scalon 1999, 45). C'est-à-dire, qu'il s'agit plutôt d'un « jeu à somme nulle » entre les différentes positions calqué sur la dépendance structurelle entre elles. Ainsi, pour reprendre un exemple cher au marxisme, la bourgeoisie est structurellement dépendante du prolétariat (et vice-versa).

typiques. Ce changement de perspective se reflète également dans les choix méthodologiques, avec un recours massif aux méthodes de régression logistique.

Le schéma de classe proposé par Scalon, inspiré des problématiques développées au *Nuffield College*¹⁹³, va être opérationnalisé au travers d'une agrégation des strates de la NVS (Figure 3). D'abord, l'auteure procède à une Classification Ascendante Hiérarchique (CAH) des strates de la NVS à partir de leurs niveaux moyens d'étude et de revenu. Ensuite, suivant les propositions de Nelson do Valle Silva, elle garde en état les indépendants (catégories 6, 7 et 15) et agrège les catégories à faible effectif (catégories 10 et 14) et appartenant au monde rural (catégories 16, 17 et 18). Finalement, pour les autres catégories, on utilise des résultats de la CAH pour fixer les regroupements dont la pertinence est évaluée au travers de l'homogénéité de leurs caractéristiques de mobilité sociale intergénérationnelle.

Figure 3 – Schéma de la construction de la classification de Scalon à partir de la NVS



Source : Élaboré par l'auteur.

Lecture : La catégorie *Administrateurs et gérants* de la classification de Scalon est construite au travers du regroupement des catégories *Directeurs et administrateurs de haut niveau* et *Employés administratifs* de la classification NVS.

¹⁹³ Et bien que Scalon réalise une analyse des enjeux théoriques du débat entre Goldthorpe et Wright qualifiée par elle-même de « sommaire » ou « incomplète » (Scalon 1998; 1999; Ribeiro et Scalon 2001; Scalon et Figueiredo Santos 2010b), l'auteure met en question l'opérationnalisation empirique du schéma de classe néomarxiste proposé par Wright en raison du résultat final qui, à son avis, se rapproche de ce que Weber proposait lui-même théoriquement. Ainsi, selon elle, il vaudrait mieux se placer directement dans la tradition wébérienne qui, en plus, dépasserait les difficultés d'une théorie du conflit entre les classes présente chez Marx qui, une fois encore à son avis, « (...) n'est pas capable de saisir l'adaptation du capitalisme aux nouvelles formes de division du travail et de stratification sociale, ce qui permet, ainsi, sa survie et impose des difficultés au dépassement de ce modèle [de société]. » (Scalon 1999, 42).

Cette nomenclature en neuf classes va prendre une nouvelle ampleur lorsque Maria Celi Scalon et Carlos Antonio da Costa Ribeiro (2001) la replacent dans la perspective des recherches comparatives internationales en mobilité sociale et, ainsi, la rendent compatible avec la nomenclature *EGP* en sept classes et en cinq classes¹⁹⁴. Parallèlement, Carlos Antonio da Costa Ribeiro (2002; 2003; 2007) donnera encore des nouvelles versions en 10, 11 et 16 classes de cette nomenclature dont l'usage dépassera, de plus, les problématiques de la mobilité sociale et deviendra un outil mobilisé pour traiter différentes facettes des inégalités entre les classes sociales (Carvalhoes, Souza, et Ribeiro 2009; Carvalhoes et Souza 2014; Carvalhoes et al. 2014; Carvalhoes 2015; Uchôa 2014)¹⁹⁵.

La version la plus fine de cette nomenclature (dorénavant, *CASMIN*) a été construite au travers d'un dialogue permanent avec les propositions de Nelson do Valle Silva et, ainsi, reproduit certains traits présents dans la *NVS* elle-même. D'abord, la *CASMIN* part de la distinction entre les métiers non-manuels urbains, les métiers manuels urbains et les métiers ruraux (*Figure 4*). Ensuite, elle utilise les distinctions entre les *industries traditionnelles* et les *industries modernes* et préserve les différentes strates du travail manuel dans le secteur tertiaire. Enfin, à l'image de la *NVS*, la nomenclature *CASMIN* mobilise de manière raisonnée mais non pas systématique les critères théoriques que sa mise en place exige¹⁹⁶.

Suivant la problématique goldthorpienne (Goldthorpe 2007b, chap. 5), sont distingués trois types de *relation d'emploi*¹⁹⁷. La première appréhende les professions typiquement exercées sous un *contrat de travail restreint [labour contract]*, au travers duquel les activités sont réalisées sous la supervision d'autrui et où l'on échange un salaire [*wage*] contre un effort relatif à une tâche, ce qui caractériserait

¹⁹⁴ Il s'agit du schéma de classe proposé initialement par Robert Erikson, John Goldthorpe et Luciane Portocarrero (1979a) et repris postérieurement dans d'autres projets de recherches (Goldthorpe, Llewellyn, et Payne 1987; Erikson et Goldthorpe 1992b).

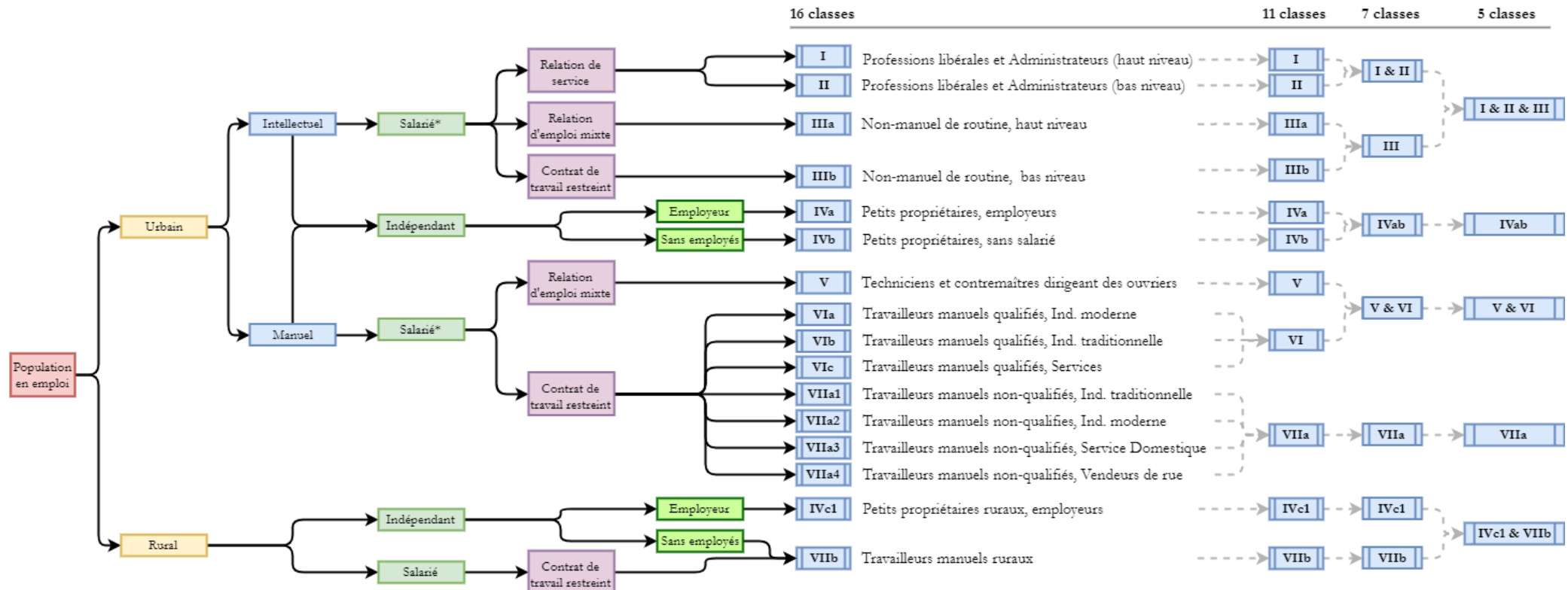
¹⁹⁵ Dès lors, il ne s'agit plus d'une classification inspirée des principes mobilisés par Goldthorpe dans ces travaux, mais d'une adaptation de son schéma de classe pour traiter les informations brésiliennes et, ainsi, exposée aux mêmes critiques adressées aux travaux de Goldthorpe et, en plus, exposée à une critique de la pertinence d'une telle approche pour analyser la société brésilienne. Pour une présentation des enjeux de l'approche de Goldthorpe pour penser la société brésilienne, voir : (J. A. Figueiredo Santos 2000; Bertonecelo 2010b). Pour une révision critique de l'approche de Goldthorpe d'une perspective française, voir : (Sinthon 2018).

¹⁹⁶ Ainsi, indépendamment d'être salariés, indépendants sans salariés ou employeurs, l'ensemble des *Avocats* seront classés dans la catégorie *I – Professions libérales et Administrateurs (haut niveau)* ; ou encore l'ensemble des *Conducteurs routiers et grands routiers* seront classés dans la catégorie *VIIa2 – Travailleurs manuels non-qualifiés, Ind. Moderne*.

¹⁹⁷ Chez Goldthorpe une *relation d'emploi* est une relation entre un employeur (individu ou organisation) et un employé par la médiation de contrats de travail [*employment contract*] « (...) au travers desquels les employés acceptent, en contrepartie d'une rémunération, de se placer sous l'autorité de l'employeur ou d'un mandataire de l'employeur [*employer's agent*]. » (Goldthorpe 2007b, 107). Et bien que les relations salariales représentent la plupart des relations d'emploi et que ce sont leurs spécificités que Goldthorpe cherche à saisir, cette perspective ouvre la possibilité de traiter les contrats de sous-traitance de services entre deux personnes juridiques sous la forme d'une relation d'emploi. Ainsi, un expert-comptable *salarié* peut être placé dans une même position de classe qu'un autre expert-comptable *indépendant*, en dépit des différences intrinsèques de ces deux statuts d'emploi.

les conditions de travail des membres de la classe laborieuse (Ribeiro 2002, 59-60; 2003, 395; 2007, 115). Ensuite, on distingue ceux·celles engagé·e·s dans une *relation de service* [*service relationship*], c'est-à-dire qui exercent des professions disposant d'une ample autonomie en raison de leur position hiérarchique ou de la spécificité des connaissances mobilisées, dont les rémunérations [*rewards*] résultent de l'exigence d'une délégation de responsabilités et de la construction d'une relation de confiance de long terme entre employeur et employé (Ribeiro 2002, 59; 2003, 395; 2007, 114-15). Finalement, il existe des contrats de travail « mixtes », dont l'exercice se fait avec une autonomie relative et disposant d'une délégation de quelques responsabilités sans que pour autant une relation de long terme entre employeur et employé se construise. C'est le cas, notamment, des postes de techniciens, de positions d'encadrement du travail manuel et du travail non-manuel de routine de haut niveau (Ribeiro 2002, 60; 2003, 395; 2007, 116).

Figure 4 – Schéma de la construction conceptuelle et de l'agrégation de la classification CASMIN



* Majoritairement mais non pas exclusivement.

Source : Élaboré par l'auteur à partir de Scalon & Ribeiro (2001) ; Ribeiro (2002, 2003, 2007).

Lecture : Les professions exercées typiquement en *milieu urbain*, consistant dans l'exercice d'un *travail intellectuel*, en régime *salaire*, disposant d'une autonomie relative et disposant d'une délégation de quelques responsabilités sans que pour autant une relation de long terme entre employeur et employé se construise ont été classées dans la catégorie V – *Techniciens et contremaîtres dirigeant des ouvriers*.

Tableau 10 – Caractérisation des classes CASMIN

Classe CASMIN	Poids de la classe (%)	Moyenne (R\$)	Médiane (R\$)	Écart-type (R\$)	Distribution des Revenus*	Part de femmes (% de la classe)	Part de blancs (% de la classe)
I - Professions libérales et Administrateurs (haut niveau)	5.1	6071	4000	5953		43.18	75.02
II - Professions libérales et Administrateurs (bas niveau)	5.4	3543	2500	3707		51.81	64.98
IIIa - Non-manuel de routine, haut niveau	11.4	2293	1600	2685		62.39	57.11
IIIb - Non-manuel de routine, bas niveau	11.0	1449	1182	1237		59.53	50.66
IVa - Petits propriétaires, employeurs	2.8	4438	3000	6730		31.98	66.26
IVb - Petits propriétaires, sans salarié	4.2	1601	1000	1872		49.06	43.44
V - Techniciens et contremaîtres dirigeant des ouvriers	2.6	2257	1800	2115		34.96	52.96
VIa - Travailleurs manuels qualifiés, Ind. moderne	5.7	1921	1520	1417		4.98	46.38
VIb - Travailleurs manuels qualifiés, Ind. traditionnelle	7.4	1333	1200	927		23.00	40.49
VIc - Travailleurs manuels qualifiés, Services	5.7	1170	1000	844		75.87	42.66
VIIa1 - Travailleurs manuels non-qualifiés, Ind. traditionnelle	6.5	1454	1100	1327		16.55	39.06
VIIa2 - Travailleurs manuels non-qualifiés, Ind. moderne	9.8	1389	1100	1037		34.80	41.97
VIIa3 - Travailleurs manuels non-qualifiés, Service Domestique	8.6	881	788	560		72.96	35.74
VIIa4 - Travailleurs manuels non-qualifiés, Vendeurs de rue	1.9	993	788	1202		56.42	39.50
IVc1 - Petits propriétaires ruraux, employeurs	0.3	6041	3152	7598		7.85	68.45
VIIb - Travailleurs manuels ruraux	11.7	650	360	1091		31.20	35.98
Ensemble		1858	1200	2740		44.02	47.35

* + : Salaire minimum – R\$788,00

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques du PNAD 2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi, hormis ceux/celles sans déclaration de revenu.

Lecture : En 2015, les employés *non-manuels de routine, bas niveau* (classe IIIb) représentaient 11% de l'ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi. Ils disposaient en moyenne d'un revenu mensuel de R\$1449,00, mais la moitié d'entre eux avait un revenu inférieur à R\$1182,00. Cette différence est due à la présence d'un nombre restreint d'individus percevant des revenus très élevés, ainsi l'écart-type de la distribution est de R\$1237,00. Un peu plus de 59,5% des employés *non-manuels de routine, bas niveau* sont des femmes et 50,6 % d'entre eux s'auto-déclarent « blancs ».

En ce qui concerne les *indépendants sans salariés*, en raison de la variation du degré d'autonomie des individus en fonction des professions exercées, ils sont classés avec les praticiens salariés de leur profession. À l'exception de ceux·celles qui exercent une activité liée au commerce ou à la petite production industrielle, tous·tes regroupé·es dans la catégorie *IVb – Petits propriétaires, sans salarié*.

En ce qui concerne les *employeurs*, le classement des individus est un peu plus *ad hoc*. D'abord, un peu moins de 68% de l'ensemble des employeurs sont regroupés dans la catégorie *IVa – Petits propriétaires, employeurs*, dont presque 86% sont des *Gérants de production et opérations* (41,85%), des *Dirigeants d'entreprises, employeurs disposant de plus de 5 salariés* (38,8%), et des *Gérants des fonctions supports* (5,3%)¹⁹⁸. Les autres 14% de la catégorie sont composés par des individus exerçant des professions très diverses, tels que les *Maçons* (3,8%), les *Coiffeurs, manucures et esthéticiens* (3%) et *Serveurs, commis de restaurant, garçons* (1,83%). Les propriétaires ruraux représentent un peu plus de 7% de l'ensemble des employeurs et le quart restant sont des employeurs (pour la plupart disposant de moins de 5 salariés) classés avec les praticiens salariés de leur profession, notamment dans la catégorie *I – Professions libérales et administrateurs de haut niveau* (8,36% de l'ensemble des employeurs) et dans la catégorie *VIa – Travailleurs manuels qualifiés de l'industrie moderne* (4,7% de l'ensemble des employeurs). Les trois familles de professions les plus importants dans ce cas sont celles de *Carrossiers d'automobiles* (2,53%), *Avocats* (1,94%) et *Dentistes* (1,92%).

En 2015, les trois strates les plus importantes de la CASMIN regroupaient 34,1% des individus, la catégorie *VIIIb – Travailleurs manuels ruraux* elle seule comptant 11,7% des individus en emploi (Tableau 2). Lorsque nous regardons les différents types de *relation d'emploi*, nous pouvons voir que 10,5% des individus réalisaient une profession caractérisée par une *relation de service*. Il s'agissait des *Gérants* (24,4%), des *Avocats* (7,65%) et des *Enseignants du secondaire* (7,4%), toutes des

¹⁹⁸ Il faut souligner que ces catégories de la classification de l'IBGE [v9906 = 1210, 1219, 1310 ou 1320] sont assez problématiques. D'abord, la catégorie *Dirigeants d'entreprises, employeurs disposant de plus de 5 salariés* est une catégorie « mixte », étant donné qu'elle exprime à la fois une pratique de métier (la direction d'une entreprise) et une relation de propriété (employeurs avec plus de 5 salariés). Mais, au contraire de ce qu'il peut nous sembler à première vue, en ce qui concerne la population âgée de 25 à 64 ans en emploi urbain en 2015, elle ne regroupe que 56,24% de l'ensemble des *employeurs* disposant de *plus de 5 salariés*. Ceci s'explique car il existe une liste de professions au sein desquelles les praticiens seront classés différemment au sein d'une catégorie en raison de leurs statuts d'emploi et du nombre de salariés : un *Journaliste* ou un *Hôtelier*, par exemple, peuvent être classés dans trois catégories différentes en fonction qu'ils soient salariés, indépendants employant moins de 5 salariés (classés comme *Gérants*), ou indépendants employant plus de 5 salariés (classés comme *Dirigeants d'entreprises, employeurs disposant de plus de 5 salariés*) ; mais un *Avocat* ou un *Carrossier d'automobiles* seront classés, a priori, toujours selon leur profession. Cependant, comme les enquêtes brésiliennes utilisent des informations auto-déclarées, il faut tenir compte d'une nuance : il est possible qu'un avocat qui emploie plus de 5 salariés dans son cabinet soit classé comme *Dirigeants d'entreprises* ou comme *Avocat* en fonction de la manière dont il perçoit et présente sa profession.

Mais ce n'est pas tout. Nous n'arrivons pas à saisir la logique qui fait que plus de 35% de la catégorie *Directeurs généraux* [v9906 = 1210] ou que 4,7% des *Gérants* [v9906 = 1310 ou 1320] soit composée par des employeurs disposant de plus de 5 salariés. C'est-à-dire, quelle est la différence, du point de vue de la pratique du métier, entre un *Directeur général*, un *Gérant* et un *Dirigeant d'entreprise, employeurs disposant de plus de 5 salariés* lorsque tous les individus qui y sont classés sont identiques du point de vue de leur statut d'emploi et du nombre d'individus qu'ils emploient ? Nous avons contacté l'IBGE pour avoir plus de renseignements à ce sujet, mais nous n'avons pas obtenu de réponse.

catégories disposant d'un niveau d'études moyen supérieur à la licence. Ensuite, nous pouvons voir que 14,2% des individus en emploi étaient engagés dans un contrat de travail « mixte », dont les principales professions étaient celles d'*Employés de bureau* (22,8%), d'*Instituteurs* (12,15%) et de *Magasiniers qualifiés* (4,9%). La plupart des professions soumises à un contrat de travail « mixte » dispose d'un niveau d'étude moyen supérieur au lycée, c'est-à-dire que leurs praticiens avaient effectué au moins une année d'un des parcours de l'enseignement supérieur. Finalement, un *contrat de travail restreint* touchait 68,3% des individus, qui exerçaient notamment les professions d'*Employés domestiques* (8,9%), de *Vendeurs dans des magasins* (6,3%) et d'*Ouvrier agricole* (6,2%). Ces catégories présentent des niveaux d'étude moyen supérieur au collège mais inférieur au lycée.

Les propriétaires, quant à eux, sont composés essentiellement des *Commerçants* sans salariés à leur charge (38%), des *Gérants* d'entreprises avec moins de 5 salariés à leur charge (16,2%) et par des *Dirigeants d'entreprises, employeurs disposant de plus de 5 salariés* (15%). La plupart des professions qui composent cette catégorie disposent de niveaux d'étude moyen supérieurs au collège mais inférieurs au lycée.

Les différents types de *relations d'emploi* sont accompagnés par des niveaux de revenus différents. Ainsi, si les emplois exercés avec un *contrat de travail restreint* perçoivent en moyenne un revenu légèrement supérieur au revenu médian de l'ensemble de la population (R\$1200,00), lorsque ceux exerçant une profession avec un *contrat de travail « mixte »* ont une rémunération mensuelle moyenne supérieure de 88% au revenu médian (R\$2259,00) et les individus soumis à une *relation de service* touchent en moyenne un revenu presque 4 fois supérieur au revenu médian (R\$4715,00).

Cependant, en comparaison avec la NVS, nous observons une relation moins intense entre le schéma de classe et le niveau des revenus mensuels perçus dans l'emploi principal au sein de chaque catégorie. De plus, la distribution des revenus au sein de chaque catégorie est légèrement plus homogène qu'au sein de la NVS, mais on observe également l'existence d'un nombre important de valeurs aberrantes au sein de toutes les catégories. Comme le montrent les diagrammes de dispersion des revenus¹⁹⁹, les médianes et les premiers quartiles des distributions sont souvent plus rapprochés que les médianes et les troisièmes quartiles. Ainsi, comme au sein de la NVS, nous retrouvons au sein de chaque catégorie une tendance à la concentration des individus dans des postes de travail à bas revenus, simultanément à l'existence d'un groupe restreint d'individus qui perçoivent des revenus relativement élevés.

La moyenne des écarts entre les revenus des catégories est de R\$1451,00 pour les revenus moyens et de R\$842,00 pour les revenus médians. Cependant cet écart est, lui aussi, très variable :

¹⁹⁹ Comme nous l'avons déjà indiqué, en raison de l'importance de l'écart entre les valeurs aberrantes et l'ensemble de la distribution, nous sommes contraints de ne pas *projeter* les revenus supérieurs à R\$20000,00 (concernant 0,22% des individus). Cependant ces valeurs ont été prises en compte dans la construction des diagrammes de dispersion présentés dans le *Tableau 10*.

les *Petits propriétaires ruraux, employeurs* disposent d'un revenu moyen 9,3 fois plus élevé que celui des *Travailleurs manuels ruraux*, dont le revenu moyen équivaut à 82% du salaire minimum ; et il présente une différence de moins de 1% en ce qui concerne les *Travailleurs manuels non-qualifiés de l'industrie traditionnelle* et les *Non-manuel de routine, bas niveau*.

La part de femmes au sein des catégories est très inégale : si elles représentent 75,74% des *Travailleurs manuels qualifiés du secteur des services*, seulement 5,15% des *Travailleurs manuels qualifiés de l'industrie moderne* sont des femmes. Le fait que les différentes catégories perçoivent des niveaux de revenu différents est peu corrélé à la part de femmes au sein de chaque catégorie (-0,308 pour le revenu moyen et -0,256 pour le revenu médian). Au contraire, la part de blancs au sein d'une strate et le positionnement socio-économique de cette même strate augmente de manière presque linéaire : le coefficient de corrélation entre la part de blancs et le revenu médian est de 0,942, valeur accentuée à 0,957 lorsqu'on prend en compte le revenu moyen. Ainsi plus de trois quarts des individus au sein des *Professions libérales et Administrateurs (haut niveau)* s'auto-déclarent « blancs », contre un peu moins de 36% des *Travailleurs manuels ruraux*.

2.6. Une sente néo-marxiste

C'est à partir des cadres du *marxisme analytique*²⁰⁰, spécialement des développements qu'en réalise Erik Olin Wright (Wright 1978; 1979; 2000b; 2005), que José Alcides Figueiredo Santos construit une première version du schéma typologique au travers duquel il saisit la structure de positions de classe de la société brésilienne. Ce schéma, qui est l'épicentre de sa thèse de doctorat (J. A. Figueiredo Santos 2002 [2000]), a été légèrement raffiné lors du séjour de l'auteur à l'Université de Wisconsin, où enseignait alors Wright, en 2004 (J. A. Figueiredo Santos 2005). Dans les deux cas, le schéma de classe est utilisé pour analyser l'interaction entre classe et autres facteurs (tels que la race et le genre) dans la détermination du revenu individuel (J. A. Figueiredo Santos 2002, chap. 5; 2005; 2015) ou des conditions de santé (J. A. Figueiredo Santos 2011; 2013).

Tout d'abord, l'auteur précise que la notion de classe – définie comme « un genre spécial de division sociale basée sur la distribution inégale des pouvoirs et droits sur les ressources productives pertinentes d'une société » (Scalon et Figueiredo Santos 2010b, 82) – doit être capable d'expliquer *seulement* l'exploitation enracinée dans les relations économiques de production et non pas toutes les relations sociales possibles dans lesquelles il y a de l'exploitation. Autrement dit, il faut que les classes sociales soient capables d'expliquer un genre de relation d'exploitation où « le bien-être

²⁰⁰ Le *Marxisme analytique* est un groupe de chercheurs qui s'est proposé à un renouvellement et une ouverture du marxisme à des méthodes traditionnellement non-marxistes. Il s'agit du *Groupe de Septembre* (ou « *Non-Bullshit Marxism* »), organisé autour de Jon Elster, Gerald Cohen et John Roemer à la fin des années 1970. Pour une présentation du *Marxisme Analytique*, voir (Roemer 1988; Wright 1994, chap. 8) ; pour une critique de ce courant, voir (Bensaïd 1995, chap. 2; Tarrit 2014).

matériel et le pouvoir économique [d'une classe] dépendent *causalement* de sa capacité à s'approprier des fruits du travail exploité, ce qui est équivalent au transfert de l'excédent d'une classe à l'autre » (J. A. Figueiredo Santos 2002, 42).

C'est pour cela que, dans les sociétés capitalistes, le premier facteur déterminant de la structure de positions de classe est la *propriété des actifs de capital* et la capacité de disposer du travail d'autrui, ce qui se traduit opérationnellement en une priorisation du *statut d'emploi*. Ainsi, faire attention au contrôle des actifs de capital et aux segmentations sociales qui en résultent produit une typologie dont les classifications posséderaient, à son avis, une valeur explicative plus importante que celles basées sur les différentes formes de régulation des *relations d'emploi*.

A ce facteur sont ajoutés le *contrôle des actifs de qualification pertinents* et l'*exercice de l'autorité au sein de l'organisation du travail*, l'un et l'autre appréhendés au travers du titre des professions. Le premier ensemble d'actifs est important parce qu'il produit des revenus de qualification dans le marché du travail au travers de la « réservation d'opportunités » attachées au contrôle des connaissances/expertises, spécialement lorsque ces dernières exigent des *accréditations officielles* telles que les diplômes. L'exercice de l'autorité, pour sa part, est le résultat du développement de la structure hiérarchique des organisations qui présuppose la délégation à un salarié de la prise de décisions d'après l'intérêt de l'organisation, ce qui revient à lui attribuer des revenus de loyauté à l'organisation qui centralise l'excédent social²⁰¹.

Si la combinaison entre de tels critères a pour résultat, chez Wright, une structure de 12 classes (Wright 2000b, 43 et seq.), les spécificités de la société brésilienne amènent José Alcides Figueiredo Santos à développer une typologie de 16 positions de classe dans sa version la plus fine (dorénavant JAFS), accordant une attention spéciale aux positions démunies (*Figure 5*).

La JAFS sépare, d'abord, les classes propriétaires (*indépendants*) des non-propriétaires (*salariés*). Les premières sont sous-divisées d'après le volume d'actifs de capital qu'elles contrôlent. Ainsi, les *Capitalistes et grands exploitants agricoles*, la classe la plus privilégiée de la structure sociale brésilienne, est composée à la fois par les employeurs disposant de plus de 10 salariés et par les propriétaires d'exploitations agricoles avec plus de 1000 hectares, indépendamment du nombre de salarié·e·s

²⁰¹ Il faut souligner que l'œuvre d'Erik Olin Wright est notamment connue pour son effort à construire une stratification sociale capable d'intégrer, au sein d'une perspective marxiste, la complexification du travail salarié observée tout au long du XX^{ème} siècle. Ainsi le groupe qui a été baptisé de « nouvelle classe moyenne » ou « salariés de col blanc » par Charles Wright Mills (1951) ; de « nouvelle petite bourgeoisie » par Nicos Polantz (1972) ; de « classe professionnelle et managérielle » par Barbara Ehrenreich et John Ehrenreich (1977) ; et qui a balisé plusieurs études marxistes des années 1970 (Abercrombie et Urry 2015 [1983], chap 4-5), prend chez Wright (1985) la perspective des différentes capacités d'appropriation *exceptionnelle* de l'excédent socialement produit de ces « positions contradictoires de classe » [*contradictory class locations*]. Le caractère contradictoire de ces positions est dû au fait que, tout en restant des salariées (et, donc, objet d'exploitation de la bourgeoisie), elles exercent soit de la domination et du contrôle du travail d'autrui par délégation, soit une activité dont l'exercice exige des connaissances et/ou des expertises rendues rares par un système d'accréditations. Ainsi, ces positions contradictoires ne s'identifient pas forcément avec l'ensemble de la *classe laborieuse* et peuvent même avoir des prises de positions (notamment politiques) plus alignées avec la *bourgeoisie*.

employé·e·s. Ensuite, la JAFS distingue la position des *Experts indépendants*, qui regroupe les individus exerçant une activité exigeant des accréditations spécifiques – notamment un diplôme de l'enseignement supérieur – et qui emploient moins de 6 salariés²⁰². Tous les autres *indépendants* employant entre un et dix salariés sont classés dans la catégorie *chefs de petites entreprises*, indépendamment de leur secteur d'activité.

Les *Indépendants sans salariés* sont sous-divisés en quatre catégories en fonction de l'exercice d'une exploitation dans le secteur primaire – et, ainsi, du contrôle d'actifs fonciers – et du contrôle d'actifs physiques et des ressources de qualification. Dans le premier cas, lorsque la surface de l'exploitation agricole est inférieure à 2 hectares, les individus sont regroupés dans la catégorie *Paysans précaires* ; si elle est supérieure à 2 hectares les individus sont classés comme *Exploitants agricoles, sans salariés*. Pour les activités non-agricoles, si les individus exercent leurs activités dans un établissement (magasin, atelier, hangar), dans un véhicule automoteur (camion, taxi, bus) ou s'il s'agit de l'exercice d'une profession qualifiée, ils ont été assignés à la classe *Indépendants sans salariés (possédant des actifs)*. Les autres *indépendants* – qui ne disposent pas d'assez de capital ou de qualification, et qui sont en même temps confrontés à une concurrence étendue et à une demande incertaine et insuffisante, étant obligés de reproduire leurs activités dans les interstices des marchés de biens et des services – composent les *Indépendants précaires, sans salariés*.

En ce qui concerne les strates salariées, les individus sont classés selon la profession exercée. Ainsi, les emplois de « classe moyenne » sont regroupés soit dans la catégorie *Cadres et gérants*, lorsqu'il s'agit d'une profession salariée de gestion ou direction de l'entreprise ; soit dans la catégorie *Experts salariés*, lorsqu'il s'agit de l'exercice d'une activité exigeant des accréditations spécifiques, notamment un diplôme de l'enseignement supérieur. Les situations ambiguës de classe sont constituées par les *Superviseurs*, dont l'autorité est limitée et destinée à augmenter les rendements du travail des subordonné·e·s – avec qui le *Superviseur* partage l'espace de travail – ; et les *Travailleurs qualifiés*, qui exercent la plupart du temps des métiers techniques d'une moindre rareté, sans que s'établisse une nette réserve de marché.

La catégorie *Travailleurs typiques* regroupe l'ensemble des professions dont l'actif contrôlé par les individus est la force de travail. Il s'agit des positions subordonnées du point de vue de l'autorité et de la qualification, mais qui expriment une situation de dépendance structurelle de l'employeur vis-à-vis des salarié·e·s. Lorsque les tâches liées exigent peu ou aucune qualification et que ces

²⁰² Il faut souligner que la catégorie *Experts indépendants* est composée à la fois par des *employeurs* et par des *indépendants sans salariés*. La décision de placer ensemble ces deux profils d'*experts* est due à l'importance que l'expertise maîtrisée par le chef de l'entreprise a dans le fonctionnement global de l'activité des petites structures. C'est-à-dire, l'emploi d'un petit nombre de salariés n'impliquerait pas, pour les professions centrées sur l'exploitation d'actifs de qualification, un changement qualitatif de l'activité du chef de l'entreprise, qui continuerait, ainsi, à exercer son métier au côté des salariés qu'il emploie.

praticien·e·s sont confronté·e·s souvent à des situations de marché instables, dégradantes et marginales, les métiers sont classés dans la catégorie *Travailleurs élémentaires*.

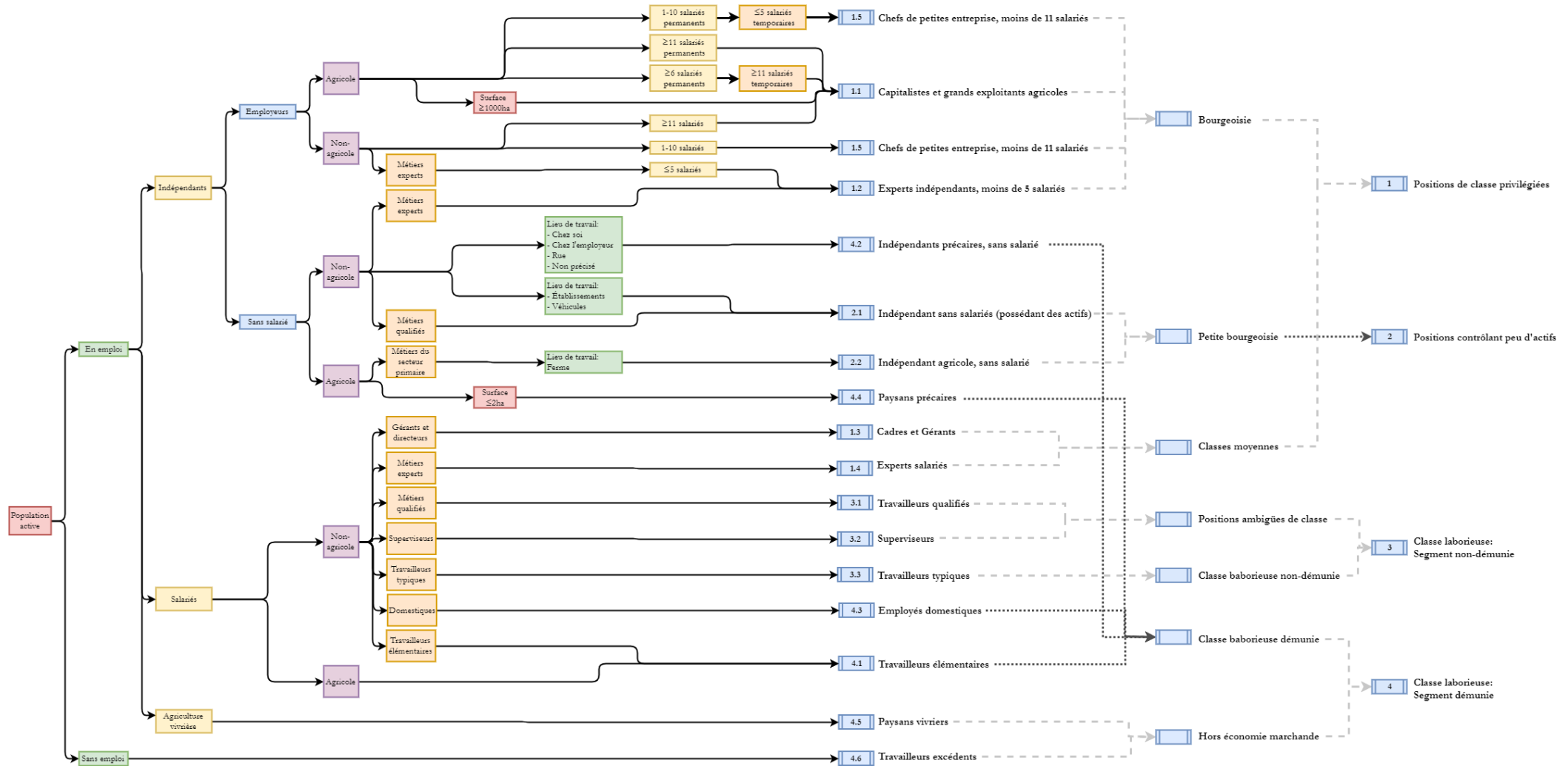
L'importance des emplois domestiques dans le marché du travail brésilien justifie qu'on leur accorde une place à part. De plus, ajoute José Alcides Figueiredo Santos, les *Employés domestiques* réalisent un travail « non-collectif » (isolé et dispersé) dans lequel les pouvoirs et les droits sont très asymétriques. De plus, il n'existe pas de possibilité de progression dans la carrière, et, en raison du caractère terminal [*dead-end*] de l'activité, elle porte une « dépréciation structurelle et intrinsèque ».

Finalement, la JAFS désigne deux catégories destinées à appréhender les situations à la marge des marchés. D'un côté, la catégorie *Paysans vivriers* appréhende l'ensemble des travailleurs dont la production passe au large de l'économie marchande ; de l'autre côté, la catégorie *Travailleurs excédents* comprend des individus au chômage dans un pays où le système de sécurité sociale est très peu développé²⁰³.

En 2015, la catégorie *Travailleurs typiques* de la JAFS concentrait 34,2% des individus de 24-64 ans en emploi (*Tableau 11*). Les individus regroupés en son sein exerçaient principalement les professions de *Vendeurs dans des magasins* (12,19%), d'*Employés de bureau* (9,45%) et de *Cuisiniers et commis de cuisine* (5,23%). Elle est suivie de loin par les *Indépendants précaires, sans salariés*, qui regroupaient 10,6% des individus, exerçant notamment les professions de *Maçon* (22,3%), de *Vendeur dans des magasins* (10,3%) et de *Vendeur de rue* (8,95%). Ces deux catégories sont les seules à avoir des effectifs au-delà de 10%, 8/15 catégories en emploi présentant des effectifs inférieurs à 5%.

²⁰³ Cette dernière catégorie échappe, cependant, aux analyses menées au cours de ce travail, restreint aux individus en emploi.

Figure 5 – Schéma de la construction conceptuelle et de l'agrégation de la classification JAFS



Source : Élaboré par l'auteur à partir de Figueiredo Santos (2002 ; 2005 ; 2011)

Lecture : Les indépendants sans salariés en activité non-agricole, lorsque a) ils exerçaient leurs activités au sein d'un établissement (magasin, atelier, usine etc.) ou d'un véhicule automoteur (camion, taxis, van etc.) ; ou lorsqu'ils b) exerçaient des professions qualifiées sont classés dans la catégorie 2.1. Indépendants sans salariés avec des actifs.

Tableau 11 – Caractérisation des classes JAFS

Classe JAFS	Poids de la classe (%)	Moyenne (R\$)	Médiane (R\$)	Écart-type (R\$)	Distribution des Revenus*	Part de femmes (% de la classe)	Part de blancs (% de la classe)
1.1. Capitalistes et grands exploitants agricoles	0.6	9364	6000	12276		26.84	78.11
1.2. Experts indépendants, moins de 5 salariés	1.5	5524	4000	5645		42.87	78.35
1.3. Cadres et Gérants	3.0	4610	3000	5084		39.63	67.07
1.4. Experts salariés	5.9	4873	3300	4935		57.11	70.86
1.5. Chefs de petites entreprise, moins de 11 salariés	3.3	3907	3000	5076		27.93	63.90
2.1. Indépendants sans salariés (possédant des actifs)	8.4	1914	1500	1921		33.76	50.48
2.2. Agriculteurs exploitants, sans salarié	2.3	1227	788	1691		14.04	51.92
3.1. Travailleurs qualifiés	8.3	2281	1800	1925		58.27	54.62
3.2. Superviseurs	1.5	2828	2200	2137		25.60	51.15
3.3. Travailleurs typiques	33.8	1462	1200	980		38.97	46.66
4.1. Travailleurs élémentaires	8.6	915	800	521		28.92	31.02
4.2. Indépendants précaires, sans salarié	10.7	1182	900	1158		37.85	38.51
4.3. Employés domestiques	7.5	794	788	463		92.49	36.23
4.4. Paysans précaires	1.7	556	350	758		21.70	31.08
4.5. Paysans vivriers	2.9	0	0	0		63.39	29.76
4.6. Travailleurs excédents (<i>bors champ</i>)	7.3	---	---	---	---	55.02	39.95
Ensemble		1858	1200	2740		44.02	47.35

* + : Salaire minimum – R\$788,00

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques du PNAD 2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi, hormis ceux/celle sans déclaration de revenu.

Lecture : En 2015, les *Indépendants sans salariés (possédants des actifs)* représentaient 8,4% de l'ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi. Ils disposaient en moyenne d'un revenu mensuel de R\$1914,00, mais la moitié d'entre eux avait un revenu inférieur à R\$1500,00. Cette différence est due à la présence d'un nombre restreint d'individus percevant des revenus très élevés, ainsi l'écart-type de la distribution est de R\$1921,00. Seulement 33,7% des *Indépendants sans salariés (possédants des actifs)* sont des femmes et 50,5 % d'entre eux s'auto-déclarent « blancs ».

Du point de vue des macro-classes, l'ensemble des *Positions de classe privilégiées* comportait un peu plus de 10% des individus, présentant un niveau d'études moyen supérieur à la licence, un revenu moyen dans l'emploi principal de R\$4802,00 et un revenu médian de R\$3000,00. Ces positions sont marquées par la présence des *Gérants et Directeurs d'entreprise* qui représentent ensemble 33,45% de la catégorie. Les individus classés dans les *Positions contrôlant peu d'actifs*, quant à eux, exercent les activités de *Commerçant* (15,8%), d'*Agriculteur* (8,55%) et de *Coiffeur, manucure et esthéticien* (6,7%). Ces positions disposent d'un niveau d'études moyen équivalent au Collège, d'un revenu moyen de R\$1762,00 et d'un revenu médian de R\$1200,00.

Si la *Classe laborieuse non-démunie* présente un profil assez proche des *Positions contrôlant peu d'actifs* (avec un niveau d'étude moyen équivalent au Collège, un revenu moyen de R\$1650,00 et un revenu médian de R\$1300,00), l'écart entre les *Positions ambiguës de classe* et les *Travailleurs typiques* est assez important. Ainsi, les premières, marquées par la présence des *Instituteurs* (17,65%) et des *Aides-soignants* (11,2%), ont conclu en moyenne au moins deux années de l'Enseignement supérieur, ont un revenu moyen de R\$2344,00 et un revenu médian de R\$1800,00. Pour leur part, les *Travailleurs typiques* disposent en moyenne d'un niveau d'études équivalent au Collège et de revenus moins importants, avec une moyenne de R\$1452,00 et une médiane de R\$1200,00.

Finalement, la *Classe laborieuse démunie* présente un niveau d'études équivalent au Primaire, un revenu moyen un peu au-dessus du salaire minimum (R\$869,00) et un revenu médian équivalent au salaire minimum (R\$788,00). Les principales professions exercées au sein de cette classe sont celui d'*Employé de maison* (19,7%), d'*Ouvrier agricole* (11,3%) et d'*Ouvrier non qualifié de l'assainissement et du traitement des déchets* (8,1%).

La structure des positions de classe présente dans la JAFS suit de près le niveau des revenus mensuels perçus dans l'emploi principal au sein de chaque catégorie. Les distributions au sein de chaque catégorie sont très légèrement plus homogènes qu'avec la NVS ou la CASMIN, mais les écarts entre les revenus moyens et les revenus médians expriment l'existence d'un nombre important de valeurs aberrantes au sein de toutes les catégories. Comme le montrent les diagrammes de dispersion des revenus²⁰⁴, les médianes et les premiers quartiles des distributions sont souvent plus rapprochés que les médianes et les troisièmes quartiles.

La moyenne des écarts entre les revenus des catégories est de R\$1610,00 pour les revenus moyens et de R\$1075,00 pour les revenus médians. Mais cet écart est très variable : les *Capitalistes et grands exploitants agricoles* disposent d'un revenu moyen 16,8 fois plus élevé que celui des *Paysans*

²⁰⁴ En raison de l'importance de l'écart entre les valeurs aberrantes et l'ensemble de la distribution, nous sommes contraints de ne pas projeter les revenus supérieurs à R\$20000,00 (concernant 0,22% des individus). Cependant ces valeurs ont été prises en compte dans la construction des diagrammes de dispersion présentés dans le Tableau 1.

précaires ; et il présente une différence d'un peu moins de 4% en ce qui concerne les *Agriculteurs exploitants, sans salariés* et les *Indépendants précaires, sans salariés*.

La part de femmes au sein des catégories varie beaucoup : si elles représentent 92,5% des *Employés domestiques*, seulement 14% des *Agriculteurs exploitants, sans salariés* sont des femmes. Le fait que les différentes catégories perçoivent des niveaux de revenu différents est peu corrélé à la part de femmes au sein de chaque catégorie (-0,176 pour le revenu moyen et -0,153 pour le revenu médian). Au contraire, la part de blancs au sein d'une strate et le positionnement socio-économique de cette même strate augmente de manière presque linéaire : le coefficient de corrélation entre la part de blancs et le revenu moyen est de 0,903, valeur qui augmente à 0,933 lorsqu'on prend en compte le revenu médian. Ainsi 78,4% des individus au sein des *Experts indépendants, avec moins de 5 salariés* s'auto-déclarent « blancs », contre un peu moins de 30% des *Paysans vivriers*.

2.7. Suivre des nouvelles pistes : une translittération de la PCS

La dernière nomenclature que nous mobiliserons au sein de notre étude comparative est aussi la plus récente. Il s'agit de la translittération de la PCS et de la CBO dans une tierce classification (dorénavant *ACEP*). Version améliorée d'une première adaptation des statistiques brésiliennes à la PCS (Préteceille et Ribeiro 1999), l'*ACEP* a été développée par Adalberto Cardoso²⁰⁵ et Edmond Préteceille²⁰⁶ (2017) en vue de la réalisation d'une recherche comparative de la ségrégation spatiale selon les classes sociales à Paris, São Paulo et Rio de Janeiro. Si le choix de construire une nouvelle nomenclature en dialogue avec la PCS est attelé aux enjeux d'une enquête comparative internationale, ceci n'épuise pas le sens de ce choix. En effet, selon les auteurs, la principale raison de ce choix est la plus grande sensibilité de la structure de la PCS aux « classes moyennes » et l'importance de ces classes au sein de ces deux sociétés.

Les auteurs ont dans l'œuvre de Charles Wright Mills (1951) le prisme qui permet de relire les éléments constitutifs d'une structure de classes sociales chez Max Weber, tout en laissant passer les lumières des recherches marxistes – notamment celles du marxisme contemporain en ce qui

²⁰⁵ Adalberto Moreira Cardoso (IESP-UERJ) est un sociologue du travail qui a réalisé une thèse de doctorat à l'Université de São Paulo (sous la direction de Basilio Salum Jr.) dédiée au mouvement syndical dans l'agglomération de São Paulo au cours des années 1980 (A. M. Cardoso 1999 [1995]). Mobilisant à la fois une approche socio-historique et quantitative, ses enquêtes englobent une multitude de facettes du monde du travail au Brésil tout au long du XX^{ème} et du XXI^{ème} siècles. C'est ainsi que, plus récemment, il interroge de manière plus directe les classes sociales, spécialement les classes moyennes, à qui il dédie un ouvrage (à paraître). Il faut souligner que, de la même manière que Carlos Antônio da Costa Ribeiro et Maria Celi Scalon, il a participé au *ICPSR Summer Program In Quantitative Methods* de l'Université de Michigan.

²⁰⁶ Edmond Préteceille est un polytechnicien et spécialiste de l'aménagement urbain qui, depuis les années 1970, a fait de ce domaine son objet d'études sociologiques. C'est par le croisement des inégalités urbaines, les structures sociales et la ségrégation spatiale que « le Brésil » entre dans l'horizon de ses recherches depuis le milieu des années 1990. Il a notamment réalisé un nombre important de collaborations avec des chercheurs basés dans l'une des universités de Rio de Janeiro.

concerne le positionnement politique des classes moyennes ou des positions contradictoires de classe. Cette *structure de classe*²⁰⁷, qui conditionne les *chances de vie* des individus, a comme clé de voûte la division sociale du travail et, ainsi, il est primordial de privilégier les professions exercées comme point de départ de toute stratification. De ce point de vue, comme le soulignait jadis (Gerth et Mills 1953, chap. XI), les professions synthétisent les origines sociales et les compétences cumulées au long de la vie ; et conditionnent les styles de vie et, par conséquent, la sphère des statuts sociaux.

L'ACEP part de l'équivalence entre les libellés des professions à "quatre chiffres" de chaque nomenclature. Cette équivalence est délicate, puisque, comme nous l'avons souligné auparavant, alors même que nous sommes face à une équivalence approximative de libellés, cela n'implique pas que nous soyons face à des professions approximativement équivalentes. Ainsi, pour que l'ACEP puisse être un espace de coexistence de la PCS et la CBO, on fait l'hypothèse de l'équivalence des relations entre la structuration de chaque nomenclature et de la structuration de chaque espace social national.

Pour que cette hypothèse garde toute sa force, des précisions à partir de la mobilisation d'autres variables sont nécessaires (*Figure 6*). La première concerne la notion de *cadre*, dont le sens est spécifiquement français. En la réduisant à ses dimensions de « responsabilité » et/ou d'« autonomie », les auteurs utilisent le fait de disposer d'un diplôme universitaire comme son indicateur lorsque les individus exercent les professions de l'administration, de la comptabilité, de l'audit, du secrétariat, des ressources humaines, de l'administration économique, du marketing, de la publicité et de la vente.

Deux autres catégories dont l'existence au sein de l'économie marchande au Brésil n'est pas immédiate sont les *Artisans* et les *Commerçants*. Comme Edmond Préteceille et Luiz César de Queiroz Ribeiro l'ont indiqué,

(...) l'économie urbaine du pays [Brésil] est caractérisée, en effet, par un segment capitaliste, au sein duquel l'emploi salarié [en situation] formelle et informelle prédomine ; et, un autre, secteur de la structure productive composé par des entreprises individuelles dont le produit se destine à l'économie marchande (...). Tel secteur est lui-même diversifié. Malgré le fait qu'il soit composé majoritairement par des exploitations agricoles, par des sociétés du commerce de détail, par des sociétés de prestation de services (bistrot, garages, jardiniers, cordonniers, livreurs, chauffeurs de taxis), par des artisans et des industries implantées dans l'espace domestique (couturières, tailleurs, producteurs de tabac, boulangers) ; il [le secteur] est aussi composé par deux segments

²⁰⁷ Selon les auteurs, une structure de classe est « (...) le réseau complexe des positions sociales résultantes (et constitutives) des processus économiques et sociaux de production, circulation et distribution de la richesse, des biens culturels, des services publics, du pouvoir et du prestige social qui, dans leur mouvement – lui-même étant le mouvement de l'accumulation capitaliste et de la dispute pour la distribution de la richesse produite –, constituent et délimitent les opportunités d'inscription sociale des hommes et des femmes qui vivent de leur propre travail » (A. M. Cardoso et Préteceille 2017, 986-87).

polaires : les professions libérales et les professions irrégulières, illégales et transitoires qui intègrent le « chômage déguisé », caractéristique d'une société où il n'existe pas un système de protection sociale (Préteceille et Ribeiro 1999, 145).

Ainsi, saisir sur l'ensemble des indépendants ceux et celles dont l'activité professionnelle peut être rapprochée de celle des *Artisans* et *Commerçants* en France n'est pas simple. Au sein de l'ACEP y sont classés les *indépendants* employant moins de 6 salariés selon le secteur d'activité et les *indépendants sans salariés* exerçant un métier manuel et cotisant à une caisse de retraite. Les *indépendants* qui emploient 6 salariés ou plus au sein d'une activité non-agricole sont, quant à eux, classés comme *Chefs d'entreprise*.

La CBO présente un niveau de compétences associé à chaque profession – c'est-à-dire les connaissances, aptitudes, attitudes et autres caractéristiques typiquement mobilisées lors de l'exercice d'un métier (C. Paiva 2002; Segnini 2002) -, mais ceci ne permet pas de distinguer directement les *ouvriers qualifiés* des *ouvriers non-qualifiés*, différence qu'exprime (bien que de manière floue) plutôt des échelons établis par les conventions collectives, souvent accompagnés par des différents niveaux de formations et de rémunérations (Burnod et Chenu 2001; Amossé et Chardon 2006). Pour se rapprocher de cette différence présente dans la PCS, les auteurs utilisent comme indicateur le fait que le travail soit *formel* ou *informel*, en raison des différences en termes de rémunération et de conditions de travail retrouvées entre ces deux types de salariés. Ainsi, les ouvriers (de l'artisanat ou de l'industrie) dont l'exercice de l'emploi se fait au travers de la médiation d'un contrat de travail officiel sont classés en tant qu'*ouvrier qualifié* et ceux dont le travail est dissimulé sont classés comme *ouvrier non-qualifié*.

De même, la différence entre les métiers « de type artisanal » et « de type industriel », qui dans le cas de la PCS renvoie, respectivement, à l'apprentissage personnel et à l'enseignement technique (Desrosières et Thévenot 2002, vol. 5^{éd.}, chap. 6), et qui dans l'ACEP est plutôt liée au type et/ou taille d'établissement où typiquement nous retrouvons ce métier, en suivant la distinction effectuée par Nelson do Valle Silva et repris par Préteceille & Ribeiro (1999).

Enfin, deux catégories de l'ACEP sont absentes de la PCS. D'un côté, l'importance du travail *chez des particuliers* au Brésil a conduit les auteurs à lui accorder une catégorie spécifique, en dépit des faibles effectifs de cette catégorie en France. Cependant, et bien qu'un peu plus de 81% des *Employés domestiques* au sens de l'ACEP soit composé par du *Personnel de ménage chez particuliers*, il faut souligner qu'elle regroupe également des *Nourrices* (15%), des *Cuisiniers* (1,9%), des *Chauffeurs* (0,75%) et d'autres occupations exercées *chez des particuliers*. De l'autre côté, les *dirigeants* d'entreprises du secteur privé qui sont salariés ont été classés dans la catégorie *Classes supérieures salariées du privé*, indépendamment de leur niveau d'études.

Ainsi, l'ACEP dispose, dans sa version la plus fine, de 31 catégories qui peuvent être réduites soit à une version à 6 strates compatibles avec la PCS ; soit à une version à 9 strates destinée à exprimer la structure des classes sociales au Brésil et en France. La structure de cette nomenclature réverbère la logique de construction de la PCS, de manière que nous y retrouvons une différence entre les secteurs d'activités, les statuts d'emploi et la distinction entre les fonctionnaires et les salariés du privé²⁰⁸.

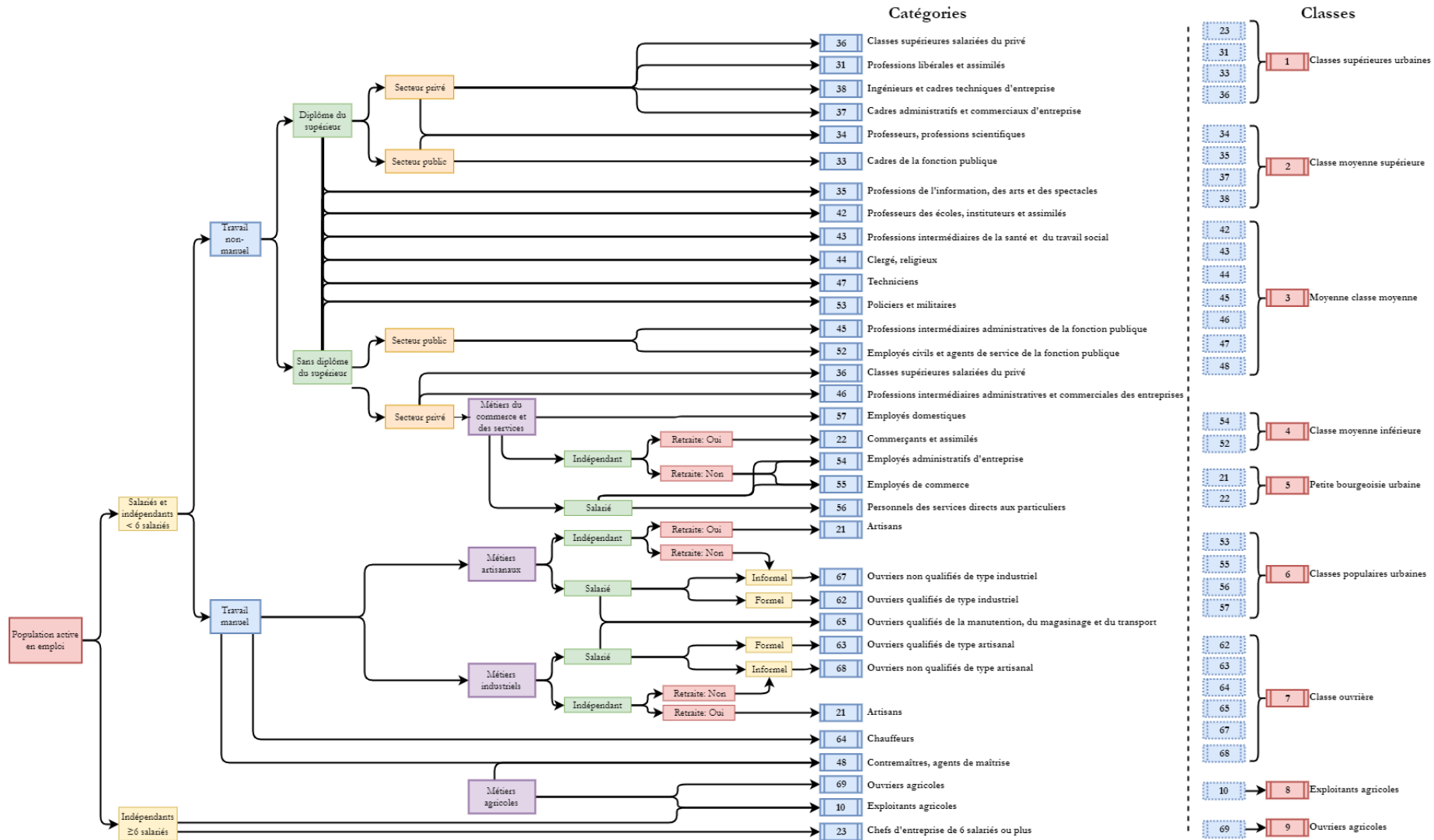
En 2015, la *Classe ouvrière* de l'ACEP concentrait 24% des individus de 25-64 ans en emploi (Tableau 12). La catégorie la plus importante à l'intérieur de cette classe est celle des *Ouvriers qualifiés de type artisanal*, comptant 29,4% de la classe (7,1% de l'ensemble du champ de référence). Cette catégorie, pour sa part, est marquée, paradoxalement, par la présence d'*Ouvriers non qualifiés de l'assainissement et du traitement des déchets* (30,5% de la catégorie, ce qui représente 10,5% de la classe et 85,4% de la profession), ce qui exprime les enjeux et les difficultés des choix de classement mis en œuvre dans la construction d'une nomenclature entre deux mondes. La deuxième profession la plus présente au sein des *Ouvriers qualifiés de type artisanal* est celle des *Cuisiniers et commis de cuisine* (19,1%, ce qui représente 7,5% de la classe et 59,3% de l'occupation)²⁰⁹. Les individus classés au sein de la catégorie *Ouvriers qualifiés de type artisanal*, percevaient un revenu mensuel dans l'emploi principal moyen de R\$1230,00 (valeurs 6,9% inférieures à celle de la *Classe ouvrière*) et disposaient, en moyenne, d'un niveau d'études moyen inférieur au Collège.

Les *Classes populaires urbaines*, qui comptaient 21,5% des individus, sont marquées par les catégories des *Employés du commerce* (35,8% de la classe, 7,7% de l'ensemble du champ de référence), dont 55,4% sont des *Vendeurs dans des magasins*, 11,9% sont *Vendeurs de rue* et 11,7% sont *Caisiers de magasins*. Les *Employés du commerce* disposaient d'un revenu mensuel dans l'emploi principal moyen de R\$1172,00 et disposaient d'un niveau d'études moyen inférieur au Lycée.

²⁰⁸ Pour une question de lisibilité de la projection graphique et en raison de l'ACEP en neuf classes se proposer à être un outil capable de synthétiser la société brésilienne, nous ne présenterons pas ici les statistiques descriptives de la version fine de l'ACEP. Vous trouverez, cependant, la caractérisation de la version fine de l'ACEP dans l'Annexe (p. 330).

²⁰⁹ Cependant, si nous regardons la *Classe ouvrière* dans son ensemble, l'occupation la plus importante est celle de *Maçon* (12,4%), mais celle-ci est fortement marquée par le travail salarié informel (12,9%) et par l'auto-emploi précaire (62,7%).

Figure 6 – Schéma de la construction conceptuelle et de l'agrégation de la classification ACEP



Source : Élaboré par l'auteur à partir de Cardoso & Prétéccelle (2017).

Lecture : Les *Indépendants sans salariés* qui réalisent un *travail manuel* au sein d'un *métier de l'artisanat* et qui *cotisent à une caisse de retraite* sont classés comme *Artisan*. Les *Artisans* composent, avec les *Commerçants et assimilés*, la *Petite bourgeoisie urbaine*.

Tableau 12 – Caractérisation des classes ACEP

Classe ACEP	Poids de la classe (%)	Moyenne (R\$)	Médiane (R\$)	Écart-type (R\$)	Distribution des Revenus*	Part de femmes (% de la classe)	Part de blancs (% de la classe)
Classes supérieures urbaines	3.7	6303	4000	7526		40.20	71.94
Classe moyenne supérieure	7.1	4219	3000	4493		47.80	69.64
Moyenne classe moyenne	13.6	2508	1900	2536		54.11	55.74
Classe moyenne inférieure	7.2	1662	1300	1370		62.69	54.92
Petite bourgeoisie urbaine	11.4	1863	1400	2423		41.78	48.40
Classes populaires urbaines	21.4	1155	900	1031		61.16	41.49
Classe ouvrière	23.9	1325	1177	915		24.27	39.86
Exploitants agricoles	3.4	1392	600	2931		15.97	48.20
Ouvriers agricoles	8.2	482	200	754		37.33	31.77
Ensemble		1858	1200	2740		44.02	47.35

* + : Salaire minimum – R\$788,00

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques du PNAD 2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi, hormis ceux/celles sans déclaration de revenu.

Lecture : En 2015, la *Petite bourgeoisie urbaine* représentait 11,4% de l'ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi. Elle disposait en moyenne d'un revenu mensuel de R\$1863,00, mais la moitié d'entre eux avait un revenu inférieur à R\$1400,00. Cette différence est due à la présence d'un nombre restreint d'individus percevant de revenus très élevés, ainsi l'écart-type de la distribution est de R\$2423,00. Parmi les membres de la *Petite bourgeoisie urbaine* nous retrouvons 41,78% des femmes et 48,4 % d'entre eux s'auto-déclarent « blancs ».

La structure des positions de classe présente dans l'ACEP suit à peu près le niveau des revenus mensuels perçus dans l'emploi principal au sein de chaque classe. Les distributions au sein de chaque catégorie montrent également que les écarts entre les revenus moyens et les revenus médians expriment l'existence d'un nombre important de valeurs aberrantes au sein de toutes les catégories. Comme nous pouvons voir au travers les diagrammes de dispersion des revenus²¹⁰, les médianes et les premiers quartiles des distributions sont souvent plus rapprochés que les médianes et les troisièmes quartiles.

La moyenne des écarts entre les revenus des catégories est de R\$1039,00 pour les revenus moyens et de R\$766,00 pour les revenus médians. Mais aussi au sein de l'ACEP cet écart est très variable : les *Classes supérieures urbaines* disposent d'un revenu moyen 12,9 fois plus élevé que celui des *Ouvriers agricoles* ; et il présente une différence d'un peu moins de 4,9% en ce qui concerne les *Exploitants agricoles* et les membres de la *Classe ouvrière*.

La part de femmes au sein des catégories varie beaucoup : si elles représentent 62,7% de la *Classe moyenne inférieure*, seulement 15,9% des *Exploitants agricoles* sont des femmes. Le fait que les différentes catégories perçoivent des niveaux de revenu différents est peu corrélé à la part de femmes au sein de chaque catégorie (0,096 pour le revenu moyen et 0,19 pour le revenu médian). Au contraire, la part de blancs au sein d'une strate et le positionnement socio-économique de cette même strate augmente de manière presque linéaire : le coefficient de corrélation entre la part de blancs et le revenu moyen est de 0,915, valeur qui augmente à 0,922 lorsqu'on prend en compte le revenu médian. Ainsi 71,96% des individus au sein des *Classes supérieures urbaines* s'auto-déclarent « blancs », contre un peu moins de 31,67% des *Ouvriers agricoles*.

2.8. Issue : une société aux multiples regards

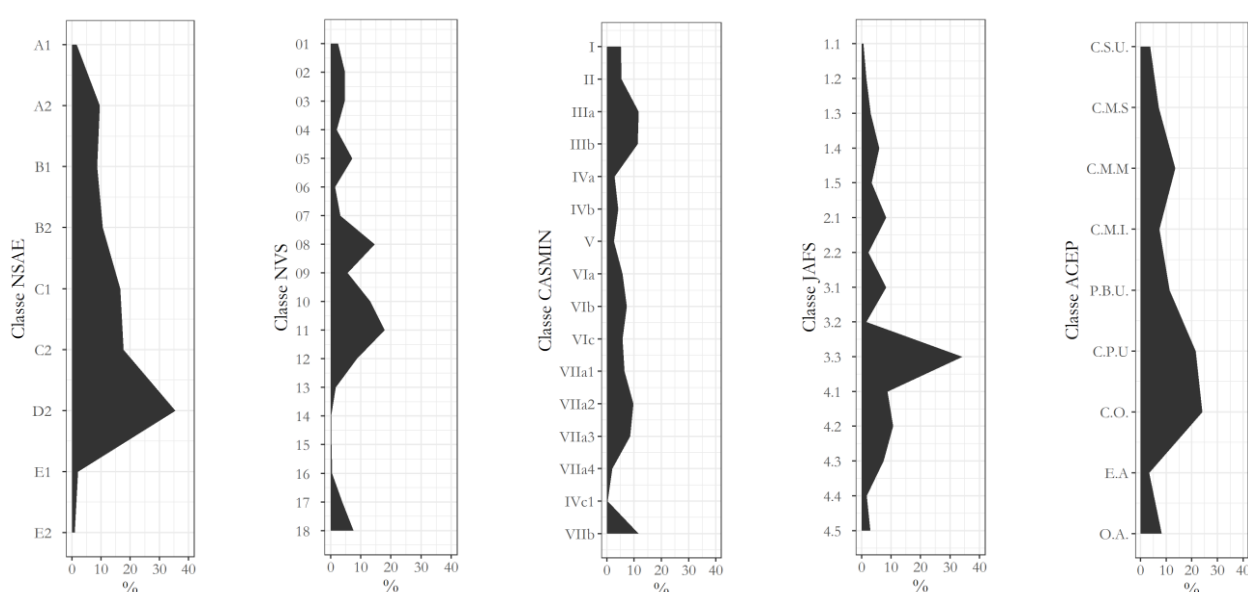
Après ce parcours, revenons à l'ensemble des schémas de classe que nous avons présenté au cours de ce chapitre. Tout d'abord, si nous nous inspirons de l'approche utilisée pour décrire les formes typiques des pyramides des âges et, ainsi, observer les « silhouettes » de la société brésilienne (Figure 7), nous pouvons voir une première différence qui résulte de l'usage de ces différents outils²¹¹. Comme les différentes nomenclatures ne disposent pas forcément du même nombre de

²¹⁰ En raison de l'importance de l'écart entre les valeurs aberrantes et l'ensemble de la distribution, nous sommes contraints de ne pas projeter les revenus supérieurs à R\$20 000,00 (concernant 0,22% des individus). Cependant ces valeurs ont été prises en compte dans la construction des diagrammes de dispersion présentés dans le *Tableau 12*.

²¹¹ Il faut souligner que, malgré l'existence d'un ordre interne à chaque nomenclature, cela n'implique pas nécessairement l'existence d'une hiérarchie englobant l'ensemble des strates, de sorte que le « haut » des projections ne représente pas toujours un « plus » et le bas un « moins » d'un seul et même critère de stratification, comme nous l'avons indiqué plus haut. Cependant, pour rendre les résultats à la fois facilement comparables et facilement lisibles

strates (la NVS disposant de deux fois plus de strates que la NSAE ou l'ACEP), il est normal que le poids de chaque strate soit plus important au sein des nomenclatures moins segmentées. Cependant, en dépit du fait que la NSAE possède en moyenne des strates plus volumineuses, c'est au sein de la JAFS que nous retrouvons la strate la plus importante : les 3.3 – *Travailleurs typiques* regroupent plus de 34% de la population âgée de 25 à 64 ans en emploi, et sont 3,2 fois plus nombreux que la deuxième strate la plus importante de la nomenclature (4.2 – *Indépendants précaires, sans salariés*).

Figure 7 – Distribution de la population en emploi selon les différentes nomenclatures de classes



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques du PNAD 2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Lecture : En 2015, la classe 3.3 (*Travailleurs typiques*) de la nomenclature JAFS concentrait à elle seule plus d'un tiers de l'ensemble de la population.

L'articulation entre l'existence d'une classe ayant une telle importance avec une structure disposant d'un nombre important de strates (quinze) fait que la représentation de la société brésilienne au travers de la JAFS est la plus concentrée autour d'un seul centre de gravité. Étant donné que la JAFS priorise le statut d'emploi par rapport aux professions exercées et par rapport aux secteurs d'activité de l'exercice de ces professions, nous sommes face à l'image d'une société dont l'ensemble des classes sociales gravite autour du travail salarié peu qualifié et sans responsabilité d'encadrement. Cette représentation, loin d'être neutre du point de vue politique

nous avons préservé les dispositions verticales utilisées par les auteurs eux-mêmes, que nous avons utilisé lors de la caractérisation des nomenclatures.

comme le veut la tradition marxiste, réduit l'importance numérique des *positions contradictoires de classe* (i.e. les « classes moyennes salariées », comptant 8,9% des individus) et de la *petite bourgeoisie* (i.e. les « classes moyennes indépendantes », comptant 15,3% des individus).

Nous pouvons voir également sur la *Figure 7* que la CASMIN est la nomenclature dont la distribution entre les différentes strates est la plus homogène. Les trois strates les plus importantes (*IIIa*, *IIIb* et *VIIb*) possèdent des poids assez proches (respectivement 11,6%, 11,3% et 11,7%) et l'écart entre ces trois strates et la quatrième strate la plus importante (*VIIa2*) n'est que de 1,16 fois. La CASMIN – aussi bien que la NVS qui est, dans une certaine mesure, son aïeule – priorise la profession exercée par rapport au statut d'emploi et par rapport aux secteurs d'activité de l'exercice de ces professions. Comme résultat, les quatre strates les plus expressives de la nomenclature ne se placent pas dans une même région de l'espace social : si les classes *IIIa* et *IIIb* correspondent au travail non-manuel de routine en milieu urbain, la classe *VIIa2* correspond au travail manuel urbain et la classe *VIIb* agrège les travailleurs manuels ruraux. Ainsi, la représentation de la société brésilienne au travers de la CASMIN ne présente pas un seul centre de gravité. Cependant, l'ensemble des strates faisant partie de la « nouvelle classe moyenne » – *I*, *II*, *IIIa*, *IIIb* d'après Scalón & Salata (2012) –, comptent 33,3% de la population et font ressortir légèrement la « tête » de la projection.

Malgré le fait que la CASMIN et la NSAE présentent les « classes moyennes » les plus volumineuses (respectivement 40,2% et 44,9%), ces deux nomenclatures segmentent ce groupe respectivement en six et en trois strates. L'ACEP, quant à elle, présente treize strates capables de sous-diviser les *Classes moyennes salariées* (englobant 28% de l'ensemble des individus) et deux autres pour appréhender la *Petite bourgeoisie* (englobant 13,8% de l'ensemble des individus). Ainsi, l'ACEP est capable de rendre visible des phénomènes qui peuvent passer inaperçus lorsque nous mobilisons d'autres outils (A. M. Cardoso et Préteceille 2017).

Toutes les nomenclatures sont construites à partir d'un système « emboîté », ce qui permet d'adapter le niveau de détail utilisé aux informations statistiques disponibles et aux différentes problématiques de recherche. Par contre, toutes les nomenclatures présentent des classes dont les effectifs sont inférieurs à 1%, c'est-à-dire des classes théoriquement pertinentes, mais dont l'analyse statistique à partir des informations des PNADs exige de la prudence.

Comme il est attendu, au vu de la logique qui oriente sa construction, la NSAE est la classification qui présente la distribution des revenus la plus homogène au sein de chaque strate. Celle où nous retrouvons des strates avec la distribution des revenus la moins homogène est l'ACEP, dont les coefficients de variation vont de 0,69 à 2,1. Parmi les schémas de classes

sociologiques, c'est dans le milieu rural, particulièrement parmi les exploitants agricoles, que les inégalités de revenus sont les plus importantes. Ceci est dû à la coexistence d'une masse de petites exploitations agricoles peu dotées en facteurs de production et basées sur la main-d'œuvre familiale avec des exploitations agricoles grandes, modernes et très rentables dont une partie non-négligeable de la production est destinée aux marchés étrangers (Roux 2012; Théry 2009).

Lorsqu'il s'agit de rendre visible le caractère genré de la structure sociale, c'est au sein de la nomenclature JAFS que les strates sont les plus marquées par le sexe des individus. En effet, sept de ses quinze classes sont composées à plus de 70% d'individus d'un même sexe. Par ailleurs, c'est aussi dans la JAFS que les écarts de la part des femmes entre les classes sont les plus importants : 92,47% des *Employés domestiques* sont des femmes, mais elles sont seulement 13,98% parmi les *Agriculteurs exploitants*. D'autre part, la NSAE est celle présentant la structure sociale la moins genrée : les femmes sont légèrement surreprésentées parmi les classes les plus aisées, ceci étant en lien avec leur parcours scolaire plus long : 5,9% sont diplômées du supérieur (contre 4,8% des hommes), et 22,3% ont abandonné les études supérieures avant leur conclusion *ou* sont toujours inscrites en études supérieures (contre 13,4% des hommes).

En ce qui concerne la « race », l'approche dont les strates sont le plus fortement « racialisées » est celle de la NSAE, dont quatre des neuf classes sont composées à plus de 70% d'individus déclarant une même couleur de peau, rendant explicite le rapport entre richesse et identité raciale des individus. Cependant, si nous regardons la corrélation entre le revenu moyen ou le revenu médian de chaque strate et la part de personnes qui s'auto-déclarent « blanches » au sein de chaque strate, nous verrons que c'est la CASMIN qui explicite le plus le lien entre structure sociale, richesse et l'identité raciale.

Chaque approche des classes sociales mobilisée au cours de ce chapitre présente une capacité à exprimer des facettes différentes de la société brésilienne. L'usage simultané de ces nomenclatures peut, cependant, se heurter à des quiproquos, étant donné que la proximité entre les libellés de certaines classes peut cacher une distance importante entre leurs contenus. Lorsque nous regardons les catégories destinées à appréhender l'emploi domestique au sein de chaque nomenclature, nous pouvons voir que l'importance de cette catégorie peut varier de manière significative²¹². Ainsi, chez la NVS, la catégorie 12 – *Travailleurs domestiques* compte 8,7% de l'ensemble de la population de référence ; chez la CASMIN la classe VIIa3 – *Travailleurs manuels non-qualifiés, Service domestique* comporte 8,5% des individus ; la classe 4.3 – *Employés domestiques* de la JAFS et la catégorie *Employés domestiques* de la version détaillée de l'ACEP (Tableau 13) disposent toutes les deux de 7,4% des

²¹² Un raisonnement similaire s'applique aux « professions libérales ».

individus. Cet écart, qui peut dépasser 17,5%, exprime une différence concernant les professions qui sont classées au sein de chaque approche (Tableau 13).

Tableau 13 – Professions classées au sein des catégories désignant le service domestique

Profession	Code CBO	NVS (%)	CASMIN (%)	JAFS (%)	ACEP (%)
Infirmiers (diplômés)	2235	-	-	0,04	0,04
Aide-soignants (diplômés)	3222	-	-	0,04	0,04
Collecteur de loyers, péages, crédits, etc.	4214	-	-	0,01	0,01
Syndic de copropriété	5101	1,15	-	-	-
Responsable de service de laverie	5102	0,03	-	-	-
Personnel de ménage chez des particuliers, jardiniers	5121	70,81	72,11	83,22	83,22
Majordomes et gouvernantes	5131	-	-	0,31	0,31
Cuisiniers et commis de cuisine	5132	-	-	1,91	1,91
Serveurs, barmans, baristas	5134	-	-	0,01	0,01
Travailleurs dans l'entretien des bâtiments et des voies (i.e. élagueurs, ramoneurs, agents de nettoyage etc.)	5142	-	-	0,01	0,01
Auxiliaires de soins sans formation reconnue (i.e. Sage-femme, Infirmiers, aides-soignants, etc.)	5151	-	-	0,01	0,01
Auxiliaires de vie	5162	-	-	13,26	13,26
Employés de services funéraires	5165	0,17	0,18	-	-
Blanchisseurs et repasseurs	5169	1,24	1,27	-	-
Agents de sécurité, gardes du corps	5173	10,05	-	-	-
Portiers	5174	16,55	16,85	0,41	0,41
Autres employés des services	5199	-	9,59	-	-
Chauffeurs	7823	-	-	0,72	0,72
Capitaines et matelots timoniers de la navigation fluviale	7827	-	-	0,03	0,03
Total		6 496 046	6 378 797	5 525 228	5 525 228

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques du PNAD 2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Lecture : En 2015, la classe 12. *Travailleurs domestiques* de la NVS regroupe 6 496 046 d'individus exerçant sept professions différentes, dont la plus importante est celle de *Personnel de ménage chez des particuliers, jardiniers* (code 5121 de la CBO).

Ainsi, la strate dédiée à appréhender les employés domestiques est composée de sept professions dans la NVS ; cinq professions dans la CASMIN ; et treize professions dans la JAFS ou l'ACEP. Au centre des « employés domestiques » nous retrouvons le *Personnel de service de ménage chez des particuliers* et les *Portiers*. Mais nous y retrouvons aussi des professions aussi diverses que *Syndic de copropriété* (1,15% de la NVS) ou les *Capitaines et matelots timoniers de la navigation fluviale* (0,03% de la JAFS et de l'ACEP).

Cette différence est due au fait que la JAFS et l'ACEP appréhendent les employés domestiques au travers du *statut d'emploi*, variable codée par l'IBGE et qui comporte, au sein des PNADs, deux catégories dédiées à cette activité professionnelle. La NVS et la CASMIN, quant à elles, utilisent un croisement des professions avec le type détaillé d'activité de l'employeur, stratégie qui permet de reconstruire la catégorie de manière indépendante du codage de l'IBGE.

Comme nous l'avons vu, la production des outils utilisés dans l'approche quantitative des classes sociales est le produit d'un groupe majoritairement masculin, dont les trajectoires académiques sont marquées par des périodes de formation et/ou de recherche à l'étranger, notamment aux États-Unis. Mais dans quelle mesure cela est-il exceptionnel relativement aux sciences sociales au Brésil ? Nous délinéerons par la suite le profil de ces chercheur·euse·s en fonction du sexe et du parcours académique international.

À l'image de ce qui se passe en niveau global (UNESCO 2017), la part des femmes dans l'enseignement supérieur et la recherche au Brésil se réduit au fur et à mesure que l'on avance dans les grades (Martins et al. 2002; S. C. da V. Barros et Mourão 2018). Selon les informations de l'INEP²¹³, entre 2009 et 2017, les femmes représentaient en moyenne pour 57,8% des étudiant·e·s en fin de cursus dans une formation de type *bacharelado*²¹⁴ et en moyenne pour 72,4% des étudiant·e·s en fin de cursus dans une formation de type *licenciatura*²¹⁵. Selon la CAPES²¹⁶, en 2015 elles sont 54,6% des chercheur·euse·s qui préparaient un *mestrado stricto sensu* et 53,2% de ceux et celles qui préparaient un *doctorat* (CAPES 2017). Cependant, la part des femmes se réduit de manière

²¹³ Instituto Nacional de Estudos e Pesquisas Educacionais Anísio Teixeira (INEP) [Institut national de recherche sur l'enseignement] est une agence du gouvernement fédéral brésilien chargée de l'évaluation de la qualité du système d'enseignement au Brésil.

²¹⁴ Bien évidemment, la part de femmes au sein des différentes filières des *bacharelados* varie beaucoup. Si en 2015 elles sont 76,5% des étudiant·e·s de la filière *Santé et du bien-être social*, elles n'occupent que 31,5% des places au sein de la filière *Ingénierie, Production et Construction*. Pour plus de détails, voir Barros & Mourão (2018), Lombardi (2006). En français, nous trouvons une analyse de l'insertion professionnelle des ingénieures au Brésil chez Lombardi (2007).

²¹⁵ Comme l'a souligné Lúcia Villas Bôas *et al.* (2012), l'importance des femmes dans ce parcours universitaire au Brésil (destiné à former les enseignants du primaire et du secondaire), montre bien la force des représentations sociales attachées à l'exercice des différentes activités professionnelles. Notamment, lorsque nous regardons les différentes spécialisations de ces enseignants, le caractère genré des choix de carrière est explicite : les sciences et, notamment, les mathématiques étant majoritairement masculines ; le travail avec les enfants en bas âge étant lui majoritairement féminin.

²¹⁶ La *Coordenação de Aperfeiçoamento de Pessoal de Nível Superior* (CAPES) [Coordination de Perfectionnement du Personnel Diplômé] est une agence du gouvernement fédéral brésilien relevant du ministère de l'Éducation. Elle est en charge du perfectionnement et de la qualification des ressources humaines pour l'enseignement et la recherche au Brésil. Elle soutient le développement des études doctorales nationales et la formation de diplômés de haut niveau au Brésil et à l'étranger.

sensible lorsque nous regardons les chercheur·euse·s qui accèdent à un poste dans l'enseignement supérieur et de la recherche. En effet, en 2015, parmi les enseignants du supérieur qui déclaraient réaliser de la recherche académique (20,4% de l'ensemble des enseignants du supérieur), seulement 45,2% sont des femmes (INEP, 2015).

En ce qui concerne l'ensemble de chercheur·euse·s dont la thématique de recherche gravite autour de la stratification sociale, d'un côté, les femmes représentent 47,3% des auteur·e·s et coauteur·e·s étant intervenus lors des congrès annuels de l'*ANPOCS*²¹⁷ entre 2001 et 2015²¹⁸. De l'autre côté, elles correspondent à 48,7% des auteur·e·s et coauteur·e·s étant intervenus lors d'un congrès de la SBS²¹⁹ entre 2003 et 2015²²⁰. Cependant, ces groupes ne sont pas homogènes du point de vue des « grades », étant composés à la fois de jeunes chercheur·euse·s en préparation d'un *mestrado* et de chercheur·euse·s en fin de carrière. De plus, si les interventions au sein de ce genre d'espace sont pertinentes pour que nous puissions identifier les « nœuds des réseaux » les plus importants, elles restent trop restreintes pour caractériser un sous-domaine de la recherche.

Pour avoir une vision plus large de l'ensemble des chercheur·euse·s au Brésil, nous avons construit une troisième base statistique à partir de l'ensemble des CVs de chercheur·euse·s disposant d'un doctorat et dont la thématique de recherche gravite autour de la *stratification sociale*, de la *mobilité sociale* ou des *classes sociales* inscrit·e·s sur la *Plateforme Lattes*, une base publique de CVs détaillés des chercheur·euse·s en activité au Brésil (*Figure 8*).

Comme nous pouvons le voir sur la *Figure 8*, si sur l'ensemble des trois thématiques les femmes représentent 46,7% des individus, la part des femmes réduit au fur et mesure que nous passons des thématiques « pures », au sein desquelles elles représentent en moyenne 47,9% des individus, aux intersections des thématiques, au sein desquelles elles constituent en moyenne 34% des individus : elles sont un peu plus de la moitié des chercheur·euse·s s'intéressant à la *mobilité sociale*, mais moins d'un tiers de ceux·celles s'intéressant à la fois aux trois thématiques.

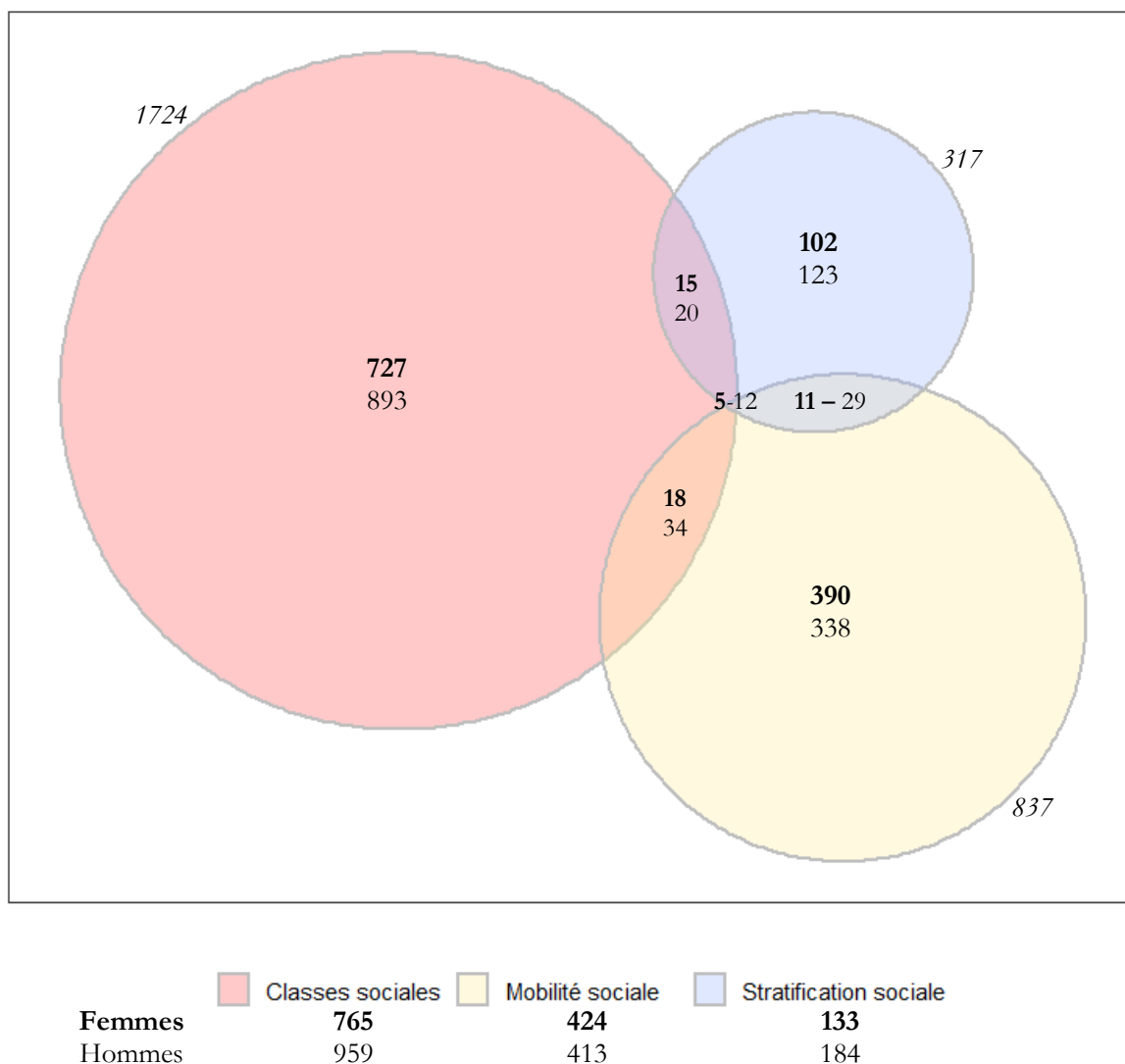
²¹⁷ *Associação Nacional de Pós-Graduação e Pesquisa em Ciências Sociais* (ANPOCS) [Association nationale de recherche en sciences sociales].

²¹⁸ Nous avons construit une base statistique à partir de l'ensemble des présentations réalisées au sein d'un des *Grupos de Trabalho* (GT) [Groupes de travail, équivalent aux Réseaux Thématiques de l'AFS] dédiés à cette thématique lors des congrès annuels de l'ANPOCS entre 2001 et 2015. C'est-à-dire : ST04 (2001), GT07 (2002-2003), ST17 (2007), GT13 (2008-2009), GT14 (2008-2009), GT06 (2011-2012), ST33 (2013) et GT03 (2014-2015).

²¹⁹ *Sociedade Brasileira de Sociologia* (SBS) [Association brésilienne de sociologie].

²²⁰ Nous avons construit une base statistique à partir l'ensemble de présentations réalisées au sein d'un des GTs dédiés à cette thématique lors des congrès de la SBS entre 2003 et 2015. C'est-à-dire : GT04 (2003-2005), GT11 (2007), GT09 (2009), GT05 (2011) et GT06 (2013-2015). Pour une évaluation de l'ensemble de la production des GTs liés à la stratification sociale voir Fernandes *et alt.*, 2017.

Figure 8 – Docteur·e·s en activité au Brésil, dont une des thématiques de recherche est la stratification sociale, la mobilité sociale ou les classes sociales, selon le sexe



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations de la *Plateforme Lattes* extraites en décembre 2019.

Champ : Ensemble de chercheur·euse·s dont les thématiques de recherche sont les *classes sociales*, la *mobilité sociale* ou la *stratification sociale*.

Lecture : Sur l'ensemble des 317 docteur·e·s en activité au Brésil dont une des thématiques de recherche est la *stratification sociale*, 133 sont des femmes (soit 42%). Ils sont 35 à travailler à la fois sur la *stratification sociale* et les *classes sociales* (dont 15 femmes), 40 autres travaillent à la fois sur la *stratification sociale* et la *mobilité sociale* (dont 11 femmes). Les chercheur·euse·s dont les recherches thématisent à la fois les *classes sociales*, la *mobilité sociale* et la *stratification sociale* comptent 17 individus, dont 5 femmes.

En croisant ces trois différentes sources d'information – *i.e.*, les interventions au sein des congrès de l'ANPOCS, les interventions au sein des congrès de la SBS et les chercheur·euse·s dont les recherches traitent des thématiques indiquées –, nous pouvons envisager une première esquisse de ce sous-domaine de la sociologie. C'est-à-dire, lorsque nous considérons les chercheur·euse·s étant intervenus au moins une fois au sein de *chaque* congrès et les chercheur·euse·s travaillant sur *au moins* deux des thématiques, nous sommes face à 164 individus, dont le « noyau » est constitué de 39 chercheur·euse·s. Dans les deux cas, les femmes comptent pour un peu moins d'un tiers.

Un peu plus de 20% des individus de ce sous-domaine ont passé une période de leur parcours à l'étranger pendant la préparation du doctorat ; en ce qui concerne son « noyau », 17 individus sur 39 ont un parcours international au cours de leur doctorat. Or, les financements pour la réalisation d'un doctorat à l'étranger [*doutorado pleno*] ou pour la réalisation d'une période de recherche à l'étranger pendant le doctorat [*doutorado sanduíche*], représentaient, 4,1% des financements de doctorat en *Sciences humaines* accordés par le CNPq²²¹ entre 2001 et 2014 (CNPq/AEI, 2019) ; et 16,3% des financements de doctorat en *Sociologie* et *Sciences sociales* accordés par la CAPES entre 2013 et 2018 (CAPES, 2019).

Ainsi, bien que nous ne disposions pas d'informations statistiques sur l'ensemble de notre période d'intérêt et en tenant compte de l'expansion de la recherche au Brésil depuis les années 2000 – ce qui a signifié aussi l'élévation du nombre de financements pour des doctorats intégralement ou partiellement effectués à l'étranger -, nous pouvons affirmer que nous observons une surreprésentation du nombre de chercheur·euse·s disposant d'un parcours académique international parmi ceux et celles dont les travaux gravitent autour de la stratification sociale²²².

Ce profil plutôt masculin et international suit de près ce qu'on observe lorsque nous regardons la production scientifique au Brésil qui mobilise des méthodes quantitatives. D'abord, les études mobilisant des méthodes quantitatives sont peu nombreuses. Selon les travaux mobilisés par Gláucio A. D. Soares (2005), un peu plus de 3% des thèses en sociologie et sciences politiques soutenues entre la fin des années 1980 et les années 2000 mobilisaient des arguments chiffrés. Pedro Neiva (2015) montre que, parmi les 4937 articles publiés entre 1996 et 2012 au sein des 22 revues scientifiques les plus prestigieuses au Brésil, 73,3% ne disposaient d'aucun argument chiffré, 20,9% mobilisaient de la statistique descriptive basique et seulement 5,8% utilisaient des méthodes statistiques plus complexes (*i.e.*, régression, classification, analyse factorielle etc.). Lorsque nous regardons la publication des sociologues, ces valeurs sont, respectivement, 79,2%, 17,1% et 3,6%.

²²¹ Le *Conselho Nacional de Desenvolvimento Científico e Tecnológico* (CNPq) [*Conseil national de développement scientifique et technologique*] est un organisme fédéral brésilien dépendant du ministère de la Science et de la Technologie responsable d'une partie significative du financement de la recherche au Brésil. Le domaine des *Sciences humaines* au sein du CNPq regroupe les disciplines suivantes : la sociologie, l'anthropologie, les sciences politiques, la philosophie, la géographie, l'histoire, l'archéologie, la psychologie, l'éducation et la théologie. Entre 2001 et 2014, 63% des financements de doctorat accordés par le CNPq ont été attribués à des personnes du sexe féminin, cette valeur passe à 53% en ce qui concerne les financements de doctorat à l'étranger (CNPq/AEI, 2019).

²²² Nous sommes conscients qu'une étude approfondie du profil et du parcours des chercheur·euse·s en sociologie au sein d'une thématique donnée mériterait d'avoir lieu, mais cela exigerait des informations statistiques dont nous ne disposons pas à présent (*i.e.*, un accès à l'ensemble des informations de la *Plateforme Lattes* et des financements publics des doctorats et périodes de recherche à l'étranger sur des périodes comparables), dépassant, ainsi, le cadre de cette thèse de doctorat.

Pedro Neiva (2015) indique également que 62% de l'ensemble des auteurs sont du sexe masculin, mais que 80% des auteurs d'articles mobilisant des méthodes statistiques plus complexes sont du sexe masculin (71% de ceux mobilisant des statistiques basiques), malgré le fait que la variable *sexe* ne soit pas significative au sein du modèle multivarié qu'il construit. En ce qui concerne le parcours international des chercheur·euse·s, le modèle construit par l'auteur montre que le fait d'avoir réalisé le doctorat aux États-Unis impacte positivement l'usage des statistiques. Par contre, la réalisation d'un doctorat en France impacte négativement l'usage des statistiques.

La sous-représentation des femmes au sein des formations universitaires marquées par une forte présence du « quantitatif » (*i.e.*, mathématiques, physique, ingénierie etc.) est un phénomène que nous observons aussi bien en France (Breda 2014), qu'aux États-Unis (Corbett et Hill 2015) ou au Brésil (Lombardi 2007; 2017; Araújo et Lombardi 2013). Il s'avère que les recherches autour de la « stratification sociale » exigent le plus souvent la mobilisation des méthodes quantitatives et, ainsi, la sous-représentation des femmes au sein de ce sous-domaine de la sociologie semble être liée davantage à cet enjeu méthodologique qu'à l'intérêt pour la thématique en-soi²²³.

De plus, il nous semble que c'est la question méthodologique – ou, plus précisément, la formation aux méthodes quantitatives – qui explique l'importance des parcours internationaux au sein de ce sous-domaine. En effet, comme nous l'avons souligné à maintes reprises, la place des méthodes quantitatives au sein des sciences sociales brésiliennes a été historiquement marginale et, en raison d'une autonomisation incomplète du champ des sciences sociales au Brésil, une formation approfondie à ces méthodes passait/passe par des cursus à l'étranger (G. A. D. Soares 2005; Neiva 2015; Bachini et Chicarino 2018; L. S. Rodrigues 2020b). Ce n'est qu'en 1999 qu'une formation systématique en méthodes quantitatives pour les sciences sociales d'ampleur nationale prend forme à l'Université de Minas Gerais (UFMG), en suivant le modèle de l'école d'été en méthodes quantitatives de l'Université de Michigan²²⁴. Plus récemment, en 2010, un accord entre l'Université

²²³ Pour revenir au cas français, la situation n'est guère différente. À titre d'exemple, si nous regardons le numéro de l'*Année Sociologique* dédié aux « classes sociales et leurs mesures » (n°69, 2019), nous comptons quatre femmes sur treize auteur·e·s ; lors de la *Journée d'études interdisciplinaire : Enjeux de construction, de diffusion et d'utilisation de la nomenclature PCS 2020* qui a eu lieu à Nantes le 22 novembre 2019, nous comptons quatre femmes sur quinze intervenants, toutes ayant intervenues rapidement lors d'une même table ronde ; le groupe de travail de construction de la nouvelle nomenclature européenne (ESeG) disposait de huit femmes au sein d'une équipe de 22 chercheur·euse·s (Amar et Meron 2014) ; le *Laboratoire de Sociologie Quantitative (LSQ-CREST)* de l'INSEE affiche une équipe de 30 chercheur·euse·s, dont treize femmes.

²²⁴ Comme le montre Neiva (2015), le fait d'avoir fréquenté la formation en méthodes quantitatives de l'UFMG est décisif dans la publication d'articles utilisant des méthodes quantitatives (*Odds ratio* : 4,571, *p-value* < 0.01). De plus, selon l'auteur, grâce à cette formation, le nombre de recherches mobilisant des méthodes quantitatives au Brésil a augmenté de manière conséquente au cours des dernières années.

de São Paulo et l'*International Political Science Association* (IPSA) promut également des formations de courte durée en méthodes quantitatives à São Paulo.

Avant ces deux formations, cependant, c'est à l'IUPERJ²²⁵ qu'une partie conséquente de la recherche mobilisant des méthodes quantitatives au Brésil a été réalisée, en raison d'une conjonction de facteurs tels que l'existence d'un corps d'enseignants-chercheurs formé aux méthodes quantitatives aux États-Unis ; la proximité géographique et institutionnelle avec l'IBGE, l'IPEA ; la collaboration avec d'autres universités telles que la UFRJ, la PUC-RJ et la FGV ; une autonomie organisationnelle etc. (A. A. P. Prates 2015; Keinert et Silva 2010; Canêdo 2009; Canêdo et Garcia 2005).

Le profil plutôt masculin et international que nous retrouvons au sein du sous-domaine de la recherche – et qui est, d'ailleurs, le nôtre – est encore plus marqué au sein du groupe de chercheur·euse·s dont les travaux ont été analysés au cours de ce chapitre. Un autre élément semble également être important : presque la totalité de ces chercheurs (à l'exception de Wagner Kamakura et José Afonso Mazzon) sont passés par une université de la ville de Rio de Janeiro.

Nous arrivons à la fin de ce chapitre, cher lecteur·trice. Cependant, avant de passer à l'étape suivante, revenons à une petite dernière question. Nous avons déjà indiqué l'intérêt de ce chapitre pour le sociologue brésilien et, par contraste, nous pensons avoir montré son intérêt pour les sociologues portant autres passeports. Mais soyons un peu plus explicites : quel serait l'intérêt d'une comparaison de nomenclatures de classes sociales au Brésil pour le sociologue français (ou européen), étant donné que nous ne nous proposons pas de réaliser une enquête comparative ?

Il peut sembler évident aux sociologues du « vieux monde » que les nomenclatures de classes sociales jouent un rôle essentiel en tant qu'outil capable d'exprimer synthétiquement un ensemble de différences observables entre les milieux sociaux. Sur la scène française, la *Nomenclature des Professions et Catégories Socioprofessionnelles* produite et administrée par l'INSEE occupe depuis des décennies une place hégémonique en tant que grille de lecture de l'espace social, et dépasse les murs des laboratoires de recherche. Au niveau européen, la nouvelle *Classification socioprofessionnelle européenne* [*European Socio-economic Group, ESeG*] se présente comme un outil capable de rendre lisible

²²⁵ *Instituto Universitário de Pesquisa do Rio de Janeiro* (IUPERJ) [Institut universitaire de recherche de Rio de Janeiro] est un centre de recherche fondé en 1969 au sein de l'Université Candido Mendes, une des plus anciennes universités privées au Brésil. Il a été pensé et construit à partir du financement de la Fondation Ford et a absorbé un nombre important de jeunes chercheur·euse·s originaires de l'UFMG ayant bénéficié préalablement d'une bourse de doctorat aux États-Unis de la même fondation. En raison d'une crise financière et organisationnelle, en 2010 l'ensemble des enseignants-chercheurs et des doctorants de l'IUPERJ seront absorbés par l'Université de l'État de Rio de Janeiro (UERJ), y créant l'*Instituto de Estudos Sociais e Políticos* (IESP) [Institut d'études sociales et politiques].

une structure sociale transnationale et essaye de s'imposer comme un élément pertinent dans l'appréhension de différents phénomènes socioéconomiques.

Or, dans un tel contexte, le cas brésilien nous rappelle que la naturalisation des catégories d'analyse n'est qu'une déformation professionnelle. Encore plus : déformation professionnelle doit être combattue, étant donné que les informations statistiques et la soi-disant « réalité » qu'elles expriment sont une construction *ipsis litteris*. Ainsi, la manière de fixer les paramètres permet à ces outils scientifiques de faire apparaître, puis de contribuer à faire exister, des phénomènes aussi distincts que le genre, le poids de l'appartenance « raciale », la richesse ; mais aussi le vote, la prise de position face aux questions écologiques et la mobilité socioprofessionnelle intergénérationnelle etc.

Le cas brésilien nous rappelle également l'importance de la maîtrise des dynamiques théoriques et méthodologiques qui permettent d'articuler les engrenages de ces automates pour pouvoir saisir le sens précis des réponses qu'il nous envoie. Une même catégorie statistique peut non seulement changer de sens en fonction des contextes au sein desquels elle prend existence, mais elle peut faire référence à des réalités assez distinctes en fonction des conditions objectives de sa production : la catégorie *paysan* (ou *classe moyenne*) ne garde pas le même sens si elle est suivie par le qualificatif *français* ou *polonais* ; elle ne désigne pas forcément le même phénomène lorsqu'elle est mobilisée au sein de l'Enquête Emploi de l'INSEE, au sein des registres administratifs d'entreprise ou au sein d'une enquête menée par la *Coordination rurale*.

Certes, l'importance d'un outil comme les PCS pour les sciences sociales n'est pas négligeable. C'est grâce à lui que le cumul et la complémentarité des recherches faites au sein de différents domaines en France a été en grande partie possible. La PCS et la place qu'elle occupe sont à défendre. Cependant, la PCS n'est qu'un cas particulier de l'espace des possibles et se pencher sur le cas brésilien est une manière de ré-imaginer des possibilités pour, peut-être, perfectionner cet outil.

Chapitre 3 : Les composantes fondamentales de l'espace social brésilien

À présent je peux me considérer un type chanceux / Parce qu'en dépit d'être très jeune, je me sens sain et en sécurité et fort / Je me dis toujours que Dieu est brésilien et qu'il marche à mes côtés / Et qu'ainsi je ne peux pas souffrir l'année dernière / Ces derniers temps j'ai trop saigné, ces derniers temps j'ai pleuré comme une madeleine / L'année dernière je mourus / mais cette année je ne meurs pas.

(Belchior, *Sujeito de sorte*, 1976)

Le présent chapitre joue un double rôle dans l'économie de notre enquête : tout d'abord, il a pour ambition d'élargir la « sociographie » de la société brésilienne, en situant historiquement et à la lumière des recherches les plus récentes les différentes facettes de la réalité sociale brésilienne, mobilisées au sein de notre analyse. Par ailleurs, il est dédié à la présentation des composantes utilisées dans la construction de l'*espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil* qui, comme nous l'avons déjà indiqué, n'est qu'une expression simplifiée de l'*espace social brésilien*, tout en gardant avec celui-ci des homologues structurelles. L'objectif est de permettre aux lecteurs et lectrices les moins familiarisés avec l'histoire sociale du Brésil de mieux comprendre les choix qui ont été faits en matière de structuration des informations statistiques et le sens que nous accordons à l'interprétation de certains de ces faits.

Notre point de départ est la partie stable du questionnaire des PNADs entre 2002 et 2015²²⁶, au sein duquel nous avons sélectionné les questions les plus pertinentes d'un point de vue sociologique pour construire un espace capable d'exprimer en partie les inégalités sociales au Brésil dans la période analysée. Ces questions ont ensuite été utilisées pour construire un ensemble d'indicateurs couvrant trois domaines, à savoir, les caractéristiques de l'insertion des individus sur le marché du travail, les caractéristiques du logement et les caractéristiques de la vie privée et familiale.

Cependant, malgré leur pertinence théorique, une partie de ces indicateurs ne se sont pas montrés statistiquement significatifs lors de l'analyse, contribuant peu ou pas à la variance des axes retenus à l'interprétation. C'est le cas de la cohabitation intergénérationnelle ; du caractère mono ou plurifamilial des ménages ; du fait de réaliser un travail de nuit ; et du fait de poursuivre des études (tous niveaux confondus) tout en étant en emploi. Tous ces indicateurs ont ainsi été écartés lors de la construction de la version finale de l'espace que nous présenterons par la suite.

3.1. Les caractéristiques de l'insertion des individus sur le marché du travail

Comprendre l'insertion des individus sur le marché du travail au Brésil nous oblige à approfondir un peu plus une de ces caractéristiques qui est, nous semble-t-il, à la fois la plus structurante de ce marché et celle qui peut prêter à confusion dans l'esprit des lecteurs et lectrices

²²⁶ Comme nous l'avons précisé auparavant : *a)* sauf mention contraire, les informations statistiques mobilisées au cours de ce chapitre proviennent des PNADs ; *b)* la population d'étude est restreinte aux personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi ; *c)* les valeurs monétaires sont exprimées en *Reais* de septembre de 2015 et ont été corrigées par l'INPC-IBGE ; *d)* nous avons harmonisé les plans d'échantillonnage des PNADs sur l'ensemble de la période.

les moins familiarisées avec l'histoire sociale de ce pays, à savoir, le binôme *formel-informel* lorsque nous analysons le marché de l'emploi²²⁷.

L'*emploi salarié formel* ou, selon le langage courant, « avec le *Livret de travail* signé » (Encadré 5) est plus explicite et correspond au contrat de travail réglementaire en vigueur, qui donne accès à un univers où

(...) la représentation syndicale est garantie et où les relations de travail sont régies par les conventions collectives, non par de simples relations contractuelles entre employeur et employé. Dans le monde formel on peut bénéficier de toutes les lois du travail et trouver, dans beaucoup de cas, dans la Constitution fédérale, un bouclier protecteur contre les actes arbitraires de l'employeur. On y bénéficie des vacances, d'un treizième mois et d'un pécule dans un fonds accumulé au long de ses périodes d'emploi (Fond de gestion des travailleurs salariés).(A. M. Cardoso, Comin, et Araujo Guimaraes 2004, 57).

L'univers de l'*emploi informel* se définit négativement par rapport à l'*emploi formel*. D'abord, nous y trouvons ce que le langage courant appelle un « emploi sans le LTSS signé », i.e. l'emploi salarié dont le contrat n'a pas été déclaré auprès des institutions publiques, s'exerçant ainsi sans le cadrage légal composé par les droits du travail et les conventions collectives et assurant au salarié ou à la salariée le ténu filet protecteur de la sécurité sociale brésilienne. À ces salarié·es « sans le LTSS signé », il faut ajouter les travailleur·euse·s non-rémunéré·e·s soit embauché·e·s au sein de l'entreprise familiale, soit embauché·e·s en tant qu'apprentis, stagiaires, bénévoles ou coopéré·e·s.

²²⁷ Bien que la période analysée dans notre étude ne soit pas concernée, il est important d'indiquer qu'en 2017 a été adopté le projet de loi 13 467/2017 qui a effectué le changement le plus substantif du code du travail depuis sa promulgation en 1943, en y altérant plus d'une centaine d'articles. Ce projet de loi est marqué par un esprit de « flexibilisation » des relations d'emploi. Il détermine, par exemple, la fin de la stabilité des emplois (reconnaissance de la rupture conventionnelle), la fin de la cotisation obligatoire des entreprises aux syndicats, la possibilité de l'extension de la sous-traitance à n'importe quelle activité au sein de l'entreprise (auparavant, la sous-traitance était limitée aux fonctions secondaires), l'équivalence entre l'embauche d'une personne sous le statut de salarié et de celui d'autoentrepreneur (en rendant plus difficile à la personne embauchée sous le statut d'autoentrepreneur de réclamer à la justice du travail les mêmes droits et avantages que lui offrait le statut de salarié), réduction du temps minimum de la pause déjeuner de 1h à 30min, parmi beaucoup d'autres changements. Pour une présentation détaillée des changements du code de travail par la loi 13 467/2017 et ses conséquences les plus immédiates, voir (Schiavi 2018; H. B. M. da Silva 2018; J. D. Krein, Oliveira, et Filgueiras 2019; C. R. de Oliveira, Augusto Júnior, et Costa 2019). En français, vous trouverez une présentation synthétique de ces changements en les mettant en perspective avec le cas français chez (M. de P. Leite 2020).

Encadré 5 – Le Livret de travail et de sécurité sociale (LTSS)

Le **Livret de travail et de sécurité sociale** [*Carteira de trabalho e de seguridade social*] est le document obligatoire pour l'exercice de tous les emplois salariés, même à caractère temporaire, et pour l'exercice indépendant (sans employés) d'une activité rémunérée (*Figure 9*). En ce qui concerne les salariés, l'employeur a l'obligation de « signer » le LTSS dans un délai de 48h après l'embauche, en y indiquant la date d'embauche, le salaire, le code de la profession d'après la Classification brésilienne des professions (CBO) et, le cas échéant, les conditions spéciales de réalisation du travail.

Le droit du travail brésilien considère qu'il existe une relation d'emploi dès lors qu'un individu réalise (principe de personnalité) une activité qui est invariablement nécessaire au fonctionnement d'une entreprise (principe de non-éventualité), subordonnée à une autre personne physique ou morale à titre onéreux (en contrepartie d'une rémunération).

Figure 9 – Extrait d'un LTSS : Couverture, identification et contrats de travail



Lecture : En plus d'être un moyen d'identification des individus, contenant en plus de la photo et de la signature des informations relatives aux documents d'identité et à la filiation, le LTSS présente l'ensemble de contrats de travail sous le statut de salarié dont un individu a disposé, permettant *a priori* la reconstruction de l'ensemble de la carrière d'un individu. Cependant ces informations sont lacunaires et peuvent contenir des incohérences. Dans l'extrait ci-dessus (pp. 12-13 du LTSS) nous pouvons voir deux contrats signés au sein de la même entreprise située dans la ville de São Paulo : le premier entre septembre 2011 et février 2012 (p. 12) pour le poste de « consultant commercial » avec un salaire de R\$2 805,00 ; le deuxième entre janvier et novembre 2014 (p. 13) pour le poste de « chef de département de conseil en stratégie » avec un salaire de R\$5 000,00. Entre les deux contrats, cependant, la personne en question a été embauchée par la même entreprise, mais sous un autre statut que celui de salarié, de sorte que la période 2012-2014 n'est pas indiquée dans le LTSS. Notons également que le code CBO indiqué lors de deux contrats et, ainsi, renseigné aux autorités publiques et aux syndicats, ne correspond absolument pas à l'intitulé des postes. En effet, le code 1233-05 (p. 12) correspond au métier de « directeur commercial » et le code 2612-05 (p. 13) correspond au métier de « bibliothécaire ».

À l'origine du LTSS on retrouve le **Livret professionnel** [*Carteira profissional*] (1932), document facultatif, fortement inspiré de la *Carta del Lavoro* établie en 1927 par Benito Mussolini en Italie, qui formalisait la relation de travail, rendait possible aux salariés urbains le registre détaillé de leurs parcours professionnels et servait d'instrument juridique pour faire valoir les droits du travail dans des situations conflictuelles. Lorsqu'il est devenu obligatoire (1943), le **Livret professionnel** a établi, en plus de la cotisation obligatoire à la retraite, d'après la synthèse de Márcia da Silva Costa,

(...) la limitation du temps de travail hebdomadaire à 48h, l'interdiction du travail aux mineurs de 14 ans, la réglementation du travail des femmes, la rémunération obligatoire pour les heures supplémentaires, repos hebdomadaire et congés payés, les conditions minimales de salubrité et de protection contre les accidents du travail, indemnités dans le cas d'un licenciement injustifié entre autres. (M. da S. Costa 2005, 113)

Cet ensemble de droits qui a rendu les postes de travail réglementés extrêmement attractifs est à l'époque pourtant vécu par la majorité de la population comme une promesse non réalisée. D'abord, parce qu'il ne s'appliquait pas aux travailleurs ruraux (32,6 % de la population en emploi occupée en 1940²²⁸), ni aux travailleurs domestiques (presque 12% de population en emploi en 1940²²⁹) – à qui les droits des travailleurs urbains ont été élargis pleinement, respectivement, en 1969 et 1973 (partiellement) et 2013 (pleinement). Ensuite, parce qu'il était d'accès difficile aux analphabètes (56,8% de la population âgée de 10 ans et plus en 1940²³⁰) et à la population la plus démunie, ceci car son obtention était conditionnée à la présentation d'un ensemble assez étendu de documents (eux-mêmes exigeant d'autres documents) et des preuves en ce qui concerne le métier exercé et l'effectivité de la relation d'emploi – de manière que moins de 40% de la population active urbaine disposait d'un contrat formel d'emploi²³¹. Finalement, les moyens réduits et le peu de volonté politique dont disposait l'État pour fiscaliser les entreprises restreignaient significativement les secteurs économiques au sein desquels le contrat salarié réglementaire prévalait²³².

²²⁸ Voir : (IBGE 2007, 77)

²²⁹ Voir : (Madeira et Singer 1973)

²³⁰ Voir : (IBGE 2007, 55)

²³¹ Voir : (A. M. Cardoso 2018 emp. 4703 et seq.)

²³² Adalberto Cardoso souligne à ce sujet le décalage entre le nombre de **Livrets professionnels** délivrés et le volume de la population active urbaine et de personnes qui cotisent à la retraite. En effet, entre 1940 et 1950 « ont été émis 150% plus de Livrets professionnels que la croissance de la Population Économiquement Active (PEA) et 230% plus que le nombre de travailleurs qui cotisaient à la sécurité sociale. Cela semble être un indicateur très consistant de la croyance des travailleurs à la possibilité de leur incorporation au marché formel en consolidation, puisqu'ils se sont habilités à cette incorporation (en obtenant le Livret professionnel) dans des proportions beaucoup plus élevées que l'offre de postes de travail (mesurée ici par la PEA urbaine) » (A. M. Cardoso 2018 emp. 4705).

Malgré les multiples évolutions du droit du travail au cours des décennies (spécialement en ce qui concerne l'organisation syndicale et les conventions collectives) (W. L. R. da Silva 2003) et l'extension progressive de la population en emploi disposant d'un contrat de travail réglementaire, cette configuration initiale du marché de l'emploi réglementé a rendu possible le développement des réseaux permanents de travail dans des petites et moyennes entreprises urbaines en désaccord avec les législations en vigueur (Cacciamali 2016) qui emploient plus de 18% de la population occupée en septembre 2015 (plus de 27% des salarié·e·s). Certes, les « salarié·e·s informels » ont le droit d'aller en justice pour faire reconnaître leurs droits ou pour faire corriger les informations enregistrés dans le LTSS, mais ces procédures restent onéreuses et longues.

Notons, pour finir, que le décalage entre les emplois salariés *formels* et les emplois salariés *informels* est au cœur de l'instauration au Brésil de ce que la littérature sociologique brésilienne a nommé *citoyenneté régulée*²³³. Celle-ci, ajoute Adalberto Cardoso (2018), a eu comme conséquences : 1) que la législation du travail au Brésil a créé un continuum entre exclusion et inclusion de sorte qu'une même personne peut, tout au long de sa vie, alterner des périodes de citoyenneté et de pré-citoyenneté en fonction de sa position au sein du marché du travail ; 2) que les droits en général et les droits à la sécurité sociale en particulier sont vécus comme des privilèges et leur extension à l'ensemble des travailleur·euse·s comme une promesse reprise maintes fois par les couleurs politiques les plus diverses ; 3) que la *citoyenneté régulée* établit en droit le modèle de citoyen que ses promoteurs voulaient *faire exister*, mais qui excluait *a priori* la majorité de la force de travail nationale, sans que ces règles ne soient forcément perçues comme injustes.

La *citoyenneté régulée* a, ainsi, produit un mécanisme pervers de justification des inégalités sociales²³⁴ et a contribué à ce que les catégories des registres officiels reflètent très peu les dynamiques d'une société marquée par la légalisation partielle de certains segments de la main-d'œuvre urbaine, dont l'expression majeure est la haute hétérogénéité et informalité du marché du travail brésilien.

²³³ D'après Wanderley Guilherme dos Santos, la « citoyenneté régulée » est « (...) le concept de citoyenneté dont les racines ne se trouvent pas dans un code des valeurs politiques, mais dans un système de stratification des professions que, en plus, ce système de stratification professionnelle est défini par une norme légale. En d'autres termes, sont considérés citoyens tous les membres d'une communauté qui exercent n'importe laquelle des professions *reconnues* et *définies* dans la loi. Ainsi, l'extension de la citoyenneté se fait d'abord au travers de la réglementation des nouvelles professions et/ou occupations et, deuxièmement, au travers de l'extension de la portée des droits associés à ces professions, plutôt qu'au travers de l'expansion des valeurs inhérentes au concept de membre de la communauté. La citoyenneté est intégrée à la profession et les droits du citoyen se limitent aux droits procurés par la place qu'il occupe dans le processus productif, tel qu'il est reconnu par la loi. Ainsi, tous les autres, dont la profession est ignorée par la loi, deviennent des pré-citoyens ». (W. G. Santos 1979, 75).

²³⁴ À ce sujet, voir également (A. M. Cardoso 2004).

Un autre élément important dans la configuration du marché de l'emploi au Brésil est le statut d'*indépendant sans salarié·e·s à charge*. Ce statut d'emploi regroupe trois types de situations distinctes : d'abord, les individus qui travaillent à leur compte dans les franges du marché urbain dans une véritable « économie de la débrouille » au sein du *secteur informel* au sens du BIT²³⁵, notamment dans le secteur des services (et, en particulier, dans les services directs à la personne). Ensuite, ce statut concerne également les individus à leur compte qui gèrent seuls une petite entreprise insérée au sein du *secteur formel* de l'économie, exerçant notamment des métiers qualifiés (mais pas exclusivement) surtout dans le secteur des services. Finalement, le statut d'*indépendant sans salarié·e·s à charge* masque des relations salariales qui utilisent ce statut d'emploi pour réduire les coûts et les engagements de l'entreprise auprès de ses salarié·e·s sans que, pour autant, il s'agisse d'une embauche en marge de toute réglementation (comme c'est le cas de l'emploi « sans le LTSS signé »). En fonction du métier et du secteur d'activité, cette dernière configuration peut, d'ailleurs, être avantageuse aux salarié·e·s sur le court terme, en raison d'une rémunération plus élevée et d'un taux d'imposition plus faible. De plus, le salarié ou la salariée peut toujours faire appel à la justice du travail pour obliger la reconnaissance de la relation salariale (et, avec celle-ci, de ses droits), dès qu'il·elle est en mesure de prouver la longévité du contrat et la subordination de ses activités²³⁶.

Pris ensemble, les emplois « sans le LTSS signé », les *travailleur·e·s non-rémunéré·e·s* et les *indépendants sans salarié·e·s à charge* composent ce que nous appelons ici l'*emploi en situation informelle*. Notons que cela ne correspond pas exactement à la définition de l'*emploi informel* du BIT (Figure 10), puisque nous ne prenons pas en compte l'ensemble des travailleur·euse·s à leur propre compte engagé·e·s dans l'exercice d'activités exclusivement pour la consommation de leur ménage (*Aeecom*)²³⁷, puisqu'ils·elles se retrouvent en dehors du marché de l'emploi, en côtoyant les situations de chômage. De plus, nous classons l'ensemble des *employeur·euse·s* au sein de l'*emploi en situation formel*, car les configurations actuelles de l'économie capitaliste rendent difficiles d'évaluer le niveau

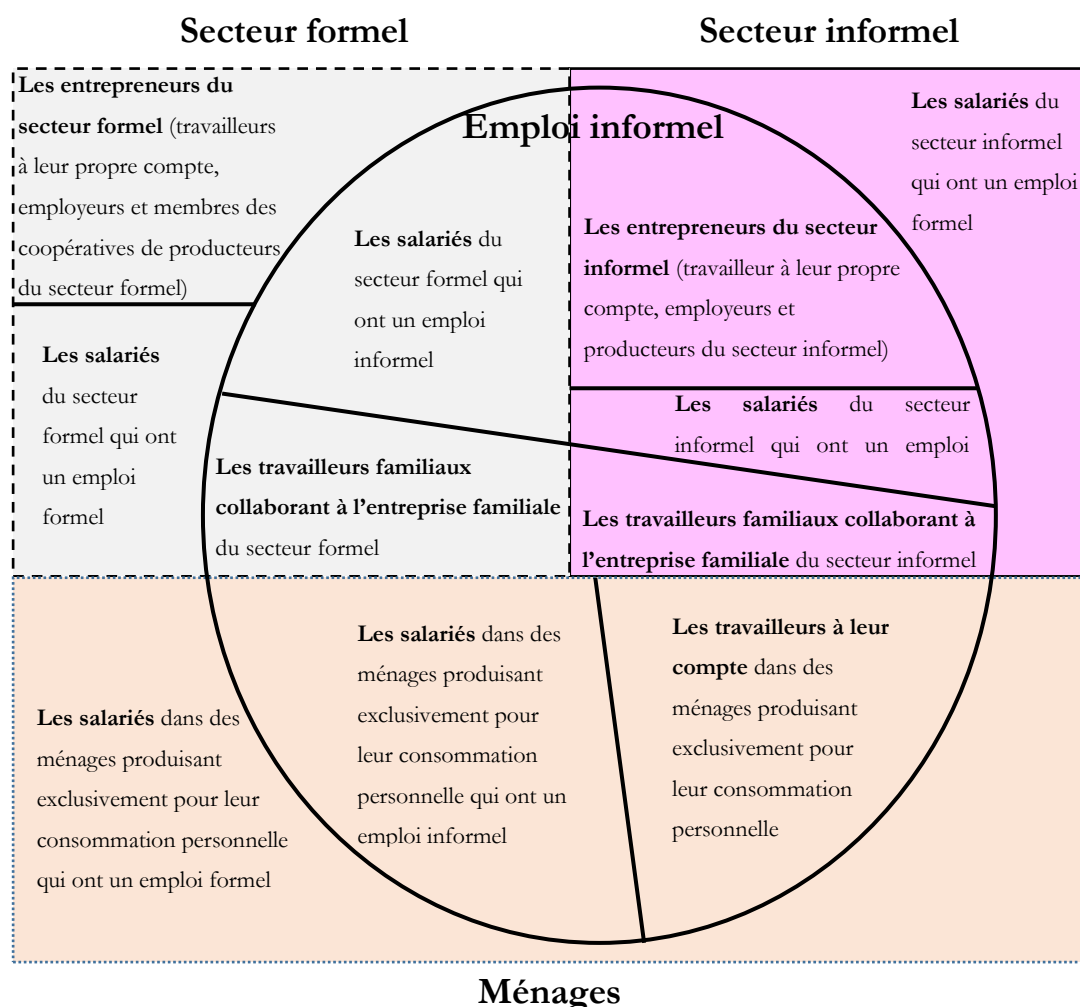
²³⁵ Comme établi par la quinzième *Conférence internationale des statisticiens du travail* (CIST) en 1993, le *secteur informel* « (...) peut être décrit, d'une façon générale, comme un ensemble d'unités produisant des biens ou des services en vue principalement de créer des emplois et des revenus pour les personnes concernées. Ces unités ayant un faible niveau d'organisation, opèrent à petite échelle et de manière spécifique, avec peu ou pas de division entre le travail et le capital en tant que facteurs de production. » (BIT 2013, 16). Dans le cas brésilien, signale le BIT en accord avec l'*Enquête sur l'économie informelle et urbaine* (ECINF, IBGE 2003), font partie du secteur informel « les entreprises individuelles non constituées en sociétés de moins de 6 salariés qui n'ont pas un ensemble complet de comptes (à l'exclusion de l'agriculture) » (BIT 2013, 26).

²³⁶ Dans une étude dédiée spécifiquement à l'analyse de l'emploi informel, la distinction entre ces trois catégories aurait été envisageable au travers d'un croisement du métier exercé et de l'écart entre le revenu perçu et le revenu moyen des personnes exerçant le même métier (contrôlé par sexe et âge) au sein d'un emploi en situation formelle.

²³⁷ Par exemple, l'agriculture de subsistance, la construction de sa propre habitation, la fabrication de vêtements, de meubles, la collecte de l'eau et de combustible par et pour les travailleurs.

de formalisation des petites entreprises par le biais exclusif du nombre de salarié·e·s dont elle dispose (comme le fait le BIT)²³⁸.

Figure 10 – Les composantes de l'emploi informel au sens du BIT



Source : Adapté par l'auteur de (BIT 2013, 46)

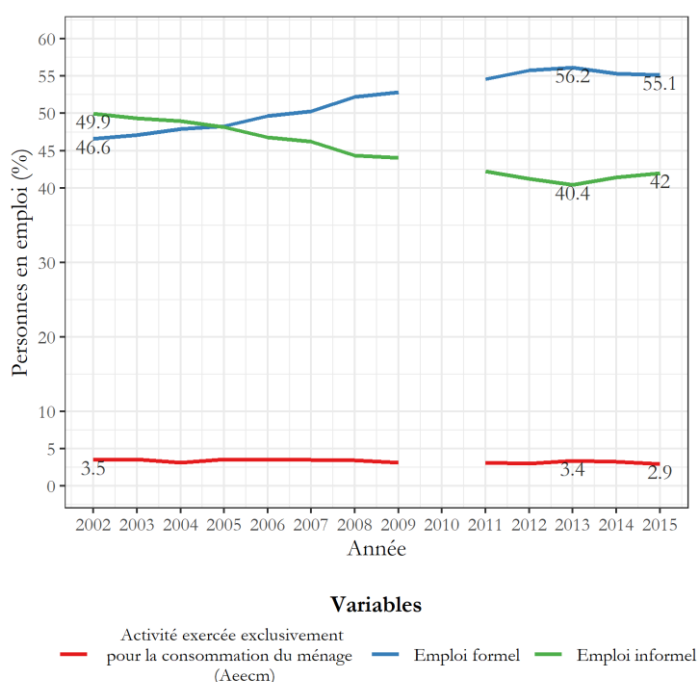
Lecture : Les personnes exerçant un emploi *salarié informel* intègrent l'*emploi informel* indépendamment du fait que l'employeur (personne physique ou juridique) se place dans le *secteur formel*, dans le *secteur informel* ou soit un *ménage*.

Comme nous pouvons le voir (*Graphique 8*), la période que nous analysons est marquée par l'expansion de l'*emploi en situation formelle*, la plus importante depuis les années 1980 (A. M. Cardoso, Comin, et Araujo Guimaraes 2004; Dedecca 2005; Carvalhaes, Souza, et Ribeiro 2009). Celle-ci est directement liée à la croissance économique observée tout au long de cette période, pendant laquelle le nombre de personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi a été multiplié par 1,31. Cette expansion de l'emploi s'explique principalement par la création d'un nombre important de postes

²³⁸ Pour plus de détails sur la définition de l'*emploi informel* utilisée par le BIT, voir (BIT 2013, 43-49).

de travail salariés « avec le LTSS signé », responsable de presque 70% de cette augmentation²³⁹. De plus, cette augmentation de l'emploi s'est faite notamment au travers de professions dont la rémunération se situe dans le cinquième quintile des revenus (Carvalhoes et al. 2014). Sur l'ensemble de la période 2002-2015, l'*emploi en situation formelle* englobait 51,7% des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi, l'*emploi en situation informelle*, quant à lui, concernait 45% de cette même population.

**Graphique 8 – Évolution de l'emploi en situation formelle et en situation informelle
2002-2015**



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques des PNADs 2002-2015

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Lecture : 56,2% des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi occupent un *emploi en situation formelle* en 2013, contre 46,6% en 2002.

Comme nous l'avons souligné, le contrat de travail salarié *en situation formelle* (« LTSS signé », fonctionnaires et militaires) est accompagné d'un certain nombre de droits et, ainsi, il est associé à tout autre indicateur relatif à l'insertion des individus au sein du marché de l'emploi que nous

²³⁹ Le nombre de postes de travail salariés « avec le *Livret de travail* signé » a été multiplié par 1,66 entre 2002 et 2015. Sur cette période le nombre de *fonctionnaires* et *militaires* a également été multiplié respectivement par 1,45 et par 1,71. Certes, une partie de ces postes de travail dans le secteur privé est le résultat d'un processus de formalisation des emplois informels préalablement existants – *p.ex.*, le nombre absolu des travailleurs non-rémunérés a été divisé par 2,07 -, mais les informations statistiques des PNADs ne se prêtent pas à saisir ce phénomène de manière précise. Pour une analyse de l'expansion de l'emploi sur la période 2002-2009, voir (Borges 2012; Araújo et Lombardi 2013; Nakatani-Macedo et al. 2015).

mobilisons sans, pour autant, être en doublon avec eux²⁴⁰. Parmi ces indicateurs, dont le Tableau 14 présente une synthèse générale et sur lesquels nous reviendrons par la suite, l'association la plus forte est celle entre l'emploi en situation formelle et le fait de cotiser à une *Caisse de prévoyance sociale* (CPS) : plus de 85% des personnes cotisant à une CPS occupent un emploi en situation formelle et seulement 3,7% des personnes occupant un emploi en situation formelle déclarent ne pas cotiser à une CPS (*V de Cramér* de 0,796).

3.1.1. Accès à la protection face aux aléas de la vie

La cotisation à une CPS est au cœur du système de *Sécurité sociale* brésilien tel qu'il a été établi par la Constitution fédérale de 1988, *i.e.* constitué par le trépied composé de la *Santé gratuite et universelle*, la *Prévoyance sociale* et l'*Assistance sociale* (IPEA 2009a, vol. 1, chap. 1). Dans ce système, la *prévoyance sociale* a pour mission d'assurer un revenu aux personnes en emploi et aux personnes à leur charge lors de la perte de la capacité de travail²⁴¹. Elle est spécialement importante en raison des régimes de retraite et elle est nourrie surtout par les cotisations des individus exerçant un emploi en situation formelle, dont le régime de fonctionnement et le montant des cotisations varient selon plusieurs cas de figure (E. R. Silva et Schwarzer 2002, sect. 2.2). Mais la cotisation à la *prévoyance sociale* est également ouverte à l'ensemble des individus exerçant un emploi en situation informelle ou, encore, qui n'exercent pas un emploi (femme/homme au foyer, étudiant·e·s, chômeur·euse·s de longue durée etc). De plus, indépendamment de la situation de l'emploi, les individus peuvent cotiser à des *fonds de pension privés*, soit pour disposer d'une retraite complémentaire (le plus courant), soit comme source exclusive de la retraite – la cotisation à ces fonds reste, cependant, très minoritaire²⁴².

Ainsi, malgré le rôle central du système de retraites dans la *prévoyance sociale*, cotiser à une CPS signifie bénéficier d'un ensemble de dispositifs de protection face aux aléas de la vie, spécialement

²⁴⁰ Moins intense, mais aussi importante, est l'association entre l'emploi en situation formelle et les salaires non-monétaires (*V de Cramér* de 0,396), le temps de travail hebdomadaire (*V de Cramér* de 0,294) et la syndicalisation (*V de Cramér* de 0,199). Vous trouverez dans l'*Annexe A* (p. 332 et seq.) une série de tableaux croisés montrant les associations les plus pertinentes entre ces variables.

²⁴¹ La *prévoyance sociale* comprend cinq domaines, à savoir, 1) l'assurance maladie, invalidité et retraite (sous le modèle de répartition) ; 2) les indemnités liées au congé maternité ; 3) l'assurance chômage ; 4.a) l'allocation familiale pour les personnes ayant des enfants de moins de 14 ans à charge et percevant des revenus en-dessous d'un seuil (établi par la loi) 4.b) l'allocation familiale pour les dépendants des personnes incarcérées ; et 5) la pension alimentaire aux ayant-droit d'un individu décédé et les pensions de réversion. Vous trouverez une présentation de l'évolution de la *Prévoyance sociale* au Brésil et les détails de son organisation chez (E. R. Silva et Schwarzer 2002; IPEA 2009b, vol. 2, chap. 2)

²⁴² Pour une présentation en français de l'évolution historique de la *Prévoyance sociale* au Brésil, ainsi que du développement et l'importance des fonds de pensions privés dans la période plus récente (notamment ceux liés aux syndicats), voir (Jardim 2013).

en ce qui concerne les populations les plus démunies. Cotiser (ou ne pas cotiser) à une CPS impacte de manière directe les conditions de vie et la capacité des individus à se projeter sur l'avenir.

La période que nous analysons a été marquée par une série de changements dans les régimes de retraite et dans les formes de contribution à une CPS. Ces changements ont, d'un côté, produit un rapprochement entre les régimes spéciaux d'une partie des fonctionnaires et le régime général – dont la conséquence la plus immédiate a été l'expansion des mécanismes de retraite complémentaire des fonctionnaires au travers de la création de fonds de pensions spécifiquement dédiés –; et, de l'autre côté, ils ont créé des mécanismes d'inclusion des catégories jusqu'alors en marge du système de retraites du régime général²⁴³. Combinée avec l'expansion de l'emploi (et, en particulier, de l'emploi formel), l'extension de la *couverture potentielle* de la prévoyance sociale a résulté en une augmentation constante de la part des personnes cotisant à une CPS : si en 2002 un peu plus de 50% des personnes âgées de 25-64 ans en emploi cotisaient à une CPS (tous les régimes confondus), cette valeur atteint 66,2% en 2015 (soit une expansion d'environ 30%).

En raison de la superposition entre l'exercice d'un *emploi en situation formelle* et le fait de cotiser à une CPS, nous utiliserons, pour construire l'espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil, un seul indicateur qui exprime le croisement de ces deux informations. Mais, en raison de leurs faibles effectifs, les modalités regroupant aussi bien les individus en *Aeecom* que les individus exerçant un emploi en situation formelle qui ne cotisent pas à une CPS seront mises en passives.

²⁴³ Ces changements s'insèrent dans la série de réformes réalisées tout au long des années 1990 (Nakahodo et Savoia 2008; IPEA 2009a, 1:51 et seq; Jardim 2013). Dans les grandes lignes, en 2003, les régimes spéciaux des fonctionnaires de l'État fédéral subissent des forts changements, notamment la fixation d'un plafond pour la valeur maximale des retraites perçues. Ce plafond a été fixé au même niveau que celui perçu par les retraités du régime général, dont la contrepartie a été la création de dispositifs de retraite complémentaire au travers de fonds de pensions (qui ne sont réglementés qu'en 2012); en 2005, sont créées des conditions spéciales de cotisation et de départ à la retraite pour les personnes handicapées, pour les personnes exerçant des activités à risque, et pour les personnes à bas-revenu et les femmes/hommes au foyer ; en 2015, sont notamment modifiées les règles de départ à la retraite et les pensions de réversion. Sur la même période, d'autres changements concernant les régimes spéciaux des fonctionnaires des États fédérés et des municipalités ont été mis en place dans toutes les régions du pays. De plus, malgré le fait que cela ne concerne pas la période analysée ici, en 2019 le système de la *Prévoyance sociale* et, en particulier le régime général des retraites, a subi à nouveau de très forts changements.

**Tableau 14 – Indicateurs de l’insertion des individus au sein du marché de l’emploi
2002-2015**

Variable	Code de la variable	Modalité	Code de la modalité	Statut au sein de l'ACM	%
Situation de l'emploi et de cotisation à une CPS	<i>SE_CPS</i>	Activité exercée exclusivement pour la consommation de leur ménage	<i>Aeecom</i>	Passive	3,3
		Emploi en situation informelle et sans cotiser à une CPS	<i>Informel_CPS_Non</i>	Active	36,4
		Emploi en situation informelle, mais cotisant à une CPS	<i>Informel_CPS_Oui</i>	Active	8,6
		Emploi en situation formelle et cotisant à une CPS	<i>Formel_CPS_Oui</i>	Active	49,8
		Emploi en situation formelle, mais sans cotiser à une CPS	<i>Formel_CPS_Non</i>	Passive	1,9
Syndicalisation	<i>Syndicat</i>	L'individu n'est pas adhérent à un syndicat	<i>synd_non</i>	Active	80,1
		L'individu est adhérent à un syndicat	<i>synd_oui</i>	Active	19,9
Niveau de salaires non-monétaires liés à l'emploi principal	<i>Salnonmon</i>	L'individu n'est pas concerné par des salaires non-monétaires liés à l'emploi principal (i.e. indépendant·e·s)	<i>non_concerne</i>	Passive	29,5
		Niveau 1	<i>snm_1</i>	Active	28,7
		Niveau 2	<i>snm_2</i>	Active	7,6
		Niveau 3	<i>snm_3</i>	Active	10,0
		Niveau 4	<i>snm_4</i>	Active	24,3
Nombre d'emplois occupés simultanément	<i>Nb_emploi</i>	L'individu occupe un seul emploi	<i>nb_poste_1</i>	Active	95,1
		L'individu occupe simultanément deux emplois et plus	<i>nb_poste_se2</i>	Active	4,9
Ancienneté dans l'emploi principal	<i>Anci_emp</i>	≤ 3 mois	<i>anc_0-3</i>	Active	5,8
		4-12 mois	<i>anc_4-12</i>	Active	12,0
		13-24 mois	<i>anc_13-24</i>	Active	12,1
		25-60 mois	<i>anc_25-60</i>	Active	21,3
		61-120 mois	<i>anc_61-120</i>	Active	19,1
Temps de travail hebdomadaire	<i>Temp_trav_bb</i>	≥ 121 mois	<i>anc_121_es</i>	Active	29,7
		≤ 29h	<i>tth_1-29</i>	Active	15,5
		30-39h	<i>tth_30-39</i>	Active	10,5
		40h	<i>tth_40h</i>	Active	27,8
		41-44h	<i>tth_41-44</i>	Active	13,6
		45-49h	<i>tth_45-49</i>	Active	15,6
		≥ 50h	<i>tth_sup_50</i>	Active	17,0

Source: Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques des PNADs 2002-2015.

Champ: Ensemble des personnes âgées de 25-64 ans en emploi.

Lecture: La variable mesurant le volume de salaires non-monétaires perçus par les individus en emploi (*Salnonmon*) possède une modalité regroupant les individus qui exerçaient leur métier en tant qu'indépendant et qui, pour cette raison, ne sont pas concernés par ce type de rémunération (*non_concerne*) - situation qui concernait 29,5% des personnes âgées de 25-64 en emploi. Cette modalité (*non_concerne*) ne présentant pas un intérêt pour l'analyse a par conséquent été mise en *passive* lors de l'ACM.

3.1.2. Des syndicats entre la politique et la prestation de services

Au Brésil, l'affiliation syndicale est un autre indicateur de l'insertion des individus au sein du marché du travail et de leur bien-être. Cette formulation peut paraître excessive à première vue, mais elle est liée à la place occupée par les syndicats dans la régulation du marché de l'emploi et au spectre d'actions qu'ils englobent au Brésil²⁴⁴. En effet, le *Code du travail* en vigueur depuis les années

²⁴⁴ Rappelons une fois encore : la réforme du *Code du travail* de 2017 a complètement changé le rôle des syndicats. À ce sujet, voir (J. D. Krein, Oliveira, et Filgueiras 2019, chap. 7; A. Galvão et al. 2019).

1940 établit un modèle syndical centralisateur et structuré « du haut vers le bas », fortement influencé par le *corporatisme*²⁴⁵.

D'abord, le *Code du travail* établit que l'exercice d'une activité en situation formelle impose la cotisation au syndicat de la catégorie de métiers. Cette cotisation est obligatoire à la fois aux salarié·e·s et aux entreprises : les salarié·e·s payent annuellement une contribution de 1/30 de leur salaire mensuel (un jour de travail) ; les entreprises, quant à elles, sont contraintes de payer une cotisation qui varie entre 0,02% et 0,8% du capital social de l'entreprise en fonction de la valeur de ce capital. Ces sommes sont récoltées par le *Ministère du travail* qui, ensuite, les redistribue aux syndicats (60%), aux fédérations syndicales (15%), aux confédérations syndicales (5%), aux centrales syndicales (10%, à partir de 2008)²⁴⁶ et à un fond du *Ministère du travail* lié au financement du chômage et du développement économique (10%, à partir de 2008)²⁴⁷.

De plus, dans ce modèle syndical règne le principe de l'*unicité syndicale*, c'est-à-dire qu'est autorisée l'existence d'un seul syndicat par catégorie de métiers au sein d'un territoire donné dont l'étendue ne peut pas être inférieur à une municipalité (*i.e.* un seul et même syndicat peut représenter les salarié·e·s d'une catégorie de métiers au sein de plusieurs municipalités, mais à l'intérieur d'une municipalité il ne peut exister qu'un seul syndicat par catégorie de métiers)²⁴⁸. Nous observons, ainsi, que 80,4% des syndicats ont une base municipale ou s'inscrivent dans un petit regroupement de municipalités, éléments qui limitent la capacité d'action et de représentation des salariés.

²⁴⁵ Bien qu'il existe un consensus sur le *corporatisme* d'inspiration fasciste qui a marqué à la fois le *Code du Travail* et la structure syndicale naissante, la permanence de ces traits au long de la deuxième moitié du XX^{ème} siècle et, notamment, lors de la rédaction de la nouvelle Constitution fédérale (1988), fait débat. Vous trouverez une synthèse des arguments en faveur du « modèle corporatiste » comme clé analytique du syndicalisme au Brésil chez (L. M. Rodrigues 2009, 38-65), et vous trouverez une synthèse des arguments en faveur du « modèle légiféré » comme clé analytique chez (A. M. Cardoso 2003, 127-45).

²⁴⁶ Avant les changements du *Code du travail* de 2008, destinés à réglementer les rôles des centrales syndicales (Loi n° 11 648 de 2008), ces organismes – créés à partir de 1983 et qui sont devenus des acteurs majeurs de la politique nationale – ne disposaient pas de ressources provenant de l'ensemble des contributions syndicales et n'étaient pas autorisés à établir des conventions collectives. Ainsi, comme le souligne Adalberto Cardoso (2003, chap. 1), les centrales syndicales (et, en particulier, la *Centrale Unifiée des Travailleurs, CUT*) agissaient comme des partis politiques ou comme base de soutien à des partis politiques. La modification du mécanisme de financement des Centrales syndicales lors du changement de la législation syndicale en 2008 – *i.e.* l'accès par les Centrales syndicales à 10% de l'ensemble de l'impôt syndical qui est réparti entre elles selon le nombre de syndicats affiliés dont elles disposent -, a promu une régularisation d'un nombre important de syndicats par pression des Centrales syndicales (I. J. Rodrigues, Ladosky, et Bicev 2016; A. Cardoso 2014). Il est difficile d'évaluer dans quelle mesure cette augmentation du nombre de syndicats a impacté la *densité syndicale*, mais il est possible que cet impact ne soit pas négligeable). Pour une analyse de la trajectoire de l'action politique de ces Centrales syndicales, voir également (A. Galvão 2013; I. J. Rodrigues et Ladosky 2015; I. J. Rodrigues, Ladosky, et Bicev 2016).

²⁴⁷ Il s'agit du Compte spécial d'emploi et salaire [*Conta Especial Emprego e Salário, CESS*], qui intègre le Fond de Soutien au Travailleur [*Fundo de Amparo ao Trabalhador, FAT*]. Avant les changements du *Code du travail* de 2008, le CEES percevait 20% de la contribution syndicale.

²⁴⁸ D'où l'importance de la bonne inscription du Code CBO au sein du LTSS, comme nous l'avons indiqué dans l'*Encadré 5*.

Ensemble, le financement garanti par la loi et l'unicité syndicale ont contribué fortement aux dimensions colossales prises par ce système : en 2015, il existait au Brésil 15 892 syndicats, 549 fédérations syndicales, 43 confédérations, 7 centrales syndicales²⁴⁹ – totalisant 16 491 organisations qui représentaient les salarié·e·s (11 240 organisations) et les patrons (2 251 organisations), dont 73,8% en régions urbaines (A. G. Campos 2016).

Notons encore que les syndicats peuvent utiliser les ressources de l'impôt syndical et celui de l'abonnement de leurs adhérent·e·s²⁵⁰ dans une très ample gamme d'activités qui, à certains égards, les rapprochent du rôle joué par les *Comités d'entreprise* en France²⁵¹. En effet, en plus d'organiser les demandes de leurs adhérent·e·s, de fiscaliser le respect des lois du travail et de les informer et de les suivre juridiquement dans les cas de litige avec l'employeur, de les représenter collectivement, d'être responsables des conventions collectives ; les syndicats au Brésil peuvent mobiliser les ressources dont ils disposent en vue de proposer à leurs adhérent·e·s des services liés aux loisirs – *p.ex.* des séjours dans des colonies de vacances (parfois appartenant au syndicat et souvent en système « *all inclusive* »)²⁵², des activités sportives, des voyages etc. – ; liés à la formation – *p.ex.* cours de spécialisations dans un domaine, reconversion professionnelle, cours de langues étrangères etc. – ; liés à la proposition des contrats avantageux négociés collectivement auprès de prestataires privés – *p.ex.* assurance santé privée, salle de sport, école privée etc. – ; et aussi de constituer des institutions de crédit, des complémentaires retraites, des bibliothèques, des structures pour la réinsertion professionnelle entre autres.

Comme l'indique Adalberto Cardoso, à partir des informations statistiques de la dernière *Enquête syndicale* de l'IBGE (2001),

²⁴⁹ Comme le signale Rodrigues *et al.* (2016), il existe au Brésil en 2015 douze centrales syndicales (et non pas sept), mais seulement sept d'entre elles disposent d'un nombre d'adhérents au-delà du seuil légal (7%) pour pouvoir accéder aux ressources de l'impôt syndical. Nous avons choisi d'utiliser cette dernière valeur en raison de l'homogénéité des sources, puisque elle est celle adoptée par l'IPEA et celui-ci est la source des autres informations que nous mobilisons.

²⁵⁰ Il faut souligner une nuance juridique: malgré le fait que tous ceux et celles exerçant une activité économique en situation formelle soient touché·e·s par une des formes de l'impôt syndical et, ainsi, soient obligatoirement *affilié·e·s* au syndicat qui représente la catégorie de métiers dans une municipalité donnée, cela ne leur octroie pas le droit de participer à la « vie syndicale » et de bénéficier des différentes prestations proposées par les syndicats. Pour pouvoir être intégré·e pleinement aux activités syndicales, il est nécessaire d'être *adhérent·e* au syndicat de référence, procédure qui exige une démarche administrative de la part du syndiqué·e et, très souvent, implique le paiement d'un abonnement mensuel.

²⁵¹ Pour une présentation des engagements et responsabilités des syndicats tels qu'ils sont établis par le *Code du travail*, voir (Meireles 2001). Pour un aperçu de la gamme de services qui intègrent le spectre d'actions des syndicats, nous vous adressons à la *section II* du *chapitre 3* du *Code du travail*, accessible sur <https://bit.ly/2Jt7tIH>, consulté le 25 novembre 2020.

²⁵² En dépit des problèmes interprétatifs et « théoriques » que nous pouvons y trouver, vous trouverez un descriptif général du processus de création par les syndicats de leurs propres colonies de vacances et de l'impulsion donnée à cela par les gouvernements militaires dans le travail de Gilberto O. Rodrigues (2018).

(...) presque 46% des syndicats des travailleurs urbains offrent des services médicaux et odontologiques. Parmi les syndicats de travailleurs ruraux, cette proportion était moins importante : 25%. L'assistance juridique était proposée par 82,2% des syndicats des travailleurs urbains et par 47,2% des syndicats des travailleurs ruraux. Les activités sportives et de loisir étaient proposées par 41% et 29% des syndicats respectivement. (A. M. Cardoso 2013, 191)

Ainsi, en 2001, une partie non-négligeable des syndicats proposait des services et des activités à leurs adhérent·e·s. De plus, d'après une autre étude du même auteur, plus de 50% de ces adhérent·e·s déclaraient avoir choisi tel syndicat en fonction de ses services et activités (A. M. Cardoso 2003, 254 et seq.).

Certes, selon le questionnaire complémentaire sur la syndicalisation présent dans le PNAD 2015²⁵³, presque 52% des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi qui étaient syndiquées déclarent que la principale raison de leur adhésion à un syndicat est *la défense des droits des travailleur·euse·s* par le syndicat. Mais 20% affirment que ce qui a motivé leur association sont *les services proposés par le syndicat* et, surtout, presque 32,2% de l'ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi associées à un syndicat déclarent *avoir l'habitude d'utiliser les services proposés par le syndicat* (21,5%) ou *avoir l'habitude de participer à des activités organisées par le syndicat* (19%). De plus, parmi les personnes qui *ne sont pas* associées à un syndicat, 24,8% déclarent ne pas y adhérer *parce que les services proposés par le syndicat ne les intéressent pas*. Ainsi, les services et activités proposés par les syndicats constituent-ils un élément déclencheur à leur adhésion, mais en outre, une partie non négligeable des adhérent·e·s à un syndicat profitent effectivement de ces services et activités²⁵⁴.

S'il est vrai qu'en 2015 presque 26% des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi adhérent à un syndicat (environ 4,15 millions de personnes) déclarent qu'elles ont décidé d'adhérer au syndicat *parce qu'elles pensaient que cela était obligatoire* – *i.e.* le font par pour manque d'information –, il est aussi vrai que 26,1% des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi et qui *ne sont pas* associées à un syndicat déclarent que la principale raison de ne pas s'y associer est le fait de *ne pas connaître le syndicat qui représente la catégorie de métiers qu'elles exercent* et 11,5% déclarent *ne pas savoir comment faire pour s'associer au syndicat qui représente la catégorie de métiers qu'elles exercent* (totalisant environ 22,3 millions de personnes).

²⁵³ Il faut souligner que le fait que le PNAD 2015 inclue un questionnaire complémentaire spécifiquement dédié à l'étude de la syndicalisation a probablement impacté positivement le taux de syndicalisation observé cette année-là, dont la différence par rapport au PNAD 2014 est de l'ordre de + 2,6 points de pourcentage.

²⁵⁴ Parmi les personnes associées aux syndicats, presque 9% d'entre elles déclarent utiliser une assurance santé privée, 8,6% utilisent des services médicaux et odontologiques et des services juridiques (PNAD 2015).

Cette structure syndicale a permis un *taux de syndicalisation* (ou *densité syndicale*) de la population adulte qui, entre 2002 et 2015, fluctue autour de 20%²⁵⁵. Cette valeur est, certes, inférieure à celle observée en 1978, quand le taux de syndicalisation était d'environ 27%, et cet écart conduit une grande partie des sociologues et journalistes à le minorer ; mais lorsque nous la comparons avec le taux de syndicalisation observé au sein des pays de l'OCDE, nous pouvons voir qu'elle est supérieure à la densité syndicale médiane de ces pays et qu'elle est, par exemple, plus de deux fois supérieure à celle observée en France (8,9% en moyenne sur la période 2002-2015) (OCDE 2020).

La fluctuation que nous pouvons voir dans le Graphique 1 ci-dessous, masque cependant une expansion de l'ordre de 40% du nombre absolu de personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi associées à un syndicat, passant d'environ 11,2 millions à environ 15,8 millions de personnes entre 2002 et 2015. Cette expansion est liée principalement à deux facteurs. D'abord, comme nous déjà l'avons souligné, cette période est marquée par une forte expansion de l'emploi et, en particulier, de l'emploi en situation formelle. Toutefois, l'augmentation de la densité syndicale est moins intense que l'augmentation de l'emploi en situation formelle, comme l'a déjà souligné Adalberto Cardoso (2013, chap 5).

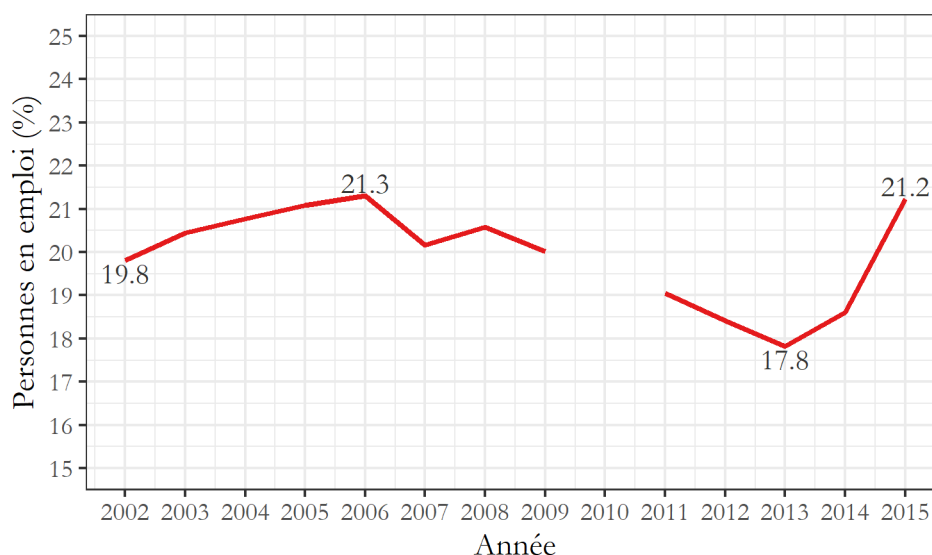
De plus, l'augmentation du nombre de syndicats et des personnes associées à un syndicat est très importante en milieu rural, puisque ces organisations ont commencé à jouer un rôle majeur dans la certification de l'exercice d'une activité agricole par un individu lors de sa demande de départ à la retraite. De plus, en donnant suite à une tendance observée depuis le milieu des années 1990, ces organisations occupent une place centrale dans l'architecture du *Programme de soutien à l'agriculture familiale* (Pronaf)²⁵⁶, étant donné que c'est à elles d'émettre des certificats nécessaires pour l'inscription de l'exploitation agricole au sein de ce programme (I. J. Rodrigues et Ladosky 2015; I. J. Rodrigues, Ladosky, et Bicev 2016). En outre, les ressources du Pronaf sont passées de 4,5 milliards de *Reais* en 2002/2003 à 24,1 milliard de *Reais* en 2014/2015. Il a également connu un processus de ramification en 16 différentes branches destinées à différents publics (femmes, jeunes, forestier

²⁵⁵ Pour une présentation de la *densité syndicale* sur la période 1978-2015, voir (I. J. Rodrigues, Ladosky, et Bicev 2019, 179 et seq.). Celle-ci est également la source des informations relatives à l'ensemble de la population occupée que nous présentons par la suite.

²⁵⁶ Le Programme de soutien à l'agriculture familiale [*Programa de fortalecimento da agricultura familiar*, Pronaf] a été créé en 1995 pour développer des canaux de financement de l'agriculture familiale à partir de critères formulés en grande partie par les syndicats de travailleuses et travailleurs ruraux. Au Brésil, une exploitation agricole familiale est celle « (...) I – [celle qui] ne possède pas, sous n'importe quelle forme, une surface supérieure à 4 (quatre) modules fiscaux; II – [celle qui] emploie principalement de la main-d'œuvre familiale dans les activités économiques de l'exploitation ou de l'entreprise; III – [celle dont] un pourcentage minimum du revenu total de la famille provient des activités économiques menées au sein de l'exploitation ou de l'entreprise (...), IV – [celle dont] la direction est assurée par les membres de la famille. » (I. J. Rodrigues et Ladosky 2015, 110).

etc.), fait qui s'exprime par une forte augmentation de la syndicalisation des femmes (qui atteint 36% en 2015) (I. J. Rodrigues, Ladosky, et Bicev 2019).

Graphique 9 – Taux de syndicalisation, 2002-2015



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques des PNADs 2002-2015

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Lecture : En 2006, 21,3% des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi sont associées à un syndicat.

Ainsi, hors du secteur agricole, le fait d'être associé à un syndicat exprime à la fois l'insertion des individus dans des branches d'activités plus structurées, où nous trouvons davantage d'emplois en situation formelle, des conditions de travail qui passent par une validation collective, la possibilité de disposer de soutien (notamment juridique, mais pas seulement), mais aussi la possibilité d'accéder à un ensemble de services et activités auxquels une partie de ces individus n'auraient pas eu accès sinon. De plus, il faut souligner que le taux de syndicalisation est plus important parmi les personnes disposant d'un diplôme du supérieur et parmi celles percevant des revenus les plus élevés (I. J. Rodrigues et Ramalho 2014), ce qui est directement liés aux activités professionnelles qu'elles exercent.

3.1.3. Temps absorbé par l'emploi principal

La Constitution fédérale de 1988 a généralisé à l'ensemble des salarié·e·s occupant un emploi en situation formelle une partie des conquêtes du mouvement syndical du début des années 1980. Une de ces conquêtes est la réduction de la durée légale « standard » de travail de 48h hebdomadaires à 44h hebdomadaires et l'a plafonnée à 48h hebdomadaires (avec le recours à des

heures supplémentaires). Mais seulement quelques années plus tard, le processus de (néo)libéralisation de l'économie a imposé des multiples formes de « flexibilisation » du marché de l'emploi²⁵⁷ et, étant donné qu'elle est une part essentielle de ce marché, de l'allocation du temps de travail des salarié·e·s par l'employeur. Le résultat est une multiplication des configurations des journées de travail ou, comme le propose Lygia S.F. Gibb (2017), de « déstandardisation » des journées de travail légale²⁵⁸.

Certes, le travail salarié « avec le LTSS signé » est toujours organisé autour des 44h hebdomadaires, mais une partie importante des conventions collectives utilisent le plafond de 40h hebdomadaires (et, parfois, 30h ou 36h). Parallèlement, un grand nombre de configurations légales se sont développées : l'extension de l'ampleur des contrats en temps partiel et des dispositifs de repos compensateur de remplacement, le développement du travail à la demande (*on call*), des journées de travail discontinues et des contrats sans un nombre d'heures minimales fixées, l'affaiblissement des normes relatives au recours à des heures supplémentaires, la réduction du temps de repos entre deux journées de travail et l'essor du télétravail en sont quelques exemples (DIEESE 2005; 2011; Gibb 2017). Ces différentes configurations et la durée de la journée de travail impactent non seulement le revenu perçu par les individus, la qualité du travail réalisé, le risque d'accidents professionnels (J. A. R. de O. Silva 2013, 137 et seq.); mais aussi la manière dont les tâches ménagères sont réparties au sein du ménage, le niveau de santé des individus, le temps dédié aux pratiques culturelles et/ou sportives²⁵⁹.

Ce processus n'a pas impacté de manière uniforme l'ensemble des salarié·e·s. Bien au contraire, en fonction de leur sexe, de la branche d'activité, du métier exercé ou de la région géographique, ces nouvelles configurations des journées de travail peuvent signifier aussi bien l'augmentation que la réduction de la durée totale du travail hebdomadaire. Cependant, en

²⁵⁷ Pour une synthèse de ces changements qui ont eu lieu au long des années 1990-2000, voir (A. M. Cardoso 2003, chap. 1 et 2); pour la période 2000-2013, voir (D. Krein et Biavaschi 2015).

²⁵⁸ La thèse de doctorat de Gibb (2017) synthétise les parcours de la journée de travail au Brésil, en proposant un contraste avec ce qui s'est passé au sein d'un groupe de pays de l'OCDE. Elle reconstitue de façon détaillée l'histoire (pp. 109-129) de la réglementation de la journée de travail au Brésil réalisée par José Otávio Ferreira (2004, 94-193) et illustre les formes typiques de contrat que nous pouvons retrouver au sein d'un ensemble de dix métiers/branches d'activité (Gibb 2017, 185 et seq.).

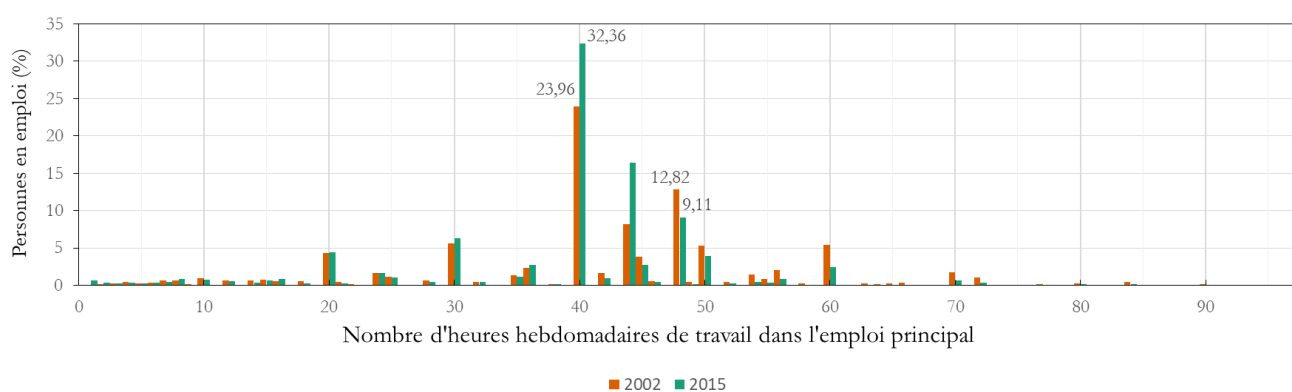
²⁵⁹ La bibliographie sur ce sujet est très étendue et fait souvent référence à des métiers spécifiques, comme les agents de nettoyage, les téléphonistes, les agents immobiliers etc., *p.ex.* (Prévost et Messing 2001; T. V. de Freitas 2012; Bernard 2017; Gibb 2017, 209 et seq.). Pour une approche plus globale de la question, voir (Donnat 1994, chap. 5; 2009, chap. 1; Hirata et Kergoat 2008; Dedecca, Ribeiro, et Ishii 2009; Lesnard 2015; Barrois et Devetter 2017).

moyenne, nous assistons à une réduction du nombre total annuel d'heures travaillées aussi bien au Brésil qu'ailleurs²⁶⁰.

Malgré le fait que le PNAD ne soit pas une source optimale pour saisir les différentes configurations de la journée de travail en termes d'allocation du temps de travail, il nous permet de saisir la durée du travail hebdomadaire totale, qui en fait un bon indicateur. Lorsque nous regardons le questionnaire supplémentaire sur les conditions de travail du PNAD 2015, nous constatons que 6,3% des salarié·e·s du secteur privé âgé·e·s de 25 à 64 ans déclarent avoir une durée de travail supérieure à celle négociée lors de l'embauche, dont 45% n'étaient pas d'accord et 58% n'avaient pas perçu une augmentation du salaire en dépit de l'augmentation du nombre d'heures travaillées. De plus, lorsqu'ils·elles étaient concerné·e·s par une journée de travail « flexible », un peu plus de 14% se déclaraient peu satisfait ou insatisfait de celle-ci, sentiment qui a tendance à augmenter avec le nombre d'heures travaillées²⁶¹.

Comme nous pouvons voir dans le *Graphique 10*, la période 2002-2015 est marquée par une croissance du nombre de personnes ayant une durée de travail hebdomadaire dans l'emploi principal équivalente à la durée de travail « standard » : +102% pour les 44h hebdomadaires et +35% pour les 40h hebdomadaires (+8,3 et +8,4 points de pourcentage respectivement). Cette augmentation significative est en grande partie, comme nous l'avons indiqué auparavant, le résultat de l'essor de l'emploi salarié en situation formelle sur la période en question.

Graphique 10 – Durée de travail hebdomadaire dans l'emploi principal, 2002 et 2015



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques des PNADs 2002 et 2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Lecture : En 2002, 12,82% des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi déclarent avoir une charge de travail hebdomadaire dans l'emploi principal de 48h. En 2015, cette valeur passe à 9,11% (soit une réduction de -3,71 points de pourcentage, *i.e.* presque -29%).

²⁶⁰ D'après Gibb (2017, 79-80), entre 1980 et 2015, nous observons une réduction du temps de travail de 22,7% en Allemagne, de 15,8% en France, 5% en Angleterre, et de 1,3% aux États-Unis.

²⁶¹ En effet, la corrélation entre le nombre d'heures travaillées et la part des salariées du secteur privé âgé·e·s de 25 à 64 ans se déclarant peu satisfaits ou insatisfaits avec la durée de leurs journées de travail est de 0,37.

De plus, cette concentration se fait notamment au travers de la réduction du nombre de personnes en emploi avec des durées de travail supérieures à 44h hebdomadaires dont la proportion est passée de 40% en 2002 à 23,5% en 2015 – une valeur qui passe de 22,5% à 11% respectivement lorsque nous considérons une durée de travail supérieur à 49h hebdomadaires. Il faut souligner que le nombre de personnes en emploi avec des durées inférieures à 40h hebdomadaires est resté relativement stable (+1,7% sur la période), exception faite des journées de travail liées à certains métiers/branches d'activité dont le total d'heures de travail hebdomadaire est de 30h (+12%) ou 36h (+18%).

C'est pour appréhender ces différents régimes de travail que l'indicateur que nous avons construit segmente la durée du travail hebdomadaire dans l'emploi principal dans les six catégories présentées dans le Tableau 14.

3.1.4. *Pluriactivité professionnelle*

Si la durée de travail hebdomadaire dans l'emploi principal est un indicateur important pour appréhender comment une activité professionnelle structure la vie d'un individu – et des conséquences qui s'en suivent -, un autre indicateur conceptuellement important de la place de l'emploi au sein de la vie des individus est le nombre de postes de travail occupés simultanément. L'exercice simultané de plus d'un emploi concerne à la fois des personnes exerçant des activités professionnelles précaires et mal rémunérées (*p.ex.* des petits exploitants agricoles, des vendeurs dans des magasins, des employés domestiques), pour qui cette pluriactivité peut être interprétée comme une manière d'atteindre un certain niveau de revenu ; et des personnes exerçant des professions qualifiées et relativement bien rémunérées mais imposant une pratique « multi-site » (*p.ex.* des enseignants, des médecins, des infirmiers). Cependant, ce phénomène concerne une partie restreinte de la population et celle-ci se réduit au fur et à mesure de la période analysée, passant de 5,65% des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi en 2002 à 3,45% en 2015.

On pourrait se demander, ainsi, pourquoi ne pas intégrer la durée de travail dans l'ensemble d'emplois occupés simultanément et, ainsi, mobiliser la variable *durée de travail hebdomadaire total*? Parce que l'exercice simultané de deux emplois ou plus a des conséquences sur la vie des individus qui dépassent le temps directement dédié à l'exercice professionnel. Le temps de déplacement entre les deux emplois ; les heures « creuses » qui, malgré le fait de ne pas être comptabilisées comme du travail, ne permettent pas une sortie effective de l'univers du travail ; la charge mentale que ce type d'activité peut produire ; et le fait que la durée de travail hebdomadaire totale peut rester réduite en dépit du nombre d'emplois occupés en sont quelques-unes des raisons.

3.1.5. Ancienneté dans l'emploi principal

Au début des années 2000 la Banque Mondiale soulignait que « (...) parmi les économistes du travail, peu de statistiques sont aussi largement citées au Brésil que celles relatives à la rotation de l'emploi [*turnover*]. Un bon tiers de la main-d'œuvre change de poste de travail [*job*] tous les ans (...) » (World Bank 2002 APUD Gonzaga et Pinto 2014, 3)²⁶². La (néo)libération de l'économie au long des années 1990 a donné l'impulsion à la restructuration des nombreuses branches d'activité (spécialement industrielles), au sein desquelles les licenciements se sont multipliés. Elle ne s'est pas toujours accompagnée d'un retour à l'emploi rapide pour une partie non-négligeable de la main-d'œuvre (A. M. Cardoso, Comin, et Araujo Guimaraes 2004). Cette situation a beaucoup évolué dans le début des années 2000, avec l'expansion de l'économie dont nous avons à maintes reprises fait référence.

Malgré la difficulté d'une comparaison internationale des taux de rotation, Luis Baccaria et Roxana Maurizio (2018) estiment que pour la période 2004-2015 le taux de transition de l'emploi vers le chômage ou l'inactivité au Brésil était de l'ordre de 11,2%, lorsque l'ensemble de sorties d'un emploi (vers le chômage, l'inactivité ou un autre emploi) concernait presque 24,4%²⁶³. Ces valeurs sont les plus faibles des six pays comparés par cette étude (Argentine, Équateur, Mexique, Paraguay et Pérou), dont les taux de rotation varient entre 12,6% (Argentine) et 15,6% (Mexique) pour ce qui concerne la transition vers le non-emploi; et entre 27,7% (Argentine) et 44,2% (Pérou) pour ce qui concerne l'ensemble des sorties d'un emploi. Mais elles sont par contre nettement supérieures à celles observées en 2009-2010 aussi bien en Angleterre (10%), qu'en Allemagne (6%) ou pour l'année 2008-2009 en France (15,1%)²⁶⁴.

²⁶² En effet, la littérature économique néoclassique non seulement souligne les valeurs particulièrement élevées du taux de rotation de l'emploi au Brésil, comme elle attribue ces valeurs essentiellement à la structure du Code du travail au Brésil, qui inciterait les individus percevant des bas salaires à alterner entre des périodes d'emploi et de chômage volontaire, pendant lesquels ils peuvent accéder à l'assurance chômage. Voir, par exemple, (Gonzaga 1998; 2003; Gonzaga et Pinto 2014; Corseuil et al. 2014). Cependant, l'ampleur de ce phénomène est difficile à mesurer et les auteurs utilisent, sans le justifier, des découpages sectoriels et temporels qui ne font pourtant pas l'unanimité. Voir, par exemple, la critique de William F. Maloney (2003).

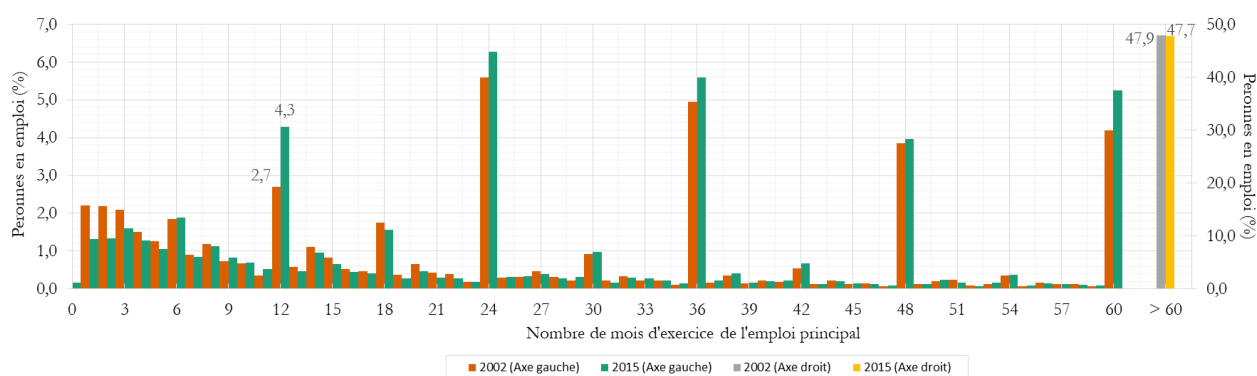
²⁶³ Le taux de rotation étant défini par les auteurs comme la part des personnes occupant l'emploi j dans l'année t , qui ont fait une transition vers le non-emploi (chômage et inactivité) ou vers l'emploi b dans l'année $t+1$ (Beccaria et Maurizio 2018, 5).

²⁶⁴ Comme soulignent Beccaria & Maurizio (2018), une comparaison avec les pays européens serait plus adéquate en tenant compte seulement des sorties de l'emploi *formel*. Dans ce cas, les différences restent importantes, mais avec des écarts moindres, étant donné que ce taux est de 20,7% pour le Brésil et varie entre 13,1% (Argentine) et 33,3% (Pérou) (Beccaria et Maurizio 2018, 24). Les informations relatives à l'Allemagne et l'Angleterre proviennent de (Beccaria et Maurizio 2018, 12), celles relatives à la France proviennent de (Amossé et Halima 2010, 2). Dans ce dernier cas, nous avons additionné les changements d'employeur ou ce que les auteurs appellent *mobilités emploi-emploi* (9,6 % de l'ensemble des actifs) et les pertes d'emploi ou *mobilités emploi-chômage* (4,9 % de l'ensemble des actifs). Comme la population de référence dans l'étude portant sur le cas français n'est pas la même des autres pays (puis qu'elle intègre

Si, sous certaines conditions, le changement d'emploi peut exprimer la recherche de meilleures opportunités au sein du marché du travail, phénomène très présent lors des cycles d'expansion de l'économie et de l'emploi ; une forte rotation de l'emploi est plutôt défavorable aux salarié·e·s (spécialement aux jeunes de moins de 25 ans, qui se retrouvent en dehors de notre champ d'analyse), puisqu'elle peut indiquer à la fois des mauvaises conditions de travail, l'exposition des individus à une instabilité des revenus, une barrière à l'accumulation de l'expérience au sein d'un métier (fait spécialement important pour la construction et progression au sein d'une activité) ; mais aussi pour les entreprises, puisque cela n'incite pas l'investissement dans la formation de leurs salarié·e·s et, ainsi, réduit la productivité de leurs activités.

L'analyse de la rotation de l'emploi exige des enquêtes structurées en panel, *i.e.* qui interrogent les mêmes individus au moment t et au moment $t+1$ de manière à saisir les changements d'emploi et de situations d'emploi. Malgré le fait que les PNADs ne soient pas une enquête de ce genre, nous pouvons utiliser l'*ancienneté dans l'emploi principal* comme un indicateur qui permet de prendre en compte partiellement ce phénomène. Comme nous pouvons voir dans le *Graphique 11*, en dépit du caractère assez approximatif de ces déclarations (ce qui explique la concentration autour des « années complètes »), nous pouvons voir que la part des personnes âgées de 25 à 64 ans exerçant l'emploi principal depuis moins de quatre mois passe de 7,1% en 2002 à 4,4% en 2015 (celle exerçant l'emploi principal depuis moins de douze mois passe de 15,6% en 2002 à 12,7% 2015). De plus, les écarts entre les valeurs observées en 2002 et en 2015 se réduisent au fur et à mesure que l'ancienneté de l'exercice de l'emploi principal augmente.

Graphique 11 – Nombre de mois d'exercice de l'emploi principal



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques des PNADs 2002 et 2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Lecture : En 2002, 2,7% des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi déclarent exercer l'emploi principal depuis 12 mois. En 2015, cette valeur passe à 4,3% (soit une augmentation de 1,6 points de pourcentage, *i.e.* presque +60%). La part des personnes exerçant l'emploi principal depuis plus de 5 ans (60 mois) reste stable, passant de 47,9% des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi en 2002 à 47,7% en 2015.

les mobilités *chômage-emploi* et *chômage-emploi-chômage*), nous avons corrigé cette valeur pour avoir des chiffres à peu près comparables.

C'est en raison de la forte stabilité dans l'emploi principal de la plupart des individus – *i.e.* plus de la moitié des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi déclarent exercer l'emploi principal depuis 5 ans et plus (≥ 60 mois), dont presque 30% depuis plus de 10 ans (> 120 mois) – et de l'importance de la rotation de l'emploi que nous avons construit un indicateur d'*ancienneté dans l'emploi principal* (Encadré 5 ci-dessus) en accordant plus d'importance aux embauches les plus récentes.

3.1.6. Une composition hétéroclite du revenu total : les salaires non-monétaires liés à l'emploi principal

Le PNAD interroge les types d'« avantages économiques en nature » perçus par les salarié·e·s dans le cadre de leur emploi principal (Encadré 6, Graphique 12). Mais, avant d'en donner plus de détails, notons, d'abord, que le champ sémantique mobilisé au Brésil n'est pas tout à fait le même qu'en France. En effet, au Brésil c'est le mot *auxílio* (qui signifie *aide, assistance, secours*) qui est utilisé pour désigner une gamme assez large de phénomènes qui va en France de ce qu'on appelle l'*Indemnité mensuelle de logement* des haut cadres de la fonction publique à l'*aide financière exceptionnelle pour les foyers les plus modestes en raison de l'épidémie de covid-19*. Ainsi, en ce qui concerne le monde du travail, le mot *auxílio* souscrit le partage ou la prise en charge par l'employeur des frais liés aux contraintes de l'exercice d'une activité professionnelle dans le champ sémantique de la philanthropie, de la bienfaisance²⁶⁵. De plus, c'est à partir de ce registre sémantique que d'autres « avantages économiques en nature » extérieurs aux contraintes directes de l'activité professionnelle, mais liés au « bien-être » des salarié·e·s, sont intégrés aux *auxílios*. Nous l'interprétons ici sous l'angle des *salaires non-monétaires*, c'est-à-dire, comme l'expression de la composition de la rémunération totale des salarié·e·s. De manière que ces *salaires non-monétaires* ne représentent absolument pas, à nos yeux, ni des « avantages », ni des « assistances » accordées aux salarié·e·s, mais des rémunérations qui prennent cette configuration en raison des contraintes liées au rapport de force inégal entre employeur et salarié.

²⁶⁵ En France, en 2018, nous avons observé un glissement semblable lors de la suppression de la *cotisation salariale d'assurance-chômage* et sa compensation partielle par une augmentation de la *Contribution sociale généralisée* (CSG). Ce qui relevait du domaine de l'« assurance » est dès lors inscrit dans le domaine de l'« assistance ».

Encadré 6 – Les catégories de salaire non-monétaire au sein du PNAD

Les PNAD interrogent les cinq catégories suivantes de salaire non-monétaire :

Lié au logement

- a) paiement ou remboursement, total ou partiel, par l'employeur, des dépenses liées au logement
- b) paiement direct du loyer du logement du salarié par l'employeur
- c) mise à disposition d'un logement par l'employeur, y compris dans le cas où il y a paiement d'un montant relatif à l'usage ou la conservation du logement ; ou
- d) mise à disposition d'une pièce ou d'un dortoir au domicile de l'employeur, y compris dans le cas où il y a une déduction partielle de cet avantage sur le salaire.

Lié à restauration

- a) Le paiement total ou partiel par l'employeur de la valeur du ticket restaurant ;
- b) Le paiement ou le remboursement total ou partiel par l'employeur des dépenses des repas (petit déjeuner, encas, déjeuner ou dîner) consommés sur le lieu de travail ou en dehors ;
- c) Le paiement ou le remboursement total ou partiel par l'employeur d'un panier de consommation alimentaire standard ou achat d'aliments ; ou
- d) La mise à disposition de repas sur le lieu de travail ou au domicile de l'employeur, y compris dans le cas où il y a une déduction partielle de cet avantage sur le salaire.

Lié au transport

- a) Le paiement total ou partiel par l'employeur des frais de transport ;
- b) Le paiement ou le remboursement total ou partiel par l'employeur des dépenses avec n'importe quel type de transport (bus, train, taxi, animal etc.) ou carburant liées au transport ;
- c) La mise à disposition de véhicule par l'employeur, hormis les cas où l'exercice de l'activité professionnelle se fait avec le véhicule en question.

Lié à l'éducation ou à la garde des enfants

- a) Le paiement ou le remboursement total ou partiel par l'employeur des dépenses liées à l'éducation du salarié ou d'un membre de la famille (frais de scolarité et/ou matériel scolaire), hormis dans le cadre de formation professionnelle liée à l'exercice de l'emploi en question ; ou
- b) Le paiement ou le remboursement total ou partiel par l'employeur des dépenses liées à la garde d'enfant.

Lié à la santé, à un traitement médical ou à la rééducation

- a) Le paiement ou le remboursement total ou partiel par l'employeur des dépenses liées à la santé, à un traitement médical ou à la rééducation (consultation médicale, examen clinique, hospitalisation, chirurgie, kinésithérapie, médicament, dispositif médical etc.); ou
- b) Le paiement ou le remboursement total ou partiel par l'employeur des dépenses liées à une assurance santé privée.

Source : Adapté par l'auteur des *Notes méthodologiques du PNAD 2015*.

Hormis les charges liées aux frais de transport entre la résidence et le lieu de travail, lesquelles possèdent un cadre légal spécifique au niveau fédéral²⁶⁶, ces avantages sont le fruit soit des négociations individuelles soit des conventions collectives et peuvent atteindre 70% du montant total du salaire déclaré²⁶⁷. D'un côté, comme ces avantages peuvent à la fois bénéficier de déductions de charges patronales ou être intégrés, de façon plus ou moins officielle, aux dépenses courantes de l'entreprise, n'étant pas soumises non plus dans ce dernier cas aux impôts sur le revenu des salariés²⁶⁸ ; il n'est pas rare que les « avantages en nature » prennent la forme de « salaires sous-imposés ». Ainsi, la valeur des « tickets restaurant » peut atteindre des montants exorbitants²⁶⁹

²⁶⁶ Voir : Loi n° 4718 du 16 décembre 1985, accessible sur <https://bit.ly/35IFiMj> consulté le 09 mai 2020.

²⁶⁷ Voir : Article 82 du Code du travail [*Consolidação das leis do trabalho, CLT*].

²⁶⁸ Notons que, dans ce cas, les dépenses n'entrent pas dans le calcul du montant total du salaire et peuvent, ainsi, ne pas avoir de plafond.

²⁶⁹ À titre d'exemple, selon le reportage du Journal *O Estado de São Paulo* (Tomazelli et Pires 2019), en 2019 les juges de l'État de Pernambouc touchaient mensuellement R\$4 787,00 en ticket restauration (4,8 salaires minimums alors en vigueur au Brésil) alors même qu'ils disposent de salaires dépassant 30 fois le salaire minimum. Ainsi, en moyenne un juge d'un des états fédérés percevait un total de R\$43 437,00 (43,5 salaires minimums), alors que le plafond des salaires dans la fonction publique est de R\$35 462,00.

et sa revente est une pratique répandue malgré son illégalité²⁷⁰. Ou, encore, l'entreprise peut intégrer dans ses dépenses courantes la prise en charge des dépenses du loyer de ses salarié·e·s, différents types d'assurances privées (santé, vie, retraite complémentaire), mettre à disposition de ses salarié·e·s une carte bancaire d'entreprise etc.

De l'autre côté, notamment lorsqu'il s'agit des salarié·e·s les plus démunie·e·s, ces « avantages » peuvent parfois représenter des contraintes importantes. Ainsi, les ouvrier·ères·s agricoles employé·e·s comme saisonnier·ère·s dans des régions éloignées de celles où ils·elles résident habituellement sont souvent contraints de rembourser (à l'employeur et/ou à l'intermédiaire) une partie des frais liés à leur logement, à leur alimentation ou à leur équipement (G. da R. Barbosa et Alves 2009; Guanais 2014; Rosa et Navarro 2014)²⁷¹.

Ainsi, ces « avantages économiques en nature » doivent-ils être lus avec prudence, étant donné la multiplicité de phénomènes qu'ils englobent et, notamment, les différentes allures qu'un même phénomène peut prendre au sein des différentes positions sur le marché du travail. L'interprétation des informations relatives aux salaires non-monétaires liés à la santé²⁷² et au logement sont particulièrement problématiques. Dans le premier cas, cette difficulté est due au fait que nous ne pouvons pas distinguer ceux et celles à qui l'entreprise paye (ou rembourse) un traitement ou une rééducation liée, par exemple, à un accident professionnel qui n'exige pas l'arrêt total de l'activité professionnelle, de ceux et celles à qui l'entreprise paye une assurance santé privée. Si nous regardons le questionnaire spécifique sur la santé présent au sein des PNADs 2003 et 2008,

²⁷⁰ Selon le sondage réalisé par la Confédération nationale des commerçants [*Confederação Nacional de Dirigentes Lojistas*, CNDL] et par le Service national de protection au crédit [*Serviço de Proteção ao Crédito*, SPC], en 2019, 16,2% des individus qui disposaient d'un ticket restaurant déclaraient les vendre *très souvent* ou *toujours*, 23,2% les vendaient *parfois* (CNDL et SPC 2019). Selon la même étude, presque la moitié de ceux et celles qui déclaraient vendre leurs tickets restaurant le faisaient pour « payer des factures » (44%). Malgré le fait que nous devons lire avec prudence ces résultats en raison des limitations techniques du sondage (échantillon trop petit, questions mal-formulées, beaucoup de non réponses, variables sociodémographiques utilisées dans la projection des résultats trop agrégées etc.), elle nous indique que *a*) la vente des tickets restaurant est une pratique assez répandue et *b*) que ce sont les strates les plus pauvres de la population qui y recourent plus fréquemment. Notons également que le questionnaire complémentaire au PNAD 2015 sur *des aspects des relations d'emploi*, a interrogé le niveau satisfaction des salarié·e·s avec la valeur des « tickets restaurant » qu'ils·elles percevaient : 66,5% des salarié·e·s âgé·e·s de 25 à 64 ans percevant un « ticket restaurant » déclaraient être *satisfait* ou *très satisfait* avec la valeur perçue.

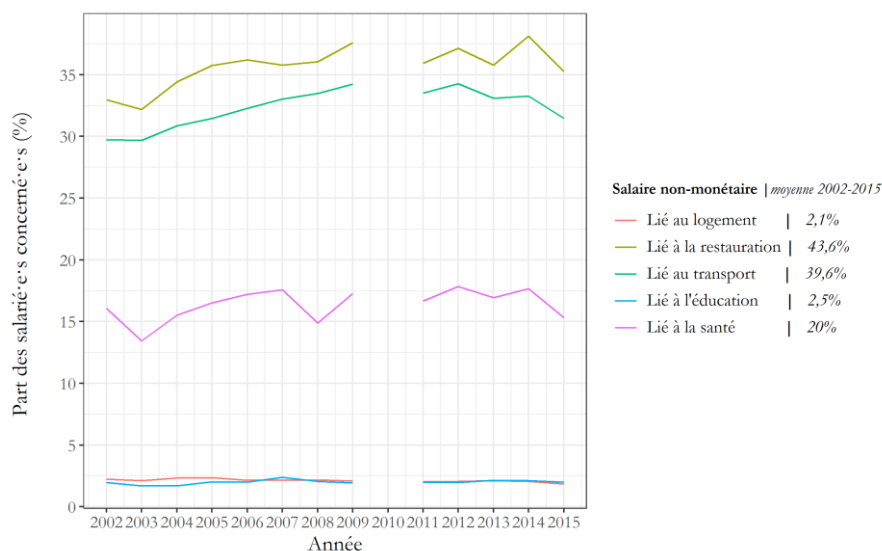
²⁷¹ Dans la pratique, le contrôle des abus de ces formes de rémunération par les organismes d'État n'est pas une tâche simple et, souvent, ces abus n'émergent que lors des litiges prud'homaux.

²⁷² À titre de rappel, le Brésil dispose depuis 1988 d'un système de santé public universel et gratuit. Ce système présente plusieurs problèmes, notamment liés à sa saturation, de manière que, selon l'indicateur synthétique créé par le gouvernement fédéral en 2012 (IDSUS 2012), la qualité globale du système est notée 5,4/10. En parallèle, le système de mutuelles privées s'est développé depuis les années 1940 et a évolué à partir des années 1980 vers un système complexe d'assurances santé et d'hôpitaux privés (Pietrobon, Prado, et Caetano 2008). Selon les informations de l'*Agência nacional de saúde suplementar* [l'autorité gouvernementale responsable de la réglementation et de la fiscalisation des assurances santé privées au Brésil], en septembre 2002, 31,57 millions de personnes disposaient d'une assurance santé privée (34,4% au travers d'un contrat d'entreprise). En septembre 2015, ce chiffre avait atteint 47,9 millions personnes (66,6% au travers d'un contrat d'entreprise), soit une croissance de 57,4%. Pour plus d'informations, voir la plateforme en ligne de l'ANSS. Accessible sur : <https://bit.ly/364oVKF>, consulté le 12 mai 2020.

nous pouvons remarquer, d'abord, que parmi les plus de 16% des salarié·e·s âgé·e·s de 25-64 ans déclarant percevoir un salaire non-matériel lié à la santé en 2003 (18,2% en 2008), 11,7% déclarent ne pas disposer d'une assurance santé privée (2% de l'ensemble des salarié·e·s), valeur qui atteint 12,2% en 2008 (2,2% de l'ensemble des salarié·e·s). Ainsi, nous pouvons estimer que 14,3% des salarié·e·s âgé·e·s de 25-64 ans percevaient en 2003 un salaire non-matériel lié à la santé sous la forme d'une assurance santé privée (16% en 2008). Cependant, en 2003, 21,83% des salarié·e·s âgé·e·s de 25-64 ans déclaraient être le titulaire d'une assurance santé privée payé *au moins partiellement* par leurs employeurs (23,7% en 2008). On peut estimer qu'environ un tiers des individus concernés *effectivement* par un salaire non-matériel lié à la santé ne le considéraient pas en tant que tel ou, en tout cas, ne le déclaraient pas en tant que tel. Étant donné que nous ne disposons de ces informations que pour les années 2003 et 2008, il n'est pas possible de construire une correction sur l'ensemble de la période. Mais ces écarts renforcent l'importance relative des assurances santé privées sur l'ensemble des salaires non-matériels liés à la santé. Ainsi, nous avons des raisons de croire que le paiement ou le remboursement total ou partiel par l'employeur des dépenses liées à une assurance santé privée représentent l'immense majorité des cas. En tout cas, c'est ainsi que nous interprétons les salaires non-matériels liés à la santé par la suite.

En ce qui concerne le salaire non-matériel lié au logement, la difficulté provient du fait que la question du PNAD traite indistinctement les résidences fournies par les employeurs en raison d'une « contrainte » – soit-elle liée aux métiers dont l'exercice impose des lieux de résidence spécifiques (*p.ex.* militaires, clergé, certaines catégories de médecins etc.), soit-elle liée à une exigence de l'employeur (employées domestiques, ouvriers agricoles, concierges etc.) – et la prise en charge par les employeurs d'au moins une partie des dépenses du salarié avec son logement individuel. Pour essayer de distinguer ces deux catégories, nous avons utilisé le lieu de résidence des salarié·e·s : lorsque le·la salarié·e habite sur le lieu de travail nous avons considéré que cela relève d'une forme de « contrainte » et non pas d'une forme de salaire non-matériel (*Annexe B*, p. 321 *et. seq.*).

Graphique 12- Part des salarié·e·s concerné·e·s par des salaires non-monnaïres



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des salarié·e·s âgé·e·s de 25-64 ans.

Lecture : En 2002, 37,7% des salarié·e·s âgé·e·s de 25-64 ans percevaient un salaire non-monnaire lié au transport. Après avoir atteint 41,5% en 2009, cette valeur baisse à 37,6% en 2015. Sur l'ensemble de la période 2002-2015, 39,6% des salarié·e·s âgé·e·s de 25-64 ans percevaient un salaire non-monnaire lié au transport.

Pour traiter les cinq formes de *salaires non-monnaïres* interrogées par le PNAD, nous avons construit un indicateur synthétique qui exprime le cumul des différentes formes de salaire. En raison de leurs faibles effectifs (*Graphique 12*), nous avons écarté dans un premier temps les salaires non-monnaïres liés au logement ou à l'éducation et nous avons réalisé une ACM des salaires non-monnaïres liés au transport, à l'alimentation et à la santé. Le premier axe factoriel de l'ACM exprime presque la totalité de la variance du nuage, opposant ceux et celles dont le salaire est exclusivement monétaire à ceux et celles dont le salaire est composé, en plus, par ces trois formes de salaires non-monnaïres à la fois. Ensuite, nous avons classifié (*K-moyennes*) les individus en quatre groupes selon leurs coordonnées sur le premier axe factoriel (*Annexe B*, p. 321 *et seq.*), de manière à disposer d'une variable structurée par quatre catégories ordonnées, c'est-à-dire, quatre niveaux de salaires non-monnaïres.

Lorsque les individus percevaient un salaire non-monnaire lié à l'éducation, ils ont été « surclassés » d'un niveau de notre variable. De même lorsqu'ils percevaient un salaire non-monnaire lié au logement. Tous les indépendant·e·s ont été classé·e·s dans la catégorie *non concernés*. Ainsi, l'indicateur synthétique du niveau de salaires non-monnaïres (*Tableau 15*), distingue, d'un côté, les individus ne disposant d'aucune forme de salaire non-monnaire (31,10% des individus en emploi ; 44,6% des salarié·e·s en 2015) et, de l'autre côté, des individus disposant simultanément de diverses formes de salaires non-monnaïres. Cependant, seulement une infime

partie d'entre eux·elles (0,7% des individus en emploi ; 0,11% des salarié·e·s en 2015) disposent simultanément de toutes les formes de salaires non-monétaires.

Tableau 15 – Niveaux et types de salaires non-monétaires (2015)

Niveau de salaires non-monétaires	Restauration		Transport		Santé		Logement		Éducation		Total	
	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>	<i>Oui</i>	<i>Non</i>		
	°	snm_1	0,0	100,0	0,0	100,0	0,0	100,0	0,0	100,0		0,0
°°	snm_2	46,1	53,9	40,3	59,8	9,8	90,2	2,8	97,2	1,0	99,0	14,38
°°°	snm_3	92,7	7,3	79,5	20,5	23,3	76,7	2,4	97,6	2,0	98,0	14,97
°°°°	snm_4	99,0	1,0	96,2	3,9	93,1	6,9	9,0	91,0	14,5	85,5	7,94
Non-concerné·e·s		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	32,61

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques du PNAD 2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25-64 ans en emploi.

Lecture : En 2015, 7,94% des individus en emploi (11,8% des salarié·e·s) disposaient d'une ample gamme de salaires non-monétaires (*snm_4*). Parmi ces individus, 14,5% des percevaient un salaire non-monétaire lié à l'éducation. 30,10% des individus en emploi (44,6% des salarié·e·s) ne percevaient aucune forme de salaire non-monétaire.

3.2. Le logement : élément-clé de la stratification sociale

Un des éléments clés de la dynamique des inégalités sociales au Brésil est la qualité des logements. Le Brésil est marqué par une croissance désordonnée de l'espace urbain au long du XX^{ème} siècle (Maricato 2003; 1982; Dumont 2014; Carlos 2008), notamment, en raison du développement vertigineux des grands centres urbains liés à l'industrialisation²⁷³ et de la manière dont les différentes politiques du logement social ont été formulées et mises en place. Ensemble, ces facteurs ont favorisé une configuration socio-spatiale particulièrement soumise à l'empreinte individuelle et à la puissance économique qui lui est sous-jacente (Lucio Kowarick 1983; Fix 2001; 2007; Bogus et Pasternak 2004; Baltrusis et D'Ottaviano 2009; Paterniani 2016; Trindade 2017). Les deux expressions les plus marquantes de cette configuration sont l'ampleur des lotissements illégaux et des *favelas*²⁷⁴ dans le paysage urbain ; et le développement d'*enclaves résidentielles fermées* de

²⁷³ L'*Observatório das metrópoles* a publié une série de monographies sur le développement des grands centres urbains brésiliens. Voir : <https://bit.ly/2FYhZp8> . Par rapport au développement de la ville de São Paulo, la littérature est assez vaste. En anglais, la publication de l'UN-Habitat, *São Paulo : a tale of two cities* (2010) est un bon point de départ.

²⁷⁴ Une *favela* ou, selon la terminologie adoptée par l'IBGE depuis le recensement de 2010, une « agglomération subnormale », est une forme d'occupation irrégulière de terrains publics ou privés situés au sein d'une zone urbaine en vue d'y habiter sans qu'on en possède légalement la propriété. Ces « agglomérations subnormales » présentent des caractéristiques urbanistiques irrégulières, ne disposent fréquemment pas d'accès à des services publics essentiels et peuvent se situer dans des régions où la construction de logements est, a priori, interdite (IBGE 2019). Son origine remonte au développement des centres urbains de Rio de Janeiro et Salvador à la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle, mais c'est seulement à partir des années 1930 qu'elles deviennent une question centrale du développement urbain de

toutes gammes et de toutes tailles, qui dans certains cas deviennent des véritables « villes à l'intérieur de la ville »²⁷⁵.

En effet, les capitaux cumulés au sein du circuit agro-exportateur et de l'industrie naissante trouvaient dans la promotion immobilière une de ces applications les plus rentables pendant les quatre premières décennies du XX^{ème} siècle, étant donné la fragilité du système financier national et une expansion constante des moyens de paiements qui menaçait la monnaie en tant que réserve de valeur à l'époque (Melo 1990; Bonduki 1994). Cette promotion se faisait sur deux secteurs distincts : d'une part, il s'agissait de la production d'appartements à but locatif destinés aux couches moyennes et supérieures de la population dans les régions centrales des grandes villes. Ce type de production, cependant, exigeait des techniques constructives plus modernes, mobilisant des engins de chantier et des matériaux qui jusqu'au milieu des années 1940 étaient, pour l'essentiel, importés (*p.ex.* ciment, acier, verre, ascenseur) et demandait un foncier relativement plus coûteux. D'autre

ces villes (Valladares 2000; 2005; Fischer 2019). L'IBGE estime que, en 2019, il existe 13 151 agglomérations subnormales distribuées parmi 734 municipalités. C'est-à-dire que 13,2% des municipalités au Brésil disposent d'au moins une agglomération subnormale qui, ensemble, représentent 7,8% du total des ménages – en 2010, il s'agissait de 6 329 agglomérations subnormales distribuées parmi 323 municipalités, totalisant 5,2% des ménages (IBGE 2020; A. Barros 2020). Bien qu'en France l'image d'une *favela* soit fortement associée aux bidonvilles, ce terme regroupe un ensemble très divers de formes d'occupation du territoire (*p.ex.*, *Annexe C, Figures C1-C2*, pp. 337-337), le plus souvent bien éloignées de l'image que nous pouvons retrouver, par exemple, au sein de films tels qu'*Orfeu Negro* (Camus 1959) ou *La cité de Dieu* (Meirelles 2002). En outre, ces agglomérations ont été l'objet de maintes interventions des pouvoirs publics au cours du XX^{ème} siècle et, notamment à partir des années 1980, ont subi des interventions suivant une logique d'« urbanisation » qui visaient à y implanter certains services publics et à régulariser la propriété foncière, de manière à intégrer ces zones au tissu urbain régulier. Ainsi, la frontière entre une *favela* et un quartier démuné n'est pas toujours nette et le plus souvent nous nous retrouvons face à des continuums sociogéographiques (Zaluar et Alvito 1998; Denaldi 2003; A. M. de Carvalho 2017). L'épisode *Favela* de la série *Habitar Habitat* de la TV Sesc présente également un bon point de départ pour la caractérisation architecturale et des processus d'auto-construction des *favelas* à Rio de Janeiro (Markun et Roizenbli 2018b).

²⁷⁵ Les enclaves résidentielles fermées [*loteamento fechado*] se sont développées au Brésil à partir des années 1970. Au départ, elles se présentaient comme un espace où les classes les plus aisées pouvaient garder un contact avec la nature et disposer d'une meilleure qualité de vie sans être obligées de déménager des grands centres urbains, alors en expansion vertigineuse. Dès le milieu des années 1980, l'aspect sécuritaire devient de plus en plus important dans la mise en valeur de ces lotissements fermés. Ainsi, ils constituent un espace résidentiel d'entre-soi dont les règles (urbanistiques, d'accès, de circulation, de conduite personnelle acceptées etc.) se développent de manière semi-autonome (Caldeira 1996; 2000). En profitant d'un flou légal (E. L. H. de Freitas 2008, chap. 3), ce type de projet immobilier est en plein essor et il existe différentes gammes d'enclaves résidentielles fermées qui peuvent regrouper d'une dizaine de maisons mitoyennes à des milliers de maisons d'architecte (*p.ex.* *Annexe C, Figures C5-C6*, pp. 338-366). Un cas typique de ce type de projet immobilier dans la version destinée aux élites, est l'*Alphaville* de Barueri. Créé en 1973 dans la banlieue sud-est de São Paulo, l'*Alphaville* couvre une surface de presque 20 km², possède plus de 70 000 habitants en 2017 (Sant'Ana 2017), un nombre important d'entreprises et d'équipements collectifs privés. Son succès a conduit à la multiplication des projets immobiliers du même genre : il existe aujourd'hui 123 *Alphavilles* sur l'ensemble du territoire brésilien (Alphaville 2019) ; comportant toutefois un nombre bien inférieur d'habitants. Expression de la « cécité de classe » [*class blindness*] en vigueur dans la société brésilienne, nous ne disposons pas à présent d'informations fiables concernant le nombre d'enclaves résidentielles fermées ou le total de ménages au sein de ce type de lotissement, la plupart des études académiques étant des « études de cas ». Selon le syndicat des promoteurs immobiliers de l'État de São Paulo (SECOVI-SP) – qui collecte depuis 2017 des informations relatives à la production immobilière dans 65 municipalités de différentes tailles et localisations géographiques –, 25% des nouveaux terrains mis en vente au cours du premier trimestre 2019 étaient localisés au sein d'un lotissement fermé, alors que ce type de projet immobilier a concentré 59% des terrains vendus sur la même période (SECOVI 2019). Pour un aperçu d'entre les murs de l'*Alphaville* de Barueri, voir le documentaire *Les prisonniers du luxe* de Luiza Campos et Gustavo Ribeiro (2009).

part, elle s'intéressait à la production de maisons individuelles et de villas destinées aux fractions les plus riches de la population, secteurs particulièrement lucratifs en raison de la mobilisation de techniques constructives anciennes (plutôt artisanales) et intensives en travail.

Si pour les ouvriers des grandes entreprises, qui disposaient de meilleurs salaires et d'une plus grande sécurité de l'emploi, la fourniture du logement locatif relevait en partie de la responsabilité de l'employeur jusqu'aux années 1930/1940, la masse de travailleur·euse·s urbain·e·s se retrouve alors dans une situation particulièrement difficile qui perdure jusqu'à nos jours : exclues à la fois du marché locatif conventionnel (excessivement cher) et de la possibilité d'acheter ou de faire construire un logement, ces populations ont eu recours aux *cortiços* en centre-ville²⁷⁶ et à l'auto-construction, au sein des lotissements à la périphérie des grandes villes et au sein des favelas. D'ailleurs, l'auto-construction – menée individuellement ou en groupe de travail [*mutirão*], souvent pendant plusieurs années et mobilisant des matériaux de récupération – joue, comme il a été souligné à maintes reprises, un rôle clé du rabaissement du coût de reproduction de la main-d'œuvre au Brésil et est un des éléments les plus marquants de la configuration de son espace urbain (Maricato 1982, 71-93; Lucio Kowarick 1983, 55-74; F. de Oliveira 2006; Ferro 2006).

L'action étatique n'a pas su faire face à ce problème²⁷⁷. En partie parce que les différentes politiques du logement social mises en place ont été construites *avec* les promoteurs immobiliers privés et orientée *vers* la promotion immobilière privée (Bonduki 1994; Royer 2009, chap. 2 et 3; Fix 2011, chap. 2). Ainsi, ces politiques ont essayé d'éviter tout type de concurrence jugée

²⁷⁶ Pour reprendre la formule de Lúcio Kowarick (2013), un *cortiço* est un logement collectif, locatif, multifamilial, souvent structurellement précaire et localisé particulièrement (mais pas exclusivement) dans les régions centrales des villes. Comme le synthétise Adriana Coelho-Florent, historiquement « le terme désigne la ruche, par analogie avec le liège (*cortiça*), substance proche de la matière dont se servent les abeilles et les guêpes pour construire leurs habitations. Tel fut le surnom donné à la première habitation à bas prix construite au centre de Rio [de Janeiro à la fin du XIX^{ème} siècle], dont le modèle s'étendit assez rapidement. Il s'agit de logements, composé de maisonnettes de deux ou trois pièces accolées les unes aux autres, bâties dans une cour interne, close par un portail fermé pendant la nuit. La promiscuité et l'insalubrité de ce genre d'habitation, dotée en général de lieux d'aisance collectifs, entraînent des épidémies de maladies contagieuses, telle la fièvre jaune, qui sévissent alors à Rio [de Janeiro] de façon endémique » (2007, paragr. 6). Si on estime que 18% de la population de la ville de São Paulo habitait dans un *cortiço* en 1961 (Kowarick 2013, 53), cette valeur baisse à 6,7% de la population en 1994 (Schor et Borin 1997), pour remonter à 8,7% population en 2000 (M. R. A. de Sampaio et Pereira 2003), date de la dernière estimation fiable. Malheureusement, nous ne disposons pas à présent d'estimations fiables sur la population résidant au sein d'un *cortiço* au niveau national, mais ce type d'habitation est toujours d'une importance cruciale pour les familles des classes les plus démunies. La thèse d'Octavie Paris (2018) est une belle étude en français des *cortiços* implantés dans différentes régions du pays. Pour une caractérisation architecturale et une typification des *cortiços* dans les régions centrales de la ville de São Paulo dans les années 2010, voir : (T. C. S. de Souza 2011). L'épisode *Cortiço* de la série *Habitar Habitat* de la TV Sesc présente également un bon point de départ pour la caractérisation des *cortiços* au centre-ville de São Paulo (Markun et Roizenbli 2018a).

²⁷⁷ La littérature lusophone sur les différentes politiques du logement social au Brésil est abondante. Pour des exposés synthétiques et francophones des différentes politiques du logement au Brésil, voir : (Montenegro 1984; Shimbo 2014; Monteiro 2016). Pour une mise en perspective en anglais de la période 1964-2012, voir : (Eloy, Costa, et Rossetto 2012).

« déloyale » par la promotion privée (notamment dans le domaine du logement locatif) et ont essayé de ne pas produire non plus une augmentation du coût de la construction privée. Pour ce faire, les politiques du logement social ont été centrées sur l'accès à la propriété des logements construits avec des techniques anciennes (ce qui n'empêche point la massification de la production et une économie d'échelle), mobilisant pour cela des fonds publics et de l'« épargne forcée » cumulée au travers des contributions obligatoires des salarié·e·s²⁷⁸. Pour les populations disposant de revenus moyens, il s'agissait de la construction de lignes de crédit immobilier capables de financer l'achat (ou la construction) du logement pour un public qui représentait un risque que les banques privées ne voulaient pas assumer. Pour les populations les plus démunies, il s'agissait d'un engagement direct de l'État dans la promotion/production/distribution de logements à des valeurs fortement subventionnées, voire gratuits. Comme résultat, nous avons non seulement une politique publique inefficace aussi bien quantitativement que qualitativement.

La période couverte par notre étude (2002-2015) est marquée par une reconfiguration à la fois du champ de la promotion immobilière privée et de l'ampleur des politiques publiques d'accès à la propriété du logement. En donnant continuité à un processus de financiarisation de la promotion immobilière et aux politiques de financement du logement initiés au milieu des années 1990, la première partie de cette période est marquée par la création du *Ministère des villes* (2003) dédié à la politique urbaine dans ses multiples facettes. C'est au sein de ce ministère qu'a été mise en place une série de dispositifs qui ont permis, d'un côté, une importante accumulation de ressources publiques consacrées au financement du logement à destination des populations les plus démunies ; et la construction de plusieurs « plans nationaux » visant à coordonner la construction et l'application des politiques publiques du logement social, de la mobilité urbaine, de l'assainissement etc. (Bonduki 2008; Rubim et Leitão 2013; Borja 2014; Moscarelli et Kleiman 2017). De l'autre côté, le *Ministère des villes* a poussé une série de changements légaux qui ont permis *a)* une plus grande sécurité juridique aux financements immobiliers, en les rapprochant de la dynamique du système d'hypothèques étatsunien ; *b)* l'entrée en bourse (*Initial Public Offering*, IPO) d'un nombre important de grands promoteurs privés, utilisant comme garantie leurs portefeuilles fonciers fortement élargis au début des années 2000 et, ainsi, *c)* une importante extension territoriale de leurs zones d'activité (Fix 2011, 128-47; Shimbo 2010, chap. 1).

Si le *Ministère des villes* a été entre 2003 et 2007 l'incubateur de la construction d'une politique du logement mobilisant une myriade d'acteurs sociaux, la crise financière mondiale de 2008 a changé la donne : en abandonnant en état les discussions et les projets alors en cours, le

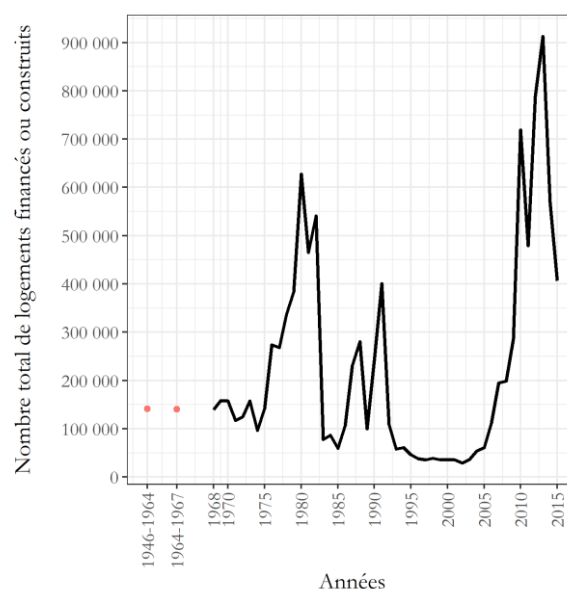
²⁷⁸ Pour une analyse détaillée du système public de financement des logements, voir (Eloy 2013).

gouvernement fédéral a profité des conditions réunies jusqu'alors pour placer la politique de financement du logement au centre d'une stratégie de relance économique basée sur le secteur du BTP, notamment au travers de la promotion privée de logements soi-disant « sociaux ». Rendu public en avril 2009, le *Programa Minha Casa, Minha Vida* (PMCMV) [Programme ma maison, ma vie] va, pour la première fois depuis qu'il existe des politiques publiques du logement, réduire le rôle de l'État à celui de la subvention des financements immobiliers, en déléguant aux acteurs privés la conception, la promotion et la vente des logements²⁷⁹. Si PMCMV présente un nombre important de conséquences néfastes du point de vue d'une politique urbaine et de la conception du logement social²⁸⁰ ; il a été un grand succès quantitatif : comme nous pouvons voir dans le Graphique 13, entre 2009 et 2015 ont été financés un total de 4 162 194 logements, valeur légèrement inférieure aux 4 459 685 logements financés entre 1964 et 1986 par la *Banco Nacional de Habitação* (BNH) [Banque Nationale du Logement].

²⁷⁹ Le PMCMV cherche à articuler le revenu des familles (rappelons-nous, à ce titre, que le salaire médian au Brésil gravite autour du salaire minimum), le prix du logement et la durée des financements. Ainsi, en 2009, la *tranche 1* du programme concentre les familles percevant un revenu mensuel total inférieur à 4 salaires minimums, ce qui leur donne accès à une subvention qui peut atteindre 90% du prix d'achat du logement plafonné à R\$52 000,00 (R\$96 000 en 2019) qui doit compter au moins 35m² pour les maisons et 42m² pour les appartements. Pour financer le montant restant, les banques publiques proposent un financement à taux zéro et sur une durée maximale de 120 mois. La *tranche 2* du PMCMV concerne les familles percevant un revenu mensuel total entre 3 et 6 salaires minimums, ce qui leur donne accès à une subvention qui peut atteindre un maximum de R\$23 000,00 (R\$ 29 000 en 2019) pour l'achat d'un logement dont le prix est plafonné à R\$ 130 000 (R\$240 000 en 2019), dont le financement dispose d'un taux qui varie entre 5% TAEG et 7% TAEG. Pour finir, la *tranche 3* est composée par des familles percevant un revenu mensuel total entre 7 et 10 salaires minimums, ce qui leur permet d'accéder à un financement immobilier à un taux entre 8,5% TAEG et 9,5% TAEG pour l'achat d'un logement dont la valeur ne peut pas dépasser R\$130 000 en 2009 (R\$300 000,00 en 2019). Dans ce dernier cas, il n'y a pas de déduction du prix d'achat du logement, mais seulement un prêt à des taux plus intéressants à ceux en vigueur sur le marché. À titre comparatif, en 2009, les financements immobiliers en dehors du PMCMV disposaient de taux d'intérêt variant entre 11% a.a et 13,3% a.a. (Imovelweb 2009); début 2020, la valeur total du taux d'intérêt variait entre 8% a.a. et 10% a.a. (Salati 2020). Il faut remarquer également que le coût élevé du foncier dans les régions centrales des centres urbains, a favorisé l'implantation des projets du PMCMV dans les périphéries les plus éloignées (et souvent sans l'infrastructure publique nécessaire). De plus, comme le soulignent Arantes & Fix (2009), ce sont les *tranches 2* et *3* qui absorbent la plupart des ressources de l'ensemble du PMCMV, malgré le fait que le « cœur » du problème du logement au Brésil soit concentré dans la *tranche 1*.

²⁸⁰ Une analyse de ces conséquences dépasse largement l'objectif de notre étude. En plus des travaux déjà référencés, voir également (A. L. Cardoso 2013; Amore, Shimbo, et Rufino 2015; Rolnik 2015; H. A. O. de Carvalho 2015).

Graphique 13 – Nombre total de logements financés ou construits par les pouvoirs publics au Brésil



Source : Élaboré par l'auteur à partir de différentes sources, selon les périodes :

1946-1964 : 'estimation du nombre total de logements financés ou produits au niveau fédéral, c'est-à-dire sans prendre en compte la part de logements (néanmoins très petite) produite par les états fédérés et/ou les municipalités (Bonduki 1994, 726) ;

1964-1969 : nombre total de logements financés (dont le financement des matériaux de construction) ou construits par l'ensemble des organismes publics (Santos 1999, 16) ;

1970-2008 : nombre total de logements financés (dont le financement des matériaux de construction) ou construits par l'ensemble des organismes publics (Royer, 2009, 63) ;

2009-2015 : nombre total de financements de logements accordés dans une année au sein du *PMCMV*, la construction/livraison de ces derniers pouvant avoir lieu dans les années subséquentes (COCD, 2017).

Lecture : Pendant la période 1946-1964 140 989 unités de logements ont été financés par un des organismes du gouvernement fédéral. En 2013, le *PMCMV* a financés 912 890 nouvelles unités de logements.

Sur l'ensemble de logements financés par le *PMCMV*, 38,7% ont été destinés aux populations les plus démunies (*tranche 1*, voir *note 278* ci-dessus), malgré le fait que celles-ci absorbent une partie plus importante de l'ensemble de la subvention publique directe (Eloy, Costa, et Rossetto 2012; COCD 2017). Il ne faut pas, ainsi, sous-estimer l'impact du *PMCMV* sur les conditions de logement d'une partie non-négligeable de la population, malgré le fait que ces conditions restent, pour l'essentiel, assez précaires.

Ainsi, les matériaux utilisés dans la construction du logement, l'accès aux services publics (notamment l'assainissement), le nombre de pièces qui le composent et le type de dépendance que nous y trouvons, son adéquation au type et à la taille de famille qui l'occupe etc. ; sont des éléments qui matérialisent à la fois les conditions de vie d'un ménage et qui conditionnent les avenir de ceux et celles qui y habitent.

C'est pour mesurer ces phénomènes en vue d'orienter les politiques publiques du logement que la *Fondation João Pinheiro*²⁸¹ a créé un indicateur synthétique qui estime le « déficit de logements », dont le résultat est publié annuellement depuis 1995 (FJP 2018; B. A. Furtado, Neto, et Krause 2013). Cet indicateur n'est pas exempt de critiques et des mesures alternatives ne cessent d'être proposées (Azevedo et Araujo 2007; Alves et Cavenaghi 2004; 2013; CEF 2011; Cavenaghi 2013; M. da P. Morais et al. 2016). Nous nous inspirons de ces propositions pour construire deux indicateurs en vue d'intégrer ces caractéristiques des logements au sein de l'*espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil* (Tableau 17).

3.2.1. Précarité et inadéquation du logement

Le premier indicateur évalue la *précarité du logement*, en tenant compte du fait que celui-ci présente *au moins* une des conditions suivantes : être construit (murs *ou* toiture) avec des matériaux inadéquats ou insalubres ; ne pas disposer de toilettes/salle de bain²⁸² ; ne pas avoir accès à l'eau courante ; ne pas avoir accès à l'électricité ; ne pas avoir une destination appropriée aux égouts et aux déchets (voir l'*Annexe C, Tableau C1*, p. 326). Il mesure, ainsi, l'exposition des familles à un nombre important de risques (notamment des risques sanitaires) liés à la qualité structurelle du logement et à tout type de dévalorisation symbolique que comporte le fait de résider au sein d'un logement précaire²⁸³.

Le deuxième indicateur évalue l'*inadéquation du logement* à/aux famille(s) qui l'occupe(nt), en tenant compte du fait que celui-ci présente *au moins* une des conditions suivantes : être constitué d'une seule pièce ; être surpeuplé (plus de trois habitants par chambre) ; avoir un loyer ou le remboursement de financement immobilier qui dépasse 30% du revenu total du ménage et, pour les propriétaires, avoir une situation foncière irrégulière (voir l'*Annexe C, Tableau C2*, p. 327). Il

²⁸¹ Créée en 1969, la *Fondation João Pinheiro* (FJP) est une fondation publique du gouvernement de l'État de Minas Gerais, dont l'objectif est de contribuer à la planification économique et à la construction des politiques publiques. Construite à l'image de l'IPE, la FJP réalise des études en économie appliquée, administration publique et gestion urbaine en partenariat avec l'Université Fédérale de Minas Gerais (UFMG) et autres organismes de la planification économique de cet État fédéré (A. D. S. Ramalho 2015, chap. 2). Impliquée dans la réforme des structures de l'État, la FJP a créé la première formation universitaire en Administration Publique (1986) et participe activement à la construction des politiques publiques au niveau fédéral. À titre d'exemple, le calcul du « déficit de logement » a été adopté par le *Ministère des Villes* au cours des années 2000 (Rocha et al. 2010; FJP 2018).

²⁸² Une précision terminologique : au Brésil le terme *banheiro*, dans le contexte des résidences, fait référence à la pièce contenant à la fois le sanitaire et la salle de bain.

²⁸³ Cet indicateur est assez proche de celui proposé par l'IPEA (M. da P. Morais et al. 2016), mais nous plaçons le surpeuplement des logements du côté de l'indicateur d'*inadéquation du logement*, de manière que l'indicateur de *précarité du logement* n'évalue que la qualité structurelle du logement.

mesure le décalage entre la composition de la famille et les ressources économiques dont elle dispose et le logement qu'elle occupe.

Tableau 16– Précarité et inadéquation des ménages (2015)

		Inadéquation du logement		Σ
		Oui	Non	
Précarité du logement	Oui	1,97	20,88	22,86
		8,64	91,36	100,00
	Non	5,29	71,85	77,14
		6,86	93,14	100,00
Σ	7,27	92,73	100,00	

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations du PNAD 2015.

Champs: Ensemble des ménages.

Lecture : En 2015, 22,86% des ménages se situent dans un logement comportant au moins un type de précarité, dont 8,64% présentaient également au moins un type d'inadéquation. Ainsi, 27,17% des ménages situés dans un logement présentant au moins un type d'inadéquation comportaient au moins un type de précarité.

Comme nous pouvons voir dans le Tableau 16 les ménages habitant au sein d'un logement précaire sont plus de trois fois plus nombreux que les ménages résidant dans un logement inadéquat. L'importance de la précarité s'explique principalement par le manque d'accès aux services d'assainissement, particulièrement important au Brésil. En 2002, 34,7% des logements ne disposaient pas d'accès à l'eau de ville et aux services de captation des égouts ou des ordures ménagères. Malgré la forte diffusion de ces services au cours de la période étudiée, 21,4% des ménages n'y avaient toujours pas accès en 2015 (*Annexe C, Tableau C1*, p. 326). En ce qui concerne l'inadéquation, les deux facteurs déterminants sont le surpeuplement des logements (qui concernait 7,2% des ménages en 2002, contre 3,2% des ménages en 2015) et l'irrégularité de la propriété foncière (qui concernait presque 5% des ménages en 2002, contre 3,4% en 2015).

À l'exception de la surcharge des dépenses avec le loyer ou avec le remboursement d'un prêt immobilier²⁸⁴, nous observons une amélioration constante de l'ensemble des conditions de logement sur la période étudiée.

²⁸⁴ En effet, la part des ménages dépensant plus d'un tiers du revenu mensuel total avec le loyer ou le remboursement d'un prêt immobilier suit deux mouvements : entre 2002 et 2008, elle passe de 3,6% à 2,7% ; entre 2008 et 2015, elle augmente de 2,7% à 4,7%. Or, ce mouvement est lié au PMCMV, qui a produit indirectement une augmentation des prix de l'immobilier (Amore, Shimbo, et Rufino 2015; Rolnik 2015).

Tableau 17 – Indicateur des caractéristiques du logement du ménage

Variable	Code de la variable	Modalité	Code de la modalité	Statut au sein de l'ACM	%
Indicateur de la précarité du logement	<i>Preclog</i>	Le logement n'est pas précaire	<i>prec_non</i>	Active	70,5
		Le logement est précaire	<i>prec_oui</i>	Active	29,5
Indicateur de l'inadéquation du logement	<i>Inadeqlog</i>	Le logement n'est pas inadéquat	<i>idqlog_non</i>	Active	88,6
		Le logement est inadéquat	<i>idqlog_oui</i>	Active	11,4
Nombre de toilettes/salles de bain au sein du logement	<i>Ntoilettes</i>	Le logement ne possède pas de toilette/salle de bain	<i>0_tl</i>	Passive	4,1
		Le logement possède un toilette/salle de bain	<i>1_tl</i>	Active	68,4
		Le logement possède deux toilettes/salles de bain	<i>2_nt</i>	Active	19,6
		Le logement possède trois toilettes/salles de bain et plus	<i>se3_tl</i>	Active	7,9
Type d'occupation du logement	<i>Typeoccupp</i>	Le ménage est en train de rembourser le financement immobilier pour le logement	<i>to_acession</i>	Active	5,0
		Le ménage est locataire du logement	<i>to_locataire</i>	Active	16,2
		Le ménage est propriétaire du logement	<i>to_proprietaire</i>	Active	66,0
		Autre type d'occupation (logement prêté, logement de fonction, logement squatté etc.)	<i>to_autre</i>	Active	12,7
Type de logement	<i>Typelog</i>	Le logement est une maison	<i>maison</i>	Active	88,9
		Le logement est un appartement	<i>appartement</i>	Active	10,9
		Autre type de logement	<i>autre</i>	Passive	0,2
Indicateur du niveau d'équipement du logement	<i>Nequip</i>	Niveau 1	<i>eq_1</i>	Active	9,7
		Niveau 2	<i>eq_2</i>	Active	12,3
		Niveau 3	<i>eq_3</i>	Active	14,5
		Niveau 4	<i>eq_4</i>	Active	22,9
		Niveau 5	<i>eq_5</i>	Active	23,1
		Niveau 6	<i>eq_6</i>	Active	17,6

Source: Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques des PNADs 2002-2015.

Champ: Ensemble des personnes âgées de 25-64 ans en emploi.

Lecture: La variable mesurant le nombre de toilettes/salles de bain au sein du logement (*Ntoilettes*) possède une modalité regroupant les individus résidant dans des logement sans toilettes/salle de bain (*0_tl*) - situation concernant 4,1% des personnes âgées de 24-65 en emploi. Cette modalité (*0_tl*) a été mise en passive lors de l'ACM en raison de ces faibles effectifs et du fait d'être déjà une des composantes de l'indicateur de précarité des logements.

3.2.2. Type de logement et type d'occupation du logement

Cela nous amène au troisième indicateur relatif aux *caractéristiques du logement où le ménage se situe* que nous mobilisons en notre étude, à savoir, le *type de logement* où se situe le ménage, c'est-à-dire s'il s'agit d'une *maison* ou d'un *appartement*²⁸⁵. D'un côté, comme nous l'avons indiqué l'expansion urbaine au Brésil a été fortement marquée par l'auto-construction de la maison individuelle dans les périphéries des grands centres urbains et par une politique du logement social basée sur l'accès la propriété de la maison individuelle. Ainsi, en 2002, 89,6% des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi résident dans une maison, valeur qui se réduit constamment au long de la période analysée pour atteindre 88,10% des individus en 2015. De l'autre côté, les appartements –

²⁸⁵ Les autres formes de logement ne concernant qu'une infime partie de la population ont été regroupées dans la catégorie *autre* et mises comme passives.

qui pendant longtemps étaient un type de résidence caractéristique des régions centrales des grandes et moyenne villes et à destinations notamment des classes moyennes et supérieures -, ont été intégrés également dans l'expansion du logement social des années 2000, de manière que les personnes âgées de 25 à 64 ans résidant dans un appartement passent de 10,1% en 2002 à et 11,8% en 2015.

Cela a permis que la plupart des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi résident au sein de logements appartenant à l'un des membres du ménage, valeur qui oscille entre 65,2% et 66,9% pendant la période analysée. Plus important, à la fois d'un point de vue quantitatif et de ses implications, est la réduction des personnes résidant au sein d'un *logement prêté*, d'un *logement de fonction*, d'un *logement squatté* (regroupés dans la catégorie *Autres*) de 15,1% en 2002 à 10,3% en 2015. Cette réduction est notamment importante en zones rurales, où ce type d'occupation est passé de 31,5 % en 2002 à 22,6% en 2015.

En contrepartie, le nombre de *Locataires* passe de 14,2% (2002) à 17,9% (2015), celui des personnes remboursant un prêt immobilier (*Accession*) reste relativement stable, oscillant entre 4,41% et 5,9%. Ces deux types d'occupation sont des phénomènes majoritairement urbains et accompagnent à la fois l'expansion de l'économie et des revenus au cours de la période et le nouveau dessin des politiques du logement social²⁸⁶.

Bien évidemment, le type d'occupation du logement est un indicateur important de la composition du capital économique des individus, puisque la propriété du logement (et, en particulier, la propriété d'une « maison individuelle ») reste pour une partie importante de la population l'essentiel de leur patrimoine.

3.2.3. *Le standing du logement*

Concernant les toilettes / salle de bains, leur absence au sein du logement est un indicateur de précarité, tandis que leur nombre devient, à contrario, un indicateur de « standing » du logement. Certes, le nombre de toilettes/salles de bain est associé à la surface du logement, mais ce « standing » ne doit pas être pris comme une échelle linéaire²⁸⁷. Notamment, le fait de disposer de

²⁸⁶ Il est important de souligner que toutes ces catégories regroupent des phénomènes qui peuvent être bien hétérogènes. Par exemple, lorsqu'une famille achète un logement au sein d'un *cortiço* et, ainsi, devient « propriétaire » de ce logement ce n'est pas pour autant qu'elle est devenue légalement la propriétaire du logement, étant donné que le *cortiço* dans son ensemble est basé sur une occupation à la marge de la loi.

²⁸⁷ Jusqu'en 2003 le PNAD interrogeait la surface totale du logement, mais cette information était assez approximative et incomplète (*i.e.* plus de 30% des ménages déclaraient ne pas connaître la surface de leurs logements). Regardons, à titre d'exemple, les informations du PNAD 2002. Nous pouvons y voir qu'en moyenne le nombre de toilettes/salles de bain augmente avec la surface de logement (*V de Cramér* de 0,31), mais que hormis les petits logements ($\leq 20\text{m}^2$,

deux toilettes/salles de bain peut avoir une signification bien spécifique. En effet, en matérialisant les inégalités et les rapports de classe, les logements des classes moyennes et supérieures au Brésil, notamment lorsqu'il s'agit d'appartements, possèdent fréquemment une « chambre de bonne » et/ou un « toilette/salle de bain de bonne » à l'intérieur du logement²⁸⁸. Comme le décrit l'anthropologue Jurema Brites,

“Chambre de bonne”, “toilettes [*banheiro*] de bonne”, “dépendance de bonne” sont des espaces de ségrégation où le respect aux propriétés privées d'autrui enseigné aux enfants de classe moyenne [supérieure] disparaît. Les espaces destinés aux employées domestiques au sein des logements des patronnes ne respectent pas l'individualité des travailleuses. Ainsi, ils peuvent être encombrés, servir comme dépôt des balais, des seaux et de tout ce qui « ne sert plus à rien » ou qui doit rester caché pour ne pas perturber la beauté et l'ordre du foyer (...) cette pièce auparavant destinée à être un logement à temps plein, ne sert aujourd'hui que pendant la journée. Il s'agit d'une pièce située inévitablement à l'arrière de la cuisine et de la buanderie, et qui, en général, ne comporte qu'un lit une place. La toilette [*banheiro*] révèle le véritable statut de l'employée domestique au sein de cette maison. Cette pièce, petite, n'a presque pas de place pour une douche et un sanitaire. Parmi celles que j'ai pu voir, souvent le sanitaire ne dispose pas de lunette de toilette (...), l'architecture de la pièce fait que lorsqu'on ouvre la douche toute la pièce se trouve inondée, dont le sanitaire. (Brites 2007, 103-4).

Les « chambres de bonne » ne disposent que de 3-5m², les toilettes autres 1,5m² (Zaremba 2018; F. de O. Morais et Maia 2020). Elles manquent souvent de luminosité et d'une bonne circulation d'air. Ces dépendances sont l'évolution directe des *senzalas*²⁸⁹ d'autrefois qui, peu à peu, ont été absorbés par l'architecture moderne, devenant un élément permanent de la configuration spatiale des logements urbains des classes moyennes et supérieures (*Figure 11*). En outre, ces dépendances disposent fréquemment d'un accès indépendant (dit « de service ») et il n'était pas exceptionnel que les immeubles disposant de ce type d'appartement possèdent également deux ascenseurs : un à usage exclusif des résidents (dit « social ») et un destiné à usage des employé·e·s

3,6% des logements) et des très grands logements (> 200m², 4,8% des logements) cette relation n'est pas très nette. Ainsi, un quart des logements avaient des surfaces entre 21m² et 50m² (84% disposant d'un seul toilette/salle de bain), un bon tiers des surfaces entre 51m² et 80m² (80% disposant d'un seul toilette/salle de bain) et autres 18% des surfaces entre 80m² et 110m² (60% disposant d'un seul toilette/salle de bain). De plus, plus de 78% des logements disposant de trois toilettes/salles de bain et plus avaient des surfaces supérieures à 110m². La situation est beaucoup plus diffuse pour ce qui concerne les logements avec deux toilettes/salles de bain.

²⁸⁸ La littérature autour de l'emploi domestique au Brésil est abondante. En français, voir (Anderfuhren 1999; Vidal 2007; I. Georges 2008; Giorgetti 2015). Nous disposons d'un nombre importants de productions audio-visuelles sur la thématique, par exemple, le documentaire *Doméstica* de Gabriel Mascaro (2012) ou la fiction *Une seconde mère* d'Anna Muylaert (2015).

²⁸⁹ Une *senzala* était un grand logement collectif destiné aux esclaves qui travaillaient au Brésil pendant le régime esclavagiste (1500-1888).

et des prestataires de services (dit « de service »)²⁹⁰, configurant une véritable architecture de la ségrégation.

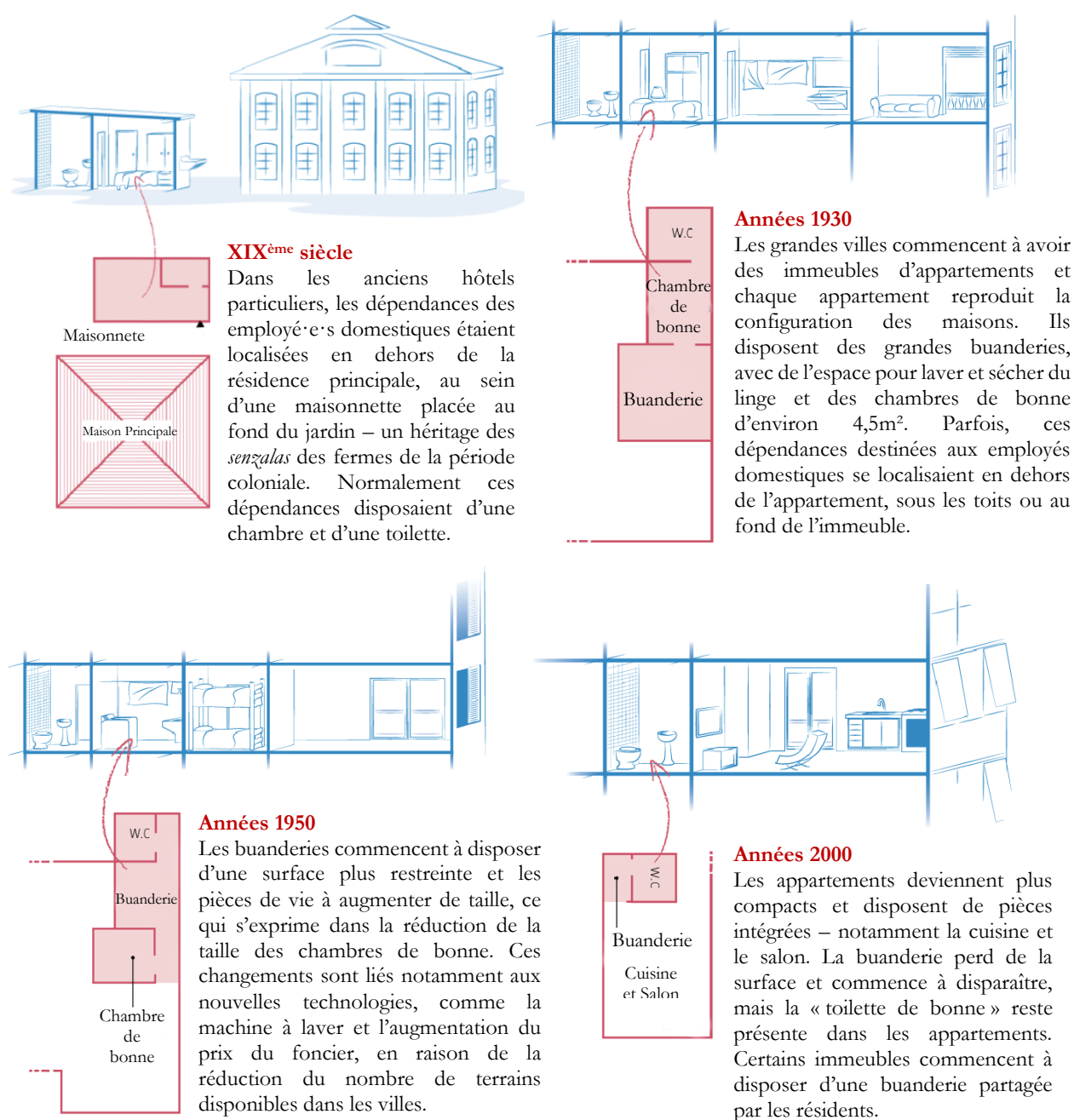
Bien qu'à ma connaissance, nous ne disposions pas à nos jours d'une étude nationale, plusieurs études de cas montrent que ce type de dépendance était présent dans la plupart des appartements destinés aux classes moyennes et supérieures édifiés jusqu'au début des années 1990 (Vespucci et al. 2020; Viana et Trevisan 2016; F. de O. Morais 2017; J. C. R. de Lima et Toledo 2018; J. C. R. de Lima et al. 2020; Carolino et al. 2020). Cette inflexion est, certes, liée au changement des mœurs, mais elle est également le résultat des stratégies adoptées par les promoteurs immobiliers pour faire face aux contraintes des nouvelles lois urbanistiques du tournant du siècle, qui ont incité, par exemple, à l'augmentation de la surface des balcons et son intégration avec les cuisines (Cruz-Petit et al. 2017; E. A. S. Fernandes et Scarim 2020).

Notons que ces logements ne se distribuent pas de manière aléatoire sur les différentes régions de la ville. L'intégration des dépendances comme toilettes et salles de bain dans les structures des logements urbains est directement liée à la constitution du système d'assainissement qui se développe à partir des régions les plus aisées des villes vers les régions les plus démunies (Paulillo 2017). Mais ces caractéristiques dépassent un logement en particulier et, spécialement lorsqu'il s'agit des immeubles d'appartements, s'insèrent dans un ensemble relativement cohérent des caractéristiques de la région où le logement se situe. Disposer de deux toilettes/salles de bain peut être interprété, ainsi, comme indicateur du « standing » d'un logement de classe moyenne ou moyenne supérieure, comme le confirme l'analyse en termes de revenu et de budget de famille (Uchôa 2014).

Et bien qu'approximatif, étant donné que les PNADs ne nous permettent d'accéder qu'au nombre de toilettes/salles de bain présents au sein du logement, notre indicateur distingue les logements disposant d'une seule toilette/salle de bain, cas le plus général et sans une signification particulière, puisque présent au sein de tout type et taille de logement ; les logements disposant de deux toilettes/salles de bain, indicateur des logements des classes moyennes et supérieures ; et les logements disposant de trois toilettes/ salles de bain et plus, typiquement occupés par des familles des classes supérieures les plus aisées.

²⁹⁰ Jusqu'à nos jours il n'existe pas une loi fédérale interdisant l'exclusivité de l'usage des ascenseurs (*i.e.* que l'usage de l'ascenseur dit « social » (que, soulignons, n'a rien à voir avec l'expression « ascenseur social » en français) soit interdit aux employé·e·s et prestataires de services). Cependant, de plus en plus depuis le milieu des années 1990 cette discrimination est interdite par des lois municipales – *p.ex.* São Paulo (1996), Rio de Janeiro (2003), Fortaleza (2018). Pour raisons architecturales, l'accès indépendant aux « dépendances de bonne » et tout type de discrimination relative à l'usage des espaces se pose différemment lorsqu'il s'agit d'une maison, mais ce n'est pas pour autant que ces questions sont moins importantes.

Figure 11 – Évolution de la place des dépendances des employé·e·s domestiques au Brésil



Source : Adaptée par l'auteur à partir de l'illustrations d'Henrique Assale/Folhapress (Zaremba 2018).

3.2.4. Niveau d'équipement du logement

Les biens durables dont les ménages disposent sont souvent interprétés comme indicateurs du « standard de vie » des ménages. Comme nous l'avons présenté précédemment (voir supra), en partant de ces études autour du « standard de vie », beaucoup de chercheurs (notamment en

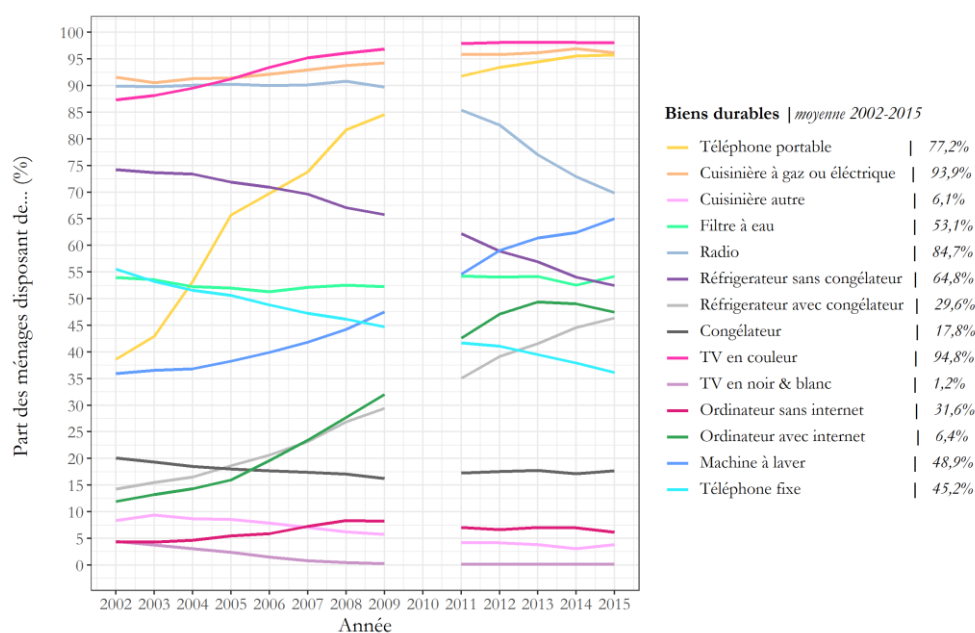
économie) inversent le constat que les ménages possédant les plus hauts revenus sont le plus souvent les mieux équipés et prennent le niveau d'équipement comme indicateur du niveau de revenu (actuel ou permanent) du ménage. Cette approche exige, cependant, une actualisation fréquente de l'inventaire des biens de consommation interrogés, étant donné qu'au fur et à mesure qu'un bien durable déterminé se diffuse, il perd son pouvoir distinctif et que d'autres dynamiques se mettent en place.

Une autre manière d'envisager le problème est celle de la différence entre les modes de vie que nous retrouvons au sein des différents groupes sociaux. Ainsi, le fait qu'une partie considérable des ménages au Brésil ne disposent toujours pas, en 2015, d'une machine à laver n'est pas indépendant du rôle des femmes au sein des ménages, de leur insertion dans le marché du travail, de la manière dont les tâches ménagères sont réparties entre les membres du ménage etc. De même, le fait que presque la totalité des ménages disposent (et depuis longtemps) d'un appareil de télévision, est en lien à la fois avec le rôle joué par les émissions télévisées comme véhicules de divertissement et d'information collectifs et avec l'importance symbolique de cet appareil en tant que *signifiant* de la participation à des pratiques dites « modernes ».

Nous pouvons voir à travers l'évolution du niveau d'équipement des ménages d'autres dynamiques économiques assez « classiques », notamment l'interchangeabilité entre certains biens durables et un processus de remplacement de certaines catégories de biens. Ainsi, une fois que presque la totalité des ménages dispose d'un réfrigérateur, nous observons son remplacement par des réfrigérateurs équipés d'un congélateur intégré. Ou encore, la substitution des téléphones fixes par des téléphones portables ; des télévisions en noir et blanc par des télévisions en couleur ; et, plus récemment, par d'autres « écrans connectés ».

Indépendamment de l'approche choisie, les informations produites par les PNADs sont assez limitées et ne se prêtent pas tout à fait à au développement d'une analyse très approfondie. Ceci car, d'abord, l'inventaire est composé d'un nombre restreint de catégorie de biens (*Graphique 14*). De plus, l'éventail de biens durables recensés dans cet inventaire ne s'élargit que marginalement et lentement. Finalement, les catégories ne sont pas suffisamment distinctives ni d'un point de vue qualitatif (*p.ex. téléphone portable* est une catégorie qui englobe aussi bien les smartphone de dernière génération que des téléphones mobiles d'ancienne génération), ni d'un point de vue quantitatif (*i.e.* on n'interroge pas la quantité de chaque bien possédé).

Graphique 14 – Niveau d'équipement des ménages



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des ménages disposant d'au moins une personne âgée de 25-64 ans en emploi.

Lecture : En 2002, 38,4% des ménages disposaient d'un téléphone portable, cette valeur atteint 95,7% des ménages en 2015. Sur l'ensemble de la période 2002-2015, 77% des ménages disposent d'un téléphone portable.

Pour traiter l'équipement des ménages, nous avons adopté une stratégie semblable à celle utilisée pour le traitement des salaires non-monétaires. Ainsi, nous avons construit un indicateur synthétique qui exprime les différents niveaux d'équipement. En raison de l'importance de sa diffusion (*Graphique 14*), nous avons écarté de l'analyse le fait de disposer d'un appareil de télévision et nous avons réalisé une ACM de l'inventaire des autres biens durables (pour les détails, voir l'*Annexe D*, p. 328 et seq.). Le premier axe factoriel de l'ACM exprime presque la totalité de la variance du nuage (97,88% de la variance corrigée). Il oppose les ménages les mieux équipés aux ménages les moins bien équipés. Le deuxième axe factoriel de l'ACM, quant à lui, exprime 1,8% de la variance corrigée. Il présente un double mouvement : d'un côté, il oppose les ménages qui ne disposent pas de réfrigérateur et qui possèdent une cuisinière qui n'est ni à gaz, ni électrique (*i.e.* des populations sans accès à l'électricité, notamment dans les régions rurales) aux ménages disposant d'un minimum d'électroménagers ; de l'autre côté, il prolonge la distinction entre ces derniers et les ménages les mieux dotés (*Annexe D*, *Graphique D-1*, p. 328). Ainsi, pris ensemble, la projection des axes 1-2 du plan factoriel des variables présente la forme d'une parabole où les positions extrêmes s'opposent à la position moyenne (*i.e.*, la « région d'inflexion »).

Ensuite, nous avons classifié (*K-moyennes*) les ménages en sept groupes selon leurs coordonnées sur les deux premiers axes factoriels. Cependant, en raison des faibles effectifs, les

classes 1 et 2 ont été regroupées, de sorte que nous disposons d'une variable structurée par six catégories ordonnées (*Annexe D, Graphique D-3*, p. 356), c'est-à-dire six niveaux d'équipement. Ainsi, nous retrouvons, d'un côté, les ménages les moins équipés (*eq_1*) et, de l'autre, les ménages à la fois les plus équipés et disposant des biens durables les plus « modernes » (*eq_6*) (**Tableau 18**).

Tableau 18 – Niveaux d'équipement et biens durables disponibles au sein des ménages (2015)

Niveau d'équipement		%										
°	eq_1	4,3										
°°	eq_2	2,6										
°°°	eq_3	18,2										
°°°°	eq_4	25,4										
°°°°°	eq_5	28,0										
°°°°°°	eq_6	21,5										

Niveau d'équipement	Congélateur		Réfrigérateur			Ordinateur			Télévision		
	Oui	Non	sans congélateur	avec congélateur	Non	sans internet	avec internet	Non	Couleur	Noir & Blanc	Non
° eq_1	21,3	78,7	65,6	8,2	26,2	0,6	3,9	95,5	88,2	0,7	11,1
°° eq_2	4,8	95,3	91,4	8,0	0,7	3,7	0,8	95,5	93,0	0,9	6,2
°°° eq_3	1,2	98,8	95,4	4,6	0,0	7,6	2,7	89,7	97,3	0,2	2,5
°°°° eq_4	10,2	89,8	66,4	33,6	0,0	9,5	27,8	62,7	98,5	0,1	1,5
°°°°° eq_5	16,2	83,8	39,6	60,4	0,0	7,6	67,6	24,8	99,0	0,0	1,0
°°°°°° eq_6	43,3	56,7	9,4	90,5	0,1	0,7	96,6	2,7	99,5	0,0	0,5
Ensemble	17,7	82,3	52,5	46,3	1,2	6,2	47,5	46,3	98,1	0,1	1,8

Niveau d'équipement	Téléphone portable		Cuisinière		Machine à laver		Filtre à eau		Radio		Téléphone fixe	
	Oui	Non	à gaz ou électrique	autre	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non	Oui	Non
° eq_1	73,8	26,2	19,1	80,9	14,5	85,5	42,2	57,8	69,4	30,6	3,6	96,4
°° eq_2	3,7	96,3	97,0	3,0	11,3	88,8	38,5	61,5	63,8	36,2	5,4	94,6
°°° eq_3	99,9	0,1	100,0	0,0	9,7	90,3	33,8	66,2	51,8	48,2	0,9	99,1
°°°° eq_4	98,7	1,3	99,9	0,1	61,6	38,5	42,1	57,9	66,4	33,6	13,0	87,0
°°°°° eq_5	99,3	0,7	99,7	0,3	90,5	9,5	65,5	34,5	74,9	25,1	44,6	55,4
°°°°°° eq_6	99,6	0,4	99,5	0,5	99,4	0,6	75,5	24,5	83,2	16,8	92,6	7,4
Ensemble	95,8	4,2	96,2	3,8	65,1	34,9	54,2	45,8	69,8	30,2	36,2	63,8

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques du PNAD 2015.

Champ : Ensemble des ménages disposant d'au moins une personne âgée de 25-64 ans en emploi.

Lecture : En 2015, 4,3% des ménages disposaient d'un faible niveau d'équipement. Parmi cela, 26,2% ne disposaient pas de réfrigérateur (contre seulement 1,2% de l'ensemble des ménages) et 3,9% disposaient d'un ordinateur avec accès à internet (contre 47,5% de l'ensemble des ménages).

3.3. Les caractéristiques de la vie privée et familiale

La dernière dimension à être mobilisée dans la construction de notre espace regroupe les caractéristiques de la vie privée et familiale. Ces caractéristiques sont des expressions de la structure de classe et de la production et reproduction des inégalités socio-économiques au Brésil qui ne

concernent pas directement l'emploi actuellement occupé par les individus ni les questions liées au logement où ils résident (Tableau 19).

Tableau 19 – Indicateurs des caractéristiques de la vie privée et familiale

Variable	Code de la variable	Modalité	Code de la modalité	Statut au sein de l'ACM	%
Âge au premier emploi	<i>Age_prem_emp</i>	L'individu a eu son premier emploi avant l'âge de 11 ans	<i>apt_ie10</i>	Active	22,9
		L'individu a eu son premier emploi entre 11 et 15 ans	<i>apt_11-15</i>	Active	39,7
		L'individu a eu son premier emploi entre 16 et 18 ans	<i>apt_16-18</i>	Active	24,4
		L'individu a eu son premier emploi à 19 ans ou plus	<i>apt_se19</i>	Active	13,0
Ancienneté de la migration	<i>Immig_temps</i>	La migration vers la ville de résidence actuelle a eu lieu il y a moins de 5 ans	<i>a_0-4</i>	Active	7,3
		La migration vers la ville de résidence actuelle a eu lieu il y a entre 5 et 9 ans	<i>b_5-9</i>	Active	6,9
		La migration vers la ville de résidence actuelle a eu lieu il y a 10 ans et plus	<i>c_se10</i>	Active	48,4
		L'individu est originaire de la ville de résidence actuelle	<i>originaire</i>	Active	37,4
Si l'individu réside dans un ménage comptant des enfants âgés de 4 à 17 ans et, le cas échéant, le réseaux d'écoles au sein duquel ils sont inscrits	<i>Enfants</i>	Ménage avec enfants en âge scolaire inscrits dans une école du réseau privé	<i>ecole_privee</i>	Active	11,5
		Ménage avec enfants en âge scolaire inscrits dans une école du réseau public	<i>ecole_publique</i>	Active	40,8
		Ménage avec enfants en âge scolaire qui ne sont pas inscrits à l'école	<i>bors_ecole</i>	Passive	2,5
		Ménage sans enfant en âge scolaire	<i>sans_enfants</i>	Active	45,2
Temps de déplacement entre le lieu de résidence et le lieu de travail	<i>Esphabtrav</i>	L'individu réside dans le lieu de travail	<i>fus_habtrav</i>	Active	17,8
		Indéterminé	<i>indet_habtrav</i>	Passive	5,3
		Le temps de déplacement entre le lieu de résidence et le lieu de travail est de moins 30min	<i>sep_i30</i>	Active	51,4
		Le temps de déplacement entre le lieu de résidence et le lieu de travail varie entre 30min et 60min	<i>sep_30-60</i>	Active	17,8
Temps dédié aux tâches domestiques par jour	<i>Tache_domestique</i>	Le temps de déplacement entre le lieu de résidence et le lieu de travail est supérieur à 60min	<i>sep_s60</i>	Active	7,8
		Moins de 1h par jour	<i>tache_dom_ie1h</i>	Active	19,0
		Entre 1h et 2h par jour	<i>tache_dom_1-2</i>	Active	20,0
		Entre 2h et 3h par jour	<i>tache_dom_2-3</i>	Active	14,2
		3h et plus par jour	<i>tache_dom_s3</i>	Active	15,3
Ne réalise pas de tâches domestiques	<i>tache_dom_non</i>	Active	31,5		

Source: Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques des PNADs 2002-2015.

Champ: Ensemble des personnes âgées de 25-64 ans en emploi.

Lecture: La variable indiquant si les individus résident au sein d'un ménage comptant avec des enfants âgés de 4 à 17 ans - et, le cas échéant, le réseaux d'écoles au sein duquel ils étaient inscrits - (*Enfants*) possède une modalité regroupant les ménages comptant avec des enfants en âge scolaire mais que ne sont pas inscrits à l'école (*bors_école*) - situation qui concernaient 2,5% des individus. Cette modalité (*bors_école*) a été mise en *passive* lors de l'ACM en raison de ces faibles effectifs.

3.3.1. Migration

Un des éléments centraux dans la caractérisation des individus est leur situation face à la migration. Ces déplacements, réalisés dans un espace et dans un temps à la fois physiques et sociaux, mettent en jeu l'ensemble des capitaux dont disposent les individus. Ces capitaux structurent les mobiles qui orientent la décision d'émigrer, de comment émigrer, de vers où émigrer (K. F. de Oliveira et Jannuzzi 2005; Fazito 2010; Piguet 2013; Bonjour et Chauvin 2018). De même, l'insertion des individus sur le marché du travail, dans la vie de la collectivité et le caractère permanent ou temporaire de cette migration sont fortement dépendants de la composition, du volume et de la capacité de reconversions de ces capitaux (Portes et Manning 1986; Portes 1999; 2009; Portes, Fernández-Kelly, et Haller 2009; Li 2004; A. Rea et Tripier 2008; Mazzella 2014).

Si le Brésil est marqué par une importante vague migratoire de populations originaires des pays européens et du Japon à la fin du XIX^{ème} et début du XX^{ème} siècle, la migration a pris une allure inter-régionale liée aux dynamiques de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'expansion de la frontière agricole au cours des années 1940-1980 – période pendant laquelle on estime que plus de 40 millions de personnes ont migré, spécialement vers les États fédérés de la région sud-est du pays (Martine et Camargo 1984; J. Carvalho et Fernandes 1996). Depuis, le volume de personnes concernées par une migration inter-régionale reste assez frappante : en moyenne 11 millions de personnes par décennie ont déménagé entre deux États fédérés entre 1980 et 2010). Mais les flux se sont reconfigurés. Non seulement des flux denses de migrations de retour vers les régions d'origine se sont constitués, mais les déplacements intra-régionaux ont également augmenté (Baeninger 2011; 2015; J. M. P. da Cunha et al. 2013; J. M. P. da Cunha 2018; F. Brito 2000; F. Brito, Rogitti, et Campos 2012)²⁹¹.

Pour intégrer à l'analyse un profil migratoire des individus, nous avons construit, à partir de l'ensemble du questionnaire du PNAD relatif à la migration (*Annexe E, Figure E1*, p. 330), deux indicateurs qui synthétisent le profil individuel en termes de distance parcourue entre le lieu de résidence actuel et le lieu d'origine de la personne (*Annexe E, Tableau E1*, p. 331); et en termes d'ancienneté de l'installation dans la municipalité de résidence (*Annexe E, Tableau E2*, p. 332). Cependant, le plan d'échantillonnage du PNAD ne permet pas de prendre en compte les mouvements migratoires à l'intérieur d'un État fédéré, étant donné que les informations ne sont pas représentatives au niveau des municipalités (J. M. P. da Cunha 2011, chap. 8; 2012). De plus, la

²⁹¹ La littérature francophone sur les flux migratoires (internes ou internationaux) au Brésil n'est pas abondante et, le plus souvent, elle se concentre sur la migration internationale de populations cibles (Japonais, Boliviens, Haïtiens etc.). Pour une vision globale des processus de migration au Brésil en français, voir par exemple : (Sabadini et Moreira 2011; Hammouche 2009; Souchaud 2009; 2015; Théry 1996; 2009).

part des personnes étant nées ou ayant habité à l'étranger et qui habitent au Brésil est faible (toujours inférieure à 1% de l'ensemble de la population pour la période 2002-2015). Ainsi, nous sommes contraints de traiter les informations au niveau des États fédérés (*Annexe E*, p. 330 *et seq.*).

En ce qui concerne la *situation face à la migration*, nous avons distingué les *non-migrants*, c'est-à-dire les individus qui sont nés dans la municipalité où l'enquête s'est déroulée et qui n'avaient jamais habité ailleurs (*Tableau 20*). Ensuite nous avons distingué les individus qui ont migré vers une autre localité et qui sont revenus à leur localité d'origine (*va-et-vient*), et les individus qui ont migré d'une autre localité vers la municipalité où l'enquête s'est déroulée (*immigration*). Ces deux catégories ont été ensuite sous-divisées selon le fait que les déplacements ont eu lieu à l'intérieur d'un même État fédéré (*proche*) ou entre deux États fédérés distincts ou pays étranger (*distant*).

Un cas particulier est celui des individus *en transit*, c'est-à-dire des individus qui, tout en étant déclarés comme membres du domicile, n'habitaient pas dans la municipalité ou dans l'État fédéré où l'enquête s'est déroulée. En 2015, ces cas correspondaient à 3,67% de l'ensemble de la population (3,46% de la population âgée de 24-64 ans en emploi) (PNAD 2015). Il s'agit, nous semble-t-il, d'individus occupant un logement de fonction dans une autre localité, ou encore des étudiants réalisant leurs études dans autre municipalité que celle où réside de leur famille²⁹². Nous avons en conséquence affecté le lieu de résidence des individus en transit à la localité où réside leur ménage.

En ce qui concerne l'*ancienneté de l'installation* des individus dans la municipalité où l'enquête s'est déroulée, nous avons distingué les *non-migrants* ainsi que ceux qui se sont installés dans cette municipalité depuis moins de 5 ans, entre 5 et moins de 10 ans et depuis 10 ans ou plus. Lorsque les individus ne sont pas nés dans la municipalité où l'enquête se déroule et, pourtant, n'ont jamais habité dans une autre municipalité ; ou encore, lorsqu'il s'agissait d'individus en transit, nous les avons assignés aux différentes catégories d'ancienneté selon leur âge.

²⁹² En 2015, la quasi-totalité de ces cas concernait des membres de la famille : presque un tiers (1,2% de l'ensemble) étaient des personnes de référence du ménage, un cinquième (0,78%) étaient des conjoint·e·s de la personne de référence du ménage, un peu plus d'un tiers (1,28%) des enfants de la personne de référence des ménages et 10% (0,17%) étaient des autres membres de la famille de la personne de référence du ménage.

Tableau 20 – Situation face à la migration et ancienneté de l'installation dans la ville de résidence

	Total (%) Colonnes (%)	Ancienneté de l'installation dans la ville de résidence				Σ
		Non-migrants	0-4 ans	5-9 ans	≥10 ans	
Situation face à la migration		51,93	0,00	0,00	0,00	51,93
	Non-migrants	100,00	0,00	0,00	0,00	100,00
		100,00	0,00	0,00	0,00	
	Va-et-Vient - proche	0,00	1,14	0,78	4,07	5,99
		0,00	18,98	13,05	67,97	100,00
		0,00	15,83	14,95	11,41	
	Va-et-Vient - distant	0,00	1,29	0,98	4,59	6,87
		0,00	18,85	14,34	66,81	100,00
		0,00	18,02	18,84	12,86	
	Immigration - proche	0,00	2,78	2,03	15,16	19,97
		0,00	13,94	10,17	75,89	100,00
		0,00	38,76	38,87	42,49	
Immigration - distante	0,00	1,97	1,43	11,85	15,25	
	0,00	12,89	9,37	77,74	100,00	
	0,00	27,39	27,34	33,24		
Σ	51,93	7,18	5,23	35,67	100,00	
	100,00	100,00	100,00	100,00		

Source: Élaboré par l'auteur à partir des informations du PNAD 2015.

Champ: Ensemble de la population.

Lecture: En 2015, la migration entre des municipalités à l'intérieur d'un même État fédéré (*Immigration proche*) concernait 19,97% des individus, dont 75,89% avaient immigré il y a 10 ans ou plus. Ainsi, 42,49% des individus ayant immigré il y a 10 ou plus sont issus d'une *immigration proche*.

Comme nous pouvons le voir dans le *Tableau 20*, il n'est pas pertinent de croiser les deux variables en vue de construire un seul indicateur de situation face à la migration en raison du nombre important de modalités à faibles effectifs avec lequel nous nous retrouvons. Cependant, traiter séparément les dimensions spatiale et temporelle de la migration renforce le poids de la catégorie *non-migrants* qui, ainsi, devient redondante. Bien que n'étant pas en soi un problème, étant donné que les individus « autochtones » sont doublement avantagés du point de vue de l'insertion dans la vie locale, à fin d'éviter les biais que cette redondance peut produire dans les cadres de la construction de l'espace, seul l'indicateur relatif à *l'ancienneté de la migration* vers la municipalité de résidence actuelle a été retenu, car il contribue plus fortement à la variance des axes que l'indicateur relatif à la distance des déplacements.

3.3.2. Âge au premier emploi

L'âge auquel les individus entrent sur le marché du travail est influencé par une multitude de facteurs tels que le sexe, la race, la région de résidence, les ressources économiques dont dispose la famille, l'activité économique exercée par les personnes de référence de la famille, le contexte socio-économique, le cadre légal etc. Sans doute, la pauvreté de la famille est-il le facteur le plus

déterminant d'une entrée précoce dans le marché du travail, mais il n'est pas le seul. Le fait de résider des régions économiquement plus dynamiques, d'être une personne noire et de sexe masculin sont fortement liés à un abandon précoce des études et à une entrée précoce sur dans le marché du travail (Paes de Barros et Mendonça 1991; 2010; H. M. de B. Ramalho et Mesquita 2013).

L'activité professionnelle exercée par les personnes de référence de la famille a également une influence importante sur l'âge au premier emploi. Ainsi, parmi les commerçants, les artisans mais, surtout, les agriculteurs, il n'est pas exceptionnel que les enfants de 5 à 15 ans soient impliqués dans l'entreprise familiale. Ainsi, 63% des 5-15 ans qui exercent une activité économique en 2008 ne perçoivent aucune rémunération monétaire, autres 13,7% de ces individus transfèrent totalement ou partiellement la rémunération perçue à leurs parents. Ceux et celles qui exercent une activité économique sont aussi les plus impliqués dans les tâches domestiques (62%, contre 25% de l'ensemble des enfants en 2008) (Paes de Barros et Mendonça 2010).

Si le travail infantile n'implique pas forcément une augmentation des ressources monétaires dont dispose la famille, il représente une exposition des enfants et adolescents à des risques multiples et est lié notamment à des sorties précoces du système scolaire qui impacteront l'ensemble de la vie des individus. Pour rappel, notre population de référence est composée par des personnes nées entre 1938 (64 ans en 2002) et 1990 (25 ans en 2015). Or, pendant le demi-siècle que sépare leurs entrées sur le marché du travail, la législation concernant l'âge légal minimum pour l'exercice d'une activité professionnelle en situation formelle au Brésil a changé à plusieurs reprises : si elle reste fixée à 18 ans pour les activités à risque, pour les autres activités elle est de 14 ans jusqu'à 1967, année où elle est abaissée à 12 ans, avant de revenir à 14 ans en 1988 (12 ans pour les apprentis), et, ensuite, passer à 16 ans en 1998 (14 ans pour les apprentis).

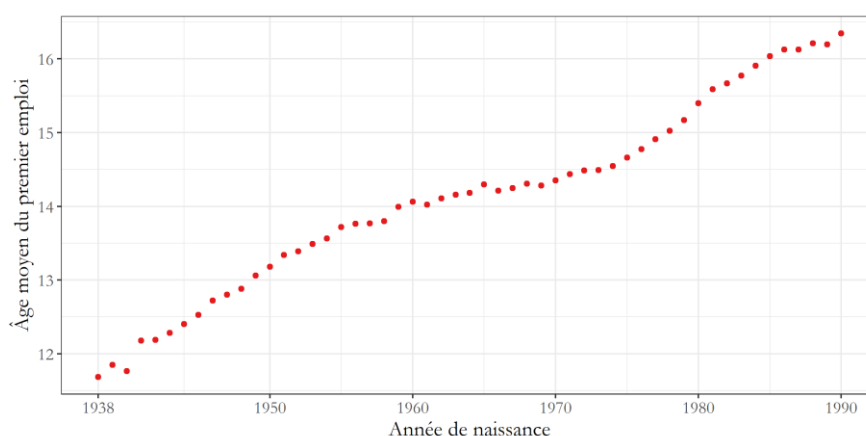
Cependant, c'est seulement à partir des années 1990 qu'un véritable effort public en vue de réduire les sorties précoces du système scolaire et d'empêcher une entrée précoce dans le marché du travail a été développé. Du point de vue légal, le gouvernement a adopté l'*Estatuto da criança e do adolescente (ECA)* [Loi de protection des droits des enfants et adolescents] en 1990 ; et a fait avancer l'application des conventions 189 (2000 pour la signature, 2008 pour sa promulgation) et 138 de l'OIT (1973 pour la signature, 2002 pour sa promulgation). Du point de vue de la mesure du phénomène, les PNADs ont intégré un questionnaire spécial relatif au travail des enfants de 5 à 9 ans à partir de 1992. Du point de vue des politiques publiques, deux programmes qui conditionnent le versement de l'aide monétaire aux familles démunies à la fréquentation scolaire des enfants sont centraux : le *Programa de erradicação do trabalho infantil* (PETI) [Programme d'éradication du travail

infantile] mis en place en 1996 et le *Programa bolsa família* [Programme bourse famille] instaurés en 2003.

Ces actions ont rendu possible une réduction de plus de la moitié du nombre des enfants de 5 à 15 ans engagés dans une activité économique au long de derniers 12 mois entre 1992 (quand le travail infantile concernait 16% des 5-15 ans) et 2008 (quand le travail infantile concernait 7% des 5-15 ans). Elles ont également contribué au fait que le Brésil possède en 2003 un des plus bas taux d'incidence du travail infantile d'Amérique latine en plus d'une évolution très favorable comparativement aux objectifs fixés au tournant du siècle (I. M. M. de Carvalho 2008; Paes de Barros et Mendonça 2010).

Nous nous intéressons à ce phénomène en tenant compte de l'âge auquel les individus sont entrés sur le marché du travail. Comme nous pouvons voir dans le *Graphique 15*, l'âge moyen du premier emploi a progressé de 4 ans et demi entre les personnes les plus âgées et les personnes les plus jeunes de notre population de référence. Mais l'âge moyen ne montre pas, cependant, que parmi les personnes nées en 1938, plus de 52% ont commencé à travailler avant 11 ans (contre 6,7% parmi les personnes nées en 1990). De plus, nous ne voyons pas que la part des personnes ayant commencé à travailler à 18 ans révolus a gravité autour de 20% pour les personnes nées entre 1985-1990 (plus d'un quart si nous ne tenons compte que des femmes, environ 15% pour les hommes), alors qu'elle concerne moins de 8% pour les personnes nées avant 1945 (moins de 5% si nous ne considérons que les hommes, environ 10% pour l'ensemble de la population féminine). Cette évolution est marquée également par un changement de la forme de la distribution des âges du premier emploi (Annexe F, p. 334), qui dévient plus concentrée et multimodale.

Graphique 15 – Âge moyen d'entrée sur le marché du travail



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des ménages disposant d'au moins une personne âgée de 25-64 ans en emploi.

Lecture : L'âge moyen du premier travail des personnes nées en 1938 est 11 ans et 8 mois, pour les personnes nées en 1990 il est 16 ans et 4 mois.

L'indicateur que nous avons construit segmente les âges du premier emploi en tenant compte des cadres légaux, des niveaux de l'enseignement et de la distribution de ces âges. Ainsi, la modalité ≤ 10 ans marque la fin de l'enseignement primaire et de l'enfance, la modalité 11-15 marque la période à la fois du collège et de la possibilité de commencer une formation en apprentissage, la modalité 16-18 marque la possibilité d'une entrée à pleins droits sur le marché du travail et la fin du lycée, finalement la modalité ≥ 19 ans marque une entrée sur le marché du travail à la fin de l'enseignement secondaire.

3.3.3. Enfants en âge scolaire et scolarisation au sein d'un établissement privé

Le système d'enseignement brésilien présente une structure complexe, composée à la fois par des établissements publics gérés par les municipalités, par les États fédérés et par l'État fédéral ; et par des établissements privés gérés par des groupes religieux, des fondations et des entreprises du secteur éducatif²⁹³. Le « fédéralisme » qui donne la couleur du système public tout au long de l'instruction obligatoire (4-17ans) concentre dans l'État fédéral l'organisation des programmes de cours et la redistribution aux autres membres de la fédération des ressources dédiées à l'éducation ; les municipalités sont les responsables directs des écoles maternelles et des établissements d'enseignement fondamental (primaire et collège) ; les États fédérés sont les responsables directs des établissements d'enseignement fondamental (primaire et collège) et d'enseignement secondaire (lycées). Résultat de l'accumulation de différentes couches de l'évolution du système éducatif au long de plus d'un siècle, ces tâches et responsabilités ne sont cependant pas figées et nous retrouvons beaucoup de redondances et de conflits. Ainsi, les municipalités gardent une certaine autonomie pour intervenir dans la conduction des programmes d'enseignement et il existe, au sein d'une même ville, des établissements d'enseignement attachés à l'État fédéral, à l'État fédéré et à la municipalité²⁹⁴. En plus de cette superposition d'actions, l'immense inégalité de ressources dont disposent les États fédérés et les municipalités fait que la qualité de l'enseignement varie fortement

²⁹³ La littérature sur la thématique est extrêmement abondante. Pour des aperçus globaux de ce système éducatif brésilien en français, voir, par exemple, (Vasconcellos 2001; Vendramini 2005; Akkari et al. 2011).

²⁹⁴ Ce que signifie, par exemple, que les enseignants de chaque établissement appartiennent à des corps de fonctionnaires différents et, ainsi, ne disposent pas des mêmes conditions de travail, rémunération et de carrière. À titre d'exemple, les enseignants des écoles municipales de la ville de Paulínia-SP (fonctionnaires municipaux) ont un salaire/heure 2,4 fois plus élevé que les enseignants des écoles de l'État de São Paulo dans la même ville et 2,85 fois plus élevé que les enseignants des écoles municipales d'une ville limitrophe (Sumaré-SP). (Brembatti 2020). Cette différence des salaires s'accompagne d'une différence dans les conditions matérielles des écoles. Cela est possible grâce à des circonstances bien spécifiques. En effet, en raison de la manière dont les impôts sont collectés au Brésil, cette ville d'un peu plus de 100 000 habitants est une des villes les plus riches du pays en raison de l'implantation d'une grande raffinerie de pétrole.

entre les régions géographiques. Certes, la coordination des actions de la fédération a beaucoup progressé depuis le milieu des années 1990, mais il reste beaucoup à faire (Dourado 2013).

Les établissements privés, quant à eux, sont des entreprises dont l'équilibre financier et la rentabilité sont au cœur de toute décision. Comme n'importe quel service marchand, ces établissements ont des publics cibles bien précis et des gammes de prix très variables, notamment en fonction des régions du pays²⁹⁵. En effet, un abîme sépare les petites écoles maternelles privées de quartier, qui absorbent les enfants des familles de classe moyenne que le système public n'est pas en mesure d'accueillir (par manque de places) pour un montant mensuel de moins de 20% d'un salaire minimum²⁹⁶ ; des écoles qui préparent les enfants des élites locales à accéder à une place au sein des grandes universités d'Europe et, notamment, des États-Unis pour une mensualité qui peut atteindre plus d'une douzaine de salaires minimums²⁹⁷. Cette différence de prix n'est pas moindre en termes d'approches pédagogiques, de suivi des élèves et d'infrastructures des établissements.

En ce qui concerne l'instruction obligatoire (4-17ans, voir l'*Encadré 7* ci-dessous), les 14,7% des élèves inscrits au sein des établissements privés présentent en moyenne des résultats supérieurs à ceux atteints par les étudiants des établissements publics – exception faite des établissements sous la responsabilité de l'État fédéral et, pour l'enseignement secondaire, des filières sélectives du système public (B. Sampaio et Guimarães 2009; Moraes et al. 2014). Cependant, lorsqu'il s'agit de l'enseignement supérieur, la balance s'inverse et, exception faite d'un petit groupe d'établissements privés traditionnels et d'une poignée d'écoles d'élite, les établissements publics brésiliens disposent à la fois d'une qualité supérieure²⁹⁸, d'une meilleure réputation et d'une sélectivité sans équivalent²⁹⁹.

²⁹⁵ Vous trouverez de manière indicative les prix moyens des écoles privées selon le niveau d'étude et la région géographique chez (Revista Quero 2020).

²⁹⁶ À titre d'exemple, en valeurs de décembre de 2020, la mensualité de l'*Escola Castelo dos Sonhos* (90 élèves) à São Paulo-SP était d'environ 28€ [R\$170,00], soit un droit d'inscription annuel de 325€. Vous trouverez un recensement actualisé des prix des écoles, par exemple, sur : <http://bit.ly/2KKoIpk> consulté le 22 décembre 2020.

²⁹⁷ À titre d'exemple, en valeurs de décembre 2020, la mensualité de l'*Avenues* (750 élèves) à São Paulo-SP pour l'année 2020 était d'environ 1915€ [R\$12 000,00] (soit un droit d'inscription annuel d'environ 23 000 €) (Paulo 2020). Pour une liste récente des écoles d'élite au Brésil avec une indication de leurs prix, voir (FORBES 2018).

²⁹⁸ Si nous prenons comme critère le palmarès des établissements d'enseignement supérieur réalisé par le journal *Folha de São Paulo* en 2019, parmi les 50 premières institutions mieux classées au niveau national figurant seulement quatre universités privées : trois liées à des groupes religieux, à savoir, *PUC* (Église catholique), *Mackenzie* (Église presbytérienne) et *Unisinos* (Jésuites), et l'*Université de Caxias do Sul* (d'origine mixte, mais but non-lucratif). Voir : <http://bit.ly/3reuvUG> consulté le 22 décembre 2020. Parmi les 23 établissements d'enseignement supérieur brésiliens qui figurent au sein du classement académique de Shanghai, aucun n'est privé. Voir : <https://bit.ly/37HZ25q> consulté le 22 décembre 2020.

²⁹⁹ À titre d'exemple, lorsque les universités réalisaient encore leurs propres concours de sélection (fait qui a peu à peu changé depuis 2009, spécialement pour les établissements sous la responsabilité de l'État fédéral), le concours d'admission à l'Université de São Paulo (USP) en 2006, tous domaines confondus, a eu 170 474 participants pour 10 797 places (soit environ 158 candidats par place). La même année, chaque place au sein de l'Université de Campinas (UNICAMP) était disputée par environ 22 étudiants, celles de l'Université Fédérale du Rio Grande do Sul (UFRGS)

Encadré 7 – Organisation du système d'enseignement au Brésil, âge typique d'entrée dans chaque niveau et distribution des inscriptions selon le type d'établissement (2010, 2011*)

Âge approximatif (début du niveau)	Niveaux d'enseignement	Etablissements publics			Etablissements privés
		Municipalités	États fédérés	État fédéral	
4 ans	École maternelle 2 ans	65,15%	0,35%	0,06%	34,34%
6 ans	Enseignement fondamental I (Primaire) 5 ans	68,39%	18,17%	0,04%	13,40%
11 ans	Enseignement fondamental II (Collège) 4 ans	38,33%	49,63%	0,13%	11,90%
15 ans	Enseignement secondaire non-sélectif (Lycée général) 3 ans	1,09%	85,77%	1,22%	11,81%
	Enseignement secondaire sélectif (Lycée technique / Lycée militaire)				
≥ 18 ans	Premier cycle de l'enseignement supérieur (sélectif) (Licence technologiques 3 ans / <i>Bacharelado</i> 4-6 ans / <i>Licenciatura</i> 4 ans)	1,62%	9,42%	14,71%	74,24%
≥ 21/24 ans	Pós-graduação <i>Lato sensu</i> (Professionnel) 1-2 ans	62,9%*			37,1%*
≥ 21/24 ans	<i>Mestrado Stricto sensu</i> (Recherche, sélectif) 2 ans	83,1%*			16,9%*
≥ 24/26 ans	Doctorat (Recherche, sélectif) 3 ou 4 ans	86,9%*			13,1%*

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques de :

a) École maternelle-Premier cycle de l'enseignement supérieur : INEP 2010.

b) *Mestrado* et Doctorat : Barros 2015.

Champ :

École maternelle-Premier cycle de l'enseignement supérieur : Ensemble des inscrits au sein des établissements de chaque niveau d'enseignement en 2010.

* *Mestrado* et Doctorat : Ensemble de formations [*Programas de pós-graduação*] reconnus par la CAPES en 2011.

Lecture : Premier niveau de l'enseignement obligatoire au Brésil, l'école maternelle accueille typiquement les enfants âgés de 4 à 5 ans. En 2010, 34,34% des élèves inscrits au sein d'une école maternelle étudient dans un établissement privé (confessionnel ou commercial).

* L'accès à une formation doctorale se fait exclusivement à partir d'un *mestrado stricto sensu*. En 2011, 13,1% des formations doctorales au Brésil sont proposées par un établissement privé.

par 10 étudiants ; ou encore, celle de l'Université Fédérale du Rio de Janeiro (UFRJ), par 7 étudiants (OUL 2005; Agência Estado 2006; UFRGS 2006; UFRJ 2006).

Dans ce contexte, la « raison d'être » de la plupart des lycées privés est la préparation intensive et ciblée aux concours de certaines formations au sein des universités publiques, notamment celles des professions dont l'exercice exige un diplôme national, telles que celles relevant de la Médecine, de Droit et de l'Ingénierie. De fait, avant la réservation de 50% des places au sein des universités fédérales aux étudiants provenant des lycées publics en 2012³⁰⁰, plus de deux tiers des leurs étudiants avaient effectué leurs études secondaires au sein d'un lycée privé. À l'Université de São Paulo, la part des étudiants provenant d'un établissement public était de 26% en 2010, après l'adoption de plusieurs mesures de discrimination positive ce chiffre a atteint à 34,6% en 2016 (Jornal da USP 2017).

En contrepartie, les établissements d'enseignement supérieur privés dont les effectifs sont en constante augmentation au long des dernières décennies (Martins 2009), sont très peu sélectifs et proposent pour la plupart d'entre eux des formations universitaires massifiées de moindre qualité, visant notamment les étudiant·e·s provenant des établissements publics (58% en 2004), majoritairement (68% en 2004) inscrit·e·s en cour du soir (19-23h), majoritairement en emploi (presque 86% en 2004) et plus âgé·e·s que les étudiant·e·s des universités publiques ou des établissements privés d'élite (Barreyro 2008; S. L. de Oliveira et al. 2007; Sécca et Leal 2009).

Ces établissements d'enseignement supérieur privés ont bénéficié au long de la période analysée (2002-2015) d'une série de politiques publiques visant à élargir l'accès à l'enseignement supérieur aux populations les plus démunies, notamment au travers de l'octroi de l'exemption (totale ou partielle) des droits d'inscription à un certain nombre d'étudiant·e·s (en contrepartie d'une exemption d'un nombre important d'impôts pour les établissements)³⁰¹ et d'une augmentation du nombre de financements éducatifs concédés aux étudiant·e·s³⁰².

Ainsi, la structure de ce système fait que les familles les plus aisées investissent dans l'éducation privée de leurs enfants comme une stratégie pour mieux les placer au sein des meilleures formations universitaires qui, en plus d'être gratuites, leur assureront une place privilégiée sur le marché de l'emploi et dans l'espace social. En contrepartie, les enfants des familles les plus

³⁰⁰ Il s'agit de la Loi 12711/12.

³⁰¹ Au niveau national, il s'agit du *Programa Universidade para Todos* (ProUni) [Programme université pour tous], créé en 2004 et qui, jusqu'en 2015, a octroyé 1 500 690 exemptions totales des droits d'inscription et 1 053 743 exemptions partielles des droits d'inscriptions (Gilioli 2017, 200; MEC 2020). Suivant le même principe, d'autres politiques publiques au niveau municipal ont été créées, comme, par exemple, le *Procampis*, de la ville de Campinas (voir : <https://bit.ly/2WDG3mr> , consulté le 22 décembre 2020), ou le *ProUni Recife* de la ville de Recife (voir : <http://bit.ly/2KSrxEw>, consulté le 22 décembre 2020).

³⁰² Au niveau national, il s'agit de l'expansion du *Programa de Financiamento Estudantil* (FIES) [Programme de financement étudiant], créé en 1999 et qui avait octroyé 2 757 751 prêts étudiants jusqu'en 2015 (Gilioli 2017). En parallèle au développement des prêts étudiants publics, un nombre important d'entreprises bancaires spécialisées dans le financement étudiant se sont développées, la plus importante étant l'entreprise *Crédito pra valer*, créée en 2006.

modestes seront contraints de financer (totalement ou partiellement) leurs études supérieures au sein de formations de moindre qualité et avec des « retours sur investissements » beaucoup plus incertains³⁰³.

Intégrer dans la construction de *l'espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil* cette information est une manière d'appréhender comment les familles s'impliquent dans la construction d'un capital scolaire de leurs enfants et, surtout, comment ces familles envisagent le rôle de l'éducation dans l'avenir de leurs enfants. Certes, les familles les plus démunies sont celles qui soulignent le plus l'importance de l'« éducation » au sens abstrait (M. L. de O. Barbosa et Sant'anna 2010). Mais c'est parmi les familles de classe moyenne – et spécialement parmi celles expérimentant une « ascension sociale » récente – que nous observons une priorisation de l'éducation des enfants et une plus grande propension à allouer des ressources économiques (parfois importantes en termes de budget de famille) à la scolarisation des enfants au sein d'un établissement privée (Remy 2014; Camelo 2014; Nascimento, Filho, et Hor-Meyll 2017).

Notre indicateur identifie, ainsi, les ménages où nous retrouvons des enfants en âge scolaire (4-17 ans) et, parmi ce groupe, les ménages où les enfants sont inscrits à un établissement public, des ménages où les enfants sont inscrits à un établissement privé et des ménages où les enfants sont sortis du système scolaire. Au long de la période que nous analysons, la part des individus membres d'un ménage *sans enfant en âge scolaire* augmente de manière constante, passant de 38,1% en 2002 à 51,78% en 2015³⁰⁴. Lorsque nous nous concentrons sur les personnes membres de ménages comptant des enfants en âge scolaire, nous pouvons voir que ceux comptant des enfants inscrits dans un établissement publique reste constante (environ 74%), que ceux comptant des enfants inscrits dans un établissement privés augmente de 19,5% en 2002 à 22,6% en 2015 et que ceux comptant des enfants qui n'étaient pas inscrits à l'école ont été réduits de moitié.

³⁰³ Les relations entre l'enseignement public et les entreprises privées du secteur de l'éducation sont beaucoup plus complexes que ce que nous avons pu présenter ici : elles vont jusqu'à la construction des programmes d'enseignement à la production du contenu des livres utilisés aussi bien au sein des établissements publics que des établissements privés. C'est en raison de ce croisement d'intérêts et de responsabilités qu'Abdeljalil Akkari *et al.* (2011) vont parler de « brouillage des frontières ».

³⁰⁴ Comme notre indicateur cherche à mettre en évidence le rôle de l'éducation dans la stratégie de socialisation et de construction du capital scolaire des enfants des différentes classes sociales, nous avons regroupé dans la catégorie *sans enfant en âge scolaire* à la fois les ménages sans enfant à charge, les ménages comptant avec des étudiants de plus de 18 ans et plus à charge de la famille et les ménages comptant avec des enfants âgés de 0 à 3 ans. Soulignons, cependant, que ce dernier phénomène, qui représente un changement important dans le cycle de vie des individus et des familles, concernait 7,2% des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi en 2002, valeur qui baisse petit à petit tout au long de la période analysée et atteint 6,6% en 2015.

3.3.4. Temps de déplacement entre le lieu de résidence et l'emploi

Comme nous l'avons souligné auparavant, la dynamique de l'urbanisation au Brésil au long du XX^{ème} siècle a produit des centres urbains très étendus³⁰⁵ et disposant d'une infrastructure urbaine défaillante dans leurs régions périphériques, spécialement pour ce qui concerne la mobilité urbaine. Cette configuration socio-spatiale a comme conséquence directe une augmentation du temps moyen de déplacement entre la résidence et l'emploi, qui est, parmi les régions métropolitaines de plus de 2 millions d'habitants, un des plus élevés au monde, derrière celui de Shanghai (R. H. M. Pereira et Schwanen 2013). En légère évolution depuis 1992 (il était alors de 32 min par trajet), il va augmenter de manière plus intense à partir de 2003, pour atteindre 41 min en 2012³⁰⁶.

Les longs trajets résidence-emploi sont des « temps morts », qui ne contribuent pas à l'épanouissement des individus, impactent négativement leur santé et réduisent leur productivité au travail (Pero et Stefanelli 2015). Dans les régions métropolitaines les longs trajets résidence-emploi concernent particulièrement les populations les plus pauvres : les personnes appartenant au 1^{er} décile du revenu passent en moyenne 20% de temps en plus dans ces trajets que celles qui appartiennent au 9^{ème} décile ; cette différence atteint 52% dans le cas de Curitiba et 63% dans le cas de Brasília (Pero et Stefanelli 2015). Les longs trajets résidence-emploi impactent plus les hommes, les non-blancs et les personnes occupant un emploi en situation formelle, mais avec des écarts beaucoup moins importants (environ +1,5min, +3min et +3min respectivement en 2012). Il faut souligner que les populations les plus démunies, spécialement les personnes de sexe masculin, réalisent plus souvent les trajets résidence-emploi à pied ou en bicyclette, notamment pour une question d'économie (Sá et al. 2016).

Un des facteurs qui a contribué à cet allongement est l'expansion de la flotte automobile sur la période, qui est passée de 19 millions de véhicules en 2000 à plus de 40 millions de véhicules en 2012 (*i.e.* on passe de 1 véhicule pour 9 habitants à 1 véhicule pour 5 habitants provoquant une augmentation significative des embouteillages dans les centres urbains (Pero et Stefanelli 2015). L'intensification de nouveaux projets immobiliers dans les banlieues de ces centres (souvent éloignés des régions denses en emploi) a renforcé ce problème. Les pouvoirs publics, quant à eux,

³⁰⁵ À titre d'exemple, en 2010, la région métropolitaine de São Paulo occupe une superficie d'environ 7 943 km² (2 477 hab/km²), celle de Rio de Janeiro 7 643 km² (2 097 hab/km²), celle de Curitiba 15 913 km² (227 hab/km²) (R. H. M. Pereira et Schwanen 2013, 12). La ville de São Paulo a une superficie de 1 521 km², Rio de Janeiro 1 255 km² et Curitiba 432 km². L'ensemble de la région Île-de-France a une superficie de 12 011 km² (1 010 hab/km² en 2016) (INSEE 2017). La commune la plus étendue en France métropolitaine, Arles, a une superficie de 758 km², Marseille une superficie de 240 km² et la ville de Paris un peu plus de 105 km².

³⁰⁶ Le temps moyen de chaque trajet lieu de résidence-emploi au sein des régions métropolitaines suit de près la taille population de chaque région. Le coefficient de corrélation entre le temps moyen des trajets et la population des métropoles est de 0,84, montrant la forte intensité du lien entre ces deux variables.

n'ont pas su mettre en place des politiques publiques à la hauteur des transformations en cours et, ainsi, ont transformé la mobilité urbaine en élément déclencheur des vagues de manifestations qui ont enflammé toutes les régions du pays en juin de 2013³⁰⁷.

Cette réalité est bien différente de celle observée en dehors des régions métropolitaines, au sein desquelles non seulement le temps des trajets est moindre, mais sa progression est beaucoup plus lente : le temps de déplacement moyen d'environ 23 min en 1992 à environ 24min en 2012 (Pero et Stefanelli 2015). En outre, spécialement dans le milieu rural, nous retrouvons plus souvent qu'ailleurs une indistinction entre lieu de résidence et lieu de travail. Ainsi, en dehors des régions métropolitaines, les écarts en termes de revenu, sexe, race et situation d'emploi se réduisent significativement.

Notre indicateur accorde de l'attention à ces différents phénomènes. D'abord, il saisit les individus qui résident sur le lieu de travail (*fus_habtrav*) – *p.ex.* agriculteur·trice·s, les personnes disposant d'un logement de fonction, les commerçants dont la boutique est attachée au logement etc. Ensuite, nous distinguons les individus selon le temps de déplacement entre la résidence et le lieu de travail en trois catégories, à savoir, les trajets inférieurs ou égaux à 30min (*sep_i30*), les trajets entre 30min et 60 min (*sep_30-60*) et les trajets supérieurs à 60min (*sep_s60*). Finalement nous dédions une catégorie pour regrouper les individus dont le lieu de travail n'est pas fixe (*indet_habtrav*), soit parce qu'ils travaillent sur des véhicules mobiles (*p.ex.* chauffeurs routiers, chauffeurs de taxis etc.) soit parce le lieu d'exercice de leurs métier varie constamment (*p.ex.* services de sous-traitance comme support informatique, personnel de nettoyage, jardiniers etc.).

3.3.5. Temps journalier dédié aux tâches domestiques

Le dernier indicateur que nous mobilisons concerne le temps journalier dédié aux *tâches domestiques*, une catégorie générale qui regroupe des activités liées à la reproduction de la vie quotidienne, notamment celles liées à l'entretien du logement et des personnes qui y résident. Notons que la liste d'activités recensées par les PNADs est à la fois trop générale et trop restreinte (*Encadré 8*). Trop générale parce qu'elle regroupe des activités répondant à des logiques assez différentes (*p.ex.* encadrer des employé·e·s domestiques et faire du jardinage). Trop restreinte parce qu'elle ne comprend pas des activités telles que la réalisation des courses, le bricolage et la réparation, l'accompagnement des enfants à l'école, les soins envers des personnes âgées etc. ; et

³⁰⁷ La littérature sur les manifestations de juin 2013 est très vaste et leur interprétation est loin d'être consensuelle. En français, voir, par exemple, les dossiers sur le sujet publiés dans la revue *Temps modernes* (n°678 de 2014) et dans la revue *Brésil(s)* (n°7 de 2015).

ne considère pas les activités dont la durée est inférieure à 30min hebdomadaires. Malgré ces défauts et en l'absence au Brésil d'une enquête comparable à l'*Enquête Emploi du Temps* de l'INSEE – ce qui nous aurait permis une lecture plus fine de ces informations –, les informations disponibles dans les PNADs nous permettent d'appréhender en partie la manière dont les activités non-rémunérées, essentielles à la vie du ménage, sont distribuées parmi ces membres.

Encadré 8 – Activités considérées comme des tâches domestiques par les PNADs

Les PNADs 2002-2015 considèrent comment *tâche domestique* l'exercice de une des activités suivantes pour une durée supérieure ou égale à 30min hebdomadaires :

- a) Organiser ou nettoyer entièrement ou partiellement le logement ;
- b) Cuisiner ou préparer des aliments, repasser des vêtements, laver le linge ou laver la vaisselle, indépendamment de l'usage d'appareils électroménager dans la réalisation de ces activités pour soi-même ou pour autrui ;
- c) Coordonner ou encadrer des employés domestiques dans la réalisation des tâches domestiques ;
- d) S'occuper des enfants ou des mineurs membres du logement ; ou
- e) Nettoyer le jardin ou le terrain qui entoure la résidence.

Source : *Notas metodológicas* du PNAD 2015

Nous savons qu'au Brésil, le temps dédié aux tâches domestiques varie selon l'âge, la position à l'intérieur de la famille, de la région de résidence et, notamment, selon le sexe des individus (C. Soares et Saboia 2007). Parmi les jeunes de 10 à 17 ans plus de 80% des femmes réalisaient des tâches domestiques (14 heures/hebdomadaires en moyenne), contre moins de la moitié des hommes (8 h/hb). Cette valeur augmente pour les deux sexes lorsque les individus deviennent adultes et, ainsi, plus de 92% des femmes âgées de 25 à 64 ans en emploi en 2015 déclarent réaliser des tâches domestiques (21 h/hb), contre 54,5% des hommes (10 h/hb).

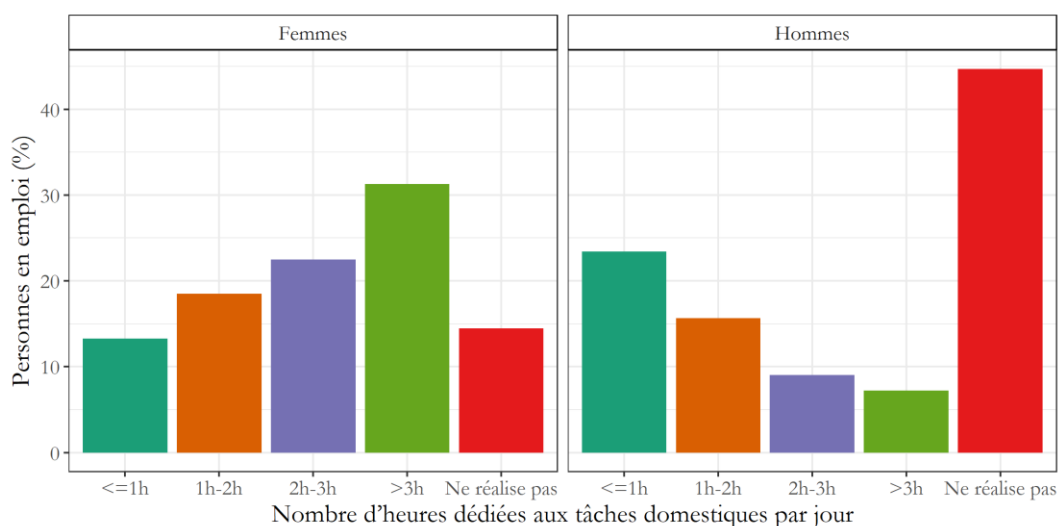
Nous savons également que le temps global dédié aux tâches domestiques par les membres du ménage se réduit parmi les ménages les plus riches, notamment en raison du recours aux employé·e·s domestiques³⁰⁸. Parallèlement, les hommes disposant d'un niveau d'études plus élevé

³⁰⁸ Les informations statistiques des PNADs ne nous permettent pas de mesurer ce phénomène, mais nous savons par d'autres études qu'environ 7,4% des ménages disposent d'un·e employé·e domestique, notamment des classes supérieures (*i.e.* haut revenu familial et haut niveau d'étude de la personne de référence et son/sa conjoint·e). Comme l'indiquent Jurema Brites et Felícia Picanço, le recours aux employé·e·s domestiques n'est pas quelque chose de

réalisent plus souvent des tâches domestiques et pendant des durées plus longues, alors que les femmes les plus diplômées en réalisent moins, ce qui induit une répartition plus égalitaire des tâches domestiques entre hommes et femmes parmi les couples disposant d'un niveau d'étude plus élevé (C. Soares et Saboia 2007).

Pendant la période que nous analysons, nous observons une réduction de la durée totale du temps dédié par l'ensemble des membres des ménages aux tâches domestiques, durée qui passe de 51h/hb en moyenne en 2002 à 35h/hb en moyenne en 2015³⁰⁹. Les femmes réalisaient en moyenne presque 89% de l'ensemble de cette charge de travail en 2002, valeur qui baisse peu à peu et atteint 86% en 2015.

Graphique 16 – Temps dédié aux tâches domestiques



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des ménages disposant d'au moins une personne âgée de 25-64 ans en emploi.

Lecture : Entre 2002 et 2015, 23,4% des hommes âgés de 25 à 64 ans en emploi déclarent dédier jusqu'à 1h par jour aux tâches domestiques, cela est le cas de 13,3% des femmes.

généralisé à toute la société, mais il s'agit plutôt « (...) d'un modèle culturel d'arrangement familial composé par l'homme exerçant l'activité qui est la source principale du revenu du ménage [*provedor*], une femme également en emploi, deux enfants et une employée domestique ; un modèle d'arrangement familial basé sur la dévalorisation du travail domestique, sur des rôles genrés au sein de la famille et sur des inégalités de genre, de race et de classe. En plus, parmi les femmes des classes populaires, la dénomination « employée domestique » est moins courante que celle d'« aide » pour désigner ceux qui s'occupent des enfants, lavent le linge, préparent de la nourriture ou accompagnent les enfants à l'école [etc.]. Dans ces derniers cas, les « aides » sont issus du réseau de voisinage ou de parenté, dont les échanges ne sont pas forcément monétaires ou, le cas échéant, ne sont pas comptabilisés en tant que relation de travail, mais de l'entre-aide » (Brites et Picanço 2014, 143-44).

³⁰⁹ Une analyse détaillée de cette réduction exigera une étude à part entière et les informations statistiques des PNADs ne sont que partiellement adaptées à cette entreprise. Cependant, la littérature indique que le temps dédié aux tâches domestiques est lié fortement à la fois au niveau d'équipement des ménages (Delaunay 2003, chap. VI) et à l'accès des femmes aux positions du marché du travail auparavant essentiellement masculines. Or, comme nous l'avons indiqué, la période 2002-2015 est marquée par une amélioration du niveau d'équipement des ménages, résultat d'une amélioration des conditions d'emploi, de revenu et de crédit ; mais aussi des politiques de subvention aux entreprises fabricant d'électroménagers et de la création des lignes de financement spécialement dédiées à l'équipement des ménages des populations les plus démunies.

Un peu moins de 45% des hommes âgés de 25 à 64 ans en emploi déclarent ne pas réaliser de tâches domestiques, contre 14,4% des femmes (Graphique 16). À l'inverse 31,3% des femmes dédient plus de 3h par jours aux tâches domestiques, alors que cette charge de travail ne concerne que 7,2% des hommes. Ainsi, la réduction de la charge globale du temps dédié aux tâches ménagères au long de la période analysée n'a impliqué que marginalement une restructuration de la distribution de ces tâches entre les personnes des différents sexes, spécialement parmi les personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi : la majorité des hommes ne réalisent toujours pas ou ne réalisent que très peu de tâches domestiques et ces valeurs sont relativement stables au cours du temps.

Comme nous avons pu le voir, la période analysée est marquée par une amélioration globale des conditions d'insertion des individus sur le marché de l'emploi et par une amélioration des logements (spécialement en ce qui concerne leur niveau d'équipement). *La vie privée et familiale*, cependant, présente des tendances plus difficiles à interpréter, notamment en raison de l'hétérogénéité des indicateurs qui la composent. D'un côté, les individus réalisent des études plus longues qu'auparavant, mais l'entrée précoce sur le marché du travail reste une réalité touchant la majorité des jeunes. De l'autre côté, le volume total de temps dédié aux tâches domestiques a été réduit, cependant la structure genrée de son partage demeure.

Maintenant que nous avons parcouru l'ensemble des composantes de *l'espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil*, passons à la description de cet espace et à l'interprétation de sa structure.

Chapitre 4 : L'espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil

Quelques-uns avec autant / Autant d'autres avec un peu / Mais la majorité sans rien

Cette histoire de ne faire que le bien / Ne convainc pas quand le résultat n'est pas là / Parce que les paroles toutes seules n'apportent pas de solution / Aux problèmes de ceux qui vivent dans une telle affliction

Quelques-uns avec autant / Autant d'autres avec un peu / Mais la majorité sans rien

Il y a beaucoup de gens dans ce monde tendant la main / Implorant des miettes de pain / Voici quelques conseils pour ceux d'entre vous qui font des folies : partager pour que la vie de tous puisse s'améliorer.

Quelques-uns avec autant / Autant d'autres avec un peu / Mais la majorité sans rien

(Elton Medeiros & Mauro Duarte, *A maioria sem nenhum*, 1968)

Maintenant que nous avons passé en revue l'ensemble de phénomènes que nous sommes en mesure d'analyser à partir des informations statistiques disponibles au sein des PNADs et que nous avons présenté les raisons sociologiques et statistiques qui leur sont sous-jacentes, nous nous

intéressons dans le présent chapitre à la manière dont leur articulation simultanée compose un espace *des conditions de vie et d'emploi au Brésil*.

Élément central de notre étude, l'analyse de cet espace nous permet de saisir l'apport d'une approche fondée sur l'Analyse Géométrique des Données à la compréhension de la stratification de la société brésilienne et comment nous pouvons, ainsi, revenir sur certaines questions auxquelles les approches plus traditionnelles de la stratification ne sont pas en mesure de répondre, en raison du manque de « sensibilité » des outils qu'elles mobilisent.

Le chapitre commence par une discussion de la forme du nuage et le type de précautions interprétatives qu'elle nous impose. Ensuite, nous présentons les principaux axes et plans factoriels, de manière à dégager les forces qui structurent cet espace. Nous passons, ainsi, à l'analyse de quelques sous-nuages qui le composent et qui nous permettent de vérifier le « sens d'ensemble » du nuage, notamment de vérifier dans quelle mesure la disposition des individus au sein de l'espace globale permet de saisir des éléments pertinents dans l'étude de certaines sous-populations.

Une fois présenté l'espace, nous procéderons à son partitionnement, de manière à construire des classes d'individus basées sur leur proximité au sein de l'espace global qui soient capables de synthétiser l'ensemble des informations. Nous proposons également une méthode pour construire un nuage de ménages et, ensuite, nous présentons les classes de ménages basées sur leur proximité au sein de l'espace de ménages.

4.1. L'espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil

Comme c'est souvent le cas lorsque que nous traitons les informations statistiques des grandes enquêtes, nous nous retrouvons au bout du compte avec un nombre relativement restreint d'indicateurs : six indicateurs relatifs à l'insertion des individus sur le marché de l'emploi (23 modalités actives), six indicateurs relatifs aux caractéristiques du logement où le ménage se situe (20 modalités actives) et cinq indicateurs relatifs à la vie privée et familiale (19 modalités actives). Et, bien que le poids des différentes dimensions (*i.e.* le nombre de modalités actives) soit équilibré, le fait de disposer de seulement 17 indicateurs – qui, en outre, sont parfois fortement associés entre eux et possèdent des modalités relativement ordonnées – n'est pas sans conséquence sur l'espace que nous avons construit, puisque cela a tendance à renforcer l'importance des premiers axes factoriels dans la distribution de la variance totale du nuage.

Lorsque nous regardons la forme du nuage des individus sur les différents axes factoriels (*Graphique 17*), nous pouvons voir que certains des nuages (Axes 1 & 2 et Axes 1 & 4) prennent

une allure légèrement parabolique. Bien connu des statisticiens, l'« effet Guttman » ou l'« effet fer à cheval » [*horseshoe effect*] apparaît lors qu'il existe un phénomène fondamentalement unidimensionnel sous-jacent à l'analyse de correspondance, dont le résultat est « une suite de facteurs qui bien que non corrélés entre eux n'en sont pas moins tous liés fonctionnellement » (Benzécri 1980, 192). Pour certains auteurs, une telle structure met en péril les résultats d'une analyse factorielle³¹⁰, cette dernière étant le pur résultat d'un artéfact mathématique qui ne correspondrait pas à la structure réelle des informations statistiques analysées. Il serait ainsi nécessaire envisager d'autres approches, afin de redresser cet effet ou permettre une lecture plus fidèle des résultats (Brazill et Grofman 2002; Flament et Milland 2003; 2005; Camiz 2004).

D'abord, il faut souligner que, techniquement parlant, notre nuage ne présente pas un « effet Guttman »³¹¹. De plus, ces auteurs ne s'intéressent pas souvent aux questions géométriques de l'ensemble du nuage, puisqu'ils sont attirés surtout par la disposition des cas étudiés tout au long d'une échelle numérique (*scaling*), qui est, elle-même, le résultat de la réduction de dimensionnalité résultante de l'analyse factorielle. Or, comme le montre la littérature (Camiz 2004; Flament et Milland 2005; Simpson 2013; 2014), ces redressements produisent certes un premier axe factoriel capable d'exprimer d'une manière plus adéquate la distribution des cas, mais ils impactent (avec des intensités variables) la structure des autres axes factoriels.

Ne nous intéressant pas à la production d'une disposition unidimensionnelle des individus au long d'une échelle, cette forme particulière de nuage nous impose tout de même de penser avec attention le rapport entre les axes qui sont à son origine. Comme nous le verrons ensuite, la « région

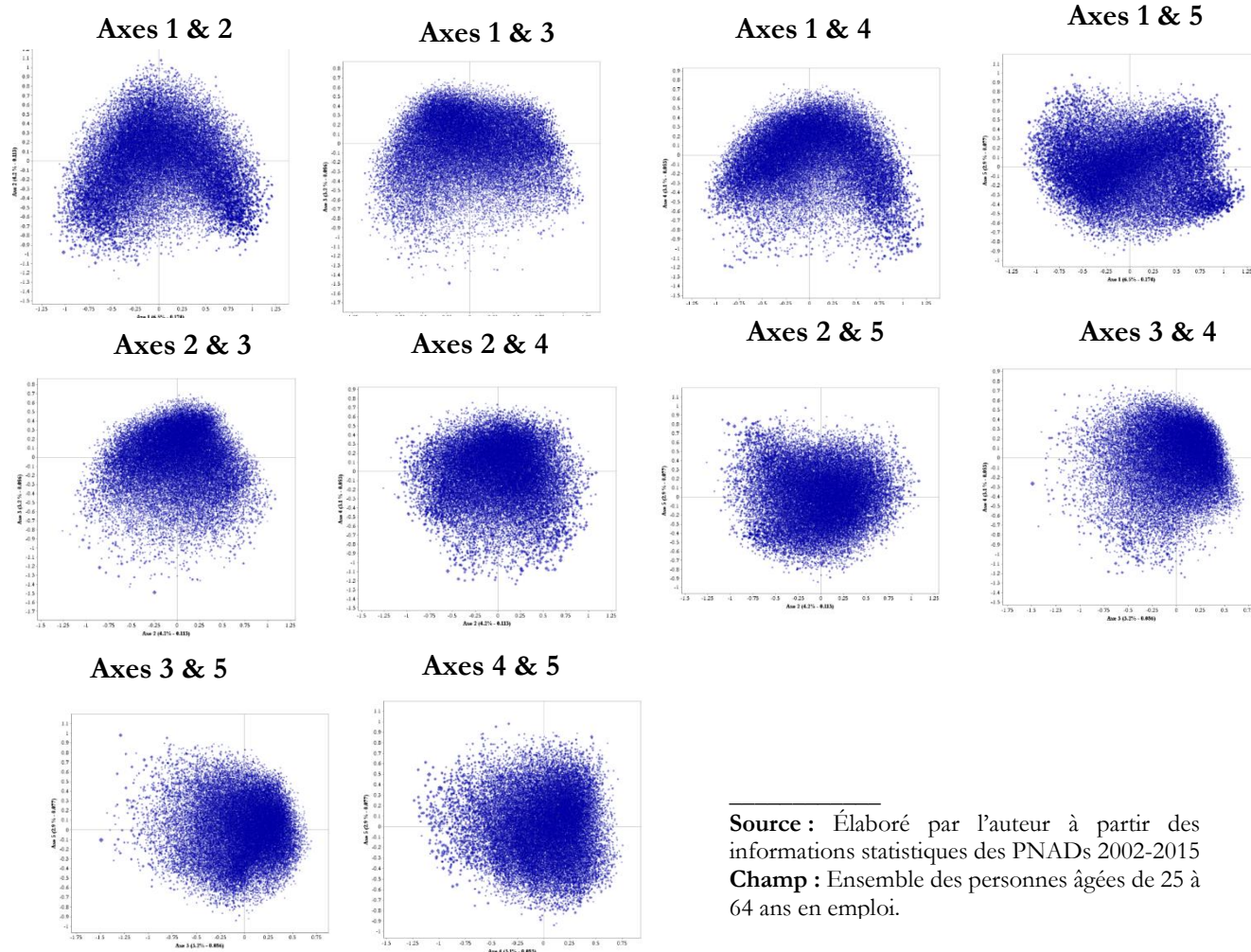
³¹⁰ Par exemple, nous pouvons lire chez Brazill & Grofman que « cet "effet fer à cheval" est un artéfact méthodologique bien connu de la littérature de *positionnement multidimensionnel* [*scaling*] (p.ex. Weller and Romney, 1990, Gifi, 1990). Comme l'ont rendu explicite Van Schuur et Kiers (1994, voir également la preuve de Davison, 1977, Ross and Cliff, 1964), il est certain de le retrouver lors de l'application d'une analyse factorielle sur des données qui suivent un modèle de dépliage de Coombs [*Coombsian unfolding model*] (1964) [à ce sujet, voir (McIver et Carmines 1981, chap. 6)]. Le problème central est que l'analyse factorielle "assume que les valeurs des variables observées sont liées de façon linéaire (ou même de façon monotone [*monotonically*]) aux valeurs des variables latentes sous-jacentes; cependant, dans un jeu de données dépliable [*unfoldable*], les valeurs des variables observées sont liées aux valeurs de la variable latente de façon quadratique (ou au moins unimodale [*single-peakedly*])" (Van Schuur and Kiers, 1994, p. 97). En général, ce problème conduit l'analyse factorielle à produire au moins un facteur supplémentaire à ceux qui sont effectivement présents dans la structure des données. Si les données de départ possèdent k dimensions, alors l'analyse factorielle résulte en au moins $k+1$ facteurs. Si les données de départ sont unidimensionnelles, alors l'analyse factorielle résulte en un "fer à cheval". (...) comme Van Schuur et Kiers (1994) indiquent, "la magnitude de la valeur propre [*eigenvalue*] du facteur supplémentaire dépend de la distribution des personnes et des *stimuli* au long de la dimension latente. Parfois la valeur propre du facteur supplémentaire est même plus élevée que la/les valeur(s) propre(s) des autres facteurs" (101). Ainsi, l'inclusion du facteur supplémentaire est dangereuse à double titre, ce n'est peut-être même pas le dernier de vos facteurs potentiels. » (2002, 208-9).

³¹¹ En effet, un « effet Guttman » peut être détecté en réorganisant le tableau disjonctif complet selon l'ordre des individus sur l'axe 1. Dans le cas d'un « effet Guttman », cette réorganisation résulte en une matrice dont les éléments en dehors de la diagonale principale (à peu près) sont nuls. Or, ce n'est absolument pas notre cas, mais certaines des précautions liées à l'interprétation d'une ACM soumise à un « effet Guttman » nous semblent tout de même pertinentes.

d'inflexion » de l'axe des ordonnées concentre les « valeurs moyennes » du phénomène, dont le maximum et le minimum sont disposés sur les extrémités de l'axe des abscisses. Ainsi, à certains égards, l'axe des ordonnées peut être pris comme une variation de l'intensité de l'axe des abscisses et nous devons faire attention au lien entre ces deux axes pour bien saisir le phénomène qui structure primordialement le nuage. Comme nous le verrons, cette « région d'inflexion » marque également la superposition de deux sous-populations disposant de profils assez distincts.

Il faut souligner notamment que, si le volume, le type et la structure des informations statistiques mobilisées contribuent certainement à l'importance du premier axe factoriel, l'*espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil* a été pensé du point de vue de la *stratification sociale* et, ainsi, la distribution des individus au long d'une structure sous-jacente n'a rien de pur artefact mathématique et correspond bien à la nature du phénomène sociologie analysé.

Graphique 17 – Nuages des individus, Axes 1-5

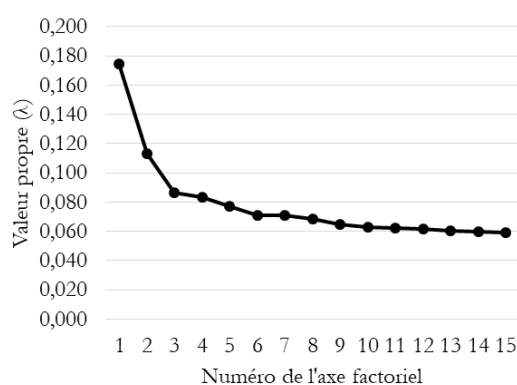


Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques des PNADs 2002-2015
Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Notre ACM porte sur un tableau composé de 1 719 035 individus et 17 variables, totalisant 62 modalités actives. Le nuage complet a une variance totale (λ) de 2,675. Les trois premiers axes de l'ACM (Tableau 21) expliquent l'essentiel de la variance modifiée³¹², de manière qu'une analyse des trois premiers axes – qui, ensemble, expliquent plus de 85% de la variance modifiée – nous permettra de saisir les principaux éléments nécessaires à l'interprétation de la structure du nuage.

Tableau 21 – Variance, variance modifiée, variance modifiée (%), pourcentage cumulé et courbe de décroissance des valeurs propres par axe

Axe	Valeur propre (λ)	% de variance expliquée	Taux modifié de Benzécri (%)
1	0,174	6,5	64,2
2	0,113	4,2	15,8
3	0,086	3,2	5,0
4	0,083	3,1	4,1
5	0,077	2,9	2,6
6	0,071	2,7	1,5
7	0,071	2,6	1,4
8	0,069	2,6	1,1
9	0,065	2,4	0,7
10	0,063	2,4	0,5
11	0,062	2,3	0,4
12	0,062	2,3	0,4
13	0,061	2,3	0,3
14	0,060	2,2	0,2
15	0,059	2,2	0,2



Source: Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques des PNADs 2002-2015.

Nous ne mobiliserons dans notre analyse que les modalités dont la contribution à chacun des axes factoriels dépasse la contribution moyenne des modalités, c'est-à-dire $\approx 1,61\%$. Ensemble, ces modalités contribuent entre 75% et 87% de la variance de chacun des trois premiers axes factoriels. Nous partirons d'une description de chacun des trois premiers axes factoriels pour, ensuite, complexifier l'interprétation de leur articulation ; nous décrirons également certains de ses sous-nuages qui composent cet espace.

4.1.1. Des mesures aux beaux appartements

Le premier axe de l'ACM est marqué par l'importance des caractéristiques du logement où le ménage réside ; le *Niveau d'équipement* à lui seul étant le responsable de 18,7% de la variance de l'axe. En ce qui concerne les modalités retenues à l'analyse, l'ensemble des caractéristiques du logement sont responsables de 44,3% de la variance de l'axe (Tableau 22). Ensuite, ce sont les

³¹² À titre de rappel, on utilise ici la correction des valeurs propres proposée par Benzécri (1979 ; Le Roux : 2014), c'est-à-dire :

$\lambda'_l = \left[\left(\frac{q}{q-1} \right) \times \left(\lambda_l - \frac{1}{q} \right) \right]^2$ où λ_l représente la valeur propre de l'axe l et q représente le nombre de variables actives utilisées dans l'ACM.

caractéristiques liées à la vie privée et familiale qui contribuent le plus (23,2%) à la variance de l'axe, spécialement l'âge auquel les individus sont entrés sur le marché du travail (9,8%).

À la droite de l'axe 1 de l'ACM (Tableau 22) se situent les individus résidant dans des logements précaires et avec un très bas niveau d'équipement. Ces logements ne sont ni la propriété d'un des membres du ménage, ni loués par l'un d'entre eux, et sont attachés à leurs lieux de travail. Ces individus ont commencé à travailler avant l'âge de 10 ans et exercent actuellement des activités professionnelles en situation informelle (sans cotiser à une CPS) et à temps partiel (< 30h hebdomadaires). Lorsque le ménage comprend des enfants en âge scolaire, ceux-ci sont inscrits dans une école publique. Enfin, ils et elles dédient plus de 3h par jours aux tâches domestiques.

À gauche de l'axe 1 de l'ACM (Tableau 22) se situent les individus résidant dans des appartements disposant d'un très haut niveau d'équipement et de *standing*. Ces individus ont commencé à travailler après l'âge de 16 ans et exercent actuellement une activité professionnelle dans le secteur formel (cotisant à une CPS), pour laquelle ils et elles perçoivent plusieurs formes de salaires non-matérielles. Dès que le ménage comprend des enfants en âge scolaire, ceux-ci sont inscrits dans une école privée.

En regardant certaines variables continues illustratives³¹³, nous pouvons voir que l'importance du *Niveau d'équipement* des ménages est exprimée par la forte corrélation entre la version continue de cette variable³¹⁴ et les coordonnées de l'axe 1 (-0,745). Mais l'axe 1 est également corrélé avec le nombre d'années d'études (-0,631), avec le revenu mensuel total dans l'emploi principal (-0,394), avec l'âge d'entrée sur le marché du travail (-0,472), avec la version numérique des *salaires non-matérielles*³¹⁵ (-0,445) et avec le temps dédié aux tâches domestiques (0,315).

Ainsi, l'axe 1 est un axe socioéconomique qui exprime le niveau d'*assurance économique* des individus. Il synthétise à la fois les formes matérialisées des conditions de vie et le niveau de sécurité de l'exercice de l'activité professionnelle. Cependant, comme nous pouvons le voir sur les projections sélectionnées (Tableau 22), la dispersion des modalités le long l'axe 1 renforce l'importance de penser leur proximité relativement aux autres axes, c'est-à-dire l'importance de raisonner en termes de plan (nous y reviendrons).

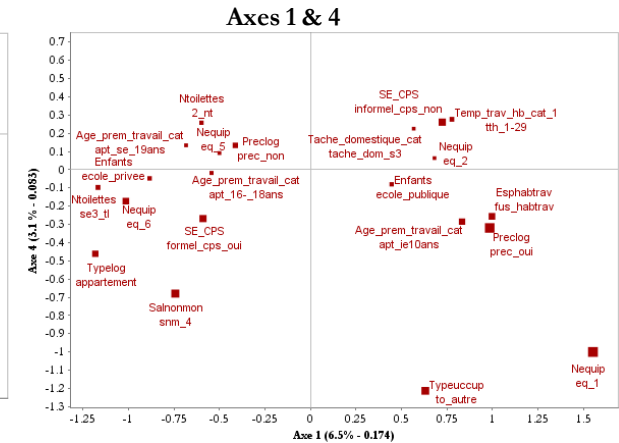
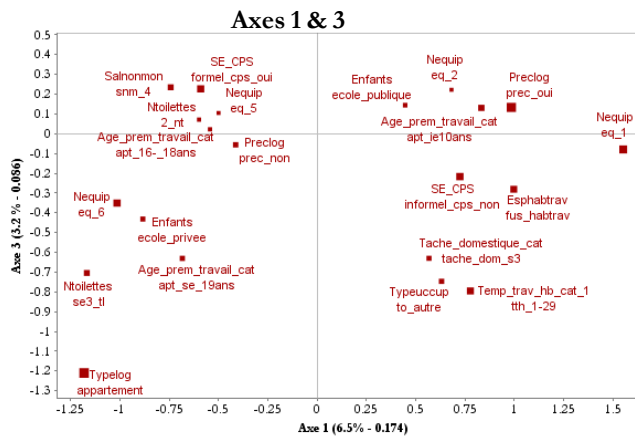
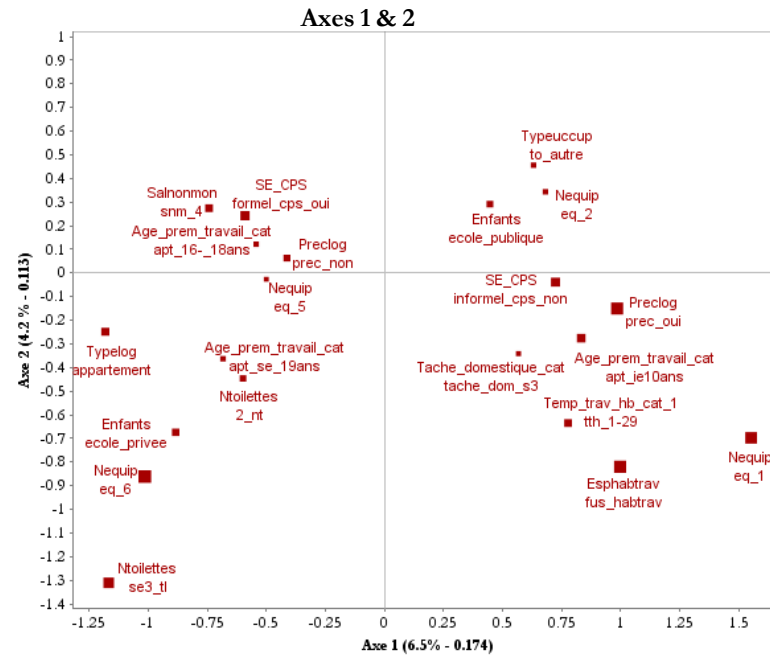
³¹³ Vous trouverez un tableau descriptif de ces variables et les valeurs de leurs corrélations avec les axes factoriels dans l'Annexe (p. 353 et seq.).

³¹⁴ C'est-à-dire, les coordonnées des individus sur l'axe 1 de l'ACM à l'origine de l'indicateur relatif au niveau d'équipement des logements. (voir supra, p. 201 et seq.).

³¹⁵ C'est-à-dire, les coordonnées des individus sur l'axe 1 de l'ACM à l'origine de l'indicateur relatif au niveau de salaires non-matérielles. (voir supra, p. 183 et seq.).

Tableau 22 – Projection du nuage des modalités et contribution des modalités à la variance de l’Axe 1

Dimension	Variable	Contribution Cosinus carré	Coord (-)	Coord (+)	Σ	
Insertion sur le marché de l'emploi	SE_CPS	<i>informel_CPS_non</i>		6,4	19,9	
		<i>formel_CPS_oui</i>	5,8	0,300		
			0,345			
	Salnonmon	<i>snm_4</i>	4,5			
			0,177			
	Temp_trav_hb	<i>tth_1-29</i>		3,2		
				0,111		
Caractéristiques du logement	Preclog	<i>prec_non</i>	4,0		44,3	
			0,406			
	Ntoilettes	<i>2_nt</i>	2,4			
			0,087			
		<i>se3_tl</i>	3,6			
	Typelog	<i>appartement</i>	5,1			
			0,170			
	Typeocup	<i>to_autre</i>		1,7		
				0,058		
	Nequip	<i>eq_1</i>		7,9		
				0,258		
		<i>eq_2</i>		1,9		
				0,065		
	Vie privée et familiale	Age_prem_emp	<i>apt_ie10</i>	5,4		
			0,206			
			2,4			
Enfants		<i>apt_16-18</i>	0,095			
			2,0			
			0,070			
Tache_domestique	<i>ecole_privee</i>	3,0				
		0,101				
Esphabtrav	<i>Age_prem_travail_cat</i>		2,7			
			0,137			
Σ			41,1	46,4	87,5	



Source : Élaboré par l’auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Lecture : La modalité qui contribue le plus à la variance de l’Axe 1 de l’ACM est la modalité *eq_1* (7,9%), qui regroupe les logements avec un bas niveau d’équipement. Elle se situe à l’extrême droite des projections. La variable la mieux projetée sur l’Axe 1 est *formel_CPS_oui*, dont le cosinus carré est égal à 0,345.

4.1.2. *Entre établis et nouvellement arrivés*

Exprimant en partie la force de l'axe 1, l'axe 2 est marqué par l'importance des caractéristiques du logement où résident les individus, responsables de 41,2% de sa variance. Mais, si la variable niveau d'équipement des ménages est responsable de 14,9% de la variance de l'axe³¹⁶, l'ancienneté dans l'emploi n'est pas loin derrière, contribuant à la hauteur de 14,1%³¹⁷.

À gauche de l'axe 2 (Tableau 23) sont localisés les individus ayant migré vers la municipalité de résidence actuelle il y a moins de cinq ans. Ces individus sont locataires de logements inadéquats, mais disposant d'un niveau d'équipement moyen. Ils exercent leur activité professionnelle actuelle depuis moins d'un an. Cette activité verse une partie de leur rémunération sous la forme de salaires non-monétaires et impose une charge de travail d'une durée similaire à celle observée au sein des emplois en situation formelle (44h hebdomadaires). Lorsque le ménage est également composé d'enfants en âge scolaire, ceux-ci sont inscrits dans une école publique.

À droite de l'axe 2 (Tableau 23), nous retrouvons les individus occupant des emplois en situation informelle, mais cotisant à une CPS et/ou étant associés à un syndicat. Ces individus exercent leur métier depuis plus de 10 ans, mais l'exercent actuellement à temps partiel (< 30h hebdomadaires) et occupent au moins un autre emploi simultanément. En raison de la force de l'axe 1, les autres caractéristiques semblent, exclusivement du point de vue de l'axe 2, paradoxales. D'un côté (Tableau 23, en bas à gauche de la projection des Axes 2 & 1), ce sont des propriétaires de logements disposant d'un haut niveau d'équipement et de standing, dont les enfants en âge scolaire sont inscrits dans une école privée. De l'autre côté (Tableau 23, en haut à gauche de la projection des Axes 2 & 1), ce sont des individus résidant dans des logements disposant d'un bas niveau d'équipement et attachés à l'exercice de leur activité professionnelle.

L'axe 2 est également corrélé aux variables continues illustratives, mais avec une intensité beaucoup moins importante que les corrélations observées pour l'axe 1. Notamment, il est corrélé à l'ancienneté dans l'emploi principal (-0,491) et à l'âge des individus (-0,323), fait qui renforce l'importance de l'insertion des individus sur le marché du travail comme permettant une interprétation plus fine des forces qui y agissent.

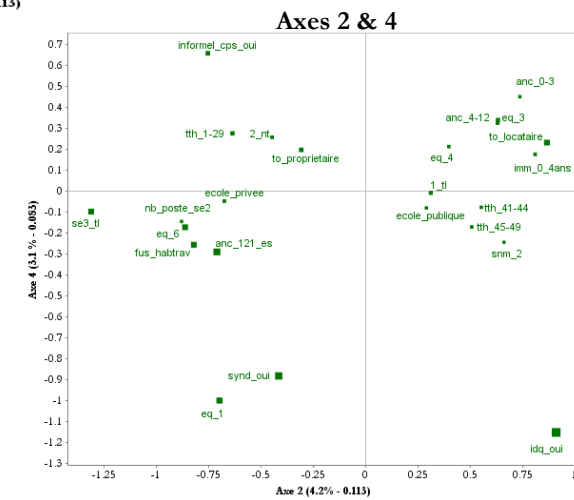
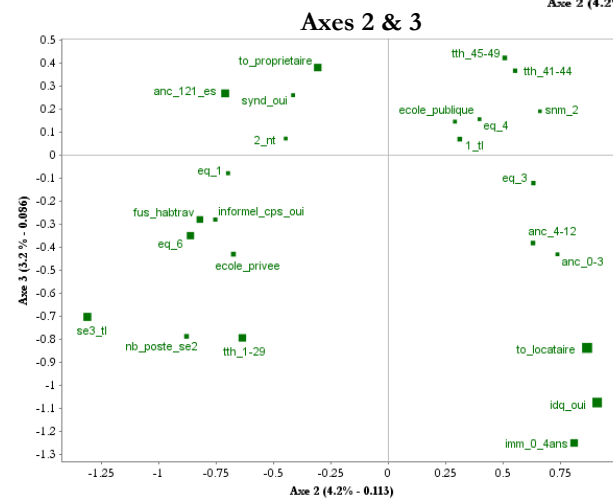
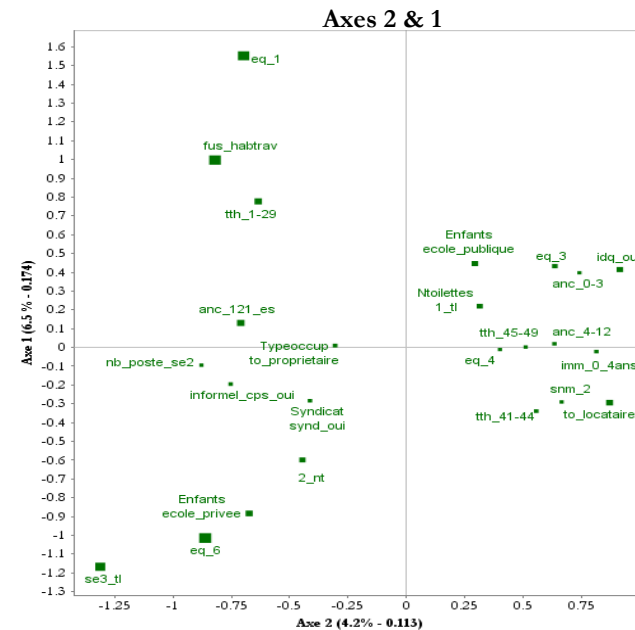
L'axe 2, est ainsi un axe d'*ancrage* : d'un côté, des individus relativement jeunes, locataires, arrivés récemment dans la ville de résidence, exerçant depuis moins d'un an leur emploi ; de l'autre, des individus plus âgés, propriétaires et exerçant depuis plus de dix ans leur emploi.

³¹⁶ 14,2% en tenant compte des modalités avec une contribution supérieure à la moyenne.

³¹⁷ 11,9% en tenant compte des modalités avec une contribution supérieure à la moyenne.

Tableau 23 – Contribution des modalités à la variance de l'axe 2 et projection du nuage des modalités

Dimension	Variable	Contribution Cosinus carré	Coord (-)	Coord (+)	Σ	
Insertion sur le marché de l'emploi	SE_CPS	informel_CPS_oui	2,5 0,054			27,5
	Salnonmon	snm_2		1,7 0,036		
	Nb_emploi	nb_poste_se2	2,0 0,040			
	Syndicat	syndicat_oui	1,8 0,043			
		anc_0-3		1,6 0,033		
	Ana_emp	anc_4-12	2,5 0,055			
		anc_121_es	7,8 0,213			
		tth_1-29	3,3 0,074			
	Temp_trav_bb	tth_41-44		2,2 0,048		
		tth_45-49		2,1 0,048		
Caractéristiques du logement	Inadeplog	idqlog_oui		4,9 0,107	41,2	
		1_tl		3,5 0,211		
	Ntoilettes	2_tl	2,0 0,048			
		se3_tl	7,1 0,148			
	Typeocup	to_locataire		6,4 0,146		
		to_proprietaire	3,2 0,183			
		eq_1	2,4 0,052			
	Nequip	eq_3		3,0 0,068		
		eq_4	1,9 0,047			
		eq_6	6,8 0,158			
Vie privée et familiale	Immig_temps	a_0-4		2,5 0,051	13,2	
	Enfants	ecole_privee	2,7 0,059			
		ecole_publicque		1,8 0,059		
	Esphabtrav	fus_habtrav	6,2 0,145			
Σ			47,8	34,1	81,9	



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Lecture : La modalité qui contribue le plus à la variance de l'axe 2 de l'ACM est la modalité *anc_121_es* (7,8%), qui regroupe les individus qui occupent leur emploi principal depuis 10 ans et plus. Elle se situe au milieu des quadrants à gauche des projections. La modalité *anc_121_es* est également la mieux projetée sur l'axe 2, avec un cosinus carré de 0,213.

4.1.3. Entre l'entreprise et le foyer

Le troisième axe est toujours marqué par l'importance des caractéristiques des logements, dont les modalités retenues à l'analyse contribuent à 41,6% de la variance de l'axe. Cette fois-ci, cependant, ce n'est pas le niveau d'équipement, mais le type d'occupation du logement qui prend le devant, étant responsable de 19,1% de la variance de l'axe. Ensuite, viennent les variables relatives à la vie privée et familiale, qui contribuent à hauteur de 23% de la variance de l'axe 3.

À droite de l'axe 3 (Tableau 24) sont situés les individus originaires de la ville où ils-elles résident lors de l'enquête. Leur logement est la propriété d'un des membres du ménage. Ces individus sont engagés dans des emplois en situation formelle (cotisant à une CPS), qui leur imposent une charge de travail hebdomadaire supérieure à la durée légale « standard » (44h hebdomadaires). En contrepartie, ces individus ne réalisent aucune de tâches domestiques.

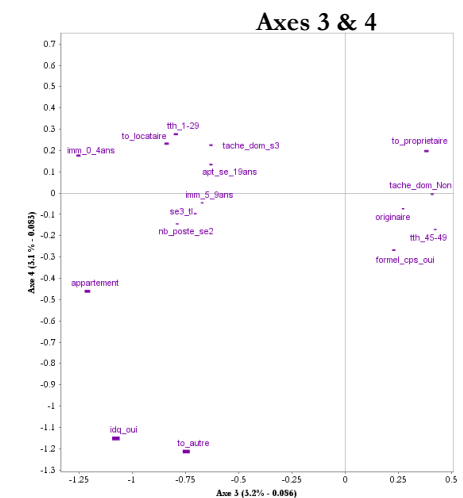
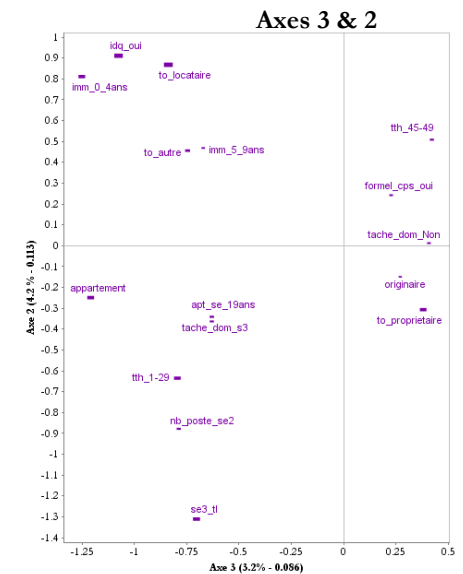
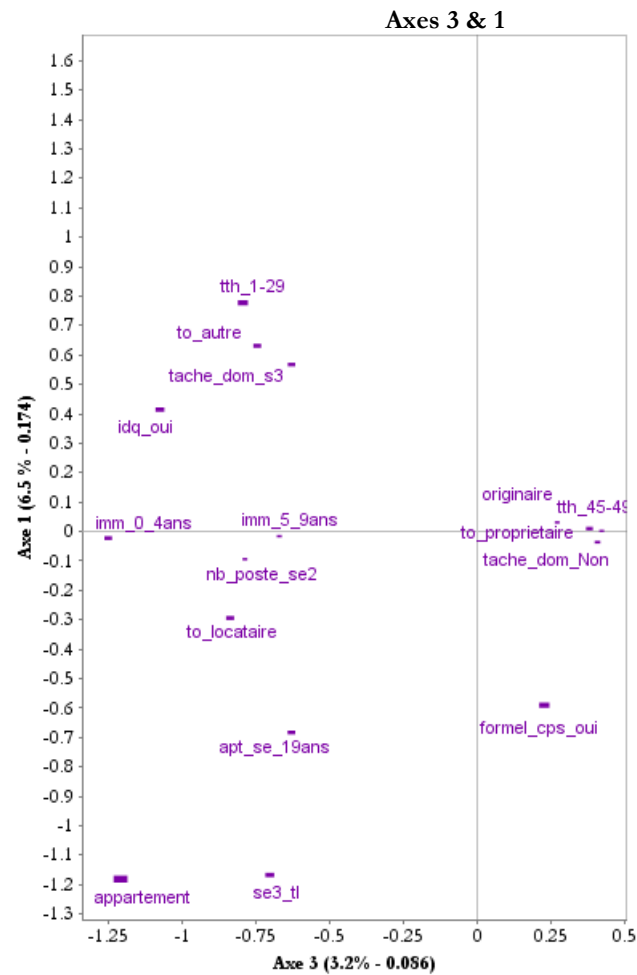
À gauche de l'axe 3 (Tableau 24), nous retrouvons les individus ayant migré il y a moins de dix ans vers la municipalité de résidence lors de l'enquête et qui occupent deux emplois ou plus simultanément. D'un côté (Tableau 24, en haut à gauche de la projection des axes 3 et 1), il s'agit d'individus qui ne sont ni locataires, ni propriétaires des logements inadéquats où ils résident, exerçant des emplois à temps partiel (< 30h hebdomadaires) et dédiant plus de 3h par jour aux tâches domestiques. De l'autre côté (Tableau 24, en bas à gauche de la projection des axes 3 et 1), il s'agit de locataires d'appartement de haut standing étant entré sur le marché du travail à 19 ans et plus.

Du point de vue des variables illustratives continues, l'axe 3 est corrélé positivement au temps dédié à un emploi rémunéré (corrélation de 0,287) et négativement au temps dédié aux tâches domestiques (corrélation de -0,308). Cette opposition entre les manières dont les individus allouent leur temps exprime un ensemble connexe de manières de vivre caractéristiques de certaines positions de l'espace, orbitant soit autour du marché du travail, soit autour de la vie du ménage.

Ainsi, l'axe 3 est un axe de l'allocation du temps : d'un côté nous avons les « chefs de famille », c'est-à-dire des individus (notamment du sexe masculin) engagés dans de longues journées de travail au sein de leur emploi principal, mais exempts de la réalisation des tâches domestiques; de l'autre côté des individus (notamment des femmes) engagés dans une double (voire triple) journée de travail, occupant simultanément plus d'un emploi et réalisant beaucoup de tâches domestiques

Tableau 24 – Contribution des modalités à la variance de l’Axe 3 et projection du nuage des modalités

Dimension	Variable	Contribution Cosinus carré	Coord (-)	Coord (+)	Σ
Insertion sur le marché de l'emploi	<i>SE_CPS</i>	<i>formel_cps_oui</i>		1,7	12,4
			0,051		
	<i>Nb_postes</i>	<i>nb_poste_se2</i>	2,1		
			0,032		
		<i>tth_1-29</i>	6,7		
	<i>Temp_trav_bb</i>		0,116		
			1,9		
			0,033		
Caractéristiques du logement	<i>Inadeqlog</i>	<i>idqlog_oui</i>	9,0		41,6
			0,149		
		<i>to_autre</i>	4,8		
			0,081		
	<i>Typeucup</i>	<i>to_locataire</i>	7,8		
			0,136		
		<i>to_proprietaire</i>		6,5	
			0,281		
	<i>Typelog</i>	<i>appartement</i>	10,9		
			0,179		
	<i>Ntoilettes</i>	<i>se3_tl</i>	2,7		
			0,043		
Vie privée et familiale	<i>Age_prem_emp</i>	<i>apt_se19</i>	3,5		23,0
			0,059		
		<i>imm_0-4</i>	7,7		
			0,123		
	<i>Immig_temps</i>	<i>imm_5-9</i>	2,1		
			0,034		
		<i>originaire</i>		1,9	
			0,044		
	<i>Tache_dom_non</i>		3,6		
			0,076		
	<i>Tache_domestique</i>	<i>tache_dom_s3</i>	4,1		
			0,072		
Σ			61,4	13,8	77,0



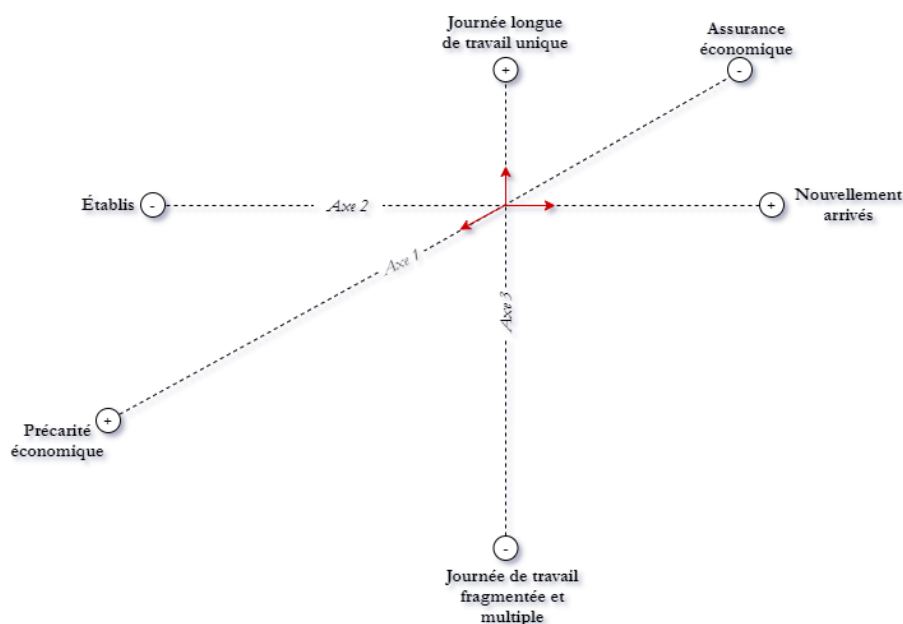
Source : Élaboré par l’auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Lecture : La modalité qui contribue le plus à la variance de l’Axe 3 de l’ACM est la modalité *appartement* (10,9%), qui regroupe les individus qui résident dans un appartement. Elle se situe à l’extrémité gauche des projections. La modalité *to_proprietaire* est la mieux projetée sur l’Axe 2, avec un cosinus carré de 0,281.

Les trois premiers axes de l'ACM forment, ainsi, un espace structuré autour des inégalités socioéconomiques (**Figure 12**)³¹⁸. L'axe des abscisses de cet espace distingue les situations de *précarité* et d'*assurance économique*, synthétisant de multiples phénomènes tels que : pauvreté/richeesse, sécurité/insécurité face aux aléas de la vie, stabilité/instabilité de la situation économique actuelle. L'axe des ordonnées, quant à lui, distingue les individus selon leur *ancrage* dans un milieu social donné, opposant les individus *nouvellement arrivés* dans une ville, dans une activité professionnelle, dans la vie active etc. ; de ceux déjà *établis* dans leur emploi, bien situé dans la ville de résidence et dans un moment plus avancé de leur cycle de vie. Finalement, l'axe des cotes distingue les individus selon la manière dont ils et elles *allouent leur temps*, c'est-à-dire, s'il s'agit d'individus engagés dans de longues journées de travail (notamment au sein d'un seul emploi salarié en situation formelle), mais qui, en contrepartie, ne réalisent pas de tâches ménagères ; et des personnes occupant un ou des emplois à temps partiel, mais qui dédient une partie (parfois assez conséquente) de leur temps aux tâches ménagères. Une forme particulière de ce dernier cas est celui des individus dont l'espace de travail et de résidence ne sont guère distincts et pour lesquels le temps dédié à un ou à autre se confondent (comme ça peut être le cas d'un nombre important d'exploitant·e·s agricoles et de petits indépendants en milieu urbain).

Figure 12 – Facteurs structurant l'espace 1-2-3 de l'ACM



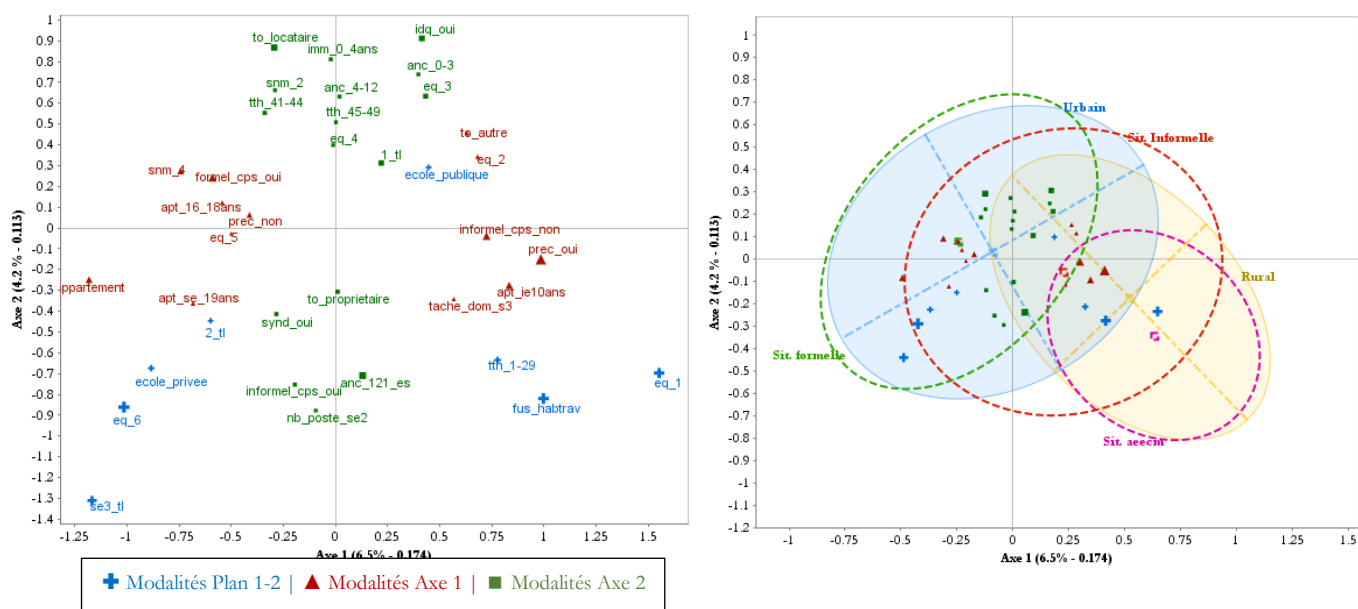
Source : Élaboré par l'auteur.

³¹⁸ Moins intéressants, l'Axe 4 et l'Axe 5 réverbèrent les phénomènes agissant sur les axes précédents. L'Axe 4 présente, dans une certaine mesure, les oppositions déjà observées au sein de l'Axe 1 et exprime les formes matérialisées des conditions de vie, étant structuré par le temps de déplacement nécessaire pour l'exercice d'une activité professionnelle en situation formelle ou informelle. L'Axe 5, quant à lui, reproduit les oppositions observées sur l'Axe 3, étant structuré, mais de façon plus intense, par la manière dont les individus allouent leur temps (voir l'Annexe, pp. 350-351).

4.2. Du rural à l'urbain

Comme nous l'avons indiqué, en raison de l'importance et de l'impact de l'*Axe 1* sur la structuration de l'ensemble du nuage, penser en termes de *plans* nous permet une interprétation plus détaillée de l'espace construit. Sur le *Plan 1-2* (Graphique 18, à gauche), nous distinguons les modalités qui contribuent significativement et exclusivement à l'*Axe 1* (triangles en rouge), celles qui contribuent exclusivement à l'*Axe 2* (carrés en vert) et celles qui contribuent aux deux axes à la fois (croix en bleu). Ces dernières nous donnent la clé des éléments qui nous avons déjà évoqués : une opposition entre les formes extrêmes d'existence, matérialisées dans les caractéristiques du logement et que nous retrouvons sur l'ensemble des axes retenus à l'analyse. Au fond, ces caractéristiques n'expriment que la forte différence que nous retrouvons entre ; 1) le genre style de vie des régions rurales les plus reculées, fortement marqué par la présence d'activités économiques exercées exclusivement pour la consommation du ménage (*Aeem*), par une entrée précoce sur le marché du travail et où nous n'observons aucune délimitation étanche du temps, de l'espace et des activités liés à la sphère professionnelle; et 2) le style de vie des beaux quartiers des grands centres urbains, où l'exercice d'une activité professionnelle en situation formelle initiée après des longs études est la règle (*Graphique 18, à droite*).

Graphique 18 – Plan Factoriel 1-2 : modalités significatives et ellipses d'inertie



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.
 Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Notons que les axes principaux des ellipses des sous-nuages *urbain* et *rural* sont presque orthogonaux, ce qui indique que la distribution des individus au sein de chaque nuage suit des directions bien différentes : le sous-nuage rural s'allonge de manière descendante entre les quadrants I et IV ; le sous-nuage urbain s'allonge de manière ascendante entre les quadrants III et I. En outre, l'écart entre les points moyens des sous-nuages relatifs aux milieux rural et urbain sont significatifs (1,46 écart-type sur l'axe 1 et 0,6 écart-type sur l'axe 2) et le rapport de corrélation sur l'axe 1 ($\eta^2 = 0,26$) indique qu'il existe une différence significative entre les deux sous-nuages. De même, les écarts entre les points moyens relatifs aux différentes situations d'emploi sont également importants³¹⁹ et la différence entre ces sous-nuages est considérable ($\eta^2 = 0,38$).

Ces deux positions extrêmes ont en commun le fait d'être occupées par des personnes *établies* : plus âgées, qui exercent depuis longtemps leur emploi principal (tout en occupant simultanément deux emplois ou plus) et qui sont propriétaires de leur logement. Elles s'opposent à la position « moyenne » (en haut de la projection de l'axe 2) qui concentre, certes, des personnes relativement plus jeunes, d'installation récente dans la ville de résidence actuelle, en poste depuis moins d'un an et non-propriétaires de leur logement ; mais aussi, *et surtout*, une position qui concentre des personnes exerçant des activités professionnelles manuelles peu (ou non) qualifiées en milieu urbain (*Graphique 19*), activités qui disposent des conditions d'insertion sur le marché du travail qui se rapprochent de celles que nous observons au sein d'une partie des activités typiques des milieux ruraux, étant, ainsi, la charnière entre les deux genres de vie.

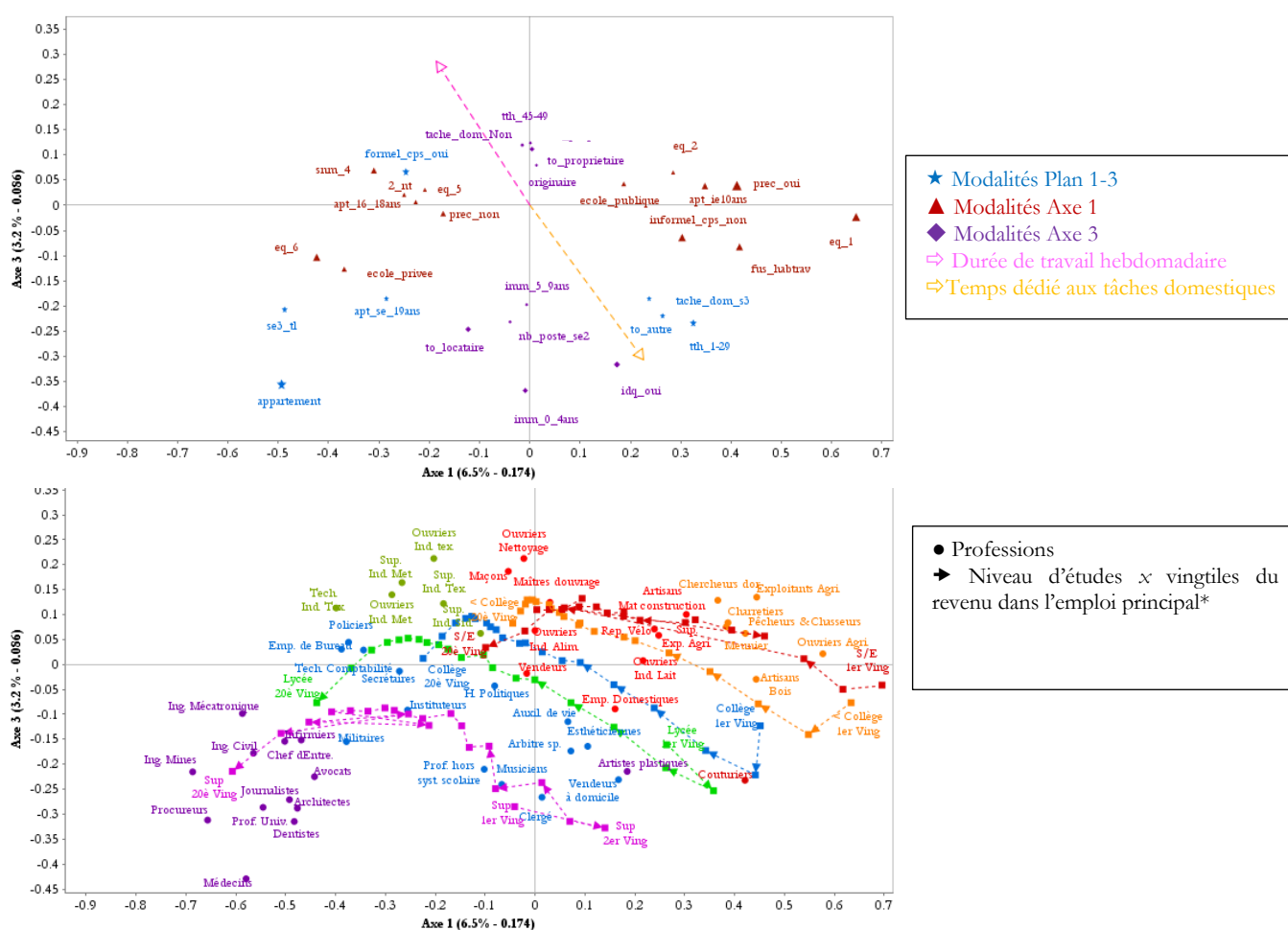
En effet, lorsque nous regardons le barycentre d'un échantillon de professions exercées par les individus (*Graphique 19*), nous pouvons voir à la droite de l'axe 1 (en jaune) les activités professionnelles exercées essentiellement en milieu rural, ensuite (en rouge) nous retrouvons les activités de cette « zone charnière » entre les milieux rural et urbain, composée à la fois par des activités manuelles peu (ou non) qualifiées dans les services, dans le BTP ou dans l'industrie agroalimentaire. Ensuite, nous retrouvons une différence sectorielle entre les métiers qualifiés (ou semi-qualifiés) exercés au sein de l'industrie (en vert) et au sein du secteur des services (en bleu). Finalement, nous retrouvons à la gauche du graphique (en mauve) les personnes exerçant notamment des professions intellectuelles, artistiques et scientifiques³²⁰.

³¹⁹ Les écarts-types entre les points moyens sur l'axe 1 sont les suivants : 2,1 entre Aecem et les emplois en situation Formelle ; 0,96 entre Aecem et les emplois en situation Informelle ; et 1,12 entre les emplois en situation Formelle et les emplois en situation Informelle. Sur l'axe 2, ces écarts sont, respectivement, égaux à 1,25, 0,85 et 0,39.

³²⁰ Notons, ainsi, que le « point d'inflexion » ne représente absolument pas ce qu'une « position moyenne » signifie communément au sein d'un « effet Guttman », mais il représente une région de superposition des individus disposant d'un profil proche mais appartenant soit au milieu rural, soit au milieu urbain.

descendante. En effet, elle présente une tension entre les individus impliqués davantage dans leur l'emploi principal (*Graphique 20*, quadrant en haut à gauche) et les individus impliqués davantage dans les tâches domestiques (*Graphique 20*, quadrant en bas à droite). Sans grande surprise, cette diagonale oppose des professions exercées d'avantages par des hommes³²² aux professions exercées d'avantage par des femmes³²³. Cependant, ni l'écart entre les points moyens des sous-nuages des *hommes* et des *femmes* n'est très important sur aucun des trois premiers axes (0,11, 0,15 et 0,38 écarts-types sur les axes 1, 2 et 3 respectivement), ni une grande différence entre ces sous-nuages est observé (η^2 étant inférieur à 0,04 sur les trois premiers axes factoriels).

Graphique 20 – Plan 1-3 : Allocation du temps, revenu individuel et niveau d'études



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

³²² Par exemple : Ouvrier dans l'industrie textile (70,5%), Techniciens dans l'industrie textile (62%), Superviseurs dans l'instructrice métallurgique (84,1%), Ouvriers dans l'industrie métallurgique (83,5%), Maçons (88,7%) et Ouvrier du nettoyage (93,2%).

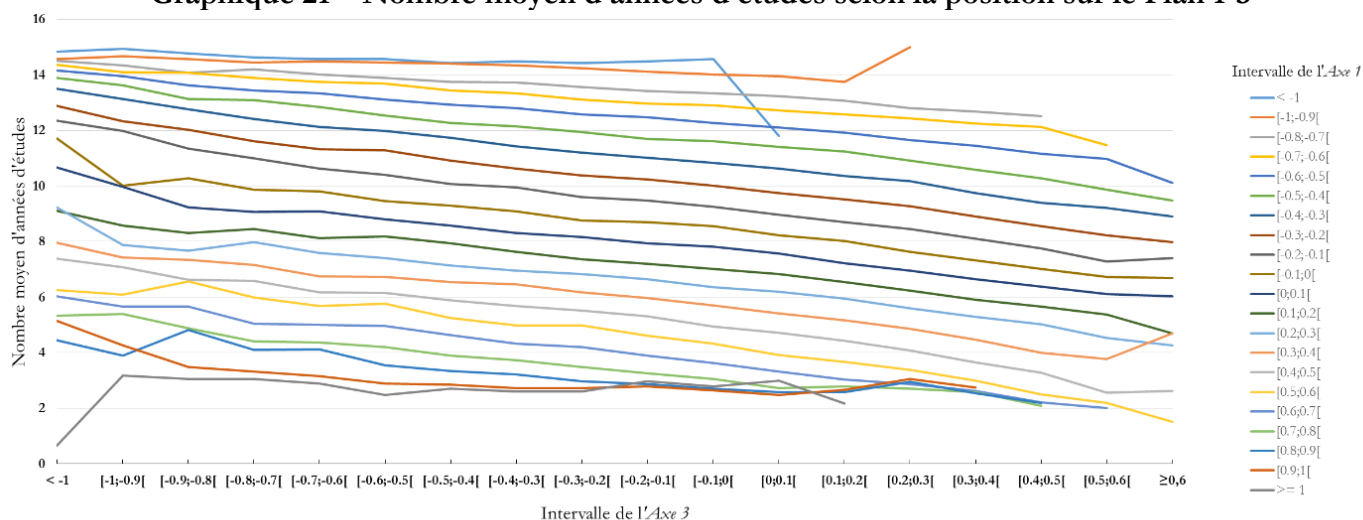
³²³ Par exemple : Couturières (82,2%), Artistes plastiques (62,6%), Vendeuses à domicile (74,4%), Esthéticiennes (74,9%) et Employées domestiques (81,9%).

Notons également que le *Plan 1-3* nous rend explicite les différents milieux socio-professionnels au long de l'*Axe 1*, situant aux pôles opposés les deux situations extrêmes et, entre elles, disposant une séquence de milieux différents en termes de type d'activité, de qualifications exigées par l'exercice de l'activité et de secteur économique de cette activité professionnelle.

Une autre différence, qui est la plus importante, est que le *Plan 1-3* rend plus nette une stratification basée sur le volume du capital que les individus possèdent et la manière avec laquelle ce capital est composé. Certes, les indicateurs dont nous disposons ne sont malheureusement pas en mesure d'exprimer un véritable capital culturel (réduit au sein de notre étude à un capital scolaire générique et à la priorisation d'une éducation privée pour les enfants), un capital social (complètement absent de notre analyse) ou, encore, une composition plus fine du capital économique (notamment le patrimoine). Mais, malgré ces limitations, nous pouvons voir en haut du *Plan 1-3* des individus dont le volume total de capital dépend davantage de leur capital économique et, en bas, des individus de la projection des individus dont le volume total de capital dépend davantage de leur capital scolaire.

En effet, nous observons une réduction du nombre moyen d'années d'études à la fois le long de l'*Axe 1* et de l'*Axe 3* ; en conséquence, la diagonale ascendante du *Plan 1-3* (**Graphique 20**) oppose les points extrêmes en termes de nombre d'années d'études : à gauche en bas du *Plan 1-3*, les individus les plus dotés en moyenne de capital scolaire et, en haut à droite, les individus les moins dotés en capital scolaire. Cette différence devient encore plus nette si nous regardons la projection du nombre moyen d'années d'études en fonction des intervalles de l'*Axe 1* et de l'*Axe 3* (**Graphique 21**), dont les courbes ne se croisent qu'exceptionnellement, rendant ainsi explicite le caractère stratifié du *Plan 1-3* en termes de capital scolaire.

Graphique 21 – Nombre moyen d'années d'études selon la position sur le Plan 1-3



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

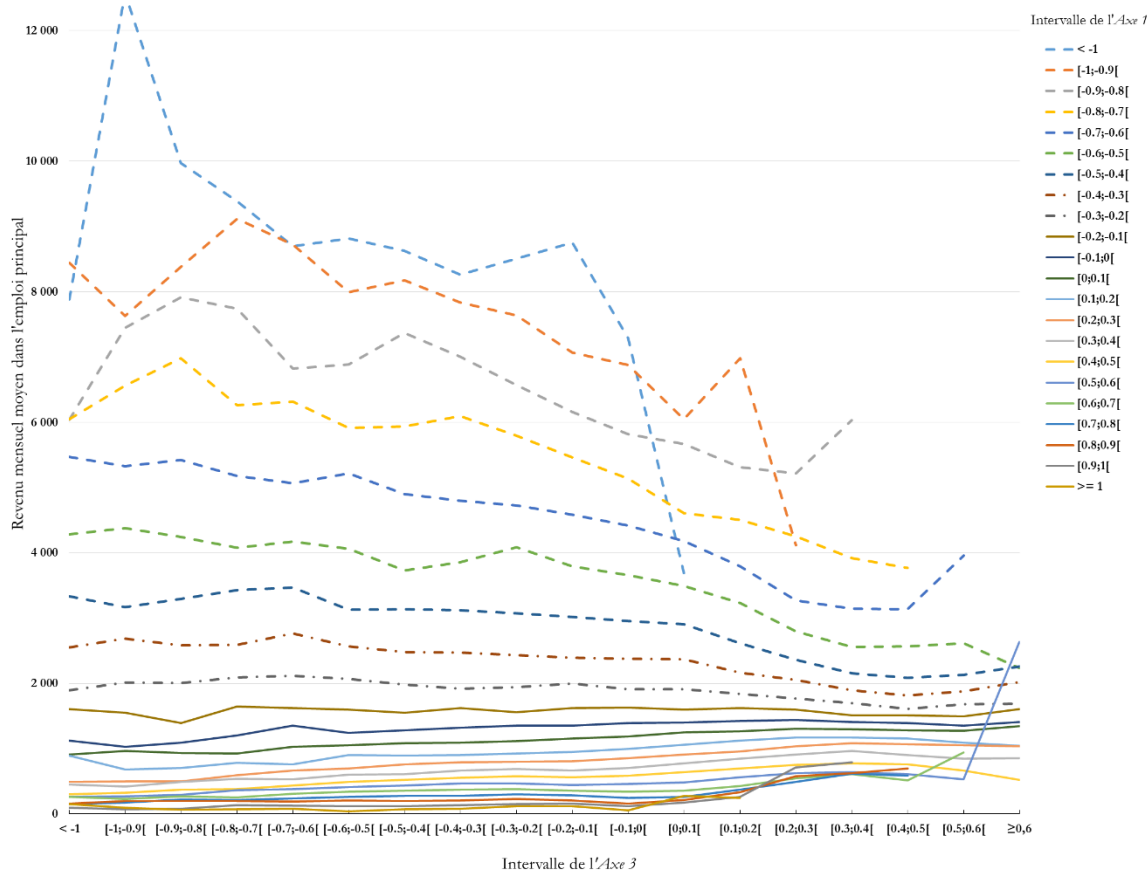
Lecture : Parmi les individus situés dans l'intervalle $[-0,8 ; -0,7]$ de l'*Axe 1* (en gris, en haut de la projection), le nombre moyen d'années d'études varie entre 14,5 années pour les individus situés en-dessous de $-0,1$ de l'*Axe 3* et 12,5 pour les individus situés dans l'intervalle $[0,4 ; 0,5]$ de l'*Axe 3*.

Si pour les individus situés en dessous de -0,4 de l'axe 1, leur revenu moyen et médian sont directement proportionnels au nombre d'années d'études et, ainsi, ont tendance à décroître au long de l'axe 3 (*Graphique 22*, lignes en tirets)³²⁴, la situation est moins nette pour les individus situés dans l'intervalle [-0,4 ; -0,2[de l'axe 1 (*Graphique 22*, lignes en tiret-points)³²⁵ et est inversement proportionnelle pour les individus situés au-dessus de -0,2 de cet axe. Ainsi, parmi les individus situés au-dessus de -0,2 de l'axe 1 (*Graphique 22*, lignes pleines), nous observons de manière plus ou moins intense et constante une augmentation du revenu individuel dans l'emploi principal moyen et médian au long de l'axe 3 *simultanément* à une réduction du nombre d'années d'études moyen. Par exemple, parmi les individus situés dans l'intervalle [0 ; 0,1[de l'axe 1, le revenu moyen de ceux·celles situés en dessous de -1 de l'axe 3 est de R\$906,00 (médiane de R\$ 603,00) et ils·elles disposent en moyenne de 10,66 années d'études complètes (20,3% d'entre eux·elles disposant d'un diplôme du supérieur) ; alors que les individus situés au-dessus de 0,6 de l'axe 3 perçoivent un revenu moyen de R\$1348,00 (médiane de R\$980,00) et disposent en moyenne de 6,03 années d'études complètes (58,9% d'entre eux·elles ne disposant d'aucun diplôme et seulement 0,5% ayant conclu un diplôme de l'enseignement supérieur). Cela indique que parmi les individus situés au-dessus de -0,2 de l'axe 1 (ou de -0,4 en fonction de l'indicateur choisi), la position le long de l'axe 3 indique si l'élément prépondérant dans la composition du capital total dont ces individus disposent est le capital économique ou le capital scolaire.

³²⁴ Il faut souligner que cette relation « directement proportionnelle » que nous observons dans les intervalles de l'axe 1 inférieurs à -0,4 est, nous semble-t-il, due aux limites de l'indicateur utilisé (*i.e.* le nombre d'années d'études), qui est plafonné à 15 années dans les PNADs et, ainsi, n'est pas en mesure de « distinguer les plus distincts ». En utilisant un indicateur plus « fin », nous aurions *peut-être* pu également observer la différence de composition du capital total au sein de ces intervalles.

³²⁵ En effet, la variation entre le revenu et le nombre d'années d'études pour les individus situés dans l'intervalle [-0,4 ; -0,2 [de l'axe 1 est directement proportionnelle, si nous tenons compte du revenu moyen, et inversement proportionnelle, si nous tenons compte du revenu médian.

Graphique 22 – Revenu mensuel moyen selon la position sur le Plan 1-3



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

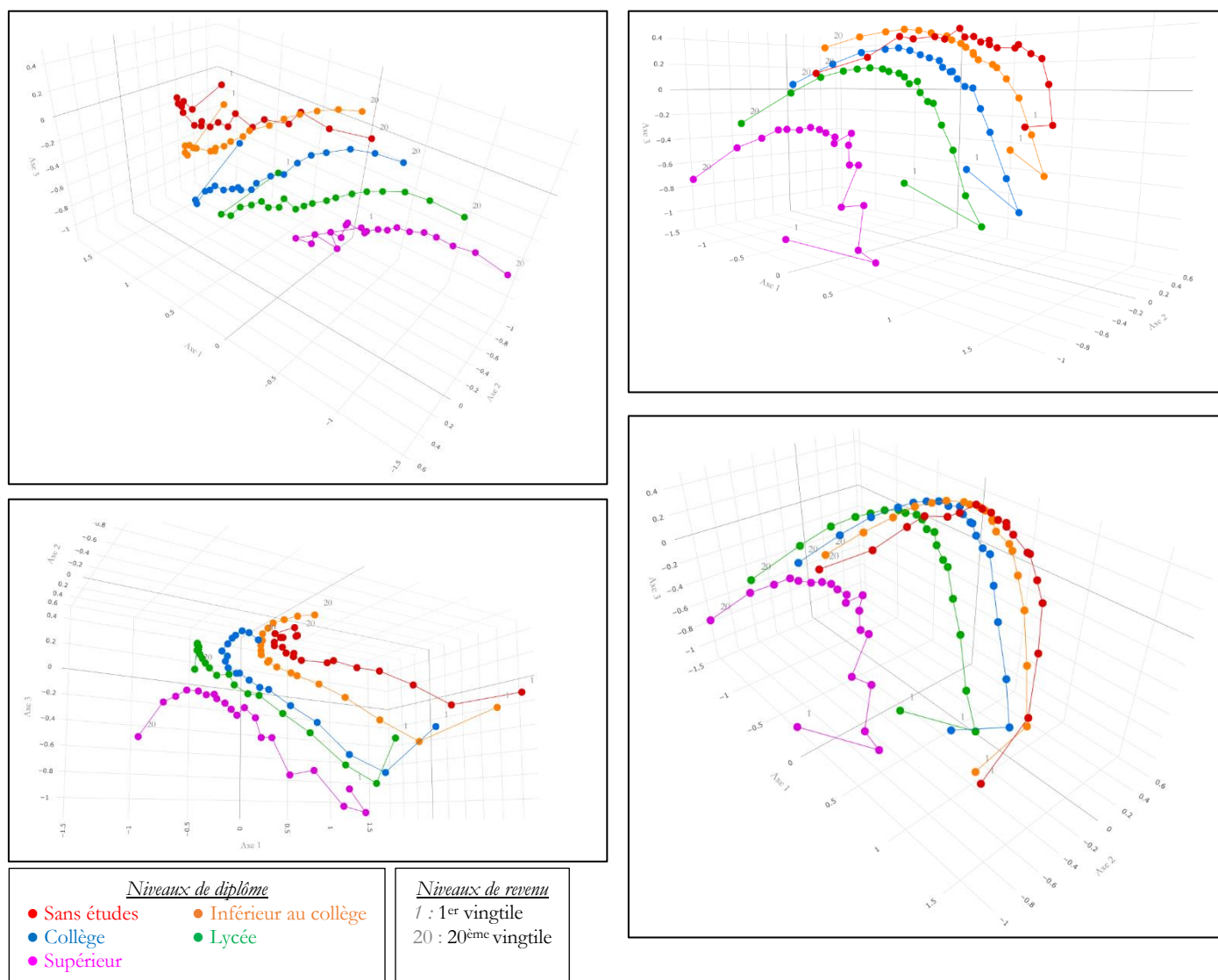
Lecture : Parmi les individus situés dans l'intervalle $[-0,8 ; -0,7[$ de l'axe 1 (ligne pointillée en gris, en haut de la projection), le revenu mensuel dans l'emploi principal moyen varie entre R\$6047,00 pour les individus situés en-dessous de $-0,1$ de l'axe 3 et R\$3768,00 pour les individus situés dans l'intervalle $[0,3 ; 0,4 [$ de l'axe 3.

Étant donné que la projection d'un nuage des individus sur l'*Espace des Axes 1-2-3* est de difficile à interpréter, regardons la manière dont l'interaction entre revenu individuel et niveau d'études évolue dans cette espace (**Graphique 23**). D'abord, nous pouvons voir une évolution bien distincte de leurs positions au long de cet espace : hormis la superposition de la courbe relative aux individus *sans études* et de la courbe relative aux individus disposant d'un niveau d'études *inférieur au collège* lorsque le revenu perçu est situé dans le derniers quartile, les barycentres de chaque niveau d'étude et de revenu occupent des positions bien distinctes. De plus, le premier octant (+++) de cet espace³²⁶ est marqué à la fois par une présence masculine (69,3% des individus), par des

³²⁶ À titre de rappel, on appelle *octant* chacune des huit divisions d'un espace euclidien en trois dimensions. En général, on utilise une indication du signe des coordonnées (x, y, z) pour les identifier : le premier octant (+++) correspond à la région de cet espace disposant des valeurs positives en toutes les dimensions ; le huitième octant (+--) correspond à la région de cet espace disposant des valeurs positives pour l'axe x et négatives pour les autres.

individus disposant d'un niveau d'études inférieur ou égal au collège (81%) et des revenus qui varient entre le deuxième et le troisième quartile (66,5%).

Graphique 23 – Espace des Axes 1-2-3 : revenu individuel et niveau d'études



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Nous observons une surreprésentation féminine dans le huitième (+--) et le septième octant (---) ; cette surreprésentation y est de l'ordre de +47% et +22% respectivement. D'un côté, 22% des personnes situées dans le 7^{ème} octant (---) perçoivent un revenu supérieur au 19^{ème} vingtile des revenus (ce qui correspond à 52,5% de l'ensemble des personnes au sein de cette catégorie de revenus) ; la part d'entre elles qui sont en situation d'emploi informel, mais cotisent à une CPS, est

expressive (20,9% contre 8,6% pour l'ensemble de la population)³²⁷ ; 49,6% d'entre elles disposent d'un diplôme du supérieur (13,3%) et 73% s'auto-déclarent blancs (51,8%), 53,5% sont des femmes (43,6%). De l'autre côté, les personnes situées dans le huitième octant (+--) sont : pour la plupart des femmes (64,2%) ; 49,4% sont des métis (40) ; 76,6% sont en situation d'emploi informel sans cotiser à une CPS (45%) ; la part des personnes résidant dans une région rurale est significative (38,7% des individus, contre 14,7% pour l'ensemble de la population) ; 70,9% disposent d'un revenu inférieur au premier quartile, et pour 30,1%, inférieur au premier vingtile.

La diagonale entre le premier et le septième octant est celle qui exprime la stratification urbaine au Brésil, alors que celle entre le huitième (+--) et le quatrième (+++) octant représente les éléments ruraux de la stratification. Notons qu'on observe une forte différence de genre notamment dans la diagonale tracée entre le 1^{er} (+++) et le huitième octant (+--), c'est-à-dire l'opposition entre le haut et le bas du côté droit du *Plan 2-3* (*Annexe*, p. 338). Cette différence exprime le passage du monde du travail marqué par la main-d'œuvre masculine (*i.e.* notamment le travail ouvrier urbain ou de la « zone charnière ») au monde du travail peu (ou non) qualifié, en particulier le secteur de services direct aux particuliers, marqué par une forte présence féminine.

4.3. L'urbain, le rural, le régional

Comme il est souvent souligné, le Brésil est un pays de dimensions colossales, comportant une grande diversité d'écosystèmes, de populations et de conditions de vie. Or, dans un pays disposant de telles dimensions géographiques et de telles disparités régionales (Maia 2006; A. M. Cardoso et Préteceille 2017; G. R. dos Santos, Pales, et Rodrigues 2015), on aurait pu s'interroger dans quelle mesure ne serait-il pas plus pertinent de penser une stratification sociale en tenant compte séparément du monde urbain et du monde rural ou, alors, en se concentrant sur une région géographique relativement délimitée et, ainsi, plus homogène. Cette question, toute à fait légitime, nous pose un problème majeur : à savoir, le fait que nous perdons de vue que le positionnement des individus à l'intérieur d'un monde social a comme référence l'ensemble de formes d'existences qui le composent. De plus, comme nous l'avons déjà souligné, le Brésil est un pays marqué par un grand flux (et reflux) de populations entre les différentes régions du pays et, notamment, entre les régions rurales et urbaines, fait qui renforce l'importance de penser de forme connexe ces sous espaces.

³²⁷ Dans la suite de ce paragraphe, les valeurs indiquées entre parenthèses sont celles relatives à l'ensemble de la population de référence.

Cela ne signifie absolument pas que nous ne devions ou que nous ne puissions pas nous intéresser aux caractéristiques de ces sous-populations. Bien au contraire : il faut analyser les spécificités de ces populations non pas comme une réalité indépendante et une autoréférence, mais en les situant au sein de l'espace global. Ainsi, pour aller plus loin dans l'analyse de ces sous-nuages, nous avons réalisé une *Analyse spécifique de classe* (CSA), qui consiste en l'étude de la contribution des différentes modalités actives à la structure d'un sous-nuage d'une ACM, tout en préservant la structure et les distances observées dans le nuage global (Le Roux 2014, 264 et seq. Blasius et al. 2019, chap. 4 et 21; Lebaron et Le Roux 2015, chap. 6). Étant donné que la CSA n'est pas un type d'analyse présent « par défaut » dans les logiciels statistiques, nous avons mis au point un script R capable de réaliser une CSA sur des informations statistiques volumineuses³²⁸.

L'objectif de cette section n'est pas celui d'explorer en détail la structure interne des sous-nuages que nous jugeons les plus pertinents à notre analyse en termes de stratification sociale, mais d'utiliser des sous-nuages basés sur des caractéristiques clivantes (dans le cas présent, des différences entre rural, urbain et entre les régions du pays) pour évaluer la qualité de l'ACM globale. C'est-à-dire, étant donné que dans une CSA les distances entre les individus au sein de l'ACM globale sont préservées, l'analyse des sous-nuages nous permet d'évaluer dans quelle mesure la distribution des individus le long des axes de l'ACM globale – axes qui, à certains égards, peuvent paraître trop génériques – est pertinente et capable de préserver les spécificités de ces sous-populations.

Lorsque nous nous penchons sur les sous-nuages urbain et rural³²⁹, notons tout d'abord les différences qui séparent le sous-nuage rural à la fois du nuage global et du sous-nuage urbain. En effet, le sous-nuage rural présente une variance totale nettement inférieure à celles du nuage global et du sous-nuage urbain, ces deux derniers ayant des variances assez proches (Tableau 25). De plus, la part de la variance expliquée par les trois premiers axes est 50% supérieure à celle observée sur le nuage global de l'ACM. Ainsi, bien que la dispersion des individus ruraux (et, donc, les différences que nous y observons) soit inférieure à celle des individus urbains, certaines de leurs caractéristiques sont fortement distinctives.

³²⁸ Notre script a comme point de départ le travail de Brigitte Le Roux (2014, 264 et seq.) et un script qu'elle nous a gentiment communiqué. Un nombre important de modifications y ayant été apportées, ses éventuels défauts sont de ma seule responsabilité. Vous retrouverez le script utilisé dans l'Annexe en ligne.

³²⁹ La classification d'un ménage comme rural ou urbain est établie par une loi municipale qui, entre autres, implique un changement en termes d'impôt foncier : l'impôt foncier urbain (en général de valeur plus élevé) est destiné à la municipalité, et l'impôt foncier rural est destiné à l'État fédéral. Pour plus de détails, voir le *glossaire* de l'*Atlas do censo demográfico 2010* (2013)

Tableau 25 – Contribution de la variance des Axes 1-5 à la variance totale

	ACM		CSA			
			Urbain		Rural	
	λ_i	%	λ_i	%	λ_i	%
Axe 1	0,174	6,5	0,154	5,8	0,211	9,2
Axe 2	0,113	4,2	0,108	4,0	0,139	6,1
Axe 3	0,086	3,2	0,091	3,4	0,128	5,6
Axe 4	0,083	3,1	0,078	2,9	0,107	4,7
Axe 5	0,077	2,9	0,076	2,9	0,089	3,9
λ	2,68		2,67		2,29	

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

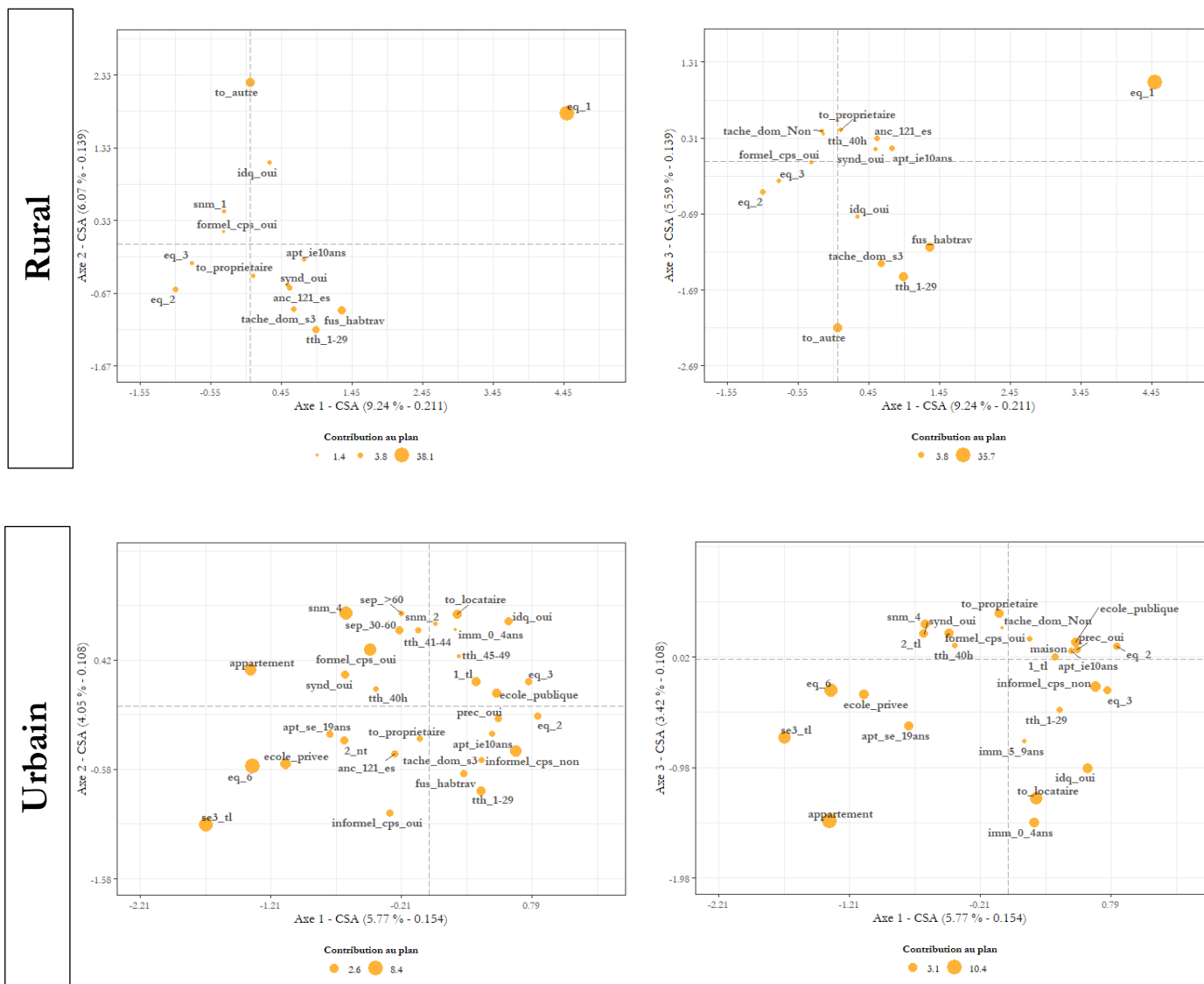
Lecture : La variance (valeur propre) totale du sous-nuage rural est de 2,29. L'Axe 1 de ce sous-nuage présente une variance de 0,211, soit 9,2% du total.

L'Axe 1 du sous-nuage rural oppose les salarié·e·s en situation formelle aux exploitant·e·s agricoles démuni·e·s (Graphique 24). Du côté gauche, nous retrouvons les individus exerçant une activité professionnelle en situation formelle (95,8% étant des salarié·e·s) et dont le logement dispose d'un niveau d'équipement bas-moyen (*eq_2* et *eq_3*). Du côté droit, nous distinguons les individus qui résident au sein de logements très peu équipés (la modalité *eq_1* contribuant à elle seule à hauteur de 54,5% de la variance de l'Axe 1 de la CSA) et qui sont utilisés également comme espace de travail. Cette indistinction entre les espaces de travail et de vie s'exprime aussi dans l'importance du nombre d'heures journalières dédiées aux tâches domestiques (>3h) et au nombre relativement réduit d'heures dédiées à l'activité professionnelle (< 30h hebdomadaires). Finalement, il s'agit d'individus plus âgés, qui ont commencé à travailler avant l'âge de 10 ans et qui sont associés à un syndicat.

L'Axe 2 du sous-nuage rural distingue les agriculteur·trice·s propriétaires de leur exploitation des salarié·e·s agricoles précaires. En effet, il oppose les individus qui sont propriétaires du logement où ils·elles résident et travaillent à ceux qui résident au sein d'un logement prêté, d'un logement de fonction ou d'un logement squatté, souvent disposant d'un très bas niveau d'équipement (la modalité *to_autre* contribuant à 26,8% de la variance de l'Axe 2, la modalité *eq_1* aux autres 13,3%). L'Axe 3, quant à lui, est très proche à l'Axe 2, mais distingue les individus occupant un emploi en situation formelle des salarié·e·s agricoles précaires et des agriculteur·trice·s engagé·e·s dans les relations telles que le métayage (c'est-à-dire, des relations qui dépassent le cadre courant de la location/propriété)³³⁰.

³³⁰ Pour la contribution de chaque modalité, voir l'Annexe (p. 355 et seq.).

Graphique 24 – Rural & Urbain : Plan 1-2 et Plan 1-3 de la CSA



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

En ce qui concerne le sous-nuage urbain, l'*Axe 1* de la CSA oppose les individus en situation de précarité (Graphique 24, à droite) aux individus en situation d'aisance (Graphique 24, à gauche). Les situations de précarité sont marquées par une entrée précoce sur le marché du travail (avant l'âge de 10 ans), par le fait de résider dans un logement *précaire* et/ou *inadéquat* avec un niveau d'équipement moyen-bas (*eq_2* et *eq_3*) et par le fait d'occuper un emploi en situation informelle, sans cotiser à une CPS. De l'autre côté, les situations d'aisance sont marquées par une entrée sur le marché du travail après la fin des études secondaires (voire supérieures), par le fait de résider dans

un *appartement* de haut standing, d'occuper un emploi formel, au sein duquel on perçoit plusieurs formes de salaires non-monétaires, d'être associé·e à un syndicat et d'être impliqué·e dans la (re)production du capital culturel des enfants au travers de l'école privée.

L'*Axe 2* du sous-nuage urbain oppose, quant à lui, les petit·e·s indépendant·e·s bien établi·e·s en situation informelle (Graphique 24, en bas) aux salarié·e·s en situation formelle d'immigration récente (Graphique 24, en haut). Les premiers résident au sein d'un logement leur appartenant, disposant d'un haut niveau d'équipement (*eq_6*) et de standing (*se3_tl*). Cependant, ce logement, joue également un rôle de lieu d'exercice d'une activité professionnelle qu'il·elles pratiquent depuis plus de dix ans. Lorsque le ménage comprend des enfants en âge scolaire, ceux-ci sont inscrits dans une école privée. De l'autre côté, nous retrouvons des individus locataires d'un logement inadéquat, avec des longues journées hebdomadaires de travail et qui résident relativement loin de leur lieu de travail. Cette situation est typique des grands centres urbains, où l'accès à un emploi salarié en situation formelle (souvent situé dans les régions centrales des villes ou dans des zones industrielles lointaines) a comme contrepartie l'exigence d'un temps de déplacement important puisque les régions où ces individus ont pu s'installer, compte tenu du marché immobilier et de leur immigration relativement récente. Finalement, l'*Axe 3* du sous-nuage urbain est assez proche de l'*Axe 2*, opposant les locataires d'appartement d'immigration relativement récente aux « chefs de famille », c'est-à-dire des propriétaires d'une maison, exerçant une activité professionnelle en situation formelle qui ne réalisent pas de tâches domestiques (plus de trois-quarts étant des hommes).

Aussi bien dans le sous-nuage urbain que dans le sous-nuage rural, l'*Axe 1* est un axe de la *précarité-assurance* économique, représentant, à la fois, le niveau de richesse des individus et le niveau de sécurité de l'activité professionnelles qu'ils·elles exercent. Cependant, il faut souligner que le sous-nuage rural est marqué par des niveaux de pénurie matérielle beaucoup plus importants que le sous-nuage urbain³³¹ ; et que l'emploi en situation formelle y est bien moins fréquent³³². De même, malgré le fait que les deux sous-nuages aient des *Axes 2* et des *Axes 3* qui s'organisent autour des mêmes modalités, les phénomènes qu'ils désignent ne sont absolument pas les mêmes : dans

³³¹ Alors que 44% des individus du sous-nuage rural font part d'un ménage dans le niveau le plus bas d'équipement (*eq_1*), ce chiffre est seulement de 3,8% pour les individus du sous-nuage urbain ; de même, seuls 2,3% des individus résident au sein de logements les mieux équipés (*eq_6*), alors que cela est le cas pour plus de 20% des urbains.

³³² En effet, 20,6% des individus du sous-nuage rural exercent une activité professionnelle en situation formelle, contre 54,6% des personnes du sous-nuage urbain. Concernant le fait de cotiser à une CPS (indépendamment de la situation de l'emploi), seulement 27,3% des individus du sous-nuage rural étaient concernés, contre 63,5% des individus du sous-nuage urbain.

le sous-nuage urbain, la location s'oppose à la propriété du logement ; alors que dans le sous-nuage rural ce sont d'autres formes d'occupation du logement qui entrent en jeu.

Ces différences entre les sous-nuages urbain et rural apparaissent également dans le rapport qu'ils entretiennent avec l'ACM globale³³³. En effet, comme le montre le **Tableau 26**, les axes du sous-nuage urbain sont beaucoup plus proches des axes et des plans de l'ACM global (avec des angles inférieurs à 40°), tandis que les axes du sous-nuage rural forment des angles d'environ 60° avec les axes et les plans de l'ACM globale³³⁴.

Tableau 26 – Angles entre les axes de la CSA et les axes et les plan de l'ACM globale

	CSA					
	Urbain			Rural		
	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 1	Axe 2	Axe 3
ACM Axe 1	30°	73°	89°	58°	89°	75°
Axe 2	64°	36°	84°	60°	62°	83°
Axe 3	88°	85°	18°	84°	79°	60°
Plan 1-2	14°	30°	84°	44°	62°	73°
Plan 1-3	30°	72°	18°	57°	79°	56°
Plan 2-3	64°	36°	16°	60°	60°	59°

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Lecture : L'Axe 1 de la CSA du sous-nuage urbain est plus proche de l'Axe 1 de l'ACM (30°) et du Plan 1-2 de l'ACM (14°).

Lorsque nous nous intéressons aux sous-nuages ruraux et métropolitains³³⁵ relatifs à deux états aussi distants et différents que São Paulo (SP) et Pernambouc (PE)³³⁶, nous pouvons voir que les différences retrouvées entre le couple rural-urbain sont beaucoup plus importantes que celles dues aux différences régionales. Ainsi, les axes 1 des deux sous-nuages ruraux sont marqués par

³³³ Les angles évaluent l'orthogonalité (*i.e.* l'indépendance) entre un axe de la CSA et les axes et plan de l'ACM. Ainsi, ils varient entre 0° et 90° : plus l'angle est proche de 0°, plus l'axe de la CSA est proche d'un axe ou d'un plan de l'ACM.

³³⁴ Exception faite de l'angle formé par l'Axe 1 du sous-nuage rural et le Plan 1-2 de l'ACM globale, qui est égal à 44°.

³³⁵ Au Brésil, une *région métropolitaine* est une grande aire urbaine dont l'objectif est la mise en place de politiques publiques communes. La création d'une aire urbaine et sa délimitation territoriale se fait au travers une loi fédérale. Dans le cas des PNADs, les régions métropolitaines correspondent à celles des capitales des États fédérés. Ainsi, par exemple, la région métropolitaine de l'État de Bahia, fait référence exclusivement à la région métropolitaine de la municipalité de Salvador. Pour plus de détails, voir le *glossaire* de l'*Atlas do censo demográfico 2010* (2013). Le PNAD identifie neuf régions métropolitaines autour des capitales des États fédérés, à savoir, Belém (Pará), Fortaleza (Ceará), Recife (Pernambouc), Salvador (Bahia), Belo Horizonte (Minas Gerais), Rio de Janeiro (Rio de Janeiro), São Paulo (São Paulo), Curitiba (Paraná) e Porto Alegre (Rio Grande do Sul).

³³⁶ Nous ne détaillerons pas ici les résultats de la CSA de ces quatre sous-nuages, mais le lecteur·trice retrouvera les principaux résultats dans l'Annexe (p. 357 *et seq.*).

l'importance des situations de pénurie matérielle³³⁷ et par un niveau relativement bas d'équipement des ménages. Leurs axes 2 sont marqués par le temps partiel³³⁸, la grande charge des tâches domestiques³³⁹ et par l'indistinction entre l'espace de travail et l'espace de résidence³⁴⁰. Leurs axes 3 sont marqués par l'importance de résider au sein d'un logement qui n'est ni loué, ni de la propriété de l'un des membres du ménage³⁴¹. Mais il existe, bien sûr, des différences : l'inadéquation du logement et le fait d'avoir simultanément deux emplois ou plus sont des phénomènes significatifs au Pernambouc, mais ne le sont pas à São Paulo ; de l'autre côté, l'immigration relativement récente ou le fait de percevoir de salaires non-monétaires sont des caractéristiques liées exclusivement à São Paulo.

En ce qui concerne les sous-nuages métropolitains, et bien qu'ils soient plus proches l'un de l'autre que des sous-nuages ruraux, les différences entre eux sont assez importantes. Certes, les axes 1 des deux sous-nuages métropolitains sont marqués par l'opposition entre précarité et assurance économique et les axes 2 par l'opposition entre emploi salarié en situation formelle distant et emploi à proximité en situation informelle. Mais, dans les deux cas, les contributions des modalités à la variance des axes ne sont pas du même ordre de grandeur : d'un côté, le fait de résider dans un appartement est responsable de 18,7% de la variance au Pernambouc, alors qu'il est responsable de 8,6% à São Paulo³⁴² ; de l'autre côté, un très long trajet entre le lieu de résidence et le lieu de travail contribue à hauteur de 64,4% de l'Axe 2 à São Paulo, alors qu'il est responsable de 4,9% de la variance de l'Axe 2 au Pernambouc. Les axes 3, quant à eux, divergent sensiblement : dans le sous-nuage métropolitain au Pernambouc, c'est l'âge d'entrée sur le marché du travail et le fait d'avoir (ou pas) des enfants en âge scolaire qui détermine d'avantage la structure l'axe ; alors que le sous-nuage métropolitain à São Paulo est structuré autour de l'opposition entre propriétaires de maisons adéquates et non-propriétaires d'appartements inadéquats.

Les différences que nous observons entre les régions rurales et métropolitaines de l'état de São Paulo et de l'état de Pernambouc – aussi bien en termes de contributions des modalités qu'en termes de forme des nuages – montrent que certains éléments qui sont passés inaperçus au sein de l'ACM générale peuvent passer au premier plan. Par exemple, l'importance qu'un temps de

³³⁷ La modalité *eq_1* contribue à la variance de l'Axe 1 à hauteur de 60% (SP) et 51,7% (PE).

³³⁸ La modalité *tth_1-29* est responsable de 19,5% (SP) et de 25,6% (PE) de la variance de l'Axe 2.

³³⁹ La modalité *tache_dom_s3* est responsable de 11,7% (SP) et de 15,4% (PE) de la variance de l'Axe 2.

³⁴⁰ La modalité *fus_habtrav* est responsable de 13,8% (SP) et de 13,5% (PE) de la variance de l'Axe 2.

³⁴¹ La modalité *to_autre* est responsable de 44,1% (SP) et de 40,3% (PE) de la variance de l'Axe 3

³⁴² Notons, cependant, que si nous prenons en compte le fait d'habiter dans un *appartement bien équipé et de haut standing*, les situations se rapprochent, puisque cela est responsable de 38,4% de la variance de l'Axe 1 de la CSA à São Paulo, et de 36,9% de la variance de l'Axe 1 de la CSA à Pernambouc.

déplacement entre le lieu de résidence et le lieu de travail supérieur à 60 minutes a au sein du sous-nuage métropolitain dans l'état de São Paulo est fortement réduite au sein du sous-nuage urbain et disparaît complètement de l'ACM globale. Cela exprime le fait que, dans la plupart des régions du pays, des déplacements d'une telle durée ne concernent qu'une petite partie de la population (environ 7,8%) et ne sont pas souvent associés aux mêmes caractéristiques, alors que dans la région métropolitaine de l'état de São Paulo ils concernent presque un cinquième des individus et composent un ensemble cohérent de caractéristiques. Mais, et c'est le point central, les différences mises en exergue par la CSA montrent que la distribution des individus au sein de l'espace de l'ACM globale préserve les caractéristiques importantes pour la caractérisation et la compréhension de certaines sous-populations.

4.4. Des classes d'individus

Passons maintenant à la partition de l'espace de l'ACM en vue de construire des classes basées sur le regroupement des individus au sein de l'espace de l'ACM globale. Réaliser une *Classification ascendante hiérarchique* (CAH) pour constituer des classes d'individus basées sur leur position au sein de l'espace de l'ACM globale – qui nous permettrait de comparer les positions de l'ensemble des individus pris deux à deux – n'est pas envisageable, du fait du volume important d'informations qui nous traitons. Pour contourner ce problème, nous avons pris un échantillon aléatoire de 10% des individus et nous avons réalisé une classification « mixte » (CM). Cette procédure à deux étapes a consisté, dans un premier temps, à classer au sein de 500 classes les coordonnées des individus sur les axes factoriels, par la méthode de *Classification autour de centres mobiles* (K-moyennes)³⁴³ ; et, ensuite, à réaliser une CAH des coordonnées des classes issues de la K-moyennes avec agrégation selon la variance (méthode dite « Ward »)³⁴⁴.

D'un point de vue strictement statistique, ce n'est qu'à partir d'une partition de l'ACM en douze classes que les valeurs des indices de niveau se stabilisent (*Figure 13*). Cependant, cela

³⁴³ Comme nous l'avons déjà indiqué, la K-moyennes est fortement dépendante des paramètres d'initialisation et produit souvent des classes qui ne sont pas constantes, c'est-à-dire, à chaque fois que l'algorithme est lancé la composition des classes peut varier. De plus, en fonction du type de données dont on dispose (notamment si les valeurs sont trop proches), la K-moyennes peut trouver des difficultés pour stabiliser les classes. Ces deux caractéristiques sont d'autant plus problématiques lorsque nous essayons de construire un nombre de classes relativement réduit et « pertinent ». Produire un très grand nombre de classes – qui, en elles-mêmes, n'ont pas une interprétation sociologique particulière – permet à la fois de rendre moins gênants les biais de classement (étant donné que la proximité entre les centres mobiles préserve relativement bien les positions des individus y regroupés) et de réduire la masse de données à traiter lors de la deuxième étape.

³⁴⁴ Notons : comme il s'agit d'un échantillon, les valeurs peuvent fluctuer légèrement, sans pour autant présenter des grands écarts à celles présentées par la suite.

conduit à produire un nombre trop élevé de classes (dont certaines avec des effectifs trop petits) qui, d'un point de vue sociologique, présentent des profils trop proches pour qu'une distinction entre-elles soit pertinente³⁴⁵. Ce compromis entre le nombre de classes et la pertinence de chacune d'elles nous a amené à partitionner l'espace en six classes (**Figure 14**), capable d'expliquer presque 29% de la variance du nuage ($\eta^2 = 0,287$) que nous présentons par la suite.

Figure 13 – Dendrogramme et indices de niveau (individus)

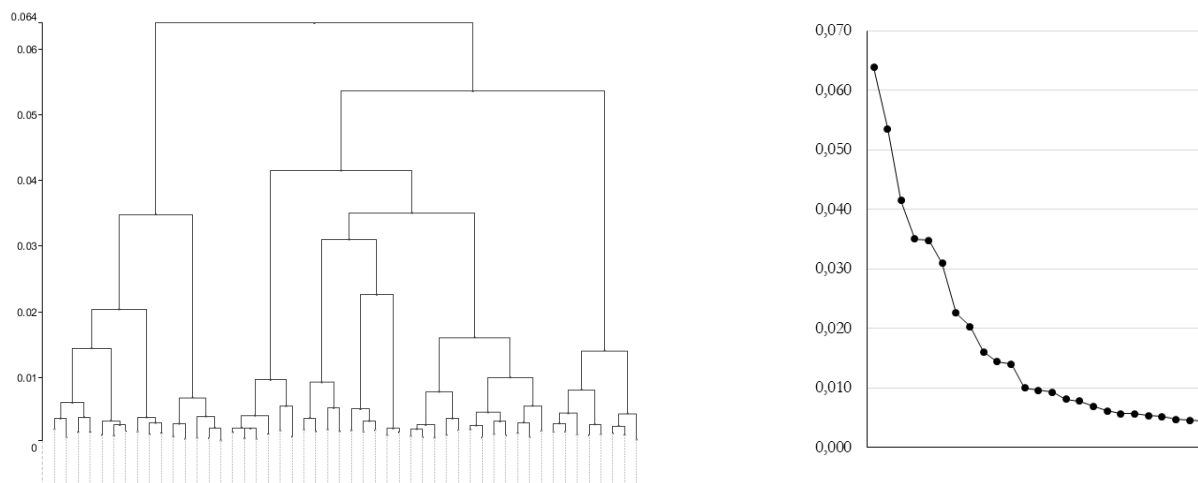
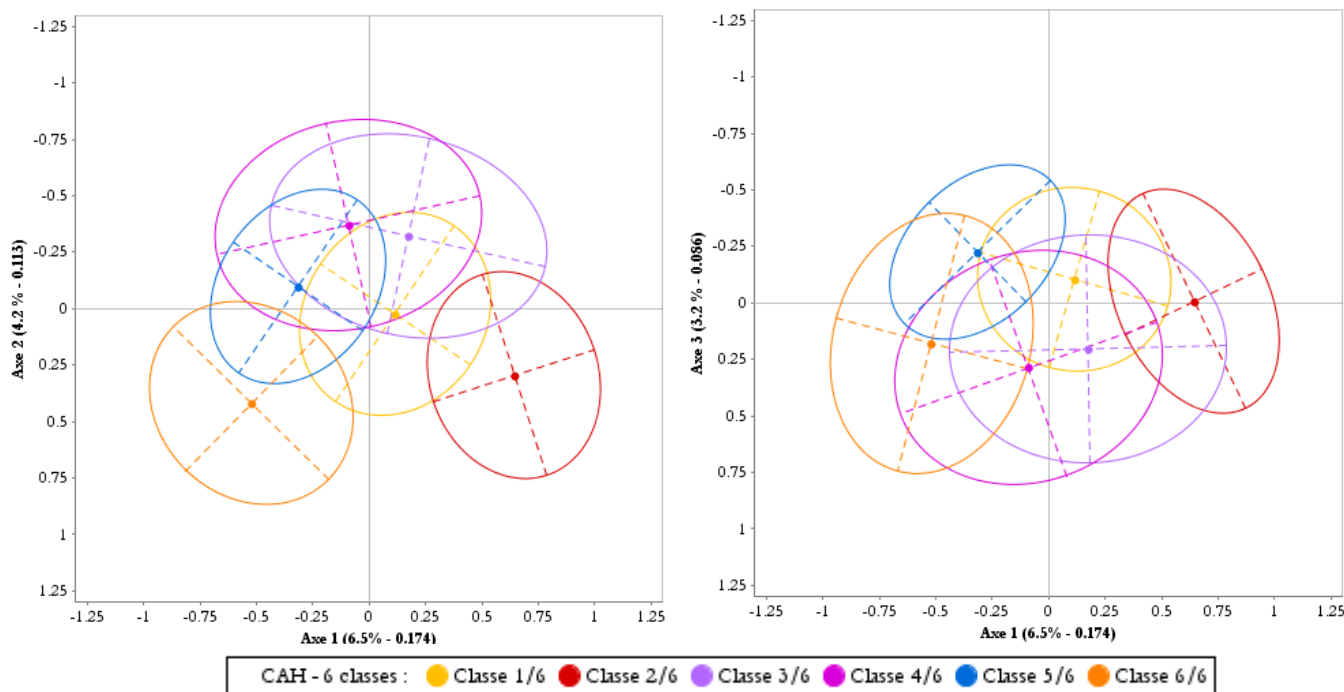


Figure 14 – Ellipses de concentration des 6 classes dans les plans 1-2 et 1-3



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

³⁴⁵ Par exemple, lorsque la différence la plus importante entre deux classes est le fait qu'une classe est marquée par des individus percevant des revenus dans 11 vingtiles et l'autre par des individus percevant des revenus dans 12 vingtiles.

La Figure 14 affiche les points moyens des classes issues de la Classification Mixte (CM) et leurs ellipses de concentration sur les plans 1-2 et 1-3. Nous pouvons y voir qu'il existe des superpositions entre toutes les classes (hormis entre les classes 1 et 6, qui occupent des régions bien distinctes de l'espace), mais que les directions des axes principaux de ces ellipses sont bien distinctes. Cette séparation entre les classes est renforcée par la lecture du Tableau 27. En effet, il présente l'écart entre les points moyens de chacune des classes sur les trois premiers axes, les chiffres en rouge représentant les points moyens qui peuvent être considérés « proches » sur un axe en particulier (valeurs d'écart-type inférieures à 0,5 environ). Malgré le fait que certaines classes soient proches entre elles sur un des axes (comme c'est le cas en particulier des classes 1 et 3 sur l'axe 1), aucune de ces classes n'est simultanément sur les trois premiers axes, ce qui indique que les classes évoluent dans des régions relativement distinctes de ces plans.

Tableau 27 – Écart entre les points moyens des classes sur les axes 1, 2 et 3

	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Classe 5	Classe 6	
Classe 1	0						Axe 1
Classe 2	1,268	0					
Classe 3	0,144	1,124	0				
Classe 4	0,489	1,757	0,633	0			
Classe 5	1,030	2,298	1,174	0,541	0		
Classe 6	1,524	2,791	1,668	1,035	0,494	0	
Classe 1	0						Axe 2
Classe 2	0,810	0					
Classe 3	1,028	1,838	0				
Classe 4	1,173	1,983	0,145	0			
Classe 5	0,359	1,170	0,669	0,814	0		
Classe 6	1,176	0,366	2,204	2,349	1,535	0	
Classe 1	0						Axe 3
Classe 2	0,330	0					
Classe 3	1,046	0,716	0				
Classe 4	1,320	0,990	0,274	0			
Classe 5	0,409	0,738	1,454	1,728	0		
Classe 6	0,964	0,635	0,081	0,355	1,373	0	

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Bien que la connaissance dont nous disposons de l'espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil nous permette d'envisager quels types de situations sont regroupés dans chacune de ces classes, passons à une description synthétique de chacune de ces six classes³⁴⁶.

³⁴⁶ Vous trouverez le détail de chaque classe dans l'Annexe (p. 361 et seq.).

Classe 1 : Les indépendant·e·s précaires ($\lambda = 0,195$)

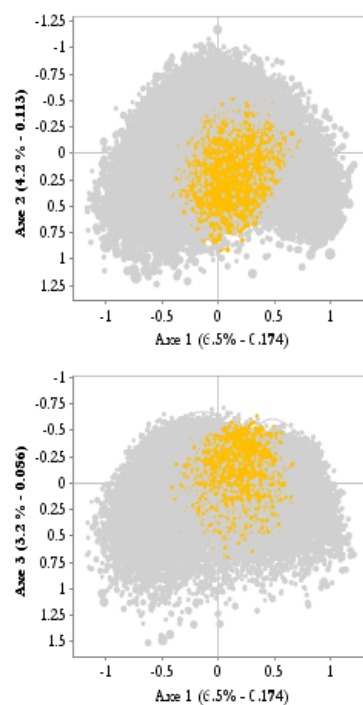
Regroupant 28,4% des individus, la classe des entrepreneur·euse·s précaires est marquée par l'exercice d'une activité professionnelle en situation informelle. Cette activité est exercée surtout en tant qu'indépendant·e et sans le recours à des salarié·e·s (37,4% [23,2%]³⁴⁷), notamment dans le secteur du BTP, de l'hébergement & restauration et du commerce. Mais nous y retrouvons également un nombre important d'employé·e·s domestiques en situation informelle (9,3% [5,2%]). La classe possède plus d'un tiers de l'ensemble des personnes âgées de 55 ans et plus (14,4% [11,8%]). Ces individus, propriétaires de leur maison, ont atteint un niveau d'études inférieur au collège (49,4% [40,7%]) et perçoivent des revenus entre le 3^{ème} et le 9^{ème} vingtiles.

Classe 2 : Les paysan·ne·s ($\lambda = 0,091$)

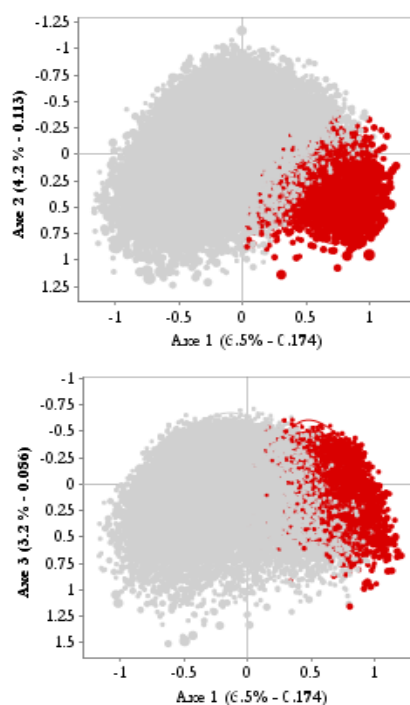
Cette classe regroupe 12,8% des individus. Il s'agit d'exploitant·e·s agricole, d'ouvrier·ère·s et de manœuvres agricoles qui ont un niveau d'études inférieur au collège (83,4% [40,7%]), percevant des revenus inférieurs au premier quartile et résidant dans des logements précaires (89,8% [28,9%]), en particulier dans la région Nord-Est (31% [14,9%]). Ces individus sont associés à un syndicat (31% [20%]), mais seuls 8,3% [52,3%] d'entre eux·elles occupent un emploi en situation formelle.

La part des personnes s'auto-déclarant « blancs » est moins importante que dans l'ensemble de l'échantillon (38% [51,4%]).

Classe 1 dans les Plans 1-2 et 1-3



Classe 2 dans les Plans 1-2 et 1-3



³⁴⁷ Les valeurs relatives à l'ensemble de l'échantillon seront indiquées entre crochets

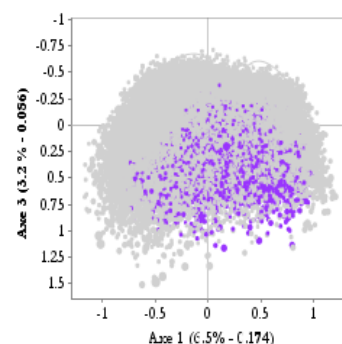
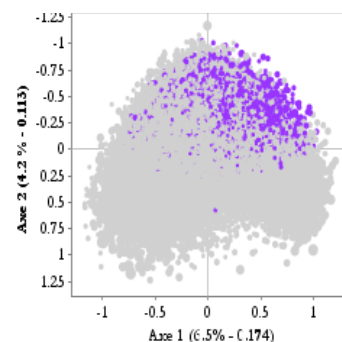
Classe 3 : Les vulnérables ($\lambda = 0,097$)

La classe des individus *vulnérables* concentre 11,7% de l'échantillon. Elle est composée essentiellement par des individus réalisant des activités peu (ou non) qualifiées dans le secteur des services et, notamment, des services directs aux particuliers dans les grands centres urbains. Employé·e·s domestiques, blanchisseur·euses, concierges et maçons : il s'agit d'un groupe plus jeune, s'auto-déclarant métis et percevant des salaires entre le 3^{ème} et le 7^{ème} vingtiles, au sein d'emplois en situation informelle. Ils et elles résident au sein de logements inadéquats (69% [11%]), qui ne sont ni loués, ni de la propriété d'un des membres du ménage (*to_autre* = 64,8% [12,3%]). Nous y trouvons une surreprésentation des personnes s'auto-déclarant « noirs » (10,9% [8,35%]).

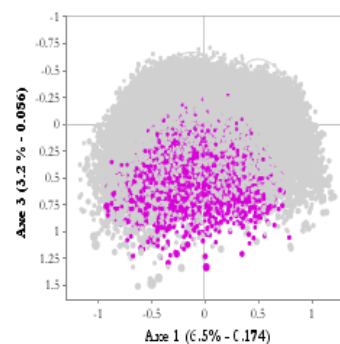
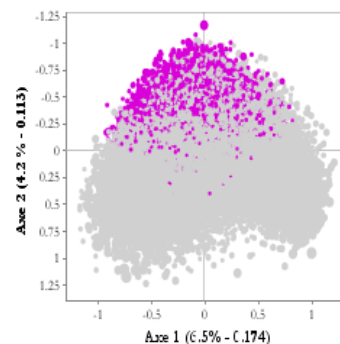
Classe 4 : Les ouvrier·ère·s ($\lambda = 0,096$)

Comptant pour un peu plus de 11% de l'échantillon, ce groupe est composé à la fois par des ouvriers et par des employés du commerce, salarié·e·s en situation formelle (48,3% [39%]). Relativement plus jeunes (53% ayant moins de 35 ans [31,2%]), ils et elles sont occupent leur emploi actuel depuis moins d'un an (42% [17,9%]). Ces individus disposent d'un diplôme équivalent au Lycée (35,4% [30%]) et sont locataires de leur logement (75% [16,5%]). Il s'agit d'une classe légèrement plus masculine (58,9% [56,2%]) et dont le logement ne comprend pas d'enfant en âge scolaire (57% [46%]).

Classe 3 dans les Plans 1-2 et 1-3



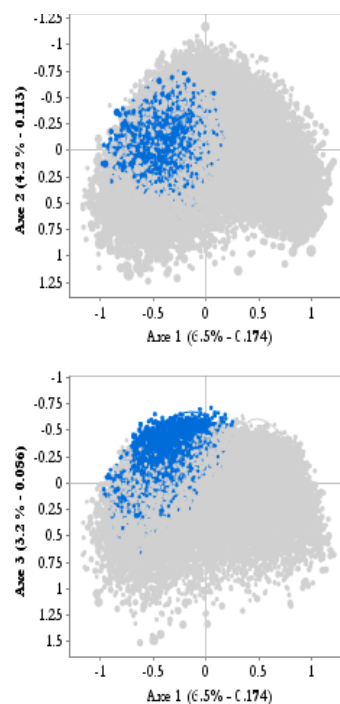
Classe 4 dans les Plans 1-2 et 1-3



Classe 5 : Les employé·e·s ($\lambda = 0,157$)

Les employés regroupent 23,3% de l'échantillon. Il s'agit d'employé·e·s de bureau et de fonctionnaires, notamment de l'administration publique. La part de ses membres associée à un syndicat n'est pas négligeable (33% [20%]). Ils et elles doivent rembourser le logement où ils·elles résident, qui est bien équipé (eq_5 = 43% [23,6%]) et adéquat mais qui est localisé relativement loin de leur lieu de travail. Ces individus perçoivent des revenus situés entre le 13^{ème} et le 17^{ème} vingtiles. Il y existe également une surreprésentation des régions métropolitaines de de Rio de Janeiro, São Paulo et Brasilia (35,5% [18,7%]).

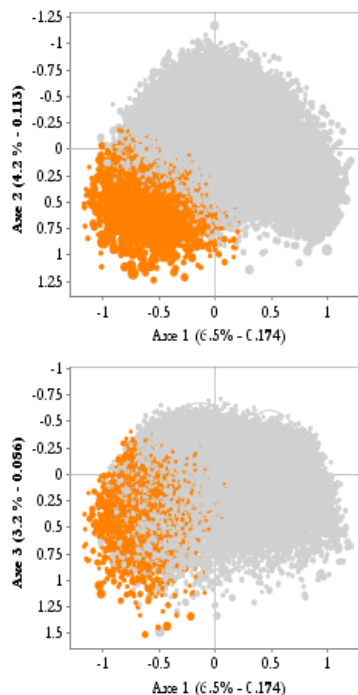
Classe 5 dans les Plans 1-2 et 1-3



Classe 6 : Les favorisé·e·s ($\lambda = 0,112$)

Enfin, la classes des individus *favorisé·e·s* regroupe 12,8% de l'échantillon. C'est une classe marquée par une entrée sur le marché du travail après la conclusion des études, notamment des études supérieures (52,4% [13,8%]). En plus des professions intellectuelles et scientifiques (notamment exercées dans un des secteurs du service public), nous y trouvons un nombre important de chefs d'entreprises employant des salarié·e·s. Ces individus sont âgés de 40 ans et plus, ils perçoivent des revenus situés au-delà du 19^{ème} vingtile et résident au sein d'un logement à la fois très bien équipé (eq_6 = 80% [18,7%]) et de haut standing (54,7% disposant de 3 toilettes et plus [8%]). 76% d'entre eux s'auto-déclare comme « blancs » [51 ,4%].

Classe 6 dans les Plans 1-2 et 1-3



4.5. Individus, ménages : les niveaux d'analyse

Qu'il s'agisse des Macquart ou des Swann, des Mélouga ou des Rockefeller, des ouvriers sans nom dont les pratiques ont été décrites par Halbwachs ou de la noblesse dont les noms ont été cartographiés par Neufbourg, les classes sociales ont été saisies d'abord sous l'angle des familles. Que ceci soit dû à des raisons théoriques, à la contrainte des informations statistiques disponibles ou aux moyens techniques disponibles pour les traiter (le plus souvent, les trois à la fois), cela a impliqué, d'abord, de transformer les classes sociales en un ensemble de *ménages*, étant donné que cette notion se superpose pendant assez longtemps à celle de *famille* ; et, ensuite, d'attribuer à l'ensemble des membres d'un ménage les caractéristiques de leurs *têtes* ou *chefs*. Ainsi, pendant longtemps, parler de la *classe ouvrière* signifiait, en effet, parler de l'ensemble des ménages dont la *tête* (le plus souvent un homme) exerçait un métier ouvrier (de Saint Pol, Denev, et Monso 2004; Hill 2012, chap. 1-2)³⁴⁸.

Si nous regardons le niveau d'analyse des enquêtes à partir du cadre temporel proposé par Thomas Amossé et Gaël de Peretti (2011) comme extension de celui d'Annie Fouquet (2003), l'entrée massive des femmes sur le marché du travail salarié et les luttes des mouvements féministes et des autres mouvements sociaux en Europe et aux États-Unis ont produit, à la charnière des années 1970, le passage d'un temps « ménage » à un temps « individu » en termes d'enquête. Cependant, après environ trois décennies de mise en exergue des études placées au niveau des individus, au sens biologique du terme, le temps du « ménage » est retrouvé. Mais aujourd'hui le ménage est moins conçu comme une unité homogène, harmonique et stable (ou, plutôt, homogénéisée, harmonisée et stabilisée par le travail des scientifiques), que comme espace d'interactions entre les individus qui le composent.

Comme la plupart des cadres sociaux, ces trois temps ne sont successifs que d'un point de vue strictement schématique : l'apparition de nouvelles approches n'implique absolument pas la disparition des approches préalablement existantes. Ainsi, des analyses au niveau du ménage, des

³⁴⁸ À titre de rappel, actuellement, l'INSEE établit que, « [d]e manière générale, un ménage, au sens statistique du terme, désigne l'ensemble des occupants d'un même logement sans que ces personnes soient nécessairement unies par des liens de parenté (en cas de cohabitation, par exemple). Un ménage peut être composé d'une seule personne. » (INSEE 2016). Lorsqu'il s'agit des enquêtes auprès des ménages, l'INSEE ajoute, depuis 2005, le besoin d'un budget commun au sein de cette unité résidentielle. Cette définition est très proche de celle de l'IBGE, qui définit le *ménage* comme un « (...) lieu d'habitation structurellement *séparé* et *indépendant*, constitué par une pièce ou plus. Il y a *séparation* lorsque le lieu d'habitation est délimité par des cloisons, murs, clôtures, etc. couvert par un toit et qu'il permet aux personnes qui y habitent de s'isoler, prenant en charge une partie ou la totalité des dépenses d'alimentation ou de logement. Il y a *indépendance* lorsque l'accès au lieu d'habitation se fait directement, c'est-à-dire que les personnes qui y habitent peuvent accéder au logement sans être obligées de passer par l'intérieur du logement d'autrui ». (IBGE 2015, c'est nous qui soulignons). Par *personne de référence du ménage* l'IBGE comprend « la personne responsable du ménage (ou de la famille) ou ainsi considérée par les autres membres du ménage » (IBGE 2015, c'est nous qui soulignons par l'usage de l'italique).

individus ou des individus à l'intérieur des ménages coexistent de nos jours. Cette évolution (et la direction qu'elle a prise) est intimement liée au développement des technologies et des techniques qui ont rendu possible la collecte et le traitement d'informations statistiques plus complexes et plus massives.

En ce qui concerne l'analyse en termes de classes sociales, la coexistence de ces temporalités est bien visible et conditionnée à la dynamique des champs académique nationaux (Vallet 2001; J. A. Figueiredo Santos 2006; Thaning et Hällsten 2018). Si une partie des chercheur·euse·s jugent toujours pertinente l'attribution d'une même classe sociale à l'ensemble des personnes qui composent un ménage, ce ne sont plus forcément les caractéristiques de l'homme qui sont généralisées. Peu à peu, l'approche androcentrique perd sa place : le concept de *tête* ou de *chef* étant remplacé par celui de *personne de référence*, ce qui s'avère n'être qu'une euphémisation (Courson 1982; Fouquet 2003) , et l'usage d'autres critères de « dominance » apparaît, comme la stabilité dans l'emploi, l'âge, la rémunération, etc. (Erikson 1984; Erikson et Goldthorpe 1992a; Krieger, Williams, et Moss 1997; Maia 2006; Bugeja-Bloch 2019).

En parallèle, nous assistons au développement d'une myriade de nouveaux indicateurs cherchant à synthétiser l'ensemble des caractéristiques des membres d'un ménage (Osborn 1987; Heath et Britten 1984; Baudelot et Establet 2005; Cayouette-Remblière 2015; Amossé 2019) – la mise en place dès 2020 d'une *PCS ménage* en étant l'expression majeure en France (Amossé et Cayouette-Remblière 2019; Amossé, Chardon, et Eidelman 2019, p. 42 et seq.) – ; ou, encore, à l'émergence de différentes stratégies pour intégrer dans le cadre du ménage les spécificités de leurs membres (Stanworth 1984; Plutzer et Zipp 2001; Meulders et O'Dorchai 2011; Donni et Ponthieux 2011). Dans cette perspective, le ménage est appréhendé comme une unité pertinente pour saisir des phénomènes qui, pendant longtemps, ont été analysés primordialement au niveau individuel, tels que la participation électorale (Buton, Lemerrier, et Mariot 2012) ou la santé des individus (Krieger, Chen, et Selby 1999; D. Georges, Kreft, et Doblhammer 2018; Chandola et al. 2003).

Aussi fructueux que soit ce débat, il est difficile d'y trouver une solution qui puisse être directement mobilisée au sein de notre étude. Ceci car nous sommes confrontés à une difficulté liée au fait que nous nous plaçons en amont de toute attribution d'une classe sociale aux individus ou aux ménages. Ainsi, malgré l'intérêt et la pertinence des différentes formes de « classification croisée » (à l'image de la *PCS ménage*), un indicateur d'un tel genre n'est pas envisageable à cette étape de notre étude.

Établir un cadre analytique capable de bien répondre, encore que partiellement, au besoin d'une articulation entre ménages et individus n'est pas une tâche simple. La difficulté de cette tâche

est renforcée par le fait que maintes approches, suivant de manière plus ou moins consciente la structure des questionnaires d'enquête, séparent par un abîme épistémologique, d'un côté, les questions *strictement individuelles* et, de l'autre côté, les questions *strictement liées au ménage*³⁴⁹. Il nous semble, cependant, que cette distinction n'est pas aussi tranchée lorsque nous interrogeons les inégalités sociales et les relations de classe. Comme ces polyèdres dont la projection orthogonale prend différentes figures en fonction de la position du plan qui sert d'écran et de la source de lumière³⁵⁰, individu et ménage constituent une unité mouvante et mutuellement conditionnée qui, selon différents angles d'approche, peuvent exprimer différentes facettes d'une *même* existence sociale. Ce n'est que par l'effet d'un trompe-l'œil analytique qu'ils se distinguent clairement et nettement.

Dans une étude précédente, nous nous sommes placés dans la perspective « conventionnelle », c'est-à-dire que nous avons pris en compte l'ensemble des ménages dont la *personne de référence (PRM)* était occupée et avait entre 25 et 64 ans et nous avons généralisé à l'ensemble du ménage les informations de sa *PRM* (Page Pereira 2019). En plus d'une sous-représentation des femmes en emploi – qui passent, en 2015, de 43,9% de la population totale au niveau individuel à 30,4% au niveau des *PRM* –, cela conduit également à la mise à l'écart de 21,5% des individus en emploi qui résident dans un ménage considéré « hors champ » en raison des caractéristiques de sa *PRM* (trop jeune, trop âgé, inactif ou au chômage), notamment les enfants de la *PRM* (47,9% des individus écartés) et le conjoint ou la conjointe de la *PRM* (39,2% des individus écartés)³⁵¹.

Pour dépasser ces limites, nous avons pris la décision d'accorder ici tout son sens au caractère mutuellement conditionnant des forces qui agissent au sein de l'unité ménage-individus, de manière à ce que la position d'un ménage au sein de l'*espace social étudié* soit dépendante des positions occupées par chacun de ses membres qui, à leur tour, sont impactées par les caractéristiques du ménage. Pour ce faire, les caractéristiques des ménages ont, dans un premier temps, été intégrées à l'éventail de caractéristiques individuelles agissant dans la structuration de l'*espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil* ; nous avons, ensuite, pu placer les ménages relativement aux positions de leurs membres.

³⁴⁹ Cette séparation conduit, en outre, à des nouveaux problèmes à la fois théoriques et empiriques : comment articuler ces deux niveaux ? Est-ce qu'il existe une hiérarchie entre ces deux niveaux ? Correspondraient-ils à des types de positions de classes, une « directe » et autre « médiée » (Wright 2000a, chap. 7) ? Le cas échéant, comment évaluer leur importance relative ? etc.

³⁵⁰ Si vous, cher·e lecteur·rice, ne voyez absolument pas de quoi je parle, ce n'est pas grave : c'est juste une métaphore ratée. Vous trouverez quelques exemples de ce type de projection sur : <https://bit.ly/2VDY0jM>.

³⁵¹ Une fois encore, les informations statistiques sont issues du PNAD 2015.

La Figure 15 présente de manière schématique la projection conjointe d'un échantillon de ménages et de ses membres au sein d'un espace social hypothétique. Lorsque le ménage est composé d'un seul individu, il y a la superposition entre la position du ménage et celle de l'individu (ménage X). Dans le cas où le ménage est composé par deux individus ou plus (ménages Y et Z), le ménage sera placé au barycentre de ses membres³⁵². Comme nous pouvons le voir, les positions des différents membres d'un ménage peuvent être cohérentes (il est rare que les membres d'un ménage se retrouvent dans des régions trop éloignées de l'espace) sans être, pour autant, identiques. De plus, nous observons que la proximité entre certains individus ne se traduit pas forcément par la proximité entre les ménages auxquels ils appartiennent lorsque nous prenons en compte l'ensemble des membres qui les composent.

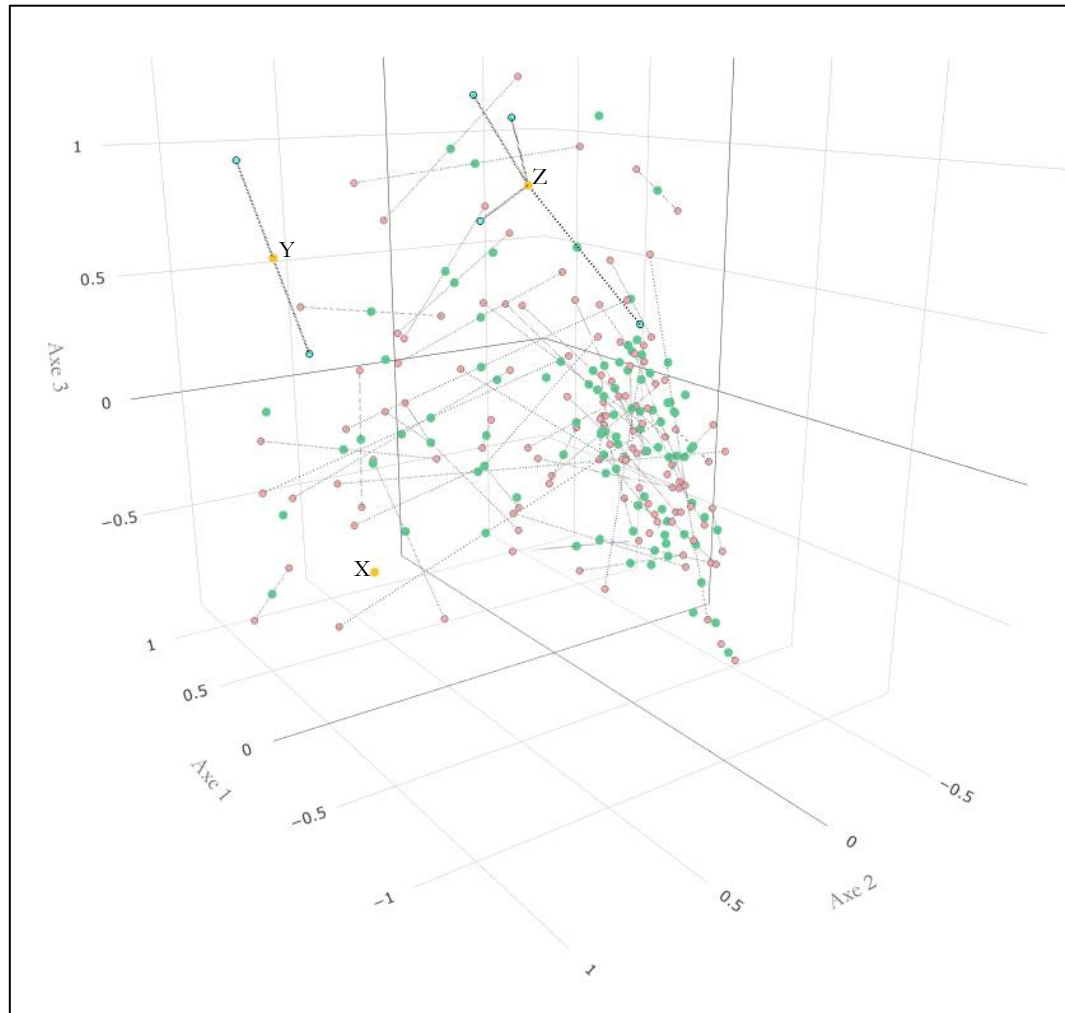
De cette façon, à partir du nuage des individus, il est possible d'en déduire un nuage exclusivement composé des ménages et l'analyser en tant que tel. Cependant, la perspective que nous adoptons se rapproche *conceptuellement* d'une analyse multi-niveaux (Courgeau et Baccaïni 1997; Courgeau 2004; Snijders et Bosker 2003), où les ménages sont pensés à la fois comme un des niveaux d'agrégation et de conditionnement des individus. Ainsi, la *classe inductive* d'un individu peut être établie également à partir de la position des ménages³⁵³.

³⁵² Notons qu'il est possible, si cela se montre pertinent au sein d'une étude en particulier, de repondérer la contribution de chaque individu membre d'un ménage à la position finale du ménage dans l'espace construit en fonction d'un critère jugé pertinent par le chercheur ou la chercheuse – par exemple : sa part dans le revenu total du ménage, l'âge, le niveau d'études, temps de travail hebdomadaire (emploi rémunéré + tâches ménagères), etc. Dans notre étude, les individus qui composent un ménage (c'est-à-dire, les personnes âgées de 25-64 en emploi) seront traités de manière équitable. Ce choix est motivé par le fait que notre étude mobilise des nomenclatures de classe basées exclusivement sur le revenu et des nomenclatures qui utilisent indirectement le niveau d'études dans sa construction et, ainsi, nous avons choisi de ne pas utiliser ces éléments dans la structuration de l'espace.

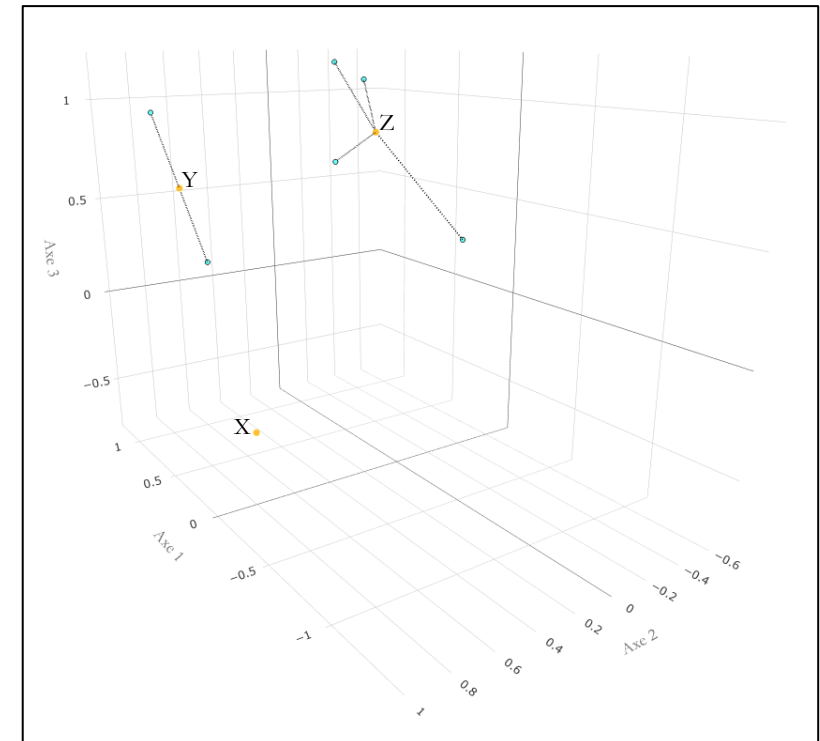
³⁵³ Or, dans le cas de la construction d'un *espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil*, on pourrait objecter à notre stratégie que, comme le PNAD est une enquête réalisée sur la base d'un échantillon de ménages et étant donné que les coefficients de pondération des individus sont équivalents aux coefficients de pondération des ménages, nous produirons une surreprésentation des ménages disposant de plusieurs personnes âgées de 25-64 ans en emploi. Ainsi, malgré le fait que 39,4% des ménages soient localisés dans une *région métropolitaine*, c'est le cas de 31,4% des individus (PNAD 2015). Ceci pourrait, peut-être, représenter un problème si nous avions placé notre analyse *strictement* au niveau des individus et, à partir de ces informations, extrapoler certaines caractéristiques relatives aux ménages. Mais ce n'est absolument pas le cas, comme nous l'avons indiqué.

Figure 15 – Positionnement des individus et des ménages au sein d'un espace social hypothétique

A | Projection conjointe des ménages et des individus qui les composent



B | Projection de trois ménages sélectionnés



● Ménages
● Individus

Source : Élaboré par l'auteur.

Lecture : La position des ménages (points verts ou jaunes) au sein de l'espace correspond au barycentre de la position de ses membres (points corail ou bleu ciel). Lorsque le ménage n'est composé que d'un individu (X), la position du ménage équivaut à celle de l'individu.

Notons encore que cette perspective nous ouvre la possibilité de penser l'homogénéité de la composition des ménages au travers de l'écart entre les positions des individus et celle du barycentre du ménage. Cet écart peut être envisagé sous l'angle d'une variance pondérée qui peut être calculée de la manière suivante :

$$V_m = \frac{1}{\lambda} \sum_{a=1}^A \left(\frac{\sum_{i=1}^I (c_{ima} - \bar{c}_{ma})^2}{n_m} \right) \lambda_a$$

où : c_{ima} est la coordonnée de l'individu i membre du ménage m sur l'axe a ;

\bar{c}_{ma} est la coordonnée du point moyen du ménage m sur l'axe a ;

n_m est le nombre total de membres du ménage m ;

λ_a est la variance (valeur propre) de l'axe a ;

λ est la variance totale (valeur propre) du nuage : $\lambda = \sum_{a=1}^A \lambda_a$.

Certes, le type d'information statistique dont nous disposons ne nous permet pas une analyse approfondie des différences entre les pratiques « individuelles » des membres d'un même ménage – à l'image de l'étude réalisée par Elizabeth Silva et Brigitte Le Roux sur les pratiques culturelles des couples au Royaume-Uni (E. B. Silva et Le Roux 2011). Cependant, la dispersion moyenne des membres d'un même ménage varie selon la position du ménage au sein de l'espace construit, ce qui nous permet de penser en termes relativement nouveaux l'homogénéité de la composition d'un ménage et des couples.

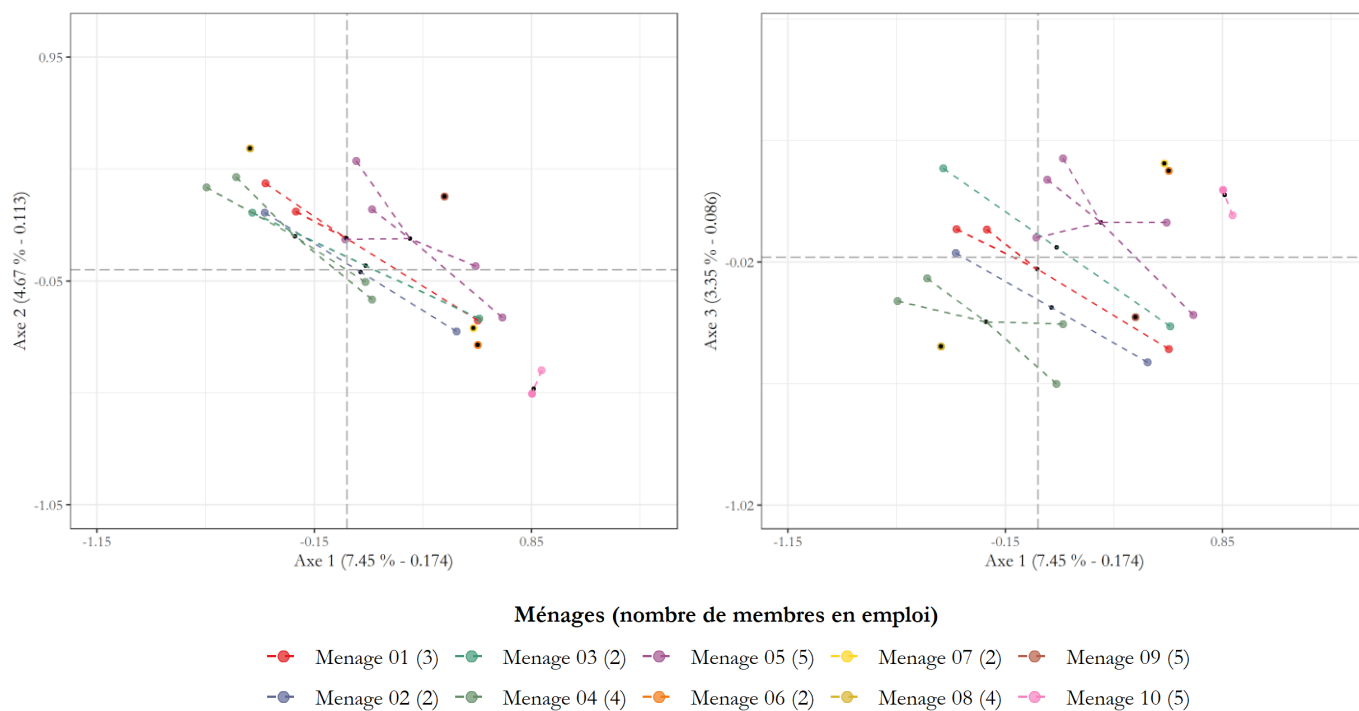
4.5.1. Un espace de ménages

En suivant cette perspective, lorsque nous nous intéressons au nuage des ménages – c'est-à-dire lorsque nous construisons le nuage des barycentres des ménages –, les différences en termes de composition et l'hétérogénéité des positions des individus membres d'un même ménage sautent aux yeux. D'abord, une partie non-négligeable des ménages (35,6%) ne dispose que d'une personne âgée de 25 à 64 ans en emploi, situation particulièrement importante parmi les *vulnérables* (CM 3) et les *ouvrier·ère·s* (CM 4), parmi qui cette situation concerne 45,4% et 42,7% respectivement. Mais nous trouverons également, encore que de manière marginale, des ménages composés de plusieurs personnes en emploi, dont 2,3% comprennent 4 personnes et plus.

Parmi les ménages comprenant deux individus en emploi et plus, les distances qui séparent ses membres peuvent varier de manière considérable, comme nous pouvons en avoir un aperçu

sur le Graphique 25. En effet, nous pouvons y voir que, indépendamment du nombre de personnes qui constituent un ménage, les ménages 1-5 sont composés d'individus situés dans des positions relativement distantes de l'espace construit, alors que les membres des ménages 6-10 se situent assez proches les uns des autres. La distance totale entre les individus membres d'un ménage peut être prise, nous semble-t-il, comme un indicateur d'homogamie. Mais il est difficile, compte tenu du volume des informations, de produire une projection utile à l'interprétation de ce phénomène.

Graphique 25 – Échantillon de 10 ménages – Plan 1-2 et Plan 1-3



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Les valeurs de V_m varient entre 0 et $0,1063^{354}$. En comparant ces valeurs au sein des classes d'individus issues de la Classification Mixte (CM), nous pouvons voir que ce sont dans les régions « extrêmes » de l'espace que nous retrouvons les ménages les moins éclatés : parmi les *Paysan·ne·s* (CM 2), V_m vaut 0,0159 ; parmi les *Favorisé·e·s* (CM 6), il est de 0,0173. En contrepartie, c'est parmi les *Ouvrier·ère·s* (CM 4) que nous trouvons les ménages dont les membres sont en moyenne plus écartés ($V_m = 0,0194$).

³⁵⁴ En termes de valeurs centrées et réduites, V_m varie entre -1,817 et 9,066.

Tableau 28 – Valeurs moyennes de V_m selon les catégories CASMIN-16 de la personne de référence du ménage et de son ou sa conjointe et valeurs moyennes de V_m pour l'ensemble de la catégorie

	Conjoint·e ²																	Moyenne globale ¹
	I. Professions libérales et administratives, haut niveau	II. Professions libérales et administratives, bas niveau	IIIa. Non-manuel de routine, haut niveau	IIIb. Non-manuel de routine, bas niveau	IVa. Petits propriétaires, employeurs	IVb. Petits indépendants, sans salariés	IVc1. Petit propriétaires ruraux, employeurs	V. Techniciens et contremaîtres dirigeant des ouvriers	VIa. Manuels qualifiés, industrie moderne	VIb. Manuels qualifiés, industrie traditionnelle	VIc. Manuels qualifiés, services	VIIa1. Manuels non-qualifiés, industrie	VIIa2. Manuels non-qualifiés, services	VIIa3. Manuels non-qualifiés, service domestique	VIIa4. Manuels non-qualifiés, vendeurs de rue	VIIb. Travailleurs manuels ruraux		
Personne de référence du ménage ²	I. Professions libérales et administratives, haut niveau	0,0150 1,64%	0,0159 0,69%	0,0162 1,27%	0,0167 0,47%	0,0152 0,30%	0,0234 0,16%	0,0176 0,01%	0,0197 0,15%	0,0166 0,06%	0,0205 0,08%	0,0216 0,17%	0,0178 0,06%	0,0172 0,09%	0,0174 0,10%	0,0246 0,06%	0,0183 0,12%	0,0174
	II. Professions libérales et administratives, bas niveau	0,0160 0,52%	0,0140 0,80%	0,0156 1,28%	0,0157 0,64%	0,0151 0,22%	0,0231 0,17%	0,0188 0,00%	0,0220 0,12%	0,0160 0,10%	0,0209 0,13%	0,0209 0,25%	0,0195 0,10%	0,0177 0,17%	0,0194 0,16%	0,0248 0,10%	0,0231 0,06%	0,0175
	IIIa. Non-manuel de routine, haut niveau	0,0167 0,55%	0,0161 0,66%	0,0152 2,17%	0,0164 1,02%	0,0153 0,23%	0,0243 0,27%	0,0178 0,01%	0,0195 0,21%	0,0164 0,28%	0,0199 0,29%	0,0209 0,46%	0,0186 0,22%	0,0170 0,47%	0,0191 0,43%	0,0243 0,16%	0,0218 0,18%	0,0180
	IIIb. Non-manuel de routine, bas niveau	0,0168 0,24%	0,0162 0,41%	0,0163 1,20%	0,0151 1,62%	0,0146 0,21%	0,0230 0,34%	0,0174 0,00%	0,0201 0,16%	0,0168 0,24%	0,0200 0,38%	0,0212 0,62%	0,0187 0,26%	0,0177 0,59%	0,0188 0,84%	0,0241 0,21%	0,0219 0,12%	0,0181
	IVa. Petits propriétaires, employeurs	0,0152 0,43%	0,0141 0,53%	0,0148 0,96%	0,0137 0,93%	0,0101 1,49%	0,0169 0,17%	0,0130 0,01%	0,0181 0,08%	0,0149 0,05%	0,0163 0,15%	0,0164 0,24%	0,0168 0,08%	0,0165 0,13%	0,0159 0,20%	0,0169 0,09%	0,0208 0,08%	0,0144
	IVb. Petits indépendants, sans salariés	0,0193 0,15%	0,0196 0,21%	0,0198 0,62%	0,0139 1,24%	0,0157 0,09%	0,0108 1,06%	0,0130 0,00%	0,0199 0,08%	0,0230 0,09%	0,0185 0,22%	0,0168 0,33%	0,0210 0,14%	0,0215 0,25%	0,0190 0,30%	0,0138 0,18%	0,0162 0,16%	0,0189
	IVc1. Petit propriétaires ruraux, employeurs	0,0170 0,05%	0,0159 0,05%	0,0168 0,14%	0,0178 0,04%	0,0157 0,04%	0,0200 0,05%	0,0099 0,02%	0,0221 0,01%	0,0156 0,00%	0,0197 0,02%	0,0182 0,04%	0,0207 0,01%	0,0169 0,02%	0,0168 0,02%	0,0188 0,02%	0,0139 0,38%	0,0161
	V. Techniciens et contremaîtres dirigeant des ouvriers	0,0173 0,13%	0,0172 0,16%	0,0170 0,52%	0,0170 0,38%	0,0178 0,06%	0,0231 0,12%	0,0237 0,00%	0,0144 0,20%	0,0194 0,06%	0,0205 0,20%	0,0202 0,26%	0,0189 0,10%	0,0187 0,21%	0,0184 0,46%	0,0220 0,08%	0,0219 0,11%	0,0195
	VIa. Manuels qualifiés, industrie moderne	0,0160 0,17%	0,0167 0,34%	0,0167 1,28%	0,0169 1,08%	0,0147 0,11%	0,0237 0,31%	0,0201 0,00%	0,0196 0,15%	0,0130 0,25%	0,0199 0,50%	0,0211 0,81%	0,0181 0,24%	0,0184 0,52%	0,0191 1,21%	0,0227 0,25%	0,0234 0,19%	0,0188
	VIb. Manuels qualifiés, industrie traditionnelle	0,0192 0,06%	0,0181 0,12%	0,0178 0,59%	0,0180 0,65%	0,0149 0,06%	0,0211 0,35%	0,0221 0,00%	0,0190 0,11%	0,0195 0,13%	0,0163 0,96%	0,0190 0,76%	0,0182 0,34%	0,0182 0,83%	0,0173 2,16%	0,0186 0,27%	0,0209 0,48%	0,0191
	VIc. Manuels qualifiés, services	0,0193 0,06%	0,0194 0,10%	0,0181 0,31%	0,0177 0,38%	0,0163 0,05%	0,0218 0,11%	0,0142 0,00%	0,0216 0,08%	0,0204 0,18%	0,0200 0,27%	0,0169 0,40%	0,0192 0,19%	0,0193 0,34%	0,0201 0,35%	0,0235 0,08%	0,0212 0,17%	0,0201
	VIIa1. Manuels non-qualifiés, industrie	0,0165 0,09%	0,0168 0,19%	0,0166 0,76%	0,0171 0,75%	0,0171 0,07%	0,0239 0,28%	0,0133 0,00%	0,0204 0,12%	0,0161 0,09%	0,0191 0,49%	0,0202 0,65%	0,0144 0,56%	0,0183 0,57%	0,0181 1,56%	0,0221 0,25%	0,0223 0,44%	0,0187
	VIIa2. Manuels non-qualifiés, services	0,0159 0,14%	0,0169 0,33%	0,0165 1,44%	0,0167 1,26%	0,0156 0,12%	0,0234 0,47%	0,0157 0,00%	0,0204 0,17%	0,0177 0,16%	0,0201 0,74%	0,0200 1,03%	0,0192 0,37%	0,0161 1,14%	0,0186 1,89%	0,0220 0,36%	0,0221 0,56%	0,0188
	VIIa3. Manuels non-qualifiés, service domestique	0,0176 0,03%	0,0171 0,08%	0,0169 0,37%	0,0178 0,46%	0,0180 0,04%	0,0238 0,15%	0,0196 0,00%	0,0196 0,09%	0,0187 0,24%	0,0184 0,57%	0,0203 0,39%	0,0186 0,38%	0,0181 0,65%	0,0177 1,39%	0,0213 0,16%	0,0202 0,38%	0,0191
	VIIa4. Manuels non-qualifiés, vendeurs de rue	0,0228 0,02%	0,0224 0,04%	0,0201 0,14%	0,0208 0,14%	0,0158 0,02%	0,0155 0,10%	0,0265 0,00%	0,0205 0,04%	0,0223 0,06%	0,0184 0,11%	0,0181 0,13%	0,0201 0,08%	0,0211 0,13%	0,0178 0,21%	0,0110 0,45%	0,0177 0,09%	0,0195
	VIIb. Travailleurs manuels ruraux	0,0190 0,09%	0,0204 0,10%	0,0181 0,77%	0,0188 0,32%	0,0177 0,05%	0,0185 0,40%	0,0149 0,01%	0,0189 0,09%	0,0211 0,03%	0,0188 0,35%	0,0180 0,73%	0,0177 0,32%	0,0181 0,65%	0,0170 1,57%	0,0176 0,39%	0,0126 11,65%	0,0150

Source: Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ¹: Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Lecture¹: Parmi les individus faisant partie de la classe Professions libérales et administratives, haut niveau le V_m moyen est de 0,0174.

Champ²: Ensemble des couples dont les membres sont âgés de 25 à 64 ans en emploi et résident au sein du même logement.

Lecture²: Parmi les couples dont la personne de référence du ménage et son ou sa conjointe font partie de la classe Professions libérales et administratives, haut niveau (1,64% des cas) le V_m moyen est de 0,0150.

Avec l'usage de catégories plus fines, cette différence de l'éclatement de la composition des ménages selon les différents milieux sociaux est encore plus visible. Le Tableau 28 présente les valeurs centrées et réduites de V_m selon les catégories de la nomenclature CASMIN-16. Les valeurs de V_m au sein des catégories de la CASMIN montrent bien cette différence d'« éclatement » que nous trouvons au sein de notre population. À nouveau, ce sont parmi les catégories liées au milieu rural (V_m moyen de 0,0161 pour les *Petits propriétaires ruraux, employeurs*) et aux milieux favorisés (V_m moyen de 0,0174 pour les *Professions libérales et administrées, haut niveau*) que les ménages sont en moyenne les moins éclatés ; à l'inverse, ce sont les ménages des catégories situées dans la région centrale de notre espace qui présentent l'éclatement moyen le plus important (V_m moyen de 0,0201 pour les *Manuels qualifiés, services*).

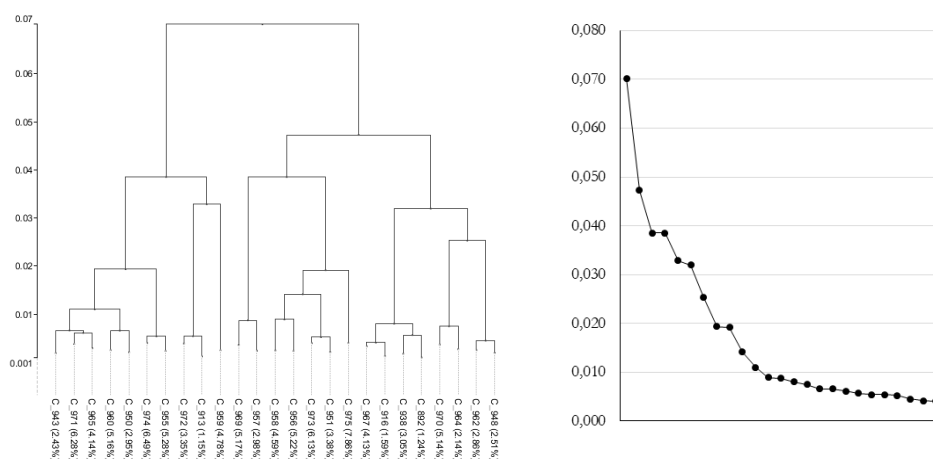
Nous pouvons voir également que, parmi les ménages formés d'un couple en emploi, les situations « d'homogamie » sont celles où nous retrouvons le plus souvent une distance très réduite entre les membres du ménage. Mais, et c'est en partie l'intérêt de V_m , nous pouvons voir que certaines situations « d'hétérogamie » présentent une valeur de V_m inférieure à des situations d'« homogamie ». C'est-à-dire, dans certains cas « d'hétérogamie », les individus qui forment le couple occupent des positions très proches au sein de l'espace : un couple composé d'une personne de référence du ménage, classée au sein des *Manuels qualifiés, industrie moderne*, et de son ou sa conjointe, classée au sein des *Professions libérales et administratives, haut niveau*, présentent un V_m moyen de 0,0160, alors qu'un couple composé de deux membres des *Manuels qualifiés, services* présente un V_m moyen de 0,0169.

Il ne s'agit pas de développer ici une analyse plus détaillée de l'homogamie au sein de notre population, ni de tirer toutes les conséquences d'une analyse de V_m , mais d'attirer l'attention sur un phénomène important : lorsque nous passons du nuage des individus au nuage des ménages, il est normal que nous assistions à une « concentration » du nuage (qui s'exprime dans la réduction de la variance globale), mais cette concentration n'impacte pas de manière identique toutes les régions du nuage, les ménages des « régions centrales » étant, dans ce cas, plus touchés. Ainsi, malgré la proximité de la forme du nuage des individus et du nuage des ménages (voir l'Annexe, p. 353 *et seq.*), non seulement le nuage des ménages présente une variance inférieure à celui des individus ($\lambda = 2,209$), mais aussi l'unidimensionnalité y est renforcée, les axes 1 et 2 contribuant à 82,3% ($\lambda_1 = 0,164$) et 14,51% ($\lambda_2 = 0,103$) de la variance modifiée respectivement. L'axe 3, quant à lui, a une variance (λ_3) de 0,074, ce qui correspond à un taux modifié de 1,7%.

4.5.2. Des classes de ménages

Nous avons appliqué au nuage des ménages la même stratégie de classification utilisée pour le nuage des individus. Comme nous pouvons le voir (Figure 16), tout comme au sein du nuage des individus, c'est seulement à partir d'une partition en douze classes que les valeurs des indices de niveau se stabilisent. Cependant, à la différence du nuage des individus, il est plus pertinent de partitionner le nuage en cinq classes (Graphique 26), qui sont capables d'expliquer un peu plus d'un quart de la variance du nuage ($\eta^2 = 0,258$). Ces classes possèdent des caractéristiques assez proches de celles observées sur le nuage des individus.

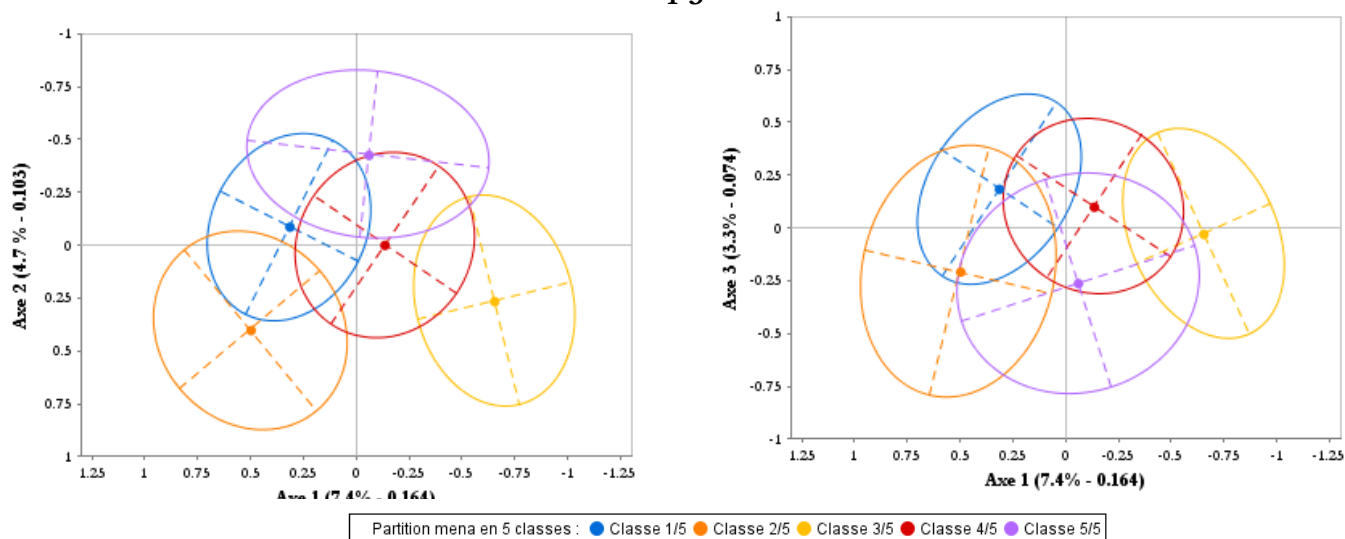
Figure 16 – Dendrogramme et indices de niveau (ménages)



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Graphique 26 – Ellipses de concentration des 5 classes de ménages dans les plans 1-2 et 1-3



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Tout comme les classes d'individus, les classes de ménages présentent des variances qui évoluent dans des directions distinctes de l'espace et les écarts entre leurs points moyens sur les trois premiers axes sont en général suffisamment grands. C'est parce que la *Classe 1* et la *Classe 4* sont très proches sur le *Plan 2-3* (Tableau 21 ; Annexe, p. 354 *et seq.*) qu'elles présentent des ressemblances assez fortes en termes d'ancrage et d'allocation de temps.

Tableau 29 – Écart entre les points moyens des classes sur les axes 1, 2 et 3

	Classe 1	Classe 2	Classe 3	Classe 4	Classe 5	
Classe 1	0					<i>Axe 1</i>
Classe 2	0,459	0				
Classe 3	2,374	2,833	0			
Classe 4	1,097	1,557	1,277	0		
Classe 5	0,923	1,383	1,451	0,174	0	
Classe 1	0					<i>Axe 2</i>
Classe 2	1,546	0				
Classe 3	1,092	0,454	0			
Classe 4	0,276	1,270	0,816	0		
Classe 5	1,034	2,580	2,126	1,310	0	
Classe 1	0					<i>Axe 3</i>
Classe 2	1,406	0				
Classe 3	0,724	0,682	0			
Classe 4	0,328	1,078	0,396	0		
Classe 5	1,637	0,231	0,913	1,308	0	

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Comme nous avons déjà détaillé les classes d'individus et que les classes de ménages sont dérivées de ces classes, nous nous limitons à une présentation rapide de chacune des cinq classes de ménages qui composent l'espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil.

La *Classe 1* (25,1%, $\lambda = 0,175$) regroupe le ménages des *Cols blancs* ; elle est composée à 87% d'individus issues de la classe des *Employé·e·s* (soit 94% de cette dernière) ; 6% sont issues de la classe des *Ouvrier·ère·s* (soit 14% de cette dernière), notamment ceux et celles exerçant des fonctions de supervision.

La *Classe 2* (13,3%, $\lambda = 0,117$) est constituée à 93% par des membres provenant de la classe des *Favorisé·e·s* (97% de cette dernière) et 3,4% sont des *Ouvrier·ère·s* (4% de cette dernière).

La *Classe 3* (14,2%, $\lambda = 0,105$), quant à elle est formée par les ménages *Ruraux* et est composée à 88,7% de *Paysan·ne·s* (98,4% de cette dernière classe) et à 8,7% d'*Ouvrier·ère·s* (10,5% de cette classe).

La *Classe 4* (30,7%, $\lambda = 0,210$) est une classe qui regroupe les ménages des *Travailleur·euse·s urbain·e·s précaires*, la plupart de ses membres (88,7%) sont des *Indépendant·e·s précaires* (98,4% de cette dernière classe), mais elle est également composé d'*Ouvrier·ère·s* et d'*Employé·e·s*, notamment les plus démunies.

Finalement, la *Classe 5* (16,6%, $\lambda = 0,160$) est de composition plus hétérogène, mais qui peut être interprétée comme une classe des *Cols bleus*. En effet, elle représente l'agrégation de 73,4% des *Vulnérables* et de 68,4% des *Ouvrier·ère·s*, qui représentent 51,7% et 45,4% des *Cols bleus* respectivement.

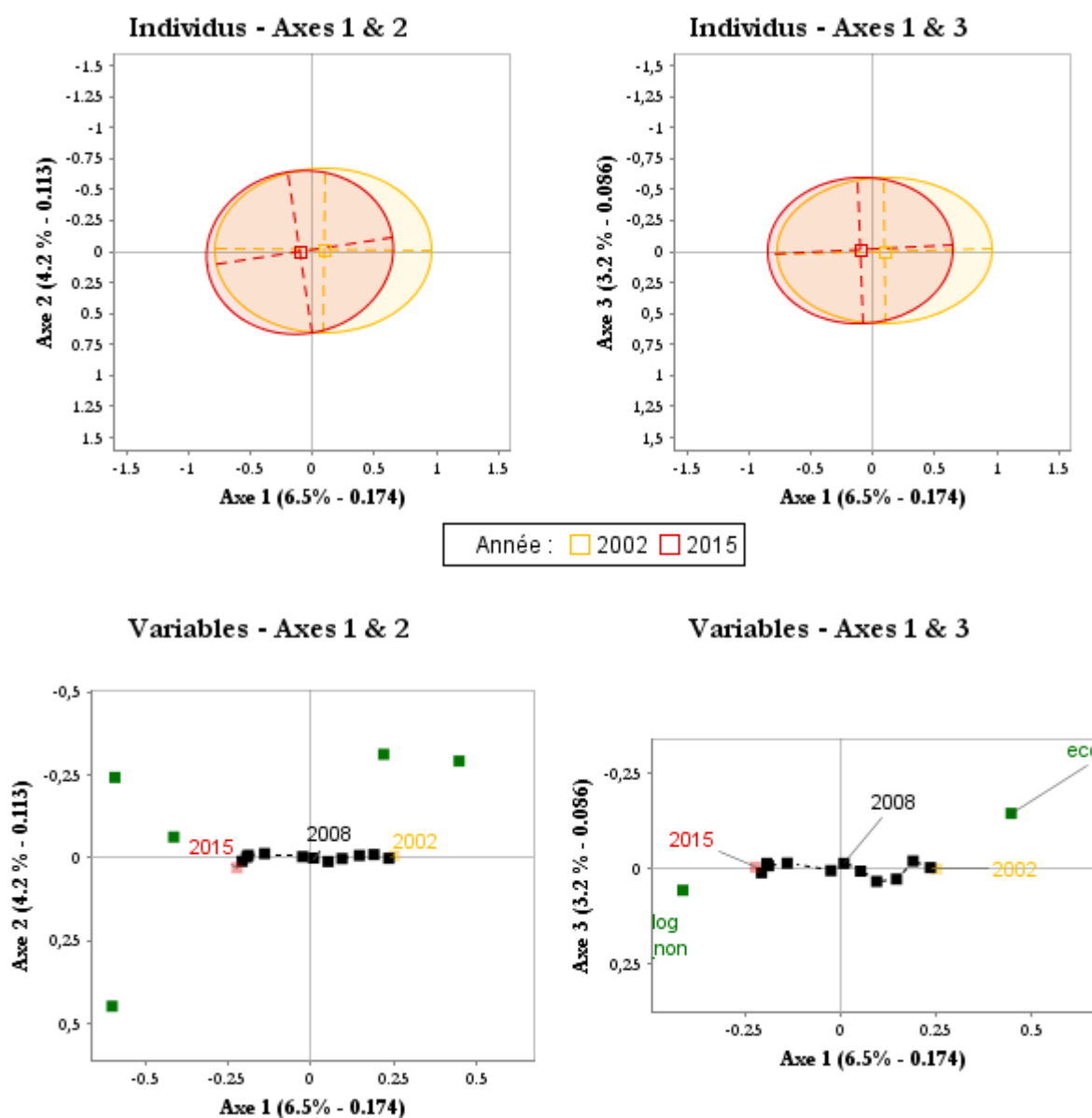
4.6. L'évolution temporelle de l'espace

Pour analyser l'évolution temporelle au sein de l'ADG, il existe *grosso modo* trois approches, relativement semblables. La première consiste à réaliser l'ACM des informations concernant le moment initial t et à projeter sur cet espace, en tant qu'élément supplémentaire, les informations relatives aux moments subséquents ($t+1, t+2, \dots, T$). La deuxième approche consiste à se baser sur les informations concernant le moment final T et à projeter sur cet espace, en tant qu'élément supplémentaire, les informations relatives aux moments précédents ($T-1, T-2, \dots, t$). Finalement, nous pouvons construire un seul espace avec l'ensemble des informations et analyser les sous-espaces annuels. Ainsi que les problématiques des « origines » et des « destinées » au sein de l'analyse des tableaux de mobilité sociale, le choix entre les deux premières approches dépend du phénomène que le chercheur ou la chercheuse veut mettre au premier plan. Ces deux premières approches sont aussi davantage priorisées lorsque nous retrouvons une hétérogénéité importante entre les moments qui composent la série. La troisième approche, par conséquent, présuppose que la série ne soit pas trop écartée dans le temps ni qu'elle comporte des « ruptures » drastiques. Si elle ne nous oblige pas à choisir lequel des espaces (t ou T) sera privilégié, les distances sont dans cette approche relativement « compressées ». C'est dans cette dernière perspective que nous nous plaçons³⁵⁵.

³⁵⁵ L'analyse de l'évolution est un sujet en soit et sera développé plus longuement ailleurs, pour un raison de cohérence globale de l'étude.

Entre 2002 et 2015 nous observons trois phénomènes liés à l'évolution des inégalités. Premièrement, pendant cette période nous observons (Graphique 27) que les sous-nuages annuels occupent des positions différentes à l'intérieur et que les barycentres de ces nuages se déplacent légèrement au long de cette période dans la direction d'une plus grande assurance économique. Ce déplacement peut être interprété comme une amélioration généralisée des conditions économiques pendant les années 2002-2015, puisque la position du barycentre des nuages se déplace sur l'axe 1 de l'espace, mais oscille autour de l'axe 2 et de l'axe 3. Ce constat rejoint ce que nous avons pu discuter dans le chapitre précédent lorsque nous analysons chacune des composantes de l'espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil.

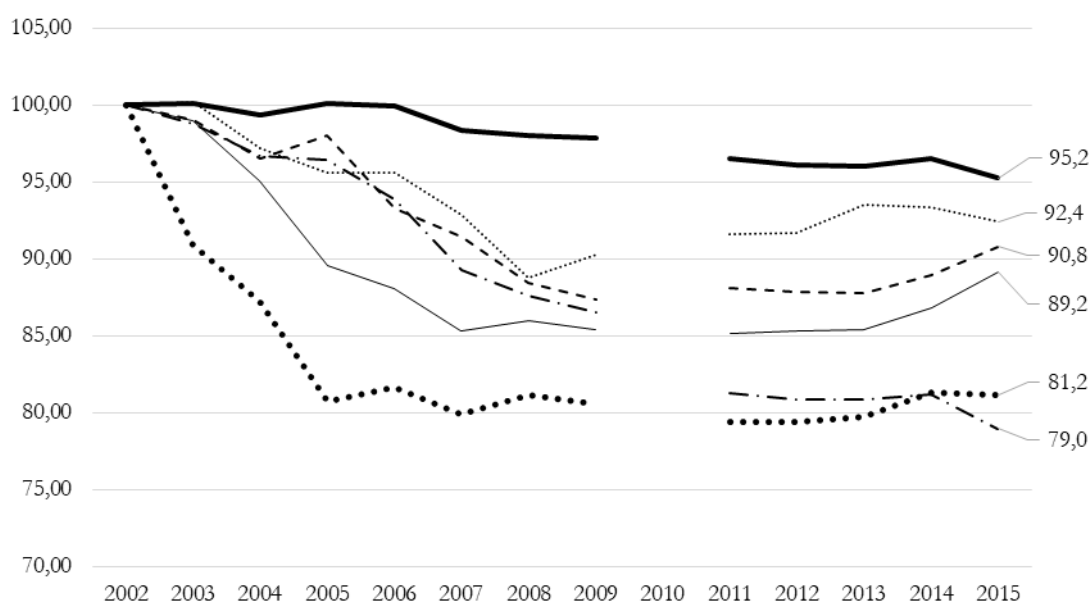
Graphique 27 – Ellipses de concentration et barycentres des sous-nuages annuels, 2002-2015



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.
 Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Le deuxième phénomène observé est une réduction consécutive de la variance totale des sous-nuages entre 2002 et 2015 (Graphique 28), qui est passé de 2,714 au début de la période et atteindra 2,585 à fin de la période (soit $- 4,8\%$). Là aussi cette réduction est beaucoup plus importante sur les deux premiers axes (qui sont ceux qui contribuent le plus à la variance totale du nuage). Cette réduction de la variance indique qu'au cours des 15 premières années du 21^{ème} siècle, le « volume » du nuage a diminué, ce qui peut être interprété comme un indicateur de la réduction de l'ensemble des inégalités sociales. Notons que c'est surtout la réduction des inégalités liées à l'insertion professionnelle des individus et d'un plus grand ancrage des individus au sein de leurs milieu qui contribuent fortement à la réduction des inégalités en général (ensemble, l'Axé 1 et l'Axé 2 sont les responsables de près d'un cinquième de la réduction des inégalités)

Graphique 28 – Variance (valeurs propres) des nuages annuels, 2002-2015*



*2002 = 100

— Variance totale du nuage — · — Axe 1 ······ Axe 2 ——— Axe 3 - - - - - Axe 4 ········ Axe 5

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

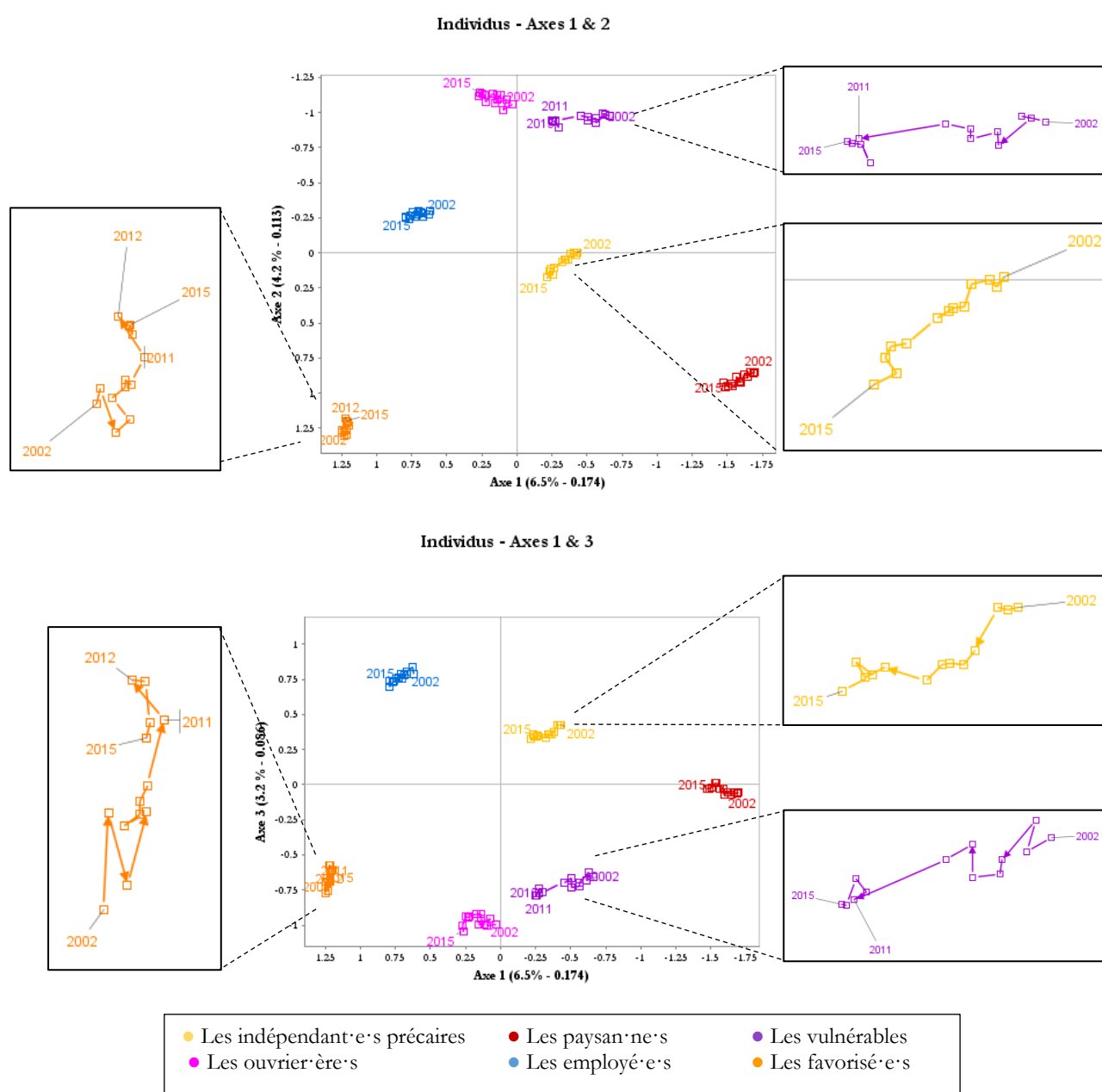
Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Lecture : Entre 2002 et 2015, la variance totale du nuage a été réduite de 4,8%, alors que la variance de l'Axé 1 a été réduite de 21%

Le troisième phénomène observé est la trajectoire des différentes classes d'individus appartenant aux différents milieux sociaux au long de la période 2002-2015 (Graphique 29). En

effet, si le groupe des *Indépendant·e·s précaires* présente une amélioration de ses positions presque continue sur les trois premiers axes de l'ACM, cela n'est pas le cas pour les *Vulnérables* (chez qui, par exemple, les questions d'ancrage ont été moins importantes) et mais aussi chez les *Favorisé·e·s*, qui présentent une situation de stagnation voire de dégradation des positions qu'ils·elles occupaient au début de la période. Aussi, lorsque que nous nous intéressons aux distances qui séparent les barycentres de 2002 et 2015, il existe un effet de « rattrapage » concernant particulièrement les *Vulnérables* sur l'Axé 1et les *Indépendant·e·s précaires* sur l'Axé 2.

Graphique 29 – L'évolution des classes dans l'espace et dans la durée (2002-2015), Plan 1-2 et Plan 1-3



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.
Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Notons cependant, que la classe des *Favorisé·e·s* est celle qui présente une évolution « positive » sur l'axe 3, c'est-à-dire, qu'au moins entre 2002 et 2012, c'est la classe qui se déplace dans la direction des emplois disposant d'une journée de travail plus longue mais unique, alors que les autres classes ont expérimenté, avec des intensités différentes, un déplacement plutôt dans la direction des journées de travail plus fragmentées et multiples.

Ainsi, sur la période 2002-2015, nous observons à la fois une petite amélioration généralisée des conditions de vie et d'emploi et une moindre réduction des inégalités. Cependant, la manière dont les différents groupes sociaux ont vécu ce processus n'est pas homogène : les groupes le mieux positionnés ont vu leurs positions stagner ou, encore, se dégrader au long de la période, alors que les groupes occupant des positions plus précaires ont vécu une amélioration constante de leurs positions, même si cela ne se fait pas avec la même intensité et sur les mêmes domaines pour tous ces groupes.

4.7. Conclusion

Dans ce chapitre nous avons présenté l'*espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil*, dont les trois premiers axes factoriels ont été l'objet d'une analyse détaillée. Nous avons vu, ainsi, que cet espace est marqué par la force d'un axe lié à l'*assurance économique*, qui oppose les formes extrêmes d'existence, à savoir, celle des petits paysans des régions les plus reculées du milieu rural et celle des professions libérales les mieux dotées en capitaux et résidant dans les grands centre urbains. Le deuxième axe de cet espace est lié à l'*ancrage* des individus au sein de leurs métiers et de la ville de résidence et est fortement associé au cycle de vie des individus. Le troisième axe exprime l'*allocation du temps* des individus, distinguant essentiellement les individus dont le ou les emplois absorbent beaucoup d'heures hebdomadaires, des individus dont les tâches domestiques occupent une place importante de leur emploi du temps. Nous avons également vu que cet espace est marqué par la juxtaposition de différents milieux et que, dans une certaine mesure, les individus y sont distribués selon le volume et la composition de leur capital total.

Ensuite, nous avons analysé les structures des sous-nuages rural et urbain, montrant que, s'ils sont structurés par des forces semblables à celles du nuage global, ces forces se matérialisent de formes assez différentes : la précarité du logement et les longs trajets entre la résidence et le travail sont des facteurs plus importants en milieu urbain qu'en milieu rural ; l'existence de logements très peu équipés et dont les membres du ménage ne sont ni propriétaires, ni locataires, sont des phénomènes plus importants en milieu rural. De plus, nous avons également vu que les différences

régionales, aussi importantes soient elles, sont moindres que celles qui séparent le monde rural et urbain.

Enfin, nous avons proposé et décrit le partitionnement de cet espace en six classes d'individus : 1) les indépendant·e·s précaires, 2) les paysan·ne·s, 3) les vulnérables, 4) les ouvrier·ère·s, 5) les employé·e·s, et 6) les favorisé·e·s. De même, nous avons proposé une stratégie originale pour construire, à partir du nuage des individus, un nuage des ménages et, ainsi, nous avons proposé le partitionnement de cet espace en cinq classes de ménages : 1) les ménages des Cols Blancs, 2) les favorisé·e·s, 3) les ménages ruraux, 4) les ménages des travailleur·euse·s urbain·e·s précaires, et 5) les ménages des Cols Bleus.

Nous pouvons observer que ces classes, définies « sur le papier » et construites de manière inductive, synthétisent de manière cohérente l'ensemble des informations disponibles au sein des PNADs et nous permettent de saisir de manière générale les inégalités face aux conditions de vie et d'emploi, aussi bien pour les personnes prises en tant qu'individus, qu'en tant que membres d'un ménage.

En ce qui concerne l'évolution temporelle des conditions de vie et d'emploi au Brésil, le dispositif d'analyse utilisé permet de voir comment, au cours de la période analysée, trois phénomènes opèrent simultanément : un déplacement global du nuage dans la direction d'une amélioration des conditions générales de vie et d'emploi ; une réduction de la variance totale du nuage, particulièrement une réduction de la variance de l'Axé 1 et de l'Axé 2 ; et une évolution distincte des barycentres des différentes classes, les classes occupant en début de période des positions plus précaires et moins ancrées dans leurs milieux sociaux, vont se rapprocher des classes les mieux positionnées sans, pour autant, réussir à les « rattraper ». Cet effet de « rattrapage », cependant, va être lié à des emplois disposant d'une journée de travail plus fragmentée et multiple.

Chapitre 5 : L'ajustement entre classes et classifications

On sait que dans toute distribution des êtres naturels, soit méthodique, soit systématique, il est indispensable de partager la série que présente cette distribution, en plusieurs sortes de divisions déterminées par des caractères bien circonscrits ; afin de faciliter la connaissance des êtres que cette distribution comprend, et d'offrir en outre à l'imagination les points de repos nécessaires pour aider à bien saisir toutes les portions de l'ordre entier, et même à les embrasser comme d'un coup d'œil.

(Lamarck, « Classes », 1786)

Vous êtes un type embêtant. / À tous les autres types vous ressemblez. / Et en étant un type qui assimile autant d'autres types / vous êtes devenu un type que personne n'est capable d'oublier. / Un type zéro, un type nul.

Quand vous arrivez dans le salon de fêtes / et que vous vous mélangez à la foule / votre type est tout de suite repéré / et tout le monde est étonné / que votre type ne peut pas être classé / et vous devenez un type qui n'a pas de classe.

(Noel Rosa, *Tipo Zero*, 1934)

Dans le *Chapitre 2* nous avons présenté les différents « schémas de classe » et nous avons juxtaposé les différentes vues d'ensemble de la société brésilienne qu'ils produisent. Cette juxtaposition, cependant, n'a permis qu'une comparaison trop restreinte des nomenclatures de classes sociales en raison du nombre réduit de variables que nous avons mobilisé et du caractère univarié ou bivarié de cette comparaison. Afin de dépasser ces limites et d'établir une comparaison empirique plus complète, nous nous penchons dans le présent chapitre sur le cadre analytique qui sera mobilisé dans une telle comparaison. D'abord, nous exposerons les enjeux épistémologiques et théoriques de la comparaison que nous proposons, en y situant notre perspective. Ensuite, nous aborderons la définition et l'interprétation de deux indicateurs d'association entre variables catégorielles, à savoir, le V de Cramér et le τ de Goodman & Kruskal. Enfin, nous présenterons les résultats de la comparaison de l'« ajustement » entre les différents « schémas de classe » et l'*espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil*.

5.1. Comparaison et validité des schémas de classe

Lorsque nous nous plongeons dans la vaste littérature de la *class analysis*³⁵⁶ nous pouvons vérifier que nombreux sont les sociologues partageant le constat que, dans une société de marché, un indicateur basé sur la profession exercée par un individu et le régime de son exercice serait celui le plus en mesure de synthétiser le parcours social de cet individu. Ceci car un tel indicateur exprimerait à la fois le processus d'acquisition des compétences et des certifications exigées pour l'exercice d'une activité professionnelle, les rétributions typiquement liées à cette activité (en termes monétaires, de pouvoir, honorifiques, etc.) et les perspectives d'avenir de leurs praticiens³⁵⁷. Cependant, cela ne veut absolument pas dire que ces indicateurs sont traités de la même manière, que les concepts sur lesquels ces indicateurs se fondent possèdent la même importance, ou encore que ces concepts occupent un même espace théorique (Goldthorpe 2007a; 2007b; Haller 2013;

³⁵⁶ Nous gardons l'expression en anglais en raison de l'importance de la production anglophone dans la construction de ce sous-domaine de la recherche. Bien évidemment, il englobe les œuvres de Erik Olin Wright, John Goldthorpe et leurs partenaires, mais il est composé également des contributions de Aege Sørensen, Alejandro Portes, Archibald Haller, Charles Tilly, Davi Grusky, David Rose, Kim Weeden, Michael Mann, Mike Savage, Otis Duncan, Peter Blau, Richard Breen, Robert Hauser, Rosemary Crompton, entre autres auteurs et autrices contemporaines.

³⁵⁷ Si nous regardons le recueil traitant de la stratification sociale organisé par David Grusky et Katherine Weisshaar (Grusky et Weisshaar 2014) – recueil assez représentatif des recherches académiques réalisées sur le sujet (notamment dans le monde anglophone) et qui mobilise plus d'une centaine d'auteur·trice·s sur une période de plus de 150 ans –, nous pouvons voir que *toutes* ces études passent, à un moment donné, par le prisme des professions et/ou de leur régime d'exercice. Nous observons le même constat lorsque nous nous penchons sur la production spécifiquement brésilienne (A. S. A. Guimarães 2002; Scalón et Figueiredo Santos 2010a; J. A. Figueiredo Santos et Scalón 2018). Et, bien que nous ne disposions pas à présent d'une révision systématique de la production relative aux classes sociales en France, l'importance de la PCS au sein des sciences sociales (et au-delà) est frappante et a été soulignée à maintes reprises (Desrosières et Thévenot 2002; Chauvel et al. 2002; Pierru et Spire 2008; Sinthon 2018, part. 1).

Wright 2005; 2015). Bien au contraire, étant donné que les classes sociales ont souvent chez ces auteurs une existence *théorico-logique* qui précède toute observation, la *class analysis* prend la forme d'un débat qui, sous certains aspects, se rapproche d'un genre de « querelle des anciens contre les modernes »³⁵⁸.

Ce sont précisément des exposés théorico-logiques, plus ou moins œcuméniques, que nous retrouvons dans les travaux qui proposent une comparaison entre différentes approches (Wright 2005; 2015; J. A. Figueiredo Santos 2002; 2004; Bertonecelo 2010a; Scalon et Figueiredo Santos 2010a; J. A. Figueiredo Santos et Scalon 2018; Grusky et Weisshaar 2014; Atkinson 2015; Connelly, Gayle, et Lambert 2016). Certes, la *class analysis* est marquée par une grande variété d'études empiriques interrogeant les plus diverses dimensions de l'existence sociale. Cependant, alors même qu'elles interrogent un même problème délimité dans le temps et dans l'espace, elles ne le font pas au travers des mêmes sources et/ou ne font pas référence à la même population. Ainsi, ces études montrent à maintes reprises la pertinence des différentes approches des classes sociales, mais leurs résultats empiriques ne permettent pas une véritable comparaison entre les différentes approches.

Ainsi, nous retrouvons au sein de la *class analysis* une tension entre, d'un côté, des études empiriques qui pourraient être placées au sein de ce que Christophe Bryant appelle le *positivisme instrumental* (Bryant 1985, chap. 5; 1989) – c'est-à-dire un type de recherche dont les objets sont délimités par les instruments de recherche disponibles et que cette autocontrainte traduit la volonté de se soumettre à une rigueur d'analyse comparable à celle qu'ils attribuent aux sciences naturelles – ; et, de l'autre côté, des études typiquement « scolastiques » (Bourdieu 1994, chap. 7; 2003) à la fois en raison de leurs problèmes de recherche et du *modus operandi* de leur production. Cette tension s'exprime dans l'importance accordée à la question de la « validité » dans l'analyse de la « chaîne

³⁵⁸ Un bon exemple de l'allure que le débat peut prendre est la polémique déroulée dans les pages de *Sociology* (mais non exclusivement) au long des années 1980-1990 au sujet de la pertinence de l'utilisation des informations relatives à la seule personne de référence du ménage pour synthétiser la position de classe de l'ensemble de leurs membres (Goldthorpe 1983; 1984; Stanworth 1984; Heath et Britten 1984; Erikson 1984; Dale 1985; Wright 1989; Graetz 1991; Erikson et Goldthorpe 1992a; Sørensen 1994; Baxter 1994; Zipp et Plutzer 1996). Comme le synthétisent plus tard Eric Plutzer et John Zipp, « (...) En dépit de la rhétorique et l'acrimonie du débat sur le moment, il est juste de conclure que (a) la profession du mari a un plus grand impact sur les maris et sur les femmes, mais que (b) la profession de la femme est importante non seulement pour elle-même, mais aussi (quoique dans une moindre mesure) pour son mari. (...) Les théoriciens conventionnels semblent être plus impressionnés par le point (a), l'impact dominant de la classe du mari, alors que les critiques du point de vue conventionnel fondent leurs positions sur le point (b), la classe des femmes est en quelque sorte importante. Donc, de manière assez ironique, les chercheurs [et les chercheuses] en stratification sociale se retrouvent davantage dans la position inconfortable de disposer des mêmes résultats pour soutenir ce qui apparaît comme des positions diamétralement opposées. » (2001, 27-28). En français, le lecteur retrouve un résumé de ce débat dans l'article de Louis-André Vallet (2001).

causale » qui essaye de relier des mesures empiriques de plus en plus fines à des problèmes théoriques de plus en plus généraux³⁵⁹.

5.1.1. La question de la validité

Du point de vue des chercheur·euse·s qui travaillent sur la *class analysis*, un problème fondamental, dans le type de travaux que nous effectuons, est celui d'évaluer le décalage entre des concepts formulés de manière hautement abstraite et les évidences empiriques dont on dispose. Dans le monde anglophone, ceci correspond à un sous-domaine de la recherche relatif à la *validité* [*validity*] soit d'un indicateur ou d'une variable mobilisés pour saisir *directement* un concept (*criterion-related validity*), soit d'un concept non-observable directement mais qui est capable d'expliquer de manière latente la variabilité au sein d'un ensemble d'informations d'enquête et/ou les relations observées entre les évidences empiriques (*construct validity*) (Cronbach et Meehl 1955; Carmines et Zeller 1979; Taylor 2013). Dans la plupart des cas, la *validité* est pensée en termes de *degré* et non pas comme une propriété en-soi de l'évidence empirique. D'abord, ce qu'on évalue est le niveau de pertinence quant à l'usage d'une évidence empirique pour appréhender le concept qui est à son origine ou, en tout cas, auquel elle fait référence. Il s'agit d'une part d'évaluer la cohérence et la centralité de cette évidence empirique en tenant compte d'un réseau de problèmes théoriques ; d'autre part, il s'agit d'évaluer l'adéquation du traitement auquel cette évidence empirique a été soumise en vue des problèmes de recherche qui orientent une étude. Ensuite, il s'agit d'évaluer dans quelle mesure une relation théorique entre deux concepts prédit l'association entre leurs respectives évidences empiriques jugées préalablement pertinentes³⁶⁰.

³⁵⁹ Goldthorpe lui-même présente, dans la critique qu'il adresse au projet de recherche de David Grusky et Kim Weeden, le problème dans les termes suivants : « l'étude de la mobilité au niveau des classes [sociales] est, je maintiens, une entreprise tout à fait viable dans la mesure où trois conditions sont réunies : (i) les classes construites par les sociologues ne sont pas simplement des agrégats arbitraires [de professions], mais ont une base théorique claire et telle base peut être implémentée de manière adéquate avec une *validité des concepts utilisés* [*criterion validity*] – i.e. de telle sorte que la classification appréhende [*capture*] adéquatement ce qu'elle est sensée appréhender [*capture*] ; (ii) les analyses de la mobilité [sociale] basées sur les classes [sociales] distinguées révèlent des régularités empiriques significatives – ce qui est, à son tour, indicatif de la *validité de l'expérimentation* [*construct validity*] ; (iii) la manière dont les classes [sociales] sont conceptualisées fournit elle-même un point de départ pour développer des explications, en termes d'action sociale – c'est-à-dire des explications micro-macro (Coleman 1990) – pour les régularités explicitées [*displayed*]. » (Goldthorpe 2002, 214).

³⁶⁰ Supposons que nous réalisons une étude sur l'impact du volume de *capital culturel* sur les pratiques culturelles des individus. Poser la question de la *validité* implique d'interroger, d'abord, quelles sont les relations théoriques entre le volume de *capital culturel* et, par exemple, le *rapport à la culture légitime*. Ensuite, il faut évaluer dans quelle mesure le *niveau de diplôme* d'un individu pourrait être pris comme une évidence empirique pertinente de son *niveau de capital culturel* et dans quelle mesure la *fréquentation des musées* pourrait être prise comme une évidence empirique pertinente de son *rapport à la culture légitime*. En outre, il faut déterminer s'il serait préférable de traiter le *niveau de diplôme* sous la forme numérique (en comptant le nombre d'années d'études) ou sous la forme catégorielle (dans ce dernier cas, il est central de déterminer quelles seraient les modalités les plus pertinentes) ; et s'il serait préférable de mesurer la *fréquence à laquelle les individus sont allés dans un musée* au cours du dernier mois ou plutôt la *durée moyenne des visites*. Finalement, il faut

Or, lorsque nous nous plaçons dans cette perspective, une étude comparant empiriquement différents schémas de classe pourrait être facilement jugée fallacieuse. En effet, étant donné que les différentes nomenclatures sont l'opérationnalisation de différents concepts de classe sociale, leur comparaison à partir d'un *même* ensemble d'évidences empiriques risque toujours d'être condamnée en raison de la mobilisation d'un spectre de phénomènes qui dépasse la spécificité d'une certaine théorie des classes sociales³⁶¹. Ainsi, dans cette perspective, la comparaison des différentes nomenclatures de classe se réduirait à une juxtaposition de validations (*criterion-related validity*) des nomenclatures à partir de variables préalablement jugées pertinentes pour saisir le plus directement possible les concepts de classe sociale qui leurs sont propres.

Il faut souligner que les analyses de nomenclatures de classes sociales en termes de *validité* sont également marquées par un genre de « dépendance au sentier » qui comporte un éventail de procédures statistiques pour répondre au problème de l'adéquation entre concepts théoriques et évidences empiriques. En plus des procédures strictement descriptives, les chercheurs mobilisent assez souvent l'*Analyse discriminante* ou l'*Analyse de classes latentes* (voir *infra* Encadré 9)³⁶². Cependant, la « rigueur » que nous retrouvons lorsqu'il s'agit d'évaluer les domaines passibles d'être intégrés à la validation d'une nomenclature, n'est pas toujours la même lorsqu'il s'agit d'évaluer les problèmes posés par l'application de certaines procédures statistiques, notamment en ce qui concerne les assomptions des méthodes mobilisées³⁶³.

interroger dans quelle mesure la relation théorique entre deux concepts (*p.ex.* le rapport à la culture légitime est déterminé par le volume de capital culturel des individus) prédit l'association empirique entre les deux variables (*p.ex.* la fréquence à laquelle les individus fréquentent des musées est fortement corrélée à leur nombre d'années d'études).

³⁶¹ C'est précisément le ton de la critique de Geoffrey Evans à l'usage que Mike Savage fait du schéma de classe de Goldthorpe dans son analyse du vote des classes moyennes en Angleterre à la fin des années 1980 (Savage 1991). Selon le premier, des « (...) analyses comme celle conduite par Savage (1991), qui indique que le schéma [de classe] de Goldthorpe échoue dans la prédiction des divisions dans le comportement électoral [*voting behaviour*] au sein des classes [sociales] et, ainsi, soutient que le schéma [de classe] manque de validité et exige des modifications, sont infondées. Vu que le schéma [de classe de Goldthorpe] ne prétend pas mesurer les caractéristiques politiques, une évaluation [*assessment*] de son association avec une prise de position politique [*partisanship*] – encore qu'utile pour indiquer la fécondité empirique du schéma [de classe] dans la prédiction d'autres phénomènes – n'est pas indicative de la qualité de la mesure des classes sociales qu'il accomplit.» (Evans 1992, 213).

³⁶² C'est précisément dans cette perspective que se situent, par exemple, les études concernant la *validité* du schéma de Goldthorpe à partir des informations relatives au marché du travail au Royaume-Uni (Evans 1992; 1996; Evans et Mills 1998; Mills et Evans 2000; Birkelund, Goodman, et Rose 1996) et au Brésil (Carvalhoes 2015), celui de la *validité* de la nomenclature européenne ESEC (Rose et Harrison 2010, chap. 2), l'étude des strates économiques comme indicateurs du revenu permanent des ménages au Brésil (Kamakura et Mazzon 2016).

³⁶³ Ce déséquilibre est notamment présent dans les études menées par Evans (1992; 1996), qui n'hésite pas à présupposer la normalité de la distribution des variables à l'intérieur d'un sous-ensemble disposant seulement de six individus ou, encore, à utiliser la variable classe (qui est sensée expliquer la variabilité latente des autres variables) comme une des variables observées intégrées au modèle de classes latentes. Cependant, il faut noter qu'une discussion sur le respect des assomptions (ou le non-respect) est absente de la plupart de ces études.

Encadré 9 – L'Analyse de classes latentes et l'Analyse discriminante

Analyse de Classes Latentes (ACL)

L'ACL est une approche qui s'intéresse à l'ensemble des caractéristiques des individus (au sens statistique du terme) à partir de l'analyse de la séquence [*pattern*] de traits distinctifs pertinents du point de vue d'une problématique de recherche donnée. L'ACL construit des groupes d'individus disposant de séquences [*pattern*] de caractéristiques les plus similaires possibles – *p.ex.* des groupes construits à partir de la similitude de séquence [*pattern*] de réponses des individus à un même questionnaire. L'objectif est d'évaluer s'il existe une variable non-observable directement qui est capable d'*expliquer* les relations entre les variables observées et, le cas échéant, quelle est sa structure optimale – c'est-à-dire de combien de modalités (ou de classes) elle a besoin de disposer pour maximiser l'homogénéité intragroupe et l'hétérogénéité intergroupes (McCutcheon 1987; Hagenaars et McCutcheon 2002; Collins et Lanza 2010).

Pour ce faire, l'ACL fait appel à des procédures interactives qui visent à maximiser la fonction de vraisemblance (ou le logarithme naturel de la fonction de vraisemblance). Le plus souvent, il s'agit d'un *algorithme espérance-maximisation* (EM) ou de la *méthode Newton-Raphson*, dont le nombre d'interactions est soit fixé en amont par le chercheur ou la chercheuse, soit délimité par une règle statistique [*stopping rule*].

Analyse Discriminante (AD)

L'AD est une technique qui permet l'étude de la différence entre deux (ou plusieurs) groupes d'individus (au sens statistique du terme) mutuellement exclusifs à partir de plusieurs variables simultanément (*variables discriminantes*). Dans son volet descriptif, elle permet d'établir la combinaison linéaire des variables discriminantes qui maximise la séparation entre deux (ou plusieurs) groupes d'individus connus en amont. Dans son volet prédictif, elle est utilisée pour classer un individu au sein d'un groupe dont les membres lui ressemblent le plus à partir de la combinaison linéaire des variables discriminantes. L'AD présuppose qu'une variable discriminante n'est ni la combinaison linéaire d'autres variables discriminantes, ni parfaitement corrélée avec une autre variable discriminante – c'est-à-dire que chaque variable discriminante mobilisée doit apporter des informations non-redondantes. Elle se base sur le présupposé que toutes les matrices de covariance sont identiques (Klecka 1980; Flury 1997, chap. 5-7; McLachlan 2004; Huberty, Olejnik, et Huberty 2006).

Sous certaines configurations spécifiques, l'AD peut être rapprochée de l'Analyse de la variance multivariée (MANOVA) et de l'Analyse de la régression multivariée (c'est-à-dire, une régression avec plusieurs variables dépendantes et plusieurs variables indépendantes). Dans le premier cas, les variables discriminantes sont quantitatives et le chercheur ou la chercheuse interprète que l'appartenance à un groupe *explique* les différences observées au sein des variables discriminantes. Dans le deuxième cas, les variables discriminantes sont quantitatives, l'appartenance aux différents groupes est traitée comme des variables indicatrices [*dummy variable*] et le chercheur ou la chercheuse interprète que l'appartenance à un groupe *est expliquée* par les différences observées au sein des variables discriminantes (Klecka 1980; Huberty, Olejnik, et Huberty 2006).

La position privilégiée de ces procédures statistiques est, bien évidemment, liée au type de travail (et de division du travail) que nous retrouvons parmi ces chercheur·euse·s pour qui, comme nous l'avons indiqué auparavant, il s'agit de vérifier empiriquement ce qui a été formulé théoriquement. Ainsi, non seulement ces chercheur·euse·s sont marqué·e·s par une conception de l'expérimentation construite sur mesure pour répondre à un problème scientifique précis présupposant que *toute chose soit égale par ailleurs* (conception que nous retrouvons souvent au sein des études des sciences comportementales), mais qu'il existe aussi une hiérarchie entre le travail théorique et le travail empirique.

Or, cette position nous semble assez problématique. D'abord, la plupart des études de la *class analysis* (dont celles relatives à la validité des schémas de classe) mobilisent des informations statistiques secondaires, notamment celles produites par les organismes statistiques nationaux. C'est-à-dire que ces études mobilisent des informations qui ont été produites avec des objectifs autres que celui d'une analyse en termes de classe et s'adressent le plus souvent d'avantage à la conception et/ou évaluation de politiques publiques qu'à l'élaboration d'un problème strictement scientifique. De plus, alors même qu'il s'agit d'études disposant d'une cohérence en termes de conception, d'exécution et d'analyse (comme c'est cas des *expérimentations aléatoires* conduites par le J-PAL³⁶⁴), en raison des spécificités des phénomènes sociaux, leurs résultats sont loin d'apporter des réponses aussi solides et tranchées que celles que nous retrouvons, par exemple, en médecine (Jatteau 2016).

³⁶⁴ L'Abdul Latif Jameel Poverty Action Lab (J-PAL ou Poverty Action Lab) est un laboratoire de recherche créé en 2003 au sein du département d'économie du *Massachusetts Institute of Technology* (MIT) par les économistes Abhijit Banerjee, Esther Duflo et Sendhil Mullainathan. Il est notamment connu pour la réalisation et la promotion des expérimentations aléatoires [*randomized controlled trials*] dans le domaine de l'évaluation des politiques publiques, spécialement celles de combat à la pauvreté. C'est grâce à ces travaux que Duflo et Banerjee ont remporté le *Prix de la Banque de Suède en sciences économiques en mémoire d'Alfred Nobel* en 2019. Pour plus de détails, voir : (Jatteau 2013; 2016, chap. 2).

Ainsi, il nous semble plus judicieux de partir des informations statistiques dont nous disposons pour penser quelles sont les dimensions relatives aux classes sociales que nous pouvons envisager d'intégrer à notre analyse, plutôt que de se placer dans une perspective de la *validité*. En suivant la maxime de Jean-Paul Benzécri, selon qui « le modèle doit suivre les données, non l'inverse » (1980, 6), les différences observables au sein d'un ensemble d'informations statistiques, prises dans toute leur complexité, sont notre « pierre de touche ».

5.1.2. *Approche adoptée*

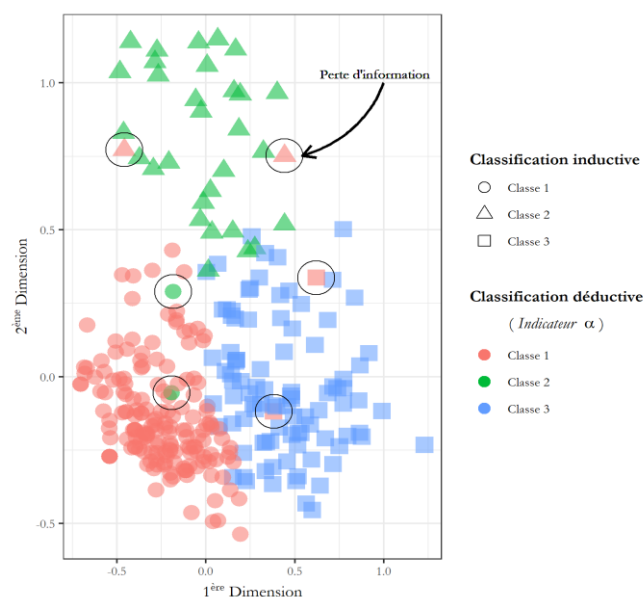
Notre approche s'inspire de la stratégie développée par les groupes de travail mobilisés au sein d'Eurostat lors de l'évaluation de la nomenclature ESEC (de Saint Pol et Marical 2007; Brousse, Monso, et Wolff 2007) et lors de la comparaison des prototypes de la nomenclature ESeG (Dennoyelle 2013; Roth et Minez 2013). Cette stratégie consiste à comparer la perte d'information dans l'utilisation de chaque nomenclature, en suivant les principes de l'Analyse Géométrique de Données, il s'agit essentiellement de prendre l'*espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil* et d'évaluer le lien entre la structure de cet espace et les différentes nomenclatures. Nous nous demandons, ainsi, si l'une de ces nomenclatures s'ajuste mieux à l'espace construit à partir des informations enregistrées dans les enquêtes menées par la statistique publique brésilienne et, par conséquent, si l'une de ces nomenclatures exprime mieux que les autres les différents milieux sociaux (Desrosières 1984; Amossé 2019).

Une comparaison pensée en ces termes implique une imbrication entre les problèmes sociologiques et les outils statistiques mobilisés dont les présupposés (et les conséquences) méritent d'être explicités. D'abord, cela présuppose qu'un monde social donné puisse, dans un premier temps, être reconstruit analytiquement (et statistiquement) sous la forme d'un espace multidimensionnel dont la structure endogène exprime la distribution des ressources sociales pertinentes au sein de ce monde social. Chaque région de cet espace est relativement homogène du point de vue de l'ensemble des ressources sociales pertinentes prises en compte dans sa construction. Cependant, comme la distribution des individus (au sens statistique du terme) n'est pas homogène dans l'ensemble de cet espace, ces régions possèdent des étendues et des densités différentes, dont les barycentres expriment leur « profil-type ». Ainsi, les individus qui occupent des positions voisines dans l'espace possèdent des profils statistiques relativement semblables et cohérents, c'est-à-dire appartiennent à une même *classe*³⁶⁵.

³⁶⁵ Le·a lecteur·trice n'a pas tort de voir dans cette approche du monde social l'essentiel de la notion d'*espace social* telle qu'elle a été développée au sein des travaux Pierre Bourdieu (Bourdieu 1979; 1995; 1984; 2015, vol. 1) et reprise par

Pour une question de clarté de l'exposé, appelons *classes inductives* les classes de positions voisines dans l'*espace construit* ; et *classes déductives* les classes auxquelles les individus ont été assignés par un indicateur quelconque, par exemple une des nomenclatures présentées dans le *Chapitre 2* précédent³⁶⁶. Notre problème est ici de comparer la perte d'information relative à la classification inductive des individus en raison de l'usage d'une classification déductive donnée (*Figure 17*).

Figure 17 – Comparaison du classement des individus en fonction des classes inductives et des classes déductives



Source : Élaboré par l'auteur.

Lecture : Deux des individus appartenant à la *classe 2* de la *classification inductive* (représenté par des triangles) sont assignés à la *classe 1* de la *classification déductive* (représentés en rouge).

des chercheur·euses qui donnent continuité aux voies qu'il a ouvertes (*p.ex.* Bennett 2009; Michael Savage 2015; Lebaron et Le Roux 2015; Blasius et al. 2020). Pourquoi, alors, ne pas invoquer directement ce concept ? D'abord, comme nous l'avons déjà détaillé auparavant, les informations statistiques disponibles au sein des PNADs ne sont absolument pas suffisantes ni pour que nous puissions construire un véritable « espace pratique de la vie quotidienne » (Bourdieu 1979, 178), ni pour que nous soyons en mesure de penser les ressources sociales pertinentes utilisées dans la construction de notre *espace des conditions de vie et d'emploi* grâce à la théorie des capitaux qui sous-tend l'*espace social* bourdieusien *stricto sensu*. Ainsi, l'*espace des conditions de vie et d'emploi* que nous construirons n'est qu'une expression simplifiée de l'*espace social brésilien*, tout en gardant avec celui-ci des homologues structurelles. De plus, notre travail se restreint au moment « objectif » de l'analyse sociologique, ne comportant pas (et malheureusement) de moment « subjectif » où la perception du monde social qui échappe et dépasse la grille des questionnaires statistiques peut être réintégrée à l'analyse. Notre travail se place, ainsi, plutôt au sein de ce qu'Halbwachs (1938) a nommé *morphologie sociale* ou de ce que Bourdieu (1984) a nommé *topologie sociale*.

³⁶⁶ Parler de *classes déductives* fait référence, de plus, à la manière dont une partie importante des auteur·rice·s que nous avons mobilisés posent le problème des classes sociales. Comme le synthétisent Richard Breen et David Rottman, deux des exposants de l'analyse de classe webérienne, « la *class analysis* est la recherche empirique des conséquences et corolaires de l'existence d'une structure de classe définie *ex-ante* » (1995, 453). Cela ne signifie pas, cependant, que nous ne tenons pas en compte le fait que ces nomenclatures sont le résultat d'un long processus d'interaction entre développement théorique et recherche empirique et que, ainsi, souvent les classes dites « déductives » sont le résultat possible d'une orientation théorique et non pas son expression la plus directe.

Cela nous amène au deuxième présupposé de cette étude, à savoir, que les différents « schémas de classe » présentés dans le chapitre précédent sont pris comme des indicateurs théoriquement fondés des différentes positions de l'*espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil* et que, par conséquent, cet espace est la « pierre de touche » de l'évaluation de ces schémas. Or, interpréter ainsi les différents schémas de classe signifie les insérer dans un réseau de problématiques qui diffère de façon non-négligeable de celles qui ont orienté leur construction. Cela est spécialement important en ce qui concerne les classifications construites à partir des œuvres de John Goldthorpe et d'Erik Olin Wright, étant donné l'effort de ces deux auteurs pour déterminer la portée théorique et empirique spécifique des classes sociales.

En effet, pour Goldthorpe (Goldthorpe 1982; 2007b, chap. 5; Erikson et Goldthorpe 1992, chap. 1-2) le schéma de classe n'est qu'un *proxy* modulable des *relations d'emploi* typiques et logiquement différenciées au sein des sociétés modernes, c'est-à-dire au sein des sociétés basées sur une économie de marché capitaliste³⁶⁷. Les *relations d'emploi* correspondraient typiquement aux différentes positions au sein du marché du travail et des unités de production, lesquelles conditionneraient les *chances de vie* des individus. Ainsi, aux positions de classe correspondraient différentes trajectoires de mobilité sociale, différents niveaux de sécurité économique (*i.e.* risques de perte d'emploi, de couverture en cas de maladie), différents niveaux de stabilité des revenus à court terme et d'évolution dans la carrière (*i.e.* différentes fonctions de retour sur expérience [*age-earnings curves*]) (Goldthorpe et McKnight 2004; 2006). Cependant, les classes sociales seraient beaucoup moins pertinentes pour expliquer les *choix de vie* (Chan et Goldthorpe 2004; 2005; 2006; 2007b; 2007a). Ainsi, les pratiques culturelles des individus seraient expliquées davantage par le *statut social* ; leur positionnement politique serait influencé à la fois par la classe sociale (*p.ex.* préférence entre gauche et droite) et le statut social (*p.ex.* un positionnement plutôt libéral ou plutôt autoritaire) ; l'appartenance et l'engagement des individus au sein de groupes plus restreints (*p.ex.* voisinage, association, club etc.) dépasseraient à la fois les questions de classe sociale et de statut social.

³⁶⁷ À titre de rappel, dans une de ces dernières contributions à ce sujet, Goldthorpe (2007b, chap. 5) distingue ceux·celles qui achètent le travail d'autrui (*employeurs*), de ceux·celles qui n'achètent ni le travail d'autrui ni vendent le leur (*indépendants sans salariés*) et de ceux et celles qui vendent leur force de travail à autrui (*salariés*). La grande contribution de Goldthorpe est son analyse des positions salariées, qui sont, ensuite, différenciées selon le type de contrat qui régule la relation d'emploi (les activités régulées par un *contrat de travail restreint*, par une *relation de service* ou par un *contrat mixte*). En ce qui concerne la différenciation interne aux positions de classe salariées, elle résulterait de la motivation [*rationnelle*] des réponses des employeurs aux deux problèmes auxquels ils sont typiquement confrontés lors de l'établissement d'un contrat de travail, à savoir, le niveau de difficulté du suivi du travail réalisé par le salarié, et le niveau de spécificité des actifs humains [*humain assets*] ou du capital humain utilisé par le salarié·e pour réaliser son travail.

Pour Wright (Wright 2000a, chap. 1-2; 2005, chap. 1; 2015) le schéma de *positions de classe* [*class locations*] n'est qu'une représentation simplifiée des positions occupées par des individus à l'intérieur d'une *structure de classe* donnée, c'est-à-dire à l'intérieur des *relations sociales de production*. Celles-ci, dans une société capitaliste, dérivent de relations d'*exploitation*, c'est-à-dire découlent du fait que les individus occupant certaines positions de classe s'approprient directement ou indirectement une partie de la production des individus occupant d'autres positions de classe³⁶⁸. Les différentes positions de classe modulent, ainsi, les opportunités de disposer d'un niveau de revenu et d'un standard de vie qui, à leur tour, affectent l'ensemble de l'expérience vécue par les individus. Surtout, les différentes positions de classe impliqueraient l'existence d'intérêts de classe matériellement et objectivement fondés. Les classes sociales ainsi définies ne se confondent pas avec les *professions*, qui relèveraient de l'aspect technique des relations de production (Wright 1980). Elles ne se confondent pas non plus avec l'ensemble des attributs et conditions économiques des individus, indépendamment de la cohérence que nous puissions retrouver entre eux (Wright 2015)³⁶⁹.

Certes, dans les sociétés modernes ou capitalistes, les classes sociales seraient le facteur qui impacte de manière la plus décisive la vie des individus. Mais le spectre de phénomènes sociaux qu'elles seraient en mesure d'appréhender simultanément est beaucoup plus réduit que celui que nous mobiliserons ici. De plus, la cohérence entre les caractéristiques observables des individus

³⁶⁸ À titre de rappel, chez Wright le schéma de classe distingue les positions des individus au sein de relations d'exploitation, en les distinguant selon leur contrôle d'actifs productifs, soient-ils actifs de propriété, actifs de compétences [*skill assets*] ou actifs d'organisation [*organizational assets*]. Ainsi, il s'agit son schéma de classe distingue les individus selon le volume d'actifs de propriété possédés par : a) ceux·celles qui exploitent beaucoup de personnes (*capitalistes*) ; b) ceux·elles qui exploitent quelques personnes (*petits employeurs*) ; c) ceux·celles qui n'exploitent pas ni ne sont exploités (*indépendants sans salariés*) ; et d) ceux·celles qui sont exploités (*salariés*). Ensuite, parmi les salariés, les positions de classe sont distinguées selon la composition et le volume d'actifs de compétences (ou *relation avec les compétences rares*) et d'actifs d'organisation possédés (ou *relations avec l'autorité*).

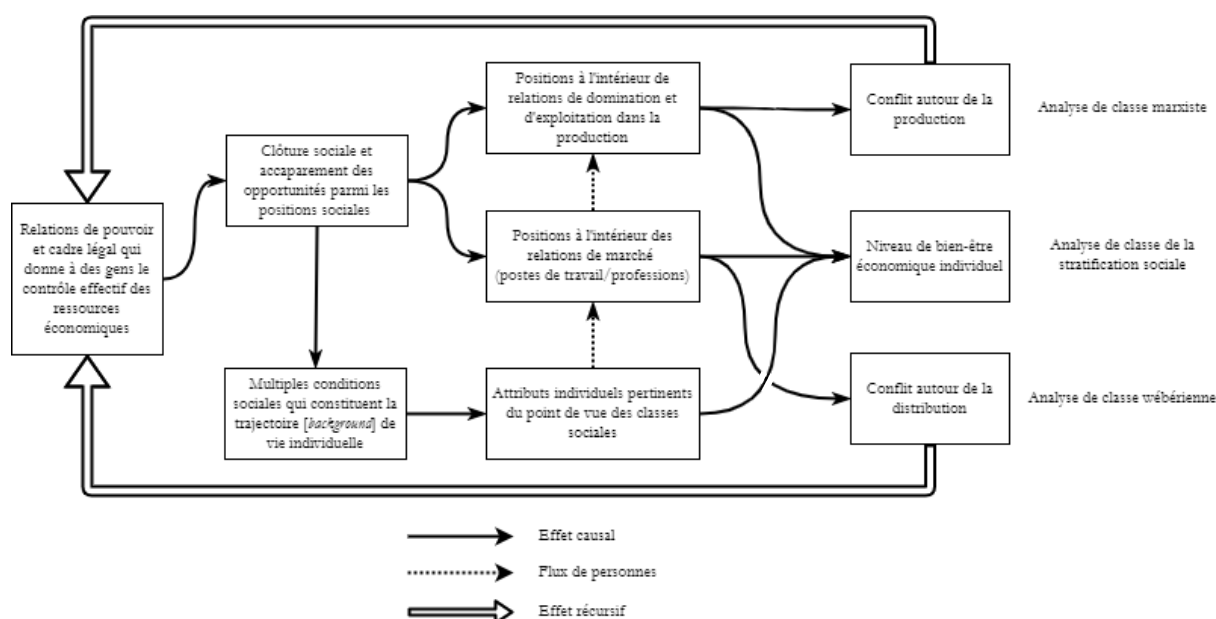
³⁶⁹ C'est à cette « branche » de la *class analyses* que Wright relie à la fois les travaux de Bourdieu, ceux d'influence bourdieusienne (Savage et al. 2013; Bennett 2009), ceux basés sur la *réalisation socioéconomique* et beaucoup d'autres variantes de la stratification sociale américaine. Selon lui, « (...) Ce qui manque dans cette approche des classes [sociales], cependant, est la moindre considération sérieuse des *inégalités au sein des positions elles-mêmes*, positions que les gens occupent. L'éducation façonne les types de postes de travail [*jobs*] que les gens occupent en vertu de leur éducation ? Pourquoi y a-t-il certains postes de travail [*jobs*] "meilleurs" que d'autres ? Pourquoi certains postes de travail [*jobs*] accordent-ils aux personnes qui les occupent un grand pouvoir tandis que d'autres non ? Plutôt que se focaliser exclusivement sur le processus au travers duquel les individus sont distribués à l'intérieur des positions, les deux autres approches des classes sociales [—celle centrée sur l'*accaparement des opportunités* et celle centrée sur l'*exploitation et la domination* —] partent de l'analyse de la nature des positions à l'intérieur desquelles les individus seront distribués. » (Wright 2015, 5-6). Or, la mécompréhension (ou, en tout cas, les biais dans la présentation) des travaux de Bourdieu n'est pas négligeable : en lui transposant son propre essentialisme, Wright n'accorde pas d'attention au sens *relationnel* des pratiques et aux aspects *symboliques* des luttes qui font que, par exemple, certains parcours scolaires (et non pas l'« Éducation ») soient plus « rentables » (au sein d'un champ économique, d'un champ de pouvoir, dans un un champ universitaire, etc.) que d'autres à un moment donné d'un espace social donné.

dans différents domaines de la vie n'est qu'une probabilité et les incohérences observées ne mettent pas en question la construction théorique de l'objet.

Lorsque nous procédons, en surface, à une analyse de l'ajustement entre les *classes inductives* et les *classes déductives* nous sommes, au fond, aussi en train d'analyser l'ajustement des théories qui ancrent chacune de ces procédures de classement des individus. Comment fait-on, alors, pour que notre analyse échappe à ce genre d'exercice scolastique de détermination de la « meilleure conception du monde social », toujours en déformant un des éléments de la comparaison, qui marque une partie importante des études de la *class analysis* ? Si nous nous étions placés dans une perspective selon laquelle les méthodes qui permettent de délimiter un problème scientifique, de le décomposer dans ces « effets purs » et de l'expliquer seraient passives et, une fois maîtrisées, neutres ; nous aurions pu soutenir que ce que nous proposons est, en effet, la comparaison de l'ajustement des différents schémas de classe aux « données brésiliennes ». Une telle perspective de la méthode fait écran, cependant, au fait que les problèmes et les « données » scientifiques sont construits et que la méthode est constitutive et inséparable de la connaissance d'un objet déterminé.

Pour dépasser ce problème il faut, nous semble-t-il, penser les médiations qui permettraient le passage théorique entre les classes sociales telles qu'elles existent chez ces auteurs et l'*espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil* tel que nous l'avons construit. À ce titre, Wright (2015) nous donne un bon point de départ. En effet, nous y trouvons la proposition d'un cadre analytique pour penser une manière d'intégrer les différentes macro-approches des classes sociales (Figure 18).

Figure 18 – Analyse de classe combinée : macro et micro processus et leur dynamique



Source : Adapté par l'auteur à partir des schémas proposés par Wright (2015, p. 13 et p.14).

La Figure 18 indique que, pour Wright, ce sont les relations de pouvoir et le cadre légal en vigueur dans une société à un moment t qui donnent à certains groupes d'individus le contrôle effectif des ressources économiques. Ces groupes développent ainsi des processus de cloisonnement social [*social closure*] au travers desquels sont créés différents mécanismes (symboliques, légaux, militaires etc.) visant à restreindre l'accès à des positions socialement avantageuses et qui résultent dans l'existence de différentes gammes d'opportunité de vie pour les individus qui les composent. Ainsi, le processus d'accaparement des opportunités produit un marché du travail structuré par différentes *relations d'emploi* et garantit le positionnement des groupes à l'intérieur de relations d'exploitation et de domination en vigueur dans cette société.

Du point de vue des individus, la Figure 18 montre qu'en fonction des origines sociales, les individus seront confrontés à des parcours de vie caractérisés par différentes gammes et niveaux d'opportunités. Par conséquent, les ressources incorporées tout au long de leur parcours de vie vont conditionner la place qu'ils peuvent occuper au sein du marché du travail et, ainsi, leur place face à l'exploitation et à la domination. D'un côté, cela s'exprime dans le niveau de bien-être économique individuel. De l'autre côté, cela configure les conflits autour de la démocratisation de l'accès à certaines positions (conflit autour de la distribution) et autour de l'exploitation et de la domination de classe (conflit autour de la production), qui, à leur tour, peuvent reconfigurer les relations de pouvoir et le cadre légal en vigueur dans la même société au moment $t+1$.

Bien qu'il soit basé sur une lecture simplifiée (voire simpliste) des différentes approches, le cadre développé par Wright a le mérite de proposer une intégration possible des analyses de classe construites en termes théoriques et empiriques bien différents. Cela ne veut absolument pas dire que nous cherchons ici à placer notre analyse dans les cadres du marxisme analytique ou, encore, que nous cherchons à réinsérer de la complexité dans le cadre qu'il propose, de manière à le rendre plus fidèle à notre approche. Loin de cela. Seulement, ce cadre intégré nous permet de montrer que l'usage que nous faisons de son schéma de classe (ou celui de Goldthorpe), comme un indicateur des positions au sein d'un espace social donné, s'insère dans une perspective de rapprochement entre différentes approches que Wright lui-même envisageait.

De plus, indépendamment de l'engagement des individus dans un conflit autour de la « production » ou de la « distribution », *l'espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil* peut être lu comme la matérialisation d'un état de ces conflits à l'intérieur d'un cadre (légal, de relation de pouvoir, de clôture sociale etc.) donné, à un moment donné. Cependant, du fait que les différents schémas de classe aient été conçus pour saisir seulement un nombre restreint d'aspects de la dynamique des classes à la fois, il est normal qu'il y ait de la perte d'information relativement aux classes inductives. Ainsi, la question centrale de cette partie de notre recherche est d'évaluer quel

indicateur réduit la perte d'information relativement aux classes inductives ou, alors, si la structure de l'espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil est appréhendée *davantage* par les relations d'emploi, par les relations d'exploitation, par le capital économique, par le capital scolaire, etc.

Évaluer la perte d'information relativement à la classification inductive nous conduit à un autre problème : à savoir, l'approche utilisée pour mesurer l'intensité de l'association entre deux variables catégorielles.

5.2. Mesures d'association

Le décalage entre la classification déductive et inductive des individus peut être évalué de manière globale grâce à l'intensité de l'association entre ces deux variables catégorielles. Dans la littérature spécialisée, nous retrouvons plusieurs tests et indicateurs d'association dédiés à des tableaux de contingence disposant de différentes structures, de différents volumes d'informations, à relations symétriques ou asymétriques entre les variables, etc. (Goodman et Kruskal 1979 [1959], p.39 *et seq.*; Kendall et Stuart 1961, vol. 2, chap. 33; Liebetrau 2003, chap. 1; Reynolds 2003 [1984]). Nous nous intéresserons ici aux deux indicateurs les plus centraux de cet ensemble, à savoir, le V de Cramér et le τ de Goodman & Kruskal. Le lecteur ou la lectrice familiarisé.e avec ces indicateurs et les problèmes interprétatifs qu'ils nous posent peut aller directement à la section suivante (p.292).

5.2.1. Association entre deux variables catégorielles comme écart à l'indépendance

Parmi les indicateurs d'association entre deux variables catégorielles, le plus connu et plus largement utilisé est certainement le *test d'indépendance du χ^2* ou, simplement, *test du χ^2* . Comme la statistique du χ^2 est la clé de voûte d'un des indicateurs que nous mobiliserons par la suite (le V de Cramér), regardons avec un peu plus d'attention ce qu'elle signifie.

Partons du tableau de contingence T représenté ci-dessous (**Figure 19**), où :

X une variable catégorielle disposant de i modalités ($i = 1, 2, \dots, I$).

Y une variable catégorielle disposant de j modalités ($j = 1, 2, \dots, J$).

n_{ij} est l'effectif observé des individus ayant à la fois la modalité i de la variable X et la modalité j de la variable Y .

$n_{.j} = \sum_{i=1}^I n_{ij}$: $n_{.j}$ est l'effectif marginal de la modalité j .

$n_{i.} = \sum_{j=1}^J n_{ij}$: $n_{i.}$ est l'effectif marginal de la modalité i .

$N = \sum_{i=1}^I \sum_{j=1}^J n_{ij}$: N est l'effectif total du tableau.

Figure 19 – Représentation du tableau de contingence T

		Y				Σ	
		n_{11}	...	n_{1j}	...	n_{1J}	$n_{1.}$
		⋮		⋮		⋮	
	X	n_{i1}	...	n_{ij}	...	n_{iJ}	$n_{i.}$
		⋮		⋮		⋮	
		n_{I1}	...	n_{IJ}	...	n_{IJ}	$n_{I.}$
	Σ	$n_{.1}$		$n_{.j}$		$n_{.J}$	N

Source : Élaboré par l'auteur.

Dans le cas où les variables X et Y sont indépendantes, les effectifs observés (n_{ij}) sont équivalents aux effectifs théoriques ou estimés (\widehat{n}_{ij}), c'est-à-dire équivalents aux produits des effectifs marginaux ($n_{.j}$ et $n_{i.}$) divisés par l'effectif total (N) :

$$n_{ij} = \widehat{n}_{ij} = \frac{n_{i.} \times n_{.j}}{N}$$

La statistique du χ^2 du tableau de contingence T mesure l'importance de l'écart entre les informations statistiques observées et celles qui auraient dû être observées dans le cas où X et Y seraient indépendantes. Plus précisément, la statistique du χ^2 mesure la somme des carrés des écarts entre les effectifs observés et les effectifs théoriques relativement aux effectifs théoriques.

$$\chi^2 = \sum_{i=1}^I \sum_{j=1}^J \frac{(n_{ij} - \widehat{n}_{ij})^2}{\widehat{n}_{ij}}$$

Cette statistique suit la *loi du χ^2* à k degrés de liberté (ddl)³⁷⁰. En effet, la *loi du χ^2* est un ensemble de fonctions de densité de probabilité (*Figure 20, gauche*) qui varie selon le nombre d'observations indépendantes impliquées dans son calcul³⁷¹. C'est-à-dire, dans le cas d'un tableau

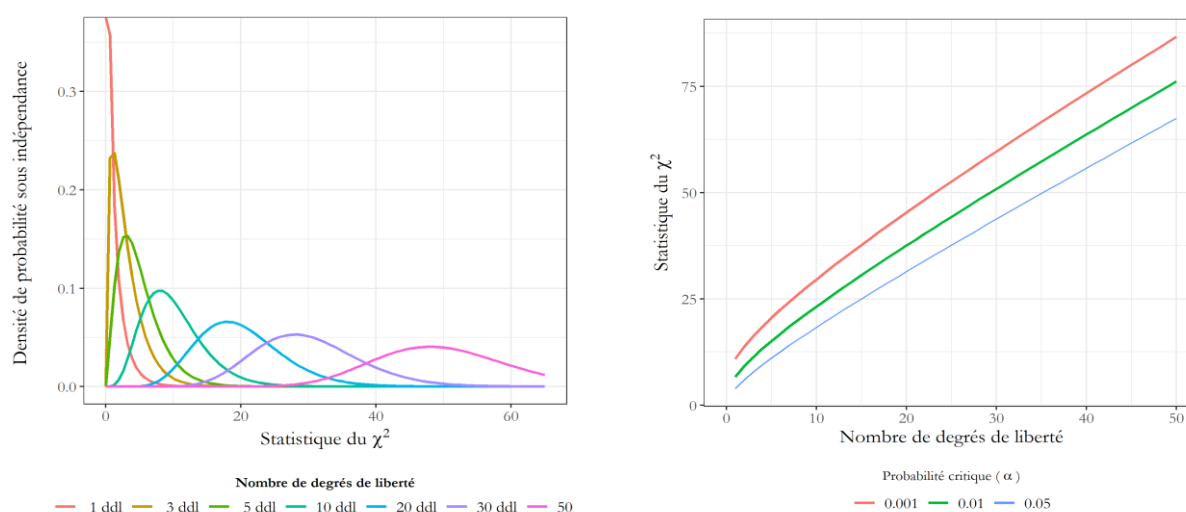
³⁷⁰ À titre de rappel, si $\{Z_1, Z_2, \dots, Z_k\}$ sont des variables aléatoires normales centrées réduites indépendantes $Z_k \sim N(0, 1)$, la *loi du χ^2* à k degrés de liberté est la fonction de densité de probabilité de la somme des carrés de ces k variables ($Z = \sum_{k=1}^k Z_k^2$), donné par l'expression suivante :

$$f(z; k) = \begin{cases} \frac{1}{2^{(k/2)} \Gamma(k/2)} z^{(k/2)-1} e^{-z/2}, & z > 0; \\ 0, & \text{sinon.} \end{cases} \quad \text{où } \Gamma \text{ est la fonction gamma.}$$

³⁷¹ Pour être plus précis, les degrés de liberté peuvent être définis comme le « nombre d'observations déduit du nombre de relations entre ces observations » (Walker, 1940, p. 262) ou, encore, comme « le nombre de termes linéairement

de contingence, la *loi du χ^2* varie selon la structure du tableau, étant donné que le nombre de degrés de liberté est donné par : $k = (I-1) \times (J-1)$. Plus les variables X et Y disposent d'un nombre important de modalités, plus les dimensions du tableau de contingence T seront grandes et, donc, la *statistique du χ^2* suivra une fonction de densité de probabilité à un nombre de degrés de liberté plus important.

Figure 20 – Lois du χ^2 (gauche) et valeurs critiques de la statistique du χ^2 (droite) selon différents degrés de liberté



Source : Élaboré par l'auteur.

Lors d'un *test d'indépendance* de deux variables catégorielles, l'appréciation de la statistique du χ^2 du tableau de contingence T dépend de la structure de ce tableau et de N . En effet, pour un même seuil de signification, la valeur nécessaire de la statistique du χ^2 pour rejeter l'hypothèse d'indépendance entre les variables augmente avec le nombre de degrés de liberté du tableau (*Figure 20, droite*), c'est-à-dire que ces valeurs critiques augmentent avec le nombre de lignes et de colonnes du tableau. Ainsi, à strictement parler, la comparaison de deux statistiques du χ^2 présuppose l'identité entre les dimensions des tableaux qui sont à leurs origines, autrement dit, présuppose que les deux statistiques suivent la même loi. En ce qui concerne N , si nous multiplions toutes les cases de T par une constante, la valeur de la statistique du χ^2 sera également multipliée par cette

indépendants impliqués dans le calcul d'une somme de carrés basée sur n observations indépendantes » (Dodge, 2007, p. 136).

constante, de manière que l'effectif total influence directement l'évaluation de l'indépendance entre les variables. Nous reviendrons sur cette question.

Un des indicateurs d'association construit à partir de la statistique du χ^2 est le V de Cramér (Cramér 1999 [1946] p. 282 *et seq.*). Cet indicateur généralise le *carré moyen de contingence* ($\Phi^2 = \frac{\chi^2}{N}$) proposé par Karl Pearson (1948) à tout tableau de contingence. Il exprime la valeur observée de la statistique du χ^2 relativement à la valeur maximale que cette statistique peut admettre au sein de T – ce qui équivaut à $\min(I-1, J-1)N$. Ainsi, il varie entre 0 (lorsque les variables X et Y sont indépendantes) et 1 (lorsque l'association entre X et Y est stricte ou fonctionnelle). Le V de Cramér est calculé par l'expression suivante :

$$V = \sqrt{\frac{\Phi^2}{\min(I-1, J-1)}} = \sqrt{\frac{\chi^2}{\min(I-1, J-1)N}}$$

Le V de Cramér est, comme nous pouvons le voir, doublement dépendant de la structure de T . D'une part, la valeur de la statistique du χ^2 est directement liée à N et au « petit côté » de T [$\min(I-1, J-1)$]. D'autre part, cette statistique suit la loi du χ^2 dont le nombre de degrés de liberté dépend des dimensions de T . Par conséquent une même valeur de V peut être obtenue au travers de tableaux disposant de structures différentes.

Et bien que Harald Cramér envisage l'indicateur V comme une mesure généralisée du degré de dépendance entre deux variables, plusieurs statisticiens soutiennent que les coefficients basés sur la statistique du χ^2 ne sont pas aptes à évaluer le degré d'association entre deux variables, étant donné que ces indicateurs ne disposent pas d'une simple interprétation en termes de probabilité (R. A. Fisher 1992 [1950], pp. 85-91; Goodman et Kruskal 1979 [1954], pp. 9-10; Kendall et Stuart 1961, 2:556 *et seq.*). Pour ces auteurs, le fait qu'une statistique du χ^2 donnée permette de rejeter l'hypothèse de l'indépendance entre deux variables avec une certitude de 99,9% ou avec une certitude de 99,9999% garde peu d'intérêt du point de vue de l'intensité de l'association entre les deux variables. Cependant, sous certaines conditions, nous pouvons appliquer à V les commentaires d'Henry Rouanet *et al.* au sujet du Φ^2 :

(...) L'usage principal de l'indice Φ^2 [ou de l'indice V] sera celui d'une statistique *comparative*, pour des tableaux de contingence relatifs aux *mêmes variables catégorisées*. Lorsque les fréquences marginales ne diffèrent pas trop d'un tableau à l'autre, on pourra considérer que pour le tableau qui correspond à la valeur la plus élevée de Φ^2 [ou de V], le degré de liaison entre les variables est plus élevé. (Rouanet, Le Roux, et Bert 1987, 162 *et seq.*, souligné à l'original).

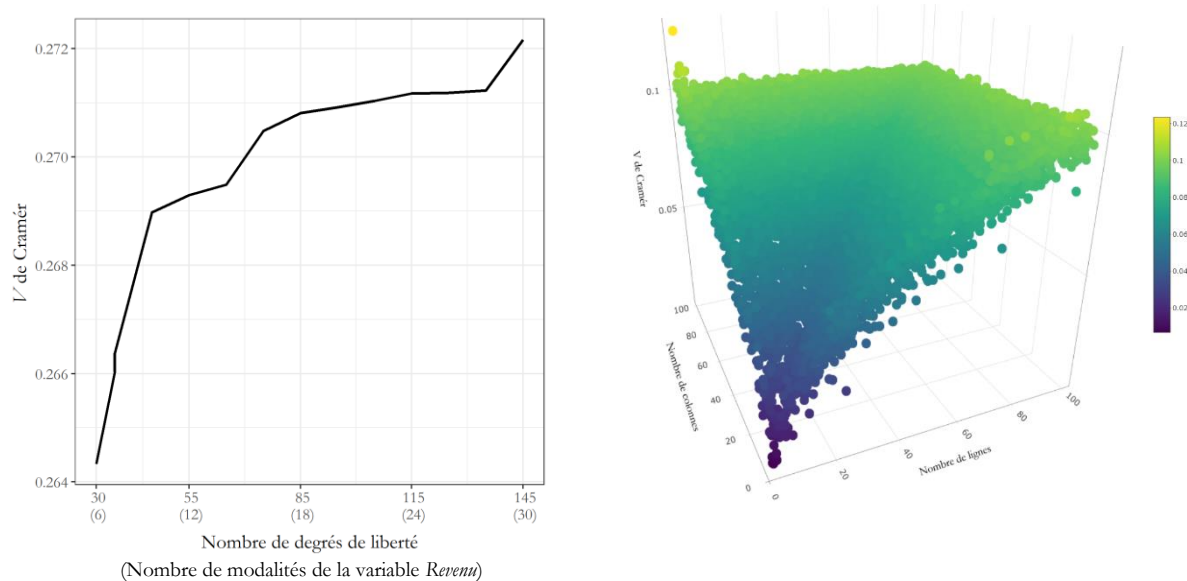
L'exemple typique de l'usage auquel Rouanet *et al.* font référence est celui de l'évaluation des résultats d'un test avant et après l'application d'un traitement au sein d'un même échantillon – par exemple, les résultats des élèves d'une même classe lors d'un exercice de lecture avant et après l'usage d'un outil pédagogique dont on veut tester l'efficacité. Mais, il est possible également d'envisager, dans cette perspective, la comparaison de l'évolution de l'association entre deux variables au cours du temps – par exemple, entre 2002 et 2015 l'association (mesurée par V) entre le niveau d'étude et le revenu mensuel dans l'emploi principal des personnes âgées de 24-64 ans au Brésil est passée de 0,2808 à 0,2643³⁷².

Revenons à notre problématique, à savoir l'évaluation de la liaison entre les *classes inductives* et les *classes déductives*. Dans ce cas, nous sommes toujours confrontés à des tableaux dont l'effectif total et une des dimensions (celle relative aux modalités des *classes inductives*) restent inchangables, mais dont l'autre dimension (celle relative aux modalités des différentes *classes déductives*) varie. Cette variation est due, d'un côté, au fait que les différents schémas de classe disposent d'un nombre de classes différent et, de l'autre côté, au fait qu'un même schéma de classe dispose d'une structure emboîtée à plusieurs niveaux d'agrégation.

Regardons, à titre illustratif, le rapport entre le niveau d'étude et le revenu mensuel dans l'emploi principal des personnes âgées de 24-64 ans au Brésil en 2015. L'association entre les versions numériques de ces deux variables est mesurée par le coefficient de corrélation entre le nombre d'années d'études et le revenu mensuel, qui est égal à 0,331. Lorsque nous construisons, à partir de ces deux variables numériques, deux variables catégorielles – l'une regroupant le nombre d'années d'études en six niveaux de diplômes, et l'autre regroupant des strates de revenus -, nous pouvons évaluer de quelle manière l'augmentation d'une des dimensions du tableau de contingence impacte la valeur de V (Graphique 30, *gauche*).

³⁷² Étant donné que la population a augmenté entre 2002 et 2015, pour disposer de tableaux avec le même effectif total, nous avons sélectionné aléatoirement 40 millions d'individus (valeurs pondérées) au sein de chaque enquête mobilisée (PNAD 2002 et PNAD 2015). Cependant, la différence entre les valeurs de V utilisant des tableaux avec un même N et utilisant des tableaux avec différentes valeurs N (valeurs antérieures au ré-échantillonnage) est très faible : pour l'année 2002, V passe de 0,280835 (avant) à 0,2808233 (après) ; pour l'année 2015, V passe de 0,2643361 (avant) à 0,2643571 (après). C'est-à-dire, étant donné l'ordre de grandeur de N , la variation de ces valeurs n'impacte pas de manière significative les résultats de V .

Graphique 30 – Intensité de l'association entre niveau d'étude et revenu en fonction du nombre du nombre de degrés de liberté du tableau (gauche) et simulation de la valeur de V en fonction du nombre du nombre de degrés de liberté du tableau (droite)



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques du PNAD 2015 (*gauche*).

Champ : Ensemble de la population âgée de 24-64 ans en emploi (*gauche*).

Comme nous pouvons le voir, alors même qu'il s'agit d'une variable avec des modalités emboîtées comme dans le cas des différentes versions de la variable *revenu* projeté sur le Graphique 30, les valeurs de V augmentent avec l'augmentation du nombre de degrés de liberté du tableau. Certes, cette augmentation est assez faible : en multipliant par cinq le nombre de degrés de liberté (et de modalités de la variable *revenu*), la valeur de V est passée de 0,2643 à 0,2721, soit une augmentation d'environ 3%. Cette augmentation moyenne de la valeur de V en fonction de l'augmentation du nombre de lignes et/ou de colonnes est observée également lorsque nous simulons des tableaux de contingence aléatoires avec des variables pseudo-indépendantes (Graphique 30, *droite*)³⁷³.

Ce comportement de V et d'autres indicateurs basés sur la statistique du χ^2 nous impose de lire avec prudence leurs résultats lorsqu'ils proviennent de tableaux que ne disposent pas des mêmes dimensions. Dans certains cas et, notamment, lorsque les différences entre les valeurs de V sont faibles, nous ne pouvons pas distinguer ce qui relève d'un écart à l'indépendance plus (ou moins) intense de ce qui relève d'un changement de la structure du tableau de contingence.

³⁷³ Nous n'avons pas retrouvé au sein de la littérature spécialisée une explication de ce phénomène. Malgré son importance, une étude détaillée des raisons de cette augmentation, qui nous semble être fonctionnelle, échappe à l'objet de cette thèse.

5.2.2. Association entre deux variables catégorielles comme prédiction optimale

Une autre manière d'envisager le problème de l'association entre deux variables catégorielles, bien moins connue que celle fondée sur la statistique du χ^2 , est celle basée sur la « prédiction optimale », c'est-à-dire basée sur la réduction de l'erreur dans le classement d'un individu au sein d'une des j modalités de Y en raison de la connaissance de son classement au sein de la modalité i de X (Goodman et Kruskal 1979 [1954]; Gray et Williams 1981; Reynolds 2003, 45 *et seq.*; Liebetrau 2003 [1984], 16 *et seq.*). Pour reprendre, en d'autres termes, l'explication qu'en ont proposée Leo Goodman et William Kruskal (*op. cit.*), revenons à l'exemple de l'association entre niveau d'études (X) et revenu mensuel dans l'emploi principal (Y) au Brésil en 2015. Imaginons que nous choisissons aléatoirement un individu et que nous devons deviner à quelle strate de revenu (Y_j) il appartient dans deux situations différentes : 1) sans avoir d'autres informations supplémentaires ou 2) en connaissant son niveau d'étude (X_i).

Dans le premier cas, nous avons moins de chance de commettre une erreur de classement en choisissant la strate de revenu la plus répandue en 2015 (catégorie modale), ce qui équivaut, au sein de notre tableau de contingence T , à la modalité disposant de la probabilité marginale la plus élevée (ρ_{m+}) :

$$\rho_{m+} = \max\left(\frac{n_{.j}}{N}\right) = \frac{\max\{n_{.1}, \dots, n_{.j}, \dots, n_{.j}\}}{N}$$

Dans le deuxième cas, nous avons moins de chance de commettre une erreur de classement en choisissant la strate de revenu la plus répandue en 2015 *en fonction* du niveau d'étude (i) de l'individu, c'est-à-dire la catégorie qui possède la probabilité conditionnelle la plus élevée ($\rho_{m|i}$). Comme nous disposons de i modalités de niveau d'études, la moindre chance d'erreur est donnée par la somme des probabilités conditionnelles les plus élevées :

$$\sum_{i=1}^I \rho_{m|i} = \sum_{i=1}^I \max\left(\frac{n_{ij}}{n_{i.}}\right) = \sum_{i=1}^I \frac{\max\{n_{i1}, \dots, n_{ij}, \dots, n_{ij}\}}{n_{i.}}$$

À partir de cette règle de classement, Goodman & Kruskal proposent l'indicateur asymétrique pour mesurer la réduction relative de la probabilité d'erreur dans le classement des individus au sein de Y_j en fonction de la connaissance de X_i . Autrement dit, en situant par rapport à notre exemple, pour mesurer le pourcentage de réduction de l'erreur de prédiction du niveau de revenu d'individu en raison de la connaissance de son niveau d'étude :

$$\lambda_{Y|X} = \frac{(\text{Probabilité d'erreur dans le cas 1}) - (\text{Probabilité d'erreur dans le cas 2})}{(\text{Probabilité d'erreur dans le cas 1})}$$

$$\lambda_{Y|X} = \frac{(1 - \sum_{i=1}^I \rho_{m|i}) - (1 - \rho_{+m})}{1 - \rho_{+m}} = \frac{\sum_{i=1}^I \rho_{m|i} - \rho_{+m}}{1 - \rho_{+m}}$$

Cet indicateur peut, bien évidemment, être calculé par une procédure analogue pour mesurer la réduction relative de la probabilité d'erreur dans le classement des individus au sein de X_j en fonction de la connaissance de Y_i . C'est-à-dire, pour mesurer le pourcentage de réduction de l'erreur de prédiction du niveau d'étude d'un individu en raison de la connaissance de son niveau de revenu :

$$\lambda_{X|Y} = \frac{\sum_{j=1}^J \rho_{m|j} - \rho_{m+}}{1 - \rho_{m+}}$$

Dans notre exemple, d'un côté, la connaissance du niveau d'étude d'un individu réduit de 9,14% l'erreur dans la prédiction de son du niveau de revenu ($\lambda_{Y|X} = 0,09145$). De l'autre côté, la connaissance du niveau de revenu d'un individu réduit de 4,11% l'erreur dans la prédiction de son niveau d'étude ($\lambda_{X|Y} = 0,04107$).

Cependant, l'application généralisée de la règle de classement à l'origine de $\lambda_{Y|X}$ et de $\lambda_{X|Y}$ produit fréquemment une distribution des classes prédites différente de la distribution de classes originale de la population, étant donné que les modalités modales seraient surreprésentées à la fin d'un long processus de classement. Pour contourner ce problème, Goodman & Kruskal (*op. cit.*, p. 29 *et seq.*) proposent de conditionner cette règle de classement aux distributions originales de la population. Ainsi, les indicateurs $\tau_{X|Y}$ et $\tau_{Y|X}$ sont calculés de la manière suivante :

$$\tau_{X|Y} = \frac{\sum_{j=1}^J \sum_{i=1}^I Q_{ij|+}^2 - \sum_{i=1}^I Q_{i+}^2}{1 - \sum_{i=1}^I Q_{i+}^2} = \frac{\sum_{j=1}^J \sum_{i=1}^I \left[n_{ij} \left(\frac{n \cdot j}{N} \right) \right] - \sum_{i=1}^I \left[n_{i \cdot} \left(\frac{ni \cdot}{N} \right) \right]}{\sum_{i=1}^I \left[n_{i \cdot} \left(\frac{ni \cdot}{N} \right) \right]}$$

$$\tau_{Y|X} = \frac{\sum_{j=1}^J \sum_{i=1}^I Q_{ij|+}^2 - \sum_{j=1}^J Q_{+j}^2}{1 - \sum_{i=1}^I Q_{+j}^2} = \frac{\sum_{i=1}^I \sum_{j=1}^J \left[n_{ij} \left(\frac{ni \cdot}{N} \right) \right] - \sum_{j=1}^J \left[n_{\cdot j} \left(\frac{n \cdot j}{N} \right) \right]}{\sum_{j=1}^J \left[n_{\cdot j} \left(\frac{n \cdot j}{N} \right) \right]}$$

Pour bien saisir l'interprétation de ces indicateurs, qui varient entre 0 (indépendance) et 1 (liaison stricte ou fonctionnelle), prenons un exemple. D'un côté, le $\tau_{Y|X}$ s'élève à 0,074, ce qui signifie que la connaissance du niveau d'étude atteint par les individus réduit de 7,4% l'erreur dans

la prédiction du quintile de revenu dans lequel ils se situent. De l'autre côté, le $\tau_{X|Y}$ est de 0,056, ce qui signifie que la connaissance du niveau de revenu des individus réduit de 5,6% l'erreur dans la prédiction du niveau d'étude qu'ils et elles ont atteint. Ainsi, pour le Brésil en 2015, le niveau d'étude d'un individu dit plus sur son niveau de revenu que l'inverse. Mais les deux variables ont, l'une relativement à l'autre, une capacité prédictive faible, notamment si nous les comparons avec l'indicateur V , dont la valeur (0,2643) peut être considérée, selon les seuils adoptés, comme relativement élevée (Cohen 1988, 224 *et seq.*) ou modérée (L. M. Rea et Parker 2014, 217-19).

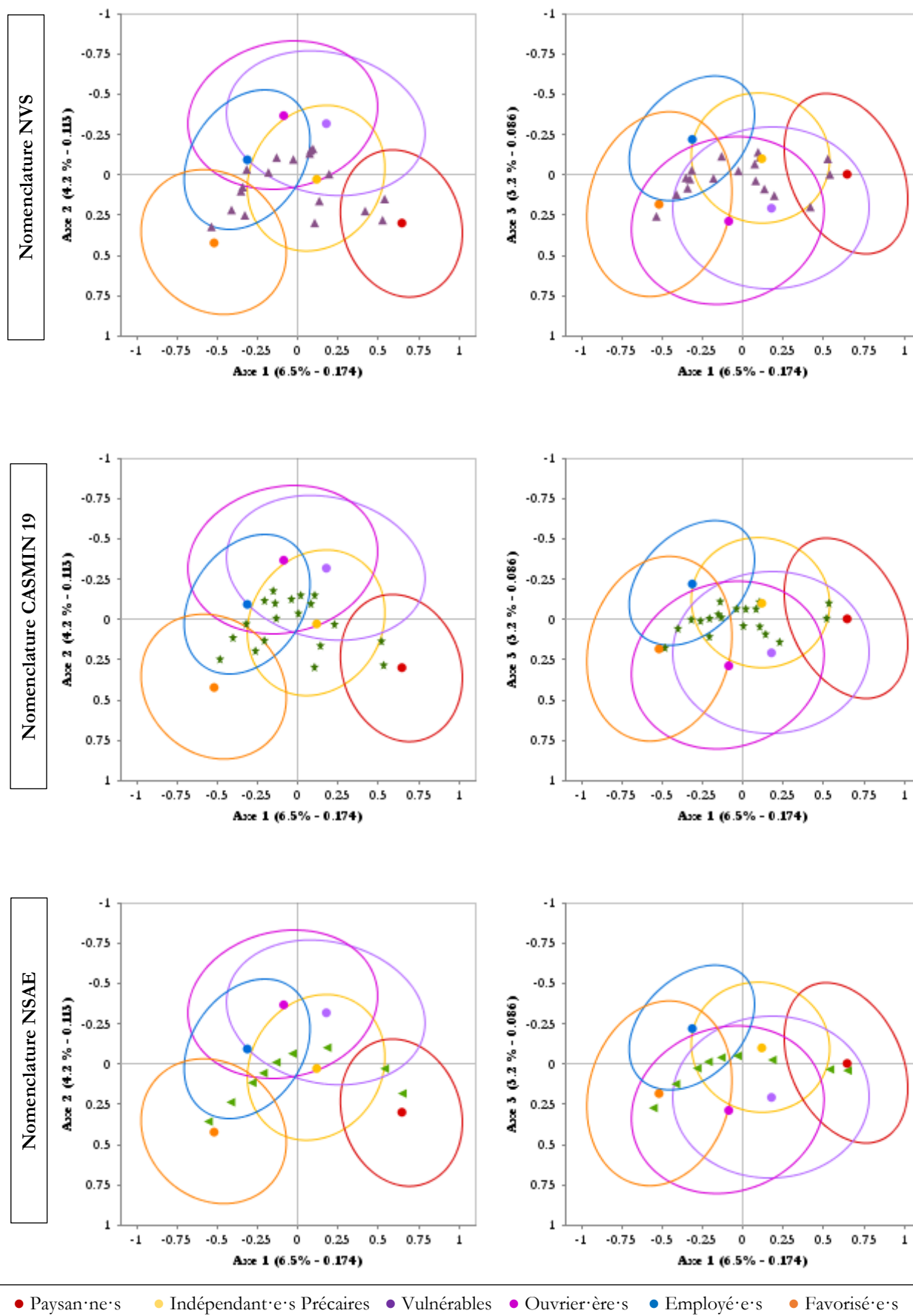
5.3. Des classes dans l'espace

Revenons à l'*espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil*, que nous avons présenté en détail dans le chapitre précédent. Les Graphique 31 et Graphique 32 présentent la position du point moyen de chaque catégorie de classe des différentes nomenclatures dans les Plans 1-2 et 1-3 des individus³⁷⁴. Nous pouvons y voir que la distribution des catégories des différentes nomenclatures couvre l'ensemble des milieux identifiés lors du chapitre précédent. Cependant, nous pouvons y voir également qu'elles sont plutôt distribuées au long de l'*Axe 1*, de manière qu'elles sont moins sensibles à l'*ancrage* des individus (*Axe 2*) et à leur *allocation du temps* (*Axe 3*). De plus, les quadrants I des deux plans, quadrant où se situe la « zone charnière » entre le rural et l'urbain, sont les moins couverts par les nomenclatures. Et, finalement, nous observons que les catégories sont « concentrées » dans le passage entre les quadrants II et III, ce qui correspond à l'intersection des ellipses relatives aux *Employé·e·s* et aux *Indépendant·e·s précaires*.

Ce dernier fait est lié à l'importance que – en suivant les principes théoriques qui orientent la construction de ces nomenclatures et qui ont été pensés originalement pour saisir empiriquement les structures de classes des sociétés d'Europe de l'Ouest et des États-Unis d'Amérique – les nomenclatures accordent plus d'importance aux catégories soit disant de « classe moyenne », liées, pour l'essentiel, à une segmentation plus fine des activités professionnelles du secteur des services, notamment en saisissant les fonctions d'encadrement et de direction.

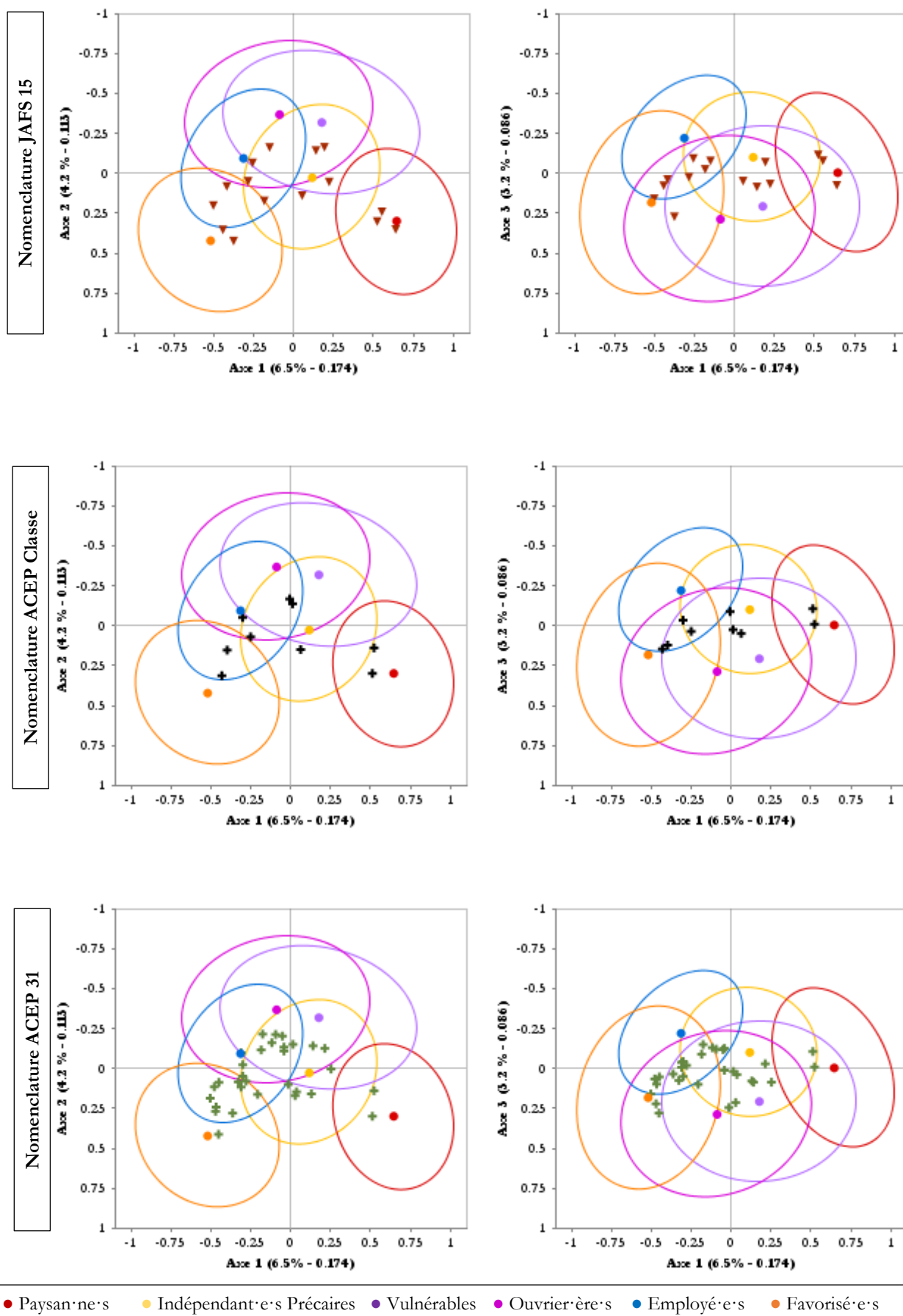
³⁷⁴ Vous trouverez en Annexe (p. 373 *et seq.*) une version amplifiée de ces projections au sein desquelles les libellés des catégories de classe sont lisibles.

Graphique 31 – Point moyen des catégories sur les Plans 1-2 et 1-3



● Paysan·ne·s ● Indépendant·e·s Précaires ● Vulnérables ● Ouvrier·ère·s ● Employé·e·s ● Favorisé·e·s

Graphique 32 – Point moyen des catégories sur les Plans 1-2 et 1-3



Cette « concentration » des catégories implique une grande proximité entre elles dans l'espace : toutes les nomenclatures présentent un nombre important de catégories qui sont très proches sur les trois premiers axes *à la fois*, la JAFS étant celle qui présente une meilleure distribution au long de l'espace³⁷⁵. De plus, si nous regardons la proximité des barycentres des catégories dans l'ensemble des axes de l'espace (*i.e.* si nous réalisons une CAH de ces barycentres), nous pouvons voir qu'elles se distribuent en cinq groupes qui correspondent aux classes de ménages présentées dans le chapitre précédent et que, en revanche, les *Vulnérables* et les *Ouvrier·ère·s* sont relativement isolés (voir l'Annexe, p. 373).

Tableau 30 – Variance expliquée selon les différentes classifications

Nomenclature	η^2	Partition	η^2
NVS	0,117	CM 6 Individus	0,287
NSAE	0,093	CM 7 Individus	0,307
CASMIN 5	0,089	CM 8 Individus	0,326
CASMIN 11	0,106	CM 9 Individus	0,350
CASMIN 16	0,116	CM 5 Ménages	0,258
CASMIN 19	0,120	CM 7 Ménages	0,310
JAFS 4	0,090	CM 9 Ménages	0,351
JAFS 15	0,143		
ACEP Classe	0,115		
ACEP 31	0,146		

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

La proximité entre les catégories dans l'espace conduit à une réduction de la capacité distinctive de l'ensemble de la nomenclature. En termes de variance expliquée, ces différentes nomenclatures présentent des valeurs qui varient entre 8,9% et 14,6% (Tableau 30), valeurs qui peuvent être considérées de « moyenne portée » [*medium size effect*], si nous adoptons les seuils conseillés par Jacob Cohen pour les études dans les sciences sociales (1988, chap. 8)³⁷⁶. En tenant compte du nombre de catégories dont chaque nomenclature dispose, la *JAFS 15* est celle qui présente la meilleure capacité distinctive, suivie de l'*ACEP Classe*. De plus, nous pouvons voir

³⁷⁵ La NVS ne présente que 14 catégories sur 18 (14/18) proches au moins d'une autre, dont une qui est proche de six autres catégories à la fois ; la CASMIN 19 présente 17/19 catégories proches, dont une proche de huit catégories à la fois ; la NSAE dispose de 7/9 catégories proches, dont une proche de trois catégories ; la JAFS 15 présente 10/15, dont une catégorie proche de quatre autres catégories ; l'ACEP Classe dispose de 7/9 catégories proches, dont une proche de deux autres catégories ; et toutes les catégories de l'ACEP 31 sont proches d'au moins une autre catégorie, dont une qui est proche de huit catégories à la fois. Pour les détails, voir l'Annexe (p. 373 *et seq.*).

³⁷⁶ Cohen propose que les valeurs de η^2 supérieures à 0,06 puissent être considérées de « moyenne portée » et que les valeurs à 0,14 puissent être considérées comme de « grande portée ». Bien évidemment, comme le rappellent Le Roux et al. (2020, chap. 2), ces seuils sont indicatifs et doivent être évalués dans le cadre précis de l'étude. Dans notre cas, un élément important à souligner est le fait qu'une variable disposant d'un nombre plus grand de modalités a tendance à produire « mécaniquement » des valeurs de η^2 supérieures.

qu'une augmentation du nombre de modalités de la CASMIN n'est pas forcément accompagnée par une augmentation de sa capacité à saisir l'espace.

Cependant, il faut souligner que ces valeurs sont bien inférieures à celles observées avec la partition des individus (et des ménages) que nous avons présentées dans le chapitre précédent, étant donné que, comme nous l'avons déjà indiqué, ces « schémas de classe » n'ont pas pour ambition de saisir l'ensemble de l'espace que nous avons construit, mais de saisir seulement un nombre restreint d'aspects de la dynamique des classes à la fois. Les classes que nous avons construites au travers de la classification mixte – classes que, dans un abus de langage, nous appelons « inductives » – peuvent être mises en relation avec les classes des nomenclatures – que, sans abus de langage, nous appelons « déductives ». Avant de passer à l'évaluation de l'« ajustement » entre les classes « inductives » et « déductives », regardons d'abord comment les différentes nomenclatures expriment l'évolution des classes au cours de la période analysée.

5.3.1. De l'induction à la déduction

L'évaluation de l'« ajustement » des nomenclatures brésiliennes nous permet de dégager quatre éléments majeurs. Premièrement, l'évaluation du lien entre les classes auxquelles les individus ont été assignés de manière inductive par la classification mixte et celles auxquelles ils ont été assignés de manière déductive par les nomenclatures montre, aussi bien dans le cas des individus (Tableau 31) que dans le cas des ménages (Tableau 32), que toutes les nomenclatures de classes sociales étudiées gardent leur intérêt statistique et sociologique. Notre argument est d'autant plus fort si nous comparons les valeurs du V de Cramer avec celles de l'évaluation des prototypes de la nouvelle nomenclature européenne, ESeG (Denoyelle, 2013). Nous observons alors que l'« ajustement » entre les nomenclatures brésiliennes (NVS, CASMIN, JAFS et ACEP) et les informations statistiques présente un lien dont l'intensité est plus de deux fois supérieure à celle entre l'ESeG et les informations de l'*Enquête sur la force de travail* (EFT-UE). Appliquées à l'espace social et géographique brésilien, qui est aussi (voire plus) hétérogène que l'espace européen, les nomenclatures NVS, CASMIN, JAFS et ACEP se montrent tout de même capables de synthétiser un ensemble multidimensionnel de caractéristiques concernant les ménages et les individus. Cependant, comme nous l'avons indiqué auparavant (pour les détails, voir en page 284 ci-dessus), il est délicat de comparer les valeurs du V de Cramer lorsque les tableaux ne possèdent pas la même structure et, notamment, lorsque le côté le plus petit du tableau change – comme c'est le cas pour les valeurs relatives à la JAFS 4 et à la CASMIN 5. Ainsi, et bien que les résultats soient pour la plupart cohérents, nous nous concentrerons sur les valeurs du τ de Goodman & Kruskal.

Tableau 31 – Distribution du V de Cramer et du τ de Goodman & Kruskal entre les classes d'individus issues de la CAH et la CBO, les niveaux de revenu individuel, le niveau d'études et les nomenclatures de classe

	Partition	ACEP Classe	ACEP 31	JAFS 15	JAFS 4*	CASMIN 19	CASMIN 16	CASMIN 12	CASMIN 5*	NVS	NSAE	CBO 10	Statut d'emploi	Diplôme	Deciles du revenu	Vingtilles du revenu	
<i>V de Cramér</i>	6 classes	0,353	0,381	0,378	0,360	0,355	0,353	0,349	0,357	0,359	0,299	0,343	0,338	0,308	0,346	0,355	
	7 classes	0,319	0,344	0,342	0,353	0,320	0,319	0,316	0,353	0,325	0,269	0,310	0,334	0,304	0,312	0,320	
	8 classes	0,294	0,322	0,317	0,349	0,296	0,294	0,291	0,352	0,301	0,247	0,288	0,338	0,302	0,288	0,296	
	9 classes	0,281	0,312	0,305	0,359	0,287	0,283	0,275	0,354	0,290	0,232	0,277	0,329	0,304	0,274	0,281	
<i>τ de G & K</i>	x y	6 classes	0,115	0,144	0,136	0,080	0,117	0,115	0,111	0,093	0,119	0,079	0,105	0,129	0,069	0,110	0,115
	y x	6 classes	0,068	0,043	0,064	0,147	0,045	0,070	0,062	0,124	0,049	0,067	0,095	0,146	0,091	0,067	0,036
	x y	7 classes	0,106	0,131	0,125	0,072	0,107	0,106	0,102	0,085	0,110	0,071	0,097	0,117	0,063	0,100	0,105
	y x	7 classes	0,066	0,042	0,061	0,141	0,044	0,069	0,061	0,122	0,048	0,064	0,093	0,141	0,089	0,065	0,035
	x y	8 classes	0,097	0,122	0,115	0,066	0,099	0,097	0,094	0,079	0,101	0,065	0,089	0,110	0,057	0,093	0,098
	y x	8 classes	0,067	0,043	0,062	0,139	0,044	0,069	0,061	0,121	0,049	0,064	0,093	0,141	0,088	0,065	0,035
	x y	9 classes	0,085	0,108	0,099	0,057	0,087	0,085	0,079	0,065	0,089	0,055	0,079	0,085	0,049	0,080	0,085
	y x	9 classes	0,071	0,044	0,068	0,147	0,046	0,071	0,061	0,122	0,050	0,062	0,102	0,139	0,088	0,067	0,035

Lecture du V de Cramer: L'intensité du lien entre JAFS-15 individuelle et la CM 6 des individus, sur une échelle de 0 à 1, est de 0,378.

Lecture τ de G&K (x|y): Le fait de connaître la classe d'un individu dans la JAFS-15 réduit de 13,6% l'erreur dans la prédiction de la classe de la CM 6 à laquelle il ou elle appartient.

Lecture τ de G&K (y|x): Le fait de connaître la classe d'un individu à la CM 6 réduit de 6,4% l'erreur dans la prédiction de la classe de cet individu dans la JAFS-15.

Source: Élaboré à partir des données de la PNAD (2002-2015)

Tableau 32 – Distribution du V de Cramer et du τ de Goodman & Kruskal entre les classes de ménages issues de la CAH et la CBO, les niveaux de revenu du ménage, le niveau d'études et les nomenclatures de classe.

	Partition	ACEP Classe	ACEP 31	JAFS 15	JAFS 4*	CASMIN 19	CASMIN 16	CASMIN 12	CASMIN 5*	NVS	NSAE	CBO 10	Statut d'emploi	Diplôme	Deciles du revenu	Vingtiles du revenu	
<i>V de Cramér</i>	5 classes	0,399	0,428	0,419	0,360	0,404	0,402	0,396	0,363	0,406	0,343	0,389	0,371	0,315	0,362	0,373	
	7 classes	0,317	0,345	0,338	0,347	0,322	0,320	0,315	0,355	0,325	0,272	0,311	0,328	0,305	0,286	0,295	
	8 classes	0,273	0,296	0,290	0,338	0,276	0,274	0,270	0,350	0,279	0,241	0,266	0,321	0,304	0,255	0,263	
<i>τ de G & K</i>	x y	5 classes	0,134	0,164	0,152	0,089	0,139	0,137	0,131	0,111	0,139	0,095	0,125	0,139	0,083	0,104	0,110
	y x	5 classes	0,070	0,043	0,062	0,147	0,047	0,073	0,064	0,130	0,051	0,070	0,097	0,139	0,096	0,058	0,029
	x y	7 classes	0,102	0,125	0,116	0,066	0,106	0,104	0,100	0,085	0,107	0,072	0,096	0,107	0,062	0,078	0,082
	y x	7 classes	0,067	0,042	0,059	0,137	0,045	0,070	0,062	0,124	0,049	0,068	0,093	0,129	0,091	0,054	0,027
	x y	8 classes	0,082	0,098	0,090	0,048	0,084	0,083	0,080	0,068	0,085	0,063	0,077	0,077	0,050	0,070	0,074
	y x	8 classes	0,067	0,041	0,056	0,126	0,044	0,068	0,061	0,119	0,048	0,074	0,091	0,117	0,089	0,057	0,029

Lecture du V de Cramer: L'intensité du lien entre JAFS-15 individuelle et la CM 5 des ménages sur une échelle de 0 à 1, est de 0,419.

Lecture τ de G&K (x|y): Le fait de connaître la classe d'un individu dans JAFS-15 réduit de 15,2% l'erreur dans la prédiction de la classe de ménage (CM 5) à laquelle cet individu appartient.

Lecture τ de G&K (y|x): Le fait de connaître la classe de ménage (CM 5) à laquelle un individu appartient réduit de 6,2% l'erreur dans la prédiction de la classe de cet individu dans la JAFS-15.

Source: Élaboré à partir des données de la PNAD (2002-2015).

Deuxièmement, ces quatre nomenclatures synthétisent les informations statistiques mieux que le simple regroupement des professions du premier de la CBO³⁷⁷. En effet, aucune des classes de notre classification ne peut être identifiée directement au libellé d'une profession en particulier ou d'un groupe de professions organisées selon le « niveau de compétence » exigé par ses tâches et le secteur d'activité où elles s'exercent typiquement. Cela ne signifie pas que cet indicateur est dépourvu d'intérêt, puisqu'en son état brut il présente une qualité d'« ajustement » équivalente à celle du décile des revenus, aussi bien en termes d'individus qu'en termes de ménages. Mais que, dans le cas brésilien, l'hétérogénéité de ces « micro-classes » est trop importante pour qu'on puisse y réduire le positionnement des individus dans l'espace.

Nous pouvons voir également que l'importance du cadre légal/contractuel dans lequel le métier est pratiqué, évalué par le statut d'emploi, est supérieure aux groupes de métiers eux-mêmes. C'est-à-dire que, du point de vue du positionnement des individus et des ménages dans l'espace construit, le fait d'exercer (ou pas) une activité professionnelle en situation formelle pour les salarié·e·s du privé, d'être fonctionnaire statutaire ou bien, pour les indépendants, d'employer un/des salarié·e·s joue un rôle prépondérant par rapport au métier exercé.

Troisièmement, les quatre nomenclatures sociologiques analysées présentent des résultats supérieurs aux déciles et aux vingtiles du revenu mensuel des individus et du revenu total des ménages ; mais aussi des résultats nettement supérieurs à la classification NSAE. Cela indique, une fois de plus, que réduire un espace social aux simples tranches de revenus a peu d'intérêt, comme l'ont déjà soutenu à plusieurs reprises différents sociologues appartenant à différents courants de la sociologie. De plus, nous pouvons voir qu'une augmentation du nombre de tranches de revenu n'apporte que des gains marginaux en termes de la qualité de l'ajustement.

De même, le niveau de diplôme (ou, encore, le nombre d'années d'études) n'est pas non plus capable d'appréhender les différents milieux sociaux mieux que les nomenclatures de classe, comme le voudraient les défenseurs de la théorie du capital humain. Certes, dans une société de marché, la classe sociale, le revenu et le diplôme se conditionnent mutuellement ; mais, dans une société de marché comme la société brésilienne, la classe sociale est capable de synthétiser à la fois les compétences et formations exigées par l'exercice d'une activité professionnelle et les rétributions monétaires typiques de cette activité.

Passons, finalement, à la comparaison des nomenclatures sociologiques. À première vue les quatre nomenclatures mobilisées (NVS, CASMIN, JAFS et ACEP) ont des résultats relativement proches (voire équivalents) lorsqu'il s'agit d'appréhender l'ensemble de l'espace social. Bien que la

³⁷⁷ Ces constats sont valables également pour des niveaux plus désagrégés de la CBO : au niveau deux (46 modalités), le τ de G&K ($x|y$) est de 0,14 ; au niveau 3 (187 modalités) il est de 0,157 ; et au niveau quatre (488 modalités) il est de 0,169.

version désagrégée de l'ACEP présente des résultats absolus supérieurs à toute autre nomenclature, les pertes et les gains d'informations résultant de chacune des nomenclatures peuvent sembler ne pas être suffisamment importants pour que l'on puisse trancher définitivement en faveur de l'une ou de l'autre, indépendamment du nombre de partitions utilisées pour décomposer les groupes à l'intérieur de l'espace factoriel³⁷⁸.

Cependant, les valeurs absolues font écran à un autre élément central, à savoir, l'« économie » de la nomenclature. C'est-à-dire, s'il est vrai que la version désagrégée de l'ACEP possède le τ et le V les plus élevés de toutes les nomenclatures, elle est également celle qui possède le plus grand nombre de modalités (31) et ce fait impacte « mécaniquement » le résultat des indicateurs. Or, disposant de moins de la moitié du nombre de modalités, la version désagrégée de la JAFS atteint des résultats assez proches de l'ACEP-31 et plus élevés que ceux obtenus avec les versions désagrégées de la CASMIN (16 ou 19 modalités) ou de la NVS (18 modalités). Ainsi, lorsqu'il s'agit d'une analyse exigeant un nombre plus important de classes, la JAFS 15 est la nomenclature qui s'ajuste le mieux aux classes « inductives » que nous avons construites et, comme nous l'avons vu auparavant, celle dont les classes sont le mieux distinguées les unes des autres aussi bien pour les individus que pour les ménages³⁷⁹. De même, lorsqu'il s'agit d'une description générale grâce à un nombre plus restreint de catégories, l'ACEP *Classe* (disposant de neuf modalités) garde tout son intérêt, puisqu'elle présente des résultats relativement élevés et qui sont, en tout cas, au même niveau que les versions désagrégées de la CASMIN et de la NVS.

5.4. Conclusion

Si nous nous sommes centrés sur le cas particulier du Brésil, les enjeux de notre étude sont plus généraux. Comme nous l'avons déjà indiqué ailleurs (Page Pereira 2019), la démarche adoptée ici permet d'affirmer la pertinence des indicateurs de classe sociale en tant qu'outils aptes à

³⁷⁸ On aurait pu, d'ailleurs, voir dans l'analyse que nous proposons un exemple de la doctrine de l'« interchangeabilité des indices » énoncée par Paul Lazarsfeld (Lazarsfeld 1939; 1958; 1959; Lazarsfeld et Thielens 1958). Cependant, le peu d'attention que Lazarsfeld accorde aux modalités intermédiaires des indices ; l'utilisation d'un langage souvent imprécis ; et, par conséquent, le niveau de généralité de ces formulations rendent difficile de saisir les valeurs critiques à partir desquelles deux indices seraient « interchangeables », nous conduisant à émettre de forts doutes en ce qui concerne la pertinence de cette doctrine. De plus, l'utilisation d'un outil scientifique peut produire des résultats scientifiques et politiques sensiblement différents, en dépit du caractère « raisonnable » du choix des indicateurs retenus pour construire l'« indice ».

³⁷⁹ Bien sûr, une version de la JAFS avec six/huit modalités (telle que celle adaptée par (P. M. Loureiro 2019a)) pourrait présenter également des résultats intéressants en termes d'approche globale et en capacité de synthèse sans mettre en péril la logique théorique qui lui est sous-jacente. En effet, si nous réalisons un regroupement des catégories de la JAFS 15 selon leur distance dans l'espace (CAH) en une version de nomenclature agrégée en six classes, nous obtenons un τ de G&K ($x|y$) de 0,123 relativement à la CM des individus en six classes et de 0,083 par rapport à la CM en neuf classes ; et un V de Cramér de 0,359 relativement à la CM des individus en six classes et de 0,353 pour la CM des individus en neuf classes. Par rapport à la CM des ménages en 5 classes, la valeur du τ de G&K ($x|y$) est de 0,137 et le V de Cramér est de 0,397.

synthétiser les différences observables entre milieux sociaux. Capables de condenser, à un moment donné, les trajectoires de vie des ménages et des individus, ces outils expriment l'espace multidimensionnel des inégalités mieux que les regroupements des professions, que les niveaux de diplôme ou que les tranches de revenu.

Ce fait mérite d'être souligné à un moment où, dans différents contextes nationaux, on assiste à la mise à l'écart des indicateurs de classes sociales en faveur des indicateurs composites centrés sur le revenu et/ou le niveau d'études. Quand bien même ils seraient imparfaits et problématiques à de nombreux égards, les indicateurs de classe sociale demeurent centraux.

Notre démarche permet aussi de vérifier que, dans le cas brésilien, les différences théoriques qui orientent les différentes nomenclatures ont un faible impact sur leurs résultats empiriques. Ce constat rejoint les critiques adressées au projet de l'*European Socio-economic Classification* (ESeC), à savoir, que la consistance théorique d'une nomenclature socio-professionnelle ne garantit pas sa pertinence dans un espace social différent de celui où ses principes ont vu le jour.

Soulignons que les logiques théoriques qui orientent la JAFS et l'ACEP mettent en avant le cadre de l'exercice de l'activité professionnelle (*i.e.* le statut d'emploi) et ce fait n'est pas sans lien avec le meilleur résultat de ces nomenclatures. En effet, ce que nous observons au sein de l'*espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil* est la prépondérance de la position des individus au sein des relations de production et de domination face aux types de « relation d'emploi » ou à la réalisation socio-économique des professions.

Certes, nous pourrions toujours mobiliser d'autres critères pour légitimer le choix d'un schéma de classe en particulier, tels que : la comparabilité internationale ; le potentiel de faire voir et, ainsi, contribuer à faire exister, des groupes particulièrement importants dans une société donnée ; sa sensibilité aux aspects spécifiques de la structure de la production et du marché du travail à l'intérieur des frontières nationales ; la simplicité de son opérationnalisation entre autres. Mais cela ne rendra point ces outils plus robustes.

En effet, l'amélioration des nomenclatures de classes sociales est strictement dépendante d'un travail commun et de longue haleine entre les chercheur·euse·s en sciences sociales et organismes de la statistique publique en vue de raffiner les informations récoltées par les enquêtes menées au niveau national. Ainsi, dans la perspective de disposer d'informations compatibles, comparables, complémentaires et cumulables – déterminantes dans le développement de n'importe quelle science –, il nous semble essentiel de développer, valoriser et diffuser un indicateur de milieu social construit, à la fois, à la frontière des différentes orientations théoriques et sous l'égide de l'organisme responsable des statistiques publiques.

Conclusion Générale

Si l'ouvrier savait / reconnaître la valeur qu'a sa journée / certainement elle aurait valu / Le double de son salaire
Mais comme il ne veut pas la reconnaître / Il est un esclave sans appartenir / à aucun usurier /
On refoule la parole des opprimés / Avec de la douleur et du gémissement / la parole ne peut pas se défouler
Travail fait par mes mains / Je n'ai trouvé que de l'exploitation / partout.

(Alfredo Português, Cartola & Nelson Sargento, *Samba do operário*, 1984)

Entreprise: Ana Clara Residência

Salaire: R\$1600,00 par mois [1,45 salaires minimums actuels]

Ville/État: Campinas/SP

Description: Nounou/ gouvernante qui s'occupera de 2 enfants (âges), organisera leurs routines, sera la responsable de leur alimentation pendant la journée, comme de la réalisation de leurs activités journalières (étude, cours particuliers, loisirs entre autres). Sera la responsable de l'entretien de la résidence et de ses dépendances. Organisera l'agenda et les horaires des autres prestataires de services [de la famille]. Nous avons une femme de ménage 1x par semaine, parfois 2x, en fonction des événements [que nous organisons], la personne sera la responsable de l'entretien de la propreté de la résidence les autres jours, rien de compliqué. Prérequis : avoir de l'expérience confirmée en tant que nounou et/ou gouvernante; être soigneuse, être organisée, avoir de la discipline, avoir un bon bagage culturel, avoir été vaccinée contre la covid-19 avec le vaccin de Pfizer. Pouvoir accéder facilement au *Cambuí* [un quartier aisé de la ville de Campinas]. Permis de conduire pour les voitures souhaité. Horaires: du Lundi au Vendredi entre 7h et 15h45; Samedis: demi-journée. Bénéfices: R\$1600/mois; paiement des frais de transport ; alimentation fournie sur place; 1 journée de congé payé par mois ou vacances (15 jours) après la fin du contrat. Il faut avoir un registre d'autoentrepreneur, nous prenons en charge les impôts. (A. Rodrigues 2021).

Cette offre d'emploi, publiée en juin 2021, a été l'objet de plusieurs interventions au sein des médias brésiliens, notamment pour mettre à nu un type de violence constitutive de la société brésilienne. Ce sur quoi plusieurs journalistes ont attiré l'attention est le décalage entre les responsabilités du poste, l'engagement exigé, la rémunération proposée, le type de contrat de travail choisi et, bien évidemment, le prérequis de la vaccination contre la covid-19 avec un type particulier de vaccin. À leurs yeux, ce n'est que par un genre d'atavisme de l'esclavage qu'une famille résidant dans un des mètres-carrés le plus cher de l'État de São Paulo peut oser publier une telle offre. Sans nous intéresser directement ici à ces arguments et à comment le contexte politique brésilien a permis depuis quelques années une véritable « libération de la parole » et de la violence de classe par la parole au sein des groupes dominants ; ce qui nous intéresse dans cette offre d'emploi est le problème qu'elle pose aux sociologues qui veulent classer la personne qui idéalement exercerait cet emploi.

En effet, si nous regardons le titre de l'offre, cette travailleuse idéale aurait pu être classée comme *Assistance maternelle* (CBO 5162) ou comme *Gouvernante* (CBO 5131), mais dès que nous regardons plus en détail la description du poste et, ainsi, ce par quoi on détermine la CBO à laquelle on rattache une activité professionnelle, elle pourrait être également classée comme *Femme de ménage* (CBO 5121), comme *Assistante éducative* (CBO 3331) ou, encore, *Chauffeure privée* (CBO 7823). De plus, étant donné que le type de contrat proposé dissimule une relation salariale, cette personne

aurait pu être classée comme *indépendante (sans salariés)*, exerçant une activité professionnelle *en situation formelle*, mais percevant une partie de son revenu sous la forme de salaires non-monétaires liés au transport et à la restauration. Ainsi, en fonction de ce qui aurait été mis en lumière au moment de « caser » cette personne idéale, elle aurait pu être classée dans quatre catégories différentes de la NVS, trois catégories de la CASMIN, deux catégories de la JAFS, trois catégories de l'ACEP et à la classe *C1* de la NSAE.

Dans le chapitre introductif de cette étude, nous sommes partis de l'imprécision du vocabulaire utilisé par les grands médias pour saisir le milieu social des individus, un vocabulaire qui regroupait sous les mêmes termes des situations socio-économiques beaucoup trop distinctes. Nous avons vu également que, dans le cas brésilien, l'imprécision de ce vocabulaire dépasse largement la presse et elle est le fruit d'une situation particulière où l'absence d'un repère commun pour saisir les classes sociales a rendu possible l'existence simultanée d'une multitude d'approches (plus ou moins précises et/ou scientifiquement fondées) pour saisir les différents milieux sociaux. Ici nous sommes face au processus précisément inverse : un même cas qui peut, en fonction de ses facettes qui sont mises en exergue, aboutir à des classifications distinctes. C'est justement les enjeux de ces processus de classification scientifique – qui ne sont absolument pas évidents, consensuels ou équivalents – qui ont balisé cette recherche doctorale.

En analysant la grande reformulation du système statistique public au Brésil à la fin des années 1960 et au début des années 1970, nous avons pu constater que, en raison du contexte politico-économique et des directives qui ont orienté cette reformulation du système de la statistique publique, les discours de la neutralité axiologique et de l'adéquation aux pratiques scientifiques jugées alors « de pointe » ont créé les conditions pour la réalisation d'un travail de neutralisation d'une partie des éléments de ce système (enquête, variable, nomenclature, approche etc.) considérés politiquement sensibles.

Dans la conception et dans mise en place du PNAD, ce qui ressort davantage est l'effort de rendre lisible aux acteurs étrangers (et, en particulier, états-unien) la dynamique de l'économie marchande des grands centres urbains au Brésil, de manière à produire des informations aptes à être intégrées dans les modèles économiques (et économétriques) déjà en place à l'étranger et celles dont les groupes au pouvoir au Brésil avaient besoin pour négocier auprès d'institutions étrangères l'accès aux ressources financières nécessaires à la réalisation de sa stratégie de « développement ». De manière que cette enquête, qui est devenue une des plus importantes (voire l'enquête la plus importante) pour la recherche en sciences sociales au Brésil, répondait certes aux intérêts des organismes de la planification économique brésilienne, mais d'une planification économique qui à l'époque était très peu sensible aux spécificités locales et, notamment, dont la conception (*i.e.* délimitation des thématiques prioritaires, des concepts, de structure de variables etc.) accordait très

peu d'attention à la production des sciences sociales brésiliennes. Le PNAD, au moment où il a vu le jour, semble dans une certaine mesure un de ces outils de traduction automatique de première génération, qui ne tenaient pas en compte des faux-amis, des expressions idiomatiques, de l'argot et qui se restreignaient au premier sens des mots tels qu'ils ont été organisés au sein d'un dictionnaire en particulier. *By going fast on their skates and although they put double bites in the mouth, its designers were painting the giraffe to look no further than the tip of their nose* [En allant vite sur leurs patins et bien qu'ils aient mis les bouchées doubles, ses concepteurs peignaient la girafe pour ne voir pas plus loin que le bout de leur nez].

Dans ce processus de transformation du système de la statistique publique, l'inexistence d'un effort pour mettre en place une stratégie de segmentation des différents milieux sociaux est particulièrement intéressante, puisqu'une telle stratégie présentait un intérêt pour les acteurs économiques placés au centre de ce projet de « développement » (notamment les acteurs les mieux structurés) qui cherchaient alors à délimiter le public cible des biens et des services qu'ils offraient, comme le montre la création du *Critère ABA* peu de temps après. Ainsi, alors même qu'un tel outil de stratification sociale se montre pertinent et aurait pu facilement retrouver sa place au sein la perspective du « développement économique » et des stratégies de planification en cours à l'époque, rien n'est fait à ce sujet, en créant une lacune qui sera comblée par les solutions *ad hoc*.

Si le fait que les individus qui ont conduit ce processus de transformation de la statistique publique étaient très fortement marqués par les idées monétaristes, par la théorie du capital humain et par la généralisation de la logique microéconomique à l'ensemble des domaines de la vie humaine composent, sans doute, l'éventail des raisons qui nous permettent de comprendre le peu d'intérêt accordé aux indicateurs de milieux sociaux (alors même qu'il s'agit de la construction d'un système d'enquêtes par échantillonnage !); nous ne pouvons cependant pas écarter, compte tenu du contexte et des autres cas que nous avons évoqué au cours de notre étude, l'impact que la volonté de rendre invisibles les « classes » et, notamment, la « lutte des classes » a eu sur ce processus. Cependant, que cela soit le fruit de décisions conscientes ou inconscientes, cela a peu d'importance au regard du fait que, dès lors, les outils dont nous disposons pour saisir le milieu social d'appartenance des individus ont été conçus selon une logique qui privilégie les frontières de la « technique » aux frontières sociales.

Certes, plus de trois décennies séparent le moment où le PNAD a été mis en place et celui que nous analysons, une période non seulement longue, mais pendant laquelle plusieurs aspects du PNAD ont été modifiés. Notamment les questionnaires qui le composent (en particulier les questionnaires interrogeant des thématiques spécifiques) sont devenus de plus en plus ouverts au dialogue avec les spécialistes des différents domaines. Cependant, s'il est vrai que les informations statistiques de cette enquête sont d'une qualité exceptionnelle et qu'il existe à nos jours un dialogue

plus ouvert avec les spécialistes, la renommée internationale que cette enquête a cumulée est, en grande partie, le résultat de sa constante adéquation aux différents « standard internationaux » (notamment en termes d'harmonisation conceptuelle) en dépit de la manière dont les spécialistes des différentes thématiques au Brésil évaluent la pertinence d'une telle adéquation.

C'est justement à partir des informations statistiques des PNADs 2002-2015 que nous avons construit, décrit et analysé *l'espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil*. Comme nous l'avons montré, cet espace possède trois dimensions principales : une première qui distingue *précarité* et *assurance économique*, une deuxième qui distingue les individus selon leur *ancrage* dans un milieu social donné, et une troisième qui distingue les individus selon la manière dont ils et elles *allouent leur temps*. Cet espace a été ensuite décomposé, montrant l'existence de régions cohérentes en termes de profil sociodémographique des individus et des ménages : non seulement nous observons la différence entre un sous-espace urbain et un sous-espace rural, mais aussi une structure qui peut être partiellement saisie à partir du volume total de capital des individus et de la manière dont ce capital est composé. Nous disons partiellement parce que l'existence de différence de composition du capital est moins marquante parmi les individus disposant d'un grand volume de capital total – mais, comme nous l'avons indiqué, l'existence statistique d'un phénomène du type « le gagnant remporte tout » semble être plus l'effet de la structure des variables des PNADs, peu aptes à faire apparaître la différence entre les groupes dominants. Finalement nous avons proposé une classification des individus et des ménages qui composent cet espace au sein de six classes « inductives » d'individus et de cinq classes de ménages.

C'est la position des individus et des ménages à l'intérieur de cet espace qui a été utilisé par la suite pour comparer les différentes approches de la stratification sociale que nous avons auparavant situées, reconstituées et reconstruites. Cette comparaison cherchait avant tout à évaluer dans quelle mesure les indicateurs sociologiques étaient en mesure de synthétiser cet espace social face aux indicateurs économiques plus amplement utilisés. Cette question de recherche, qui fait écho à celle posée par Halbwachs il y a maintenant plus d'un siècle, aboutit à un résultat assez net : même au sein d'une société aussi fortement marquée par les inégalités de richesse que la société brésilienne et utilisant des informations statistiques plus sensibles aux différences en termes de capital économique (plutôt qu'en termes de capital culturel ou de capital social), les indicateurs sociologiques des classes sociales (centrés sur l'insertion des individus sur le marché de l'emploi) se montrent plus aptes à saisir l'ensemble de l'espace social que les indicateurs exprimant exclusivement le capital économique, le capital humain, le niveau de compétence etc.

Notre étude permet également de montrer que, parmi les approches sociologiques, celles qui privilégient davantage le niveau de contrôle sur les actifs productifs et le cadre légal/contractuel d'exercice d'une profession s'ajustent mieux à la segmentation de *l'espace des conditions de vie et d'emploi*

que nous avons construit. Ceci ne veut pas dire que, par exemple, les approches accordant plus d'attention à la différence entre *contrat de travail restreint* et *relation de service* ne possèdent guère d'intérêt, mais seulement que ce type de distinction semble être davantage pertinent pour saisir les secteurs les plus dynamiques du marché de l'emploi urbain et qualifié – et non pas pour saisir l'ensemble de l'espace social brésilien.

Ces constats nous permettent d'insister sur les bénéfices que l'éventuelle construction collective d'un indicateur des milieux sociaux sociologiquement pertinent et passible d'être intégré à la statistique publique aurait pour l'ensemble des acteurs intéressés à la stratification de la société brésilienne. Ceci ne veut absolument pas dire qu'un tel indicateur serait la panacée aux problèmes scientifiques, politiques et économiques que les classes sociales représentent au Brésil, mais cela permettrait au moins la cumulativité des connaissances de l'espace social brésilien, aussi bien d'un point de vue quantitatif que d'un point de vue qualitatif. Si la « cécité des classes sociales » exprime justement l'immense inégalité qui marque les rapports de classe, une telle cumulativité des connaissances produites par différentes enquêtes et par différent·e·s chercheur·euse·s est un des moyens de faire sortir de l'ombre, de manière relativement cohérente et généralisable, les caractéristiques pertinentes et les points de tensions qui marquent les différentes régions de l'espace social.

D'un point de vue de la sociologie quantitative, cette recherche apporte trois contributions principales. La première, intéressant plus directement les chercheur·euse·s travaillant sur le Brésil, est la réunion au sein d'un même document des différentes approches *empiriques* de la stratification sociale au Brésil – qui, souvent, ont du mal à cohabiter – et de rendre accessible aux chercheur·euse·s intéressé·e·s les routines nécessaires à l'implémentation de toutes les approches mobilisées, de manière à permettre à chaque chercheur·euse d'évaluer empiriquement l'approche la plus pertinente pour le type de recherche qu'il·elle réalise. La deuxième contribution est la mise au point des routines nécessaires à la réalisation de la CSA sur des informations statistiques volumineuses, ce qui permettra à ceux·celles qui s'intéressent aux méthodes de l'AGD d'exploiter cette méthode sur une gamme plus vaste d'enquêtes. Finalement, nous avons proposé une approche pour traiter les ménages au sein de l'AGD, à savoir, le ménage comme un genre de micro-espace délimité par l'ensemble des positions de leurs membres au sein de l'espace global et, notamment, nous avons proposé une manière de mesurer le micro-espace du ménage, ce qui permet, à notre avis, de nouvelles perspectives pour analyser, par exemple, l'homogamie.

Limites et Ouvertures

Cette étude présente deux types de limites dont nous avons conscience à savoir ceux liés aux cadres de sa réalisation et ceux liés aux résultats auxquels nous avons aboutis. Cette étude est le

résultat de la redéfinition de l'objet de recherche original qui accordait une place importante à l'analyse de l'évolution des budgets des familles au Brésil, mais que nous avons été contraints d'abandonner en raison des reports successifs de l'enquête *Budget de famille* (POF-IBGE), prévue à l'origine pour 2015. D'un côté, cette réadéquation nous a imposé de travailler exclusivement avec les PNADs, dont les informations statistiques – qui sont moins détaillées et diverses que celles des enquêtes *Budget de famille* – nous permettent certes de construire et analyser l'*espace des positions*, mais non pas de saisir un *espace de prises de positions*. De plus, ce changement nous a amené à exclure de la version finale du texte l'analyse socio-historique des enquêtes interrogeant les *standards de vie* et les *budgets des familles* au Brésil. De l'autre côté, ce recalibrage nous a permis de réaliser que le projet de recherche original était ambitieux et, probablement, incompatible avec le cadre d'une thèse de doctorat, notamment en raison du temps nécessaire pour exploiter en profondeur à la fois les différents éléments des PNADs et des enquêtes *Budget de famille*. Ainsi, si cette thèse comportait une partie supplémentaire, elle s'intéresserait aux budgets des familles au Brésil ou, plus précisément, à comment la structure de la répartition des dépenses des différentes classes sociales a évolué entre 2002 et 2018 et de quelle manière les différentes approches des classes sociales nous permettent de saisir cette évolution.

Ceci dit, et au-delà des limites dans les conditions de cette recherche, une première limite de cette recherche concerne les sources mobilisées dans l'analyse socio-historique. Comme nous l'avons déjà indiqué, l'analyse proposée aurait pu être plus documentée et certaines lacunes comblées par l'intégration à la recherche des fonds d'archives relatives aux principales institutions internationales ou étrangères engagées dans le processus de transformation du système statistique brésilien, telles que le *Bureau of Census*, l'OEA, l'USAID ou l'OIT. Nous ne pensons pas que cela aurait changé radicalement les idées maîtresses que nous avons présentées, mais cela aurait permis un récit moins mécanique et plus détaillé de cette transformation. De manière plus générale, nous pensons que la mise en place des sondages d'opinion et des enquêtes par échantillonnage national en Amérique Latine est un terrain particulièrement prometteur pour l'analyse des relations entre pratique scientifique et pouvoir, qui, compte tenu du contexte politique dans lequel ce processus a eu lieu, semblent composer un véritable cas d'« impérialisme statistique ».

Une deuxième limite de cette enquête, liée à la nature des informations statistiques que nous avons mobilisées, est son caractère macrosociologique et « topologique » qui peut être pris comme une pratique de « cabinet » et « hors-sol ». Nous sommes totalement conscients que notre travail se restreint au moment « objectif » de l'analyse sociologique, ne comportant pas de moment « subjectif » où la perception du monde social qui échappe et dépasse la grille des questionnaires statistiques peut être réintégrée à l'analyse. Cependant, ceci nous semble toujours l'approche la plus adéquate pour répondre à notre problématique de recherche, qui présuppose l'analyse d'un espace global.

Finalement, cet aspect macrosociologique a aussi comme conséquence que nous ne cherchons pas directement à faire avancer les analyses de chacun des différents sous-domaines de la sociologie mobilisés dans notre texte. De fait, qu'il s'agisse de l'analyse des syndicats, du logement social ou d'une des autres composantes de *l'espace des conditions de vie et d'emploi*, nous nous limitons à les resituer à la lumière des recherches les plus récentes, ceci car notre étude cherche surtout à intégrer ces différents domaines de la recherche sociologique. C'est pour ça, d'ailleurs, que nous avons présenté cette étude comme une « thèse d'étape » : elle s'est proposée depuis le début d'être l'espace d'un bilan de la stratification sociale, *mais aussi* des dimensions qui composent l'espace des inégalités sociales au Brésil.

En contrepartie, cette étude nous permet d'entrevoir des prolongements possibles de cette recherche. Le premier est celui de l'approche des ménages et des familles (nucléaires ou étendues) dans le cadre de l'AGD. En effet, cette approche ébauchée au cours de notre étude permet de dépasser les différents modèles de dominance et d'intégrer de la diversité et de la tension à l'intérieur de ces micro-espaces, spécialement lorsque nous disposons d'informations statistiques permettant de prendre en compte des pratiques individualisées de leurs membres. Qu'il s'agisse d'approfondir les questions relatives à l'« homogamie », d'analyser comment les pratiques culturelles (ou les prises de position politique) des différents éléments de ce micro-espace ou d'interroger le comportement économique, l'approche ébauchée permet de ne pas présupposer ni des individus atomisés, ni des familles (ou ménages) comme unités homogènes.

Le deuxième prolongement possible est la transposition du cadre construit pour la comparaison des outils de la stratification sociale au Brésil au contexte européen. De fait, depuis les années 1990, mais de manière plus intense à partir des années 2000, nous avons vu se développer en Europe différentes stratégies pour approcher la stratification sociale dans un contexte supranational, dont le dernier volet est précisément la nomenclature ESeG. Se pencher sur la pertinence sociologique de penser un espace social européen et sur la manière dont les différentes approches de la stratification sociale saisissent cet espace sont des questions à l'ordre du jour.

Enfin, un troisième prolongement, à la fois méthodologique et pédagogique, est celui de l'amélioration des outils statistiques que nous avons mobilisés pour analyser l'espace de l'ACM. D'un côté, cela signifie continuer à faire évoluer les outils d'AGD pour, par exemple, rendre plus intuitive l'interprétation des angles entre les plans de la CSA et l'ACM globale ou, encore, développer une stratégie pour traiter la mobilité sociale en tenant compte de l'évolution de la structure de l'espace au cours du temps – approche que nous avons déjà ébauchée, mais que nous n'avons pas mentionnée au cours de cette thèse en raison du manque de temps pour approfondir l'exploitation de cette question. D'autre part, cela signifie développer de manière à les rendre plus

accessibles et plus faciles à manier, à la fois les outils de stratification adaptés aux enquêtes brésiliennes et les méthodes d'AGD que nous utilisons.

Annexes

Annexes en ligne

Notre étude est composée d'annexes en ligne où vous trouverez le PNAD 2015 en format CSV, un extrait du jeu de données final en format CSV et l'ensemble des routines R utilisées pour l'implémentation des différentes étapes de la thèse. De manière temporaire, cette annexe est accessible sur le dossier Google Drive suivant : <https://bit.ly/3j9nFhC>. Après la soutenance de thèse, cette annexe sera déposée à une adresse en ligne plus sécurisée et permanente.

Annexes du Chapitre 1

Tableau 1– *Questions interrogeant la professions dans les recensements et dans les PNADs*

Recensement			PNAD	
<i>Année</i>	<i>Question</i>	<i>Nombre Professions</i>	<i>Année</i>	<i>Question</i>
1872	Profissão. Declara-se a profissão o ofício ou ocupação habitual, ou os meios de vida.	37		
1890	Profissão.	48		
1900	Profissão. Declarar por extenso a profissão de onde tira os meios de subsistência.	19		
1920	Profissão. Qual é o seu ofício, ocupação, emprego ou meio de vida ?	626		
1940	Qual é a profissão, o ofício, o emprego, o cargo ou a função principal que exerce.	718		
1950	Qual o emprego, cargo, função, ofício, profissão ou atividade que exerce como ocupação principal ?	206		
1960	Ocupação, profissão, ofício, função, etc., que exerceu durante mais tempo no ano anterior à data do Censo.	248	1967-1973	Qual espécie de trabalho _ _ _ tinha ?
1970	Ocupação, profissão, ofício, função, etc., que exerceu durante mais tempo.	266	1976-1977	Ocupação, cargo, função, etc., que exerce.
1980	Qual a ocupação, profissão, cargo, função, etc., que exerceu mais tempo nos últimos 12 meses ?	366	1978-1979	Ocupação que exerceu na semana de referência.
1991	Qual a ocupação, profissão, cargo, função, etc., que exerceu nos últimos 12 meses ou em parte deles ?	380	1981-2015	Qual era a ocupação que _ _ _ exercia no trabalho que teve no período de <i>dia início</i> de <i>mês</i> de <i>ano</i> a <i>dia fim</i> de <i>mês</i> de <i>ano</i> .
2000-2010	Qual era a ocupação que exercia no trabalho principal na semana de <i>dia início</i> a <i>dia fim</i> de <i>mês</i> de <i>ano</i> ?	512		

Source : Elaboré par l'auteur à partir de (DGE 1872; 1890; 1900; 1920; IBGE 1940; 1950; 1960b; 1967; 1970; 1976; 1981; 1991; 2000b; 2010; 2015a; Barreto 2009, 313)

Tableau 2 – Groupes et sous-groupes de la classification brésilienne de professions de 2002

Titre du Grand Groupe	%	Titre des principales sous-groupes	%
0. Membres de l'Armée et auxiliaires	0,90%	01 Militaires de l'aéronautique	0,11%
		02 Militaires de l'armée	0,19%
		03 Militaires de la marine	0,08%
		04 Policiers militaires	0,44%
		05 Pompiers militaires	0,08%
1. Dirigeants en général (public et privé)	5,04%	11 Cadres supérieur et dirigeants (public)	0,27%
		12 Cadres supérieurs et dirigeants (privé)	1,26%
		13 Gérants	3,51%
2. Professions intellectuelles et scientifiques	9,98%	20 Spécialistes poli-scientifiques	0,01%
		21 Spécialistes des sciences exactes, physique et ingénierie	1,18%
		22 Spécialistes des sciences biologiques et de la santé	1,48%
		23 Professeurs (avec niveau supérieur)	3,72%
		24 Spécialistes des sciences juridiques	0,87%
		25 Spécialistes des sciences sociales et humaines	1,56%
3. Professions intermédiaires	7,25%	26 Communicateurs, artistes et religieux	1,16%
		30 Techniciens polyvalents	0,02%
		31 Techniciens des sciences exactes, physique et ingénierie	1,46%
		32 Techniciens des sciences biologiques, biochimiques et de la santé	1,31%
		33 Professeurs (sans niveau supérieur)	0,86%
		34 Techniciens dans les services de transport	0,08%
		35 Techniciens dans les sciences administratives	2,72%
4. Employés des services administratifs	9,60%	37 Techniciens dans les services culturels, des communications et du sport	0,50%
		39 Autres techniciens	0,30%
5. Employés des services directs aux particuliers, commerçants et vendeurs	30,32%	41 Employé de bureau	6,32%
		42 Employé de réception, caissiers et assimilés	3,28%
6. Agriculteurs et ouvriers de l'agriculture	12,84%	51 Personnel des services directs aux particuliers	20,44%
		52 Commerçants et vendeurs	9,88%
		61 Agriculteurs et éleveurs	3,53%
		62 Ouvriers agricoles	8,22%
7. Ouvriers dans la production des biens et services industriels et de réparation et manutention	19,62%	63 Pêcheurs, chasseurs et trappeurs	0,74%
		64 Conducteurs de matériels motorisés agricoles et forestiers	0,35%
		71 Métiers de l'extraction et du bâtiment	8,37%
		72 Métiers de la métallurgie, de la construction mécanique et assimilés	1,95%
		73 Monteurs et réparateurs, électronique et télécommunications	0,28%
		74 Mécaniciens-réparateurs d'instruments de précision et de musique	0,02%
		75 Joailliers, potiers, souffleurs de verre et assimilés	0,10%
8. Ouvriers de l'industrie dans des processus continus et autres industries	1,81%	76 Ouvriers de l'industrie textile, de l'habillement, du cuir, et des arts graphiques	2,56%
		77 Ouvriers de l'industrie du bois, du meuble et assimilés	0,72%
		78 Conducteurs d'installations et de machines, et ouvriers de l'assemblage	5,62%
9. Ouvriers de réparation et manutention mécanique	2,51%	81 Ouvriers des industries de processus continu et d'autres industries	0,35%
		82 Conducteurs des industries sidérurgiques et du bâtiment	0,20%
		83 Conducteurs des industries de production de cellulose, de papier, de carton et assimilés	0,06%
		84 Conducteurs de l'industrie agroalimentaire	1,10%
		86 Conducteurs d'installations de traitement et distribution d'énergie, de l'eau et assimilés	0,10%
		87 Autres ouvriers industriels élémentaires	0,10%
		91 Mécaniciens et ajusteurs	1,76%
		95 Installateurs et réparateurs, équipements électriques	0,32%
		99 Autres ouvriers de la conservation, manutention et réparation	0,43%

Source : élaboré par l'auteur à partir des informations du PNAD 2015

Champ : ensemble de la population en emploi

Lecture : En 2015, le groupe de professions *Ouvriers de l'industrie dans des processus continus et autres industries* regroupait 1,81% des individus en emploi, dont 19,3% étaient des *Ouvriers des industries de processus continu et d'autres industries* (soit 1,76% de l'ensemble des individus en emploi).

Annexes du Chapitre 2

Image 1 – Couvertures des différentes éditions de *La nouvelle classe moyenne* de Marcelo Neri

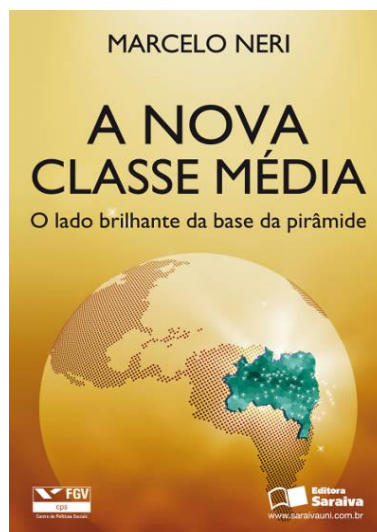
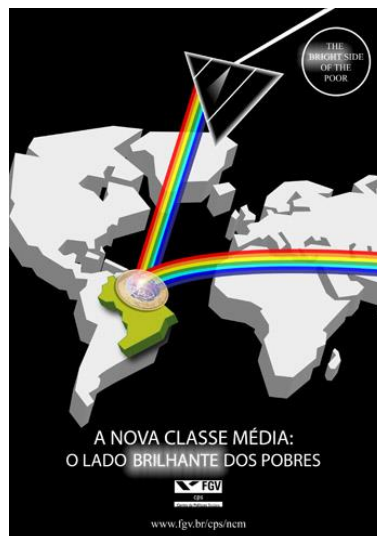
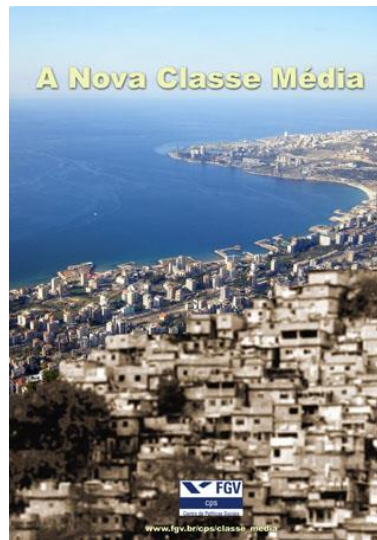


Tableau 1 – Caractérisation de la version détaillée de l'ACEP

ACEP - 31	Poids de la classe (%)	Moyenne (R\$)	Médiane (R\$)	Écart-type (R\$)	Distribution des Revenus*	Part de femmes (% de la classe)	Part de blancs (% de la classe)
Agriculteurs exploitants	3.4	1392	600	2931		15.97	48.20
Artisans	8.3	1960	1500	2599		38.59	50.35
Commerçants et assimilés	3.1	1601	1000	1840		50.40	43.09
Chefs d'entreprise de 6 salariés ou plus	1.1	5050	3000	7056		33.61	68.33
Professions libérales et assimilés	1.4	6296	4500	6336		44.73	81.25
Cadres de la fonction publique	1.1	6742	4500	6561		43.46	61.98
Professeurs, professions scientifiques	1.9	4522	3000	3915		61.23	69.94
Professions de l'information, des arts et des spectacles	1.0	1969	1000	4454		58.63	54.85
Classes supérieures salariées du privé	0.2	12309	7000	17467		22.90	80.82
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	2.2	4232	3000	4153		46.67	73.45
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	2.0	5042	3500	5001		30.65	72.57
Professeurs des écoles, instituteurs et assimilés	4.0	2028	1600	1619		81.87	55.21
Professions intermédiaires de la santé et du travail social	2.3	2243	1800	1717		80.86	54.66
Clergé, religieux	0.2	1823	1500	1845		25.18	45.10
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	1.5	3537	2400	3387		50.18	51.01
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	2.8	2874	2000	3550		35.72	62.51
Techniciens	2.0	2513	2000	2255		16.23	56.88
Contremaîtres, agents de maîtrise	0.8	2646	2000	2248		9.31	46.53
Employés civils et agents de service de la fonction publique	1.9	2019	1500	1910		63.41	50.03
Policiers et militaires	3.2	2063	1500	1668		9.24	39.66
Employés administratifs d'entreprise	5.3	1532	1200	1080		62.43	56.72
Employés de commerce	7.5	1179	1000	941		52.64	47.36
Personnels des services directs aux particuliers	3.3	1033	900	777		60.56	41.68
Employés domestiques	7.4	794	788	463		92.49	36.23
Ouvriers type industriel déclarés	4.9	1556	1300	1027		27.50	48.19
Ouvriers de type artisanal déclarés	7.1	1226	1000	872		40.83	38.55
Chauffeurs	2.9	1703	1500	804		1.36	46.08
Ouvriers qualifiés de la manutention, du magasinage et du transport	1.2	1354	1200	789		2.41	37.85
Ouvriers de type industriel dissimilés	1.4	963	788	1057		58.43	39.57
Ouvriers de type artisanal dissimilés	6.5	1161	1000	810		10.81	32.68
Ouvriers agricoles	8.2	482	200	754		37.33	31.77
NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA	NA
NA	NA	1858	1200	2740		44.02	47.35
Ensemble							

* + : Salaire minimum – R\$788,00

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations du PNAD 2015.

Champ : Ensemble de la population de 25-64 ans en emploi, hormis ceux/celles sans déclaration de revenu.

Lecture : En 2015, les *Policiers et militaires* représentaient 3,2% de l'ensemble des personnes de 25-64 ans en emploi. Ils disposaient en moyenne d'un revenu mensuel de R\$2 063,00, mais la moitié d'entre eux avait un revenu inférieur à R\$1 500,00. Cette différence est due à la présence d'un nombre restreint d'individus percevant de revenus très élevés, ainsi l'écart-type de la distribution est de R\$1 668,00. Parmi ces professionnels nous retrouvons 9,24% des femmes et 39,66 % d'entre eux s'auto-déclarent « blancs ».

Annexes du Chapitre 3

Annexe A – Situation de l'emploi et indicateurs de l'insertion dans le marché du travail

Tableau A.1 – Situation de l'emploi et cotisation à une caisse de retraite (2002-2015)

		Total (%)			Σ
		Situation de l'emploi			
Cotisation à un IPS	Lignes (%)	Colonnes (%)			
		<i>Aeecom</i>	<i>Formelle</i>	<i>Informelle</i>	
Non		3,2	1,9	36,4	41,5
		7,8	4,6	87,6	100,0
Oui		97,6	3,7	80,8	58,5
		0,1	49,8	8,6	100,0
		2,4	96,3	19,2	
Σ		3,3	51,7	45,0	100,0
		100,0	100,0	100,0	

Source: Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ: Ensemble des personnes âgées de 25-64 ans en emploi.

Lecture: Sur l'ensemble de la période 2002-2015, 96,3% des personnes occupant en emploi en situation formelle cotisaient à un IPS. Ainsi, 85,1% des personnes cotisant à un IPS occupaient un emploi en situation formelle.

Tableau A.2 – Situation de l'emploi et Revenus non-monétaires (2002-2015)

		Total (%)			Σ
		Situation de l'emploi			
Revenus non-monétaires	Lignes (%)	Colonnes (%)			
		<i>Aeecom</i>	<i>Formelle</i>	<i>Informelle</i>	
Non concerné·e·s		2,8	4,1	22,6	29,5
		9,6	13,9	76,5	100,0
Niveau 1		85,2	7,9	50,1	29,5
		0,3	14,9	13,5	28,7
Niveau 2		9,2	51,9	47,0	100,0
		1,1	28,8	30,0	28,7
Niveau 3		0,0	5,6	2,0	7,6
		0,5	73,8	25,8	100,0
Niveau 4		1,1	10,8	4,3	7,6
		0,1	6,7	3,3	10,0
Niveau 4		0,8	66,5	32,7	100,0
		2,4	12,9	7,3	10,0
Niveau 4		0,1	20,4	3,7	24,3
		0,3	84,3	15,4	100,0
		2,1	39,6	8,3	24,3
Σ		3,3	51,7	45,0	100,0
		100,0	100,0	100,0	

Source: Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ: Ensemble des personnes âgées de 25-64 ans en emploi.

Lecture: Sur l'ensemble de la période 2002-2015, 39,6% des personnes occupant en emploi en situation formelle disposaient de plusieurs formes de revenus non-monétaire (Niveau 4). Ainsi, 84,3% des personnes percevant de plusieurs formes de revenus non-monétaire (Niveau 4) occupaient un emploi en situation formelle.

Tableau A.3 – Situation de l'emploi et Temps de travail hebdomadaire (2002-2015)

		Total (%)			Σ
		Situation de l'emploi			
Colonnes (%)	Lignes (%)	<i>Aecm</i>	<i>Formelle</i>	<i>Informelle</i>	
		Temps de travail hebdomadaire	1-29h	2,4	
	15,3		19,7	65,1	100,0
	71,8		5,9	22,4	
30-39h	0,3		4,4	5,7	10,5
	3,3		42,0	54,7	100,0
	10,4		8,5	12,7	
40h	0,3		17,3	10,1	27,8
	1,1	62,4	36,5	100,0	
	9,1	33,5	22,5		
41-44h	0,1	10,0	3,5	13,6	
	0,4	73,5	26,1	100,0	
	1,8	19,3	7,9		
45-49h	0,1	9,3	6,2	15,6	
	0,7	59,8	39,5	100,0	
	3,4	18,1	13,7		
$\geq 50h$	0,1	7,6	9,3	17,0	
	0,7	44,6	54,7	100,0	
	3,5	14,7	20,7		
Σ		3,3	51,7	45,0	100,0
		100,0	100,0	100,0	

Source: Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ: Ensemble des personnes âgées de 25-64 ans en emploi.

Lecture: Sur l'ensemble de la période 2002-2015, 33,5% des personnes occupant en emploi en situation formelle travaillaient 40h hebdomadaires. Ainsi, 62,4% des personnes qui travaillaient 40h hebdomadaires occupaient un emploi en situation formelle.

Tableau A.4 – Situation de l'emploi et syndicalisation (2002-2015)

		Total (%)			Σ
		Situation de l'emploi			
Colonnes (%)	Lignes (%)	<i>Aecm</i>	<i>Formelle</i>	<i>Informelle</i>	
		Affiliation à un syndicat	Non	2,4	
2,9	47,1			49,9	100,0
	71,2		73,0	88,8	
	Oui	1,0	14,0	5,0	19,9
		4,8	70,0	25,2	100,0
		28,8	27,0	11,2	
Σ		3,3	51,7	45,0	100,0
		100,0	100,0	100,0	

Source: Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ: Ensemble des personnes âgées de 25-64 ans en emploi.

Lecture: Sur l'ensemble de la période 2002-2015, 27% des personnes occupant en emploi en situation formelle étaient affiliées à un syndicat. Ainsi, 70% des personnes affiliées à un syndicat occupaient un emploi en situation formelle.

Annexe B – Indicateur synthétique des salaires non-monétaires

Toutes les informations statistiques de cette annexe ont été produites par l’auteur à partir des PNADs 2002-2015. Les valeurs portent sur l’ensemble de la période en question. Le champ d’analyse est l’ensemble des personnes âgées de 25-64 ans en emploi.

Tableau B.1 – Distribution des modalités actives de l’ACM

Salaires non-monétaires	Modalités	%
Restauration	rt_non	56,38
Restauration	rt_oui	43,62
Transport	tp_non	60,44
Transport	tp_oui	39,56
Santé	st_non	79,98
Santé	st_oui	20,02

Tableau B.2 – Variance et variance modifiée

Axe	Variance (λ)	Variance (%)	Variance corrigée	Variance corrigée (%)
1	0,5551	55,5	0,1106	100,0
2	0,2544	25,4	0,0000	0,0
3	0,1905	19,1	0,0000	0,0

Nous utilisons ici la correction de la variance (valeurs propres) proposée par Benzécri (1979 ; Le Roux : 2014). C’est-à-dire :

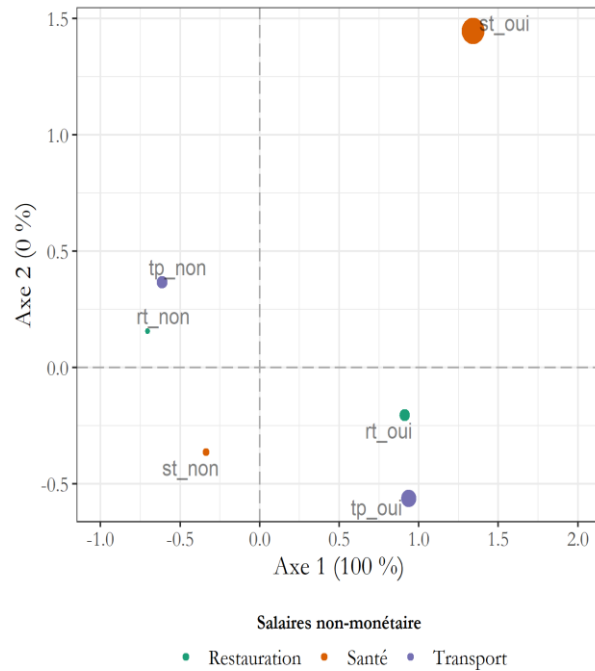
$$\forall \lambda_l > \frac{1}{Q} : \lambda'_l = \left[\left(\frac{Q}{Q-1} \right) \times \left(\lambda_l - \frac{1}{Q} \right) \right]^2$$

où λ_l représente la valeur propre de l’axe l et Q représente le nombre de variables actives utilisées dans l’ACM.

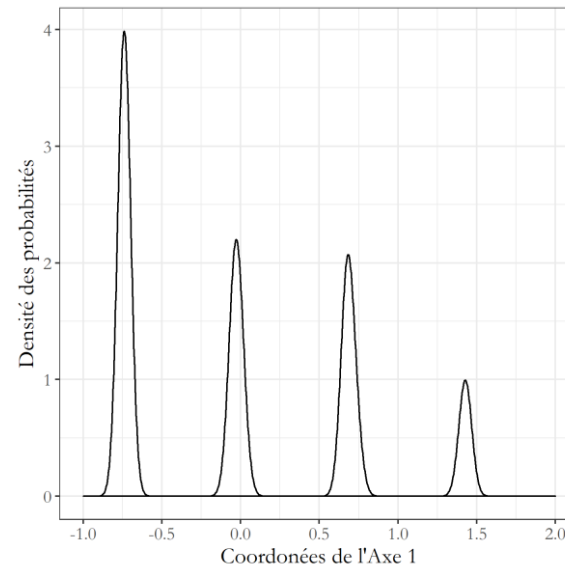
Tableau B.3 – Contribution des modalités à la variance des Axes 1 et 2

Modalités	Axe 1 (%)	Axe 2 (%)
<i>Coord+</i>		
<i>Coord -</i>		
rt_non	16,8	1,8
rt_oui	21,7	2,3
tp_non	13,6	10,7
tp_oui	20,8	16,4
st_non	5,4	13,8
st_oui	21,7	55,0

Graphique B.1 – Projection du nuage des variables, Axes 1 et 2



Graphique B.2 – Densité des probabilités des coordonnées de l'axe 1



Graphique B.3 – Nuages des individus selon leur classe de salaire non-monnaire,

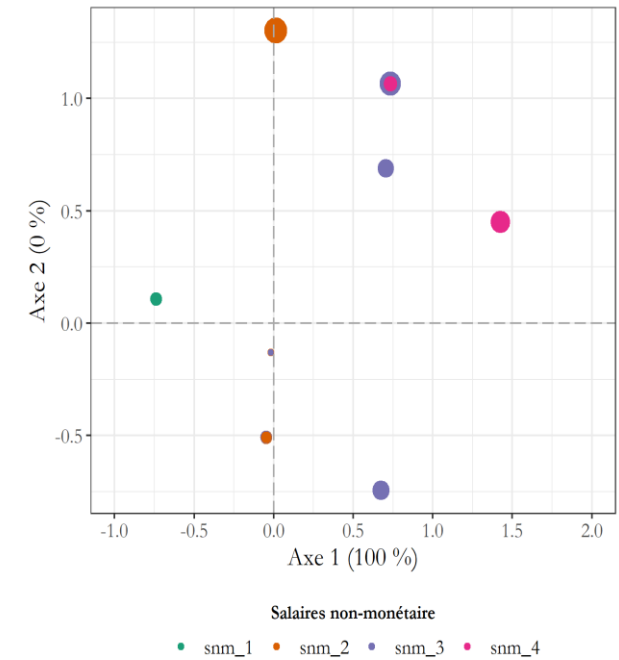


Tableau B.4 – Distribution de l'indicateur synthétique des salaires non-monnaire

Modalités	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2011	2012	2013	2014	2015	2002-2015
° snm_1	24,04	24,82	24,48	23,49	23,88	25,3	26,1	25,95	28,43	28,8	29,8	28,02	30,1	26,58
°° snm_2	17,18	17,94	17,61	17,54	17,28	16,22	16,37	15,98	15,68	14,76	14,77	14,6	14,38	16,07
°°° snm_3	13,82	13,43	14,41	14,62	14,91	14,73	15,92	15,59	15,5	15,57	14,95	15,66	14,97	14,98
°°°° snm_4	6,36	5,45	6,6	7,33	7,82	8,72	7,52	9,03	8,51	9,55	9,22	9,48	7,94	8,06
Non-concerné·e·s	38,59	38,37	36,9	37,02	36,12	35,04	34,09	33,45	31,88	31,32	31,26	32,24	32,61	34,30

Annexe C – Indicateurs synthétiques de la qualité des logements

Figure C.1 – Favela da Rocinha, 70 000 habitants, Rio de Janeiro-RJ (Wong 2007)



Figure C.2 – Favela do Peri Alto, 4 000 habitants, São Paulo – SP (Almeida 2012)



Figure C.3 – Alphaville Barueri, 70 000 habitants, Barueri – SP (Lüders 2016)



Figure C.4 – Condomínio Ribeirão do Vale, 200 maisons inter-liées par une déviation (illégal) d'une rivière, Bom Jesus dos Perdões – SP (AGI, s. d.)



Figure C.5 – Residencial Estoril, 360 maisons (124-200m²), Sorocaba – SP (Magnum 2020)



Figure C.6 – Condomínio Verso l'Alto, 22 maison (100m²), Campinas – SP (CNP 2017)



Toutes les informations statistiques de cette annexe ont été produites par l'auteur à partir des PNADs 2002-2015. Les valeurs portent l'ensemble de la période en question. Le champ d'analyse est l'ensemble des ménages disposant d'au moins une personne âgée de 25-64 ans en emploi.

Tableau C.1 – Indicateur synthétique de précarité des ménages

Variables		Modalités		Années												2002-2015	
Code	Question	Code	Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013		2014
v0203	Matériaux prédominants dans la construction des murs extérieurs du bâtiment	3	Adobe ou terre sans revêtement extérieur	1,80	1,63	1,53	1,33	1,23	1,12	0,99	0,92	0,86	0,72	0,73	0,61	0,59	1,05
		4	Bois de récupération	0,65	0,60	0,73	0,62	0,57	0,44	0,41	0,37	0,32	0,18	0,23	0,22	0,21	0,41
		5	Paille	0,10	0,09	0,06	0,09	0,07	0,07	0,07	0,04	0,02	0,01	0,02	0,01	0,00	0,05
		6	Autres matériaux	0,07	0,10	0,11	0,09	0,09	0,19	0,17	0,16	0,25	0,13	0,20	0,12	0,16	0,14
v0204	Matériaux prédominants dans la toiture du bâtiment	4	Zinc	0,88	0,99	0,98	0,86	0,78	0,97	0,83	0,90	1,35	1,27	1,37	1,34	1,11	1,06
		5	Bois de récupération	0,07	0,02	0,03	0,03	0,09	0,03	0,02	0,02	0,01	0,02	0,03	0,03	0,03	0,03
		6	Paille	0,75	0,71	0,58	0,56	0,51	0,42	0,34	0,32	0,27	0,25	0,24	0,19	0,19	0,39
		7	Autre matériaux	0,12	0,16	0,08	0,08	0,15	0,21	0,33	0,18	0,32	0,30	0,35	0,27	0,33	0,23
v0211	Le logement dispose-t-il d'un accès à l'eau de ville au moins au sein d'une pièce ?	3	Non	11,07	10,46	9,51	8,95	7,90	7,22	6,56	5,99	4,91	4,44	4,41	3,87	3,60	6,61
v0215	Existe-t-il un toilette/salle de bain au sein du logement ou sur le terrain ?	3	Non	6,57	5,78	5,19	4,92	4,48	4,02	3,53	3,09	2,54	2,18	2,14	1,80	1,65	3,54
v0216	Le toilette/salle de bain est-il utilisé exclusivement par le ménage ?	4	Non	1,17	1,12	0,91	0,93	0,81	0,77	0,77	0,66	0,57	0,49	0,43	0,41	0,36	0,70
v0217	Destination des égouts	4	Fosse rudimentaire	20,45	20,51	21,05	20,22	19,74	17,75	18,48	19,96	15,86	15,89	17,72	17,46	13,81	18,21
		5	Fossé	2,13	1,97	1,68	1,91	1,77	1,73	1,80	1,39	1,31	1,29	1,11	1,26	1,12	1,55
		6	Directement jeté dans une rivière, lac ou mer	2,44	2,44	2,35	2,32	2,43	1,98	1,96	1,93	1,67	1,44	1,45	1,44	1,43	1,91
		7	Autre	0,15	0,23	0,16	0,20	0,17	0,15	0,19	0,13	0,10	0,10	0,13	0,17	0,10	0,15
v0218	Destination des ordures ménagères	3	Brûlées ou enterrées sur le terrain	11,27	10,81	10,54	10,35	9,65	9,53	9,16	9,01	8,70	8,60	8,34	8,19	8,14	9,32
		4	Abandonnées sur un terrain en friche ou sur la rue	3,96	3,78	3,66	3,03	2,78	2,24	2,05	1,46	1,04	1,12	0,82	0,74	0,58	1,99
		5	Directement jeté dans une rivière, lac ou mer	0,12	0,11	0,09	0,08	0,07	0,06	0,05	0,05	0,04	0,05	0,06	0,05	0,02	0,06
		6	Autre destination	0,34	0,28	0,21	0,23	0,22	0,20	0,10	0,08	0,13	0,12	0,14	0,09	0,10	0,17
v0219	Manière dont le logement est éclairé	3	Huile, kérosène ou bouteille de gaz	3,15	2,76	2,32	2,03	1,58	1,23	0,92	0,69	0,30	0,20	0,18	0,14	0,10	1,11
		5	Autre	0,25	0,27	0,26	0,29	0,27	0,19	0,15	0,14	0,11	0,08	0,07	0,06	0,05	0,16
preclog	Logement précaire	Oui		35,99	35,34	34,60	33,46	32,37	29,98	29,81	30,22	26,15	25,69	26,94	26,20	22,86	29,61
		Non		64,01	64,66	65,41	66,55	67,64	70,02	70,19	69,79	73,85	74,31	73,06	73,80	77,14	70,39

Tableau C.2 – Indicateur

Variables		Modalités		Années													2002-2015
Code	Question	Code	Libellé	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2011	2012	2013	2014	2015	
v0208 & v4614	Le loyer mensuel (v0208) dépasse 1/3 du revenu mensuel total du ménage (v4614)	Oui	Oui	3,06	2,85	2,63	2,67	2,45	2,53	2,37	2,54	2,79	2,96	3,29	3,74	4,12	2,95
v0209 & v4614	Le remboursement mensuel du prêt immobilier (v0209) dépasse 1/3 du revenu mensuel total du ménage (v4614)	Oui	Oui	0,56	0,62	0,51	0,46	0,40	0,39	0,38	0,35	0,40	0,50	0,48	0,50	0,60	0,47
v0105 & v0206	Le nombre de personnes (v0105) par chambre (v0206) est supérieur à 3	Oui	Oui	7,17	6,75	6,78	6,30	5,75	5,17	4,81	4,73	4,06	3,82	3,69	3,47	3,20	4,93
v0207 & v0210	Les propriétaires (v0207 = 1 ou v0207 = 2) possèdent la propriété du terrain où est situé le logement (v0210 = 4)	Non	Non	4,98	4,91	4,62	4,79	4,57	4,45	3,99	4,28	4,23	4,00	3,77	3,47	3,46	4,23
v0202	Type de logement	6	Logement composé d'une seule pièce	0,43	0,46	0,37	0,32	0,30	0,29	0,26	0,32	0,33	0,24	0,23	0,18	0,21	0,30
inadeqlog	Inadéquation du logement	Oui		12,21	11,89	11,48	11,17	10,42	9,76	9,03	9,19	8,67	8,24	7,88	7,36	7,27	9,43
		Non		87,79	88,11	88,52	88,83	89,58	90,24	90,97	90,81	91,33	91,77	92,13	92,64	92,73	90,57

Annexe D – Indicateur synthétique de niveau d'équipement des ménages

Toutes les informations statistiques de cette annexe ont été produites par l'auteur à partir des PNADs 2002-2015. Les valeurs portent sur l'ensemble de la période en question. Le champ d'analyse est l'ensemble des ménages disposant d'au moins une personne âgée de 25-64 ans en emploi.

Tableau D.1 – Distribution des modalités actives de l'ACM

Equipement	Modalités	%	Equipement	Modalités	%
Téléphone portable	tel_port_non	22,75	Filtre à eau	filtre_eau_non	46,94
Téléphone portable	tel_port_oui	77,25	Filtre à eau	filtre_eau_oui	53,06
Téléphone fixe	tel_fixe_non	54,82	Congélateur	congel_non	82,22
Téléphone fixe	tel_fixe_oui	45,18	Congélateur	congel_oui	17,78
Radio	radio_non	15,28	Réfrigérateur	frigo_1_portes	64,80
Radio	radio_oui	84,72	Réfrigérateur	frigo_2_portes	29,63
Cuisinière	cuis_autre	6,04	Réfrigérateur	frigo_non	5,57
Cuisinière	cuis_gas_ele	93,96	Ordinateur	ordi_-internet	6,42
Machine à laver	lavling_non	51,06	Ordinateur	ordi_+internet	31,62
Machine à laver	lavling_oui	48,94	Ordinateur	ordi_non	61,96

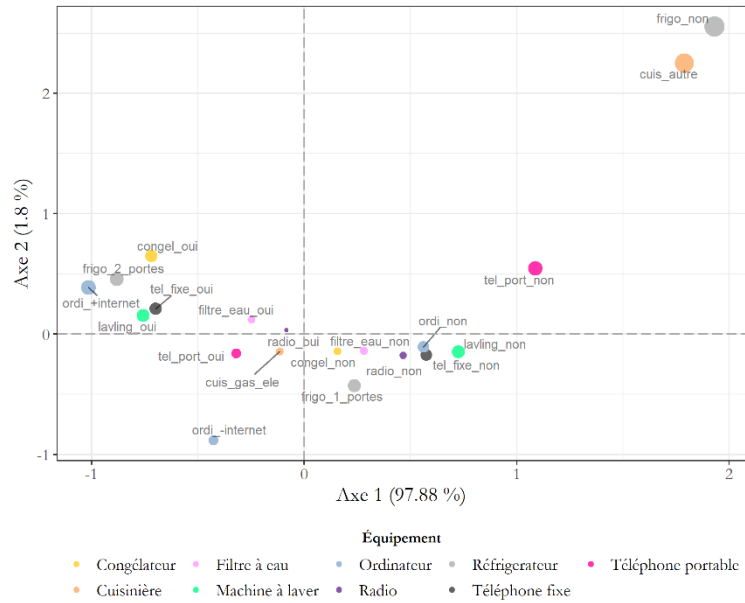
Tableau D.2 – Variance et variance modifiée

Axe	Variance (λ)	Variance (%)	Variance corrigée	Variance corrigée (%)
1	0,3038	24,9	0,047007	97,88
2	0,1373	11,2	0,000867	1,80
3	0,1218	10,0	0,000144	0,30
4	0,1134	9,3	0,000007	0,01
5	0,1065	8,7	-	-

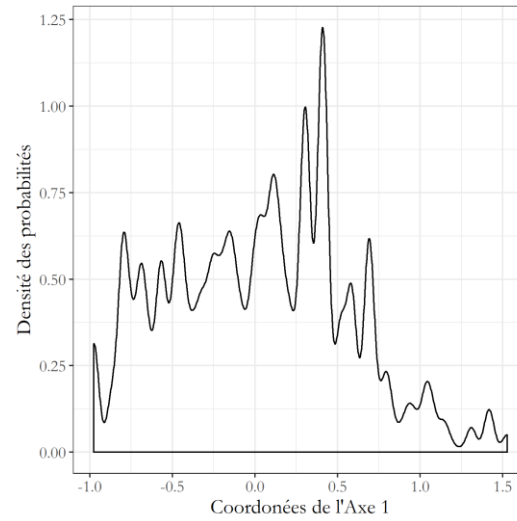
Tableau D.3 – Contribution des modalités à la variance des Axes 1 et 2

Modalités	Axe1 (%)	Axe 2 (%)
$\frac{Coord +}{Coord -}$		
tel_fixe_non	6,64	-
tel_fixe_oui	8,06	-
tel_port_non	9,84	5,47
cuis_autre	7,06	24,77
frigo_1_portes	-	9,64
frigo_2_portes	8,41	5,02
frigo_non	7,59	29,39
congel_oui	-	6,05
lavling_non	9,85	-
lavling_oui	10,28	-
ordi_+internet	11,92	-
ordi_non	7,17	-

Graphique D.1 – Projection du nuage des variables, Axes 1 et 2



Graphique D.2 – Densité des probabilités des coordonnées de l'Axe 1



Graphique D.3 – Projection du nuage des individus selon leur classe de niveau

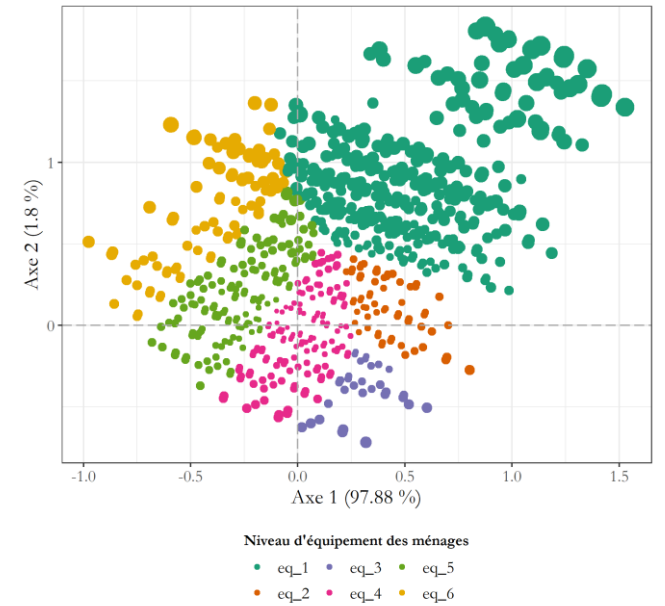
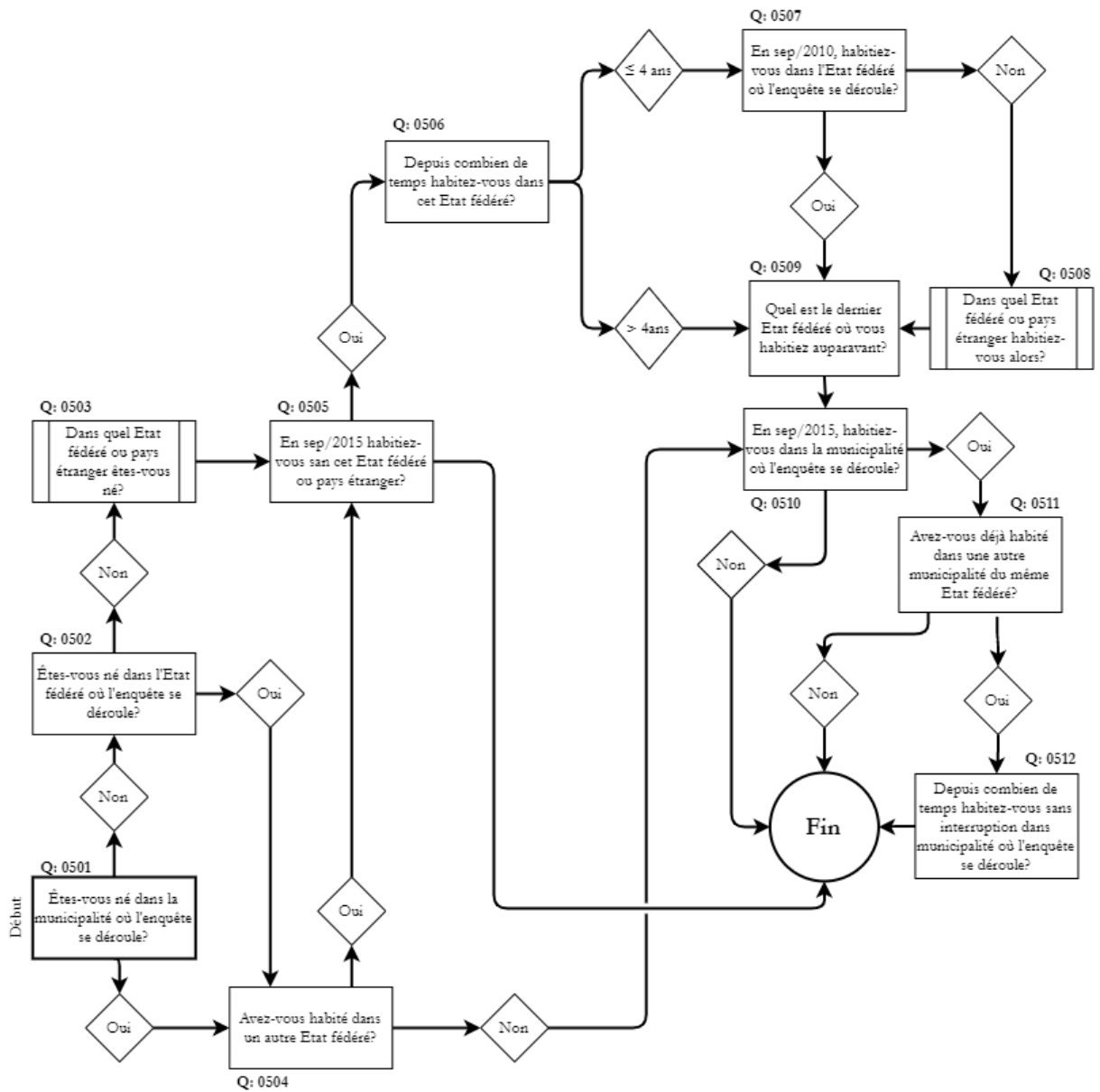


Tableau D.4 – Distribution de l'indicateur synthétique du niveau d'équipement des ménages

Modalités	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2011	2012	2013	2014	2015	2002-2015
° eq_1	15,3	15,4	14,5	14,1	12,8	11,2	9,8	8,5	5,9	5,2	4,6	3,8	4,3	9,3
°° eq_2	33,8	31,5	26,1	18,3	16,1	13,9	9,6	8,2	4,5	3,6	3,1	2,7	2,6	12,4
°°° eq_3	5,2	6,5	10,2	14,6	16,5	17,9	20,0	20,0	20,1	18,5	18,3	19,0	18,2	16,2
°°°° eq_4	19,9	19,9	21,3	23,1	22,8	22,9	23,4	23,9	24,2	24,2	24,3	24,9	25,4	23,2
°°°°° eq_5	16,6	17,0	17,5	18,6	19,1	19,9	21,2	22,5	25,2	26,6	27,7	27,9	28,0	22,5
°°°°°° eq_6	9,2	9,7	10,4	11,4	12,8	14,2	15,9	16,9	20,1	21,8	21,9	21,7	21,5	16,4

Annexe E – Caractérisation du profil migratoire

Figure E.1 – Articulation des questions du PNAD relatives à l'immigration



Source : Élaboré par l'auteur à partir des notes méthodologiques du PNAD 2015.

Tableau E.1 – Codage des modalités et distribution de la variable Situation face à la migration

Modalités	%			Questions										
	Ensemble de la population		Champ d'analyse	Q: 0501	Q: 0502	Q: 0504	Q: 0505	Q: 0506	Q: 0507	Q: 0508	Q: 0509	Q: 0510	Q: 0511	Q: 0512
Non-migrants	51,93	51,93	41,77	Oui	-	Non	-	-	-	-	-	Oui	Non	-
Va-et-Vient <i>proche</i>	4,34	5,99	6,74	Oui	-	Non	-	-	-	-	-	Oui	Oui	-
Va-et-Vient <i>proche</i> *	1,65			Oui	-	Non	-	-	-	-	-	-	Non	
Va-et-Vient <i>distant</i>	3,51			Oui	-	Oui	Oui	-	-	-	-	Oui	-	-
Va-et-Vient <i>distant</i>	2,87			Non	Oui	Oui	Oui	-	-	-	-	Oui	-	-
Va-et-Vient <i>distant</i> *	0,27	6,87	9,31	Oui	-	Oui	Non	-	-	-	-	-	-	-
Va-et-Vient <i>distant</i> *	0,04			Oui	-	Oui	Oui	-	-	-	-	-	Non	-
Va-et-Vient <i>distant</i> *	0,04			Non	Oui	Oui	Oui	-	-	-	-	Non	-	-
Va-et-Vient <i>distant</i> *	0,14			Non	Oui	Oui	Non	-	-	-	-	-	-	-
Immigration <i>proche</i>	19,55	19,97	22,90	Non	Oui	Non	-	-	-	-	-	Oui	-	-
Immigration <i>proche</i> *	0,42			Non	Oui	Non	-	-	-	-	-	-	Non	-
Immigration <i>distant</i>	14,14			Non	Non	-	Oui	-	-	-	-	Oui	-	-
Immigration <i>distant</i> *	0,20	15,25	19,29	Non	Non	-	Oui	-	-	-	-	Non	-	-
Immigration <i>distant</i> *	0,92			Non	Non	-	Non	-	-	-	-	-	-	-

* Population en transit.

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques du PNAD 2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans.

Lecture : En 2015, 9,31% des individus âgés de 25 à 64ans (6,87% de l'ensemble de la population) habitaient dans une municipalité localisée au sein de l'État fédéré où ils/elles sont nés, mais avaient déjà habité dans une municipalité localisée dans un autre État fédéré (*Va-et-vient distant*). 7% d'entre eux (0,49% de l'ensemble de la population) étaient composés par des individus qui, tout en étant déclarés comme membres du ménage, habitaient à ce moment dans une municipalité localisé dans un autre État fédéré (*Population en transit*)

Tableau E.2 – Codage des modalités et distribution de la variable Ancienneté de l'installation dans la ville de résidence

Modalités	%		Questions											
	Ensemble de la population	Champ d'analyse	Q: 0501	Q: 0502	Q: 0504	Q: 0505	Q: 0506	Q: 0507	Q: 0508	Q: 0509	Q: 0510	Q: 0511	Q: 0512	
0-4 ans	4,31		-	-	-	-	-	-	-	-	-	Oui	Oui	0-4
0-4 ans	2,29		-	-	-	-	0-4	-	-	-	-	Oui	Non	NA
0-4 ans	0,05	7,18	6,41	-	-	-	-	0-4	-	-	-	Non	-	-
0-4 ans*	0,26			Non	-	Non	-	-	-	-	-	Oui	Non	-
0-4 ans*	0,21			-	-	-	Non	-	-	-	-	-	-	-
0-4 ans*	0,07			-	-	Non	-	-	-	-	-	Non	-	-
5-9 ans	3,01			-	-	-	-	-	-	-	-	Oui	Oui	5-9
5-9 ans	1,73			-	-	-	-	5-9	-	-	-	Oui	Non	NA
5-9 ans	0,03	5,23	5,89	-	-	-	-	5-9	-	-	-	Non	-	-
5-9 ans*	0,23			Non	-	Non	-	-	-	-	-	Oui	Non	-
5-9 ans*	0,19			-	-	-	Non	-	-	-	-	-	-	-
5-9 ans*	0,04			-	-	Non	-	-	-	-	-	Non	-	-
≥10 ans	19,49			-	-	-	-	-	-	-	-	Oui	Oui	≥10
≥10 ans	10,40			-	-	-	-	≥10	-	-	-	Oui	Non	NA
≥10 ans	0,19	35,66	45,93	-	-	-	-	≥10	-	-	-	Non	-	-
≥10 ans*	2,69			Non	-	Non	-	-	-	-	-	Oui	Non	-
≥10 ans*	1,67			-	-	-	Non	-	-	-	-	-	-	-
≥10 ans*	1,22			-	-	Non	-	-	-	-	-	Non	-	-
Non-migrants	51,93	51,93	41,77	Oui	-	Non	-	-	-	-	-	Oui	Non	-

* Estimé à partir de l'âge des individus.

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques du PNAD 2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Lecture : En 2015, 45,93% des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi habitaient dans une municipalité où l'enquête s'est déroulée depuis 10 ans ou plus.

Tableau E.3 – Distribution des situations face à la migration

Modalités	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2011	2012	2013	2014	2015	2002-2015
Non-migrants	34,71	35,77	37,18	36,04	36,64	36,62	35,56	36,64	38,37	39,29	39,37	38,90	41,40	37,56
Va-et-Vient - proche	5,83	5,62	5,37	5,76	5,86	6,68	7,35	7,27	6,84	6,47	6,98	7,15	6,74	6,50
Va-et-Vient - distant	10,17	9,74	9,47	10,46	10,29	10,02	10,72	10,60	9,96	9,61	9,82	10,07	9,37	10,02
Immigration - proche	22,45	22,06	21,82	22,01	21,21	21,10	20,91	20,69	20,30	20,18	19,87	19,93	19,46	25,08
Immigration distante	26,84	26,81	26,15	25,73	26,01	25,58	25,46	24,80	24,54	24,45	23,96	23,95	23,02	20,84

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques des PNADs 2002-2015.

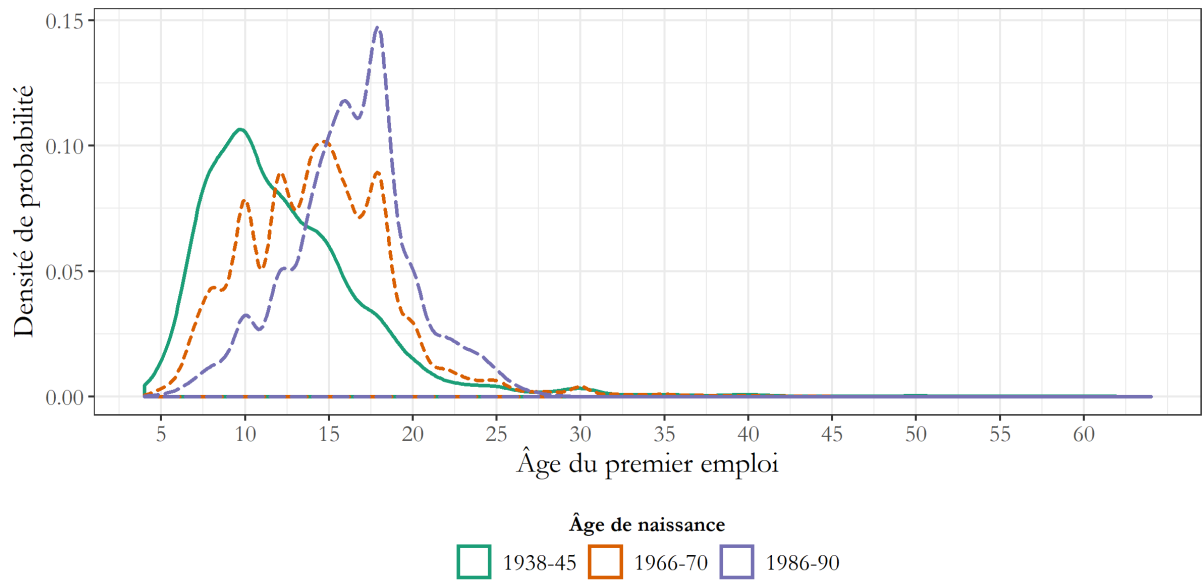
Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Tableau E.4 – Distribution de l'ancienneté d'installation dans la ville de résidence

Modalités	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2011	2012	2013	2014	2015	2002-2015
Non-migrants	34,71	35,77	37,18	36,04	36,64	36,62	35,56	36,64	38,37	39,29	39,37	38,90	41,40	37,56
0-4 ans	7,94	8,02	7,53	7,74	7,66	7,02	7,45	7,01	7,13	7,18	6,96	6,89	6,27	7,25
5-9 ans	8,35	8,08	7,48	7,77	7,63	7,05	6,84	6,70	6,34	6,17	5,89	6,13	5,83	6,87
≥ 10 ans	49,00	48,13	47,82	48,45	48,07	49,32	50,15	49,65	48,17	47,37	47,77	48,08	46,49	48,32

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

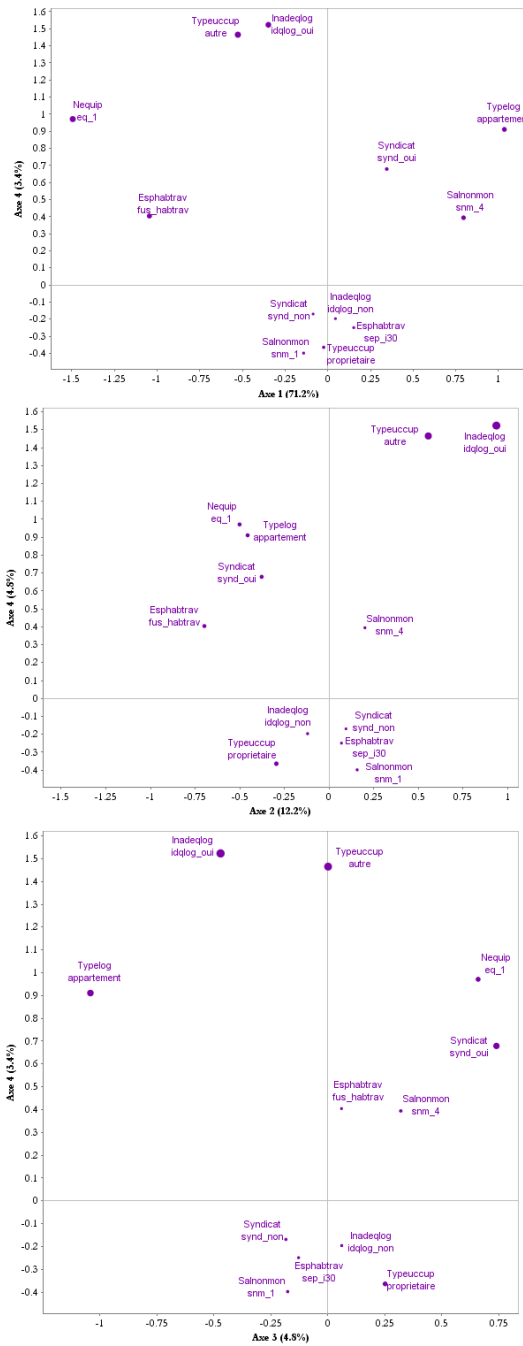
Annexe F – Densité de probabilité de l'âge du premier emploi selon les cohortes

Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations statistiques des PNADs 2002-2015.

Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Annexes du Chapitre 4

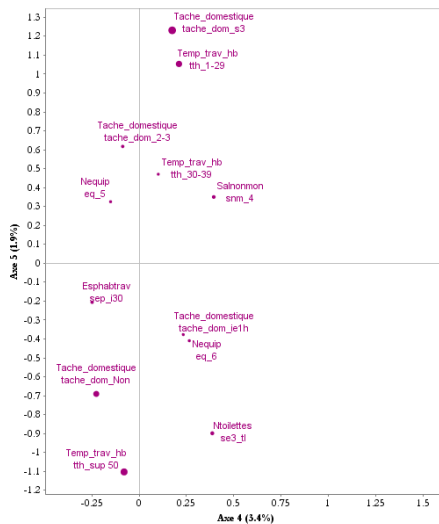
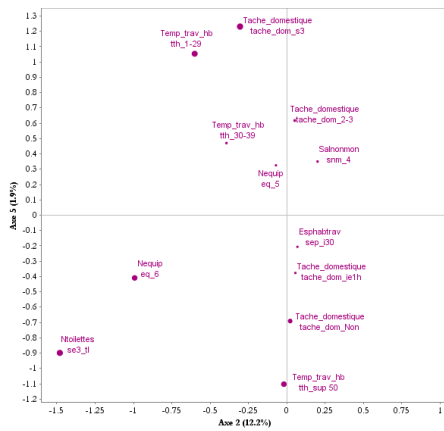
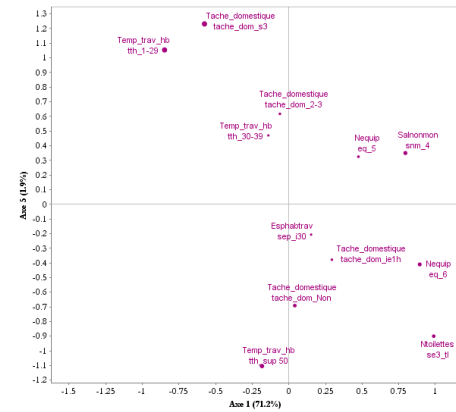
Graphique 4.1. – Contribution des modalités à la variance de l’Axe 4 et projection du nuage des modalités



Dimension	Variable	Contribution Cosinus carré	Coord (-)	Coord (+)	Σ
Insertion sur le marché de l'emploi	Syndicat	synd_oui		6,4 0,115	13,8
		synd_non	1,6 0,115		
	Salnonmon	snm_1	3,2 0,064		
		snm_4		2,6 0,050	
Caractéristiques du logement	Inadeqlog	idqlog_non	2,4 0,299		58,7
		idqlog_oui		18,5 0,299	
	Typeuccup	to_proprietaire	6,1 0,258		
		to_autre		19,0 0,312	
Typelog	appartement	6,3 0,101			
	Nequip	eq_1	6,4 0,101		
Vie privée et familiale	Esphabtrav	fus_habtrav		2,0 0,035	4,3
		sep_i30	2,2 0,066		
Σ			15,5	61,3	76,8

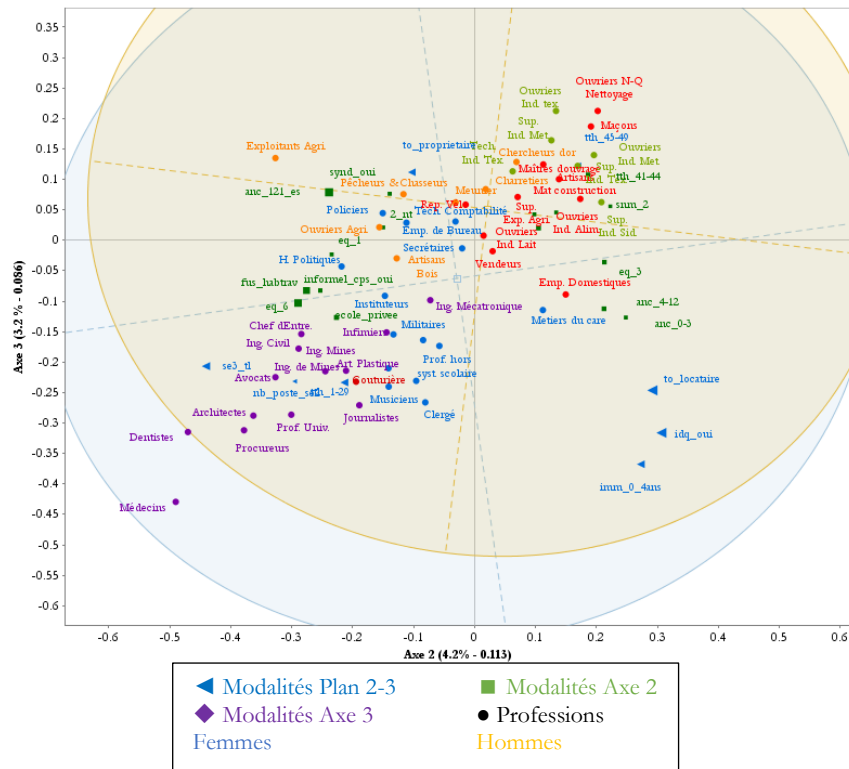


Graphique 4.2. – Contribution des modalités à la variance de l’Axe 5 et projection du nuage des modalités



Dimension	Variable	Contribution Cosinus carré	Coord (-)	Coord (+)	Σ
Insertion sur le marché de l'emploi	Salnonmon	srm_4		2,3 0,039	33,2
		tth_1-29		13,2 0,204	
	Temp_trav_hb	tth_30-39		1,8 0,026	
		tth_sup_50	15,9 0,249		
		Niolettes	se3_tl	4,9 0,070	
Caractéristiques du logement	Nequip	eq_5		1,9 0,032	9,1
		eq_6		2,3 0,036	
Vie privée et familiale	Tache_domestique	tache_dom_je1h		2,1 0,033	37,2
		tache_dom_2-3		4,2 0,063	
		tache_dom_s3		17,8 0,274	
		tache_dom_Non	11,5 0,219		
	Esphabtrav	sep_i30	1,7 0,045		
Σ			38,3	41,1	79,5

Graphique 4.3. – Projection du plan factoriel 2-3



Source : Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.
 Champ : Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Tableau 4.1. – Corrélation entre les variables continues illustratives et les coordonnées des axes factoriels

Libellé des variables	Effectif	Poids	Moyenne	Écart-type	Corrélations				
					Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 4	Axe 5
Âge	1719051	971577880,6	40,6	10,3	0,080	-0,323	0,091	-0,016	0,028
Âge du premier emploi	1719051	971577880,6	14,4	4,7	-0,472	-0,007	-0,194	0,110	-0,192
Ancienneté dans l'emploi principal	1719051	971577880,6	104,3	111,6	0,109	-0,491	0,189	-0,200	0,117
Nombre de membres de la famille	1719051	971577880,6	3,5	1,4	0,177	-0,001	0,069	-0,082	0,049
Nombre de membres du ménage	1719051	971577880,6	3,8	1,7	0,173	0,010	0,075	-0,068	0,046
Nombre d'heures hebdomadaires dédiées aux tâches domestiques	1719051	971577880,6	11,9	13,5	0,227	-0,115	-0,308	0,107	-0,618
Durée de travail hebdomadaire dans l'emploi principal	1719051	971577880,6	40,5	13,8	-0,187	0,236	0,287	-0,070	0,581
Revenu total du ménage (avant allocations)	1657071	934607508,1	3591,5	5101,8	-0,431	-0,304	-0,149	-0,018	0,130
Revenu total du ménage(après allocation)	1661119	936642684,6	3749,5	5227,4	-0,434	-0,307	-0,148	-0,015	0,130
Revenu individuel total dans l'emploi principal	1686052	951300056,4	1656,6	2835,8	-0,394	-0,195	-0,079	-0,071	0,197
Nombre d'années d'étude	1711823	967736322,6	8,0	4,6	-0,631	-0,107	-0,151	0,050	-0,056
Salaires nom-monétaires perçus	1218391	685238004,8	-0,0074	0,7417	-0,445	0,044	0,125	-0,505	-0,294
Niveau d'équipement du ménage	1719051	971577880,6	0,0156	0,5595	-0,745	-0,207	-0,071	0,106	-0,027

Source: Élaboré par l'auteur à partir des informations des PNADs 2002-2015.

Champ: Ensemble des personnes âgées de 25 à 64 ans en emploi.

Lecture: L'âge moyen des individus est de 40,6 ans (avec un écart-type de 10,3 années). L'âge des individus est corrélée avec les coordonnées de l'Axe 1 à la hauteur de 0,08.

Principaux éléments mathématiques de la CSA

Soit :

I la population de référence ;

I' la classe de référence telle que $I' \subset I$;

N le nombre total d'éléments de I (nombre total d'individus) ;

N_k le nombre de individus de I qui ont choisi la catégorie k ;

$F_k = \frac{N_k}{N}$ la fréquence totale de la catégorie k dans ;

n le nombre total d'éléments de I' ;

n_k le nombre total d'individus de I' ayant choisi la modalité k ;

$f_k = \frac{n_k}{n}$ la fréquence de la modalité k dans la classe I' ;

$n_{kk'}$ le nombre d'individus de I' qui ont choisi à la fois les modalités k et k' ;

q : question active

Q : nombre total de questions actives

La distance (d) entre deux individus i et i' de la classe I' est définie par le nuage global :

$$d_q^2(i, i') = \frac{1}{F_k} + \frac{1}{F_{k'}}$$

La distance entre deux modalités à l'intérieur de la classe I' est donnée par :

$$d'^2(k, k') = \frac{f_k(1-f_k)}{F_k^2} + \frac{f_{k'}(1-f_{k'})}{F_{k'}^2} - 2 \frac{f_{kk'} - f_k f_{k'}}{F_k F_{k'}}$$

La variance de la classe I' est donné par :

$$Var_{CSA} = \frac{1}{Q} \sum_{k \in K} \frac{f_k(1-f_k)}{F_k}$$

Contribution d'une modalité à la variance de la classe I' est donné par :

$$Ctr_k = \frac{\frac{1}{Q} \frac{f_k(1-f_k)}{F_k}}{Var_{CSA}}$$

Les angles entre les Axes de la CSA et ceux de l'ACM globale est donné par :

$A = \cos^{-1}({}^t \hat{V}_{ACM} \hat{V}_{CSA})$, où \hat{V}_{ACM} est la matrice des vecteurs propres de l'ACM globale et \hat{V}_{CSA} est la matrice des vecteurs propres de la CSA.

Tableau 4.2. – CSA rural

Variable	Modalités actives	Poids relatif	Contributions							
			Axe 1		Axe 2		Axe 3			
			-	+	-	+	-	+		
Age_prem_travail	apt_ie10ans	1,3		3,8						
Esphabtrav	fus_habtrav	1,0		8,5	6,3			10,3		
Inadeqlog	idq_oui	0,7				6,1		2,8		
Nequip	eq_1	0,6		54,5		13,3				4,8
	eq_2	0,7	3,8		2,0					
	eq_3	0,9	2,7							
Rec_anci_trv	anc_121_es	1,7		2,6	4,4					
Salnonmon	snm_1	1,7				2,5				
SE_CPS	formel_cps_oui	2,9	1,8							
Syndicat	synd_oui	1,2		1,6	2,7					
Tache_domestique	tache_dom_Non	1,9								2,3
	tache_dom_s3	0,9		1,7	5,1			12,6		
Temp_trav_hb	tth_1-29	0,9		3,8	9,0			16,5		
	tth_40h	1,6								1,6
Typeoccup	to_autre	0,7				26,8		28,0		
	to_proprietaire	3,9			5,3					5,2

Tableau 4.3. – CSA urbain

Variable	Modalités actives	Poids relatif	Contributions						
			Axe 1		Axe 2		Axe 3		
			-	+	-	+	-	+	
Age_prem_travail	apt_ic10ans	1,3		2,1					
	apt_se_19ans	0,8	2,9					3,1	
Enfants	ecole_privee	0,7	5,3		1,8				
	ecole_publique	2,4		4,2					
Esphabtrav	fus_habtrav	1,0			3,7				
	sep_>60	0,5					3,0		
Immig_temps	sep_30-60	1,0					4,6		
	imm_0_4ans	0,4					1,9	10,3	
Inadeqlog	imm_5_9ans	0,4						2,5	
	idq_oui	0,7		1,6		3,7		7,2	
Nequip	eq_2	0,7		3,2					
	eq_3	0,9		3,2					
Ntoilettes	eq_6	1,0	12,3		2,9				
	1_tl	4,0		3,4		1,8			
Preclog	2_tl	1,2	3,1						
	se3_tl	0,5	8,9		5,1			2,5	
Anci_trv	prec_oui	1,7		3,2					
Salnonmon	anc_121_es	1,7			3,1				
	snm_2	0,4					2,3		
SE_CPS	snm_4	1,4	3,7				9,5		
	formel_cps_oui	2,9	3,9				7,2		1,8
Syndicat	informel_cps_non	2,1		6,2	3,4				
	informel_cps_oui	0,5			4,5				
Tache_domestique	synd_oui	1,2	3,1						
Temp_trav_hb_cat	tache_dom_Non	1,9							1,6
	tache_dom_s3	0,9			2,1				
Typeolog	tth_1-29	0,9			5,1			2,1	
	tth_40h	1,6	1,7						
Typeoccup	tth_41-44	0,8					3,5		
	tth_45-49	0,9					1,8		
Typeoccup	appartement	0,6	7,8					15,0	
	maison	5,2							1,9
Typeoccup	to_locataire	1,0					6,2	16,5	
	to_proprietaire	3,9			3,4			7,4	7,4

A. CSA – São Paulo rural et Pernambouc rural

Tableau A.1. – Variance des axes

	ACM		CSA			
			São Paulo		Pernambouc	
	λ_i	%	λ_i	%	λ_i	%
Axe 1	0,174	6,5	0,193	7,5	0,224	10,3
Axe 2	0,113	4,2	0,126	4,9	0,154	7,1
Axe 3	0,086	3,2	0,100	3,9	0,118	5,4
Axe 4	0,083	3,1	0,097	3,8	0,106	4,9
Axe 5	0,077	2,9	0,085	3,3	0,090	4,1
λ	2,675		2,572		2,17	

Tableau A.2. – Graphique São Paulo rural : Plan 1-2 et Plan 1-3

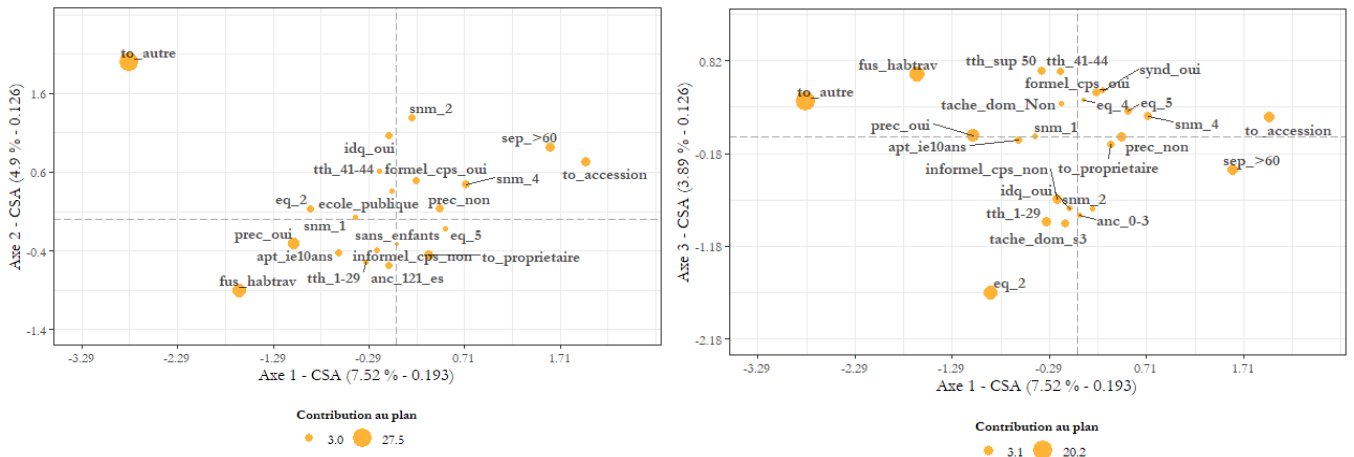


Tableau A.3 – Pernambouc rural : Plan 1-2 et Plan 1-3

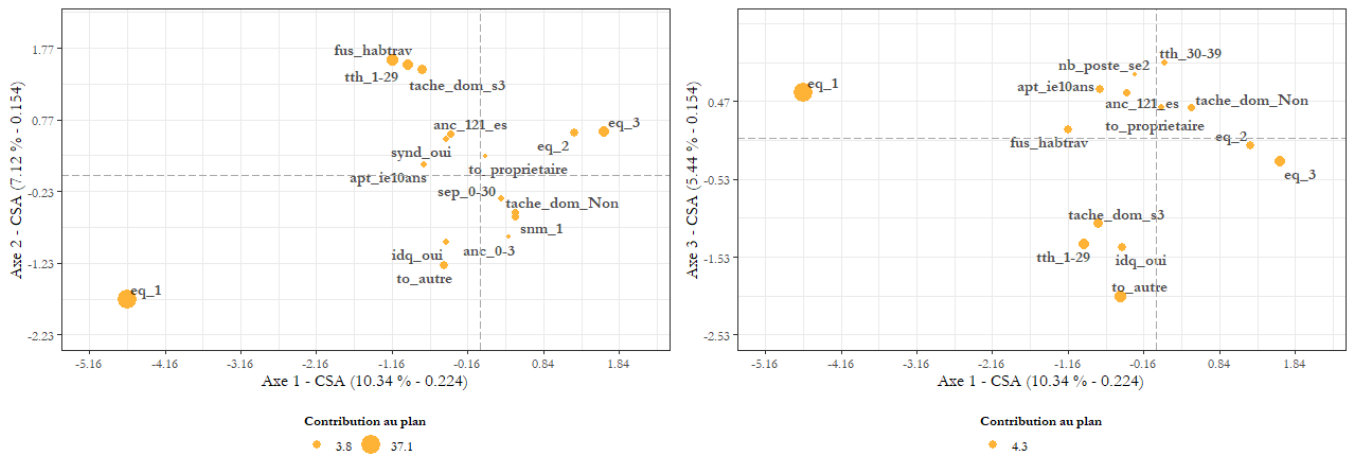


Tableau 4.4 Contribution des modalités à la variance des axes

Variable	Modalités actives	São Paulo rural						Pernambouc rural					
		Contributions						Contributions					
		Axe 1		Axe 2		Axe 3		Axe 1		Axe 2		Axe 3	
		-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+
Age_prem_travail	apt_ie10ans	2,7				2,6		2,1					
Esphabtrav	fus_habtrav	7,2		13,8		6,1		5,3		13,5			
Esphabtrav	sep_0-30		1,9							1,9			
Immig_temps	imm_0_4ans					1,9							
Immig_temps	originaire					2,3							
Inadeqlog	idq_non											2,7	
Inadeqlog	idq_oui		1,9			4,5		3,7		2,7	21,1		
Nb_poste	nb_poste_se2									7,4		1,6	
Nequip	eq_1	60,0		13,5				51,7		5,0		8,7	
Nequip	eq_2		7,2		2,9			6,7			1,9		
Nequip	eq_3		5,4					5,5					
Anci_trv	anc_121_es	1,8			3,1		4,7					2,4	
Salnonmon	snm_1		4,5										
SE_CPS	informel_cps_non					2,0				2,9			
Syndicat	synd_oui								3,4				
Tache_domestique	tache_dom_s3			11,7	4,7			2,3	15,4			2,2	
Tache_domestique	tache_dom_Non		3,3							3,2			
Temp_trav_hb	tth_1-29	3,0		19,5	5,1			3,6	25,6			2,0	
Temp_trav_hb	tth_30-39					1,9				2,2			
Temp_trav_hb	tth_40h		1,7							1,7			
Temp_trav_hb	tth_45-49		1,6										
Typeoccup	to_autre		6,8		44,1			6,5		3,9	40,3		
Typeoccup	to_proprietaire					8,5						7,9	

Tableau 4.5. – Angles entre l'ACM global et les CSA

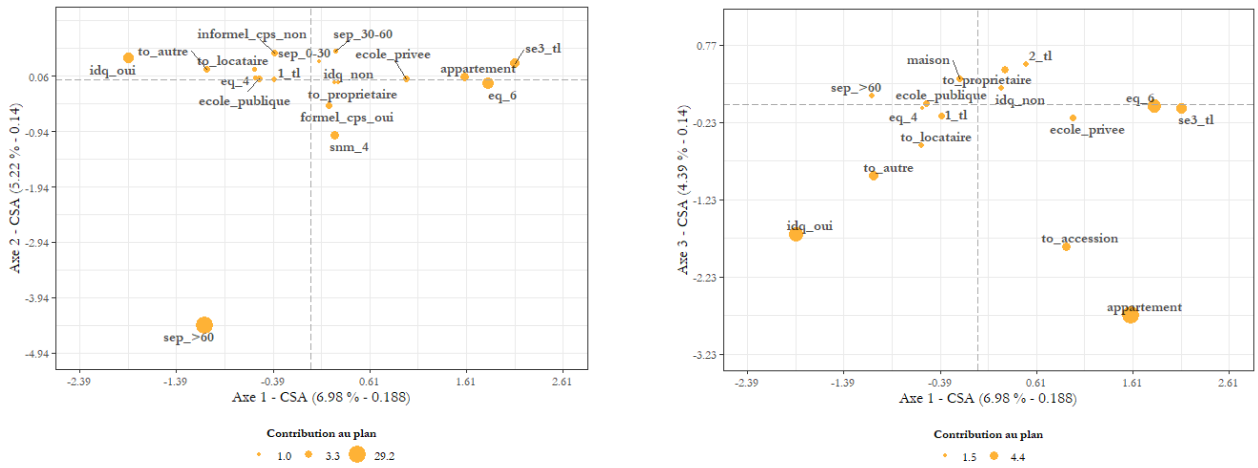
	CSA					
	São Paulo			Pernambouc		
	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 1	Axe 2	Axe 3
ACM Axe 1	46°	79°	68°	67°	82°	86°
Axe 2	89°	44°	81°	66°	64°	71°
Axe 3	79°	80°	76°	80°	89°	59°
Plan 1-2	46°	41°	66°	55°	63°	70°
Plan 1-3	44°	73°	63°	64°	82°	59°
Plan 2-3	79°	43°	73°	63°	64°	53°

B. CSA – São Paulo métropolitain et Pernambouc métropolitain

Tableau B.1. – Variance des axes

	ACM		CSA			
	λ_i	%	São Paulo		Pernambouc	
			λ_i	%	λ_i	%
Axe 1	0,174	6,5	0,188	7,0	0,183	6,7
Axe 2	0,113	4,2	0,140	5,2	0,123	4,5
Axe 3	0,086	3,2	0,118	4,4	0,110	4,0
Axe 4	0,083	3,1	0,112	4,1	0,105	3,9
Axe 5	0,077	2,9	0,098	3,6	0,100	3,7
λ	2,68		2,69		2,72	

Graphique B.1. – São Paulo métropolitain : Plan 1-2 et Plan 1-3



Graphique B.2. – Pernambouc métropolitain : Plan 1-2 et Plan 1-3

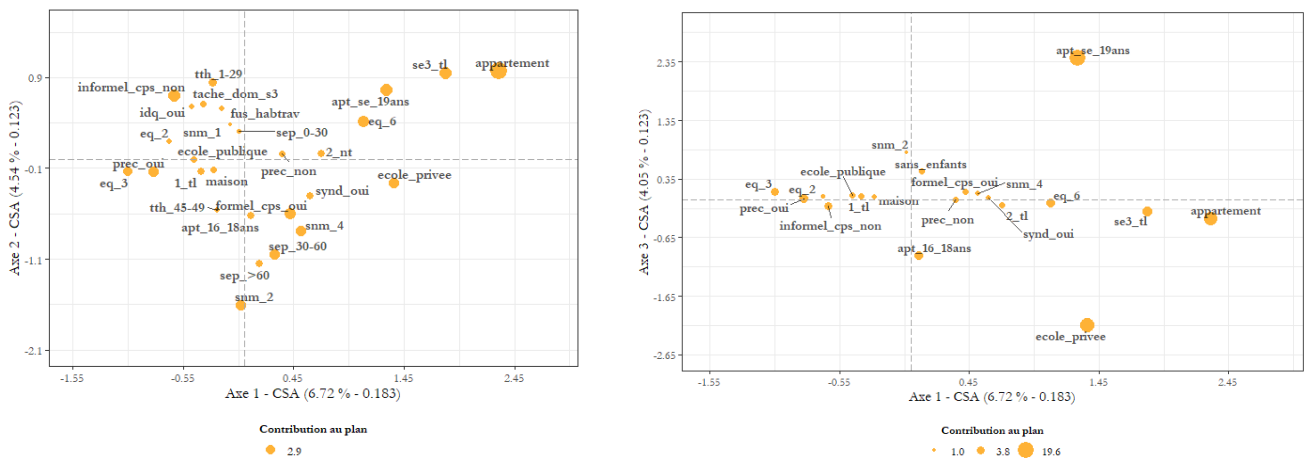


Tableau 4.6. – Contribution des modalités à la variance des axes

Variable	Modalités actives	São Paulo métropolitain						Pernambouc métropolitain					
		Contributions						Contributions					
		Axe 1		Axe 2		Axe 3		Axe 1		Axe 2		Axe 3	
		-	+	-	+	-	+	-	+	-	+	-	+
Age_prem_travail	apt_16_18ans							4,54		12,03			
Age_prem_travail	apt_se_19ans							6,94	3,66		40,61		
Enfants	ecole_privee		3,54					6,84		28,32			
Enfants	ecole_publique	3,62						2,72					
Enfants	sans_enfants											5,48	
Esphabtrav	fus_habtrav									2,68			
Esphabtrav	sep_>60	2,96		64,40					4,88				
Esphabtrav	sep_0-30				2,26					2,35			
Esphabtrav	sep_30-60				1,98					9,28			
Inadeqlog	idq_non		1,64									2,07	
Inadeqlog	idq_oui	12,76				16,07					1,78		
Nequip	eq_2							1,82					
Nequip	eq_3							5,13					
Nequip	eq_4	2,36											
Nequip	eq_6		18,66						6,63				
Ntoilettes	1_tl	3,10						3,31					
Ntoilettes	2_tl					2,69			3,11				
Ntoilettes	se3_tl		11,13						8,46	3,43			
Preclog	prec_non								2,69				
Preclog	prec_oui							6,41					
Salnonmon	snm_1									2,03			
Salnonmon	snm_2								9,23			2,56	
Salnonmon	snm_4			10,28				2,10	7,23				
SE_CPS	formel_cps_oui			4,59				2,80	8,58				
SE_CPS	informel_cps_non				3,42			4,76		8,65			
Syndicat	synd_oui								2,28				
Tache_domestique	tache_dom_s3									2,70			
Temp_trav_hb	tth_1-29									5,28			
Temp_trav_hb	tth_45-49								2,38				
Typelog	appartement		8,59			40,47			18,66	4,85			
Typelog	maison						5,02	2,26					
Typeoccup	to_accession					8,48							
Typeoccup	to_autre	4,62				5,46							
Typeoccup	to_locataire	1,72				2,26							
Typeoccup	to_proprietaire		1,63				6,62						

Tableau 4.7. – Angles entre l'ACM global et les CSA

ACM	CSA						
	São Paulo			Pernambouc			
	Axe 1	Axe 2	Axe 3	Axe 1	Axe 2	Axe 3	
Axe 1	53°	70°	78°	35°	72°	90°	
Axe 2	49°	81°	73°	68°	67°	87°	
Axe 3	90°	73°	53°	77°	51°	84°	
Plan 1-2	27°	69°	69°	60°	60°	87°	
Plan 1-3	53°	63°	51°	58°	45°	84°	
Plan 2-3	49°	71°	48°	44°	42°	84°	

C. Caractérisation des classes

Tableau C.1. – Caractérisation de la Classe 1

Variable	Modalité	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Variable	Moyenne dans la classe	Moyenne dans l'échantillon
Inadeqlog	idq_non	99,9	88,9	31,9	Age	42,0	40,6
Typelog	tl_maison	98,2	88,8	31,4	Nb_anne_etude	7,2	8,2
Nb_poste	nb_poste_1	96,5	95,3	28,7	Revenu_emploi_principal	1169,8	1695,4
Syndicat	synd_non	94,7	80,0	33,6	Revenu_total_menage	2812,8	3815,2
Typeoccup	to_proprietaire	88,3	66,1	37,9	Nb_membres_mena	3,7	3,7
Ntoilettes	1_tl	76,2	68,2	31,7	Age_prem_travail	13,9	14,5
Preclog	prec_non	71,8	71,1	28,6	Anci_trav	8,5	8,7
Sit_emploi	informel	69,4	44,4	44,3	Temp_trav_hb	40,6	40,4
Aglo_tri	urbain	67,8	54,0	35,6	Tache_dom_num	1,8	1,7
Esphabtrav	sep_0_30	63,0	51,3	34,9			
	5243 - Vendeurs de rue	2,9	1,5	53,6			
	7152 - Maçons	6,0	3,2	52,6			
	5161 - Esthéticiens	2,9	1,7	49,6			
	7823 - Chauffeurs (taxi, automobiles et camionnettes)	2,0	1,2	46,6			
CBO	7632 - Conducteurs de machines ... piquer	2,2	1,4	43,9			
	9144 - Mécaniciens et ajusteurs de véhicules ... moteur	1,5	0,9	43,6			
	7170 - Manoeuvres du bâtiment	2,4	1,6	42,3			
	5121 - Vendeurs en magasins	9,8	6,8	41,0			
	5134 - Serveurs	2,3	1,6	40,2			
	7825 - Conducteurs de poids lourds et de camions	3,0	2,1	39,5			

Tableau C.2. – Caractérisation de la Classe 2

Variable	Modalité	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Variable	Moyenne dans la classe	Moyenne dans l'échantillon
Typelog	tl_maison	99,5	88,8	14,4	Age	44,1	40,6
Inadeqlog	idq_non	92,6	88,9	13,3	Nb_anne_etude	3,7	8,2
Preclog	prec_oui	89,8	28,9	39,8	Revenu_emploi_principal	424,3	1695,4
CPS	cps_non	88,4	40,7	27,9	Revenu_total_menage	1495,2	3815,2
Typeoccup	to_proprietaire	76,6	66,1	14,8	Nb_membres_mena	4,1	3,7
Ntoilettes	1_tl	73,6	68,2	13,8	Age_prem_travail	10,7	14,5
Sit_emploi	informel	70,8	44,4	20,4	Anci_trav	15,2	8,7
Secteur_activite	sec_agri	70,2	14,5	62,1	Temp_trav_hb	32,8	40,4
Salnonmon	snm_non_concerne	69,3	29,1	30,5	Tache_dom_num	2,4	1,7
Aglo_tri	rural	67,7	14,1	61,3			
	6129 - Exploitants agricoles (général)	16,9	3,0	71,1			
	6239 - Ouvriers agricoles (élevage)	14,2	2,6	71,0			
	6210 - Exploitants agricoles (végétal)	5,4	1,0	65,7			
	6110 - Exploitants agricole (général)	1,2	0,2	64,8			
CBO	6139 - Exploitants agricoles (élevage)	5,4	1,1	64,4			
	6229 - Exploitants agricole (végétal)	23,5	5,1	59,6			
	6329 - Sylviculteurs	1,4	0,4	51,7			
	6319 - Chasseurs et pêcheurs	1,2	0,4	36,7			
	7632 - Conducteurs de machines ... piquer	1,3	1,4	11,1			
	5243 - Vendeurs de rue	1,2	1,5	10,1			

Tableau C.3. – Caractérisation de la Classe 3

Variable	Modalité	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Variable	Moyenne dans la classe	Moyenne dans l'échantillon
Nb_poste	nb_poste_1	97,1	95,3	11,9	Age	38,2	40,6
Syndicat	synd_non	88,9	80,0	13,0	Nb_anne_etude	6,9	8,2
Ntoilettes	1_tl	86,3	68,2	14,8	Revenu_emploi_principal	1060,6	1695,4
Inadeqlog	idq_oui	69,2	11,1	73,0	Revenu_total_menage	2161,6	3815,2
Typeoccup	to_autre	64,9	12,3	61,5	Nb_membres_mena	4,2	3,7
Enfants	ecole_publicue	61,3	40,1	17,9	Age_prem_travail	14,2	14,5
Sexe	Homme	58,2	56,2	12,1	Anci_trav	6,2	8,7
Immig_temps	imm_se10ans	53,0	48,4	12,8	Temp_trav_hb	42,1	40,4
Esphabtrav	sep_0_30	51,5	51,3	11,8	Tache_dom_num	1,7	1,7
Sit_emploi	informel	50,1	44,4	13,2			
	7170 - Manoeuvres du bâtiment	2,9	1,6	21,3			
	5121 - Employés domestiques	12,3	6,8	21,2			
	5142 - Eboueurs	4,2	2,7	18,4			
	5243 - Vendeurs de rue	2,4	1,5	18,2			
CBO	5174 - Portiers, gardiens et assimilés	2,1	1,4	16,8			
	7152 - Maçons	4,4	3,2	16,1			
	5132 - Cuisiniers	2,5	1,9	15,3			
	5161 - Esthéticiens	2,0	1,7	13,9			
	5134 - Serveurs	1,7	1,6	12,6			
	7825 - Conducteurs de poids lourds et de camion	2,0	2,1	10,8			

Tableau C.4. – Caractérisation de la Classe 4

Variable	Modalité	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Variable	Moyenne dans la classe	Moyenne dans l'échantillon
Syndicat	synd_non	87,2	80,0	12,0	Age	36,0	40,6
Ntoilettes	1_tl	81,7	68,2	13,2	Nb_anne_etude	8,8	8,2
Preclog	prec_non	80,5	71,1	12,5	Revenu_emploi_principal	1668,6	1695,4
Typeoccup	to_locataire	74,9	16,4	50,2	Revenu_total_menage	3298,4	3815,2
Aglo_tri	urbain	66,0	54,0	13,5	Nb_membres_mena	3,2	3,7
Esphabtrav	sep_0_30	62,7	51,3	13,5	Age_prem_travail	14,9	14,5
CPS	cps_oui	61,8	59,3	11,5	Anci_trav	3,4	8,7
Sexe	Homme	58,9	56,2	11,5	Temp_trav_hb	43,2	40,4
Sit_emploi	formel	57,6	52,3	12,1	Tache_dom_num	1,5	1,7
Enfants	sans_enfants	57,0	46,0	13,7			
	7170 - Manoeuvres du bâtiment	2,9	1,6	21,3			
	5121 - Employés domestiques	12,3	6,8	21,2			
	5142 - Eboueurs	4,2	2,7	18,4			
	5243 - Vendeurs de rue	2,4	1,5	18,2			
	7152 - Maçons	4,4	3,2	16,1			
CBO	7632 - Conducteurs de machines ... piquer	1,4	1,4	11,4			
	7825 - Conducteurs de poids lourds et de camions	2,0	2,1	10,8			
	5211 - Vendeurs en magasins	6,1	6,6	10,8			
	1310 - Dirigeants et gérants	1,6	3,1	6,1			
	5132 - Cuisiniers	2,4	1,9	15,3			

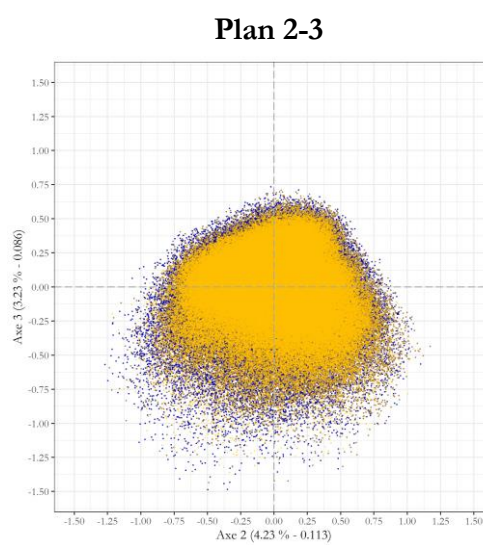
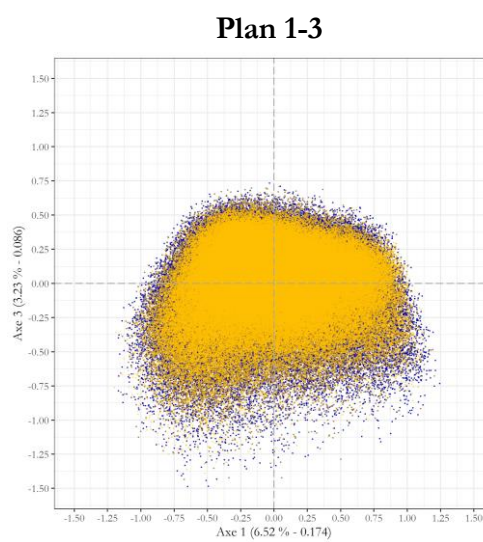
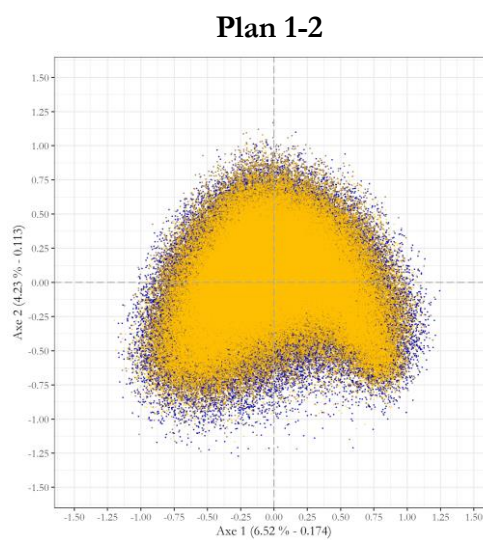
Tableau C. 5. – Caractérisation de la Classe 5

Variable	Modalité	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Variable	Moyenne dans la classe	Moyenne dans l'échantillon
Inadeqlog	idq_non	98,5	88,9	25,8	Age	39,2	40,6
Nb_poste	nb_poste_1	97,7	95,3	23,9	Nb_anne_etude	9,7	8,2
CPS	cps_oui	94,5	59,3	37,1	Revenu_emploi_principal	1801,6	1695,4
Sit_emploi	formel	93,5	52,3	41,6	Revenu_total_menage	3809,6	3815,2
SE_CPS	formel_cps_oui	92,6	50,4	42,8	Nb_membres_mena	3,6	3,7
Typelog	tl_maison	90,4	88,8	23,7	Age_prem_travail	15,6	14,5
Preclog	prec_non	88,9	71,1	29,1	Anci_trav	7,5	8,7
Statut_emploi_agreg	salar_for	77,4	38,9	46,3	Temp_trav_hb	42,4	40,4
Typeoccup	to_proprietaire	76,0	66,1	26,7	Tache_dom_num	1,4	1,7
Ntoilettes	1_tl	68,7	68,2	23,5			
	4211 - Caissiers et billettistes	1,0	0,6	16,6			
	5162 - Gardes d'enfants	1,2	0,9	15,6			
	7832 - Manutentionnaires	1,0	0,7	15,3			
	7825 - Conducteurs de poids lourds et de ca	2,9	2,1	15,0			
CBO	3541 - Agents commerciaux et agents comm	1,3	1,0	14,1			
	5173 - Service de sécurité	1,0	0,8	13,9			
	4221 - Réceptionnistes et employés d'inform	1,0	0,8	13,5			
	5199 - Autres employés des services	1,0	0,9	13,1			
	1320 - Dirigeants et gérants autre	1,4	1,3	12,1			
	6229 - Employés de bureau	2,4	5,1	5,3			

Tableau C.6. – Caractérisation de la Classe 6

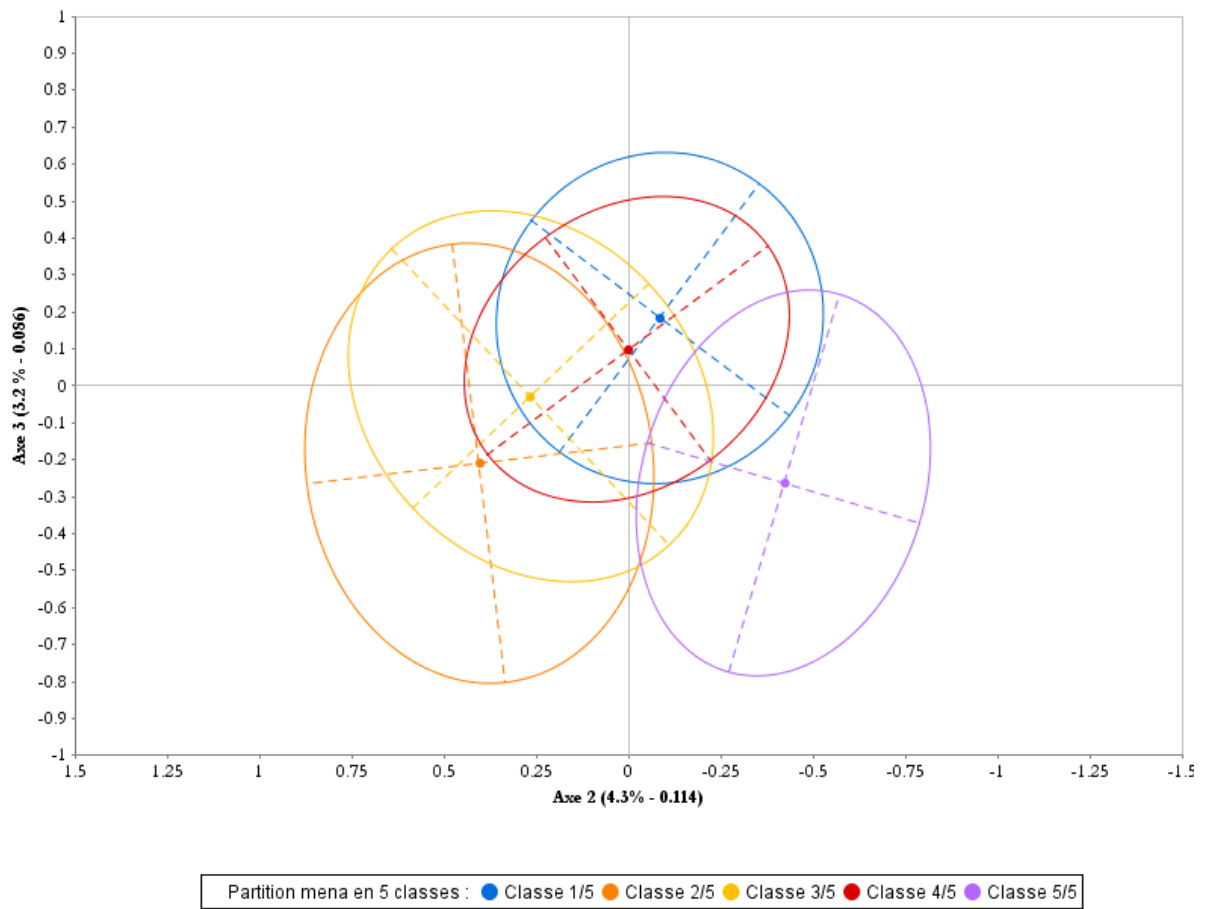
Variable	Modalité	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Variable	Moyenne dans la classe	Moyenne dans l'échantillon
Inadeqlog	idq_non	96,6	88,9	13,9	Age	42,8	40,6
Preclog	prec_non	95,3	71,1	17,2	Nb_anne_etude	12,7	8,2
CPS	cps_oui	82,8	59,3	17,9	Revenu_emploi_principal	4631,1	1695,4
Nequip	eq_6	80,1	18,7	54,8	Revenu_total_menage	10709,8	3815,2
Race_tri	blanc	76,0	51,4	18,9	Nb_membres_mena	3,6	3,7
Typeoccup	to_proprietaire	75,8	66,1	14,7	Age_prem_travail	17,5	14,5
Sit_emploi	formel	71,0	52,3	17,4	Anci_trav	11,6	8,7
SE_CPS	formel_cps_oui	67,4	50,4	17,1	Temp_trav_hb	40,0	40,4
Esphabtrav	sep_0_30	60,2	51,3	15,0	Tache_dom_num	1,3	1,7
Ntoilettes	se3_tl	54,7	8,0	87,3			
Diplome_niveau	superieur	52,4	13,8	48,5			
	2421 - Juges	0,1	0,0	96,3			
	2511 - Anthropologues et sociologues	0,0	0,0	87,6			
	2412 - Procureurs	0,1	0,0	83,1			
	2231 - Médecins	2,6	0,4	80,4			
	2146 - Ingénieur métallurgistes	0,0	0,0	79,2			
CBO	2232 - Dentistes	1,4	0,2	78,4			
	2410 - Avocats	3,1	0,7	59,2			
	1219 - Dirigeants d'entreprise (>5 salariés)	4,9	1,1	56,8			
	4110 - Employés de bureau	5,4	2,7	46,8			
	1320 - Dirigeants et gérants autre	3,8	1,3	38,1			

Graphique 4.4. – Projections des individus et des ménages: projection des Plan 1-2, 1-3 et 2-3



■ Nuage des individus ■ Nuage des ménages

Graphique 4.5. – Barycentre et ellipses de concentration du nuage des ménages, Plan 2-3



D. Caractérisation des classes – nuage des ménages

Tableau D.1. – Caractérisation de la Classe 1 – ménages

Variable	Modalité	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Variable	Moyenne dans la classe	Moyenne dans l'échantillon
Salnonmon	snm_4	59,9	24,6	58,7	Age	39,2	40,6
Esphabtrav	sep_se_60	51,6	8,0	16,4	Nb_anne_etude	9,9	8,2
Nequip	eq_5	48,9	23,6	46,0	Revenu_emploi_principal	1879,0	1695,4
Typeoccup	to_accession	48,4	5,1	9,8	Revenu_total_menage	3984,8	3815,2
Esphabtrav	sep_30_60	46,4	17,8	32,9	Nb_membres_mena	3,5	3,7
SE_CPS	formel_cps_oui	44,8	50,4	89,9	Age_prem_travail	15,7	14,5
Salnonmon	snm_2	43,1	7,6	13,0	Anci_trav	89,7	8,7
Syndicat	synd_oui	40,8	20,0	32,5	Temp_trav_hb	42,2	40,4
Vingtile - revenu du ménage	ving_16	40,8	5,5	8,9	Tache_dom_num	10,2	1,7
Ntoilettes	2_tl	40,5	19,9	32,1			

Tableau D.2 – Caractérisation de la Classe 2 – ménages

Variable	Modalité	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Variable	Moyenne dans la classe	Moyenne dans l'échantillon
Ntoilettes	se3_tl	89,7	8,0	54,0	Age	42,7	40,6
Vingtile - revenu du ménage	ving_20	75,5	4,8	27,2	Nb_anne_etude	12,6	8,2
Nequip	eq_6	56,7	18,7	79,5	Revenu_emploi_principal	4605,7	1695,4
Vingtile - revenu du ménage	ving_19	51,4	5,0	19,3	Revenu_total_menage	10632,4	3815,2
Diplome_niveau	superieur	50,1	13,8	52,0	Nb_membres_mena	3,6	3,7
Enfants	ecole_privee	48,5	11,5	41,7	Age_prem_travail	17,4	14,5
Typelog	tl_appartement	45,4	11,0	37,4	Anci_trav	136,3	8,7
Vingtile - revenu du ménage	ving_19	44,0	5,1	16,8	Temp_trav_hb	40,0	40,4
Statut d'emploi	employeur	42,4	4,8	15,3	Tache_dom_num	9,0	1,7
Age_prem_travail_cat	apt_se_19ans	34,7	13,2	34,3			

Tableau D.3. – Caractérisation de la Classe 3 – ménages

Variable	Modalité	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Variable	Moyenne dans la classe	Moyenne dans l'échantillon
Nequip	eq_1	86,5	8,9	54,4	Age	43,6	40,6
Statut d'emploi	hors_marche	75,4	6,0	31,8	Nb_anne_etude	3,7	8,2
Secteur d'activite	sec_agri	66,6	14,5	67,8	Revenu_emploi_principal	440,2	1695,4
Aglo_tri	rural	66,3	14,1	66,0	Revenu_total_menage	1480,9	3815,2
Vingtile - revenu du ménage	ving_1	64,4	4,4	20,0	Nb_membres_mena	4,1	3,7
Esphabtrav	fus_habtrav	52,2	17,6	64,6	Age_prem_travail	10,8	14,5
Diplome_niveau	sans_inst	46,5	8,3	27,1	Anci_trav	174,7	8,7
Preclog	prec_oui	43,7	28,9	88,9	Temp_trav_hb	33,4	40,4
Vingtile - revenu du ménage	ving_2	40,6	4,3	12,4	Tache_dom_num	16,7	1,7
Age_prem_travail_cat	apt_ie10ans	39,8	22,0	61,5			

Tableau D.4. – Caractérisation de la Classe 4 – ménages

Variable	Modalité	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Variable	Moyenne dans la classe	Moyenne dans l'échantillon
SE_CPS	informel_cps_oui	51,2	8,9	14,8	Age	41,7	40,6
Nequip	eq_2	50,0	10,8	17,5	Nb_anne_etude	7,1	8,2
Secteur d'activite	sec_constr	47,2	8,1	12,4	Revenu_emploi_principal	1150,8	1695,4
Salnonmon	snm_1	46,8	28,8	43,9	Revenu_total_menage	2730,1	3815,2
SE_CPS	informel_cps_non	45,4	35,6	52,6	Nb_membres_mena	3,7	3,7
Secteur d'activite	sec_domest	44,7	7,7	11,2	Age_prem_travail	13,9	14,5
Nequip	eq_4	42,6	22,8	31,6	Anci_trav	100,3	8,7
Nequip	eq_3	41,1	15,2	20,3	Temp_trav_hb	40,8	40,4
Vingtile - revenu du ménage	ving_7	39,5	4,6	5,9	Tache_dom_num	12,3	1,7
Typeoccup	to_proprietaire	39,3	66,1	84,7			

Tableau D.5. – Caractérisation de la Classe 5 – ménages

Variable	Modalité	% de la modalité dans la classe	% de la modalité dans l'échantillon	% de la classe dans la modalité	Variable	Moyenne dans la classe	Moyenne dans l'échantillon
Inadeqlog	idq_oui	71,0	11,1	47,4	Age	36,7	40,6
Immig_temps	imm_0_4ans	58,3	7,2	25,3	Nb_anne_etude	7,7	8,2
Typeoccup	to_locataire	50,1	16,4	49,6	Revenu_emploi_principal	1238,7	1695,4
Typeoccup	to_autre	46,8	12,3	34,8	Revenu_total_menage	2409,1	3815,2
Nequip	eq_3	34,7	15,2	31,6	Nb_membres_mena	3,7	3,7
Anci_trv_cat	anc_4-12	34,4	12,1	25,1	Age_prem_travail	14,5	14,5
Anci_trv_cat	anc_0-3	34,2	5,8	11,9	Anci_trav	48,0	8,7
Immig_temps	imm_5_9ans	29,1	6,8	11,9	Temp_trav_hb	43,1	40,4
Salnonmon	snm_2	26,9	7,6	12,2	Tache_dom_num	11,4	1,7
Anci_trv_cat	anc_13-24	26,0	12,0	18,8			

Annexes du Chapitre 5

Graphique 5.1. – Point moyen des catégories de la nomenclature NVS sur le Plan 1-2

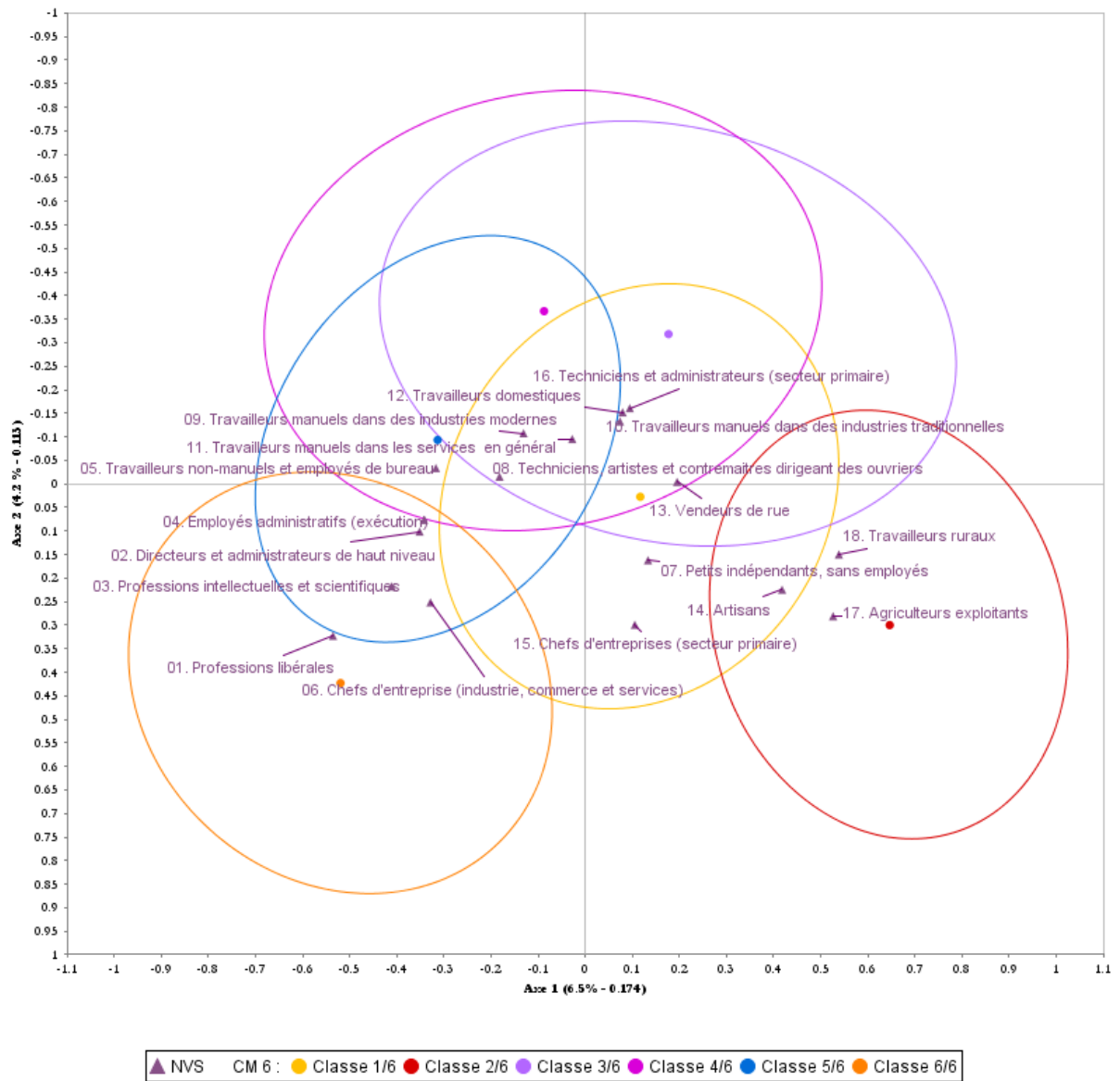


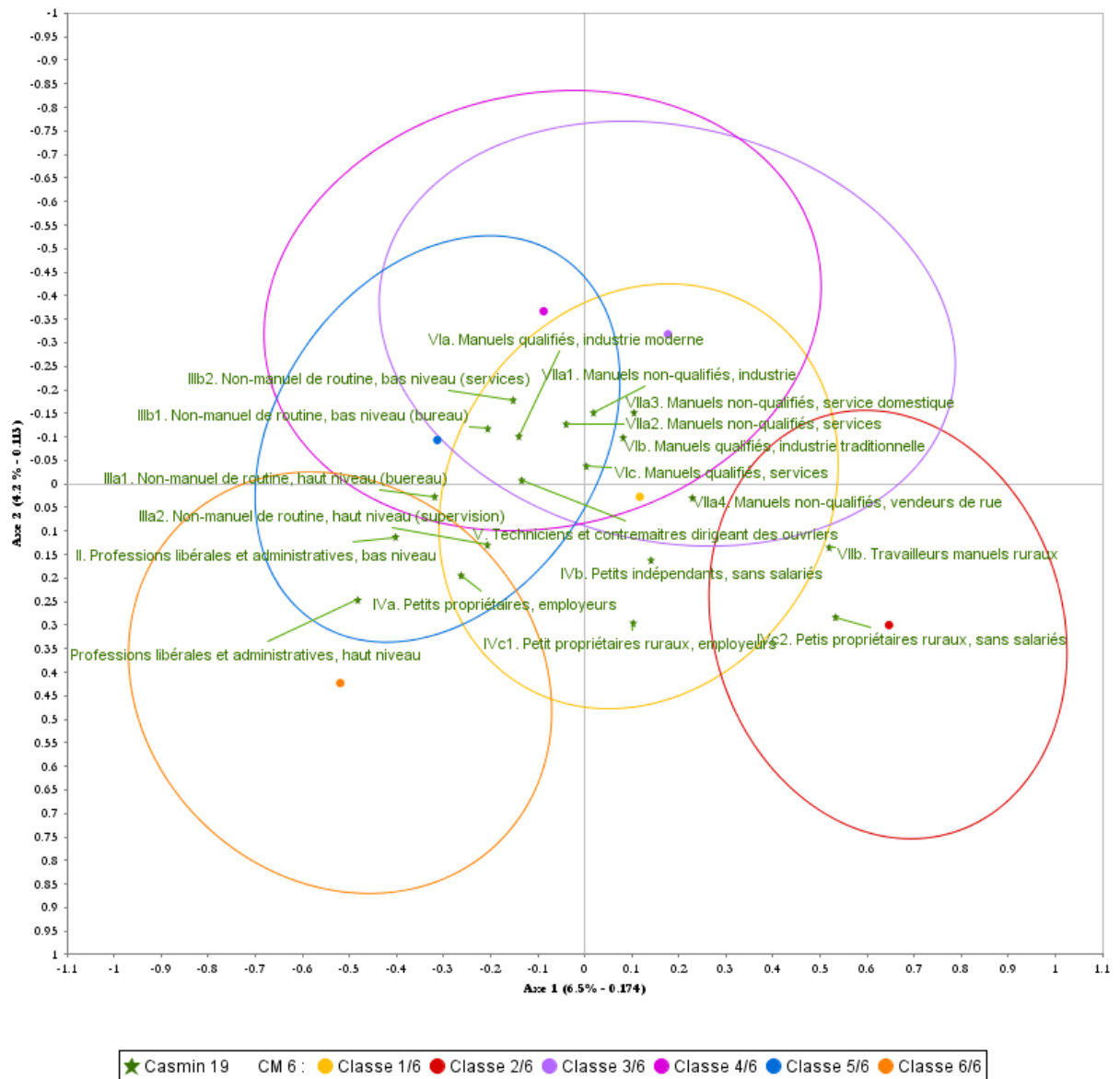
Tableau 5.1 – Distance entre les points moyens des catégories NVS – Axes 1, 2 et 3

Modalités NVS																		
	01 Professions libérales	02 Directeurs et administrateurs de haut niveau	03 Professions intellectuelles et scientifiques	04 Employés administratifs et éducation	05 Travailleurs non manuels et employés de bureau	06 Chefs d'entreprise industrie commerce et services	07 Petits indépendants sans employés	08 Techniciens artistes et contremaîtres dirigeant des ouvriers	09 Travailleurs manuels dans des industries modernes	10 Travailleurs manuels dans des industries traditionnelles	11 Travailleurs manuels dans les services en général	12 Travailleurs domestiques	13 Vendeurs de rue	14 Artisans	15 Chefs d'entreprises secteur primaire	16 Techniciens et administrateurs secteur primaire	17 Agriculteurs et exploitants	18 Travailleurs ruraux
01 Professions libérales	0,00																	
02 Directeurs et administrateurs de haut niveau	0,44	0,00																
03 Professions intellectuelles et scientifiques	0,30	0,14	0,00															
04 Employés administratifs et éducation	0,46	0,02	0,17	0,00														
05 Travailleurs non manuels et employés de bureau	0,52	0,08	0,23	0,06	0,00													
06 Chefs d'entreprise industrie commerce et services	0,50	0,06	0,20	0,03	0,03	0,00												
07 Petits indépendants sans employés	1,60	1,16	1,30	1,14	1,08	1,11	0,00											
08 Techniciens artistes et contremaîtres dirigeant des ouvriers	0,85	0,41	0,55	0,38	0,32	0,35	0,75	0,00										
09 Travailleurs manuels dans des industries modernes	0,97	0,53	0,67	0,51	0,45	0,47	0,63	0,12	0,00									
10 Travailleurs manuels dans des industries traditionnelles	1,46	1,02	1,16	1,00	0,94	0,96	0,14	0,61	0,49	0,00								
11 Travailleurs manuels dans les services en général	1,22	0,78	0,92	0,75	0,69	0,72	0,38	0,37	0,25	0,24	0,00							
12 Travailleurs domestiques	1,47	1,03	1,17	1,01	0,95	0,98	0,13	0,63	0,50	0,01	0,26	0,00						
13 Vendeurs de rue	1,75	1,31	1,45	1,29	1,23	1,25	0,15	0,90	0,78	0,29	0,53	0,28	0,00					
14 Artisans	2,28	1,84	1,99	1,82	1,76	1,79	0,68	1,44	1,31	0,82	1,07	0,81	0,53	0,00				
15 Chefs d'entreprises secteur primaire	1,53	1,09	1,24	1,07	1,01	1,04	0,07	0,69	0,57	0,08	0,32	0,06	0,21	0,75	0,00			
16 Techniciens et administrateurs secteur primaire	1,51	1,07	1,21	1,05	0,99	1,01	0,09	0,66	0,54	0,05	0,29	0,04	0,24	0,77	0,03	0,00		
17 Agriculteurs et exploitants	2,54	2,10	2,24	2,08	2,02	2,05	0,94	1,70	1,57	1,08	1,33	1,07	0,79	0,26	1,01	1,03	0,00	
18 Travailleurs ruraux	2,57	2,13	2,27	2,11	2,05	2,08	0,97	1,73	1,60	1,11	1,36	1,10	0,82	0,29	1,04	1,06	0,03	0,00

01 Professions libérales	0,00																	
02 Directeurs et administrateurs de haut niveau	0,66	0,00																
03 Professions intellectuelles et scientifiques	0,31	0,35	0,00															
04 Employés administratifs et éducation	0,73	0,07	0,42	0,00														
05 Travailleurs non manuels et employés de bureau	1,06	0,40	0,75	0,33	0,00													
06 Chefs d'entreprise industrie commerce et services	0,21	0,45	0,10	0,52	0,85	0,00												
07 Petits indépendants sans employés	0,48	0,18	0,16	0,26	0,58	0,27	0,00											
08 Techniciens artistes et contremaîtres dirigeant des ouvriers	1,00	0,35	0,69	0,27	0,05	0,79	0,53	0,00										
09 Travailleurs manuels dans des industries modernes	1,28	0,62	0,97	0,55	0,22	1,07	0,80	0,27	0,00									
10 Travailleurs manuels dans des industries traditionnelles	1,35	0,70	1,04	0,62	0,29	1,14	0,88	0,35	0,07	0,00								
11 Travailleurs manuels dans les services en général	1,24	0,58	0,93	0,51	0,18	1,03	0,77	0,24	0,04	0,11	0,00							
12 Travailleurs domestiques	1,41	0,75	1,10	0,68	0,35	1,20	0,93	0,41	0,13	0,06	0,17	0,00						
13 Vendeurs de rue	0,97	0,31	0,66	0,24	0,09	0,76	0,50	0,03	0,31	0,38	0,27	0,44	0,00					
14 Artisans	0,29	0,37	0,02	0,44	0,77	0,08	0,19	0,71	0,99	1,06	0,95	1,12	0,68	0,00				
15 Chefs d'entreprises secteur primaire	0,07	0,59	0,24	0,66	0,99	0,14	0,41	0,93	1,21	1,28	1,17	1,34	0,90	0,22	0,00			
16 Techniciens et administrateurs secteur primaire	1,44	0,78	1,13	0,71	0,38	1,23	0,96	0,43	0,16	0,08	0,20	0,03	0,47	1,15	1,37	0,00		
17 Agriculteurs et exploitants	0,12	0,53	0,19	0,61	0,93	0,09	0,35	0,88	1,16	1,23	1,12	1,29	0,85	0,17	0,05	1,31	0,00	
18 Travailleurs ruraux	0,51	0,15	0,20	0,22	0,55	0,30	0,04	0,49	0,77	0,84	0,73	0,90	0,46	0,22	0,44	0,93	0,39	0,00

01 Professions libérales	0,00																	
02 Directeurs et administrateurs de haut niveau	0,82	0,00																
03 Professions intellectuelles et scientifiques	0,46	0,35	0,00															
04 Employés administratifs et éducation	0,60	0,22	0,13	0,00														
05 Travailleurs non manuels et employés de bureau	0,98	0,16	0,51	0,38	0,00													
06 Chefs d'entreprise industrie commerce et services	0,79	0,03	0,33	0,19	0,19	0,00												
07 Petits indépendants sans employés	0,58	0,24	0,12	0,01	0,40	0,21	0,00											
08 Techniciens artistes et contremaîtres dirigeant des ouvriers	0,81	0,01	0,34	0,21	0,17	0,02	0,23	0,00										
09 Travailleurs manuels dans des industries modernes	1,27	0,46	0,81	0,68	0,30	0,48	0,69	0,47	0,00									
10 Travailleurs manuels dans des industries traditionnelles	1,11	0,29	0,64	0,51	0,13	0,32	0,53	0,30	0,17	0,00								
11 Travailleurs manuels dans les services en général	0,96	0,15	0,50	0,37	0,02	0,17	0,38	0,16	0,31	0,14	0,00							
12 Travailleurs domestiques	0,75	0,06	0,29	0,16	0,22	0,04	0,17	0,05	0,52	0,35	0,21	0,00						
13 Vendeurs de rue	0,44	0,37	0,02	0,15	0,54	0,35	0,14	0,36	0,83	0,66	0,52	0,31	0,00					
14 Artisans	0,20	0,61	0,26	0,39	0,78	0,59	0,38	0,60	1,07	0,90	0,76	0,55	0,24	0,00				
15 Chefs d'entreprises secteur primaire	1,25	0,43	0,79	0,65	0,27	0,46	0,67	0,44	0,02	0,14	0,29	0,50	0,81	1,05	0,00			
16 Techniciens et administrateurs secteur primaire	1,36	0,54	0,89	0,76	0,38	0,57	0,78	0,55	0,08	0,25	0,39	0,60	0,91	1,15	0,11	0,00		
17 Agriculteurs et exploitants	1,21	0,40	0,75	0,62	0,24	0,42	0,63	0,41	0,06	0,11	0,25	0,46	0,77	1,01	0,04	0,14	0,00	
18 Travailleurs ruraux	0,89	0,07	0,43	0,29	0,09	0,10	0,31	0,08	0,38	0,22	0,07	0,13	0,45	0,69	0,36	0,47	0,33	0,00

Graphique 5.2. –Point moyen des catégories de la nomenclature CASMIN 19 sur le Plan 1-2



Graphique 5.3. – Point moyen des catégories de la nomenclature NSAE sur le Plan 1-2

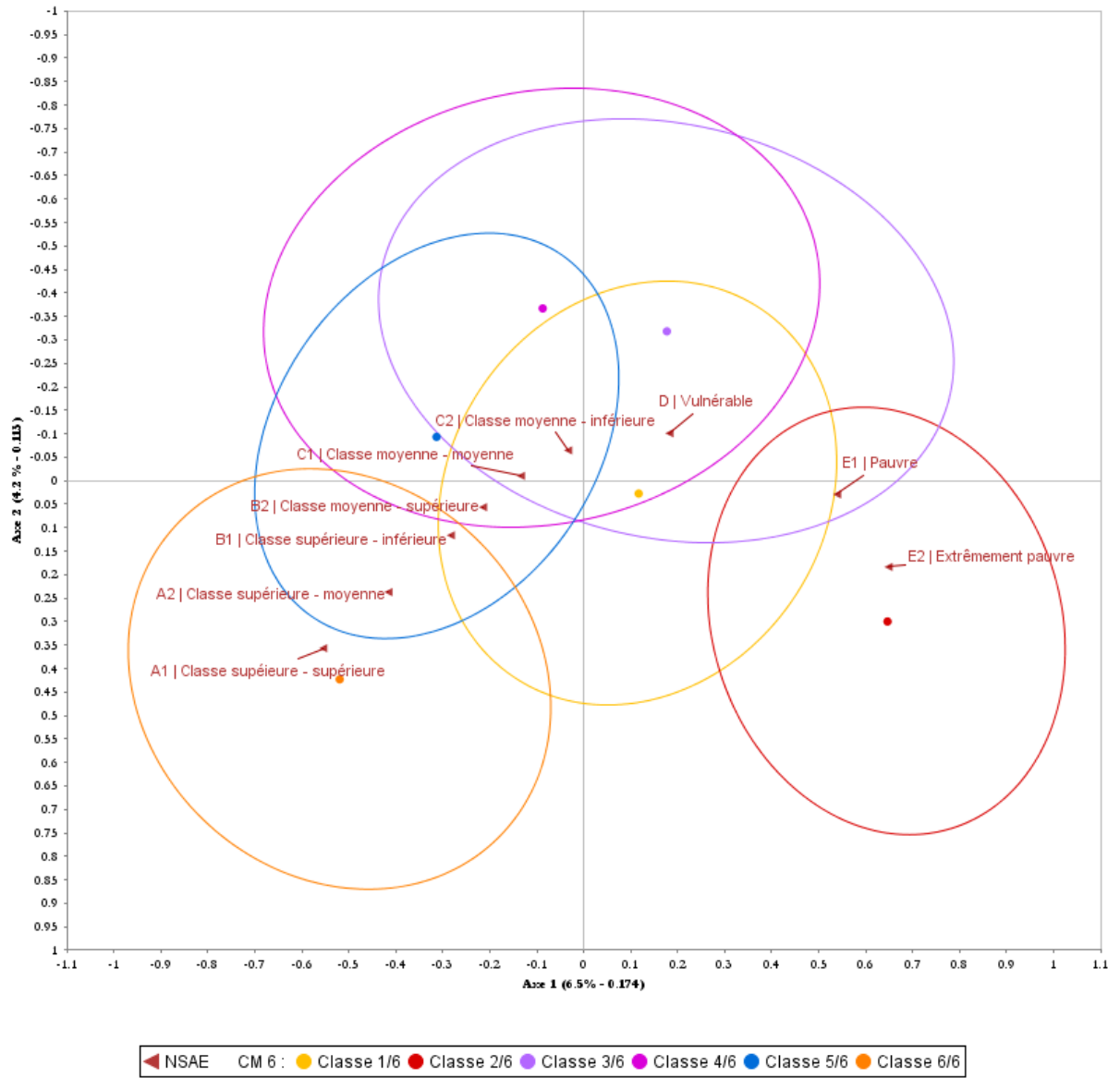


Tableau 5.3. – Distance entre les points moyens des catégories NSAE – Axes 1, 2 et 3

Modalités NSAE										
	A1 Classe supérieure supérieure	A2 Classe supérieure moyenne	B1 Classe supérieure inférieure	B2 Classe moyenne supérieure	C1 Classe moyenne moyenne	C2 Classe moyenne inférieure	D Vulnérable	E1 Pauvre	E2 Extrêmement pauvre	
A1 Classe supérieure supérieure	0,00									Axe 1
A2 Classe supérieure moyenne	0,33	0,00								
B1 Classe supérieure inférieure	0,65	0,32	0,00							
B2 Classe moyenne supérieure	0,81	0,48	0,16	0,00						
C1 Classe moyenne moyenne	1,01	0,68	0,36	0,19	0,00					
C2 Classe moyenne inférieure	1,25	0,92	0,60	0,43	0,24	0,00				
D Vulnérable	1,76	1,43	1,11	0,95	0,76	0,52	0,00			
E1 Pauvre	2,62	2,29	1,97	1,80	1,61	1,37	0,85	0,00		
E2 Extrêmement pauvre	2,88	2,55	2,23	2,07	1,87	1,63	1,12	0,26	0,00	
A1 Classe supérieure supérieure	0,00									Axe 2
A2 Classe supérieure moyenne	0,36	0,00								
B1 Classe supérieure inférieure	0,72	0,36	0,00							
B2 Classe moyenne supérieure	0,89	0,54	0,18	0,00						
C1 Classe moyenne moyenne	1,09	0,74	0,38	0,20	0,00					
C2 Classe moyenne inférieure	1,25	0,90	0,54	0,36	0,16	0,00				
D Vulnérable	1,36	1,01	0,65	0,47	0,27	0,11	0,00			
E1 Pauvre	0,97	0,62	0,26	0,08	0,12	0,28	0,39	0,00		
E2 Extrêmement pauvre	0,52	0,16	0,20	0,38	0,58	0,74	0,85	0,46	0,00	
A1 Classe supérieure supérieure	0,00									Axe 3
A2 Classe supérieure moyenne	0,51	0,00								
B1 Classe supérieure inférieure	0,84	0,34	0,00							
B2 Classe moyenne supérieure	0,98	0,47	0,14	0,00						
C1 Classe moyenne moyenne	1,07	0,56	0,22	0,09	0,00					
C2 Classe moyenne inférieure	1,10	0,60	0,26	0,12	0,03	0,00				
D Vulnérable	1,02	0,51	0,18	0,04	0,05	0,08	0,00			
E1 Pauvre	0,82	0,31	0,02	0,16	0,25	0,28	0,20	0,00		
E2 Extrêmement pauvre	0,79	0,29	0,05	0,19	0,27	0,31	0,23	0,03	0,00	

Graphique 5.4. – Point moyen des catégories de la nomenclature JAFS-15 sur le Plan 1-2



Tableau 5.4. – Distance entre les points moyens des catégories JAFS 15 – Axes 1, 2 et 3

Modalités JAFS 15																
	1 1 Capitalistes et grands exploitants agricoles	1 2 Eperts indépendants moins de 5 salariés	1 3 Cadres et Gérants	1 4 Eperts salariés	1 5 Chefs de petites entreprise moins de 11 salariés	2 1 Indépendants sans salariés possédant des actifs	2 2 Agriculteurs exploitants sans salarié	3 1 Travailleurs qualifiés	3 2 Superviseurs	3 3 Travailleurs typiques	4 1 Travailleurs élémentaires	4 2 Indépendants précaires sans salarié	4 3 Employés domestiques	4 4 Paysans précaires	4 5 Paysans vivriers	
1 1 Capitalistes et grands exploitants agricoles	0,00															
1 2 Eperts indépendants moins de 5 salariés	0,16	0,00														
1 3 Cadres et Gérants	0,06	0,10	0,00													
1 4 Eperts salariés	0,15	0,30	0,20	0,00												
1 5 Chefs de petites entreprise moins de 11 salariés	0,62	0,46	0,56	0,76	0,00											
2 1 Indépendants sans salariés possédant des actifs	1,19	1,03	1,13	1,33	0,57	0,00										
2 2 Agriculteurs exploitants sans salarié	2,31	2,15	2,26	2,46	1,69	1,13	0,00									
3 1 Travailleurs qualifiés	0,38	0,22	0,32	0,52	0,24	0,81	1,94	0,00								
3 2 Superviseurs	0,44	0,29	0,39	0,59	0,17	0,74	1,87	0,07	0,00							
3 3 Travailleurs typiques	0,70	0,54	0,64	0,85	0,08	0,49	1,61	0,32	0,26	0,00						
4 1 Travailleurs élémentaires	1,52	1,36	1,46	1,67	0,90	0,34	0,79	1,14	1,08	0,82	0,00					
4 2 Indépendants précaires sans salarié	1,59	1,43	1,53	1,74	0,97	0,41	0,72	1,21	1,15	0,89	0,07	0,00				
4 3 Employés domestiques	1,40	1,24	1,34	1,54	0,78	0,21	0,92	1,02	0,95	0,70	0,13	0,20	0,00			
4 4 Paysans précaires	2,39	2,23	2,33	2,53	1,77	1,20	0,07	2,01	1,94	1,69	0,86	0,79	0,99	0,00		
4 5 Paysans vivriers	2,59	2,43	2,53	2,74	1,97	1,40	0,28	2,21	2,15	1,89	1,07	1,00	1,19	0,21	0,00	

1 1 Capitalistes et grands exploitants agricoles	0,00															
1 2 Eperts indépendants moins de 5 salariés	0,21	0,00														
1 3 Cadres et Gérants	0,81	1,02	0,00													
1 4 Eperts salariés	0,45	0,66	0,36	0,00												
1 5 Chefs de petites entreprise moins de 11 salariés	0,54	0,75	0,27	0,09	0,00											
2 1 Indépendants sans salariés possédant des actifs	0,64	0,85	0,17	0,19	0,10	0,00										
2 2 Agriculteurs exploitants sans salarié	0,15	0,36	0,66	0,30	0,39	0,48	0,00									
3 1 Travailleurs qualifiés	0,91	1,11	0,10	0,45	0,37	0,27	0,75	0,00								
3 2 Superviseurs	1,25	1,45	0,44	0,79	0,71	0,61	1,09	0,34	0,00							
3 3 Travailleurs typiques	1,54	1,74	0,73	1,08	1,00	0,90	1,38	0,63	0,29	0,00						
4 1 Travailleurs élémentaires	1,54	1,75	0,73	1,09	1,00	0,90	1,39	0,63	0,29	0,00	0,00					
4 2 Indépendants précaires sans salarié	0,89	1,10	0,08	0,44	0,35	0,25	0,74	0,02	0,36	0,65	0,65	0,00				
4 3 Employés domestiques	1,48	1,69	0,67	1,03	0,94	0,84	1,32	0,57	0,23	0,06	0,06	0,59	0,00			
4 4 Paysans précaires	0,33	0,54	0,47	0,12	0,20	0,30	0,18	0,57	0,91	1,20	1,20	0,55	1,14	0,00		
4 5 Paysans vivriers	0,01	0,21	0,80	0,45	0,53	0,63	0,15	0,90	1,24	1,53	1,53	0,88	1,47	0,33	0,00	

1 1 Capitalistes et grands exploitants agricoles	0,00															
1 2 Eperts indépendants moins de 5 salariés	0,66	0,00														
1 3 Cadres et Gérants	0,13	0,80	0,00													
1 4 Eperts salariés	0,28	0,38	0,41	0,00												
1 5 Chefs de petites entreprise moins de 11 salariés	0,35	1,01	0,22	0,63	0,00											
2 1 Indépendants sans salariés possédant des actifs	0,10	0,76	0,04	0,38	0,25	0,00										
2 2 Agriculteurs exploitants sans salarié	0,66	1,32	0,53	0,94	0,31	0,56	0,00									
3 1 Travailleurs qualifiés	0,18	0,84	0,05	0,46	0,17	0,08	0,48	0,00								
3 2 Superviseurs	0,58	1,24	0,45	0,86	0,23	0,48	0,08	0,40	0,00							
3 3 Travailleurs typiques	0,53	1,19	0,40	0,81	0,18	0,43	0,13	0,35	0,05	0,00						
4 1 Travailleurs élémentaires	0,50	1,16	0,37	0,78	0,15	0,40	0,16	0,32	0,08	0,03	0,00					
4 2 Indépendants précaires sans salarié	0,03	0,69	0,10	0,31	0,32	0,06	0,63	0,15	0,55	0,50	0,47	0,00				
4 3 Employés domestiques	0,03	0,63	0,16	0,25	0,38	0,12	0,69	0,21	0,61	0,56	0,53	0,06	0,00			
4 4 Paysans précaires	0,53	1,19	0,40	0,81	0,18	0,44	0,13	0,35	0,05	0,00	0,03	0,50	0,56	0,00		
4 5 Paysans vivriers	0,01	0,67	0,13	0,29	0,34	0,09	0,65	0,17	0,57	0,52	0,49	0,03	0,04	0,53	0,00	

Axe 1

Axe 2

Axe 3

Graphique 5.5. – Point moyen des catégories de la nomenclature ACEP Classe sur le Plan 1-2

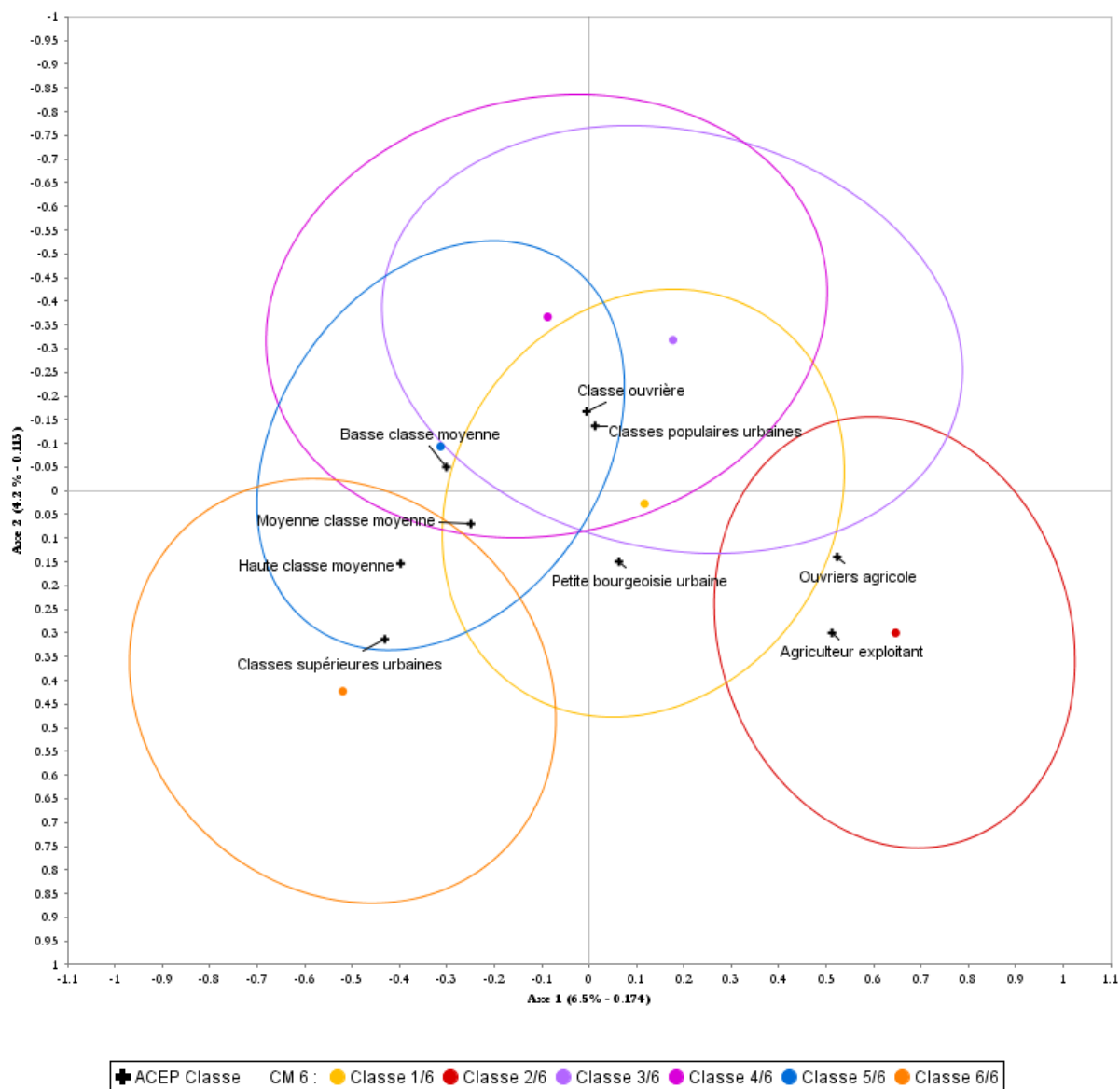


Tableau 5.5. – Distance entre les points moyens des catégories ACEP Classe – Axes 1, 2 et 3

Modalités ACEP Classe										
	Agriculteur exploitant	Basse classe moyenne	Classe ouvrière	Classes populaires urbaines	Classes supérieures urbaines	Haute classe moyenne	Moyenne classe moyenne	Ouvriers agricole	Petite bourgeoisie urbaine	
Agriculteur exploitant	0,00									
Basse dasse moyenne	1,95	0,00								
Classe ouvrière	1,24	0,71	0,00							
Classes populaires urbaines	1,20	0,75	0,04	0,00						
Classes supérieures urbaines	2,26	0,31	1,02	1,06	0,00					
Haute dasse moyenne	2,18	0,23	0,94	0,98	0,08	0,00				
Moyenne dasse moyenne	1,82	0,12	0,58	0,63	0,43	0,35	0,00			
Ouvriers agricole	0,03	1,97	1,27	1,22	2,28	2,20	1,85	0,00		
Petite bourgeoisie urbaine	1,08	0,87	0,16	0,12	1,18	1,10	0,75	1,10	0,00	
Axe 1										
Agriculteur exploitant	0,00									
Basse dasse moyenne	1,04	0,00								
Classe ouvrière	1,39	0,35	0,00							
Classes populaires urbaines	1,30	0,26	0,09	0,00						
Classes supérieures urbaines	0,04	1,08	1,43	1,34	0,00					
Haute dasse moyenne	0,44	0,61	0,95	0,86	0,47	0,00				
Moyenne dasse moyenne	0,68	0,36	0,71	0,61	0,72	0,25	0,00			
Ouvriers agricole	0,48	0,56	0,91	0,82	0,52	0,04	0,21	0,00		
Petite bourgeoisie urbaine	0,45	0,59	0,94	0,85	0,49	0,01	0,24	0,03	0,00	
Axe 2										
Agriculteur exploitant	0,00									
Basse dasse moyenne	0,25	0,00								
Classe ouvrière	0,06	0,19	0,00							
Classes populaires urbaines	0,45	0,20	0,39	0,00						
Classes supérieures urbaines	0,86	0,61	0,80	0,41	0,00					
Haute dasse moyenne	0,77	0,53	0,71	0,33	0,08	0,00				
Moyenne dasse moyenne	0,48	0,24	0,42	0,04	0,38	0,29	0,00			
Ouvriers agricole	0,33	0,08	0,27	0,12	0,53	0,45	0,15	0,00		
Petite bourgeoisie urbaine	0,53	0,28	0,47	0,08	0,33	0,25	0,05	0,20	0,00	
Axe 3										

Graphique 5.6. – Point moyen des catégories de la nomenclature ACEP 31 sur le Plan 1-2

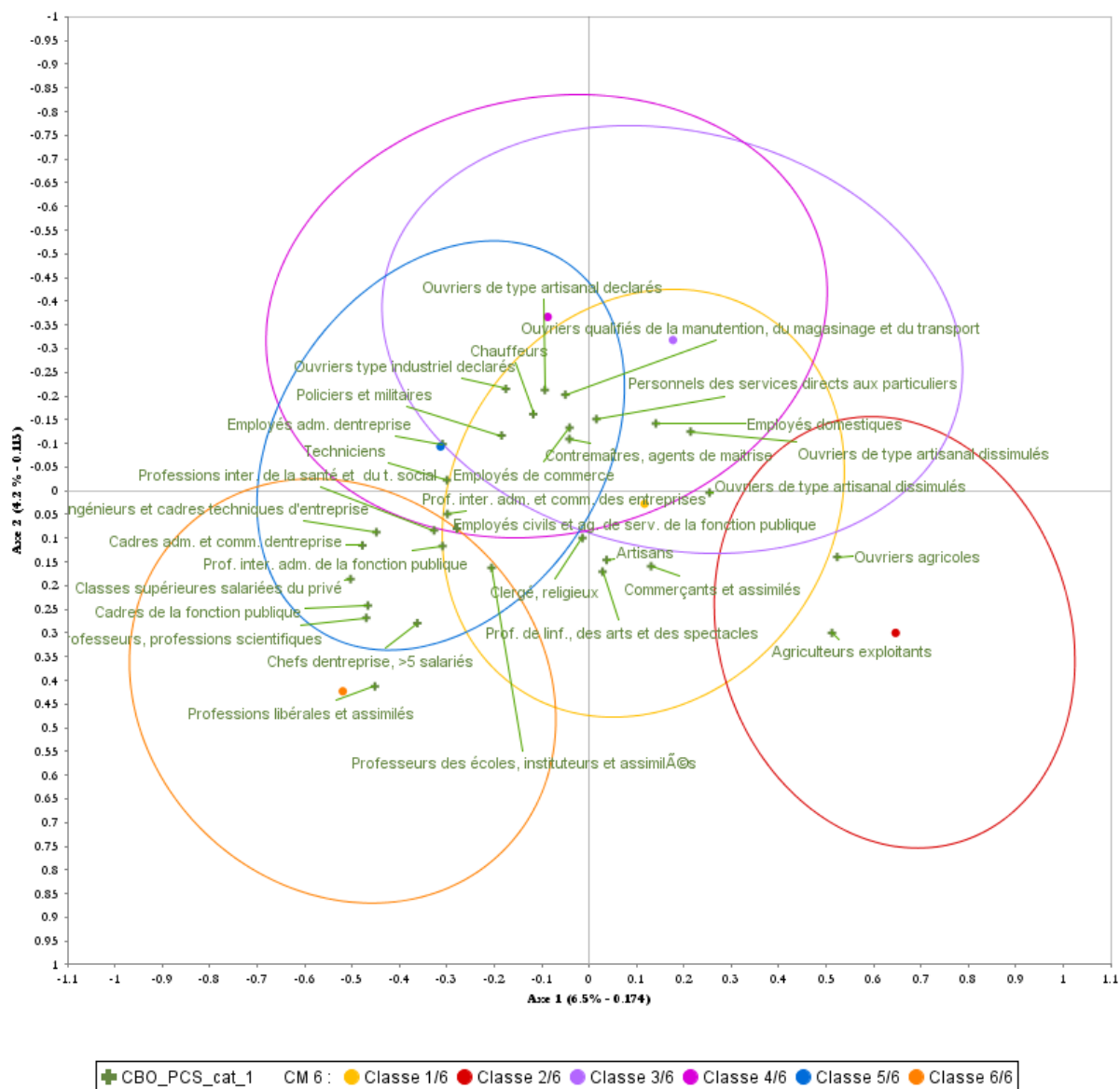
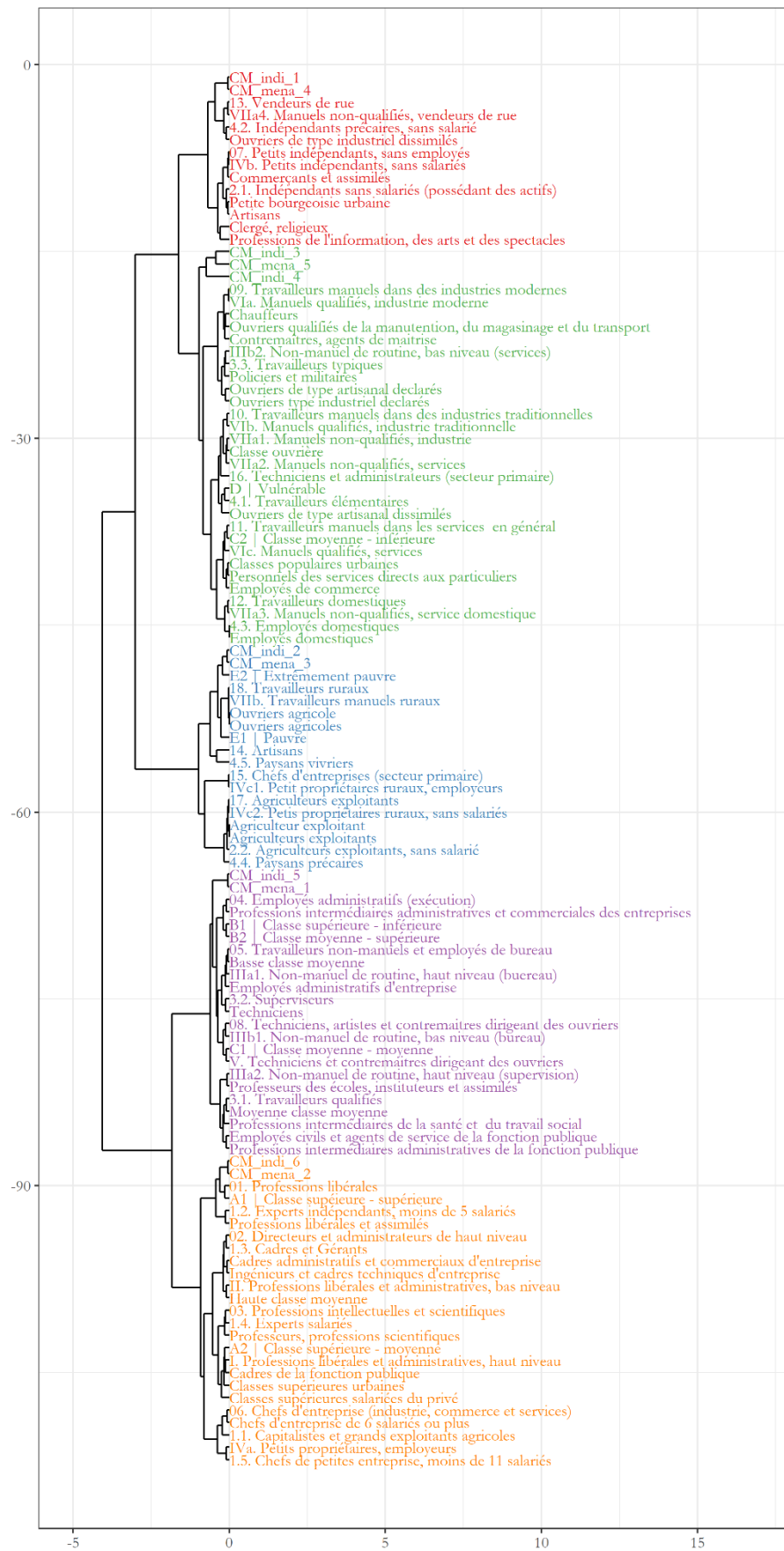


Tableau 5.8. – Distance entre les points moyens des catégories ACEP Classe – Axes 1, 2 et 3 (continuation)

Modalités ACEP 31	Agriculteurs exploitants	Artisans	Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	Cadres de la fonction publique	Chauffeurs	Chefs d'entreprise de 6 salariés ou plus	Classes supérieures salariées du privé	Clergé religieux	Commerçants et assimilés	Contremaîtres agents de maîtrise	Employés administratifs d'entreprise	Employés civils et agents de service de la fonction publique	Employés de commerce	Employés domestiques	Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	Ouvriers agricoles	Ouvriers de type artisanal déclarés	Ouvriers de type artisanal dissimilés	Ouvriers de type industriel dissimilés	Ouvriers qualifiés de la manutention du magasinage et du transport	Ouvriers type industriel déclarés	Personnels des services directs aux particuliers	Policiers et militaires	Professeurs des écoles instituteurs et assimilés	Professeurs professions scientifiques	Professions de l'information des arts et des spectacles	Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	Professions intermédiaires de la santé et du travail social	Professions libérales et assimilés	Techniciens		
Agriculteurs exploitants	0,00																																
Artisans	0,49	0,00																															
Cadres administratifs et commerciaux d'entreprise	0,58	0,09	0,00																														
Cadres de la fonction publique	0,69	0,20	0,11	0,00																													
Chauffeurs	0,08	0,57	0,67	0,78	0,00																												
Chefs d'entreprise de 6 salariés ou plus	0,48	0,01	0,10	0,22	0,56	0,00																											
Classes supérieures salariées du privé	0,90	0,41	0,32	0,21	0,99	0,43	0,00																										
Clergé religieux	1,20	0,71	0,61	0,50	1,28	0,72	0,29	0,00																									
Commerçants et assimilés	0,63	0,14	0,04	0,07	0,71	0,15	0,28	0,57	0,00																								
Contremaîtres agents de maîtrise	0,07	0,56	0,65	0,76	0,02	0,55	0,97	1,26	0,69	0,00																							
Employés administratifs d'entreprise	0,23	0,26	0,35	0,47	0,31	0,25	0,68	0,97	0,40	0,30	0,00																						
Employés civils et agents de service de la fonction publique	0,29	0,20	0,29	0,40	0,38	0,19	0,61	0,90	0,33	0,36	0,06	0,00																					
Employés de commerce	0,40	0,09	0,18	0,29	0,48	0,08	0,50	0,80	0,23	0,47	0,17	0,11	0,00																				
Employés domestiques	0,65	0,16	0,07	0,04	0,74	0,17	0,25	0,54	0,03	0,72	0,42	0,36	0,25	0,00																			
Ingénieurs et cadres techniques d'entreprise	0,54	0,05	0,04	0,15	0,62	0,06	0,36	0,66	0,09	0,61	0,31	0,25	0,14	0,11	0,00	0,21																	
Ouvriers agricoles	0,33	0,16	0,25	0,37	0,41	0,15	0,58	0,87	0,30	0,40	0,10	0,04	0,07	0,32	0,21	0,00																	
Ouvriers de type artisanal déclarés	0,05	0,54	0,63	0,74	0,03	0,53	0,96	1,25	0,68	0,02	0,28	0,34	0,45	0,70	0,59	0,38	0,00																
Ouvriers de type artisanal dissimilés	0,26	0,23	0,32	0,43	0,35	0,22	0,64	0,93	0,36	0,33	0,03	0,03	0,14	0,39	0,28	0,07	0,31	0,00															
Ouvriers de type industriel dissimilés	0,65	0,16	0,07	0,04	0,74	0,18	0,25	0,54	0,03	0,72	0,43	0,36	0,25	0,00	0,11	0,33	0,71	0,39	0,00														
Ouvriers qualifiés de la manutention du magasinage et du transport	0,04	0,53	0,62	0,74	0,04	0,52	0,95	1,24	0,67	0,03	0,27	0,33	0,44	0,70	0,58	0,37	0,01	0,30	0,70	0,00													
Ouvriers type industriel déclarés	0,15	0,64	0,73	0,85	0,07	0,63	1,06	1,35	0,78	0,08	0,38	0,44	0,55	0,80	0,69	0,48	0,10	0,41	0,81	0,11	0,00												
Personnels des services directs aux particuliers	0,42	0,07	0,16	0,27	0,51	0,06	0,48	0,77	0,20	0,49	0,19	0,13	0,02	0,23	0,12	0,09	0,47	0,16	0,23	0,46	0,57	0,00											
Policiers et militaires	0,06	0,43	0,52	0,64	0,14	0,42	0,85	1,14	0,57	0,13	0,17	0,23	0,34	0,60	0,48	0,27	0,11	0,20	0,60	0,10	0,21	0,36	0,00										
Professeurs des écoles instituteurs et assimilés	0,70	0,21	0,12	0,00	0,78	0,22	0,21	0,50	0,07	0,77	0,47	0,41	0,30	0,04	0,16	0,37	0,75	0,44	0,04	0,74	0,85	0,28	0,64	0,00									
Professeurs professions scientifiques	1,11	0,62	0,53	0,42	1,20	0,63	0,21	0,08	0,48	1,18	0,88	0,82	0,71	0,46	0,57	0,78	1,16	0,85	0,46	1,15	1,26	0,69	1,05	0,41	0,00								
Professions de l'information des arts et des spectacles	1,08	0,59	0,50	0,39	1,17	0,60	0,18	0,11	0,46	1,15	0,85	0,79	0,68	0,43	0,54	0,75	1,13	0,82	0,43	1,13	1,23	0,66	1,03	0,38	0,03	0,00							
Professions intermédiaires administratives de la fonction publique	0,34	0,15	0,24	0,36	0,42	0,14	0,57	0,86	0,29	0,41	0,11	0,05	0,06	0,32	0,20	0,01	0,39	0,08	0,32	0,38	0,49	0,08	0,28	0,36	0,77	0,75	0,00						
Professions intermédiaires administratives et commerciales des entreprises	0,53	0,04	0,05	0,16	0,62	0,05	0,37	0,66	0,09	0,60	0,30	0,24	0,13	0,12	0,01	0,20	0,58	0,27	0,12	0,57	0,68	0,11	0,47	0,17	0,58	0,55	0,19	0,00					
Professions intermédiaires de la santé et du travail social	0,61	0,12	0,03	0,08	0,70	0,14	0,29	0,58	0,01	0,68	0,39	0,32	0,22	0,04	0,08	0,29	0,67	0,35	0,04	0,66	0,77	0,19	0,56	0,08	0,50	0,47	0,28	0,08	0,00				
Professions libérales et assimilés	1,31	0,82	0,73	0,62	1,40	0,83	0,41	0,12	0,69	1,38	1,08	1,02	0,91	0,66	0,77	0,98	1,36	1,05	0,66	1,36	1,46	0,89	1,26	0,61	0,20	0,23	0,98	0,78	0,70	0,00			
Techniciens	0,21	0,28	0,37	0,48	0,30	0,27	0,69	0,98	0,41	0,28	0,02	0,08	0,19	0,44	0,33	0,12	0,26	0,05	0,44	0,25	0,36	0,21	0,15	0,49	0,90	0,87	0,13	0,32	0,40	1,10	0,00		

Dendrogramme 1 – Distances entre les barycentres des catégories, partition en cinq classes



Bibliographie

- Abbot, Andrew. 2005. « Sociology of Work and Occupations ». In *The Handbook of Economic Sociology*, édité par Neil J. Smelser et Richard Swedberg, 2. ed, 307-30. Princeton, NY: Princeton Univ. Press [u.a.].
- Abercrombie, Nicholas, et John Urry. 2015. *Capital, Labour and the Middle Classes*. <http://site.ebrary.com/id/10913323>.
- Abranches, Sérgio Henrique. 2018. *Presidencialismo de coalizão: Raízes e evolução do modelo político brasileiro*. São Paulo: Companhia das Letras.
- Agência Estado. 2006. « Vestibular Unicamp tem mais de 50 mil inscritos – Educação ». Estadão. 2006. <https://educacao.estadao.com.br/noticias/geral,vestibular-unicamp-tem-mais-de-50-mil-inscritos,20061026p66526>.
- Aguilar Filho, Sidney. 2011. « Educação, autoritarismo e eugenia = exploração do trabalho e violência à infância desamparada no Brasil (1930-1945) ». <http://repositorio.unicamp.br/jspui/handle/REPOSIP/251194>.
- Akkari, Abdeljalil, Camila Pompeu Da Silva, Ana Sheila Fernandes Costa, et Peri Mesquida. 2011. « Système éducatif dual et brouillage des frontières entre les secteurs public et privé au Brésil ». *Autrepart* N° 59 (3): 109-24.
- Alcadipani, Rafael, et Carlos Osmar Bertero. 2012. « Guerra fria e ensino do management no Brasil: o caso da FGV-EAESP ». *Revista de Administração de Empresas* 52 (3): 284-99.
- Almeida, Cássia, et João Sorima Neto. 2021. « Com home office e sem viagem, restaurante e lazer, classe média poupa mais na pandemia ». *O Globo*. 31 janvier 2021. <https://oglobo.globo.com/economia/com-home-office-sem-viagem-restaurante-lazer-classe-media-poupa-mais-na-pandemia-24862794>.
- Almeida, Heloisa Buarque de. 2003a. « Famílias Diante Das Novelas Cadernos de Antropologia e Imagem ». *Cadernos de Antropologia e Imagem*, n° 17. https://www.academia.edu/4236922/Familias_diante_das_novelas_Cadernos_de_Antropologia_e_Imagem.
- . 2003b. « Ficção como vitrine a telenovela na promoção do consumo ». *Novos Estudos – CEBRAP*, n° 66: 179-90.
- . 2007. « Consumidoras e heroínas: gênero na telenovela ». *Revista Estudos Feministas* 15 (avril): 177-92. <https://doi.org/10.1590/S0104-026X2007000100011>.
- . 2015. « “Classe média” para a indústria cultural ». *Psicologia USP* 26 (avril): 27-36. <https://doi.org/10.1590/0103-6564D20140009>.
- Almeida, Marília. 2018. « Os cartões de crédito de lojas que valem a pena ter ». *Exame Invest*. 29 mars 2018. <https://invest.exame.com/mf/os-cartoes-de-loja-que-valem-a-pena-ter>.
- Almeida, Roberto. 2000. « A geografia e os geógrafos do IBGE no período 1938-1998 ». Thèse de doctorat en géographie, Rio de Janeiro: Université Fédérale du Rio de Janeiro.
- Alphaville. 2019. « A nossa historia ». 2019. <https://www.alphavilleurbanismo.com.br/experiencia-alpha>.
- Alvaredo, Fagundo, Lucas Chancel, Thomas Piketty, Emmanuel Saez, et Gabriel Zucman. 2018. *Rapport sur les inégalités mondiales: 2018*. Paris: Seuil.
- Alvarenga, Darlan, et Raphael Martins. s. d. « Classe média “encolhe” na pandemia e já tem mesmo “tamanho” da classe baixa ». *G1*. Consulté le 19 avril 2021. <https://g1.globo.com/economia/noticia/2021/04/17/classe-media-encolhe-na-pandemia-e-ja-tem-mesmo-tamanho-da-classe-baixa.ghtml>.

Alves, José Eustaquio Diniz, et Suzana Cavenaghi. 2004. « Questões conceituais e metodológicas relativas a domicílio, família e condições habitacionais ». Présenté à Questões conceituais e metodológicas relativas a domicílio, família e condições habitacionais, Caxambu.

———. 2013. « Indicateurs para o cálculo do déficit e da demanda habitacional no Brasil e as mudanças nos questionários do censo demográfico 2010 do IBGE ».

Amar, Michel, et Monique Meron. 2014. « Présentation des travaux de l'ESSnet ESeG au CNIS ». avril 10. http://www.cnis.fr/files/content/sites/Cnis/files/Fichiers/commissions/emploi_qualification_r evenus_du_travail/2014/documents_preparatoires/DPR_2014_1re_reunion_COM_emploi_ES Snet_EseG.PDF.

Amin, Júlia. 2017. « Escolas se preparam para orientar e capacitar estudantes que buscam a graduação fora do país – Jornal O Globo ». O Globo. 29 octobre 2017. <https://oglobo.globo.com/rio/bairros/escolas-se-preparam-para-orientar-capacitar-estudantes-que-buscam-graduacao-fora-do-pais-21997922>.

Amore, Caio Santo, Lucia Zanin Shimbo, et Maria Beatriz Cruz Rufino, éd. 2015. *Minha casa... e a cidade? avaliação do programa minha casa minha vida em seis estados brasileiros*. Rio de Janeiro: Letra Capital.

Amossé, Thomas. 2004. « Professions au féminin ». *Travail, genre et sociétés* N° 11 (1): 31-46.

———. 2012. « Catégories socioprofessionnelles : quand la réalité résiste ! Après le crépuscule, une aube nouvelle ? » *Revue Française de Socio-Economie* n° 10 (2): 225-34.

———. 2013. « La nomenclature socio-professionnelle : une histoire revisitée ». *Annales. Histoire, Sciences Sociales* 68e année (4): 1039-75.

———. 2015. « Portrait statistique des classes populaires contemporaines ». *Savoir/Agir* 34 (4): 13-20. <https://doi.org/10.3917/sava.034.0013>.

———. 2019. « Diversité et dynamique des couples populaires au regard de leur milieu social familial ». *Sociologie* 10 (1).

Amossé, Thomas, et Joanie Cayouette-Remblière. 2019. « La construction d'une PCS ménage ». *Rénovation de la PCS – 5 février 2019 présenté à Synthèse des travaux du sous-group 3*.

Amossé, Thomas, et Olivier Chardon. 2006. « Les travailleurs non qualifiés : une nouvelle classe sociale ? » *Économie et Statistique*, n° 393-394: 203-29.

Amossé, Thomas, Olivier Chardon, et Alexis Eidelman. 2019. « La rénovation de la nomenclature socioprofessionnelle (2018-2019) ». *Rapport du groupe de travail du Cnis. Cnis*.

Amossé, Thomas, et Gaël De Peretti. 2011. « Hommes et femmes en ménage statistique : une valse à trois temps ». *Travail, genre et sociétés* 26 (2): 23-46. <https://doi.org/10.3917/tgs.026.0023>.

Amossé, Thomas, et Mohamed-Ali Ben Halima. 2010. « Mobilité et stabilité sur le marché du travail: une dualisation en trompe-l'oeil ». *Connaissance de l'emploi*, n° 75. https://pmb.cereq.fr/doc_num.php?explnum_id=1623.

Anderfuhren, Marie. 1999. « L'employée domestique à Recife (Brésil) : entre subordination et recherche d'autonomie ». *Thèse de doctorat, Paris 1*. <https://www.theses.fr/1999PA010629>.

Andrews, George Reid. 2014. « Inégalité raciale au Brésil et aux États-Unis : comparaison statistique ». *Brésil(s). Sciences humaines et sociales*, n° 5 (mai): 175-217. <https://doi.org/10.4000/bresils.917>.

- Anjos, Gabriele dos. 2013. « A questão “cor” ou “raça” nos Censos nacionais ». *Indicadores Econômicos FEE* 41 (1). <https://revistas.dee.spgg.rs.gov.br/index.php/indicadores/article/view/2934>.
- Arantes, Pedro, et Mariana Fix. 2009. « “Minha Casa, Minha Vida”, o pacote habitacional de Lula ». *Corrio da cidadania*. 30 juillet 2009. <https://www.correiocidadania.com.br/especiais/66-pacote-habitacional/3580-31-07-2009-minha-casa-minha-vida-o-pacote-habitacional-de-lula>.
- Araújo, Angela Maria Carneiro, et Maria Rosa Lombardi. 2013. « Trabalho informal, gênero e raça no Brasil do início do século XXI ». *Cadernos de Pesquisa* 43 (149): 452-77. <https://doi.org/10.1590/S0100-15742013000200005>.
- Aron, Raymond. 1969. *Les désillusions du progrès, essai sur la dialectique de la modernité*. Paris: Calmann-Lévy.
- Atkinson, Will. 2015. *Class*. Key concepts series. Cambridge, UK: Malden, MA : Polity.
- « Atlas do censo demográfico 2010 ». 2013. Rio de Janeiro: Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão, Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística.
- Azevedo, Sérgio, et Maria Bernadette Araujo. 2007. « Questões metodológicas sobre o “déficit habitacional”: o perigo de abordagens corporativas ». *Cadernos da metropole*, n° 17.
- Bachini, Natasha, et Tathiana Senne Chicarino. 2018. « Os métodos quantitativos, por cientistas sociais brasileiros: entrevistas com Nelson do Valle Silva e Jerônimo Muniz ». *Sociedade e Estado* 33 (avril): 251-79. <https://doi.org/10.1590/s0102-699220183301010>.
- Baeninger, Rosana. 2011. « Migrações internas no Brasil século 21: evidências empíricas e desafios conceituais ». In *Mobilidade espacial da população: desafios teóricos e metodológicos para o seu estudo*, édité par Cunha Cunha José Marcos Pinto da, 71-93. Campinas: UNICAMP.
- . 2015. « Migrações internas no Brasil: tendências para o século XXI ». *Revista NECAT* 7: 9-29.
- Baltar, Paulo. 1996. « Estagnação da economia, abertura e crise do emprego urbano no Brasil ». *Economia e Sociedade* 6: 75-111.
- Baltrusis, Nelson, et Maria Camila Loffredo D’Ottaviano. 2009. « Ricos e pobres, cada qual em seu lugar: a desigualdade socio-espacial na metrópole paulistana ». *Caderno CRH* 22 (55): 135-49. <https://doi.org/10.1590/S0103-49792009000100008>.
- Barbosa, Carlos Marcos. 1967. « Pesquisa nacional por amostra de domicílios ». *Revista Brasileira de Estatística* 28 (110): 85-92.
- . 1968. « A aplicação da técnica da amostragem nos levantamentos contínuos e a pesquisa nacional por amostra de domicílios ». *Revista Brasileira de Estatística* 29 (115): 361-72.
- . 1990. « Notas técnicas sobre o planejamento de testes e pesquisas experimentais ». 29. Rio de Janeiro: IBGE.
- Barbosa, Carlos Marcos, et Merton Vincent Lindquist. 1971. « Programa de pesquisas domiciliares no Brasil ». *Revista Brasileira de Estatística* 32 (127): 298-328.
- Barbosa, Gabriela da Rocha, et Francisco José da Costa Alves. 2009. « Trabalho precário: a reinvenção de valhas formas de contratação no complexo agroindustrial (CAI) crtrícula paulista. » *Revista espaço de diálogo e desconexão* 1 (2): 17.
- Barbosa, Maria Ligia de Oliveira, et Maria Josefina Gabriel Sant’anna. 2010. « As classes populares e a valorização da educação no Brasil ». Séminaire présenté à Seminario Nacional Governança

Urbana e Desenvolvimento Metropolitano, Natal. <https://document.onl/documents/as-classes-populares-e-a-valorizacao-da-educacao-no-brasil.html>.

Barbosa, Rogério Jerônimo. 2014. « Comparabilidade das informações disponíveis nos Censos (1960-2010) e PNADs (1976, 1985, 1995 e 2005) ». Texto para Discussão 017/2014. São Paulo: Centro de Estudos da Metrópole.

———. 2017. « A Educação e a Desigualdade da Renda do Trabalho: Um enfoque sociológico ». Thèse de doctorat en sociologie, São Paulo: Universidade de São Paulo.

Barbosa, Rogério Jerônimo, Murillo Alves Marschner De Brito, Diogo Ferrari, Patrick Silva, Ian Andrade Prates, et Leonardo Sangali Barone. 2013. « Ciências sociais, censo e informação quantitativa no Brasil: entrevista com Elza Berquó e Nelson do Valle Silva ». *Novos estudos CEBRAP*, n° 95 (mars): 143-55. <https://doi.org/10.1590/S0101-33002013000100008>.

Barbosa, Walmir. 2015. « Da Criação à Fase de Estruturação do IPEA: 1964 A 1970 ». *História Revista* 20 (1): 24-46.

Barreto, Arnaldo Lyrio. 2009. « As classificações de raça, cor et ocupação nos censos demográficos brasileiros ». Thèse de doctorat en histoire, Rio de Janeiro: Universidade Federal do Rio de Janeiro.

Barreyro, Gladys Beatriz. 2008. « Mapa do Ensino Superior Privado ». 37. Relatos de Pesquisa. Brasília: INEP. <http://rbep.inep.gov.br/ojs3/index.php/relatos/article/view/4078/3621>.

Barrois, Amandine, et François-Xavier Devetter. 2017. « Durées courtes, journées longues. Fragmentation du temps de travail et pression sur le salaire ». *La nouvelle revue du travail*, n° 11 (octobre). <https://doi.org/10.4000/nrt.3272>.

Barros, Alerrandre. 2020. « Quase dois terços das favelas estão a menos de dois quilômetros de hospitais ». *Agência IBGE*, 22 mai 2020, IBGE édition. <https://agenciadenoticias.ibge.gov.br/agencia-noticias/2012-agencia-de-noticias/noticias/27728-quase-dois-tercos-das-favelas-estao-a-menos-de-dois-quilometros-de-hospitais>.

Barros, Suzane Carvalho da Vitória, et Luciana Mourão. 2018. « PANORAMA DA PARTICIPAÇÃO FEMININA NA EDUCAÇÃO SUPERIOR, NO MERCADO DE TRABALHO E NA SOCIEDADE ». *Psicologia & Sociedade* 30 (octobre). <https://doi.org/10.1590/1807-0310/2018v30174090>.

Bartelt, Dawid, éd. 2013. *A “Nova Classe Média” no Brasil como Conceito e Projeto Político*. Rio de Janeiro: Fundação Heinrich Böll.

Bartelt, Dawid, et Marilene de Paula, éd. 2017. *É o fim da nova classe média? Trabalho, religião e consumo em tempos de crise*. Rio de Janeiro: Fundação Heinrich Böll.

Baudelot, Christian, et Roger Establet. 2005. « 5. Classes en tous genres ». In *Femmes, genre et sociétés*, 38-47. TAP/Hors Série. Paris: La Découverte. <https://www.cairn.info/femmes-genre-et-societes-9782707144126-p-38.htm>.

Baudrillard, Jean. 1981. *Simulacres et simulation*. Paris: Galilée.

Bauman, Zygmunt. 1998. *Life in Fragments: Essays in Postmodern Morality*. Reprinted. Oxford: Blackwell.

———. 2012. *Liquid Modernity*. Cambridge: Polity Press.

———. 2015. *Intimations of Postmodernity*. First issued in hardback. London New York: Routledge, Taylor & Francis Group.

Baxter, Janeen. 1994. « Is Husband’s Class Enough? Class Location and Class Identity in the United States, Sweden, Norway, and Australia ». *American Sociological Review* 59 (2): 220. <https://doi.org/10.2307/2096228>.

- BCB. 2021. « Relatório de Cidadania Financeira – Capítulo 1 ». 2021. <https://www.bcb.gov.br/nor/releidfin/cap01.html>.
- Beccaria, Luis, et Roxana Maurizio. 2018. « Labour Market Turnover in Latin America: How Intensive Is It and to What Extent Does It Differ across Countries? » *International Labour Review* 159 (2): 161-93. <https://doi.org/10.1111/ilr.12105>.
- Becker, Becker, Howard Saul. 2009. « Préface ». In *Sociologie des groupes professionnels acquis récents et nouveaux défis*, édité par Didier Demazière et Charles Gadea. Paris: La Découverte.
- Becker, Howard S. 1986. « Biographie et mosaïque scientifique ». *Actes de la Recherche en Sciences Sociales* 62 (1): 105-10. <https://doi.org/10.3406/arss.1986.2323>.
- Bell, Daniel. 2010. *The Coming of Post-Industrial Society: A Venture in Social Forecasting*. Special anniversary ed, [Nachdr.]. New York: Basic Books.
- Belluzzo, Luiz Gonzaga, et Júlio Sérgio de Almeida. 2002. *Depois da queda: a economia brasileira da crise da dívida aos impasses do real*. São Paulo: Civilização Brasileira.
- Bennett, Tony, éd. 2009. *Culture, class distinction*. Culture, economy and the social. Abingdon, Oxon ; New York, NY: Routledge.
- Bensaïd, Daniel. 1995. *Marx, l'intempêtif*. Paris: Fayard.
- Benzécri, Jean-Paul. 1980. *L'analyse des données: L'analyse des correspondances*. 3. éd. comportant de nouveaux programmes. Paris: Dunod.
- Bernard, Lise. 2017. *La précarité en col blanc: une enquête sur les agents immobiliers*.
- Bertoncello, Edison. 2010a. « Classes sociais e estilos de vida na sociedade brasileira ». Faculdade de Filosofia, Letras e Ciências Humanas: Universidade de São Paulo.
- . 2010b. « Classes Sociais e Estilos de Vida na Sociedade Brasileira ». Thèse de doctorat en sociologi, Sao Paulo: Universidade de São Paulo.
- . 2014. « Classes sociais no Brasil ». *Plural (São Paulo. Online)* 21 (2): 8. <https://doi.org/10.11606/issn.2176-8099.pcs0.2014.97181>.
- . 2015. « Social Classes in Brazil: Time, Trajectory and Immaterial Inheritance ». *The Sociological Review* 63 (2): 451-79. <https://doi.org/10.1111/1467-954X.12290>.
- . 2016. « O espaço das classes sociais no Brasil ». *Tempo Social* 28 (2): 73-104. <https://doi.org/10.11606/0103-2070.ts.2016.110534>.
- Bidet, Alexandra, Florence Jany-Catrice, Nicolas Postel, Philippe Steiner, et François Vatin. 2012. « Introduction. Ce que la socio-économie fait aux classes sociales : renouveau ou disparition ? » *Revue Française de Socio-Economie* n° 10 (2): 219-23.
- Birkelund, Gunn Elisabeth, Leo A. Goodman, et David Rose. 1996. « The Latent Structure of Job Characteristics of Men and Women ». *American Journal of Sociology* 102 (1): 80-113. <https://doi.org/10.1086/230909>.
- BIT, Bureau International du Travail. 2013. *Mesurer l'informalité Manuel statistique sur le secteur informel et l'emploi informel*.
- Blasius, Jörg, Frédéric Lebaron, Brigitte Le Roux, et Andreas Schmitz, éd. 2019. *Empirical Investigations of Social Space*. Cham: Springer International Publishing. <https://doi.org/10.1007/978-3-030-15387-8>.
- . 2020. *Empirical Investigations of Social Space*. Cham: Springer. <http://public.eblib.com/choice/PublicFullRecord.aspx?p=6020751>.

Bôas, Lúcia Villas, Maria Rosa Lombardi, et Clarilza Sousa. 2012. « Conceitos e perspectivas de estudantes brasileiros sobre a profissão de professor na ótica das relações de gênero ». *Recherche formation* n° 69 (1): 31-46.

Boelaert, Julien. 2012. « La convergence internationale et intra-nationale des structures de consommation des ménages ». Thèse de doctorat en économie, Paris: Université Paris-1.

Bogue, Donald J. 1963. *Skid row in American cities*. Chicago: Community and Family Study Center.

Bogue, Donald J., et Elizabeth J. Bogue. 1969. « Socioeconomic Achievement: A System for Measuring Social Status and Social Mobility ». In *Principles of Demography*, par Donald J. Bogue, 428-62. New York, Wiley. <http://archive.org/details/principlesofdemo0000bogu>.

Bogus, Lucia Maria Machado, et Suzana Pasternak. 2004. « A cidade dos extremos ». Présenté à XIV Encontro Nacional de Estudos Populacionais, ABEP, Caxambu, septembre 20.

Bonccœur, Jean, et Hervé Thouément. 2017. *Histoire des idées économiques. Tome 2: De Walras aux contemporains*. 5e édition. Cursus. Malakoff: Armand Colin.

Bonduki, Nabil Georges. 1994. « Origens da habitação social no Brasil: arquitetura moderna, lei do inquilinato e difusão da casa própria ». *Análise Social* XXIX (27): 711-32.

———. 2008. « Política habitacional e inclusão social no Brasil: revisão histórica e novas perspectivas no governo Lula" ». *Arquitetura & Urbanismo*, n° 1: 70-104.

Bonjour, Saskia, et Sébastien Chauvin. 2018. « Social Class, Migration Policy and Migrant Strategies: An Introduction ». *International Migration* 56 (4): 5-18. <https://doi.org/10.1111/imig.12469>.

Borges, Ângela Maria Carvalho. 2012. « O emprego no Brasil urbano nos anos 2000: recuperação e reconfiguração ». *Revista Em Pauta* 10 (30). <https://doi.org/10.12957/rep.2012.5103>.

Borja, Patrícia Campos. 2014. « Política pública de saneamento básico: uma análise da recente experiência brasileira ». *Saúde e Sociedade* 23 (2): 432-47. <https://doi.org/10.1590/S0104-12902014000200007>.

Bourdieu, Pierre. 1979. *La distinction: critique sociale du jugement*. Le Sens commun. Paris: Éditions de Minuit.

———. 1984. « Espace social et genèse des “classes” ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 52 (1): 3-14. <https://doi.org/10.3406/arss.1984.3327>.

———. 1987. « What Makes a Social Class? On The Theoretical and Practical Existence Of Groups ». *Berkeley Journal of Sociology* 32: 1-17.

———. 1994. *Raisons pratiques sur la théorie de l'action*. Paris: Editions du Seuil. <http://banq.pretnumerique.ca/accueil/isbn/9782021069235>.

———. 1995. « Physical Space, Social Space and Habitus ». <https://bit.ly/2Uyd4Po>.

———. 2003. *Méditations pascaliennes*. Éd. revue et Corrigée. Essais. Paris: Seuil.

———. 2015. *Sociologie générale*. Édité par Patrick Champagne, Julien Duval, Franck Poupeau, et Christine Rivière. Cours et travaux. Paris: Raisons d’agir : Seuil.

Brasil – DGE. 1891. « Relatório apresentado ao Presidente da República dos Estados Unidos do Brasil, pelo Dr. João Barbalho Uchôa Cavalcanti, Ministro de Estado dos Negócios do Interior. Anexo E ». Rio de Janeiro: Diretoria Geral de Estatística. <http://brazil.crl.edu/bsd/bsd/u2304/index.html>.

Braveman, Paula A., Catherine Cubbin, Susan Egerter, Sekai Chideya, Kristen S. Marchi, Marilyn Metzler, et Samuel Posner. 2005. « Socioeconomic Status in Health Research: One Size Does Not Fit All ». *JAMA* 294 (22): 2879. <https://doi.org/10.1001/jama.294.22.2879>.

Brazill, Timothy J., et Bernard Grofman. 2002. « Factor Analysis versus Multi-Dimensional Scaling: Binary Choice Roll-Call Voting and the US Supreme Court ». *Social Networks*, Special Issue Honoring the Contributions of A. Kimball Romney to, 24 (3): 201-29. [https://doi.org/10.1016/S0378-8733\(02\)00004-7](https://doi.org/10.1016/S0378-8733(02)00004-7).

Breda, Thomas. 2014. « Pourquoi y a-t-il si peu de femmes en science ? » *Regards croisés sur l'économie* n° 15 (2): 99-116.

Breen, Richard, et David B Rottman. 1995. *Class Stratification: A Comparative Perspective*. New York: Harvester Wheatsheaf.

Brembatti, Katia. 2020. « Paulínia paga R\$ 8,8 mil a professor e tem concurso cobicado ». Estadão. 14 décembre 2020. <https://politica.estadao.com.br/noticias/geral,paulinia-paga-r-8-8-mil-a-professor-e-tem-concurso-cobicado,70003550927>.

Bresser-Pereira, Luiz Carlos, José Luiz Oreiro, et Nelson Marconi. 2019. *Developmental Macroeconomics: New Developmentalism as a Growth Strategy*. Place of publication not identified: CRC Press.

Brites, Jurema. 2007. « Afeto e desigualdade: gênero, geração e classe entre empregadas domésticas e seus empregadores ». *Cadernos Pagu*, n° 29 (décembre): 91-109. <https://doi.org/10.1590/S0104-83332007000200005>.

Brites, Jurema, et Felícia Picanço. 2014. « O emprego doméstico no Brasil em números, tensões e contradições: alguns achados de pesquisas ». *Revista Latino-americana de Estudos do Trabalho* 19 (31): 131-58.

Brito, Alessandra Scalioni, et Celia Kerstenetzky. 2017. « A política de valorização do salário mínimo foi importante para a redução da pobreza no Brasil? Uma análise para o período 2002-2013 ». In . https://www.anpec.org.br/encontro/2017/submissao/files_I/i12-21af8c4af028ec982e8455eeb6166527.pdf.

Brito, Fausto. 2000. « Brasil, final de século: a transição para um novo padrão migratório? » *Anais do XII Encontro Nacional de Estudos Populacionais*, 1-44.

Brito, Fausto, José Irineu Rogitti, et Jarvis Campos. 2012. « A mobilidade interestadual da população no Brasil no início do século XXI : mudança no padrão migratório? » Texto para discussão n°465. Belo Horizonte: CEDEPLAR-UFMG.

Brousse, Cécile. 2008. « ESeC, projet européen de classification socio-économique ». *Courrier des statistiques*, n° 125: 27-36.

Brousse, Cécile, Olivier Monso, et Loup Wolff. 2007. « Les prototype ESeC relevant a classification to depict employment relations in France ? » F0705. Paris: Direction des Statistiques Démographiques et Sociales.

Brousse, Cécile, Thibaut de Saint Pol, François Gleizes, Nicolas Le Ru, Marical, François, Olivier Monso, et Loup Wolff. 2010. « L'évaluation du prototype ESeC: le bilan tiré de l'expérience française ». F1005. Paris: INSEE.

Bruschini, Cristiana. 2006. « Trabalho doméstico: inatividade econômica ou trabalho não-remunerado? » *Revista Brasileira de Estudos da População* 23: 331-53.

Bruschini, Cristina. 2007. « Trabalho e gênero no Brasil nos últimos dez anos ». *Cadernos de Pesquisa* 37: 537-72.

- Bryant, Christopher G. A. 1985. *Positivism in Social Theory and Research*. London: Macmillan Education UK. https://doi.org/10.1007/978-1-349-17759-2_5.
- Bryant, Christopher G.A. 1989. « Le positivisme instrumental dans la sociologie américaine ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 78 (1): 64-74. <https://doi.org/10.3406/arss.1989.2894>.
- Bueno, Irolindes. 2006. « Estados Unidos versus Alemanha : o falso dilema sobre o início da indústria de base brasileira ». *Revista Cena Internacional* 8 (2): 101-92.
- Bugeja-Bloch, Fanny. 2019. « Classes sociales européennes à l'épreuve du logement comparaison Danemark, Espagne, France et Royaume-Uni ». *L'Année sociologique* 69 (2): 393-424. <https://doi.org/10.3917/anso.192.0393>.
- Bulmer, Martin, et Donald P. Warwick, éd. 1993. *Social Research in Developing Countries: Surveys and Censuses in the Third World*. 1. publ. in paperback. London: UCL Press.
- Bureau of Census. 1965. *Atlantida : a case study in households sample survey*. Vol. 14. USaid.
- Burgess, Steven Michael, et Jan-Benedict Steenkamp, éd. 2013. *International Journal of Research in Marketing: Special Issue on Marketing in Emerging Markets*. Vol. 30. 1.
- Burnod, Guillaume, et Alain Chenu. 2001. « Employés qualifiés et non qualifiés : une proposition d'aménagement de la nomenclature des catégories socioprofessionnelles ». *Travail et Emploi*, n° 86: 87-105.
- Buton, François, Claire Lemercier, et Nicolas Mariot. 2012. « The Household Effect on Electoral Participation. A Contextual Analysis of Voter Signatures from a French Polling Station (1982–2007) ». *Electoral Studies* 31 (2): 434-47. <https://doi.org/10.1016/j.electstud.2011.11.010>.
- Cacciamali, Maria Cristina. 2016. « Globalização e processo de informalidade. » *Economia e Sociedade* 9 (1): 153-147.
- Caldeira, Teresa Pires do Rio. 1996. « Fortified Enclaves: The New Urban Segregation ». *Public Culture* 8.
- . 2000. *Cidade de muros: crime, segregação e cidadania em São Paulo*. 1. ed. São Paulo: Ed. 34.
- Câmara, Lorival. 1951. *Exame crítico da estatística brasileira*. Rio de Janeiro: IBGE, CNE. <https://biblioteca.ibge.gov.br/biblioteca-catalogo.html?id=299763&view=detalhes>.
- Camargo, Alexandre de Paiva Rio. 2009. « Mensuração racial e campo estatístico nos censos brasileiros (1872-1940): uma abordagem convergente ». *Boletim do Museu Paraense Emílio Goeldi. Ciências Humanas* 4 (3): 361-85.
- . 2016. « A construção da medida comum: estatística e política de população no Império e na Primeira República ». Thèse de doctorat en sociologie, Rio de Janeiro: Université d'Etat de Rio de Janeiro (UERJ).
- . 2017. « Sur l'émergence d'une politique de précision. Le cas des statistiques brésiliennes ». *Histoire & mesure* XXXII (1): 91-119.
- Camelo, Rafael. 2014. « A educação privada em São Paulo: expansão e perspectivas ». 19. 1a Análise – SEADE. São Paulo: SEADE. https://www.seade.gov.br/wp-content/uploads/2014/11/primeira_analise_n19.pdf.
- Camiz, Sergio. 2004. « The Guttman effect: Its interpretation and a new redressing method ». *Data Analysis Bulletin* 5.
- Campos, André Gambier. 2015. « Breve histórico das mudanças na regulação do trabalho no Brasil ». 2024. Texto para discussão IPEA. Rio de Janeiro: IPEA.

———. 2016. « SIndicatos no Brasil: o que esperar num futuro próximo? » *Texto para discussão do IPEA* 2262: 37.

Campos, André Luiz Vieira de. 1997. « International Health Policies in Brazil: The Serviço Especial de Saude Publica, 1942-1960 ». Doctorat en Histoire, Austin: University of Texas at Austin.

Campos, Fabio Antonio. 2009. « A arte da conquista: o capital internacional no esenvolvimento capitalista brasileiro (1951-1992) ». Thèse de doctorat en économie, Campinas: Universidade de Campinas.

Campos, Luiz Augusto, João Feres Júnior, et Veronica Toste Daflon. 2012. « O Globo e as cotas raciais: um panorama do debate na última década ». In . Gramado.

Campos, Luiza, et Gustavo Ribeiro. 2009. *Les prisonniers du luxe*. ARTE. <https://www.dailymotion.com/video/xnx4om>.

Camus, Marcel. 1959. *Orfeu Negro*. Film musical. Lux Films.

Canêdo, Leticia. 2009. « Les boursiers de la Fondation Ford et la recomposition des sciences sociales brésiliennes: le cas de la science politique ». *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, Hors série (2): 33-55.

Canêdo, Leticia, et Afrânio Garcia. 2005. « Les boursiers brésiliens et l'accès aux formations d'excellence internationales ». *Cahiers du Brésil Contemporain*, n° 57/58-59/60: 21-48.

Cantril, Hadley. 1940a. « America Faces the War: a Study in Public Opinion ». *Public Opinion Quarterly* 4 (3): 387-407.

———. 1940b. *The invasion from Mars: A study in the psychology of panic*. Transaction Publishers: Piscataway.

———. 1950. *Tensions that cause wars*. University of Illinois Press.

———. 1965. *The pattern of human concerns*. New Brunswick: University Press.

CAPES. 2017. « Mulheres são maioria na pós-graduação brasileira ». CAPES. <http://bit.ly/2ZsatZA>.

Cardoso, Adalberto Moreira. 1999. *A Trama da Modernidade: Pragmatismo Sindical e Democratização No Brasil*. Rio de Janeiro: Revan.

———. 2003. *A década neoliberal e a crise dos sindicatos no Brasil*. 1a ed. Coleção Mundo do trabalho. São Paulo, SP: Boitempo Editorial.

———. 2004. « Desigualdade, injustiça e legitimidade de uma investiação empírica sobre aspectos da sociabilidade brasileira ». In *Scalon, Maria Celi (Ed.). Imagens da desigualdade*, 115-75. Belo Horizonte: Editora da UFMG.

———. 2013. *Ensaio de sociologia do mercado de trabalho brasileiro*. Rio de Janeiro: Editora da FGV.

———. 2018. *A Construção da Sociedade do Trabalho no Brasil. Uma investigação sobre a persistência secular das desigualdades*. 2ª Edição. Rio de Janeiro: Amazon.

———. 2020. *Classes médias e política no Brasil: 1922-2016*. Rio de Janeiro: Editora da FGV.

Cardoso, Adalberto Moreira, Alvaro Augusto Comin, et Nadya Araujo Guimaraes. 2004. « Les rejetés de la modernisation ». *Sociologie du Travail* 46 (1): 54-68. <https://doi.org/10.1016/j.socotra.2004.01.005>.

Cardoso, Adalberto Moreira, et Edmond Préteceille. 2017. « Classes Médias no Brasil: Do que se Trata? Qual seu Tamanho? Como Vem Mudando? » *Dados* 60 (4): 977-1023. <https://doi.org/10.1590/001152582017140>.

Cardoso, Adauto Lucio, éd. 2013. *O Programa Minha Casa Minha Vida e seus efeitos territoriais*. Rio de Janeiro: Letra Capital.

Cardoso, Fernando Henrique. 1995. *Discurso de despedida do senado: filosofia e diretrizes do governo*. Brasília: Presidência da república.

Carlos, Ana Fani Alessandri. 2008. « Dynamique urbaine et métropolisation, le cas de São Paulo ». *Confins*, n° 2 (janvier). <https://doi.org/10.4000/confins.1502>.

Carmines, Edward G., et Richard A. Zeller. 1979. *Reliability and validity assessment*. A Sage university paper : Quantitative applications in the social sciences, ser. no. 07-017. Beverly Hills, Calif: Sage Publications.

Carneiro, Alan. 2007. « JWT ». In *Dicionário histórico-biográfico da propaganda no Brasil*, édité par Alzira Alves Abreu et Christiane Jalles de Paulo, 123-25. Rio de Janeiro: Editora da FGV.

Carolino, Aline da Silva, Marcio Cotrim Cunha, Cristiana Griz, Aline da Silva Carolino, Marcio Cotrim Cunha, et Cristiana Griz. 2020. « Análise de plantas de apartamentos em João Pessoa, PB (1980-2016): renovações e reproduções nos arranjos espaciais ». *Ambiente Construído* 20 (3): 31-50. <https://doi.org/10.1590/s1678-86212020000300416>.

Carvalho, Flavio. 2015. « A tipologia ocupacional Erikson-Goldthorpe-Portocarero (EGP): uma avaliação analítica e empírica ». *Sociedade e Estado* 30 (3): 673-703. <https://doi.org/10.1590/S0102-69922015.00030005>.

Carvalho, Flavio, Rogério Jerônimo Barbosa, Pedro Souza, et Carlos Antônio Costa Ribeiro. 2014. « Os Impactos Da Geração de Empregos Sobre as Desigualdades de Renda Uma Análise Da Década de 2000 ». *Revista Brasileira de Ciências Sociais* 29 (85): 79-98. <https://doi.org/10.1590/S0102-69922014000200006>.

Carvalho, Flavio, et Pedro Souza. 2014. « Análise de classe e a queda da desigualdade de renda do trabalho no Brasil ». *Plural (São Paulo. Online)* 21 (décembre): 77. <https://doi.org/10.11606/issn.2176-8099.pcs0.2014.97213>.

Carvalho, Flavio, Pedro Souza, et Carlos Antônio Costa Ribeiro. 2009. « Micro ou macro? Análise de classes e a evolução da desigualdade de renda do trabalho no Brasil de 1981 a 2007 ». Présenté à 33° Encontro Anual da ANPOCS, Caxambú. <https://www.anpocs.org/index.php/papers-33-encontro/gt-28/gt13-15/1906-flaviocarvalho-micro/file>.

Carvalho, Agatha Muller de. 2017. « Favela-idcurso: das definições operacionais institucionais à instauração da favela-problema ». São Paulo. http://anpur.org.br/xviienanpur/principal/publicacoes/XVII.ENANPUR_Anais/ST_Sessoes_Tematicas/ST%2010/ST%2010.6/ST%2010.6-03.pdf.

Carvalho, Cristina Helena Almeida de. 2013. « A mercantilização da educação superior brasileira e as estratégias de mercado das instituições lucrativas ». *Revista Brasileira de Educação* 18 (54): 761-801.

Carvalho, Huana Assanuma Ota de. 2015. « Caixa econômica federal como agente da política habitacional: um estudo a partir do PAC e PMCMV em Carapicuíba ». São Carlos: Université de São Paulo.

Carvalho, Inaiá Maria Moreira de. 2008. « trabalho infantil no brasil contemporâneo ». *Caderno CRH* 21 (54): 551-69. <https://doi.org/10.1590/S0103-49792008000300010>.

Carvalho, José, et Fernando Fernandes. 1996. *Estimativas de saldos migratórios e taxas líquidas de migração das unidades da federação e grandes regiões do Brasil, por sexo, idade e setores rural e urbano 1960-1970 e 1970-1980*. CEDEPLAR-UFMG.

Castro, Fabrício de, Eduardo Rodrigues, Marina Aragão, et Maiara Santiago. 2020. « Sem renda, classe média corta plano de saúde e escola – Economia ». Estadão. 6 novembre 2020.

<https://economia.estadao.com.br/noticias/geral,sem-renda-classe-media-corta-plano-de-saude-e-escola,70003505407>.

Cavenaghi, Suzana. 2013. « Estimativas da demanda habitacional demográfica e domiciliar: utilização de dados dos censos demográficos e PNADs ». Présenté à Seminário de Metodologia do IBGE, 2013: Agregando valor aos dados: combinação, modelagem e análise de informações e estatísticas públicas. Sessão: Modelagem Estatística em Demografia, Rio de Janeiro, novembre 29.

Cayouette-Remblière, Joanie. 2015. « De l'hétérogénéité des classes populaires (et de ce que l'on peut en faire) ». *Sociologie* 6 (4).

CCN, Comissão Censitária Nacional. 1969. « O Quesito cor no censo de 1970 ». IBGE.

CEF, Caixa Econômica Federal. 2011. *Demanda habitacional no Brasil*. Caixa. Brasília.

Chan, Tak Wing, et John Goldthorpe. 2004. « Is There a Status Order in Contemporary British Society?: Evidence from the Occupational Structure of Friendship ». *European Sociological Review* 20 (5): 383-401. <https://doi.org/10.1093/esr/jch033>.

———. 2005. « The Social Stratification of Theatre, Dance and Cinema Attendance ». *Cultural Trends* 14 (3): 193-212. <https://doi.org/10.1080/09548960500436774>.

———. 2006. « Social Stratification and Cultural Consumption: Music in England ». *European Sociological Review* 23 (1): 1-19. <https://doi.org/10.1093/esr/jcl016>.

———. 2007a. « Class and Status: The Conceptual Distinction and Its Empirical Relevance ». *American Sociological Review* 72 (4): 512-32. <https://doi.org/10.1177/000312240707200402>.

Chan, Tak Wing, et John Goldthorpe. 2007b. « Social Status and Newspaper Readership ». *American Journal of Sociology* 112 (4): 1095-1134. <https://doi.org/10.1086/508792>.

Chandola, T, M Bartley, R Wiggins, et P Schofield. 2003. « Social inequalities in health by individual and household measures of social position in a cohort of healthy people ». *Journal of Epidemiology & Community Health* 57 (1): 56-62. <https://doi.org/10.1136/jech.57.1.56>.

Chapin, Francis Stuart. 1935. *Contemporary American Institutions*. New York: Harper and Bros.

Chapman, Dennis. 1955. *The home and social status*. London: Routledge.

Chauvel, Louis. 2001. « Le retour des classes sociales ? » *Revue de l'OFCE* no 79 (4): 315-59.

Chauvel, Louis, Alain Chenu, Marco Oberti, et Edmond Preteceille. 2002. « Enjeux et usages des catégories socioprofessionnelles : traditions nationales, comparaisons internationales et standardisation européenne ». *Sociétés contemporaines* 45-46 (1): 157. <https://doi.org/10.3917/soco.045.0157>.

Chenu, Alain. 1997. « La descriptibilité statistique des professions ». *Sociétés Contemporaines* 26 (1): 109-37. <https://doi.org/10.3406/socco.1997.1446>.

Chiche, Jean. 2016. « L'absence de réponse dans les enquêtes : y a-t-il de bonnes solutions ? » Présenté à Les cafés de la statistique, Paris.

CIAA, Coordinator of Inter-American Affairs. 1947. *History of the office of the Coordinator of Inter-American Affairs: historical reports on war administration*. United States: Government Printing Office.

Ciochetto, Lynne. 2011. « Globalisation and Advertising in Emerging Economies: Brazil, Russia, India and China ». Routledge & CRC Press. 2011. <https://www.routledge.com/Globalisation-and-Advertising-in-Emerging-Economies-Brazil-Russia-India/Ciochetto/p/book/9781138014213>.

Clark, Terry Nichols, et Seymour Martin Lipset. 1991. « Are Social Classes Dying ». *International Sociology* 6 (4): 397-410. <https://doi.org/10.1177/026858091006004002>.

CNDL, et SPC. 2019. « Uso do ticket restaurante ».

Cobbs, Elizabeth Anne. 1988. « “Good works at a profit” : Private development and United States-Brazil relations, 1945—1960 ». Thèse de doctorat en histoire, Stanford: Stanford University.

COCD, Consultoria de Orçamentos da Câmara dos Deputados. 2017. « Avaliação de políticas públicas: Programa Minha Casa Minha Vida ». Congresso Nacional. https://www2.senado.leg.br/bdsf/bitstream/handle/id/533710/Informativo-Avaliacao-Politiclas-Publicas-PMCMV_WEB_.pdf?sequence=1&isAllowed=y.

Coelho-Florent, Adriana. 2007. « Une pension auberge en pleine mutation : O cortiço d’Aluisio Azevedo ». *Cahiers d’études romanes*, n° 17 (décembre): 141-47. <https://doi.org/10.4000/etudesromanes.812>.

Cohen, Jacob. 1988. *Statistical power analysis for the behavioral sciences*. 2nd ed. Hillsdale, N.J.: L. Erlbaum Associates.

Collins, Linda M., et Stephanie T. Lanza. 2010. *Latent class and latent transition analysis: with applications in the social behavioral, and health sciences*. Wiley series in probability and statistics. Hoboken, N.J.: Wiley.

Conceição, Pedro, et PNUD. 2019. *Human Development Report 2019: Beyond Income, beyond Averages, beyond Today: Inequalities in Human Development in the 21st Century*.

Condillac, Étienne Bonnot de (1714-1780) Auteur du texte. 1877. *La langue des calculs : ouvrage posthume et élémentaire... (Nouvelle édition) / par Condillac*. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k6532532j>.

Connelly, Roxanne, Vernon Gayle, et Paul S. Lambert. 2016. « A Review of Occupation-Based Social Classifications for Social Survey Research ». *Methodological Innovations* 9 (avril): 205979911663800. <https://doi.org/10.1177/2059799116638003>.

Corbett, Christiane, et Catherine Hill. 2015. *Solving the equation : The Variables for Women’s Success in Engineering and Computing*. AAUW.

Corseuil, Carlos Henrique, Miguel Foguel, Gustavo Gonzaga, et Eduardo Pontual Ribeiro. 2014. « A rotatividade dos jovens no mercado de trabalho formal brasileiro ». In *Desafios à trajetória profissional dos jovens brasileiros*, édité par Carlos Henrique Corseuil, Rosana Ulhôa Botelho, et Marcelo Cortês Neri, 157-73. Rio de Janeiro: IPEA.

Costa, Danielle Dias da, Norma-Iracema de Barros Ferreira, Danielle Dias da Costa, et Norma-Iracema de Barros Ferreira. 2017. « O PROUNI na educação superior brasileira: indicadores de acesso e permanência ». *Avaliação: Revista da Avaliação da Educação Superior (Campinas)* 22 (1): 141-63. <https://doi.org/10.1590/s1414-40772017000100008>.

Costa, Fernando Nogueira. 2008. « Bancos e crédito no Brasil: 1945-2007 ». *História e Economia: Revista Interdisciplinar*, 134-60.

Costa, Francisca Geise Varela, Marcia Francione Sena do Nascimento, et Alessandro Nóbrega Teixeira da Costa. 2014. *Alfabetização no regime militar: Mobral e Paulo Freire*. XIII Encontro Cearense de Historiadores da Educação – ECHE. <http://www.repositorio.ufc.br/handle/riufc/39725>.

Costa, Luiz Rosado, José Eduardo Melo de Souza, et Livia Cristina dos Anjos Barros. 2019. « Um histórico da política migratória brasileira a partir de seus marcos legais (1808-2019) ». *Revista GeoPantanal*, n° 27: 167-84.

Costa, Márcia da Silva. 2005. « O Sistema de Relações de Trabalho No Brasil: Alguns Traços Históricos e Sua Precarização Atual ». *Revista Brasileira de Ciências Sociais* 20 (59): 111-31. <https://doi.org/10.1590/S0102-69092005000300008>.

- Courgeau, Daniel. 2004. *Du groupe à l'individu: synthèse multiniveau*. Paris: Institut national d'études démographiques.
- Courgeau, Daniel, et Brigitte Baccaïni. 1997. « Analyse multi-niveaux en sciences sociales ». *Population* 52 (4): 831-63. <https://doi.org/10.2307/1534616>.
- Courson, Jean-Pierre. 1982. « Les ménages n'auront plus de chef ». *Economie et statistique* 149 (1): 47-55. <https://doi.org/10.3406/estat.1982.4688>.
- CPDOC. 2021a. « DIVIDA EXTERNA ». CPDOC – Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporânea do Brasil. 2021. <http://www.fgv.br/cpdoc/acervo/dicionarios/verbete-tematico/divida-externa-2>.
- . 2021b. « JOAO PAULO DOS REIS VELOSO ». CPDOC – Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporânea do Brasil. 2021. <http://www.fgv.br/cpdoc/acervo/dicionarios/verbete-biografico/joao-paulo-dos-reis-veloso>.
- CPDOC, CPDOC-Centro de Pesquisa e Documentação História Contemporânea do. 2021c. « SIMONSEN, MARIO HENRIQUE ». CPDOC – Centro de Pesquisa e Documentação de História Contemporânea do Brasil. 2021. <http://www.fgv.br/cpdoc/acervo/dicionarios/verbete-biografico/simonsen-mario-henrique>.
- Cramer, Gisela, et Ursula Pritsch, éd. 2012. *¡Americas Unidas! Nelson A. Rockefeller's Office of Inter-American Affairs (1940-46)*. Berlin/Madrid: Vervuert.
- Cramér, Harald. 1999. *Mathematical Methods of Statistics*. New York: Asia Publishing House.
- Cronbach, Lee J., et Paul E. Meehl. 1955. « Construct Validity in Psychological Tests. » *Psychological Bulletin* 52 (4): 281-302. <https://doi.org/10.1037/h0040957>.
- Cruz-Petit, Bruno, Alejandro Pérez-Duarte Fernández, Bruno Cruz-Petit, et Alejandro Pérez-Duarte Fernández. 2017. « The Brazilian “varanda gourmet”: Hedonistic architecture and social distinction ». *Revista de Arquitectura (Bogotá)* 19 (1): 33-41. <https://doi.org/10.14718/revarq.2017.19.1.1012>.
- Cunha, José Marcos Pinto da, éd. 2011. *Mobilidade espacial da população: desafios teóricos e metodológicos para o seu estudo*. Campinas: UNICAMP. <https://bit.ly/2vTMLLp>.
- . 2012. « Retratos da mobilidade espacial no Brasil: os censos demográficos como fonte de dados ». *REMHU: Revista Interdisciplinar da Mobilidade Humana* 20 (39): 29-50. <https://doi.org/10.1590/S1980-85852012000200003>.
- , éd. 2018. *Dinâmica demográfica e socioespacial no Brasil metropolitano: convergências e especificidades regionais*. São Carlos: EdUFSCar.
- Cunha, José Marcos Pinto da, Sergio Stoco, Ednelson Mariano Dota, Rovená Negreiros, et Zoraide Amarante Itapura de Miranda. 2013. « A mobilidade pendular na Macrometrópole Paulista: diferenciação e complementaridade socioespacial ». *Cadernos Metrôpole* 15 (30): 433-59. <https://doi.org/10.1590/2236-9996.2013-3004>.
- Cunha, Márcia Pereira. 2012. « Do planejamento à ação focalizada IPEA e a construção de uma abordagem de tipo econômico da pobreza ». Text, Universidade de São Paulo. <https://doi.org/10.11606/T.8.2012.tde-07122012-112925>.
- . 2018. « Transformação institucional e produção de conhecimento aplicado: a história do Ipea social ». *Sociedade e Estado* 33 (1): 137-57. <https://doi.org/10.1590/s0102-699220183301006>.
- Curado, Marcelo, et Marcio José Vargas da Cruz. 2008. « Investimento direto externo e industrialização no Brasil ». *Revista de Economia Contemporânea* 12 (3): 399-431. <https://doi.org/10.1590/S1415-98482008000300001>.

- Dale, Angela. 1985. « Integrating women into class theory ». *Sociology* 19 (3): 384-409.
- D'Araujo, Maria Celina (Organizadora), Ignez Cordeiro de (Organizadora) Farias, et Lucia (Organizadora) Hippolito. 2005. « IPEA 40 anos: uma trajetória voltada para o desenvolvimento ». <http://www.ipea.gov.br>. <http://repositorio.ipea.gov.br/handle/11058/3297>.
- Dathein, Ricardo. 2015. « Brasil: vinte e cinco anos de estagnação econômica e as opções do desenvolvimento », 18.
- Dayton, Chan. 1998. *Latent class scaling analysis*. A Sage university papers series. Quantitative applications in the social sciences 07-126. Thousand Oaks, CA: Sage Publications.
- Dedecca, Cláudio Salvadori. 2005. « Notas sobre a Evolução do Mercado de Trabalho no Brasil ». *Brazilian Journal of Political Economy* 25 (1): 113-30. <https://doi.org/10.1590/0101-35172005-1640>.
- Dedecca, Cláudio Salvadori, Camila Santos Matos de Freitas Ribeiro, et Fernando Hajime Ishii. 2009. « Gênero e jornada de trabalho: análise das relações entre mercado de trabalho e família ». *Trabalho, Educação e Saúde* 7 (1): 65-90.
- Del Vecchio, Angelo, Carla Regina Mota Alonso Diéguez, Horace B. Davis, et Samuel Harman Lowrie, éd. 2008. *As pesquisas sobre o padrão de vida dos trabalhadores da cidade de São Paulo: Horace Davis e Samuel Lowrie, pioneiros da sociologia aplicada no Brasil*. São Paulo, SP, Brasil: Editora Sociologia e Política.
- Delaunay, Quynh. 2003. *Société industrielle et travail domestique: l'électroménager en France (XIXe-XXe siècle)*. Logiques sociales. Paris: L'Harmattan.
- Demazière, Didier, et Charles Gadea, éd. 2009. *Sociologie des groupes professionnels acquis récents et nouveaux défis*. Paris: La Découverte.
- Denaldi, Rosana. 2003. « Políticas de Urbanização de Favelas: evolução e impasses ». Faculdade d'Architecture et Urbanisme: Université de São Paulo.
- Denoyelle, Thomas. 2013. « Méthode pour comparer les prototypes ». INSEE, juin 5.
- Desrosières, Alain. 1984. « Des individus aux ménages: l'étude des milieux sociaux par les catégories socioprofessionnelles ». *Données sociales – INSEE*, 8-21.
- . 1992. « Séries longues et conventions d'équivalence ». *Genèses. Sciences sociales et histoire* 9 (1): 92-97. <https://doi.org/10.3406/genes.1992.1665>.
- . 1993. *La politique des grands nombres: histoire de la raison statistique*. Textes à l'appui. Paris: Ed. La Découverte.
- . 2001. « Entre réalisme métrologique et conventions d'équivalence: les ambiguïtés de la sociologie quantitative ». *Genèses* no43 (2): 112-27.
- . 2002. « Three Studies on the History of Sampling Surveys: Norway, Russia-USSR, United States ». *Science in Context* 15 (3): 377-83. <https://doi.org/10.1017/S0269889702000522>.
- Desrosières, Alain, et Laurent Thévenot. 1979. « Les mots et les chiffres: les nomenclatures socio-professionnelles ». *Economie et statistique* 110 (1): 49-65. <https://doi.org/10.3406/estat.1979.4260>.
- . 2002. *Les catégories socioprofessionnelles*. Vol. 5^{ed.} Repères. Paris: La Découverte. <https://www.cairn.info/les-categories-socioprofessionnelles--9782707138569.htm>.
- DGE, Directoria Geral de Estatística. 1872. « Recenseamento geral do Imperio em 1872: lista de família ».
- . 1890. « Instruções para o segundo recenseamento da população da Republica dos Estados Unidos do Brazil em 31 de dezembro de 1890 ». DGE.

- . 1900. « Recenseamento de 31 de dezembro de 1900: C boletim individual ». <https://biblioteca.ibge.gov.br/index.php/biblioteca-catalogo?view=detalhes&id=5916>.
- . 1920. « Modelos para a collecta e apuração do censo demographico : recenseamento de 1920 ». DSG. <https://biblioteca.ibge.gov.br/index.php/biblioteca-catalogo?id=5344&view=detalhes>.
- DIEESE. 2005. « A jornada de trabalho nas negociações coletivas: 1996 a 2004 ». Ano II, nº16. Estudos & pesquisas. São Paulo: DIEESE. <https://www.dieese.org.br/estudosepesquisas/2005/estpesq16jornada200512.pdf>.
- . 2011. « O tempo de trabalho no Brasil: o negociado e o não negociado ». 105. Nota Técnica. São Paulo: DIEESE. <https://www.dieese.org.br/notatecnica/2011/notaTec105clausulasJornada.pdf>.
- Dietrich, Ana Maria. 2007. « Nazismo tropical? O partido Nazista no Brasil ». 2007.
- Donnat, Olivier. 1994. *Les Français face à la culture: de l'exclusion à l'éclectisme*. Textes à l'appui Série sociologie. Paris: Ed. La Découverte.
- . 2009. *Les pratiques culturelles des Français à l'ère numérique: enquête 2008*. Paris: La Découverte : Ministère de la culture et de la communication.
- Donni, Olivier, et Sophie Ponthieux. 2011. « Approches économiques du ménage : du modèle unitaire aux décisions collectives ». *Travail, genre et sociétés* 26 (2): 67-83. <https://doi.org/10.3917/tgs.026.0067>.
- Dória, Rosa Mariana Soares. 2013. « O aceEvolução do padrão de consumo dans famílias brasileiras no período 2003-2009 e relações com a distribuição de renda ». Dissertação de mestrado en économie, Rio de Janeiro: Universidade Federal do Rio de Janeiro.
- Dourado, Luiz Fernandes. 2013. « Sistema Nacional de Educação, federalismo e os obstáculos ao direito à educação básica ». *Educação & Sociedade* 34 (124): 761-85.
- Du, Rex Yuxing, et Wagner Kamakura. 2012. « Quantitative Trendspotting ». *Journal of Marketing Research* 49 (4): 514-36.
- Dubar, Claude. 1996. « La sociologie du travail face à la qualification et à la compétence ». *Sociologie du Travail* 38 (2): 179-93.
- Dubar, Claude, Valérie Boussard, Pierre Tripier, et Cairn.info. 2015. *Sociologie des professions*. Paris (21, rue du Montparnasse 75283): Armand Colin. <https://go.openathens.net/redirector/umoncton.ca?url=https%3A%2F%2Fwww.cairn.info%2Fsociologie-des-professions--9782200603021.htm>.
- Dubost, Claire-Lise, et Lucas Tranchant. 2019. « Changer d'emploi, est-ce changer de position sociale ? » *Societes contemporaines* N° 114 (2): 59-88.
- Dufour, Maurice. 1987. « Foundations as unofficial policymakers: the role of the Rockefeller, Carnegie and Ford foundations on education in developing countries ». Thèse de doctorat en éducation, Montreal: McGill University.
- Dumont, Thiago Vieira Rodrigues. 2014. « Uma Análise da Política Urbana e Habitacional no Brasil – A construção de uma ilusão ». *Askesis* 3 (1): 23-44.
- Duncan, Otis Dudley. 1961. « A Socioeconomic Index for All Occupations ». In *Occupations and Social Status*, par Albert J. Reiss, 109-38. [New York]: Free Press of Glencoe. <http://archive.org/details/occupationsocia0000reis>.

- Durkheim, Émile. 1968. *Les formes élémentaires de la vie religieuse: Le système totémique en Australie*. Paris: PUF, Presses Universitaires de France.
- EB, Encyclopædia Britannica. 2019a. « George Horace Gallup ». Encyclopædia Britannica. 2019. <https://www.britannica.com/biography/George-Horace-Gallup>.
- . 2019b. « Nelson Rockefeller ». Encyclopædia Britannica. 2019. <https://www.britannica.com/biography/Nelson-Rockefeller>.
- Échevin, Damien, et Antoine Parent. 2002. « Les indicateurs de polarisation et leur application à la France ». *Economie prevision* no 155 (4): 13-30.
- Eduardo, Octavio da Costa. 2003. « Pequena historia comentada da pesquisa de mercado e opinião publica no Brasil: a etapa pioneira ». *Revista da ESPM* Janeiro/Fevereiro.
- Eduardo, Octavio da Costa, Alvaro Marchi, Luiz Silva, et Pergentino Mendes de Almeida. 1984. « O critério ABA/ABIPEME ». *Mercado Global*, n° Janeiro/Fevereiro: 42-57.
- Ehrenreich, Barbara, et John Ehrenreich. 1977. « The Professional-Managerial Class ». *Radical America* 11 (2): 7-31.
- Eloy, Cláudia Magalhães. 2013. « O papel do Sistema Financeiro da Habitação diante do desafio de universalizar o acesso à moradia digna no Brasil ». São Paulo: Universidade de São Paulo. https://www.teses.usp.br/teses/disponiveis/16/16137/tde-14082013-111122/publico/Tese_Claudia_Eloy.pdf.
- Eloy, Cláudia Magalhães, Fernanda Costa, et Rossella Rossetto. 2012. « Housing Subsidy Policy in Brazil: An Overview of the Last Five Decades ». *Housing Finance International* XXVI: 39-47.
- Erb, Claude C. 1985. « Prelude to Point Four: The Institute of Inter-American Affairs ». *Diplomatic History* 9 (3): 249-69. <https://doi.org/10.1111/j.1467-7709.1985.tb00535.x>.
- Erikson, Robert. 1984. « Social Class of Men, Women and Families ». *Sociology* 18 (4): 500-514. <https://doi.org/10.1177/0038038584018004003>.
- Erikson, Robert, et John Goldthorpe. 1992a. « Individual or family? Results from two approaches to class assignment ». *Acta Sociologica* 35 (2): 95-105.
- . 1992b. *The constant flux: a study of class mobility in industrial societies*. Oxford [England] : New York: Clarendon Press ; Oxford University Press.
- . 1992c. « The CASMIN Project and the American Dream ». *European Sociological Review* 8 (3): 283-305. <https://doi.org/10.1093/oxfordjournals.esr.a036642>.
- Erikson, Robert, John Goldthorpe, et Lucienne Portocarero. 1979a. « Intergenerational Class Mobility in Three Western European Societies: England, France and Sweden ». *The British Journal of Sociology* 30 (4): 415-41. <https://doi.org/10.2307/589632>.
- . 1979b. « Intergenerational Class Mobility in Three Western European Societies: England, France and Sweden ». *The British Journal of Sociology* 30 (4): 415. <https://doi.org/10.2307/589632>.
- Esteban, Joan-Maria, Carlos Gradín, et Debraj Ray. 1999. « Extensions of a Measure of Polarization with an Application to the Income Distribution of Five OECD Countries ». *LIS Working Paper Series*, n° 218.
- . 2007. « An Extension of a Measure of Polarization, with an Application to the Income Distribution of Five OECD Countries ». *The Journal of Economic Inequality* 5 (1): 1-19. <https://doi.org/10.1007/s10888-006-9032-x>.
- Esteban, Joan-Maria, et Debraj Ray. 1994. « On the Measurement of Polarization ». *Econometrica* 62 (4): 819. <https://doi.org/10.2307/2951734>.

Eurostat. 2012. «ESeG». Text. CROS – European Commission. 26 septembre 2012. https://ec.europa.eu/eurostat/cros/content/eseg_en.

Evans, Geoffrey. 1992. «Testing the Validity of the Goldthorpe Class Schema». *European Sociological Review* 8 (3): 211-32.

———. 1996. «Putting Men and Women into Classes: An Assessment of the Cross-Sex Validity of the Gold Thorpe Class Schema». *Sociology* 30 (2): 209-34. <https://doi.org/10.1177/0038038596030002002>.

Evans, Geoffrey, et Colin Mills. 1998. «Identifying class structure. A latent class analysis of the criterion-related and construct validity of the goldthorpe class scheme». *European Sociological Review* 14 (1): 87-106.

Fajnzylber, Fernando. 1983. *La industrialización trunca de América Latina*. Mexico: Editorial Nueva Imagem.

Faria, Lina, et Maria Conceição da Costa. 2006. «Cooperação científica internacional: estilos de atuação da Fundação Rockefeller e da Fundação Ford». *Dados* 49: 159-91. <https://doi.org/10.1590/S0011-52582006000100007>.

Fazito, Dimitri. 2010. «Análise de Redes Sociais e Migração: Dois Aspectos Fundamentais Do “Retorno”». *Revista Brasileira de Ciências Farmacêuticas* 25 (72). <https://doi.org/10.1590/S0102-69092010000100007>.

Fernandes, Erick Alessandro Schunig, et Paulo César Scarim. 2020. «A transformação da cozinha dentro dos apartamentos na cidade de Vitória, Espírito Santo: a ascensão do gourmet na virada do século». *Confins*, n° 46 (juin). <https://doi.org/10.4000/confins.31471>.

Fernandes, Florestan. 2013. *Sociedade de classes e subdesenvolvimento*. São Paulo: Global Editora.

Ferrari, Beatriz, et Benedito Sverberi. 2010. «Empresas têm dificuldade para encontrar até profissional pouco qualificado». VEJA. 23 septembre 2010. <https://veja.abril.com.br/economia/empresas-tem-dificuldade-para-encontrar-ate-profissional-pouco-qualificado/>.

Ferreira, José Otávio de Souza. 2004. «A regulação pública da jornada de trabalho brasileira». Mestrado, Campinas: Universidade de Campinas.

Ferro, Sérgio. 2006. «Nota sobre “O vício da virtude”». *Novos Estudos – CEBRAP*, n° 76 (novembre): 229-34. <https://doi.org/10.1590/S0101-33002006000300012>.

Figueiredo Santos, José Alcides. 2000. «A abordagem de análise de classe de John Goldthorpe». In *Estrutura de Posições de Classe no Brasil: Mapeamento, Mudanças e Efeitos na Renda*. Thèse de doctorat en sociologie. Rio de Janeiro: IUPERJ.

———. 2002. *Estrutura de posições de classe no Brasil: mapeamento, mudanças e efeitos na renda*. Coleção Origem 7. Belo Horizonte : Rio de Janeiro: Editora UFMG ; IUPERJ.

———. 2004. *Questão de classe: teorias e debates acerca das classe sociais nos dias de hoje*. Juiz de Fora: Clio Edições.

———. 2005. «Uma classificação socioeconômica para o Brasil». *Revista Brasileira de Ciências Sociais* 20: 27-45. <https://doi.org/10.1590/S0102-69092005000200002>.

———. 2006. «Classe, gênero e família: a questão da unidade de análise». *Teoria e Cultura* 1 (1): 97-115.

———. 2011. «Class Divisions and Health Chances in Brazil». *International Journal of Health Services* 41 (4): 691-709. <https://doi.org/10.2190/HS.41.4.e>.

- . 2013. « Esquema de classe para abordar a desigualdade de saúde no Brasil ». In *Fórum: Classes sociais, territórios e saúde: Questões metodológicas e políticas*, édité par Felix Rosenberg, 39-64. Petrópolis: Fiocruz. <http://dssbr.org/site/wp-content/uploads/2014/09/Cadernos-do-Itabora%C3%AD-Vers%C3%A3o-Digital.pdf>.
- . 2015. « Mudanças de renda no Brasil: fatores espaciais, setoriais, educacionais e de *status* social ». *Sociedade e Estado* 30 (décembre): 749-72. <https://doi.org/10.1590/S0102-69922015.00030008>.
- . 2018. « Classe Social, território e desigualdade de saúde no Brasil ». *Saúde e Sociedade* 27 (2): 556-72. <https://doi.org/10.1590/s0104-12902018170889>.
- . 2020. « Desigualdades e Interações de Classe Social na Saúde no Brasil ». *Dados* 63 (1). <https://doi.org/10.1590/001152582020203>.
- Figueiredo Santos, José Alcides Figueiredo, et Luiz Vicente Fonseca Ribeiro. 2016. « Emprego, estratificação e desigualdade ». *Estudos Avançados* 30 (87): 89-102. <https://doi.org/10.1590/S0103-40142016.30870006>.
- Figueiredo Santos, José Alcides, et Maria Celi Scalon. 2018. « Desigualdade e estratificação social no Brasil ». In *Sociologia Brasileira Hoje*, édité par Sérgio Miceli, Ateliê, 2:147-85. São Paulo.
- Filgueiras, Luiz Antonio Mattos. 2003. *História do plano real: fundamentos, impactos e contradições*. 2. ed., Ampliada. São Paulo, SP: Boitempo Ed.
- Filgueiras, Luiz, et Elizabeth Oliveira. 2013. « La nature du modèle de développement des années Lula ». *Brésil(s)*, n° 3 (mai): 173-204. <https://doi.org/10.4000/bresils.515>.
- Filhon, Alexandra, Jérôme Deauvieu, Laure de Verdalle, Agnès Pélagé, Tristan Poullaouec, Cécile Brousse, Martine Mespoulet, et Karolina Sztandar-Sztanderska. 2013. « Un projet de nomenclature socioprofessionnelle européenne: une construction savante face aux variations nationales de représentation du monde social ». *Sociologie* Vol. 4 (4): 373-93.
- Fischer, Brodwyn. 2019. « From the Mocambo to the Favela: Statistics and Social Policy in Brazil's Informal Cities ». *Histoire & mesure* XXXIV (1): 15-40.
- Fisher, Irving. 1930. *The Theory of Interest*. New York: Macmillan.
- Fisher, R. A. 1992. « Statistical Methods for Research Workers ». In *Breakthroughs in Statistics*, édité par Samuel Kotz et Norman L. Johnson, 66-70. Springer Series in Statistics. New York, NY: Springer New York. https://doi.org/10.1007/978-1-4612-4380-9_6.
- Fishlow, Albert. 1972. « Brazilian Size Distribution of Income ». *The American Economic Review* 62 (1/2): 391-402.
- Fix, Mariana. 2001. *Parceiros da exclusão: duas histórias da construção de uma « nova cidade » em São Paulo: Faria Lima e Água Espraiada*. 1a ed. São Paulo, SP: Boitempo Editorial.
- . 2007. *São Paulo cidade global: fundamentos financeiros de uma miragem*. 1a. ed. São Paulo, SP: Boitempo Editorial : Anpur.
- . 2011. « Financeirização e transformações recentes no circuito imobiliário brasileiro ». Campinas: Université de Campinas.
- FJP, Fondation João Pinheiro. 2018. *Déficit habitacional no Brasil 2015*. Belo Horizonte: Fondation João Pinheiro.
- Flament, Claude, et Laurent Milland. 2003. *Un effet Guttman dans l'analyse de représentations sociales. Méthodes d'étude des représentations sociales*. ERES. <https://www.cairn.info/methodes-d-etude-des-representations-sociales--9782749201238-page-201.htm>.

- . 2005. « Un Effet Gutman En ACP ». *Mathématiques et Sciences Humaines. Mathematics and Social Sciences*, n° 171. <https://doi.org/10.4000/msh.2946>.
- Flury, Bernard. 1997. *A First Course in Multivariate Statistics*. New York, NY: Springer New York. <http://public.ebookcentral.proquest.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=3085017>.
- Folha de S.Paulo. 2012. *Aeroporto se transformou em churrasco na laje, diz Pondé*. <https://www.youtube.com/watch?v=F0c18IPmaEw>.
- FORBES. 2018. « Quanto custa estudar em 23 das escolas mais caras do país em 2019 | Forbes Brasil ». Forbes Brasil. 2018. <https://forbes.com.br/escolhas-do-editor/2018/11/quanto-custa-estudar-em-23-das-escolas-mais-caras-do-brasil/#foto13>.
- Fouquet, Annie. 2003. « La statistique saisie par le genre ». In *Le travail du genre. Les sciences sociales du travail à l'épreuve des différences de sexe*, édité par Jacqueline Laufer, Catherine Marry, et Margaret Maruani, 280-98. Recherches. Paris: La Découverte. <https://www.cairn.info/le-travail-du-genre-9782707141118.htm>.
- Free, Lloyd A. 1960. *Attitudes of the Cuban People toward the Castro regime in late Spring of 1960*. IISR.
- Freitas, Eleusina Lavôr Holanda de. 2008. « Loteamentos fechados ». Faculté d'Architecture et Urbanisme: Université de São Paulo.
- Freitas, Tais Viudes de. 2012. « A flexibilização da jornada de trabalho e seus impactos sobre a vida das trabalhadoras inseridas no setor de teleatendimento ». *Caderno Espaço Feminino* 25 (1). <http://www.seer.ufu.br/index.php/neguem/article/view/14421>.
- Friedman, Sam, et Daniel Laurison. 2020. *The Class Ceiling: Why It Pays to Be Privileged*.
- Friedman, Sam, Dave O'Brien, et Ian McDonald. 2021. « Deflecting Privilege: Class Identity and the Intergenerational Self ». *Sociology*, janvier, 0038038520982225. <https://doi.org/10.1177/0038038520982225>.
- Friedman, Sam, et Aaron Reeves. 2020. « From Aristocratic to Ordinary: Shifting Modes of Elite Distinction ». *American Sociological Review* 85 (2): 323-50. <https://doi.org/10.1177/0003122420912941>.
- Furtado, Bernardo Alves, Vicente Correia Lima Neto, et Cleandro Krause. 2013. « Estimativas do déficit habitacional brasileiro (2007-2011) por municípios (2010) ». *Nota Técnica – IPEA*, n° 1.
- Furtado, Celso. 2007. *Formação econômica do Brasil*. 34. ed. São Paulo: Companhia das Letras.
- . 2009. *Desenvolvimento e subdesenvolvimento*. Rio de Janeiro: Contraponto: Centro internacional Celso Furtado de políticas para o desenvolvimento.
- Fussell, Paul. 1983. *Class: A Guide Through the American Class System*. New York: Touchstone.
- Gallup, Georges. s. d. « Understanding How Gallup Uses the Cantril Scale ». Gallup Institute. <http://bit.ly/2kQ4eif>.
- Gallup, Geroge. 1969. « HADLEY CANTRIL, 1906–1969 ». *Public Opinion Quarterly* 33 (3): 506.
- Galvão, Andréia. 2013. « Sindicalismo e neoliberalismo: um exame da trajetória da CUT e da Força Sindical ». In *Riqueza e miséria do trabalho no Brasil II*, édité par Ricardo Antunes, 353-67. São Paulo: Boitempo.
- . 2014. « Les mouvements sociaux dans le Brésil de Lula et Dilma ». *Savoir/Agir* n° 27 (1): 31-38.
- Galvão, Andréia, Bárbara Castro, José Dari Krein, et Marilane Oliveira Teixeira. 2019. « Reforma trabalhista: precarização do trabalho e os desafios para o sindicalismo ». *Caderno CRH* 32 (86): 253. <https://doi.org/10.9771/ccrh.v32i86.30691>.

Galvão, Antonio Carlos Filgueira, Sofia Daher, Eduardo Baumgratz Viotti, Mariano Macedo, Betina Ferraz, Tomás Back Carrijo, Rayany de Oliveira Santos, et Carlos Duarte Junior. 2017. « O quadro recente de emprego dos mestres e doutores titulados no Brasil ». *Parcerias Estratégicas* 21 (43): 147-72.

Ganzert, Frederic. 1953. « The IIAA: Background of Point Four in Latin America ». *World Affairs* 116 (1): 16-18.

Garza, José Luiz Ortiz. 2012. « The First Scientific Mass Communications' Study In Latin-America. The Brazilian Survey: February-May 1941 ». https://www.academia.edu/10033502/The_First_Scientific_Mass_Communications_Study_In_Latin_America_The_Brazilian_Survey_February_May_1941.

———. 2013. « Surveys of Public Opinion in the USA Concerning Latin America during the Second World War ». In . London.

Gavras, Douglas. 2021. « 80% das famílias de classe média tiveram alguma queda na renda ». Folha de S.Paulo. 17 abril 2021. <https://www1.folha.uol.com.br/mercado/2021/04/80-das-familias-de-classe-media-tiveram-alguma-queda-na-renda.shtml>.

Georges, Daniela, Daniel Kreft, et Gabriele Doblhammer. 2018. « The Contextual and Household Contribution to Individual Health Status in Germany: What Is the Role of Gender and Migration Background? » In *A Demographic Perspective on Gender, Family and Health in Europe*, édité par Gabriele Doblhammer et Jordi Gumà, 193-232. Cham: Springer International Publishing. https://doi.org/10.1007/978-3-319-72356-3_9.

Georges, Isabel. 2008. « L'emploi domestique féminin au croisement de l'espace public et privé (São Paulo, Brésil) ». *Autrepart* n° 47 (3): 57-71.

Georges, Isabel, et Marcia de Paula Leite, éd. 2012. *Les nouvelles configurations du travail et l'Économie sociale et solidaire au Brésil*. Paris: L'Harmattan.

Gerhardt, Heinz-Peter. 1993. « Paulo Freire (1921-1997) ». *Perspectives: revue trimestrielle d'éducation comparée* XXIII (3/4): 445-65.

Gerth, Hans, et Charles Wright Mills. 1953. *Character and Social Structure: The Psychology of Social Institutions*. A Harbinger Book. New York: Harcourt, Brace and World.

Gibb, Lygia Sabbag Fares. 2017. « A tendência de despadronização da jornada de trabalho: confiuração no Brasil e impacto nas mulheres ». Doctorat en économie, Campinas: Universidade de Campinas.

Giddens, Anthony. 1991. *Modernity and Self-Identity: Self and Society in the Late Modern Age*. Repr. Cambridge: Polity Press.

Gilioli, Renato de Sousa. 2017. « Um balanço do FIES: desafios, perspectivas e metas do PNE ». Consultoria Legislativa. Estudo técnico. Brasília: Câmara dos deputados.

Giorgetti, Camila. 2015. « Comment les catégories supérieures de São Paulo parlent-elles de leurs employées domestiques? Analyse d'un rapport de classe ». *Brésil(s)*, n° 8 (décembre): 73-96. <https://doi.org/10.4000/bresils.1598>.

Goetzinger, Camila. 2014. « O Office of The Coordinator Of Inter-American Affairs e o Instituto Brasil-Estados Unidos em Florianópolis na década de 1940 ». *Revista Santa Catarina em História* 8 (2): 61-75.

Goldthorpe, John. 1982. « On the Service Class: Its formation and future ». In *Social class and division of labour*, édité par Anthony Giddes et Gavin Mackenzie. Cambridge: Cambridge University Press.

- . 1983. « Women and Class Analysis: In Defence of the Conventional View ». *Sociology* 17 (4): 465-88. <https://doi.org/10.1177/0038038583017004001>.
- . 1984. « Women and Class Analysis: A Reply to the Replies ». *Sociology* 18 (4): 491-99. <https://doi.org/10.1177/0038038584018004002>.
- . 2002. « Occupational Sociology, Yes: Class Analysis, No: Comment on Grusky and Weeden's Research Agenda ». *Acta Sociologica* 45 (3): 211-17. <https://doi.org/10.1177/000169930204500303>.
- . 2007a. *On Sociology. Vol. 1: Critique and Program*. 2. ed. Studies in Social Inequality. Stanford, Calif: Stanford Univ. Press.
- . 2007b. *On Sociology. Vol. 2: Illustration and Retrospect*. 2. ed. Studies in Social Inequality. Stanford, Calif: Stanford Univ. Press.
- Goldthorpe, John, Catriona Llewellyn, et Clive Payne. 1987. *Social Mobility and Class Structure in Modern Britain*. Second Edition. Oxford, New York: Oxford University Press.
- Goldthorpe, John, et Abigail McKnight. 2004. « The Economic Basis of Social Class ». CASEpaper 80. London: CASE – London School of Economics.
- . 2006. « The Economic Basis of Social Class ». In *Mobility and Inequality: Frontiers of Research from Sociology and Economics*, édité par Stephen L Morgan, David B Grusky, et Gary S Fields. Stanford, Calif.: Stanford University Press.
- Gomes, Rogério, Eduardo Strachman, João Paulo Pieroni, et Andréa de Oliveira Silva. 2007. « Abertura comercial, internacionalização e competitividade: a indústria brasileira de máquinas têxteis após os anos 1990 ». *Economia e Sociedade* 16 (3): 405-33. <https://doi.org/10.1590/S0104-06182007000300005>.
- Gonçalves, Paulo Cesar. 2014. « Searching arms for the farming: immigrants and migrants in São Paulo coffee economy in the late nineteenth century ». *Revista Brasileira de História* 34 (67): 283-308. <https://doi.org/10.1590/S0102-01882014000100013>.
- Gonzaga, Gustavo. 1998. « Rotatividade e qualidade do emprego no Brasil ». *Revista de Economia Política* 18 (169): 120-41.
- . 2003. « Labor Turnover and Labor Legislation in Brazil [with Comments] ». *Economía* 4 (1): 165-207.
- Gonzaga, Gustavo, et Rafael Cayres Pinto. 2014. « Rotatividade do Trabalho e Incentivos da Legislação Trabalhista ». *Texto para discussão, departamento de economia da PUC-RJ*, n° 625: 15.
- Goodman, Leo, et William Kruskal. 1979. *Measures of Association for Cross Classifications*. Place of publication not identified: Springer-Verlag New York.
- Graetz, Brian. 1991. « The class location of families; a refined classification analysis ». *Sociology* 25 (1): 101-18.
- Gray, Louis, et J. Sherwood Williams. 1981. « Goodman and Kruskal's Tau b: Multiple and Partial Analogs ». *Sociological Methods & Research* 10 (1): 50-52.
- Grijó, Wesley Pereira, et Adam Henrique Freire Souza. 2012. « O negro na telenovela brasileira: a atualidade das representações ». *Estudos de Comunicação* 11: 185-204.
- Grusky, David, et Kim Weeden. 2008. *Are there social classes? A framework for testing sociology's favorite concept*. Édité par Annette Lareau et Dalton Conley. New York: Russell Sage Foundation. <https://muse.jhu.edu/book/15020>.

- Grusky, David, et Kim A. Weeden. 2001. « Decomposition Without Death: A Research Agenda for a New Class Analysis ». *Acta Sociologica* 44 (3): 203-18. <https://doi.org/10.1177/000169930104400301>.
- Grusky, David, et Katherine Weisshaar, éd. 2014. *Social stratification: class, race, and gender in sociological perspective*. Fourth Edition. Boulder, CO: Westview Press, A Member of the Perseus Books Group.
- Guanais, Juliana Biondi. 2014. « Vida e trabalho dos cortadores de cana: migração, assalariamento temporário e labor nos canaviais paulistas ». *Século XXI – Revista de Ciências Sociais* 4 (1): 260-90. <https://doi.org/10.5902/2236672515654>.
- Guimarães, Antonio Sérgio Alfredo. 1999. « Classes sociais ». In *O que ler nas ciências sociais brasileiras (1970-1995)*, édité par Sérgio Miceli. São Paulo: Sumaré.
- . 2002. *Classes, raças e democracia*. 1. ed. São Paulo: UFSP, Fundação de Apoio à Universidade de São Paulo : Editora 34.
- . 2018. « Classes sociales, races et nation au Brésil ». *Brésil(s). Sciences humaines et sociales*, n° 13 (mai). <https://doi.org/10.4000/bresils.2453>.
- Guimarães, Cleo. 2015. « As empregadas perderam a noção de limite ». *O Globo*, 12 mars 2015.
- Guttman, Louis. 1942. « A Revision of Chapin's Social Status Scale ». *American Sociological Review* 7 (3): 362-69. <https://doi.org/10.2307/2085365>.
- Hacking, Ian. 2002. « Façonner les gens, cours de l'année 2001-2002 ». Collège de France.
- . 2004. *Historical Ontology*. 1. Harvard Univ. Press paperback ed. Cambridge, Mass.: Harvard Univ. Press.
- Hagenaars, Jacques A., et Allan L. McCutcheon, éd. 2002. *Applied latent class analysis*. Cambridge ; New York: Cambridge University Press.
- Hagood, Margaret Jarman. 1960. *Statistics for sociologists*. New York: Holt, Rinehart and Winston.
- Halbwachs, Maurice. 1905. « Remarques sur la position du problème sociologique des classes ». *Revue de métaphysique et de morale*, 1905.
- . 1912. « La classe ouvrière et les niveau de vie: recherche sur la hiérarchie des besoins dans les sociétés industrielles contemporaines ». Paris: Université de Paris.
- . 1914. « Budgets de familles ouvrières et paysannes en France en 1907 ». *Bulletin de la Statistique générale de la France*, n° 12: 74-83.
- . 1921. « Revenus et dépenses de ménages de travailleurs. Une enquête officieuse d'avant-guerre. » *Revue d'économie politique* 35 (1): 50-59.
- . 1931. « Les budgets de famille ouvrière aux États-Unis ». *Bulletin de la Statistique générale de la France* 20 (3): 395-430.
- . 1933. *L'évolution des besoins dans les classes ouvrières*. Paris: Félix Alcan.
- . 1938. *Morphologie sociale*. Paris: Armand Collin.
- . 1939. « Les caractéristiques des classes moyennes ». In *Inventaires III: Les classes moyennes*, édité par Raymond Aron, 28-52. Paris: Alcan.
- . 1955. *Esquisse d'une psychologie des classes sociales*. Paris: Librairie Marcel Rivière et Cie.
- . 2008. *Les classes sociales*. Édité par Christian Baudelot et Gilles Montigny. Le lien social. Paris: PUF, Presses Universitaires de France.

Haller, Archibald. 2013. *Stratification: The Theory of Societal Inequality*. Édité par Carolyn Evans et Alejandro Portes. RAH Press.

Hamburger, Esther, Heloisa Buarque de Almeida, et Tirza Aidar. 2014. « Imagining Audiences in Brazil: Class, 'Race' and Gender ». In *Television Audiences Across the World: Deconstructing the Ratings Machine*, édité par Jérôme Bourdon et Cécile Méadel, 132-52. London: Palgrave Macmillan UK. https://doi.org/10.1057/9781137345103_8.

Hamersveld, Mario. 2003. « The ESOMAR Standard Demographic Classification : A System of International Socio-Economic Classification of Respondents to Survey Research ». In *Advances in Cross National Comparison : A European Working Book for Demographic and Socio-Economic Variables*, édité par Jünger Hoffmeyer-Zlotnik et Christof Wolf. Kluwer Academic Plenum Publishers.

Hammouche, Abdelhafid, éd. 2009. « France-Brésil sous l'angle des migrations et de l'altérité ». *Hommes & migrations*, n° 1281.

Hasenbalg, Carlos. 1978. « Race relations in post-abolition Brazil : the smooth preservation of racial inequalities ». Thèse de doctorat en sociologie, Berkeley: University of California at Berkeley.

———. 1997. « Entre le mythe et les faits : racisme et relations raciales au Brésil ». *Journal des Africanistes* 67 (1): 27-45. <https://doi.org/10.3406/jafr.1997.1119>.

Hasenbalg, Carlos, et Nelson do Valle Silva. 1988. *Estrutura Social, Mobilidade e Raça*. São Paulo: Vértice.

———. 2003. *Origens e destinos: desigualdades sociais ao longo da vida*. Rio de Janeiro: Topbooks.

Hasenbalg, Carlos, Nelson do Valle Silva, et Márcia Lima. 1999. *Cor e estratificação social*. Rio de Janeiro: Contra-Capa.

Heath, Anthony, et Nicky Britten. 1984. « Women's jobs do make a difference: A reply to Goldthorpe ». *Sociology* 18 (4): 475-90.

Hermann, Jennifer. 2010. « Liberalização e desenvolvimento financeiro: lições da experiência brasileira no período 1990-2006 ». *Economia e Sociedade* 19 (2): 257-90. <https://doi.org/10.1590/S0104-06182010000200003>.

Hill, Shirley. 2012. *Families: A Social Class Perspective*. 2455 Teller Road, Thousand Oaks California 91320 United States: SAGE Publications, Inc. <https://doi.org/10.4135/9781483349374>.

Hirata, Helena, et Danièle Kergoat. 2008. « Diviso sexual do trabalho profissional: Brasil, França, Japão ». In *Mercado de trabalho e gênero: comparações internacionais*, édité par Albertina de Oliveira Costa, Bila Sorj, Cristina Bruschini, et Helena Hirata, 265-78. Rio de Janeiro: Editora da FGV.

Hoffmann, Rodolfo. 1988. « A subdeclaração dos rendimentos ». *São Paulo em Perspectiva* 2 (1): 50-54.

———. 2009. « Desigualdade da distribuição da renda no Brasil: a contribuição de aposentadorias e pensões e de outras parcelas do rendimento domiciliar per capita ». *Economia e Sociedade* 18: 213-31.

Holst, Christian. 2003. « The Validity of Income Measurements in Comparative Perspective : Non-Responses and Biases ». In *Advances in Cross National Comparison : A European Working Book for Demographic and Socio-Economic Variables*, édité par Jünger Hoffmeyer-Zlotnik et Christof Wolf. Kluwer Academic Plenum Publishers.

Houthakker, H. S. 1957. « An International Comparison of Household Expenditure Patterns, Commemorating the Centenary of Engel's Law ». *Econometrica* 25 (4): 532. <https://doi.org/10.2307/1905382>.

- Huberty, Carl J., Stephen Olejnik, et Carl J. Huberty. 2006. *Applied MANOVA and discriminant analysis*. 2nd ed. Wiley series in probability and statistics. Hoboken, N.J: Wiley-Interscience.
- Hugrée, Cédric, Étienne Penissat, et Alexis Spire. 2017. *Les classes sociales en Europe: tableau des nouvelles inégalités sur le vieux continent*. Ordre des choses. Marseille: Agone.
- Hugrée, Cédric, et Laure de Verdalle. 2019. « Les mots pour (ne pas) le dire. L'expression des hiérarchies et des différences sociales ». *L'Année sociologique* Vol. 69 (2): 479-509.
- IASI, Inter -merican Statistical Institute. 1959. *Occupational classification : for the 1960 census of America*. Whashington: Pan American Union.
- IBGE. 1940. « Censo demográfico : recenseamento geral de 1.º de setembro de 1940 : boletim individual ». IBGE. <https://biblioteca.ibge.gov.br/index.php/biblioteca-catalogo?view=detalhes&id=513>.
- . 1950. « Recenseamento geral do Brasil – 1950 : censo demográfico : 1.º de julho de 1950 : boletim individual ». IBGE. <https://biblioteca.ibge.gov.br/index.php/biblioteca-catalogo?view=detalhes&id=51112>.
- . 1960a. « Censo demográfico : instruções ao recenseador : recenseamento geral do Brasil – 1960 ». IBGE.
- . 1960b. « Recenseamento geral do Brasil – 1960 : censo demográfico (1º de julho de 1960) : boletim de família : C.D.-1.01 ». IBGE.
- . 1965. *Revista Brasileira de Estatística*. Vol. 26. 103/104. Rio de Janeiro: IBGE.
- . 1967. *Revista Brasileira de Estatística*. Vol. 28. 112. Rio de Janeiro: IBGE.
- . 1970. « VIII recenseamento geral do Brasil – 1970 : censo demográfico : CD 1.01 ». IBGE.
- . 1976. « PNAD : 1976 : questionários ». IBGE.
- . 1981. « PNAD : 1981 : questionários ». IBGE.
- . 1991. « X recenseamento geral do Brasil – 1991 : censo demográfico : CD 1.02 – questionário da amostra ». IBGE. <https://biblioteca.ibge.gov.br/index.php/biblioteca-catalogo?view=detalhes&id=5167>.
- . 2000a. *Brasil: 500 anos de povoamento*. Rio de Janeiro: IBGE.
- . 2000b. « Censo 2000 : censo demográfico 2000 : CD 1.02 : questionário da amostra ». IBGE. <https://biblioteca.ibge.gov.br/biblioteca-catalogo.html?id=52394&view=detalhes>.
- . 2007. *Tendências demográficas : uma análise da população com base nos resultados dos Censos demográficos de 1940 e 2000*. Rio de Janeiro: IBGE.
- . 2010. « Censo 2010 : censo demográfico 2010 ». IBGE. <https://biblioteca.ibge.gov.br/biblioteca-catalogo.html?id=52394&view=detalhes>.
- . 2015a. « Notas metodológicas da PNAD 2015 ».
- . 2015b. *PNAD : um registro histórico da Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios : 1967-2015*. Rio de Janeiro: IBGE.
- . 2019. « Aglomerados Subnormais ». 2019. <https://bit.ly/31ecCug>.
- . 2020. « Aglomerados Subnormais 2019: Classificação preliminar e informações de saúde para o enfrentamento à COVID-19 ». mai 18. https://biblioteca.ibge.gov.br/visualizacao/livros/liv101717_apresentacao.pdf.

- IBGE CDDI. 1990. *Teixeira de Freitas : pensamento e ação*. Rio de Janeiro: IBGE.
- . 2006. *Isaac Kerstenetzky : legado e perfil*. Rio de Janeiro: IBGE.
- . 2007. *Bulhões Carvalho, um médico cuidando da estatística brasileira*. Memória institucional 11. Rio de Janeiro: IBGE.
- . 2008. *O IBGE na história do municipalismo e sua atuação nos municípios: o pensamento de Teixeira de Freitas e de Rafael Xavier*. Rio de Janeiro: IBGE.
- Igreja, Rebecca Lemos, et Lília Magalhães Tavoraro. 2015. « « Race » et racisme au Brésil ». *Socio. La nouvelle revue des sciences sociales*, n° 4 (avril): 223-40. <https://doi.org/10.4000/socio.1377>.
- Imovelweb. 2009. « As condições, os prazos e as taxas para o crédito imobiliário ». *Notícias de decoração, mercado imobiliário e muito mais | Blog Imovelweb* (blog). 23 juin 2009. <https://www.imovelweb.com.br/noticias/mercado-imobiliario/as-condicoes-os-prazos-e-as-taxas-para-o-credito-imobiliario/>.
- INSEE. 2016. « Définition – Ménage | Insee ». 2016. <https://www.insee.fr/fr/metadonnees/definition/c1879>.
- . 2017. « Panorama – Île-de-France | Insee ». 2017. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2018915>.
- IPEA. 1973. *Planejamento de recursos humanos: projeto do governo brasileiro, em cooperação com o Programa das Nações Unidas para o Desenvolvimento*.
- . 2010. « O Brasil em quatro décadas ». Texto para Discussão 1500. Rio de Janeiro: IPEA.
- IPEA, et FGV. 1973. *Classificação da mão-de-obra do setor primário*. Rio de Janeiro: IPEA.
- IPEA, Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada. 2009a. *Políticas sociais: acompanhamento e análise*. Vol. 1. Brasília: IPEA. https://www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/livros/bps_completo_2.pdf.
- . 2009b. *Políticas sociais: acompanhamento e análise*. Vol. 2. Brasília: IPEA. https://www.ipea.gov.br/portal/images/stories/PDFs/livros/bps_completo_1.pdf.
- Jabine, Thomas, et Amaro da Costa Monteiro. 1958. « Levantamento por amostragem da produção de trigo, no Rio Grande do Sul, da safra de 1957/58 ». *Revista Brasileira de Estatística* XIX (75/76).
- Januzzi, Paulo de Martino, et Rosana Baeninger. 1996. « Qualificação socioeconômica e demográfica das classes da escala Abipeme ». *Revista de Administração* 31 (3): 82-90.
- Jardim, Maria Chaves. 2013. *Syndicats et fonds de pension durant le gouvernement Lula*. Paris: L'Harmattan.
- Jardim, Maria Chaves, João Paulo Aprígio Moreira, Marcio Rogério Silva, et Thais Joi Martins. 2014. « Mettre le doigt sur la plaie ». *Savoir/Agir* n° 28 (2): 109-13.
- Jatteau, Arthur. 2013. *Les expérimentations aléatoires en économie*. Collection Repères 629. Paris: Ed. La Découverte.
- . 2016. « Faire preuve par le chiffre? Le cas des expérimentations aléatoires en économie ». Ecole Normale Supérieure Paris-Saclay: Université Paris-Saclay.
- Jornal da USP. 2017. « Presença de alunos de escola pública nas unidades é desigual ». 2017. <https://jornal.usp.br/especial/presenca-de-alunos-de-escola-publica-nas-unidades-e-desigual/>.
- Kamakura, Wagner. 1983. « Predicting Choice Shares Under Conditions of Brand Interdependence ». Thèse de doctorat en Administration des entreprises, Austin: University of Texas at Austin.

- Kamakura, Wagner, et José Afonso Mazzon. 2013a. *Estratificação socioeconômica e consumo no Brasil*. São Paulo: Blucher.
- Kamakura, Wagner, et Jose Afonso Mazzon. 2013b. « Socioeconomic Status and Consumption in an Emerging Economy ». *International Journal of Research in Marketing*, Special Issue on Marketing in Emerging Markets, 30 (1): 4-18. <https://doi.org/10.1016/j.ijresmar.2011.12.001>.
- Kamakura, Wagner, et José Afonso Mazzon. 2016. « Critérios de estratificação e comparação de classificadores socioeconômicos no Brasil ». *Revista de Administração de Empresas* 56 (1): 55-70. <https://doi.org/10.1590/S0034-759020160106>.
- Kamakura, Wagner, et Rajendra Srivastava. 1984. « Predicting Choice Shares Under Conditions of Brand Interdependence ». *Journal of Marketing Research* XXI (4): 420-34.
- Kamakura, Wagner, et Michel Wedel. 1997. « Statistical Data Fusion for Cross-Tabulation ». *Journal of Marketing Research* 34 (4): 485-98. <https://doi.org/10.1177/002224379703400406>.
- . 2001. « Factor Analysis with (Mixed) Observed and Latent Variables in the Exponential Family ». *Psychometrika* 66 (4): 515-30. <https://doi.org/10.1007/BF02296193>.
- . 2004. « An Empirical Bayes Procedure for Improving Individual-Level Estimates and Predictions from Finite Mixtures of Multinomial Logit Models ». *Journal of Business & Economic Statistics* 22 (1): 121-25.
- Kantor, Iris, Débora A. Maciel, et Júlio Assis Simões, éd. 2009. *A Escola Livre de Sociologia e Política: anos de formação, 1933-1953: depoimentos*. 2ª edição revista e ampliada. São Paulo, SP, Brasil: Editora Sociologia e Política.
- Keinert, Fábio Cardoso, et Dimitri Pinheiro Silva. 2010. « A gênese da ciência política Brasileira ». *Tempo Social* 22 (jun): 79-98. <https://doi.org/10.1590/S0103-20702010000100005>.
- Kelly, Stephanie M. 2013. « Strategic philanthropy: the ford and rockefeller foundations in latin america and the origins of american global reform ». Thèse de doctorat en histoire, Houston: University of Houston.
- Kendall, Maurice, et Alan Stuart. 1961. *The Advanced Theory of Statistics: Inference and Relationship*. Vol. 2. New York: Hafner Publishing Company.
- Kingston, Paul W. 2000. *The Classless Society*. Studies in Social Inequality. Stanford, Calif: Stanford Univ. Press.
- Klecka, William. 1980. *Discriminant analysis*. Quantitative applications in the social sciences 19. Beverly Hills, Calif: Sage Publications.
- Klüger, Elisa. 2016. « Meritocracia de laços: gênese e reconfigurações do espaço dos economistas no Brasil ». Text, Universidade de São Paulo. <https://doi.org/10.11606/T.8.2017.tde-06022017-113838>.
- Kopper, Moisés. 2016. « Arquiteturas da esperança : uma etnografia da mobilidade econômica no Brasil contemporâneo ». Thèse de doctorat en Anthropologie, Porto Alegre: Universidade federal do Rio Grande do Sul. <https://lume.ufrgs.br/handle/10183/141243>.
- Korndörfer, Ana Paula. 2019. « A Fundação Rockefeller e a formação de quadros para a enfermagem (Brasil: 1917-1951) ». *Nuevo Mundo Mundos Nuevos. Nouveaux mondes mondes nouveaux – Novo Mundo Mundos Novos – New world New worlds*, octobre. <https://doi.org/10.4000/nuevomundo.76226>.
- Kowarick, Lucio. 1983. *Espoliação Urbana*. Rio de Janeiro: Paz e Terra.

- Kowarick, Lúcio. 2013. « Cortiços: A Humilhação e a Subalternidade ». *Tempo Social* 25 (2): 49-77. <https://doi.org/10.1590/S0103-20702013000200004>.
- Kracauer, Siegfried. 2012. *Les employés: aperçus de l'Allemagne nouvelle (1929); suivi des commentaires de Walter Benjamin, Ernst Bloch et Theodor W. Adorno*. Édité par Claude Orsoni et Nia Perivolaropoulou. Paris: Les Belles Lettres.
- Kramarz, Francis. 1991. « Déclarer sa profession ». *Revue française de sociologie* 32 (1): 3-27. <https://doi.org/10.2307/3322354>.
- Krein, Dari, et Magda de Barros Biavaschi. 2015. « Brasil: os movimentos contraditórios da regulação do trabalho dos anos 2000 ». *Cuadernos del CENDES* 32 (89): 47-82.
- Krein, José Dari, Roberto Vêras de Oliveira, et Vitor Araújo Filgueiras. 2019. *Reforma trabalhista no Brasil: promessas e realidade*. Campinas: Curt Nimuendajú. <https://drive.google.com/file/d/1ewj22c5E6UA8gB3Bp2Z3rNpl2VffFnuh/view>.
- Krieger, Nancy, Jarvis Chen, et Joseph Selby. 1999. « Comparing Individual-Based and Household-Based Measures of Social Class to Assess Class Inequalities in Women's Health: A Methodological Study of 684 US Women ». *Journal of Epidemiol Community Health* 53: 612-23.
- Krieger, Nancy, D. R. Williams, et N. E. Moss. 1997. « Measuring Social Class in US Public Health Research: Concepts, Methodologies, and Guidelines ». *Annual Review of Public Health* 18 (1): 341-78. <https://doi.org/10.1146/annurev.publhealth.18.1.341>.
- Lapyda, Ilan. 2019. « Financeirização no Brasil nos anos Lula (2003-2010) ». Thèse de doctorat en sociologie, São Paulo: Universidade de São Paulo.
- Laranjeira, Sonia M. G. 1999. « Mobilidade Social (comentário crítico) ». In *O que ler na ciência social brasileira (1970-1995)*, édité par Sérgio Miceli. Vol. 2. São Paulo: Sumaré.
- Laussu, Jennifer. 2020. « Entre prévention et performance : L'ethos professionnel des ergonomes en tension ». Thèse de doctorat, université Paris-Saclay. <http://www.theses.fr/2020UPASU005>.
- Lautman, Jacques. 1980. « Mais où sont les classes d'antan ». In *La sagesse et le désordre*, édité par Henri Mendras, 81-99. Paris: Gallimard.
- Lazarsfeld, Paul. 1939. « Interchangeability of Indices in the Measurement of Economic Influences ». *Journal of Applied Psychology* 23 (1): 33-45. <https://doi.org/10.1037/h0056732>.
- . 1958. « Evidence and Inference in Social Research ». *Daedalus* 87 (4): 99-130.
- . 1959. « Problems in methodology ». In *Sociology Today*, édité par Robert Merton, Leonard Broom, et Leonard Cottrell. New York: Harper and Row.
- Lazarsfeld, Paul, et Wagner Thielens. 1958. *The academic mind: Social Scientists in a Time of Crisis*. New York: Free press.
- Le Roux, Brigitte. 2014. *Analyse géométrique des données multidimensionnelles*. Édition revue et Augmentée du livre « Analyse des données multidimensionnelles. Statistique en Sciences Humaines » paru en 1993 et Rédigé par Henry Rouanet et Brigitte Le Roux. Paris: Dunod.
- Le Roux, Brigitte, Solène Bienaise, et Jean-Luc Durand. 2020. *Combinatorial Inference in Geometric Data Analysis*. Milton: Chapman and Hall/CRC. <https://public.ebookcentral.proquest.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=5724025>.
- Leal, Jana Martins. 2020. « Classes médias brasileiras: equidade, “des-ordem” e conflito no Brasil contemporâneo ». Thèse de doctorat en sociologie, Rio de Janeiro: Université d'Etat de Rio de Janeiro (UERJ).

- Lebaron, Frédéric, et Brigitte Le Roux, éd. 2015. *La méthodologie de Pierre Bourdieu en action: espace culturel, espace social et analyse des données*. Paris: Dunod.
- Lebaron, Frédéric, et Lucas Page Pereira. 2015. « Outils statistiques, outils d'analyse : les nomenclatures socioprofessionnelles et les classes sociales en Europe et au Brésil ». *Brésil(s). Sciences humaines et sociales*, n° 8 (décembre): 37-72. <https://doi.org/10.4000/bresils.1721>.
- Leher, Roberto. 2004. « Para silenciar os campi ». *Educação & Sociedade* 25 (88): 867-91. <https://doi.org/10.1590/S0101-73302004000300011>.
- Leite, Marcia de Paula. 2020. « Les réformes récentes du code du travail au Brésil et en France : une analyse comparée ». *Brésil(s)*, n° 18 (novembre). <https://doi.org/10.4000/bresils.8196>.
- Leite, Sergio Pereira. 2019. « Dinâmicas de terras, expansão do agronegócio e financeirização da agricultura: por uma sociologia das transformações agrárias ». *Revista Latinoamericana de Estudios Rurales* 4 (7). <http://www.ceil-conicet.gov.ar/ojs/index.php/revistaalasru/article/view/560>.
- Lesnard, Laurent. 2015. « La famille désarticulée: Les nouvelles contraintes de l'emploi du temps ». Paris (6, avenue Reille 75685): P.U.F.
- Lévi-Strauss, Claude. 1964. *Mythologiques : Le cru et le cuit*. Paris: Plon.
- Li, Peter. 2004. « Social Capital and Economic Outcomes for immigrants and ethnic minorities ». *Journal of International Migration and Integration* 5 (2): 171-90.
- Liebetrau, Albert. 2003. *Measures of Association*. Nachdr. Sage University Papers Quantitative Applications in the Social Sciences 32. Newbury Park, Calif.: Sage Publ.
- Lima, Jéssica Caroline Rodrigues de, et Alexandre Márcio Toledo. 2018. « A permanência do dormitório da empregada nos apartamentos: estudo comparativo nas décadas de 1960 a 1990 em Maceió/AL ». *Gestão & Tecnologia de Projetos* 13 (3): 79-96. <https://doi.org/10.11606/gtp.v13i3.145099>.
- Lima, Jéssica Caroline Rodrigues de, Alexandre Márcio Toledo, Jéssica Caroline Rodrigues de Lima, et Alexandre Márcio Toledo. 2020. « Dependência de empregada: tradição nos edifícios de apartamentos do bairro Farol em Maceió, AL ». *Ambiente Construído* 20 (3): 7-30. <https://doi.org/10.1590/s1678-86212020000300415>.
- Lima, Lunie Imamura de, et Pedro José Steiner Neto. 2010. « Tipologia de empresas de pesquisa de mercado no Brasil: uma análise das empresas associadas à APEB ». <https://www.opet.com.br/faculdade/revista-cc-adm/pdf/n3/TIPOLOGIA-DE-EMPRESAS-DE-PESQUISA-DE-MERCADO-NO-BRASIL.pdf>.
- Lins, Leonardo Melo, Mario Sergio Salerno, Bruno César Araújo, Leonardo Augusto Vasconcelos Gomes, Paulo A. Meyer M. Nascimento, et Demétrio Toledo. 2014. « Escassez de engenheiros no Brasil? uma proposta de sistematização do debate ». *Novos estudos CEBRAP*, n° 98 (mars): 43-67. <https://doi.org/10.1590/S0101-33002014000100004>.
- Linstone, Harold A., Murray Turoff, et Olaf Helmer, éd. 2002. *The Delphi method: technique and applications*. <http://bit.ly/33RmkBF>.
- Lipovetsky, Gilles. 1983. *L'ère du vide: essais sur l'individualisme contemporain*.
- Lipovetsky, Gilles, et Sébastien Charles. 2014. *Les temps hypermodernes*.
- Loayza, Humberto Matthew. 1999. « Dollar Diplomacy with a New Look: President Eisenhower's Inter-American Policies, 1953--1961 ». *ProQuest Dissertations and Theses*. Ph.D., Ann Arbor: Purdue University. 304521806. ProQuest Dissertations & Theses Global. <https://www.proquest.com/dissertations-theses/dollar-diplomacy-with-new-look-president/docview/304521806/se-2?accountid=8113>.

- Lockwood, David. 1958. *The blackcoated worker*. London: Allen & Unwin.
- Lombardi, Maria Rosa. 2007. « Le genre et ses frontières. Les femmes ingénieures dans le Brésil d'aujourd'hui ». *Cahiers du Genre* n° 42 (1): 159-82.
- . 2017. « Engenheiras na construção civil: a feminização possível e a discriminação de gênero ». *Cadernos de Pesquisa* 47 (mars): 122-46. <https://doi.org/10.1590/198053143619>.
- Lopes, Erika S. 2002. « Desigualdade e polarização da distribuição de renda no Brasil e no Estado de São Paulo, 1992-2007 ». Mestrado en économie, Campinas: Universidade de Campinas.
- Loureiro, Eleonora Rodrigues, Gabriel de Abreu Madeira, et Fani Lea Bader. 2016. « Expansão dos Correspondentes Bancários no Brasil: uma análise empírica ». *Trabalhos para discussão* 433. Brasília: Banco Central do Brasil. <https://www.bcb.gov.br/pec/wps/port/wps433.pdf>.
- Loureiro, Pedro Mendes. 2019a. « The ebb and flow of the pink tide : reformist development strategies in Brazil and Argentina ». London: Univeristy of London. <https://eprints.soas.ac.uk/id/eprint/30985>.
- . 2019b. « Class Inequality and Capital Accumulation in Brazil, 1992–2013 ». *Cambridge Journal of Economics*, juillet, bez030. <https://doi.org/10.1093/cje/bez030>.
- Löwy, Ilana. 2009. « Les politiques de vaccination au Brésil : entre science, santé publique et contrôle social ». *Sciences sociales et sante* Vol. 27 (3): 105-34.
- Lucas, Robert. 2003. « The Industrial Revolution: Past and Future ». In *The region : 2003 Annual Report Essay*, édité par Federal Reserve Bank of Minneapolis. Minneapolis. <https://www.minneapolisfed.org/article/2004/the-industrial-revolution-past-and-future>.
- Lytard, François. 1979. *La Condition postmoderne : rapport sur le savoir*. Paris: Minuit.
- Madeira, Felícia R., et Paul Singer. 1973. « Força de trabalho no Brasil (1940-1970) ». *Cadernos CEBRAP*, n° 15: 47-75.
- Maia, Alexandre Gori. 2006. « Espacialização de classes no Brasil: uma nova dimensão para análise da estrutura social ». Thèse de doctorat en économie, Campinas: Universidade de Campinas.
- Malan, Pedro. 1995. *Exposição de Motivos de la LEI Nº 9249, DE 26 DE DEZEMBRO DE 1995*. <http://imagem.camara.gov.br/Imagem/d/pdf/DCD07SET1995.pdf#page=111>.
- Maloney, William F. 2003. « Coments on Labor Turnover and Labor Legislation in Brazil ». *Economía* 4 (1): 208-16.
- Maloutas, Thomas. 2007. « Socio-Economic Classification Models and Contextual Difference: The 'European Socio-Economic Classes' (ESeC) from a South European Angle ». *South European Society and Politics* 12 (4): 443-60. <https://doi.org/10.1080/13608740701731382>.
- Maricato, Erminia. 1982. *A Produção Capitalista da Casa e a Cidade no Brasil Industrial*. São Paulo: AlfaOmega.
- . 2003. « MetrÓpole, legislação e desigualdade ». *Estudos Avançados* 17 (48): 151-67.
- Markun, Sérgio de Paulo, et Sérgio Roizenbli. 2018a. *Habitar / Habitat: Cortiço*. SESC. <https://sesctv.org.br/programas-e-series/habitat/?mediaId=3fe43dcde3b437ecb3f2ee08664fdf2f>.
- . 2018b. *Habitar / Habitat: Favela*. Documentaire. SESC. <https://sesctv.org.br/programas-e-series/habitat/?mediaId=9ba5645a3cd063a11eb6c681de9a6489>.

- Marques, Eduardo, Celi Scalon, et Maria Aparecida Oliveira. 2008. « Comparando estruturas sociais no Rio de Janeiro e em São Paulo ». *Dados* 51 (1): 215-38. <https://doi.org/10.1590/S0011-52582008000100007>.
- Martine, George, et Lísio Camargo. 1984. « Crescimento e distribuição da população brasileira: tendências recentes ». *Revista brasileira de estudos populacionais* 1 (2): 99-143.
- Martins, Carlos Benedito. 2009. « A reforma universitária de 1968 e a abertura para o ensino superior privado no Brasil ». *Educação & Sociedade* 30 (106): 15-35. <https://doi.org/10.1590/S0101-73302009000100002>.
- Martins, Carlos Benedito, Gláucia Villas Boas, Lígia de Oliveira Barbosa, et Yvone Maggie. 2002. « Mestres e doutores em Sociologia ». In *A Pós-graduação no Brasil: formação e trabalho de mestres e doutores no país*, édité par Jacques Velloso. Vol. 1. Brasília: CAPES.
- Marx, Karl, et Friedrich Engels. 2019. *Manifeste du parti communiste*.
- Marx, Karls. 2000. *Le capital: critique de l'économie porlitique, Le procès d'ensemble de la production capitaliste*. Vol. 3. Montréal: Nouvelle Frontière.
- Mascaro, Gabriel. 2012. *Doméstica*. Documentary, Drama, Family. <https://vimeo.com/130465337>.
- Mattar, Fauze Najib. 1995. « Análise crítica dos estudos de estratificação sócio-econômica de ABA-Abipeme ». *RAUSP Management Journal* 30 (1): 57-74.
- Mattos, Mario, et Cristina Puoli. s. d. « História da Pesquisa no Brasil ». Associação Brasileira de Empresas de Pesquisa. Consulté le 18 juin 2021. <http://www.abep.org/historia-da-pesquisa>.
- Mazzella, Sylvie. 2014. *Sociologie des migrations*. Que sais-je ? Paris cedex 14: Presses Universitaires de France. <https://www.cairn.info/sociologie-des-migrations--9782130621645.htm>.
- Mazzon, José Afonso. 1981. « Avaliação do Programa de Alimentação do Trabalhador sob o conceito de marketing social ». Thèse de doctorat en Administration des entreprises, São Paulo: Universidade de São Paulo.
- . 1983. « Avaliação do programa de alimentação do trabalhador: subsídios à formulação de um plano de marketing social ». *Revista de Administração* 18 (84): 33-58.
- . 2014. « Construção de um modelo de classificação socioeconômica dos domicílios brasileiros ». FAPESP. <http://bit.ly/2oqFBUG>.
- Mazzon, José Afonso, Pedro Souza, et Fabio Avila Castro. 2015. « Mensuração do potencial geográfico de consumo da população brasileira com base no novo critério de estratificação socioeconômica ». FAPESP. <http://bit.ly/2oqFBUG>.
- McCutcheon, Allan. 1987. *Latent class analysis*. Sage University papers series, no. 07-064. Newbury Park: Sage Publications.
- McIver, John, et Edward Carmines. 1981. *Unidimensional Scaling*. 2455 Teller Road, Thousand Oaks California 91320 United States of America: SAGE Publications, Inc. <https://doi.org/10.4135/9781412986441>.
- McLachlan, Geoffrey. 2004. *Discriminant analysis and statistical pattern recognition*. Wiley series in probability and statistics. Hoboken, N.J.
- MD, Memorial da Democracia. 2021. « Memorial da Democracia – Regime faz expurgo nas Forças Armadas ». Memorial da Democracia. 2021. <http://memorialdademocracia.com.br/card/regime-faz-expurgo-nas-forcas-armadas>.
- MEC. 2020. « Prouni – Home ». 2020. <http://prouniportal.mec.gov.br/>.

- Medeiros, Carlos Aguiar De, et Maria Rita Vital Paganini Cintra. 2015. « Impacto da ascensão chinesa sobre os países latino-americanos ». *Brazilian Journal of Political Economy* 35 (1): 28-42. <https://doi.org/10.1590/0101-31572015v35n01a02>.
- Medeiros, Marcelo, Pedro H. G. Ferreira de Souza, et Fábio Avila de Castro. 2015. « O Topo da Distribuição de Renda no Brasil: Primeiras Estimativas com Dados Tributários e Comparação com Pesquisas Domiciliares (2006-2012)* ». *Dados* 58 (mars): 7-36. <https://doi.org/10.1590/00115258201537>.
- Meireles, Edilton. 2001. « Funções do sindicato (das Entidades Sindicais) ». *Revista LTr* 65: 299-307.
- Meirelles, Fernando. 2002. *Cidade de Deus*. Drame. Globo Filmes.
- Mello, João Manuel Cardoso de, et Fernando Novais. 1998. « Capitalismo tardio e sociabilidade moderna ». In *História da vida privada no Brasil*, édité par Lília Moritz Schwarcz. Vol. 4. São Paulo: Companhia das Letras.
- Mello, Kátia. 2012. « Ex-morador de rua conclui graduação em pedagogia na UnB ». G1 | DF. 15 novembre 2012. <http://g1.globo.com/distrito-federal/noticia/2012/11/ex-morador-de-rua-conclui-graduacao-em-pedagogia-na-unb.html>.
- Mello, Patrícia Campos. 2015. « Empresa “importa” babás e domésticas das Filipinas para o Brasil ». *Folha de São Paulo*, 10 mai 2015, sect. B.
- Melo, Marcus A. B. C. de. 1990. « Política de habitação e populismo: o caso da Fundação da Casa Popular ». *Revista de Urbanismo e Arquitetura (RUA)* 3 (1): 39-61.
- Meron, Monique, Michel Amar, Charline Babet, Milan Bouchet-Valat, Fanny Bugeja-Bloch, François Gleizes, Frédéric Lebaron, Cédric Hugrée, Étienne Pénissat, et Alexis Spire. 2016. « ESeG = European Socio economic Groups – Nomenclature socio-économique européenne ». F1604. Document de Travail. Paris: INSEE. <https://www.insee.fr/fr/statistiques/2022135>.
- Merrick, Thomas William. 1972. « Resultados preliminares do censo de 1970 realizado no Brasil ». *Revista de Administração Pública* 6 (2): 85-96.
- Meulders, Danièle, et Síle O’Dorchai. 2011. « Lorsque seul le ménage compte: Variations autour de la pauvreté des ménages et des individus en Europe ». *Travail, genre et sociétés* n° 26 (2): 85. <https://doi.org/10.3917/tgs.026.0085>.
- Michelotti, Fernando, et Hipólita Siqueira. 2019. « Financeirização das commodities agrícolas e economia do agronegócio no Brasil: notas sobre suas implicações para o aumento dos conflitos pela terra ». *Semestre Económico* 22 (50): 87-106. <https://doi.org/10.22395/seec.v22n50a5>.
- Milhorance, Carolina. 2013. « La politique extérieure Sud-Sud du Brésil de l’après-Lula : quelle place pour l’Afrique ? » *Afrique Contemporaine*, n° 248: 45-59. <https://doi.org/10.3917/afco.248.0045>.
- Milhorance, Carolina, et Frédéric Goulet. 2011. « L’essor des coopérations Sud-Sud : le Brésil en Afrique et le cas du secteur agricole ». *Techniques Financières et Développement*, n° 85: 87-102.
- Mills, Colin, et Geoffrey Evans. 2000. « In search of the wage-labour/service contract: new evidence on the validity of the Goldthorpe class schema ». *British Journal of Sociology* 51 (4): 641-61. <https://doi.org/10.1080/00071310020015307>.
- Mincer, Jacob. 1958. « Investment in Human Capital and Personal Income Distribution ». in *Journal of Political Economy* 66 (4): 281-302.
- . 1974. *Schooling, Experience, and Earnings*. National Bureau of Economic Research.

- Miranda, Geralda Luiza de. 2012. «Preferências, instituições e política na formulação e implementação do benefício de prestação continuada». Texto para Discussão 1734. Rio de Janeiro: IPEA.
- Monteiro, João Carlos. 2016. «Le logement social au Brésil». Le réseau de recherches sur la ville et l'urbain. printemps 2016. <http://www.vrm.ca/le-logement-social-au-bresil/>.
- Montel, Olivia. 2017. «L'économie des plateformes | DARES». 213. Document d'études. DARES. <https://dares.travail-emploi.gouv.fr/publications/l-economie-des-plateformes>.
- Montenegro, Ana Maria M. 1984. «L'action de l'Etat et le logement des pauvres au Brésil». *Villes en parallèle* 8 (1): 81-95. <https://doi.org/10.3406/vilpa.1984.978>.
- Moraes, André Guerra Esteves de, Walter Belluzzo, André Guerra Esteves de Moraes, et Walter Belluzzo. 2014. «O diferencial de desempenho escolar entre escolas públicas e privadas no Brasil». *Nova Economia* 24 (2): 409-30. <https://doi.org/10.1590/0103-6351/1564>.
- Morais, Fernando de Oliveira. 2017. «O quartinho: a dependência doméstica na habitação multifamiliar na cidade de João Pessoa (PB) no século XXI». Dissertação. Universidade Federal da Paraíba. 31 janvier 2017. <https://repositorio.ufpb.br>.
- Morais, Fernando de Oliveira, et Doralice Sátyro Maia. 2020. «Os quartos de criadas na pós-abolição da escravatura brasileira». In *Investigação, Engajamento e Emancipação Humana*, 323-44. Campina Grande: Realize Editora. https://www.editorarealize.com.br/editora/ebooks/join/2019/5f5928b782e57_09092020161047.pdf.
- Morais, Maria da Piedade, Cleandro Krause, Vicente Correia Lima Neto, Adauto Lucio Cardoso, et Instituto de Pesquisa Econômica Aplicada, éd. 2016. *Caracterização e tipologia de assentamentos precários: estudos de caso brasileiros*. Brasília: Ipea.
- Morais, Raquel. 2015. «Doméstica faz pedagogia no DF, mas salário a faz adiar sonho de dar aula». G1 | DF. 2 octobre 2015. <http://g1.globo.com/distrito-federal/noticia/2015/10/domestica-faz-pedagogia-no-df-mas-salario-faz-adiar-sonho-de-dar-aula.html>.
- Moscarelli, Fernanda, et Mauro Kleiman. 2017. «Os desafios do planejamento e gestão urbana integrada no Brasil: análise da experiência do Ministério das Cidades». *urbe. Revista Brasileira de Gestão Urbana* 9 (2): 157-71. <https://doi.org/10.1590/2175-3369.009.002.ao01>.
- Moura, Gerson. 1980. *Autonomia na dependência: a política externa brasileira de 1935 a 1942*. Rio de Janeiro: Nova Fronteira.
- Moura, Marcelo. 2019. «Maior grupo de educação do país, Kroton vira Cogna e se divide em quatro». Época Negócios | Empresa. 2019. <https://epocanegocios.globo.com/Empresa/noticia/2019/10/maior-grupo-de-educacao-do-pais-kroton-vira-cogna-e-se-divide-em-quatros.html>.
- MTE. 2010a. «Edital de chamada pública de parcerias SPPE/MTE N° 22/2010».
- MTE, Ministério do Trabalho e do Emprego. 2010b. *Classificação Brasileira de Ocupações*. 3° éd. Brasília: MTE-SPPE.
- MTPS, Ministério do Trabalho e Previdência Social. 1971. *Cadastro Brasileiro de Ocupações*. Rio de Janeiro: MTPS.
- . 1977. *Classificação Brasileira de Ocupações*. Rio de Janeiro: MTPS.
- Murua, Gabriela Fernandes Feliciano. 2014. «Subimperialismo: entrada dependente da economia periférica à fase imperialista do capitalismo». Thèse de mestrado en sciences politiques, Guarulhos: Universidade Federal de São Paulo.

- Muylaert, Anna. 2015. *Une seconde mère*. Drame.
- Naik, Prasad A., Michel Wedel, et Wagner Kamakura. 2010. « Multi-Index Binary Response Analysis of Large Data Sets ». *Journal of Business & Economic Statistics* 28 (1): 67-81.
- Nakahodo, Sidney Nakao, et José Roberto Savoia. 2008. « A reforma da previdência no Brasil: estudo comparativo dos governos Fernando Henrique Cardoso e Lula ». *Revista Brasileira de Ciências Sociais* 23 (66): 45-58. <https://doi.org/10.1590/S0102-69092008000100003>.
- Nakatani-Macedo, Carina Diane, Flávio Kauê Fiuza-Moura, Marcia Regina Gabardo da Câmara, et Umberto Antonio Sesso Filho. 2015. « Decomposição estrutural da variação do emprego nos setores industriais no Brasil entre os anos de 2000 e 2009 ». *Revista de Economia Contemporânea* 19 (2): 235-60. <https://doi.org/10.1590/198055271923>.
- Nascimento, Estefanie Silva, Murilo Carrazedo Marques da Costa Filho, et Luis Fernando Hor-Meyll. 2017. « Significado da educação privada na Nova classe média ». *Revista Pensamento Contemporâneo em Administração* 11 (2): 32-46.
- Navarro, Mariano, et José Luis Ortiz Garza. 2020. « Early Surveys in Latin America and Transnational Communication Research, 1941–1945: Cantril's Discontinued Legacy in the Americas ». *Media History* 26 (3): 301-15. <https://doi.org/10.1080/13688804.2019.1585236>.
- Neiva, Pedro. 2015. « Revisitando o calcanhar de Aquiles metodológico das ciências sociais no Brasil ». *Sociologia, Problemas e Práticas*, n° 79 (septembre): 65-83.
- Neri, Marcelo Cortês. 1996. « Labour markets adaptation to inflation and household financial behavior: lessons from the Brazilian case ». Thèse de doctorat en économie, Princeton University.
- . 2008. *A nova classe média*. Rio de Janeiro: CPS FGV. <http://bit.ly/2ON4Kdq>.
- . 2010. *A nova classe média: o lado brilhante dos pobres*. Rio de Janeiro: CPS FGV. <http://bit.ly/2nRadow>.
- . 2011. *A nova classe média: o lado brilhante da base da pirâmide*. São Paulo: Saraiva.
- . 2012. *De Volta ao País do Futuro: Projeções, Crise Européia e a Nova Classe Média Brasileira*. Rio de Janeiro: CPS FGV.
- . 2019. *As classes médias brasileiras*. Rio de Janeiro: FGV Social.
- Neyman, Jerzy. 1934. « On the Two Different Aspects of the Representative Method: The Method of Stratified Sampling and the Method of Purposive Selection ». *Journal of the Royal Statistical Society* 97 (4): 558-625. <https://doi.org/10.2307/2342192>.
- Nisbet, Robert A. 1959. « The Decline and Fall of Social Class ». *Pacific Sociological Review* 2 (1): 11-17. <https://doi.org/10.2307/1388331>.
- O'Brien, Frederick Stephen. 1966. « Notes on the Brazilian Population and Labor Force ». <Http://Www.Ipea.Gov.Br/Portal/>. <http://repositorio.ipea.gov.br/handle/11058/7926>.
- OCDE. 2018. *Comment va la vie ? 2017 : Mesurer le bien-être*. OCDE.
- . 2020. « Trade Union ». 2020. <https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=TUD#>.
- . 2021. « Parités de pouvoir d'achat (PPA) ». OECD. <https://doi.org/10.1787/c0bc06ba-fr>.
- Oiry, Ewan, et Alain d'Iribarne. 2001. « La notion de compétence : continuités et changements par rapport à la notion de qualification ». *Sociologie du travail* 43 (Vol. 43-n° 1): 49-66. <https://doi.org/10.4000/sdt.34477>.

- Oliveira, Carlindo Rodrigues de, Fausto Augusto Júnior, et Luís Augusto Ribeiro da Costa. 2019. « Sistema brasileiro de relações de trabalho: das origens à reforma (anti) trabalhista de 2017 e seus primeiros impactos ». In *Trabalho e ação coletiva no Brasil: contradições, impasses, perspectivas (1978-2018)*, édité par Iram Jácome Rodrigues, 385-410. São Paulo: Annablume.
- Oliveira, Francisco de. 2006. « O vício da virtude: autoconstrução e acumulação capitalista no Brasil ». *Novos Estudos – CEBRAP*, n° 74 (mars): 67-85. <https://doi.org/10.1590/S0101-33002006000100005>.
- Oliveira, Kelly. 2018. « Juros do cartão de crédito e do cheque especial sobem em novembro ». Agência Brasil. 27 décembre 2018. <https://agenciabrasil.ebc.com.br/economia/noticia/2018-12/juros-do-cartao-de-credito-e-do-cheque-especial-sobem-em-novembro>.
- Oliveira, Kleber Fernandes de, et Paulo de Martino Jannuzzi. 2005. « Motivos para migração no Brasil e retorno ao nordeste: padrões etários, por sexo e origem/destino ». *São Paulo em Perspectiva* 19 (4): 134-43. <https://doi.org/10.1590/S0102-88392005000400009>.
- Oliveira, Raul Romero de. 1970. « A utilização dos dados da pesquisa por amostragem domiciliar. Brasil: pesquisa nacional por amostra de domicílios (PNAD) ». *Revista Brasileira de Estatística* 31 (122): 156-74.
- Oliveira, Sidney Lino de, José Edson Lara, Marília Miranda Forte Gomes, et Marcos Roberto Gonzaga. 2007. « Business Demography: o Perfil dos Estudantes do Ensino Superior Privado no Brasil ». *Revista Gestão & Tecnologia* 7 (2). <https://doi.org/10.20397/2177-6652/2007.v7i2.197>.
- Osborn, Albert. 1987. « Assessing the Socio-Economic Status of Families ». *Sociology* 21 (3): 429-48.
- Osorio, Rafael Guerreiro. 2003. « O sistema classificatório de cor ou raça do IBGE ». www.ipea.gov.br, novembre. <http://repositorio.ipea.gov.br/handle/11058/2958>.
- OUL. 2005. « Sai a concorrência do vestibular 2006 da Fuvest ». 2005. <https://vestibular.uol.com.br/ultnot/2005/11/01/ult798u12309.jhtm>.
- Paes de Barros, Ricardo, Suzana Dieckmann, Rosane Mendonça, Alessandra Ninis, Raquel Tsukada, et Armando Vieira. 2012. *A Nova Classe Média Brasileira: desafios que representa para a formulação de políticas públicas*. Brasília: SAE.
- Paes de Barros, Ricardo, et Rosane Mendonça. 1991. « Infância e adolescência no Brasil: as consequências da pobreza diferenciadas por gênero, faixa etária e região de residência. » *Pesquisa e planejamento econômico* 21 (2): 355-76.
- . 2010. « Trabalho infantil no Brasil: Rumo à erradicação ». *Texto para discussão do IPEA*, n° 1506.
- Page Pereira, Lucas. 2013. « Maurice Halbwachs: reminiscência sociológica ». Dissertação de mestrado em sociologia, Campinas: Universidade de Campinas.
- . 2019. « Les mots et les chiffres : analyse comparative des nomenclatures de classes sociales au Brésil ». *L'Année sociologique* 69 (2): e3-17. <https://doi.org/10.3917/anso.192.000e3>.
- Paiva, Claudia. 2002. « A nova classificação brasileira de ocupações – CBO 2000 ». In *Mercado de Trabalho e Dinâmica Ocupacional: Seminário internacional*, édité par SENAI. Brasília: SENAI.
- Paiva, Vanilda. 1981. « Mobral: um desacerto autoritário ». *Síntese: Revista de Filosofia* 8 (23). <http://faje.edu.br/periodicos/index.php/Sintese/article/view/2214>.
- Paris, Octavie. 2018. « Les cortiços à Salvador de Bahia, entrer dans un logement caractéristique des villes brésiliennes ». *Géoconfluences*. 30 mars 2018. <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/informations-scientifiques/dossiers-thematiques/de-villes-en-metropoles/articles-scientifiques/corticis-salvador-de-bahia>.

- Pastore, José. 1976. « Emprego, renda e mobilidade social no Brasil ». *Pesquisa e planejamento econômico* 6 (3). <http://repositorio.ipea.gov.br/handle/11058/6806>.
- . 1979. *Desigualdade e Mobilidade Social no Brasil*. São Paulo: Edusp.
- Pastore, José, et Nelson do Valle Silva. 2000. *Mobilidade social no Brasil*. São Paulo: Macron Books.
- Paterniani, Stella Zagatto. 2016. *Morar e viver na luta: movimentos de moradia, fabulação e política em São Paulo*. 1a edição. São Paulo, SP, Brasil: Annablume.
- Paula, Nilson Maciel de, Valéria Faria Santos, et Wellington Silva Pereira. 2015. « A financeirização das commodities agrícolas e o sistema agroalimentar ». *Estudos Sociedade e Agricultura*. <https://revistaesa.com/ojs/index.php/esa/article/view/522>.
- Paulillo, Clarissa de Almeida. 2017. « Corpo, casa e cidade: três escalas da higiene na consolidação do banheiro nas moradias paulistanas (1893-1929) ». Thèse de doctorat en architecture et urbanisme, São Paulo: Universidade de São Paulo. https://www.teses.usp.br/teses/disponiveis/16/16134/tde-27062017-165107/publico/ClarissadeAlmeidaPaulillo_REV.pdf.
- Paulo, Sampaio. 2020. « Escola cobra 12 mil por mês e não dá aula on-line na quarentena, dizem pais ». UOL Notícias. 2020. <https://noticias.uol.com.br/colunas/paulo-sampaio/2020/07/12/escola-cobra-12-mil-por-mes-e-nao-da-aula-on-line-na-quarentena-dizem-pais.htm>.
- Penha, Daniela. 2017. « Venilton se formou professor na prisão e hoje faz pós-graduação • História do Dia ». *História do Dia* (blog). 16 novembre 2017. <https://historiadodia.com.br/venilton-se-formou-professor-na-prisao-e-hoje-faz-pos-graduacao/>.
- Penissat, Étienne, et Jay Rowell. 2012. « Note de recherche sur la fabrique de la nomenclature socio-économique européenne ESeC ». *Actes de la recherche en sciences sociales* n° 191-192 (1): 126-35.
- Pereira, Edmeire Cristina, et Ângela Maria Oliveira. 2007. « Os bibliotecários e os profissionais independentes em informação à luz da nova classificação brasileira de ocupações (CBO 2002) ». *Encontros Bibli: revista eletrônica de biblioteconomia e ciência da informação* 9 (18): 107-24. <https://doi.org/10.5007/1518-2924.2004v9n18p107>.
- Pereira, Rafael Henrique Moraes, et Tim Schwanen. 2013. « Tempo de deslocamento casa-trabalho no Brasil (1992-2009): Diferenças entre regiões metropolitanas, níveis de renda e sexo ». 1813. Texto para discussão IPEA. Brasília: IPEA. <https://www.econstor.eu/handle/10419/91337>.
- Pero, Valéria, et Victor Stefanelli. 2015. « A questão da mobilidade urbana nas metrópoles brasileiras ». *Revista de Economia Contemporânea* 19 (3): 366-402. <https://doi.org/10.1590/198055271932>.
- Perosa, Graziela Serroni, Frédéric Lebaron, et Cristiane Kerches da Silva Leite. 2015. « O espaço das desigualdades educativas no município de São Paulo ». *Pro-Posições* 26 (2): 99-118. <https://doi.org/10.1590/0103-7307201507705>.
- Perosa, Graziela Serroni, Cristiane Kerches da Silva Leite, Francisco César Pinto da Fonseca, et Frédéric Lebaron. 2016. « Patologias sociais na metrópole de São Paulo: análise socioespacial de indicadores nas subprefeituras ». *Revista de Administração Pública* 50 (4): 635-58. <https://doi.org/10.1590/0034-7612151585>.
- Pescarini, Tânia. 2017. « Escolas oferecem disciplinas para facilitar ingresso em universidades estrangeiras ». *Editora Segmento* (blog). 10 mars 2017. <https://revistaeducacao.com.br/2017/03/10/escolas-oferecem-disciplinas-para-facilitar-ingresso-em-universidades-estrangeiras/>.

- Petev, Ivaylo D. 2011. « Essays on the Social Stratification of Consumption in Postwar United States and France. » Thèse de doctorat en sociologie, California: Stanford University.
- . 2013. « The Association of Social Class and Lifestyles: Persistence in American Sociability, 1974 to 2010 ». *American Sociological Review* 78 (4): 633-61. <https://doi.org/10.1177/0003122413491963>.
- Peugny, Camille. 2018. « L'évolution de la structure sociale dans quinze pays européens (1993-2013) : quelle polarisation de l'emploi ? » *Sociologie* Vol. 9 (4): 399-416.
- Pevalin, David, et David Rose. 2002. « The national statistics socio-economic classification : unifying official and sociological approaches to the conceptualisation and measurement of social class in the united kingdom ». *Societes contemporaines* no 45-46 (1): 75-106.
- Pichon, Alain. 2008. « Chapitre 2. Emplois, statuts, profils, conditions de travail et banalisation du statut ». *Sciences sociales et societes*, 43-74.
- Pierru, Emmanuel, et Alexis Spire. 2008. « Le crépuscule des catégories socioprofessionnelles ». *Revue française de science politique* 58 (3): 457-81. <https://doi.org/10.3917/rfsp.583.0457>.
- Pierucci, Antônio Flávio de Oliveira, Beatriz Muniz de Souza, Cândido Procópio Ferreira de Camargo, et Carlos Roberto Souza. 1997. *História geral da civilização brasileira. T. 3 Vol.11: O Brasil republicano Economia e cultura (1930 – 1964)*. 11. Rio de Janeiro: Brasil.
- Pietrobon, Louise, Martha Lenise do Prado, et João Carlos Caetano. 2008. « Saúde suplementar no Brasil: o papel da Agência Nacional de Saúde Suplementar na regulação do setor ». *Physis: Revista de Saúde Coletiva* 18: 767-83.
- Piguet, Étienne. 2013. « Les théories des migrations. Synthèse de la prise de décision individuelle ». *Revue européenne des migrations internationales* 29 (3): 141-61. <https://doi.org/10.4000/remi.6571>.
- Pinheiro-Machado, Rosana, et Rodrigo Nunes. 2014. « Les rolezinhos sont « bons à penser » : marques, consommation et ségrégation dans la société brésilienne ». *Les Temps Modernes* n° 678 (2): 60-72.
- Pires, Maria Coeli Simões. 1999. « Autonomia municipal no Estado brasileiro ». *Revista de informação legislativa* 36 (142): 143-66.
- Piza, Edith, et Fulvia Rosemberg. 1999. « Cor nos censos brasileiros ». *Revista USP* 40: 122-37.
- Plault, Marion. 2019. « Métamorphoses et permanences des parcours professionnels en France (1968-2018). Pour une approche cohortale et sexuée des évolutions de l'emploi. » These de doctorat, Université Paris-Saclay (ComUE). <http://www.theses.fr/2019SACLV021>.
- Plutzer, Eric, et John F. Zipp. 2001. « Class, Gender, and the Family Unit: A Dynamic Model of Stratification and Class Politics ». *Social Science Research* 30 (3): 426-48. <https://doi.org/10.1006/ssre.2001.0705>.
- Portes, Alejandro. 1999. « La mondialisation par le bas. L'émergence des communautés transnationales ». *Actes de la recherche en sciences sociales* 129 (4): 15-25.
- . 2009. « Migration and Development: Reconciling Opposite Views ». *Ethnic and Racial Studies* 32 (1): 5-22. <https://doi.org/10.1080/01419870802483668>.
- Portes, Alejandro, Patricia Fernández-Kelly, et William Haller. 2009. « The Adaptation of the Immigrant Second Generation in America: A Theoretical Overview and Recent Evidence ». *Journal of Ethnic and Migration Studies* 35 (7): 1077-1104. <https://doi.org/10.1080/13691830903006127>.

- Portes, Alejandro, et Robert Manning. 1986. « The Immigrant Enclave: Theory and Empirical Examples ». In *Competitive ethnic relations*, édité par Susan Olzak et Joanne Nagel, 47-68. Academic Press. <https://bit.ly/3bKxD2h>.
- Poulantzas, Nicos. 1972. « Les classes sociales ». *L'homme et la société: revue internationale de recherches et de synthèses sociologiques*, n° 24-25: 23-55.
- PR, Presidência da República. 1968. « Decreto n° 63.010, de 18 de Julho de 1968 ». 1968. <https://www2.camara.leg.br/legin/fed/decret/1960-1969/decreto-63010-18-julho-1968-404353-publicacaooriginal-1-pe.html>.
- Prates, Antonio Augusto Pereira. 2015. « Sobre a sociologia contemporânea no Brasil, dos anos 60 aos dias de hoje: um depoimento à luz da trajetória mineira ». *Teoria & Sociedade* 23 (2).
- Prates, Ian. 2018. « O Sistema de Profissões no Brasil: formação, expansão e fragmentação. Um estudo de estratificação social ». Thèse de doctorat en sociologie, So Paulo: Universidade de São Paulo.
- Préteceille, Edmond, et Luiz Cesar de Queiroz Ribeiro. 1999. « Tendências da segregação social em metrópoles globais e desiguais: Paris e Rio de Janeiro nos anos 80 ». *EURE (Santiago)* 25 (76): 79-102. <https://doi.org/10.4067/S0250-71611999007600004>.
- Prévost, J., et Karen Messing. 2001. « Stratégies de conciliation d'un horaire de travail variable avec des responsabilités familiales ». *Le travail humain* 64 (2): 119. <https://doi.org/10.3917/th.642.0119>.
- Queiroz, Silvana, Maria Remy, Julia Modesto Pinheiro Pereira, et Luís Filho. 2010. « Evolução do Programa Bolsa Família: Brasil e estados do Nordeste 2004-2009 » 12 (décembre): 33-62.
- Ramalho, Arthur Dias Soares. 2015. « Planejamento e preservação: a Fundação João Pinheiro e o Plano de Conservação, Valorização e Desenvolvimento de Ouro Preto e Mariana ». Mestrado, São Carlos: Université de São Paulo.
- Ramalho, Hilton Martins de Brito, et Shirley Pereira de Mesquita. 2013. « Determinantes do trabalho infantil no Brasil urbano: uma análise por dados em painel 2001-2009 ». *Economia Aplicada* 17 (2): 193-225. <https://doi.org/10.1590/S1413-80502013000200002>.
- Rea, Andrea, et Maryse Tripier. 2008. *Sociologie de l'immigration*. Repères. Paris: La Découverte. <https://www.cairn.info/sociologie-de-l-immigration--9782707154736.htm>.
- Rea, Louis M., et Richard A. Parker. 2014. *Designing and conducting survey research: a comprehensive guide*. Fourth edition. San Francisco, CA: Jossey-Bass, a Wiley brand.
- Rebouças, Lucia. 2016. « Fundos de investimento miram o ensino superior privado ». *Editora Segmento* (blog). 29 novembre 2016. <https://revistaeducacao.com.br/2016/11/29/foco-no-ensino-superior/>.
- Reissman, Leonard. 2007. *Class in american society*. New York: Routledgepp.
- Remy, Maria Alice Pestana de Aguiar. 2014. « Estruturas familiares e padrão de gastos em educação no Brasil: primeira década dos anos 2000 ». Thèse de doctorat en économie, Campinas: Universidade de Campinas. <http://repositorio.unicamp.br/jspui/handle/REPOSIP/286431>.
- Revista Quero. 2020. « Quanto custa estudar em uma escola particular no Brasil | Revista Quero ». Quero Bolsa. 2020. <https://querobolsa.com.br/revista/quanto-custa-estudar-em-uma-escola-particular-no-brasil>.
- Reynolds, Henry. 2003. *Analysis of Nominal Data*. 2. ed., 13. print. Sage University Papers Quantitative Applications in the Social Sciences 7. Newbury Park, Calif.: Sage Publ.
- Ribeiro, Carlos Antônio Costa. 2002. « The Brazilian occupational structure ». Thèse de doctorat en sociologie, New York: Columbia University.

———. 2003. «Estrutura de classe, condições de vida e oportunidades de mobilidade social no Brasil». In *Origens e destinos: desigualdades sociais ao longo da vida*, par Carlos Hasenbalg et Nelson do Valle Silva, 391-430. Rio de Janeiro: Topbooks.

———. 2007. *Estrutura de classe e mobilidade social no Brasil*. Ciências sociais. Bauru, SP: São Paulo, SP: EDUSC; ANPOCS.

Ribeiro, Carlos Antônio Costa, et Flavio Carvalhaes. 2020. «Estratificação e mobilidade social no Brasil: uma revisão da literatura na sociologia de 2000 a 2018». *Revista Brasileira de Informação Bibliográfica em Ciências Sociais – BIB*, n° 92: 1-46.

Ribeiro, Carlos Antônio Costa, et Maria Celi Scalon. 2001. «Mobilidade de classe no Brasil em perspectiva comparada». *Dados* 44: 53-96. <https://doi.org/10.1590/S0011-52582001000100004>.

Rocha, Elisa Maria Pinto da, Isabella Virginia Freire Biondi, Maria de Fatima Pereira Rossi, Maria Isabel Araujo Rodrigues, et Claudia Julia Guimarães Horta. 2010. «Escola de governo professor Paulo Neves de Carvalho da Fundação João Pinheiro: uma historia de referência». *Temas de Administração Pública* 1 (6).

Rodrigues, Arthur. 2021. «Anúncio para governanta em Campinas (SP) exige imunização com doses da Pfizer». Folha de S.Paulo. 22 juin 2021. <https://www1.folha.uol.com.br/cotidiano/2021/06/anuncio-para-governanta-em-campinas-sp-exige-imunizacao-com-doses-da-pfizer.shtml>.

Rodrigues, Camila. 2012. «“Depois que comecei a estudar, não vejo mais grades”, diz preso de SP que faz pedagogia». Oul. 10 juillet 2012. <https://educacao.uol.com.br/noticias/2012/07/10/depois-que-comecei-a-estudar-nao-vejo-mais-grades-diz-presos-de-sp-que-faz-pedagogia.htm>.

Rodrigues, Gilberto de Oliveira. 2018. «Fascismo e turismo: reflexões sobre a relação entre turismo sindical e colônia de férias». São Paulo: Universidade de São Paulo. https://www.teses.usp.br/teses/disponiveis/8/8136/tde-30102018-134533/publico/2018_GilbertoDeOliveiraRodrigues_VCorr.pdf.

Rodrigues, Iram Jácome, et Mario Henrique Guedes Ladosky. 2015. «Paradoxos do sindicalismo brasileiro: a CUT e os trabalhadores rurais». *Lua Nova: Revista de Cultura e Política*, n° 95 (août): 87-142. <https://doi.org/10.1590/0102-6445087-142/95>.

Rodrigues, Iram Jácome, Mario Henrique Guedes Ladosky, et Jonas Tomazi Bicev. 2016. «Sindicalização e representatividade das centrais sindicais no Brasil». *Trabajo y Sociedad*, n° 27: 43-62.

———. 2019. «Sindicalismo no Brasil: trabalhadores e representatividade das centrais sindicais». In *Trabalho e ação coletiva no Brasil: contradições, impasses, perspectivas (1978-2018)*, édité par Iram Jácome Rodrigues, 177-202. São Paulo: Annablume.

Rodrigues, Iram Jácome, et José Ricardo Ramalho. 2014. «Novas configurações do sindicalismo no Brasil? Uma análise a partir do perfil dos trabalhadores sindicalizados». *Contemporânea – Revista de Sociologia da UFSCar* 4 (2): 23.

Rodrigues, Leôncio Martins. 2009. *Partidos e sindicatos: escritos de sociologia política*. Centro Edelstein de Pesquisas Sociais. Rio de Janeiro. <http://books.scielo.org/id/cghr3>.

Rodrigues, Lidiane Soares. 2020a. «Brazilian Political Scientists and the Cold War: Soviet Hearts, North-American Minds (1966–1988)». *Science in Context* 33 (2): 145-69. <https://doi.org/10.1017/S0269889720000228>.

- . 2020b. « Brazilian political scientists and the Cold War: Soviet hearts, North-American minds (1966–1988) ». *Science in Context* 33 (2): 145-69. <https://doi.org/10.1017/S0269889720000228>.
- Roemer, John E. 1988. *Free to lose: an introduction to Marxist economic philosophy*. Cambridge, Mass: Harvard University Press.
- Rolnik, Raquel. 2015. « O Programa Minha Casa Minha Vida nas regiões metropolitanas de São Paulo e Campinas : aspectos socioespaciais e segregação ». *Cadernos da metropole* 17 (33): 127-54.
- Roop, Joseph E. 1969. « Foreign Broadcast Information Service. History. Part 1: 1941-1947 ». CENTRAL INTELLIGENCE AGENCY WASHINGTON DC. <https://apps.dtic.mil/sti/citations/ADA510770>.
- Rosa, Leandro Amorim, et Vera Lucia Navarro. 2014. « Trabalho e trabalhadores dos canaviais: perfil dos cortadores de cana da região de Ribeirão Preto (SP)¹ ». *Cadernos de Psicologia Social do Trabalho* 17 (1): 143. <https://doi.org/10.11606/issn.1981-0490.v17i1p143-160>.
- Rose, David, et Eric Harrison. 2007. « The European Socio-Economic Classification: A New Social Class Schema for Comparative European Research ». *European Societies* 9 (3): 459-90. <https://doi.org/10.1080/14616690701336518>.
- , éd. 2010. *Social class in Europe: an introduction to the European Socio-economic Classification*. Routledge/ESA studies in European societies 10. London ; New York: Routledge.
- Roth, Nicole, et Sylvie Minez. 2013. « Proposition de méthodologie pour tester les prototypes de nomenclatures socio-économiques européennes ». Présenté à N° 317/DG75-L140/MG/MG, INSEE, mai 23.
- Rouanet, Henry, Brigitte Le Roux, et Marie-Claude Bert. 1987. *Statistique en sciences humaines: procédures naturelles*. Paris: Dunod.
- Roux, Bernard. 2012. « L'agriculture familiale au Brésil: Une présence ancienne mais une reconnaissance très récente par les politiques publiques au pays du capitalisme agraire ». *L'Homme la Société* n° 183-184 (1): 125-59.
- Royer, Luciana de Oliveira. 2009. « Financeirização da política habitacional: limites e perspectivas ». São Paulo: Universidade de São Paulo.
- Rubim, Barbara, et Sérgio Leitão. 2013. « O plano de mobilidade urbana e o futuro das cidades ». *Estudos Avançados* 27 (79): 55-66. <https://doi.org/10.1590/S0103-40142013000300005>.
- Sá, Thiago Hérick de, Rafael Henrique Moraes Pereira, Ana Clara Duran, et Carlos Augusto Monteiro. 2016. « Diferenças socioeconômicas e regionais na prática do deslocamento ativo no Brasil ». *Revista de Saúde Pública* 50 (juin): 37. <https://doi.org/10.1590/S1518-8787.2016050006126>.
- Sabadini, Maurício de Souza, et Renata Couto Moreira. 2011. « Migrations internes au Brésil: Aspects récents relatif à la géographie et au travail. » *Recherches Internationales*, n° 90: 113-34.
- SAE, Secretaria de Assuntos Estratégicos. 2012a. *Vozes da classe média. Caderno 1: É ouvindo a população que se constroem políticas públicas adequadas*. Brasília: SAE.
- . 2012b. *Vozes da classe média. Caderno 2: Desigualdade, heterogeneidade e diversidade*. Brasília: SAE.
- . 2013a. *Perguntas e Respostas sobre a Definição da Classe Média*. Brasília: SAE.
- . 2013b. *Vozes da classe média. Caderno 3: Empreendedorismo e classe média*. Brasília: SAE.
- . 2013c. *Vozes da classe média. Caderno 4: Classe média e emprego assalariado*. Brasília: SAE.

- Saint Pol, Thibaut de, Aurélie Deneq, et Olivier Monso. 2004. « Ménage et chef de ménage : deux notions bien ancrées ». *Travail, genre et sociétés* N° 11 (1): 63. <https://doi.org/10.3917/tgs.011.0063>.
- Saint Pol, Thibaut de, et François Marical. 2007. « Comparaison du pouvoir explicatif de la version réduite et de la version complète du dispositif : ESeC sur les conditions de vie des ménages ». In *L'évaluation du prototype ESEC : le bilan tiré de l'expérience française*, édité par Cécile Brousse. Vol. F1005. Direction des Statistiques Démographiques et Sociales. Paris: INSEE.
- Salati, Paula. 2020. « Veja comparativo das taxas de juros de financiamento imobiliário ». G1. 20 février 2020. <https://g1.globo.com/economia/noticia/2020/02/20/veja-comparativo-das-taxas-de-juros-de-financiamento-imobiliario.ghtml>.
- Saltorato, Patrícia, Larissa Cecília Domingues, Júlio César Donadone, Eliane Costa Sanches, et Fernanda Sola. 2016. « Fusões, aquisições e difusão da lógica financeira sobre as operações de varejo brasileiro ». *Gestão & Produção* 23 (1): 84-103. <https://doi.org/10.1590/0104-530X780-15>.
- Sampaio, Breno, et Juliana Guimarães. 2009. « Diferenças de eficiência entre ensino público e privado no Brasil ». *Economia Aplicada* 13 (1): 45-68. <https://doi.org/10.1590/S1413-80502009000100003>.
- Sampaio, Maria Ruth Amaral de, et Paulo Cesar Xavier Pereira. 2003. « Habitação em São Paulo ». *Estudos Avançados* 17 (48): 167-83. <https://doi.org/10.1590/S0103-40142003000200014>.
- Sant'Ana, Thais. 2017. « Alphaville 44 anos: saiba como os moradores aproveitam o bairro ». Vero, revista da região do Alphaville. 11 septembre 2017. <https://www.vero.com.br/alphaville-44-anos-saiba-como-os-moradores-aproveitam-o-bairro-e-baixe-o-mapa-da-regiao/>.
- Santos, Artur Tranzola. 2009. « Abertura comercial na década de 1990 e os impactos na indústria automobilística ». *Fronteira* 8 (16): 107-29.
- Santos, Do G1. 2014. « Estudante vira gari para pagar curso e realizar o sonho de ser advogado ». Santos e Região. 20 février 2014. <http://g1.globo.com/sp/santos-regiao/noticia/2014/02/estudante-vira-gari-para-pagar-curso-e-realizar-o-sonho-de-ser-advogado.html>.
- Santos, Gilmar Ribeiro dos, Raíssa Cota Pales, et Sílvia Gomes Rodrigues. 2015. « Desigualdades regionais no Brasil – 1991-2010 ». *InterSciencePlace* 1 (31). <http://interscienceplace.org/isp/index.php/isp/article/view/304>.
- Santos, Leandro. 2018. « BNDES: internacionalização de empresas e o subimperialismo brasileiro ». *GEOSP Espaço e Tempo (Online)* 22 (1): 115-37. <https://doi.org/10.11606/issn.2179-0892.geosp.2018.115940>.
- Santos, Mariana Cristina Silva, Lucas Rocha Delatorre, Maria das Graças Braga Ceccato, Palmira de Fátima Bonolo, Mariana Cristina Silva Santos, Lucas Rocha Delatorre, Maria das Graças Braga Ceccato, et Palmira de Fátima Bonolo. 2019. « Programa Bolsa Família e indicadores educacionais em crianças, adolescentes e escolas no Brasil: revisão sistemática ». *Ciência & Saúde Coletiva* 24 (6): 2233-47. <https://doi.org/10.1590/1413-81232018246.19582017>.
- Santos Rocha, Ednéia Silva. 2015. « A Fundação Ford e o fomento para instituições estratégicas e lideranças acadêmicas no Brasil : análise sobre a parceria com a Fundação Getúlio Vargas ». Thèse de doctorat en géographie, Campinas: Universidade de Campinas. <http://repositorio.unicamp.br/jspui/handle/REPOSIP/287789>.
- Santos, Wanderley Guilherme. 1979. *Cidadania e justiça; a política social na ordem brasileira*. Rio de Janeiro: Campus.

Sátyro, Natalia, et Serguei Soares. 2009. « Análise do impacto do Programa Bolsa Família e do Benefício de Prestação Continuada na Redução da desigualdade nos estados brasileiros: 2004 a 2006 ». Texto para Discussão 1435. Rio de Janeiro: IPEA.

Savage, Mike. 1991. « Making Sense of Middle-Class Politics: A Secondary Analysis of the 1987 British General Election Survey ». *The Sociological Review* 39 (1): 26-54. <https://doi.org/10.1111/j.1467-954X.1991.tb02968.x>.

———. 2015. *Social class in the 21st century*. A Pelican introduction. London: Pelican, an imprint of Penguin Books.

Savage, Mike, Fiona Devine, Niall Cunningham, Mark Taylor, Yaojun Li, Johs Hjellbrekke, Brigitte Le Roux, Sam Friedman, et Andrew Miles. 2013a. « A New Model of Social Class? Findings from the BBC's Great British Class Survey Experiment ». *Sociology* 47 (2): 219-50. <https://doi.org/10.1177/0038038513481128>.

———. 2013b. « A New Model of Social Class? Findings from the BBC's Great British Class Survey Experiment ». *Sociology* 47 (2): 219-50. <https://doi.org/10.1177/0038038513481128>.

Scalon, Maria Celi. 1998. « Mapeando Estratos: Critérios para Escolha de uma Classificação ». *Dados* 41: 337-75. <https://doi.org/10.1590/S0011-52581998000200003>.

———. 1999. *Mobilidade social no Brasil: padrões e tendências*. Rio de Janeiro, RJ: Editora Revan: IUPERJ, Universidade Candido Mendes.

Scalon, Maria Celi, et José Alcides Figueiredo Santos. 2010a. « Desigualdades, classes e estratificação ». In *Horizontes das ciências sociais no Brasil (Sociologia)*, édité par Heloisa Souza Martins, 77-105. São Paulo: Discurso.

———. 2010b. « Desigualdades, Classes e Estratificação Social ». In *Horizonte das Ciências Sociais: Sociologia*, édité par Carlos Benedito Martins et Heloisa Helena T. de Souza Martins, 79-106. São Paulo: Barcarolla.

Schiavi, Mauro. 2018. *A reforma trabalhista e o processo do trabalho: aspectos processuais da Lei n. 13.467/17*. <https://elibro.net/ereader/elibrodemo/65282>.

Schor, Sílvia Maria, et Marisa do Espírito Santo Borin. 1997. « Cortiços adaptados e concebidos na cidade de São Paulo ». *São Paulo em Perspectiva* 11 (1): 152-59.

Schwarcz, Lília Moritz. 1993. *O espetáculo das raças: cientistas, instituições e questão racial no Brasil, 1870-1930*. São Paulo, SP: Companhia das Letras.

———. 2012. *Nem preto nem branco, muito pelo contrário: cor e raça na sociabilidade brasileira*. Coleção Agenda brasileira. São Paulo, SP: Claro Enigma.

Scorzafave, Luiz Guilherme, et Sueli Aparecida Correa e Castro. 2007. « Ricos? Pobres? Uma análise da polarização da renda para o Brasil – 1981-2003 ». <http://ppe.ipea.gov.br>, août. <http://repositorio.ipea.gov.br/handle/11058/3774>.

Scott-Smith, Giles. 2014. « Maintaining Transatlantic Community: US Public Diplomacy, the Ford Foundation and the Successor Generation Concept in US Foreign Affairs, 1960s–1980s ». *Global Society* 28 (1): 90-103. <https://doi.org/10.1080/13600826.2013.848189>.

Sécca, Rodrigo Ximenes, et Rodrigo Mendes Leal. 2009. « Análise do setor de ensino superior privado no Brasil ». 30. BNDS Setorial. Brasília: BNDS. https://web.bndes.gov.br/bib/jspui/bitstream/1408/1943/2/BS%2030%20An%c3%a1lise%20do%20setor%20de%20ensino%20superior_P.pdf.

- SECOVI. 2019. « Sobe o número de lançamentos de lotes no 1º trimestre de 2019 ». 1 juillet 2019. <http://secovi.com.br/noticias/sobe-o-numero-de-lancamentos-de-lotes-no-1-trimestre-de-2019/14343>.
- Segnini, Liliana. 2002. « A nova classificação brasileira de ocupações – CBO 2000 ». In *Mercado de Trabalho e Dinâmica Ocupacional: Seminário internacional*, édité par SENAI. Brasília: SEINAI.
- Senra, Nelson. 2006. *História das estatísticas brasileiras: estatísticas legalizadas (1889-1936)*. Rio de Janeiro: IBGE.
- . 2008. *História das estatísticas brasileiras: estatísticas organizadas (1936-1972)*. Rio de Janeiro: IBGE.
- Sernaclens, Pierre. 2008. « How the United Nations Promotes Development through Technical Assistance ». In *The Post-Development Reader*, édité par Majid Rahnema et Victoria Bawtree, 7. impr., 190-206. London: Zed Books [u.a.].
- Sevcenko, Nicolau. 2018. *A revolta da vacina: mentes insanas em corpos rebeldes*. São Paulo: Unesp.
- Sewell, William. 1943. « A short form of the farm family socio-economic status scale ». *Rural sociology* III (june): 161-70.
- Shaw, Leander J. 1954. « A documentary and descriptive analysis of the administration of educational programs under Point Four, in Brazil, Iran and Thailand. » Thèse de doctorat en éducation, Pennsylvania State University.
- Shimbo, Lucia Zanin. 2010. « Habitação social, habitação de mercado: a confluência entre Estado, empresas construtoras e capital financeiro ». São Paulo: Universidade de São Paulo.
- . 2014. « La construction du logement social : une politique publique liée au marché immobilier ». *Brésil(s)* 6: 99-114.
- Siblot, Yasmine, Marie Cartier, Isabelle Coutant, Olivier Masclet, et Nicolas Renahy. 2015. *Sociologie des classes populaires contemporaines*. Collection U : sociologie. Paris: Colin.
- Siekmeier, James Forshee. 1993. « Fighting economic nationalism: U.S. economic aid and development policy toward latin america, 1953-1961 ». Thèse de doctorat en histoire, Ithaca: Cornell University.
- Sifuentes, Lírían. 2014. « A “Nova Classe Média” no Jornalismo: reflexões críticas ». In *XII Congreso Latinoamericano de Investigadores de la Comunicación*, 1-22. Lima, Peru. <http://bit.ly/33BF15k>.
- Sikkink, Kathryn Angel. 1988. « Development and democracy: ideas, institutions and economic policy making in Brazil and Argentina 1654-1662 ». Thèse de doctorat en économie, New York: Columbia University.
- Silva, Elizabeth B., et Brigitte Le Roux. 2011. « Cultural Capital of Couples: Tensions of Elective Affinities ». *Poetics* 39 (6): 547-65. <https://doi.org/10.1016/j.poetic.2011.09.004>.
- Silva, Enid Rocha, et Helmut Schwarzer. 2002. « Proteção social, aposentadorias, pensões e gênero no Brasil ». *Texto para discussão do IPEA*, n° 934. http://repositorio.ipea.gov.br/bitstream/11058/2830/1/TD_934.pdf.
- Silva, Homero Batista Mateus da. 2018. *Comentários à reforma trabalhista: análise da Lei 13.467/2017 : artigo por artigo*.
- Silva, Inácio Lula da. 2002. « Carta ao povo brasileiro ». Folha de São Paulo. 24 juin 2002. <https://www1.folha.uol.com.br/folha/brasil/ult96u33908.shtml>.

- Silva, José Antônio Ribeiro de Oliveira. 2013. « A flexibilização da jornada de trabalho e seus reflexos na saúde do trabalhador ». *Revista do Tribunal Regional do Trabalho da 15ª Região*, n° 42 (jun): 127-56.
- Silva, Pedro Luis do Nascimento, et Zelia Magalhães Bianchini. 1989. « Comentário à “Levantamento por amostragem da Produção de Trigo, no Rio Grande do Sul, da Safra de 1957/1958” ». *Revista Brasileira de Estatística* 50 (194): 198-200.
- Silva, Pedro Luis do Nascimento, Djalma Galvão Carneiro Pessoa, et Maurício Franca Lila. 2002. « Análise estatística de dados da PNAD: incorporando a estrutura do plano amostral ». *Ciência & Saúde Coletiva* 7 (4): 659-70. <https://doi.org/10.1590/S1413-81232002000400005>.
- Silva, Rodrigo Luiz Medeiros da. 2019. « Subimperialismo Brasileiro? Subimperialismo Sul-Africano? » *Revista da Sociedade Brasileira de Economia Política*, août. <http://revistasep.org.br/index.php/SEP/article/view/456>.
- Silva, Walküre Lopes Riberito da. 2003. « Direito do trabalho brasileiro: principais aspectos de sua evolução histórica e as propostas de modernização. » *Revista do Tribunal Superior do Trabalho* 69 (2): 120-38.
- Simpson, Gavin. 2013. « Summarising Multivariate Palaeoenvironmental Data ». *From the Bottom of the Heap*, décembre. <https://www.fromthebottomoftheheap.net/2013/12/28/pcurve-1/>.
- . 2014. « Summarising Multivariate Palaeoenvironmental Data ». *From the Bottom of the Heap*, janvier. <https://www.fromthebottomoftheheap.net/2014/01/09/pcurve-part-2/>.
- Sinthon, Rémi. 2018. *Repenser la mobilité sociale*. Collection « En temps & lieux », 78. Paris: Éditions EHESS.
- Snijders, Tom A. B., et Roel J. Bosker. 2003. *Multilevel analysis: an introduction to basic and advanced multilevel modeling*. London ; Thousand Oaks, Calif: Sage Publications.
- Soares, Cristiane, et Ana Lucia Saboia. 2007. « Tempo, trabalho e afazeres domésticos: um estudo com base nos dados da Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios de 2001 e 2005 ». 21. Textos para discussão IBGE. Rio de Janeiro: IBGE. <https://biblioteca.ibge.gov.br/visualizacao/livros/liv35740.pdf>.
- Soares, Frederico Lamego de Teixeira. 2000. « Análise econômica da parceria Brasil – Alemanha no contexto das relações entre o Mercosul e a União Européia ». *Revista Brasileira de Política Internacional* 43 (2): 87-107. <https://doi.org/10.1590/S0034-73292000000200004>.
- Soares, Gláucio Ary Dillon. 2005. « O Calcanhar Metodológico da Ciência Política no Brasil ». *Sociologia, Problemas e Práticas* II (48): 27-52.
- Sørensen, Annemette. 1994. « Women, Family and Class ». *Annual Review of Sociology* 20: 27-47.
- Souchaud, Sylvain. 2009. « Les périodes migratoires du peuplement au Brésil: De la fin du XIXe siècle à nos jours ». *Hommes & migrations*, n° 1281 (septembre): 30-39. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.370>.
- . 2015. « Brésil ». In *Dictionnaire des migrations internationales: approche géohistorique*, édité par Gildas Simon et Migrations internationales, espaces et sociétés (Research group). Paris: Armand Colin.
- Souza, Angelita Matos. 2010. « O expansionismo nos governos Lula e o BNDES ». *Mereidiano* 11 (120): 47-53.
- Souza, Antonio Paulino de. 2001. « Théorie et pratique de l'idéologie politique du développement: le cas de la Surintendance du Développement du Nord-Est (SUDENE) ». Thèse de doctorat en sociologie, Paris: Université Paris-7.

- Souza, Jessé, éd. 2012. *Os batalhadores brasileiros: nova classe média ou nova classe trabalhadora?* 2nd. rev. ed. Humanitas. Belo Horizonte: Editora UFMG.
- , éd. 2016. *Crack e exclusão social*. Brasília: Ministério da Justiça e Cidadania, Secretaria Nacional de Política sobre Drogas.
- , éd. 2018. *A ralé brasileira: quem é e como vive*. 3ª edição ampliada com nova introdução. São Paulo: Contracorrente.
- Souza, Kênia Barreiro de, et Edson Paulo Domingues. 2014. « Mapeamento e projeção da demanda por engenheiros por categoria, setor e microregiões brasileiras ». *Pesquisa e planejamento econômico* 44 (2): 373-404.
- Souza, Pedro. 2016. « A desigualdade vista do topo: a concentração de renda entre os ricos no Brasil, 1926-2013 ». Thèse de doctorat en sociologie, Brasília: Universidade de Brasília.
- Souza, Pedro Herculano Guimarães Ferreira de. 2015. « A distribuição de renda nas pesquisas domiciliares brasileiras: harmonização e comparação entre Censos, PNADs e POFs* ». *Revista Brasileira de Estudos de População* 32 (avril): 165-88. <https://doi.org/10.1590/S0102-30982015000000009>.
- Souza, Pedro, Rafael Guerreiro Osorio, Luiz Henrique Paiva, et Serguei Soares. 2019. « Os Efeitos do Programa Bolsa Família sobre a Pobreza e a Desigualdade: um balanço dos primeiros quinze anos ». Texto para Discussão 2499. Rio de Janeiro: IPEA.
- Souza, Thais Cristina Silva de. 2011. « Cortiços em São Paulo: Programas/Vitorias/Relatos ». São Paulo: Université de São Paulo. https://teses.usp.br/teses/disponiveis/16/16137/tde-12012012-151306/publico/Diss_Thais_Cristina.pdf.
- SPD, Statistical Policy Division. 1976. « Statistical Reporter ». 76. Washington: Office of Management and Budget of United Statesmonteir.
- Stanworth, Michelle. 1984. « Women and Class Analyses: A Reply to John Goldthorpe ». *Sociology* 18 (2): 159-70.
- Takhteyev, Yuri. 2012. *Coding Places: Software Practice in a South American City*. Acting with Technology. Cambridge, Mass: MIT Press.
- Tarrit, Fabien. 2014. *Le marxisme analytique: une introduction critique*. Paris: Syllepse.
- Tasset, Cyprien, Thomas Amossé, et Mathieu Grégoire. 2013. « Libres ou prolétarisés ? Les travailleurs intellectuelsprécaires en Île-de-France ». 82. CEE. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00966696/document>.
- Tavares, Maria da Conceição. 1988. *Acumulação capitalista e industrialização no Brasil*. Campinas: UNICAMP.
- . 2019. *Maria da Conceição Tavares: vida, ideias, teorias e políticas*. Édité par Hildete Pereira de Melo. São Paulo, SP: Expressão Popular.
- Tavares, Maria da Conceição, et José Luís Fiori, éd. 1998. *Poder e dinheiro: uma economia política da globalização*. 5. ed. Coleção zero à esquerda. Petrópolis: Ed. Vozes.
- Taylor, Catherine S. 2013. *Validity and validation*. Understanding statistics. Oxford: Oxford University Press.
- Thaning, Max, et Martin Hällsten. 2018. « The End of Dominance? Evaluating Measures of Family Background in Stratification Research ». 34. The Department of Sociology Working Paper Series. Stockholm University.

Théry, Hervé. 1996. *Pouvoir et territoire au Brésil: de l'archipel au continent*. Collection Brasília 13. Paris: Éditions de la Maison des sciences de l'homme.

———. 2009. « Migrations internationales et populations étrangères en France et au Brésil ». *Hommes & migrations*, n° 1281 (septembre): 40-53. <https://doi.org/10.4000/hommesmigrations.372>.

Thomas Jr., Robert M. 1996. « Lloyd A. Free, 88, Is Dead; Revealed Political Paradox ». *New York Times*, 14 novembre 1996, sect. B.

Tirso, Cesar, et Michele Polline Veríssimo. 2017. « Fusões e aquisições no Brasil e a desnacionalização da produção nos anos 2000 ». *Rev. Econ. do Centro-Oeste* 3 (2): 55-71.

TJDFT. 2020. « Processo : APR 2017 01 1 005143-2 0002159-51.2017.807.0000 ». 2020. <https://cache-internet.tjdft.jus.br/cgi-bin/tjcg1?NXTPGM=plhtml06&SELECAO=1&ORIGEM=INTER&CDNUPROC=20170110051432APR>.

Tomazelli, Indiana, et Breno Pires. 2019. « Em 24 Estados, juízes ganham mais de um salário mínimo de vale-refeição – Economia ». *Estadão*, 30 décembre 2019. <https://economia.estadao.com.br/noticias/geral,em-24-estados-juizes-ganham-mais-de-um-salario-minimo-de-vale-refeicao,70003139126>.

Tomyn, Adrian J. 2017. « Hadley Cantril: A Pioneer in Public Opinion Research ». *Applied Research in Quality of Life* 12 (4): 1033-34.

Torres, Thaíse. 2017. « Consuni mantém exclusão de estudante que atacou colega ». UnB Notícias. 17 novembre 2017. <http://www.noticias.unb.br/76-institucional/1935-consuni-mantem-exclusao-de-estudante-que-atacou-colega>.

Traina-Chacon, José-Marcelo, et Adolfo-Ignacio Calderón. 2015. « A expansão da educação superior privada no Brasil: do governo de FHC ao governo de Lula ». *Revista Iberoamericana de Educación Superior* 6 (17): 78-100. <https://doi.org/10.1016/j.rides.2015.10.004>.

Trindade, Thiago Aparecido. 2017. *Protesto e democracia: ocupações urbanas e luta pelo direito à cidade*. Jundiaí, SP: Paco Editorial.

Tronco, Giordano Benites, et Marília Patta Ramos. 2017. « Linhas de pobreza no Plano Brasil Sem Miséria: análise crítica e proposta de alternativas para a medição da pobreza conforme metodologia de Sonia Rocha ». *Revista de Administração Pública* 51 (2): 294-311. <https://doi.org/10.1590/0034-7612162786>.

Uchôa, Christiane Barbosa Eluan. 2014. « Introduzindo a perspectiva do estilo de vida no debate sobre a assim chamada nova classe média no Brasil ». Doctorat en économie, Niterói: Universidade federal Fluminense.

UFRGS. 2006. « Densidade de Candidatos por Curso ». 2006. <https://www.ufrgs.br/vestibular/cv2006/densidade2006.htm>.

UFRJ. 2006. « Superintendência Geral de Comunicação Social da UFRJ – www.olharvirtual.ufrj.br ». 2006. http://www.olharvirtual.ufrj.br/2010/?id_edicao=131&codigo=2.

UNESCO. 2017. *Déchiffrer le code: l'éducation des filles et des femmes aux sciences, technologies, ingénierie et mathématiques (STEM)*. Paris: UNESCO. <https://unesdoc.unesco.org/ark:/48223/pf0000259816>.

UN-Habitat, éd. 2010. *São Paulo: a tale of two cities*. Cities & citizens series : bridging the urban divide, study 1. Nairobi: UN-HABITAT.

- USAID. 1964. « Program and project data – présentation to the congress – FY 1964 ». Washington: USAID.
- . 1965. « Program and project data relate to proposed program – FY 1965 ». Washington: USAID.
- . 1966. « Program and project data – présentation to the congress – FY 1966 ». Washington: USAID.
- . 1967. « Program and project data – présentation to the congress – FY 1967 ». Washington: USAID.
- . 1968. « Program and project data – présentation to the congress – FY 1968 ». Washington: USAID.
- . 1969. « Program and project data – présentation to the congress – FY 1969 ». Washington: USAID.
- . 1970. « Program and project data – présentation to the congress – FY 1970 ». Washington: USAID.
- Valladares, Licia. 2000. « Qu'est-ce qu'une favela ? » *Cahiers des Amériques latines*, n° 34 (juillet): 61-72. <https://doi.org/10.4000/cal.6489>.
- . 2005. *A invenção da favela. Do mito de origem a favela.com*. Rio de Janeiro: FVG.
- Valle Silva, Nelson do. 1974. *Posição social das ocupações*. Rio de Janeiro: IBGE.
- . 1978. « Black-white income differentials: Brazil 1960 ». Thèse de doctorat en démographie, Michigan: University of Michigan.
- . 1979. « As Duas Faces da Mobilidade ». *Dados* 21: 49-67.
- . 1999. « Mobilidade Social ». In *O que ler na ciência social brasileira (1970-1995)*, édité par Sérgio Miceli. Vol. 2. São Paulo: Sumaré.
- Vallet, Louis-André. 2001. « Stratification et mobilité sociales : la place des femmes ». In *Masculin-Féminin questions pour les sciences de l'homme*, 2e éd.:81-97. Sciences sociales et sociétés. Paris cedex 14: Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.laufe.2001.01.0081>.
- Vasconcellos, Maria Drosila. 2001. « Les politiques éducatives au Brésil: des pionniers à nos jours ». *Revue Tiers Monde* 42 (167): 657-72.
- Veja. 2019. « Busca por graduação no exterior cresce 38% entre estudantes brasileiros ». VEJA. 9 juin 2019. <https://veja.abril.com.br/brasil/busca-por-graduacao-no-externo-cresce-377-entre-estudantes-brasileiros/>.
- Vendramini, Célia Regina. 2005. « L'organisation du système d'enseignement au Brésil ». *Revue internationale d'éducation de Sèvres*, n° 38 (avril): 131-36. <https://doi.org/10.4000/ries.1577>.
- Vespucchi, Gabriel, Renato Saboya, Gabriel Vespucchi, et Renato Saboya. 2020. « Do quarto de empregada à varanda gourmet: plantas de apartamento em Florianópolis (1954-2008) ». *Ambiente Construído* 20 (2): 305-22. <https://doi.org/10.1590/s1678-86212020000200401>.
- Viana, Máira Boratto, et Ricardo Trevisan. 2016. « O “quartinho de empregada” e seu lugar na morada brasileira ». Présenté à Encontro da Associação nacional de Pesquisa e Pós-Graduação em Arquitetura e urbanismo, Porto Alegre.
- Vidal, Dominique. 2007. *Les bonnes de Rio: emploi domestique et société démocratique au Brésil*. Le Regard Sociologique. Villeneuve d'Ascq: Presses Universitaires du Septentrion.

- Vieira, Vitor, Fabio Leite, et Felipe Cordeiro. 2014. « Shopping de luxo de SP fecha as portas após protesto em apoio a “rolezinhos” – São Paulo ». Estadão. 18 janvier 2014. <https://sao-paulo.estadao.com.br/noticias/geral,shopping-de-luxo-de-sp-fecha-as-portas-apos-protesto-em-apoio-a-rolezinhos,1120043>.
- Waal, Jeroen van der, Peter Achterberg, et Dick Houtman. 2007. « Class Is Not Dead—It Has Been Buried Alive: Class Voting and Cultural Voting in Postwar Western Societies (1956–1990) ». *Politics & Society* 35 (3): 403-26. <https://doi.org/10.1177/0032329207304314>.
- Walker, Robert, et Luiz S. M. Oliveira. 1990. « Ex-post impact evaluation of Human Resources Development-Related Areas of a Series of four Projects in Brazil : 1970-1990 ». Report to United Nations Development Program. New York: UNDP.
- WD, Writers Directory. 2005. « Jabine, Thomas B(oyd) ». Encyclopedia.com. 2005. <https://www.encyclopedia.com/arts/culture-magazines/jabine-thomas-boyd>.
- Weber, Max. 2008. *Économie et société : Les catégories de la sociologie*. Vol. 1. Économie et société. Paris: Pocket.
- Woodard, James. 2002. « Brazil ». In *The Advertising Age: Encyclopedia of Advertising, A-Z*, édité par John McDonough et Karen Egolf. London: Fitzroy Deaborn Publishers.
- Wright, Erik Olin. 1978. *Class, Crisis and the State*. 3rd impr. London: Verso.
- . 1979. *Class structure and income determination*. Institute for Research on Poverty monograph series. New York: Academic Press.
- . 1980. « Class and Occupation ». *Theory and Society*, n° 9: 177-214.
- . 1985. *Classes*. London: Verso.
- . 1989. « Women in Class Structure ». *Politics & Society* 17 (1): 35-66.
- . 1994. *Interrogating Inequality: essays on class analysis, socialism and Marxism*. London: Verso.
- . 2000a. *Class Counts*. Cambridge, U.K.; New York: Cambridge University Press. <http://public.eblib.com/choice/publicfullrecord.aspx?p=153372>.
- . 2000b. *Class counts: student edition*. Abridged ed. Cambridge, U.K. New York: Cambridge University Press.
- , éd. 2005. *Approaches to class analysis*. Cambridge, UK ; New York: Cambridge University Press.
- . 2015. *Understanding class*. London ; Brooklyn, NY: Verso.
- Wright Mills, Charles. 1951. *White Collar: The American Middle Classes*. Oxford University Press.
- Zaluar, Alba, et Marcos Alvito, éd. 1998. *Um século de favela*. 1a. ed. Rio de Janeiro, Brasil: Fundação Getulio Vargas Editora.
- Zambonato, Carolina Durte. 2015. « Um debate em perspectiva crítica: compreensão e problematização da “Nova Classe Média” ». Dissertação de mestrado em sociologie et en droit, Rio de Janeiro: Universidade Federal do Rio de Janeiro. <https://www.anpocs.com/index.php/papers-40-encontro-3/spg-5/spg16-5/11473-um-debate-em-perspectiva-critica-compreensao-e-problematizacao-da-nova-classe-media/file>.
- . 2018. « Um debate em perspectiva crítica: compreensão e problematização da “Nova Classe Média” ». In *42° Encontro anual da ANPOCS*. Caxambu. <https://www.anpocs.com/index.php/papers-40-encontro-3/spg-5/spg16-5/11473-um-debate-em-perspectiva-critica-compreensao-e-problematizacao-da-nova-classe-media/file>.

Zaremba, Júlia. 2018. « Quarto de empregada torna-se raro em projetos, mas banheirinho resiste – Morar | Sobretudo Folha ». *Folha de São Paulo*, 9 juin 2018. <https://www1.folha.uol.com.br/sobretudo/morar/2018/06/1971353-quarto-de-empregada-e-raro-mas-banheiro-de-servico-resiste-na-planta-atual.shtml>.

Zen, Eduardo Luiz, Tom Dwyer, Wivian Weller, Ana Maria Nogales, et Marília Spósito. 2012. « Estudo Comparado sobre a Juventude Brasileira e Chinesa Dados preliminares do Brasil ». Relatório de Pesquisa. Rio de Janeiro: IPEA.

Zipp, John F., et Eric Plutzer. 1996. « Wives and Husband: Social Class, Gender and Class Identification in the U.S. » *Sociology* 30 (2): 235-52.

Zuniga-Escobar, Miryan. 1977. « The role of the american university in the diffusion of ideologies of developent in latin america: a case study of the University of California at Los Angeles ». Doctorat en éducation, Los Angeles: University of Southern California.

Liste des figures

Figure 1 – Première page du questionnaire sur la main d'œuvre du PNAD 1969 (à gauche) et du Programme Atlantida (à droite)	66
Figure 2 – Schéma de la construction conceptuelle et de l'agrégation de la classification NVS..	121
Figure 3 – Schéma de la construction de la classification de Scalon à partir de la NVS.....	126
Figure 4 – Schéma de la construction conceptuelle et de l'agrégation de la classification CASMIN	129
Figure 5 – Schéma de la construction conceptuelle et de l'agrégation de la classification JAFS .	137
Figure 6 – Schéma de la construction conceptuelle et de l'agrégation de la classification ACEP144	
Figure 7 – Distribution de la population en emploi selon les différentes nomenclatures de classes	147
Figure 8 – Docteur·e·s en activité au Brésil, dont une des thématiques de recherche est la stratification sociale, la mobilité sociale ou les classes sociales, selon le sexe	153
Figure 9 – Extrait d'un LTSS : Couverture, identification et contrats de travail.....	161
Figure 10 – Les composantes de l'emploi informel au sens du BIT.....	165
Figure 11 – Évolution de la place des dépendances des employé·e·s domestiques au Brésil.....	198
Figure 12 – Facteurs structurant l'espace 1-2-3 de l'ACM	230
Figure 13 – Dendrogramme et indices de niveau (individus)	248
Figure 14 – Ellipses de concentration des 6 classes dans les plans 1-2 et 1-3	248
Figure 15 – Positionnement des individus et des ménages au sein d'un espace social hypothétique	257
Figure 16 – Dendrogramme et indices de niveau (ménages)	262
Figure 17 – Comparaison du classement des individus en fonction des classes inductives et des classes déductives	278
Figure 18 – Analyse de classe combinée : macro et micro processus et leur dynamique	281
Figure 19 – Représentation du tableau de contingence T	284
Figure 20 – Lois du χ^2 (gauche) et valeurs critiques de la statistique du χ^2 (droite) selon différents degrés de liberté.....	285

Liste des graphiques

Graphique 1 – Nombre d'études autour des classes sociales au Brésil, 1980-2020.....	16
Graphique 2 – Évolution du PIB per capita et de l'inflation au Brésil, 1960-2018.....	25
Graphique 3 – Variation du prix international des commodities, 1990-2018 (2002 = 100).....	32
Graphique 4 – Endettement ¹ et service de la dette ² en pourcentage du revenu des ménages au Brésil, avec et sans les hypothèques, Janvier 2005-Décembre 2016.....	34
Graphique 5 – Distribution de la population brésilienne selon le sexe, l'âge et la situation face à l'emploi.....	42
Graphique 6 – Distribution du revenu mensuel dans l'emploi principal α	90
Graphique 7 – Décomposition de la distribution des revenus familiaux totaux par tête.....	114
Graphique 8 – Évolution de l'emploi en situation formelle et en situation informelle.....	166
Graphique 9 – Taux de syndicalisation, 2002-2015.....	174
Graphique 10 – Durée de travail hebdomadaire dans l'emploi principal, 2002 et 20015.....	176
Graphique 11 – Nombre de mois d'exercice de l'emploi principal.....	179
Graphique 12 – Part des salarié·e·s concerné·e·s par des salaires non-monétaires.....	185
Graphique 13 – Nombre total de logements financés ou construits par les pouvoirs publics au Brésil.....	191
Graphique 14 – Niveau d'équipement des ménages.....	200
Graphique 15 – Âge moyen d'entrée sur le marché du travail.....	208
Graphique 16 – Temps dédié aux tâches domestiques.....	217
Graphique 17 – Nuages des individus, Axes 1-5.....	222
Graphique 18 – Plan Factoriel 1-2 : modalités significatives et ellipses d'inertie.....	231
Graphique 19 – Plan 1-2 : la position des professions.....	233
Graphique 20 – Plan 1-3 : Allocation du temps, revenu individuel et niveau d'études.....	234
Graphique 21 – Nombre moyen d'années d'études selon la position sur le Plan 1-3.....	236
Graphique 22 – Revenu mensuel moyen selon la position sur le Plan 1-3.....	237
Graphique 23 – Espace des Axes 1-2-3 : revenu individuel et niveau d'études.....	238
Graphique 24 – Rural & Urbain : Plan 1-2 et Plan 1-3 de la CSA.....	242
Graphique 25 – Échantillon de 10 ménages – Plan 1-2 et Plan 1-3.....	259
Graphique 26 – Ellipses de concentration des 5 classes de ménages dans les plans 1-2 et 1-3..	262
Graphique 27 – Ellipses de concentration et barycentres des sous-nuages annuels, 2002-2015.	265
Graphique 28 – Variance (valeurs propres) des nuages annuels, 2002-2015*.....	266
Graphique 29 – L'évolution des classes dans l'espace et dans la durée (2002-2015), Plan 1-2 et Plan 1-3.....	267

Graphique 30 – Intensité de l'association entre niveau d'étude et revenu en fonction du nombre du nombre de degrés de liberté du tableau (gauche) et simulation de la valeur de V en fonction du nombre du nombre de degrés de liberté du tableau (droite)	288
Graphique 31 – Point moyen des catégories sur les Plans 1-2 et 1-3	292
Graphique 32 – Point moyen des catégories sur les Plans 1-2 et 1-3	293

Liste des tableaux

Tableau 1 – Interroger les professions dans les recensements et dans les PNADs*	69
Tableau 2 – Professions le plus exercées selon le sexe et le statut d'emploi.....	89
Tableau 3 – Indicateurs utilisés dans la construction du modèle de classes latentes	105
Tableau 4 – Caractérisation des classes CCEB 2008-2014.....	107
Tableau 5 – Composition du questionnaire et pondérations 2008-2014.....	107
Tableau 6 -Caractérisation des classes CCEB 2015-2019.....	107
Tableau 7 – Composition du questionnaire et pondérations 2015-2019.....	107
Tableau 8 – Caractérisation des classes NSAE	115
Tableau 9 – Caractérisation des classes NVS	122
Tableau 10 – Caractérisation des classes CASMIN.....	130
Tableau 11 – Caractérisation des classes JAFS.....	138
Tableau 12 – Caractérisation des classes ACEP	145
Tableau 13 – Professions classées au sein des catégories désignant le service domestique.....	150
Tableau 14 – Indicateurs de l'insertion des individus au sein du marché de l'emploi.....	168
Tableau 15 – Niveaux et types de salaires non-monétaires (2015).....	186
Tableau 16 – Précarité et inadéquation des ménages (2015).....	193
Tableau 17 – Indicateur des caractéristiques du logement du ménage.....	194
Tableau 18 – Niveaux d'équipement et biens durables disponibles au sein des ménages (2015)	201
Tableau 19 – Indicateurs des caractéristiques de la vie privée et familiale.....	202
Tableau 20 – Situation face à la migration et ancienneté de l'installation dans la ville de résidence	205
Tableau 21 – Variance, variance modifiée, variance modifiée (%), pourcentage cumulé et courbe de décroissance des valeurs propres par axe.....	223
Tableau 22 – Projection du nuage des modalités et contribution des modalités à la variance de l'Axe 1	225
Tableau 23 – Contribution des modalités à la variance de l'Axe 2 et projection du nuage des modalités	227
Tableau 24 – Contribution des modalités à la variance de l'Axe 3 et projection du nuage des modalités	229
Tableau 25 – Contribution de la variance des Axes 1-5 à la variance total.....	241
Tableau 26 – Angles entre les axes de la CSA et les axes et les plan de l'ACM globale.....	244
Tableau 27 – Écart entre les points moyens des classes sur les axes 1, 2 et 3	249
Tableau 28 – Valeurs moyennes de Vm selon les catégories CASMIN-16 de la personne de référence du ménage et de son ou sa conjointe et valeurs moyennes de Vm pour l'ensemble de la catégorie.....	260

Tableau 29 – Écart entre les points moyens des classes sur les axes 1, 2 et 3	263
Tableau 30 – Variance expliquée selon les différentes classifications.....	294
Tableau 31 – Distribution du V de Cramer et du τ de Goodman & Kruskal entre les classes d'individus issues de la cah et la cbo, les niveaux de revenu individuel, le niveau d'études et les nomenclatures de classe	296
Tableau 32 – Distribution du V de Cramer et du τ de Goodman & Kruskal entre les classes de ménages issues de la cah et la cbo, les niveaux de revenu du ménage, le niveau d'études et les nomenclatures de classe.	297

Liste des encadrés

Encadré 1 – La mort et la (sur)vie des classes sociales	11
Encadré 2 – Pesquisa Nacional por Amostra de Domicílios (PNAD).....	18
Encadré 3 – Brésil, XXème siècle : repères d’une société en mouvement.....	24
Encadré 4 – Problème de la comparaison entre libellés et professions : les professions de la santé	73
Encadré 5 – Le Livret de travail et de sécurité sociale (LTSS).....	160
Encadré 6 – Les catégories de salaire non-monnaire au sein du PNAD.....	181
Encadré 7 – Organisation du système d’enseignement au Brésil, âge typique d’entrée dans chaque niveau et distribution des inscriptions selon le type d’établissement (2010, 2011*)	211
Encadré 8 – Activités considérées comme des tâches domestiques par les PNADs	216
Encadré 9 – L’Analyse de classes latentes et l’Analyse discriminante.....	275

Liste de Sigles

- ABA – Association brésilienne d'entreprises de communication
- ABIPEME – Association brésilienne des instituts de sondage et études de marché
- ACL – Analyse de classes latentes
- ACM – Analyse de correspondances multiples
- ACP – Analyse des composantes principales
- AD – Analyse discriminante
- AGD – Analyse géométrique de données
- ANPOCS – Association nationale de recherche en sciences sociales
- BID – Banque interaméricaine de développement
- BIT – Bureau International du travail
- BNDE – Banque nationale de développement économique (ancêtre du BNDES)
- BNDES- Banque nationale de développement économique et social
- BNH – Banque Nationale du Logement
- BPC – *Benefício da Prestação Continuada* [Allocation permanente]
- CB – *Correspondentes bancários* [Entreprises non-bancaires autorisées à réaliser des services bancaires et financiers]
- CCEB – Critère de Classification économique Brésil
- CCEB – Critère de classification économique Brésil de l'ABEP
- CESDIP – Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales
- CNPq – Conseil national de développement scientifique et technologique
- CPS – Caisse de prévoyance sociale
- CPS-FVG – Centre de politiques sociales de la FGV
- CSA – Analyse spécifique de classe
- DGE – Direction Générale de Statistique (ancêtre de l'IBGE)
- EPEA – Bureau de recherche économique appliquée (ancien nom de l'IPEA)
- Eximbank – Export-Import Bank of the United States
- FGV – Fondation Getulio Vargas

FMI – Fonds Monétaire International

I/ESEM – Institut/entreprise de sondage et études de marché

IBGE – Institut brésilien de géographie et de statistique

INEP – Institut national de recherche sur l'enseignement

IPEA – Institut de recherche économique appliquée

LTSS – Livret de travail et de sécurité sociale

MEC – Ministère de l'éducation

MST – Mouvement des Travailleurs Sans Terre

MTE – Ministère du travail et de l'emploi

NSAE – Classification de Marcelo Neri et de la SAE

OCDE – Organisation de coopération et de développement économiques

PMCMV – *Programa Minha Casa, Minha Vida* [Programme ma maison, ma vie]

PNAD – Sondage national par échantillon de ménages

POF – Enquête Budget de Famille de l'IBGE

PPBF – *Programa bolsa família* [Programme d'aide aux familles]

PROUNI – *Programa Universidade para todos* [Programme université pour tous]

PT – Partie des travailleurs

RFTPT – Revenu familial total par tête

SAE – Secrétariat d'affaires stratégiques du Président de la république

SBS – Association brésilienne de sociologie

SEI – Socioeconomic Index

SM – Salaire minimum

SSE – Statut Socioéconomique

USAID – United States Agency for International Development

Titre : Anamorphose sociale. Classes sociales et inégalités sociales au Brésil au cours des années 2000.

Mots clés : Classes sociales, Stratification sociale, Quantification, Inégalités, Brésil

Résumé : Cette thèse interroge la pertinence des indicateurs de classes sociales dans l'analyse des inégalités sociales au Brésil. Ces indicateurs jouent un rôle essentiel en tant qu'outil scientifique capable d'exprimer synthétiquement un ensemble de différences observables entre les milieux sociaux. La manière de fixer les paramètres permet à ces outils de faire apparaître, puis de contribuer à faire exister différents phénomènes. En tant qu'éléments du jeu politique, ces indicateurs sont sensibles au niveau d'organisation des travailleurs et travailleuses, aux politiques publiques et à la place occupée par les organismes producteurs de la statistique publique dans un champ politique déterminé. Si, depuis un demi-siècle, la "mort" des classes sociales a été annoncée à maintes reprises, la pertinence des indicateurs de classes sociales ne cesse, pourtant, d'être réaffirmée par une série d'études empiriques dans différents domaines de la sociologie. À ce sujet, le Brésil présente deux caractéristiques qui le rendent un cas particulièrement intéressant pour l'étude du rapport entre indicateurs de classes sociales et inégalités sociales, au-delà de la grande diversité de genres de vie et de l'ampleur des inégalités de richesse que nous y trouvons. Premièrement, les sciences sociales brésiliennes ne sont pas parvenues à produire un indicateur de milieu social consensuel ou hégémonique. Deuxièmement, nous y retrouvons l'usage simultané de plusieurs indicateurs de classes sociales dans la recherche académique qui répondent à des logiques disciplinaires et théoriques distinctes.

Située à l'entrecroisement de la sociologie de la quantification, de la sociologie des classes sociales et de celle des inégalités sociales, cette thèse est composée de trois axes. Un premier interrogeant la mise en place des enquêtes et des outils scientifiques nécessaires à la mesure des classes sociales. Il s'agit, d'un côté, de se pencher sur les conditions de possibilité de ces dispositifs qui prennent corps dans les objectifs, dans les structures et dans les critères méthodologiques des enquêtes mises en place par la statistique publique à la charnière des années 1970 ; et, de l'autre côté, de soumettre à la critique six des indicateurs de classes sociales les plus répandus au Brésil, en explicitant leurs critères et logiques d'opérationnalisation et les raisons théoriques et/ou empiriques qui les fondent. Un deuxième axe interroge la structure des inégalités sociales au Brésil durant la période 2002-2015, un moment marqué par une grande transformation des conditions de vie des brésiliens. En adoptant la perspective de l'Analyse géométrique de données, il s'agit de construire, décrire et décomposer l'espace des conditions de vie et d'emploi au Brésil. Le troisième axe de cette thèse est dédié à la comparaison de la capacité que les différents indicateurs socio-économiques – classes sociales, revenu (ou capital économique), niveau d'étude (ou capital scolaire), niveau de compétence (ou capital humain), etc. – ont de saisir cet espace, de manière à évaluer dans quelle mesure les classes sociales sont "mortes" au Brésil et quelles sont les différentes facettes de cet espace qui sont mises en lumière par les différents indicateurs.

Title : Social Anamorphosis. Social classes and social inequalities in Brazil in the 2000s.

Keywords : Social classes, Social stratification, Quantification, Inequalities, Brazil

Abstract : This dissertation examines the relevance of social class indicators in the analysis of social inequalities in Brazil. These indicators play an essential role as a scientific tool capable of expressing synthetically a set of observable differences between social milieux. The way in which the parameters of these indicators are setted allows them to reveal and then contribute to the existence of different phenomena. As an element of the political field, these indicators are sensitive to the level of organisation of workers, to the public policies and to the place occupied by the official statistics producers in a given political field. Although the 'death' of social classes has been announced many times over the last half century, the relevance of social class indicators has been constantly reaffirmed by a series of empirical studies in different fields of sociology. In this respect, Brazil has two characteristics that make it a particularly interesting case for the study of the relationship between social class indicators and social inequalities, beyond the great diversity of ways of living and the magnitude of wealth inequalities that we find there. Firstly, Brazilian social sciences have not managed to produce a consensual or hegemonic social milieux indicator. Secondly, we find in Brazil the simultaneous use of several social class indicators in academic research that respond to distinct disciplinary and theoretical logics.

Placed at the intersection of the sociology of quantification, the sociology of social classes and the sociology of social inequalities, this dissertation is composed of three axes. The first axis questions the implementation of statistical surveys and scientific tools that the measurement of social classes requires. On the one hand, we examine the conditions of possibility of these apparatus [dispositifs], which are embodied in the objectives, structures and methodological criteria of the surveys set up by public statistics at the turn of the 1970s; and, on the other hand, we analyse six of the most frequently used indicators of social class in Brazil, by explaining their criteria and logic of construction and the theoretical and/or empirical reasons that underpin them. The second axis inquires the structure of social inequalities in Brazil during the period 2002-2015, a moment of a great improvement of the living standards of Brazilians. By adopting the perspective of Geometrical Data Analysis, the aim of this approach is to construct, describe and decompose the space of life and employment conditions in Brazil. The third axis of this thesis is dedicated to the comparison of the capacity that different socio-economic indicators – social classes, income (or economic capital), educational level (or school capital), skill level (or human capital) etc. – have in apprehend this space, in order to know the extent to which social classes are 'dead' in Brazil and what are the different facets of this space highlighted by the different indicators.

Título : Anamorfose social. Classes sociais e desigualdades sociais no Brasil nos anos 2000.

Palavras-chave : Classes sociais, Estratificação social, Quantificação, Desigualdades, Brasil

Resumo : Esta tese investiga a pertinência dos indicadores de classes sociais na análise das desigualdades sociais no Brasil. Tais indicadores desempenham um papel essencial como ferramenta científica capaz de exprimir sinteticamente um conjunto de diferenças observáveis entre os meios sociais [*milieux sociaux*]. A maneira de estabelecer os parâmetros desses indicadores permite tornar visíveis e contribui a dar existência a diferentes fenômenos. Enquanto componentes do jogo político, esses indicadores são sensíveis ao nível de organização dos trabalhadores e trabalhadoras, às políticas públicas e ao lugar ocupado pelos organismos produtores das estatísticas públicas no interior de um campo político determinado. Se há meio século a "morte" das classes sociais vem sendo anunciada repetidas vezes, a pertinência dos indicadores de classes sociais continuam, no entanto, a ser reafirmada por vários estudos empíricos de diferentes áreas da sociologia. A esse respeito, o Brasil possui duas características que o tornam um caso particularmente interessante para o estudo da relação entre indicadores de classes sociais e desigualdades sociais, para além da grande diversidade de gêneros de vida e da desigualdade de riqueza que nós encontramos nesse país. Primeiramente, as ciências sociais brasileiras não conseguiram produzir um indicador de meio social [*milieu social*] consensual ou hegemônico. Em segundo lugar, nós encontramos no Brasil o uso simultâneo de vários indicadores de classes sociais em pesquisas acadêmicas, indicadores estes que correspondem a lógicas disciplinares e teóricas distintas.

Situada na interseção da sociologia da quantificação, da sociologia das classes sociais e da sociologia das desigualdades sociais, esta tese comporta três eixos. Um primeiro investigando a implementação das pesquisas e das ferramentas científicas necessárias à mensuração das classes sociais. Trata-se, de um lado, de se debruçar sobre as condições de possibilidade desses dispositivos que se materializaram nos objetivos, nas estruturas e nos critérios metodológicos das pesquisas criadas pela estatística pública brasileira na virada dos anos 1970; et, de outro lado, de submeter à crítica seis dos indicadores de classes sociais mais utilizados no Brasil, explicitando os critérios que eles utilizam, as lógicas de operacionalização e as razões teóricas e/ou empíricas que os fundamentam. O segundo eixo aborda a estrutura das desigualdades sociais no Brasil durante o período 2002-2015, momento marcado por uma grande transformação das condições de vida dos brasileiros. Adotando a perspectiva da Análise geométrica de dados, trata-se aqui de construir, descrever e decompor o espaço das condições de vida e de emprego no Brasil. O terceiro eixo desta tese é dedicado à comparação da capacidade que os diferentes indicadores sócio-econômicos – i.e. classes sociais, renda (ou capital econômico), nível de estudos (ou capital escolar), nível de competência (ou capital humano) etc. – têm de apreender esse espaço, de modo a avaliar em que medida as classes sociais estão "mortas" no Brasil e quais as diferentes facetas desse espaço que sobressaem à luz dos diferentes indicadores.